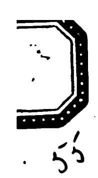
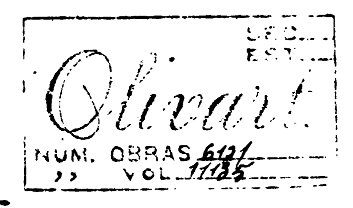

3 2044 102 831 211


55



30. May. 1916

VOYAGES ET ENQUÊTES
EN ROUMÉLIE



L'Imbroglio Macédonien

PAR

MICHEL PAILLARÈS



PARIS
P.-V. STOCK, Editeur
(Ancienne Librairie TRESSE & STOCK
155, Rue Saint-Honoré
(*Devant le Théâtre-Français*)

—

1907

AVIS

Le titre du présent ouvrage a dû être modifié au dernier moment, après le tirage du volume, la propriété du titre primitif : « le *Problème Macédonien* », ayant été revendiquée par un auteur qui l'avait antérieurement choisi, ce qui explique le désaccord entre le titre figurant sur la couverture et le titre courant des pages.

LA MACÉDOINE ?

La Macédoine a été non seulement conquise mais encore supprimée par les Turcs. Les Osmanlis n'aiment pas que les souvenirs historiques soient entretenus dans l'esprit des chrétiens qui vivent sous leurs lois. Aussi, la patrie d'Alexandre a-t-elle été démembrée, morcelée et démarquée. Il faut qu'elle soit rendue méconnaissable aux regards les plus pénétrants. Fondue dans le creuset de l'administration ottomane, elle deviendra partie intégrante de la *Roumélie.*

Peut-être serait-il d'une haute sagesse que la diplomatie ignorât également la Macédoine jusqu'à ce qu'une fée lui rende la vie. Il y aurait assurément moins de confusion dans les discussions, et l'angoissant problème macédonien serait plus facile à résoudre. On se dispute en effet pour indiquer les limites précises de la Macédoine. L'histoire et la géographie reçoivent de rudes entorses parce qu'il importe de provoquer la réalisation de certains rêves politiques et nationaux. Et comme chacun a juré de faire triompher ses idées, il s'ensuit une mêlée générale où Turcs, Albanais, Grecs, Bulgares, Serbes, Roumains (?) se mordent à pleines dents, préparant le succès de l'ennemi commun. Les sottes divisions des petits profiteront aux appétits insatiables des grands.

Pour la commodité du langage, et pour ne pas préjuger au surplus des résultats de mes enquêtes futures, je ferai table rase de tout ce que j'ai appris et lu. Je donnerai le nom de la Macé-

doine à l'ensemble des trois vilayets (1) de Salonique, de Monastir et de Kossovo qui en ont reçu les lambeaux en héritage.

Le vilayet de Salonique est limité : à l'est par la Thrace, au nord-est par la Roumélie orientale, au nord par la Bulgarie, au sud par la mer Egée, où il baigne les trois cornes de la Chalcidique, au sud-ouest par l'Olympe qui l'accule au golfe de Salonique et par la Vistritsa. Au nord-ouest et à l'ouest, il suit une ligne capricieuse qui longe le Malès, se tend en arc de cercle pour descendre aux environs de Strumnitsa, remonte par Negotin, au-dessus de Keuprulu, en suivant le Vardar tantôt à distance, tantôt de très près, décrit une légère courbe, franchit ce fleuve et va heurter par le mont Galesnitsa au mont Karadjitsa qui la fait redescendre vers Cernitsa, puis vers Bjelavoda pour la jeter ensuite sur Ternova, d'où elle dégringole en trouant les monts Kochuf et Nidie jusqu'au lac Ostrovo qu'elle traverse pour se diriger enfin, presque parallèle à Niaousta et à Veria, vers la Vistritsa.

Le vilayet de Salonique est formé par trois sandjaks (2) (sous-provinces ou préfectures) : le sandjak de Salonique, celui de Serrès et celui de Drama, qui se subdivisent en vingt-cinq cazas (3) (arrondissements ou sous-préfectures).

Le sandjak de Salonique comprend treize cazas : les cazas de Salonique, de Kassandra, Karaferia, Enidjé-Vardar, Vodena, Langaza, Gewgeli, Koukouch (Avret-Hissar), Doïran, Strumnitsa, Tikveche, Katerina, Athos.

Le sandjak de Serrès comprend huit cazas : les

(1) Le vilayet correspond à notre ancienne province ; il est administré par un vali ou gouverneur général.
(2) Le sandjak est administré par le *mutessariff* ou préfet.
(3) Le caza est administré par le *caïmakam* ou sous-préfet.

cazas de Serrès, Melnik, Zihna, Razlog, Petritch, Demir-Hissar, Djumaïa-Bala, Nevrocop.

Le sandjak de Drama comprend quatre cazas : les cazas de Drama, Cavalla, Sari-Chaban, Pravichta.

Le vilayet de Monastir est limité : à l'est par les frontières occidentales du vilayet de Salonique, au sud par la Thessalie, au sud-ouest par l'Epire, et à l'ouest il empiète sur l'Albanie et court vers l'Adriatique dont le sépare une étroite bande ; au nord-ouest il touche à la province de Scutari d'Albanie et, au nord, il va en zigzags du Drin-Noir au font Karadzitsa, en passant par le Korab, le Bukovik et le Suha-Gora.

Le vilayet de Monastir est formé par cinq sandjaks : ceux de Monastir, de Koritsa, d'Elbassan, de Selfidjé (Servia) et de Dibra.

Le sandjak de Monastir est subdivisé en cinq cazas : Monastir, Florina, Ochrida, Kirtchevo, Perlépé.

Le sandjak de Koritsa est subdivisé en quatre cazas : Koritsa, Kastoria, Kolonia et Starova.

Le sandjak d'Elbassan est subdivisé en trois cazas : Elbassan, Pekline, Gramoch.

Le sandjak de Selfidjé est subdivisé en six cazas : Selfidjé, Elassona, Grevena, Nasselitch (Lapsista), Kaïlari, Kozani.

Le sandjak de Dibra est subdivisé en quatre cazas : Dibra, Dolna-Reka, Debréi-Zir, Matt.

Le vilayet de Kossovo est limité au nord et au nord-est par la Serbie, au nord-ouest par la Bosnie, à l'ouest par le Monténégro et le vilayet de Scutari, au sud par le vilayet de Monastir.

Le vilayet de Kossovo comprend six sandjaks : ceux d'Uskub, de Prichtina, de Prizren, d'Ipek, de Taslidjé et de Sienitsa.

Le sandjak de Kossovo est subdivisé en dix cazas : Kossovo, Keuprulu, Ichtip, Radovitcha, Kot

chana, Orhanié, Osmanié, Karatova, Egri-Palanka, Koumanova.

Le sandjak de Prichtina est subdivisé en six cazas : Prichtina, Voutchitrine, Mitrovitza, Yeni-Bazar, Prechova, Ghilan.

Le sandjak de Sienitza est subdivisé en quatre cazas : Sienitza, Yenivaroch, Kolachine, Akova.

Le sandjak de Taslidjé est subdivisé en deux cazas : Taslidjé, Priépol.

Le sandjak de Prizren est subdivisé en trois cazas : Prizren, Louma, Kalkandelen.

Le sandjak d'Ipek est subdivisé en cinq cazas : Ipek, Gousinjé, Tirgovichta, Berana, Diakova.

Comment discerner l'entité macédonienne dans cette mosaïque de cazas ?

Respectons pour l'instant le droit de conquête et acceptons les fantaisies des Osmanlis.

Que savions-nous des troubles qui avaient bouleversé les trois provinces rouméliotes, lorsque je débarquai à Salonique en juillet 1904 ?

L'INSURRECTION

Le monde civilisé était encore sous le coup de l'émotion provoquée par les massacres d'Arménie, et voici que des plaintes nous parvenaient de Macédoine, où les Turcs, paraît-il, commettaient de nouveaux forfaits. Les bachi-bouzouks violaient, pillaient, martyrisaient des chrétiens, aux portes mêmes de l'Europe. Et cette persécution était à ce point intolérable qu'elle poussait les Macédoniens à la révolte. Dans tous les sandjaks

l'on organisait l'insurrection. L'*Organisation intérieure* s'apprêtait à délivrer les esclaves, à libérer les opprimés. Déjà plusieurs rencontres avaient eu lieu entre les comitadjis et les soldats turcs. Ce n'étaient que des escarmouches. Les révolutionnaires, soutenus par tous les libéraux d'Angleterre et de France, déployaient une activité de plus en plus menaçante. La diplomatie était inquiète. Qu'allait-il sortir de ce cratère qui s'ouvrait sur les flancs des Balkans ? Il était urgent d'éteindre les premiers feux, car si l'incendie gagnait du terrain, l'Europe tout entière risquerait d'être embrasée. L'Autriche et la Russie, qui se considèrent comme les médecins de l'Homme malade, firent une pression énergique sur le sultan Abd-Ul-Hamid, afin qu'il donnât l'ordre d'élaborer un projet de réformes. Abd-Ul-Hamid, expert en l'art de promettre et de ne jamais tenir, s'empressa d'acquiescer aux désirs de ses amis impériaux. Il promulgua un iradé qui donnait un commencement de satisfaction aux revendications macédoniennes. Hilmi-Pacha était nommé en novembre 1902 Inspecteur général des trois vilayets, avec mandat d'exécuter les volontés réformatrices du Maître. Mais la révolution redoublait d'intensité, les bandes de comitadjis sillonnaient la Macédoine, l'armée turque commettait d'autres excès dans la répression brutale du désordre, et l'opinion publique, à Paris et à Londres, réclamait des mesures radicales. Les cabinets de Vienne et de Saint-Pétersbourg, obligés de prêter une oreille attentive aux prières qui s'élevaient de toutes parts, présentèrent en février 1903, un nouveau programme que le Sultan s'empressa d'accepter. L'Inspecteur général était chargé de réorganiser la police et la gendarmerie avec l'aide d'officiers étrangers qui seraient au service de la Turquie, de remplacer dans les villages chrétiens les

gardes champêtres turcs par des chrétiens, de substituer l'impôt foncier à la dîme et de créer un budget séparé pour chaque vilayet sous le contrôle de la Banque Ottomane. Hilmi-Pacha devenait une sorte de vice-roi par l'étendue des pouvoirs qui lui étaient conférés. Il s'était installé en Macédoine au mois de décembre 1902, accompagné d'une cohue d'aides de camp, de secrétaires, d'espions et de conseillers.

L'Inspecteur général était venu trop tard pour couper les racines du mal. Il fut débordé par le mouvement insurrectionnel. Les comitadjis qui n'espéraient rien du zèle d'un réformateur « turc » ne déposèrent pas les armes. Repoussés sur un point par les soldats hamidiens, ils surgissaient sur un autre, jamais las, jamais vaincus. Pour punir ces *giaours*, des hordes de bachi-bouzouks étaient lâchées sur les villages où des atrocités sans nom faisaient expier aux chrétiens leur manque de soumission et de fidélité. Les maisons étaient brûlées, les femmes et les jeunes filles subissaient les derniers outrages, les vieillards étaient suppliciés, les enfants étaient mutilés.

Les comitadjis exaspérés inaugurèrent au mois d'avril 1903, une action franchement révolutionnaire. Ils firent sauter le pont du chemin de fer près de Anjista, dans le caza de Drama. Ce fut le point de départ d'une lutte sans merci entre les troupes et les bandes. Celles-ci parvenaient presque toujours à passer entre les mailles de l'armée turque, mais les innocents payaient pour les coupables. M. Bapst, chargé d'affaires à Constantinople, écrivait à M. Delcassé :

« Suivant les renseignements qui me sont par-
« venus et qui correspondent parfaitement avec
« ceux reçus par les autres ambassades, les pil-
« lages et les atrocités commis par la gendarme-

« rie et l'armée régulière n'ont jamais été aussi
« nombreux que maintenant. Des détachements
« nombreux circulent dans le pays à la recherche
« d'armes ; ces détachements se font loger dans
« les maisons qu'ils perquisitionnent et profitent
« de l'occasion pour les piller. L'ambassadeur de
« Russie m'a également parlé de cette recrudes-
« cence des poursuites contre la population macé-
« donienne. Il constate que les violences des
« Turcs ont amené la population de la Macédoine
« jusqu'à l'état de folie. » Les villages de Baldévo, de Banitza, de Smardech, de Moguila sont noyés dans le sang. Après avoir coupé des têtes avec leurs yatagans, les persécuteurs mettaient le feu aux maisons, et les habitants qui avaient la vie sauve erraient sans abri et sans pain, dans les forêts, jusqu'à ce qu'une bande les habillât, les équipât et en fit ainsi des *insurgés*.

La révolution s'alimente tous les jours de nouveaux désespoirs et de nouvelles colères. Pour émouvoir l'Europe, elle va frapper un grand coup. Le 14 avril 1903, un inconnu fait sauter le *Guadalquivir* qui était mouillé dans le port de Salonique. Les passagers s'enfuyaient épouvantés. Et toute la ville contemplait avec effroi le grand navire français qui flambait au-dessus des eaux tranquilles. Le lendemain, il ne restait plus à la Compagnie des Messageries maritimes qu'une carcasse de fer. — « Le charme est rompu ! » — écrivait un confrère de Paris. Ce geste de violence ne trouva pas grâce devant les gens *sensés*. On avait compati aux misères injustes des opprimés, on blâma les emportements illégitimes des anarchistes. Mais les événements se précipitaient. Le 15 avril, le train venant de Constantinople écrasait une cartouche de dynamite en gare de Salonique, sans grand dommage pourtant.

Le 16, les conduites de gaz étaient rompues dans

la même ville, et celle-ci était plongée le soir dans une profonde obscurité. C'est qu'il fallait des ténèbres pour rendre plus terrible le drame que l'on avait machiné dans le secret des complots. En effet, Salonique était déchirée tout à coup dans ses entrailles par un réseau de mines ; de violents soubresauts l'agitaient, le sol s'ouvrait, la *Banque Ottomane* flambait comme le *Guadalquivir*, brûlée par un feu souterrain, une pluie de bombes tombait sur le quartier européen y semant l'effroi et l'épouvante. Des habitants s'enfuyaient vers les champs, abandonnant leurs maisons aux pillards et aux incendiaires. D'autres cherchaient le salut dans les caves ou sur les terrasses.

Puis aux bombes des révolutionnaires succédaient les fusillades de la troupe qui avait reçu l'ordre de maîtriser ces « démons » de comitadjis. Pendant les journées des 16, 17 et 18 avril 1903, la ville de Salonique fut livrée à la dynamite, aux balles, aux poignards et au feu. Ceux qui avaient le malheur de se risquer dans la rue étaient massacrés ou par les soldats turcs qui tiraient au hasard dans le tas, ou par les anarchistes qui ne cessaient de lancer leurs « boules infernales » en tous sens, au café de l'*Alhambra*, à la poste turque, sur la place Vardar-Kapia, devant le consulat de Russie. Heureusement, les coups de canon de l'escadre autrichienne vinrent mettre fin à ces horreurs. Soldats, policiers et comitadjis se terrèrent. Et l'arrivée des autres escadres européennes acheva de ramener l'ordre et la tranquillité.

Les attentats de Salonique furent sévèrement commentés par la presse européenne. Les défenseurs de l'opprimé commençaient à détourner leur pitié de ces anarchistes qui dirigeaient leurs attaques non pas contre les tyrans, mais contre leurs protecteurs, contre les Français du *Guadal-*

quivir et de la Banque Ottomane, contre tous les chrétiens des quartiers européens. On s'expliquait difficilement que les révolutionnaires n'eussent pas porté leurs torches incendiaires et leurs « boules » dévastatrices dans les casernes, dans les palais de l'administration hamidienne et dans le Konak. L'action libératrice des comitadjis était frappée de suspicion.

Cependant, M. Victor Bérard tentait un louable effort pour plaider les circonstances atténuantes. « Il s'est consommé à Salonique, écrivait-il (1), « un massacre terrible, monstrueux, sur des « êtres humains. Aucunes justifications, aucunes « protestations ne sont en état de le réparer. Et « moi qui sais estimer la valeur du sang, je le re- « grette, je le maudis plus que tout autre. Néan- « moins, je réserve toute ma répulsion pour les « véritables auteurs des attentats, pour ceux qui « depuis tantôt cinquante ans, n'ont cessé de « pousser les Macédoniens vers cette impasse. « Pour ce qui concerne les exécuteurs des atten- « tats, je ne puis oublier, qu'en portant les bom- « bes, ils savaient qu'ils allaient à la mort ! Ils ont « versé le sang des autres sans hésitation, sans « scrupule, mais c'est aussi sans hésitation qu'ils « ont sacrifié le leur ! Leur crime est, peut-être, « irrémissible, mais leur courage a été sans au- « cun doute des plus héroïques ! » M. Victor Bérard n'a pas pris garde qu'en tenant ce langage il adressait du même coup un éclatant hommage à Ravachol, à Vaillant, et à tous les anarchistes de France, d'Italie et d'Espagne qui, pour avoir commis des crimes « irrémissibles » n'en ont pas moins montré un « courage des plus héroïques ». Ce qui est vérité sur les rives du Vardar ne peut être mensonge sur les rives de la Seine. Un ré-

(1) La Macédoine (*La Revue de Paris*, n° 12, 15 juin 1903).

volutionnaire monte à l'assaut des Bastilles, il déclare la guerre aux forces d'oppression, il ne pille pas, il ne brûle pas les maisons des particuliers, il ne tue pas ses frères en infortune. Aussi la diplomatie européenne laissa-t-elle carte blanche au gouvernement ottoman pour restaurer l'ordre. Elle commit en cela une erreur. Car elle ne devrait pas ignorer que les Turcs qui ne savent pas administrer ignorent également l'art de distribuer la justice, et qu'ils sont féroces dans la répression, frappant à tort et à travers. Des centaines d'innocents furent jetés dans les prisons. Des vieillards, des femmes et des enfants furent châtiés à la place des coupables qui avaient gagné la montagne. Les bachi-bouzouks eurent la permission de corriger les giaours. Ils s'offrirent de tout cœur des viols, des égorgements et des pillages. Un jour même, le 6 mai, ils faillirent massacrer tous les chrétiens de Monastir. Ils s'étaient déjà rués sur le marché et avaient poignardé une douzaine de personnes. Ils s'apprêtaient à continuer leur sinistre besogne, lorsque le Vali Riza-Pacha envoie des pelotons de cavalerie qui sillonnent les rues et établissent une barrière autour des quartiers chrétiens pour arrêter le flot des massacreurs. Outre les douze morts, il y avait eu une trentaine de blessés.

Bientôt, des correspondances provenant de diverses sources nous informent qu'un soulèvement général est proclamé le jour de la Saint-Elie, le 2 août 1903. C'est Boris Sarafoff qui aurait provoqué cette insurrection. « Les comitadjis, disait un télégramme de Vienne, sont debout et agissent avec une nouvelle vigueur. Ils ont appelé sous leurs drapeaux la population célibataire mâle des environs de Monastir ». — Et la *Neue Freie Presse* ajoute que mille jeunes Bulgares ont répondu à cet appel. Les familles bulgares de Monastir ont

reçu l'ordre de préparer des provisions pour les insurgés, et de nombreuses institutrices et jeunes filles se sont jointes aux bandes en qualité d'infirmières. On annonce d'autre part qu'un certain nombre d'officiers bulgares organisent les forces insurgées qui doivent pour opérer être divisées en quatre groupes commandés par Yankoff, Sarafoff, Arsoff et Atzeff. L'Agence Bulgare de Monastir passe pour servir de bureau de recrutement aux insurgés, et l'on déclare que le consul de Russie se serait montré favorable au mouvement.

D'après Hilmi-Pacha, une bande forte de deux cents hommes aurait l'intention d'attaquer Istib, Kotchana et Karatova. Dans diverses parties du vilayet d'Uskub, des bandes mettent le feu à des maisons, fermes, usines. Dans le caza de Perlépé, deux villages ont été attaqués et brûlés malgré la résistance de la population musulmane. A Kruchevo, dans le vilayet de Monastir, les comitadjis se sont emparés, paraît-il, des bureaux de l'administration et ont massacré la garnison de cinquante hommes. Une rencontre a eu lieu dans le voisinage, mais on ignore le résultat. Les insurgés forcent la population agricole à prendre les armes et paraissent déterminés à provoquer de sanglantes représailles de la part des musulmans dans l'espoir d'obliger l'Europe à intervenir.

Pour aggraver la situation, la garnison de rédifs de Perlépé a déserté en masse, et l'on affirme qu'en retournant dans leurs foyers, ces hommes vendent leurs armes aux insurgés. (*Times.*)

Nouveau coup de théâtre : le consul de Russie à Monastir, M. Rostkowsky, a été tué par un gendarme turc qu'il aurait frappé de sa canne et injurié grossièrement, parce que celui-ci étant de faction, ne l'avait pas salué. Cette « affaire » eut un grand retentissement en Macédoine, dans les Balkans et dans toute l'Europe. Pendant que la

Porte discutait avec l'ambassadeur de Russie à Constantinople pour établir les véritables responsabilités, l'anarchie s'étendait de plus en plus sur les trois vilayets ; Omer Ruhdi-Pacha, le vainqueur des Albanais, recevait le mandat d'étouffer l'insurrection.

Des bandes descendaient jusqu'à Yénidjé-Vardar, à une trentaine de kilomètres de Salonique. On signale de nombreuses rencontres entre les comitadjis et les troupes. Mais les nouvelles sont contradictoires et impossibles à vérifier.

Puis, nous apprenons que le dépôt de marchandises de la gare de Zibeftché, sur la frontière serbo-turque, a été détruit par une machine infernale qui était destinée à faire sauter le rapide de Salonique et de l'Europe. Les ponts des chemins de fer sont l'objet de tentatives criminelles ; celui de Gewgeli est presque démoli. Les insurgés ont conçu le projet de rompre toutes communications entre Salonique et Monastir. De sorte que la Macédoine est menacée des pires catastrophes. On entend des villes et des villages les coups de fusil et les coups de canon qui se succèdent sans interruption. Les champs sont dévastés, les récoltes sont incendiées, Kruchevo est occupée par les révolutionnaires qui ont hissé *le drapeau bulgare* sur lequel on a tracé ces mots : « Seveobodata ili Smeurt ! » La Liberté ou la Mort !

Des meurtres, des incendies et des enlèvements consternent Landura et Katerina, dans le vilayet de Salonique. A Tashmor et à Neshto, le télégraphe est détruit, et les maisons deviennent la proie des flammes. La population bulgare s'est enfuie dans les collines, et les musulmans songent aux représailles, car leurs notables sont assassinés. Les autorités ont confisqué des armes et des munitions. Vingt insurgés sont tombés dans un combat avec les troupes à Pelgashta. Cent cin-

quante insurgés ont été tués à Mitrovishta, après dix heures d'une lutte acharnée. (*Times*.)

Le 14 août, une bombe fait explosion non loin d'Orhanié, au moment où passait un train militaire qui transportait des troupes de Verizovitch à Salonique. Deux soldats furent tués, et le train ne subit que des dégâts insignifiants. La ligne des Orientaux est tout particulièrement visée par les dynamitards. Les rails sont arrachés. On veut démolir un tunnel, dans les environs de Demir-Kapou. Les fils télégraphiques sont coupés. Une décision est prise aux termes de laquelle les trains ne circuleront plus après le coucher du soleil. Toutes les voies ferrées sont gardées militairement. Les Turcs sont exaspérés de ne pouvoir saisir l'ennemi qui les harcèle de toutes parts sans offrir la moindre prise à leurs atteintes. Pour assouvir un peu leur vengeance, ils tombent sur une équipe d'ouvriers bulgares de la station de Selenico et les massacrent impitoyablement sans autre forme de procès.

Pendant ce temps les Bulgares de la Principauté se réunissent en des meetings orageux à Sofia et décident d'adresser « l'expression de toutes leurs sympathies à leurs frères des provinces de Macédoine et d'*Andrinople ;* de faire appel à l'opinion publique en Europe pour demander aux divers gouvernements l'application des réformes promises dans ces provinces ; de se déclarer prêts à accorder leur appui moral et matériel à la cause des insurgés ; d'engager le *gouvernement bulgare* à se montrer le gardien vigilant des intérêts *nationaux*, et d'inviter tous les citoyens de la Principauté à offrir des secours pécuniaires à ceux qui luttent pour la sauvegarde de leurs droits ».

La Turquie répond à cette provocation en massant sur le territoire macédonien une armée de cent cinquante mille hommes.

Quant à l'Europe, elle s'épuise en conversations diplomatiques qui ne résolvent rien. La Russie a fait une démonstration navale pour obliger la Porte à lui accorder les satisfactions qu'elle réclame comme *réparations* de l'assassinat de M. Rostkowsky. Et c'est tout. L'Autriche ne bouge pas. Et la « séance » continue de plus belle.

L' « état-major des insurgés » écrit aux consuls de Monastir, à la date du 22 août : « Jusqu'à ce « jour, nous n'avons éprouvé aucune défaite ; « partout, les bandes sont victorieuses et les « Turcs effrayés, prennent la fuite. » Mais il accuse les soldats de commettre les plus grandes atrocités sur les chrétiens désarmés. Des femmes et des jeunes filles seraient violées tous les jours. Les paysans seraient martyrisés, quelques-uns auraient été « jetés vivants dans le feu ». L'Agence Reuter se fait télégraphier de Sofia que *les Turcs ont massacré toutes les femmes et tous les enfants dans vingt-deux villages des districts* de Florina et de Monastir et qu'ils ont tué tous les prisonniers.

L'émotion causée par ces terrifiantes nouvelles pousse les libéraux anglais à réclamer le règlement immédiat par l'Europe de la question macédonienne. Le *Daily News*, le *Manchester Guardian*, le *Daily Chronicle*, la *Gazette de Westminster*, le *Morning Leader*, le *Star* fulminent. Le *Daily News* est le plus violent, il exige qu'on chasse les Turcs d'Europe. Mais dans les cercles gouvernementaux, l'on est plus circonspect. Mieux renseignés, sans doute, les organes ministériels conseillent la prudence et le sang-froid. Ils défendent les Turcs qui « sont plus à plaindre qu'à blâmer » et ils incriminent les Bulgares qui, loin d'être de braves gens, « sont en réalité *plus coupables que les Turcs* ».

« A Downing street, écrit le correspondant du

Matin, on n'aime pas à parler de la situation en Orient ; on préfère fermer les yeux et les oreilles ; on ne veut rien voir, on préfère se tenir absolument à l'écart et laisser à l'Autriche et à la Russie les soins d'empêcher une catastrophe et de rétablir l'ordre. La situation est tellement compliquée, une solution radicale entraînerait des conséquences si graves que le gouvernement anglais ne désire à aucun prix prendre une initiative quelconque. Il n'interviendrait pas, ni ne demanderait aux puissances d'intervenir dans le cas où une guerre entre la Turquie et la Bulgarie éclaterait ; et l'on croit, à Downing street, que l'attitude de la Russie serait identique si cette éventualité se présentait.

Et le mouvement insurrectionnel ne cesse de croître et d'embellir. Tchakalaroff occupe les montagnes de Kastoria, disposant de quinze cents hommes (!) Personne ne peut circuler sur toute l'étendue du sandjak sans un permis signé par ce Voïvode. Sarafoff, tel un Dewet, est partout, mais on ne le rencontre nulle part. Ce personnage devient légendaire. Quelques sceptiques soutiennent que cet agitateur est en lieu sûr, tandis que les pauvres d'esprit qu'il a fanatisés bravent tous les périls.

Les comités, furieux de voir que l'Autriche et la Russie restent imperturbablement sourdes à leurs sommation, n'ont plus de retenue, ni de scrupules. Le « désespoir » leur dicte des coups de force inqualifiables. Ils font sauter avec de la dynamite, près de la station de Kouleli-Bourgas, un train conventionnel des chemins de fer d'Orient venant d'Europe. Sept personnes ont été tuées, il y a une quinzaine de blessés. Parmi les victimes, figurent trois employés des chemins de fer, deux femmes turques, etc...

Ce fut dans toutes les capitales, une explosion

d'indignation. Le *Matin* traduisit fidèlement le sentiment qu'éprouvaient les honnêtes gens de tous les partis en écrivant les lignes suivantes :

« Le monde civilisé ne peut s'élever trop énergiquement contre l'odieux de pareils procédés. Le crime commis dans l'humble petite gare de l'Orient-Express est d'autant plus abominable que ce sont des femmes, des enfants, de modestes employés, c'est-à-dire des innocents, qui en furent les victimes. Cette atrocité aura d'ailleurs — et a peut-être déjà eu à cette heure — pour résultat de provoquer d'autres crimes et d'autres atrocités du côté turc... Voilà à quels effroyables excès *de part et d'autre*, on en est arrivé, dans ce duel épouvantable. »

La Porte attirait l'attention des chancelleries sur les actes de brigandage des comitadjis bulgares, et le ministre des Affaires étrangères adressait aux représentants ottomans à l'étranger cette note: « Quelques journaux reçoivent ou publient depuis quelques jours des nouvelles ou correspondances attribuant aux soldats turcs les actes de meurtre et de pillage qui se produisent dans nos provinces de la Roumélie. Il n'y a qu'invention et calomnie dans ces publications ; ce ne sont point nos soldats, mais bien les bandes bulgares qui se portent à toutes sortes de crimes et d'actes de destruction dans ces provinces dont elles terrifient la population. Ce sont les « agitateurs » qui ont incendié des villages entiers dans les vilayets de Kossovo, Monastir et Salonique, et dernièrement dans le sandjak de Kirk-Kilisse. Ils ont brûlé les propriétés et les maisons des musulmans, et celles des chrétiens qui refusaient de se joindre à eux.

« *Ils ont massacré avec des raffinements de cruauté inouïs un grand nombre d'habitants paisibles, tant musulmans que chrétiens, sans épargner les femmes, ni les enfants.*

« Les comités révolutionnaires bulgares imputent ces atrocités à nos troupes afin de soulever l'opinion publique contre nous. »

Les gouvernements de Russie et d'Autriche-Hongrie semblent donner tort aux Bulgares en invitant la Turquie à réprimer aussitôt que possible l'insurrection. Et la lutte revêt un tel caractère de sauvagerie que le tsar viendra, annonce-t-on, à Vienne pour causer avec l'empereur François-Joseph des moyens de solutionner l'irritant problème macédonien.

La presse allemande invite également le Sultan à poursuivre sans relâche l'anéantissement des bandes dont elle condamne les « folies criminelles ». *La National Zeitung* écrit : « Si le sultan désire garder la Macédoine, il faut faire sentir aux comités macédoniens, et cela de façon à ce qu'il n'y ait pas de méprise possible, la puissance supérieure de la Turquie, et dans ce but il est nécessaire d'entreprendre une action décisive. »

Les Turcs, encouragés par l'Europe, traquent les comitadjis et, selon leur constante habitude, n'épargnent pas les innocents.

Les comités ne sont pas impressionnés par le déploiement des forces turques et la férocité des répressions hamidiennes. Ils forment d'autres bandes qui passeront la frontière sous les ordres de Yankoff, de Tchernopéef et de Kovatcheff. En même temps ils pressent « le prince Ferdinand de prendre un plus grand intérêt à la situation macédonienne. Ils déclarent que si leur pays n'est pas bientôt délivré, la position de la Bulgarie deviendra des plus critiques ».

Mais les Grecs, à leur tour, font entendre leurs plaintes. Cinq mille Macédoniens habitant Athènes, réunis dans un meeting, le 28 août 1903, place Jupiter-Olympien, ont rédigé un mémorandum, qu'ils ont remis au gouvernement et aux

Légations étrangères. Voici le texte de la protestation qui a été adoptée par les manifestants :

« Les Macédoniens établis à Athènes et au Pirée constatent que les Bulgares *convoitent la Macédoine*, pays toujours hellénique. Dans ce but, les Bulgares falsifient l'histoire, défigurent la géographie et les conditions ethnologiques. Ces moyens étant encore impuissants, ils recourent au couteau assassin et à la dynamite anarchiste.

« Aussi les Macédoniens originaires de tous les districts de Macédoine votent les résolutions suivantes :

« 1° Ils protestent contre l'effroyable situation créée par les bandes bulgares venues de Bulgarie et non formées par les indigènes macédoniens ; lesquelles bandes visent la destruction de l'hellénisme par le fer et le feu.

« 2° Ils protestent contre les fausses statistiques publiées par les slavistes pour égarer l'opinion européenne au détriment de la nationalité hellénique.

« 3° Ils protestent contre l'égorgement systématique des Gréco-Macédoniens et la ruine des propriétés grecques par les bandes bulgares.

« 4° Les Gréco-Macédoniens sont restés jusqu'à présent tranquilles parce qu'ils croyaient que l'Europe n'aurait pas permis pareilles atrocités.

« 5° *Ils déclarent que si cette déplorable situation se prolonge ils prendront les armes pour défendre leurs frères* égorgés par les bandes bulgares.

« 6° Ils supplient l'Europe de protéger les populations gréco-macédoniennes contre les bandes bulgares qui commettent des crimes déshonorant le nom chrétien. »

La Légation de Russie refusa de recevoir une copie de cette résolution. Pourquoi ?

Les Grecs entraient donc en scène. Et les Serbes aussi. Un meeting auquel assistaient huit mille

personnes avait adopté, à Belgrade, une autre résolution par laquelle il était déclaré que la Serbie ne pouvait plus rester indifférente en face de la situation de la Vieille Serbie et de la Macédoine, que les Etats balkaniques devaient se substituer aux comités, incapables d'acquérir la liberté, pour obtenir des réformes et ramener l'ordre, et qu'il importait d'écarter toute intervention européenne dans le conflit.

Le cauchemar prendra-t-il fin ? Non. Les comitadjis sont tenaces. Ils espèrent que l'Europe se lassera de rédiger des notes comminatoires et d'élaborer des programmes qui ne sont jamais exécutés. Ils n'ont que des sarcasmes pour l'envoi des quatre officiers belges et des deux officiers suédois qui ont été appelés à réaliser la réforme de la gendarmerie prévue dans le projet de décembre. Ils ne déposeront leurs armes et leurs colères que lorsque *l'autonomie* leur aura été octroyée. Une nouvelle insurrection s'organise sur les ruines, les cendres et les cadavres des précédentes. Les fameux voïvodes Tzontcheff et Yankoff sont à la tête d'un mouvement qui se développe le long de la vallée de la Strouma, dans la région de Boinsko, et au nord du Vardar.

L'explosion qui s'est produite à bord du steamer *Vaskapu*, de la ligne hongroise du Levant, et qui a causé la mort de vingt-sept passagers et de neuf hommes d'équipage, d'après une version officielle, de quinze passagers, de trois officiers et de six matelots, d'après une autre version, excite encore plus les fureurs germaniques contre les Bulgares, car cet attentat est l'œuvre des comitadjis. *La Gazette de Cologne* flétrit ces révolutionnaires que d'aucuns persistent à considérer comme des héros et qui ne sont que de « féroces énergumènes ».

La Turquie qui ne reçoit que des encourage-

ments de Berlin, de St-Pétersbourg, de Londres, de Vienne et de Rome prend des mesures brutales pour mater l'insurrection. Ses troupes pourchassent les bandes avec acharnement et les forcent à chercher un suprême refuge sur les sommets des montagnes. Les comitadjis qu'elles rencontrent sur leur route sont exécutés brutalement. Et dans le nombre des passants et des villageois il y a toujours des victimes à qui l'on ne peut reprocher que d'être des giaours. Plus de vingt villages des districts de Kastoria et de Monastir souffrent de la cruauté aveugle des justiciers hamidiens. C'est l'éternelle iniquité turque ! Jamais l'Osmanli n'a su se garder des excès ni des abus. Même quand il a raison, le « brave » Turc ne manque pas de mettre beaucoup de torts de son côté. Les bachi-bouzoucks opèrent des « battues », ils se répandent partout où ils ont chance de rencontrer des chrétiens qu'ils volent et assassinent. Les Grecs ne sont pas négligés dans ces dragonnades bien qu'ils ne soient pas des révoltés. Le 7 septembre 1903, 35 paysans et deux prêtres sont massacrés à Kastoria, sans compter tous les Koutzo-valaques grécisants qui ont été fauchés dans le drame épouvantable de Kruchevo. Aussi M. Rhallys, président du Conseil des ministres de Grèce, a-t-il adressé des représentations énergiques à la Turquie. Il a également protesté contre les assassinats commis par les soldats dans le village d'Efkarion, du vilayet d'Andrinople. (*Times.*)

Les relations se tendent entre le cabinet de Sofia et la Porte, car celle-ci rend la Bulgarie responsable de tous les désordres qui agitent la Macédoine. Le gouvernement princier réplique avec hauteur qu'il ne peut admettre cette manière de voir, que les imputations turques ne sont pas justifiées.

Les deux puissances s'arment jusqu'aux dents.

La Porte aurait mobilisé 300.000 hommes dans la Turquie d'Europe.

Il faut agir d'urgence pour ne pas s'exposer à voir se propager l'incendie dans tous les Balkans. La Russie et l'Autriche adressent à la Bulgarie une note commune dans laquelle il est confirmé d'une manière irrévocable que les patriotes bulgares doivent se contenter des réformes qui ont été adoptées par la Porte. En même temps, l'agent diplomatique d'Autriche-Hongrie à Sofia fait des représentations verbales auprès du président du Conseil des ministres de la Principauté pour blâmer l'activité des bandes le long de la frontière, la constitution de ces mêmes bandes et la fabrication de la dynamite sur le territoire bulgare. L'Europe accuse formellement l'armée princière, la police, les fonctionnaires de tous ordres de se faire les complices de ces agissements.

En réponse, le gouvernement bulgare adresse aux agents diplomatiques de Bulgarie à St-Pétersbourg, à Paris, à Vienne et aux représentants de la Grande-Bretagne et de l'Italie à Sofia, une circulaire affirmant sa correction et sa sincérité et repoussant toute responsabilité à l'égard de complications ultérieures.

L'Autriche-Hongrie et la Russie ne se laissent pas intimider par cette menace déguisée. Elles insistent vivement auprès du gouvernement bulgare pour qu'il rompe tous rapports directs ou indirects avec les comités macédoniens et l'avertissent au surplus qu'en cas de guerre avec la Turquie, « l'Europe ne prêtera aucune aide à la Bulgarie ».

L'exaspération des Bulgares est à son comble. De voir l'indifférence des grandes puissances protectrices des chrétiens en Orient et la faillite de tous les espoirs, les comités en sont réduits aux projets les plus insensés. Ils déclarent maintenant qu'ils égorgeront les habitants musulmans.

Les journaux libéraux d'Angleterre, appuyés cette fois par les organes ministériels qui continuent cependant à se montrer circonspects, réclament plus impérieusement une intervention directe de l'Europe pour qu'une autonomie sous un gouvernement général chrétien soit instituée en Macédoine et imposée au Sultan.

En France, en Italie et en Autriche, à part quelques rares exceptions, la presse se prononce catégoriquement en faveur de mesures radicales.

Enfin, le 30 septembre 1903, a lieu à Muerzteg une entrevue sensationnelle entre les empereurs Nicolas II et François-Joseph. Des conversations que tiennent ces deux souverains et leurs premiers ministres sortira le fameux programme de réformes qui porte le nom de la petite ville de Styrie où il fut élaboré. Dès le lendemain, des instructions identiques étaient transmises à Constantinople aux deux ambassadeurs intéressés sur la « nouvelle conduite politique » qui venait d'être arrêtée d'un complet accord par la Russie et l'Autriche à l'égard et de la Turquie et des comités bulgaro-macédoniens. Ces deux puissances s'érigeant en un tribunal souverain condamnaient tour à tour les *actes séditieux* des comitadjis et les *excès* des autorités automanes. Elles attribuaient l'insuccès du programme réformateur de février tantôt aux révolutionnaires et tantôt aux fonctionnaires. Elles indiquaient leur ferme intention de poursuivre la pacification définitive des provinces éprouvées par l'établissement d'un *contrôle* et d'une *surveillance* plus étendus et plus *efficaces* de l'administration turque.

Avant même de recevoir le texte du programme de Muerzteg, le Sultan crut habile de prendre les devants et de signer un *Iradé* qui donnait toutes satisfactions aux exigences de l'Europe. Abd-Ul-Hamid ordonnait l'application immédiate de tous

les points des réformes non encore en vigueur : l'envoi de fonds à Hilmi-Pacha pour la reconstruction et la réparation, dans le plus bref délai, des maisons incendiées et détruites par les brigands. Les habitants qui s'étaient enfuis avec les comitadjis dans les montagnes étaient invités à rentrer dans leurs foyers où les indigents seraient secourus. Il était recommandé aux fonctionnaires et aux soldats de ne pas se livrer, sous peine de châtiments sévères, à des actes contraires à la volonté du Calife dans la poursuite et l'extermination des bandes. Les quatre officiers belges engagés déjà pour la réorganisation de la gendarmerie étaient affectés aux vilayets rouméliotes. La commission de Monastir, présidée par Hilmi-Pacha qui était chargée de régler la question des gardes champêtres devait être renforcée et fonctionner sans répit.

L'Autriche et la Russie accordèrent à cet Iradé toute la confiance qu'il méritait. Leurs ambassadeurs remirent à la Porte le 21 octobre le texte du programme de Muerzteg qui avait été approuvé par les autres puissances.

Il est utile que le lecteur ait sous les yeux ce texte en entier, car c'est autour des décisions prises par les deux empereurs que roulera désormais toute la question macédonienne.

« I. Pour établir un contrôle de l'activité des autorités locales automanes quant à l'application des réformes, nommer auprès de Hilmi-Pacha des *agents civils* spéciaux d'Autriche-Hongrie et de Russie, obligés d'accompagner partout l'Inspecteur général, d'attirer son attention sur les besoins de la population chrétienne, de lui signaler les abus des autorités locales, de transmettre les recommandations relatives aux ambassadeurs à Constantinople et d'informer leurs gouvernements

de tout ce qui se passe dans le pays. Comme *aides* aux dits agents pourraient être nommés des secrétaires et des drogmans chargés de l'exécution de leurs ordres et autorisés à cet effet à des tournées dans les districts pour questionner les habitants des villages chrétiens, surveiller les autorités locales, etc.

« La tâche des agents civils étant de veiller à l'introduction des réformes et à l'apaisement des populations, leur mandat expirera dans le délai de deux ans à partir de leur nomination.

« La Sublime Porte devra prescrire aux autorités locales d'accorder à ces agents toutes les facilités pour qu'ils soient à même de remplir leur mission.

« II. Vu que la réorganisation de la gendarmerie et de la police turques constitue une des mesures les plus essentielles pour la pacification du pays, il serait urgent d'exiger de la Porte l'introduction de cette réforme.

« Prenant cependant en considération que les quelques officiers suédois et autres, employés jusqu'à présent et qui ne connaissent ni la langue ni les conditions locales n'ont pu se rendre utiles, il serait désirable d'introduire dans le projet primitif les modifications et compléments suivants :

« *a*) La tâche de réorganiser la gendarmerie dans les trois vilayets sera confiée à un général de nationalité étrangère, au service du gouvernement impérial ottoman, auquel pourraient être adjoints des militaires des grandes puissances qui se partageraient entre eux les circonscriptions où ils déploieraient leur activité de contrôleurs, d'instructeurs et d'organisateurs. De cette manière ils seraient à même de surveiller aussi les procédés des troupes envers la population.

« *b*) Ces officiers pourront demander, si cela leur paraissait nécessaire, l'adjonction d'un certain

nombre d'officiers et de sous-officiers de nationalité étrangère.

« III. Aussitôt qu'un apaisement du pays sera constaté, demander au gouvernement Ottoman une modification dans la délimitation territoriale des unités administratives en vue d'un groupement plus régulier des différentes nationalités.

« IV. Simultanément demander la réorganisation des institutions administratives et judiciaires dans lesquelles il serait désirable d'ouvrir l'accès aux chrétiens indigènes, et de favoriser les autonomies locales.

« V. Instituer immédiatement dans les principaux centres des vilayets des commissions mixtes formées d'un nombre égal de délégués chrétiens et musulmans pour l'examen des crimes politiques et autres commis durant les troubles. A ces commissions devraient prendre part les représentants consulaires d'Autriche-Hongrie et de Russie.

« VI. Exiger du gouvernement turc l'allocation de sommes spéciales :

« *a*) Pour la réintégration dans les localités de leur origine des familles chrétiennes qui se sont réfugiées en Bulgarie ou ailleurs :

« *b*) Pour les secours aux chrétiens qui ont perdu leur avoir et leur domicile ;

« *c*) Pour la restauration des maisons, des églises et des écoles détruites par les Turcs durant l'insurrection.

« Des commissions, dans lesquelles siégeront les notables chrétiens, décideront de la répartition d ces sommes. Les Consuls d'Autriche-Hongrie et de Russie en surveilleront l'emploi.

« VII. Dans les villages chrétiens brûlés par les troupes turques et les bachi-bouzouks les habitants chrétiens réintégrés seront libérés durant un an du paiement de tout impôt.

« VIII. Le Gouvernement Ottoman s'engagera à

introduire à nouveau sans le moindre retard les réformes mentionnées dans le projet élaboré au mois de janvier de l'année courante ainsi que celles dont la nécessité serait ultérieurement indiquée.

« IX. La plupart des excès et des cruautés ayant été commis par des ilavés (Rédifs de IIe classe) et des bachi-bouzouks, il est urgent que les premiers soient licenciés, et que la formation de bandes de bachi-bouzouks soit absolument empêchée. »

Telle était la charte octroyée par les deux empereurs aux Macédoniens opprimés. Comment fut-elle accueillie par Abd-Ul-Hamid ? Oh ! il se garda bien de l'attaquer de front. Il s'évertua d'abord à démontrer qu'il avait été animé des sentiments les plus bienveillants depuis qu'il avait daigné accepter le projet de février. La Porte fit ressortir dans une note diplomatique toutes les mesures qu'elle avait déjà prises soit pour la réorganisation de la gendarmerie, le licenciement des ilavés, soit pour la reconstruction des maisons détruites, le soulagement des malheureux et l'amnistie des insurgés. Elle insinuait que les nouvelles propositions austro-russes étaient superflues.

La Turquie, profitant des complications survenues en Extrême-Orient et en Hongrie, entendait-elle résister vigoureusement à l'établissement d'un contrôle *efficace* sur son administration ? Escomptait-elle les jalousies et les suspicions qui pouvaient naître, surtout si elles étaient habilement provoquées, dans l'esprit des diplomates anglais et italiens du fait que la Russie et l'Autriche assumaient de leur propre initiative un rôle prépondérant dans les affaires d'Orient ? Ou bien, voulait-elle sauver les apparences, emprunter une attitude hautaine et intransigeante devant l'Europe et devant le monde musulman, prête à céder aussitôt qu'on exercerait sur celle une pression sérieuse ?

Après d'interminables négociations, la Porte ac-

quiesça au mois de décembre à la nomination des agents civils. Ce furent MM. Déméric, pour la Russie, et Muller pour l'Autriche-Hongrie qui furent désignés. Ces hauts contrôleurs arrivèrent à Salonique vers la fin du mois de janvier.

Restait à solutionner la question de la gendarmerie. La Porte voulait bien admettre la nomination d'un général italien mais elle se refusait à lui adjoindre d'autres officiers européens hormis les officiers belges, norvégiens, suédois « déjà appelés à participer à la réorganisation de la gendarmerie ». Cependant la Russie venait de déléguer auprès du général italien Degiorgis le général russe Schostak, la France, le colonel Vérand, l'Angleterre le colonel Fairholm, l'Autriche-Hongrie, le lieutenant-colonel comte Salis-Sewis, et l'Italie, le colonel Signorelli. Ces officiers se trouvaient à Constantinople, attendant les instructions de leurs ambassadeurs. Il était de toute impossibilité qu'ils fussent refusés par le Sultan. Le prestige de l'Europe entière était en jeu. C'est pourquoi furent-ils finalement tolérés par un acte diplomatique. Puis il fut décidé que chaque adjoint, placé à tous égards sous la dépendance exclusive de son propre gouvernement, aurait sous ses ordres cinq officiers de sa nationalité qui, eux, seraient au service de la Turquie. Le nombre de ces officiers pouvait être augmenté dans la suite au fur et à mesure des besoins. On en avait prévu soixante pour les trois vilayets. Mais sur les instances réitérées de la Porte les Ambassadeurs avaient consenti à réduire leurs demandes. La Roumélie fut partagée en cinq secteurs. L'Angleterre est représentée à Drama, l'Autriche à Uskub, la France à Serrès, l'Italie à Monastir, la Russie à Salonique.

Cette répartition fut l'objet d'intrigues caractéristiques. L'Autriche s'opposait à ce que le vilayet d'Uskub fût confié à une autre puissance. On le

lui abandonna. Aussitôt, l'Italie ne se déclara satisfaite que si le vilayet de Monastir lui était attribué. L'Angleterre demanda la région qui touchait à Cavalla et à l'île de Thassos convoitée par les appétits *économiques* de l'Allemagne, la Russie prenait le port où tendent les convoitises autrichiennes. La France allait n'importe où. Et les préoccupations humanitaires de l'Europe, où étaient-elles ? Elles étaient reléguées dans les bureaux de rédaction et dans les cerveaux des pacifistes et des *libéraux !* L'essentiel, maintenant qu'on était dans la place, était de s'y ménager de bons coins et d'agréables perspectives.

Faut-il parler des disputes homériques que causèrent le choix, la couleur, la coupe des uniformes ? Et la coiffure ? Messieurs les officiers européens porteraient-ils le fez ou le kalpak ? Le fez, c'était le symbole de la tyrannie ! Vous pensez bien que les Russes ne pouvaient en souffrir le contact. Ils l'écartèrent du geste le plus méprisant. Les Français, leurs alliés et *amis*, se devaient de suivre docilement cet exemple d'affranchissement.

Ils eussent été mieux inspirés, je crois, en se souvenant que nous gouvernons en Algérie et en Tunisie des millions de musulmans. Nous ne perdions rien à ménager leurs susceptibilités. Les Autrichiens, les Italiens et les *libéraux* anglais furent plus politiques ou plus spirituels, ils ne firent aucune difficulté pour se coiffer de « rouge ». Les Anglais, eux, qui ne perdent jamais la tête, même sous un bonnet *oppresseur*, n'oublièrent pas les Egyptiens. Ce sont petits détails, sans doute, mais la diplomatie n'ignore pas que les futiles apparences ont un grand poids dans la balance des résultats.

Qu'auguraient de tout cet appareil de justice, de toutes ces promesses de libération, les comités macédoniens ?

Ecoutons ce que dit l'agitateur Boris Sarafoff à un rédacteur du *Journal* (1) :

« Si les puissances, toutes les puissances signataires du traité de Berlin n'interviennent pas énergiquement, l'insurrection recommencera au printemps. Nous avons les hommes : toute une population qui, s'étant déjà battue, est aguerrie, et qui, désespérée, ne craint pas la mort. Nous avons les armes et les munitions. Vous êtes-vous demandé où étaient passés les 80.000 fusils Gras du temps de la guerre gréco-turque ? Ce sera la lutte à outrance. Toutes les puissances signataires du traité de Berlin doivent veiller sur notre sort. Nous ne pouvons pas permettre que la Russie et l'Autriche seules soient chargées de nos destinées *nationales. Nous n'avons que trop de raisons de supposer à ces deux puissances des précautions égoïstes, des ambitions qui s'accordent par trop peu avec les idées désintéressées et humanitaires que nous voudrions pouvoir attendre* de nos protecteurs. Il ne nous conviendrait pas d'échapper au joug des Turcs pour passer sous la domination économique ou politique de l'un ou l'autre de ces deux empires. »

Les comités ne sont pas contents. Ils écrivent dans leur Memorandum, publié en 1904, que « le projet de réformes de Muerzteg *est un avorton* », qu'il « ne contient absolument aucunes mesures de nature à apporter un remède », que ce n'est « qu'un recueil de recommandations et de pieux désirs privés de la sanction, sans laquelle toute innovation en Turquie ne sera jamais qu'une chimère ».

Les Bulgares tombent « dans un morne abattement ». Ils se résigneront. Les chefs de l'insurrection rentrent en Bulgarie en déclarant qu'ils

---

(1) Numéro du 30 décembre 1903.

font crédit à l'Europe, qu'ils ne chercheront pas à entraver l'œuvre des réformes.

Cependant, il nous parvient tous les mois des nouvelles qui nous apprennent qu'il y a toujours des bandes en Macédoine. Les comitadjis n'ont pas tous quitté la terre opprimée, beaucoup sont restés pour surveiller l'action des Européens. De temps en temps ils fondent sur des chrétiens pour les contraindre à se ranger sous la bannière de l'Exarchat. Ils continuent ainsi la propagande en vue des futurs événements.

D'autres correspondances, au contraire, nous informent que les chrétiens ne sont jamais assassinés par les révolutionnaires, mais qu'ils sont *exécutés* impitoyablement suivant les décisions de l'Organisation Intérieure toutes les fois qu'ils ont dénoncé les bandes aux autorités turques.

Les Grecs sont particulièrement voués à la haine bulgare, parce qu'ils auraient, en maintes circonstances, prêté leur appui aux bachi-bouzouks contre les exarchistes. M. Stéphane Lauzanne semble avoir ajouté foi à une coopération gréco-turque. Il s'écriait dans *Le Matin :* « Il se trouve des voix pour encourager, pour approuver la Turquie. A l'heure où la civilisation tout entière frémit devant le nouvel outrage qui lui est jeté à la face, il se trouve un pays pour crier « bravo », et ce pays est la Grèce, dont le souverain était, hier encore, dans nos murs... Il y a là comme une tragédie qui vient s'ajouter à toutes les autres, et quand on a ce spectacle d'un pays à peine échappé au supplice qui se range du côté de ses tortionnaires, on ne peut s'empêcher de se rappeler le mot si effroyable, dans sa déliquescence, de Proudhon : « Après les bourreaux, je ne sais rien parfois de plus haïssable que les victimes. »

Je crois avoir donné un fidèle résumé des principaux épisodes de l'Insurrection bulgaro-macédo-

nienne de 1902-1903. D'un côté nous avons vu les Bulgares crier à la persécution, dénonçant au monde civilisé les « atrocités turques », puis organiser la révolte des opprimés, laquelle, du reste, n'a pas abattu une seule pierre de la Bastille hamidienne. D'un autre côté, nous avons entendu les Turcs protester véhémentement contre les « calomnies » bulgares, encouragés dans la poursuite des « brigands » et la répression des troubles par l'Autriche et la Russie. Par ailleurs encore, une plainte sourde et confuse s'est élevée, parvenant difficilement jusqu'à nous : les Grecs ont accusé les comitadjis de massacrer tous ceux qui restent attachés à l'idée hellénique, et de mutiler leurs victimes, sans épargner les femmes ni les enfants. Par contre, les Bulgares ont répliqué que les Hellènes se sont faits les suppôts du tyran, et cette contre-accusation a trouvé un écho complaisant à Paris et à Londres. Du reste, l'opinion, à peu près unanime, en Europe, a été favorable aux revendications bulgaro-macédoniennes. Seule la diplomatie a paru n'accueillir les doléances des « *esclaves* », qu'avec de sceptiques réserves. Elle a même donné raison, parfois, aux « oppresseurs » qu'elle a poussés au châtiment des perturbateurs. Elle a néanmoins conseillé, puis imposé un système de réformes qui doit apaiser la conscience des libéraux d'Europe, calmer le courroux des révolutionnaires et sauver la Turquie d'un nouveau démembrement.

Je n'entrerai pas en Macédoine sans avoir confessé à nouveau que je m'étais associé moi-même à tous les hommes de bonne foi qui, venus de tous les horizons politiques, avaient flétri l'infamie hamidienne, prononcé la déchéance irrémédiable du régime ottoman, porté aux nues l'héroïsme des comitadjis, pleuré sur les malheurs des chrétiens, et *regretté* l'attitude des Grecs qui,

oublieux de leur glorieux passé, avaient prêté main-forte aux tortionnaires turcs contre leurs frères de misère et de servitude.

Nous verrons si je voyais juste, et si nous avions été bien renseignés. Je laisserai parler les faits dont je serai le témoin oculaire et impartial.

PREMIERES ENQUÊTES

Le bateau qui nous porte glisse lentement sur les eaux du golfe de Salonique. Nous sommes devant la ville. Le temps est radieux. Le soleil jette des rayons ardents. La mer est toute pailletée. Tous les passagers sont sur le pont, impatients de débarquer. J'admire le spectacle qui s'offre à mes yeux ravis, plus curieux que mes compagnons de voyage, trop familiers avec les choses d'Orient. Salonique s'étage des bords du golfe jusqu'au sommet d'une colline qu'enguirlandent et que couronnent des murs crénelés. Les maisons, toutes blanches, aux toits de brique, reposent dans la verdure. Des minarets sveltes s'élancent d'un mouvement gracieux au-dessus des mosquées et piquent, çà et là, une note joyeuse. Salonique domine la plaine liquide, prête à reprendre l'essor vers l'Asie prometteuse de richesses et de gloire. Elle tourne le dos à l'Europe. Une ceinture étroite de montagnes lui cache l'intérieur de la Macédoine et la force à regarder constamment la rade immense qui l'invite à monter sur des navires et à chercher fortune au loin. A l'ouest, l'Olympe lui rappelle l'histoire fabuleuse d'Alexandre. Des sommets neigeux, les dieux lui sourient éternellement et raniment ses espérances. Tout en bas,

à ses pieds, le Vardar charrie péniblement ses boues qu'il déverse dans la mer. Ce fleuve limoneux est une tache, une souillure qui symbolise la domination des barbares. Mais un épais rideau d'arbres et une large bande de terre préservent les faubourgs de son hideux contact. A l'est, nous voyons, sur le penchant des collines voisines, des champs de stèles : ce sont les cimetières turcs. Puis surgit une grande masse blanche : c'est l'Orphelinat grec. Plus bas, ce sont les casernes. Plus à droite, le regard est attiré par les moulins Allatini qui sont construits presque à même le golfe, au bout de la ville nouvelle, car les bourgeois juifs, grecs, turcs, européens ont fui les quais pour la campagne, à la mode anglaise. Les riches ont bâti des villas « modernes » tout le long de l'eau. Et c'est une autre Salonique, élégante, pimpante, parfumée, entourée de bosquets, égayée par les fleurs et les fruits, dotée de boulevards et de rues larges, propres, carrossables qui fait honte à l'autre, à la vieille, de sa décrépitude, de ses saletés, de ses bouges. La Cité européenne commence à la Tour Blanche, qui dresse sa masse trapue à la pointe des quais du côté de la Chalcidique. Un tramway traîné par des chevaux étiques va d'une ville à l'autre, effleurant les maisons claires.

De loin, tout cela est très beau. L'ensemble est digne d'un pinceau de maître. Pourtant, aucun cri d'enthousiasme ne jaillit de votre être comme à Naples, ou même à Smyrne. C'est charmant, mais ce n'est pas grandiose. Et puis, toutes ces villes maritimes d'Orient se ressemblent trop. Imaginez invariablement une colline où s'accrochent et grimpent des toits, des fenêtres, des arbres et des minarets, au pied de la colline des quais plus ou moins convenables où afflue le mouvement et sur lesquels les cafedjis et les hôteliers sont rois, puis la mer bleue enserrée dans une rade où se ba-

lancent mollement des barques et quelques bateaux marchands, et vous aurez vu toutes les Echelles du Levant. Les décors ne changent guère. C'est toujours du rouge, du vert, du blanc et du bleu. Mais les couleurs sont bien fondues, les tons sont harmonieux, les teintes délicieuses éclairées par une douce lumière.

Nous jetons l'ancre. Aussitôt, une nuée de bateliers juifs envahit le navire. Par où sont-ils venus? Comment sont-ils tombés à nos pieds ? Mystère. Nous sommes enveloppés, bousculés par cent diables barbus dont les offres nasillardes nous assourdissent. Vous écartez malaisément les importuns qui se sont déjà emparés de votre valise et de vos boîtes à chapeaux. Alors s'élève une cacophonie qui vous irrite, qui vous énerve et vous met hors de vous. Tous ces pantins font pleuvoir sur votre crâne endolori par la soudaineté de l'attaque une bordée de protestations obséquieuses qui alternent ou se confondent avec les insultes qu'échangent entre eux les concurrents jaloux. Le voyageur est tiraillé en tous sens par vingt bras qui se disputent la proie tant attendue. Enfin, vous parvenez à vous dégager de ces brutales étreintes, vous vous installez avec la joie d'un « libéré » sur les banquettes de votre barque, vous franchissez à rapides poussées d'avirons le bras qui sépare le navire de la douane. Il me tarde de frapper du pied le sol de l' « enfer » macédonien. Nous voici au terme de notre tourment. Je saute allégrement sur le quai. J'entends encore les cris des bateliers, mais ce ne sont plus que des piaulements, la distance les rend plus supportables. Je jette à celui qui a porté ma personne et ma fortune deux quarts de medjidiés qu'il happe d'un geste glouton, tout en sollicitant avec une humilité d'esclave « oune bedide récompa-anse ». Car il vous a, paraît-il, honoré d'une sollicitude toute

particulière. Le drogman d'un hôtel qui s'est posté là, au débarcadère, pour vous guetter et vous cueillir dans son filet, se jette aussitôt à vos côtés, vous conseille de flanquer un coup de pied au « sale juif », vous prend des mains, sans votre autorisation, votre passeport et votre couverture de voyage et vous conduit auprès des fonctionnaires ottomans préposés à l'examen et à la visite des bagages. Ma malle et ma valise sont jetés par les « khamals » (1) sous les yeux fureteurs. Je les ouvre avec lenteur. Peut-être me laissera-t-on passer tranquillement, car le drogman est en train de parlementer avec le chef. Je suis un touriste, c'est-à-dire un homme dont on n'a rien à craindre. Je ne transporte assurément pas de bombes. Du reste, j'ai une lettre de l'ambassade de Turquie à Paris qui me recommande chaudement à Turkhan-Pacha, ministre des Affaires étrangères. Qui suis-je donc ? Un journaliste ! — Cet effendi est journaliste ! s'exclament les agents de la censure, subitement piqués par je ne sais quel aiguillon. Oh ! mais alors, il faut fouiller ses bagages.

Et toutes mes affaires sont palpées, flairées, retournées, comme si elles étaient capables de recéler dans leurs flancs tous les fléaux. Jaquettes, pantalons, chemises, chaussures, chapeaux, rien n'est soustrait à la vigilance de ces lynx. Et tout à coup, un cri rauque de triomphe jaillit des poitrines policières. — Il y a des papiers ! — Oui, l'on a trouvé des livres et des journaux. Et c'est aussi dangereux que des bombes. Leur entrée en Turquie est rigoureusement interdite. Ils portent dans leurs plis trop d'idées subversives qui peuvent faire sauter l'Empire. Que deviendrait l'autorité du Sultan, si ses fidèles sujets lisaient le *Matin*, le *Temps*, la *Lanterne*, l'*Aurore*. Non, non,

(1) Portefaix.

que l'on mette l'embargo sur ces feuilles menteuses et irrespectueuses. La griffe de la censure s'est posée sur les romans, les revues, les quotidiens. C'est fini, je ne les verrai plus jamais. On a tout ficelé avec des soins infinis, on en fait un paquet mystérieux sur lequel on trace des signes cabalistiques. Je leur adresse un adieu éternel, sans regret, car j'ai tout lu, j'ai eu le temps de boire le poison qui coulera dans mes veines les idées révolutionnaires, la haine du régime hamidien ! Que m'importe, si on me les enlève !

J'ai voulu savoir tout de même si les règlements étaient inflexibles, s'il n'était pas possible. à force de démarches et de contre-démarches de rentrer en possession de mon bien. Je m'adresse d'abord aux auteurs du rapt, peine inutile. On me permettrait plutôt de voler la caisse de la douane. Le gouvernement se rattraperait par l'intermédiaire des dîmiers sur les pauvres paysans. Mais le moyen d'arrêter les ravages d'une pensée malsaine ! Les agents subalternes de la censure me renvoient à M. le Directeur de la douane. Cet éminent fonctionnaire, investi de la haute confiance du Maître, ordonne qu'on lui apporte le paquet séditieux. Il feint de parcourir du regard les titres des livres, mais sans les toucher ; il a peur de salir ses mains au contact infamant. Il me conseille avec un sourire de miel — le même sourire stéréotypé sur tous les visages des Turcs qui vous font mille grâces, pendant que dans leur for intérieur, ils vous envoient aux derniers supplices — il me conseille, dis-je, de m'adresser au Censeur principal. Celui-ci plus aimable encore. plus obséquieux, me fait savoir qu'il regrette d'être dans l'impossibilité de m'accorder satisfaction. Le *paquet*, en effet, vient d'être envoyé à Constantinople, d'ordre impérial. Ni les valis, ni les ministres n'ont le droit d'arrêter la main spolia-

trice du Censeur. Kiamil-Pacha (1) m'avait déjà dit que lui-même se garderait d'entraver le service de la censure et de l'espionnage. Ces deux institutions sont placées sous la surveillance permanente et directe du Sultan. Ce sont les deux chancres qui rongent les chairs de la nation. Toutes les ressources du pays sont accaparées par ces agents parasites. La Justice, l'Armée, l'Instruction publique, les Travaux publics, le Commerce, l'Agriculture, tout est sacrifié à ses ogres. Le Sultan entretient grassement et comble de faveurs les espions innombrables qui entretiennent sa peur par des rapports mensongers. Et pour montrer leur zèle, les censeurs font des rafles d' « imprimés » qui s'amoncellent à la grande joie d'Abd-Ul-Hamid dont les craintes sont apaisées. Ces colonnes de papiers lui feront un rempart contre l'Idée. La nuit, il est toujours éveillé, les yeux rouges fixés vers l'Europe, vers l'inconnu. Toutes les minutes, on lui *rapporte* les découvertes des délateurs, on lui fournit l'assurance que les calomnies européennes ne peuvent avoir aucun écho dans l'Empire, car les pensées criminelles agonisent et meurent avant même d'avoir vu le jour. La censure et l'espionnage ferment inexorablement toutes les lèvres. Elles mettent des bâillons sur toutes les bouches. La pensée libératrice ne germera nulle part. Elle sera partout étouffée. Elle ne sortira jamais de l'ombre où la tient asservie la terreur du tyran.

Je n'ignore pas, hélas ! qu'un grand peuple, la Russie, souffre des mêmes maux et de pires. Et nous sommes ses alliés ! Ne crions pas trop haut. Blâmons avec discrétion les Turcs pour ne pas avoir à flétrir les cosaques, nos amis ! Dans la maison de la Duplice, ne parlons pas d'oppression.

(1) Ancien grand Vizir.

Le knout nous ferait oublier et, parfois, regretter le yatagan.

Je gagne mon hôtel à travers les nuages de poussière que soulèvent les voitures et les charrois. Et je commence mon enquête, sans plus m'inquiéter du sort de mes livres et de mes journaux. J'arrive à Salonique, avec le ferme dessein de tout scruter de mes yeux, de me former un jugement par mon propre témoignage.

J'ai vraiment de la peine à croire que je me trouve sur une terre maudite, aux portes d'un bagne. Nulle tristesse sur les visages, nulle anxieté dans les regards. On y rit, on y chante, comme à Smyrne. On m'avait affirmé que le soir, dès neuf heures, chacun se barricadait dans sa maison et que la terreur était installée dans les foyers. J'avais été induit en erreur, car on se promène tranquillement sur les quais jusqu'à minuit. On n'a pas déserté les concerts, ni les *musicos*. L'Alhambra regorge souvent de spectateurs avides de distractions, les terrasses des cafés sont bondées de buveurs de bière, de café turc et du traditionnel *raki*. Je parcours la ville en tous sens. L'ordre règne partout.

Le concert européen aurait-il fait des miracles ? L'accord austro-russe serait-il un bienfait des dieux ? J'interroge les gens au hasard des rencontres et des présentations.

« Ah ! Monsieur, ne vous fiez pas aux apparences, me conseille-t-on. Ce calme est trompeur. Il cache des tempêtes. Rien n'est changé depuis l'année dernière. Tout est miné. Tout est dynamité. En ce moment-ci, votre pied repose peut-être sur une machine infernale. Au tournant de cette rue, qui sait si nous n'allons pas être déchiquetés par les éclats d'une bombe ? La mort nous guette à chaque pas... Nous sommes sur un volcan... Le jour où le signal néfaste viendra de là-

bas — et le geste est tendu vers le Nord — ce jour-là, nous danserons, je vous l'affirme.

— Pourtant la population ne manifeste aucune inquiétude ?

— Elle s'est familiarisée avec les pires éventualités. On se fait à tout. Pas un de nous n'ignore les dangers qui nous menacent, mais *nous n'y pensons pas*.

— Il n'y a plus d'attentats ?

— Les comités les préparent dans l'ombre. Il paraîtrait même que, samedi dernier, tout un quartier devait sauter. Les dynamitards avaient accumulé des matières explosibles dans un souterrain ; mais la police veille, elle a su nous sauver cette fois d'une catastrophe. »

J'exprime quelques doutes sur la réalité de ces faits.

« Oui, les Européens, m'est-il répondu presque avec colère, ne croient à nos malheurs que lorsqu'ils en sont victimes eux-mêmes. Il faut que le *Guadalquivir* brûle pour qu'ils s'émeuvent, et encore... Nous ne sommes pas en mesure, certes, de vous donner des détails précis, mais il est indéniable que l'on a découvert quelque chose de très grave et d'infiniment dangereux. Et la preuve, la voici : depuis vendredi — jour de la découverte — on a échelonné des sentinelles dans toutes les rues. De nombreuses patrouilles vont et viennent, fouillant tous les coins et recoins. Toute la police est sur pied. Pas une motte de terre, pas un caillou n'échappe à ses regards. »

Je constate, en effet, qu'on a posté un soldat tous les cent ou cent cinquante mètres, et que des groupes silencieux de zaptiès explorent la ville. Allons, Salonique est bien gardée !

« Et l'intérieur de la Macédoine ?

— L'intérieur de la Macédoine continue à être livré au fer et au feu. Les bandes terrorisent tou-

jours les paysans. Elles pillent, incendient et massacrent. Il ne se passe pas de semaine que nous n'enregistrions de nouveaux forfaits. »

On me cite quelques crimes qui viennent d'être commis dans certains districts du Nord. Je n'en parlerai qu'après les avoir contrôlés aux sources les plus sûres.

J'interroge encore.

« Et la gendarmerie internationale ?

— C'est une colossale duperie. Vos officiers ne servent à rien. Ils sont impuissants à prévenir et à réprimer le brigandage. Et comment le pourraient-ils ? Ils sont trop peu nombreux : vingt-cinq pour trois millions d'habitants. Voyons, franchement, est-ce sérieux ?

— Les puissances n'ont accepté que provisoirement ce chiffre. Il reste bien entendu qu'il sera augmenté jusqu'à soixante, au fur et à mesure des besoins.

— Des promesses, toujours des promesses. Voilà plus de vingt ans qu'on nous berne. Où sont ces fameuses réformes qu'on a tant fait miroiter à nos yeux ? On ne nous les donnera jamais. Jamais, vous entendez ? Parce que, si on nous les donnait, ce serait la fin des désordres, et alors, adieu tous prétextes à interventions. L'intégrité de l'Empire ottoman ne serait plus un vain dogme inventé seulement pour endormir les soupçons... Vingt-cinq, soixante officiers de gendarmerie ! Voilà ce que la diplomatie européenne a su trouver pour pacifier nos malheureuses provinces. »

D'autres me disaient :

« Chaque puissance ne poursuit ici qu'une politique d'intérêts. L'on parle à Paris, à Londres et à Rome, de paix générale, de fraternité des peuples, de libération des consciences, de civilisation. Eh bien, que l'Angleterre, la France et l'Italie nous

libèrent du joug qui nous étreint. La Macédoine souffre, elle crie : pitié ! Ah ! elle n'est pas ambitieuse. Elle ne réclame pas l'indépendance absolue. Elle ne demande pas à être rattachée à tel ou tel Etat voisins de nous. Ses prétentions sont plus modestes. Elle désire simplement pouvoir travailler en paix aux champs, à l'atelier, à l'usine, sous un régime *autonome*.

— Nous ne voulons pas de l'autonomie, déclarent, au contraire, d'autres chrétiens. C'est un piège que nous tendent les Bulgares pour accaparer ce pays, comme ils ont spolié la Roumélie Orientale.

— Mais les comités macédoniens...

— Les comités ne sont pas l'émanation directe de la Macédoine. Ils n'expriment pas les aspirations communes, ce sont les instruments de volontés étrangères. Les vrais Macédoniens ne demandent qu'un peu de justice. Ils supplient l'Europe qu'on les protège pour l'instant contre tous les bandits, de quelque côté qu'ils viennent. Pacifiez d'abord nos malheureuses provinces qui sont bouleversées nuit et jour par les comitadjis, puis vous pourrez penser aux réformes. »

J'ai voulu connaître l'opinion des autorités ottomanes et celle des consuls européens des grandes et petites puissances.

A tout seigneur, tout honneur ! Ecoutons Hilmi-Pacha (1), l'inspecteur général des trois vilayets de Roumélie, celui qui est en réalité le vice-roi de Macédoine.

Je suis maintenant devant ce puissant et énigmatique personnage, dans son modeste et petit cabinet de travail, un cabinet de chef de bureau, très banal, aux murs nus, sans tentures, sans ta-

(1) Cette interview a paru en partie dans *Le Matin* et en partie dans *La Lanterne*.

bleaux, sans objets d'art. Les meubles, dénués de style, n'ont aucune prétention.

L'homme s'en va vers les cinquante ans. Il n'est pas très haut de taille, mais il l'est assez pour en imposer. Il est brun, au teint mat. Le visage, d'un ovale régulier, est encadré d'une jolie barbe à peine grisonnante. Le nez, impérieux, est fortement planté en bec d'aigle. Les yeux, d'un noir profond et satiné, miroitent et jettent des étincelles lorsqu'un sourire les éclaire. Tous les publicistes qui ont connu ce Turc, s'accordent à vanter sa fine intelligence. Il séduit tous ceux qui l'approchent. Il a le geste caressant, bien que noble, qui force la sympathie. Il possède l'art de retenir votre attention et de vous convaincre. Car, s'il choisit ses arguments avec une suprême habileté, il sait encore mieux donner à sa parole un accent de sincérité qui désarme les esprits les plus prévenus. L'ensemble est d'un charme étrange qui inquiète à la longue.

Bien des journalistes sont venus ici sonder toute « l'infamie » d'Abd-Ul-Hamid et puiser au spectacle des horreurs macédoniennes l'éloquence nécessaire pour émouvoir et soulever l'opinion en Europe : la plupart sont rentrés dans leurs bureaux de rédaction totalement convertis au culte hamidien. Quelques-uns ont même dépassé la mesure : ils se sont agenouillés, pleins d'un religieux enthousiasme, devant les beautés de l'administration ottomane, ils ont *adoré* les soldats et les officiers turcs, en souvenir des brillantes escortes dont le méphistophélique Hilmi les avait *honorés*, tels des ministres ou des souverains. Que vous dirai-je ? Hilmi-Pacha a conquis, hypnotisé les agents civils qui ne jurent plus que par lui, et il a mis dans sa poche, suivant l'expression d'un officier français, le général Degiorgis-Pacha, à tel point que celui-ci proclame hautement l'excellence

de la gendarmerie et s'insurge contre les ambassades qui réclament des améliorations.

Assurément, le Sultan a mis la main sur l'agent que rêvait son machiavélisme. Hussein-Hilmi a toute la souplesse qu'il faut pour évoluer au milieu des mille intrigues qui enserrent le Turc et enjôler les représentants des puissances qui ont pour mission de le surveiller. Le programme des réformes, tel qu'il le comprend, est un ingénieux truquage et un vaste bluff. En apparence, il travaille beaucoup, réalisant la façade d'une grande œuvre de régénération ; en réalité, il n'a rien changé, mais rien de rien, au vieil état de choses...

Hilmi-Pacha s'avance vers moi, me tend la main d'un mouvement lent : cette main cherche à être cordiale, d'une amabilité sincère...

J'aperçois, assis près de son bureau, un beau prêtre à la barbe superbe et majestueuse, et un vieux paysan. Le prêtre est le métropolite grec (archevêque) de Monastir. Il est venu recommander le vieillard à la haute bienveillance de l'Inspecteur général.

« Vous tombez sur une aubaine, monsieur le journaliste, m'annonce Hilmi-Pacha. Vous allez pouvoir entendre les doléances d'un Macédonien chrétien. Ce vieillard est un notable, un des primats de Velouchina. Il se plaint que sa vie soit en danger. Il sollicite notre aide et protection. Je l'interrogerai en votre présence. Ecoutez :

— Oui, raconte le paysan, c'était dans la nuit, vers dix heures. J'étais couché, près de m'endormir. On frappe à ma porte. Je me lève et j'ouvre, ayant appris que c'était Petros, mon voisin, qui désirait me parler. « Viens, me dit-il, chez Athanase. — Pourquoi faire ? A cette heure-ci on laisse les gens se reposer. — Viens, répète Petros, c'est urgent. On te dira là-bas de quoi il s'agit. Viens, ou il y aura un malheur.

— Je n'insiste pas, je sors avec Petros. Nous entrons dans la maison d'Athanase. Aussitôt six hommes armés m'entourent et me menacent. « Tu seras exarchiste, vocifèrent-ils, ou sinon gare à toi. — Je ne veux pas renier la religion de mes pères, leur ai-je répondu. Je resterai attaché jusqu'à ma mort au Patriarche. — Tu es un traître, rugissent-ils, un sale Grec qui vends les Bulgares, tes frères. — Je ne trahis personne. — Tu refuses d'être exarchiste ? — Oui. — C'est bien. Tu vas nous suivre. Et ils me frappent violemment du plat de leurs baïonnettes.

— Ils ont des baïonnettes ! me prie de retenir Hilmi-Pacha. Les connaissez-vous, ces hommes armés ? questionna-t-il ?

— Non, je ne les connais pas.

— Vous ne les aviez jamais vus ?

— Jamais, Excellence... Ils me forcent à quitter le village et me traînent dans la campagne. J'avais enlevé mes chaussures sous prétexte qu'elles étaient lourdes à mes pieds et que je marchais péniblement. Les brigands me brutalisent de plus en plus. Bientôt cependant, comme il faisait très sombre, ils me laissent quelque répit. Je reprends courage, d'autant plus que nous atteignions la lisière d'un bois, dont je connais les arbres et les moindres cachettes. J'avais ruminé mon plan. Tout à coup, je fais un brusque écart à droite, et je me jette hardiment dans un fourré. Immédiatement les bandits me poursuivent et tirent dans ma direction. Je suis blessé au bras, mais je leur échappe. J'étais sauvé. Le matin, dès l'aube, je rentrais chez moi.

— Dans quelle intention les comitadjis vous entraînaient-ils à leur suite ?

— Ils voulaient probablement me terroriser et me forcer à être des leurs.

— Croyez-vous qu'ils étaient résolus à vous tuer ?

— Je ne sais pas.

— Pensez-vous qu'ils aient des complices au village ?

— Je pense qu'ils en ont.

— Qui soupçonnez-vous ?

— Personne.

— Pas même le villageois chez qui vous les avez rencontrés, ni celui qui est allé vous chercher dans votre maison ?

— Je ne puis rien dire là-dessus. Je pourrais me tromper.

— En réalité, m'explique Hilmi-Pacha, cet homme craint de dénoncer les coupables. Il affirme qu'il se sait rien, mais il sait tout. Il tremble pour lui et les siens. — Puis, se tournant vers le métropolite : « J'enverrai un piquet de troupes et une brigade de gendarmerie pour défendre le village. »

Le métropolite remercia d'un geste onctueux, et prenant sa haute canne — sa houlette de pasteur — il salua respectueusement l'Excellence avec tous les salamalecs d'usage, eut pour moi un banal : « au revoir, Effendi ! » et disparut derrière la porte matelassée.

Le vieillard (1) le suivait en jetant ses supplications aux pieds du Maître, l'envoyé du Sultan. Il cherchait à baiser ses mains en signe d'humilité et de dévouement : « Au nom de vos enfants, pitié, Excellence ! J'ai dix-huit parents sous mon toit. Les comitadjis sont capables de tout. Ils brûleront notre maison et nous tueront. — Rassurez-vous, insiste Hilmi, les soldats et les gendarmes sauront vous porter secours.

— Eh bien ! vous avez maintenant un aperçu,

(1) Ce vieillard sera plus tard assassiné.

oh ! bien faible, encore, me dit l'Inspecteur général, dès que nous fûmes seuls, de la manière dont se comportent les bandes. Elles pénètrent de nuit dans les villages, y surprennent les gens dans leur sommeil et les contraignent sous peine de mort à se déclarer exarchistes et Bulgares.

— Ils vont dans tous les villages indistinctement ?

— Non, ils s'attaquent aux *bulgarophones*, c'est-à-dire à ceux qui parlent bulgare, mais qui restent soumis au patriarcat grec de Constantinople.

— Dans quel but ?

— Pour affaiblir l'Hellénisme et bulgariser la Macédoine.

— Mais ces bulgarophones se disent-ils vraiment Grecs ?

— Ils se disent Grecs lorsqu'on n'exerce pas sur eux des pressions violentes.

— Et votre opinion, Excellence, quelle est-elle ?

— Mon opinion et celle de mon gouvernement est qu'ils sont Grecs. Pour nous, la question de langue n'est pas un critérium infaillible pour fixer la nationalité. En effet, nous comptons en Anatolie des Grecs qui parlent exclusivement le *turc*. D'un autre côté, il y a en Crète et dans les Iles des Turcs qui parlent grec et ne savent que le grec. En Macédoine, nous avons des Turcs qui ne parlent que le bulgare ou le serbe et des Grecs qui parlent valaque. Nous classons nos sujets suivant l'Eglise et l'Ecole qu'ils fréquentent. Ne parvenant pas à convaincre par la propagande pacifique, les comitadjis ne craignent pas d'employer les pires moyens. Ils font appel au couteau, au revolver et à la hache. Et, ma foi, beaucoup de paysans qui tiennent à leur peau font semblant de les écouter et de les appuyer.

— En Europe, Excellence, nous ne faisons aucune distinction entre les Bulgares et les bulgarophones. L'on croit généralement que les uns et les

autres ont les mêmes tendances politiques et les mêmes aspirations nationales. Et je vous avouerai que moi-même je le croyais aussi.

— C'est que vous ne connaissez pas ce pays. Interrogez les bulgarophones patriarchistes, et comme vous n'êtes pas un comitadji, ajoute en souriant Hilmi-Pacha, ils vous répondront en toute franchise qu'ils sont Grecs.

— Cette question me paraît très intéressante, et je ne manquerai pas de l'éclaircir.

— Si vous l'étudiez à fond, vous serez édifié sur le véritable objet du mouvement révolutionnaire. Toute l'action des bandes, voyez-vous, tend à gagner le plus grand nombre possible d'adeptes a l'exarchat, car l'exarchat mène à... » Hilmi-Pacha hésite à compléter sa pensée. « L'exarchat mène à Sofia, sans doute ? » Le vice-roi approuve d'un mouvement de tête à peine perceptible.

— Mais nous, continue-t-il, ainsi du reste que les agents civils d'Autriche-Hongrie et de Russie, nous considérons comme nulles et non avenues les conversions qui ont lieu dans la période des troubles, sous la terreur. Lorsque le calme sera revenu, nous inviterons les populations à se prononcer librement, en toute indépendance. Et ceci vous montre clairement que le gouvernement de Sa Majesté est impartial. Grecs, Bulgares, Serbes, Roumains sont tombés sur moi à bras raccourcis, m'accusant chacun de favoriser son adversaire. Ils font fausse route. Nous tenons la balance égale entre toutes les races, entre toutes les communautés. D'ailleurs — pourquoi ne pas le reconnaître ? — nous n'avons aucun intérêt à fortifier un parti au détriment de l'autre. On a coutume de dire que nous divisons pour mieux régner. Ce n'est pas vrai. Notre politique est de maintenir l'équilibre constant entre les divers éléments chrétiens de l'Empire.

— Ainsi, Excellence, les bandes bulgares ne viseraient pas à obtenir des réformes ?

— Les réformes ? les réformes ? mais nous en faisons tous les jours, des réformes. — Et les yeux du pacha s'animent.

« Si les comités étaient sincères, ils resteraient tranquilles, puisque l'Europe a pris leur cause en mains. Ils nous laisseraient le temps d'exécuter notre programme. On ne peut pourtant pas transformer trois provinces en un jour ! Mais non, ils entravent notre œuvre. Ils créent le désordre partout, afin que l'Europe nous taxe d'impuissance et en vienne à une intervention plus brutale. Tout cela est cousu de fil blanc. Aucun ambassadeur, aucun consul n'est dupe.

« Dès que les nouveaux cadres de gendarmerie seront au complet, nous ferons la chasse aux bandes et nous les frapperons impitoyablement.

« Oh ! je sais que nous rencontrerons mille difficultés..Les comitadjis ont la chance de pouvoir évoluer à leur aise sur les montagnes. Ils ont des complices dans tous les districts, et des complices insaisissables.

« Les agents civils vous diront quel effort j'ai donné pour redresser les abus. En ce moment, je me suis livré à la tâche ingrate de réformer la perception des dîmes. J'ai aboli l'affermage en gros, dont on a tant médit, dans une vingtaine de villages, et j'y ai introduit un nouveau système qui produit d'excellents résultats. Mon intention est de l'étendre à tous les cazas, si l'expérience réussit jusqu'au bout, comme je l'espère. Remarquez que je fais tout cela de mon plein gré, spontanément, sans que l'Europe m'y pousse.

— D'aucuns vous reprochent, Excellence, de marcher trop lentement dans cette voie. Les impatients s'agitent.

— Ceux qui s'imaginaient que la Macédoine serait transformée en deux ans couraient devant les déceptions. On exige toujours des miracles de la Turquie. Vous n'ignorez pas combien le remaniement d'un système fiscal est chose délicate et complexe. C'est un terrain brûlant sur lequel on ne s'aventure qu'avec circonspection, quand on est sage. Nous corrigerons l'impôt, nous le corrigeons un peu tous les jours. Patientez, accordez-nous un plus long crédit. N'allez pas nous contraindre à entreprendre une réforme hâtive, mal préparée. Puisque nous reconstruisons, nous voudrions bâtir sur des fondements solides et inébranlables.

— Est-ce que les fonctionnaires sont payés régulièrement?

— Ils ont à recevoir quelques arriérés.

— Ah ! voilà le point faible de votre régime. Vous n'avez pas de budget régulier. Or, tant que vous n'aurez pas de bonnes finances, vous édifierez sur le sable. Il y aura toujours un malaise dans votre organisme. Vous serez toujours *malades*.

— Nous nous préoccupons beaucoup de mettre de l'ordre dans nos caisses et notre comptabilité. Mais ne vous étonnez pas trop si nos fonctionnaires reçoivent leurs appointements d'une façon irrégulière. Nous sommes véritablement exténués par l'effort incessant que nous impose l'entretien d'une forte armée sur le pied de guerre. Jamais nous n'avons de répit. Ainsi, tenez, rien que pour garder les ponts et les tunnels sur nos voies ferrées, nous devons habiller et nourrir 3.600 hommes. M. Muller (agent civil d'Autriche-Hongrie) me suggérait d'utiliser ces soldats ailleurs. Je me garderai bien de suivre ce conseil, car au premier attentat qui causerait quelque désastre, c'est encore à nous que l'Europe s'en prendrait. Cela fournirait un beau prétexte à de nouvelles exigences.

Nous devons constamment *garder* le pays. Les ressources de la Turquie sont dévorées par l'armée.

Encore une fois, qu'on nous laisse travailler. Songez que le meilleur de mon temps et le plus précieux, est consacré aux comitadjis. Je passe la plus grande partie de mes nuits et de mes jours à examiner des affaires de brigandage. N'est-il pas singulier que ce soient les *opprimés* eux-mêmes qui nous empêchent de les soulager?

Pourtant, malgré tout, nous avons réalisé des progrès sensibles. Le nombre des tribunaux a été augmenté, afin de faciliter la distribution de la justice. La magistrature a été épurée. L'administration civile est entourée d'un contrôle sévère. Je sévis avec la dernière rigueur contre tout fonctionnaire convaincu d'abus. Les impôts sont perçus sans tracasseries et sans arbitraire. L'instruction est l'objet de notre constante sollicitude. Nous créons des écoles gratuites non seulement pour les musulmans, mais pour les chrétiens. Nous payons des instituteurs aux Grecs, aux Bulgares, aux Serbes, etc., et nous ne leur imposons pas de programme ni de surveillance. Les évêques et les prêtres sont maîtres absolus de l'enseignement. Ils pétrissent les cerveaux des enfants suivant leurs principes religieux. Un gouvernement peut-il être plus commode ? Nous encourageons l'agriculture qui est la source principale de la richesse en Macédoine. Nous avons des écoles pratiques, nous avons des pépinières.

— Les fonctions publiques sont-elles accessibles à tous les Macédoniens, sans distinction de race ni de religion ?

— Certainement. On a dit que bon nombre de Bulgares instruits se sont jetés dans la Révolution parce qu'ils ne trouvaient pas à dépenser leur activité au service de l'Etat. Eh bien, j'ai cherché en vain de ville en ville, de village en village, ces

troupeaux d'intellectuels avides de travail et de pain, j'en ai trouvé trois ou quatre. Je les ai casés immédiatement. L'un d'eux a déjà parcouru une belle carrière. En un trimestre il a gravi plusieurs échelons. Ses appointements mensuels se sont élevés par bonds prodigieux de 300 à 1.000 piastres. Il est membre d'une Cour d'appel. Je ne demande pas mieux que d'utiliser toutes les intelligences et toutes les volontés. Encore faut-il que les chrétiens sachent le turc. Et beaucoup de Bulgares, malheureusement, dédaignent d'apprendre notre langue. Il est difficile, dans ces conditions, de leur confier des emplois publics. Que diriez-vous, en France, si des Bretons ignorant le français prétendaient être nommés magistrats, percepteurs, ingénieurs ?

— On reproche à vos fonctionnaires des exactions quotidiennes.

— C'est une légende absurde. Il peut y avoir ici comme dans tous les pays de fâcheuses exceptions, mais en général notre administration est intègre. Elle respecte les droits des individus et ne les foule pas aux pieds, ainsi qu'on l'écrit un peu trop à la légère. Vous avez lu, n'est-ce pas, que les Macédoniens sont des martyrs, qu'ils subissent tous les maux de la tyrannie la plus odieuse et la plus cruelle ? Depuis que les agents civils d'Autriche et de Russie ont pris possession de leurs postes, ils ont reçu mille plaintes. Savez-vous combien ils ont cru devoir en retenir ? une centaine. Oui, une centaine. Ils ont reconnu que neuf cents plaintes étaient ridicules. Ridicules : c'est leur propre expression. La plupart se rapportaient à des faits vieux de vingt ans et qui ne revêtaient aucun caractère de gravité. Les réclamations étaient au surplus enfantines. J'ajoute, moi, que sur les cent plaintes qui m'ont été remises, une dizaine méritent quelque attention. Dix plaintes

sérieuses pour trois provinces ? Avouez que ce n'est pas là le signe d'un régime d'oppression.

« Pour ma part, je me réjouis que les agents civils aient touché du doigt le mensonge des « souffrances macédoniennes ». Ah ! ils savent désormais à quoi s'en tenir. Et vous lirez bientôt le rapport qu'ils adresseront à leurs gouvernements respectifs. Ce rapport sera notre éloquente justification. Il dissipera bien des erreurs.

— Donc, il n'y a aucun nuage entre les représentants de l'Autriche, de la Russie et vous ?

— Absolument aucun. Tous les jours, nous collaborons *en plein accord*. Nous n'avons tous qu'à nous féliciter mutuellement de nos relations. »

J'estimai ne pas devoir prolonger ma visite. J'avais presque des remords : je me disais en effet que les deux heures que j'avais passées avec l'Inspecteur général étaient complètement perdues pour les populations qui attendent avec tant d'anxiété les ré-for-mes. J'avais détourné le sauveur de ses travaux bienfaisants.

O Macédoine, pardonne-moi !

Que mes lecteurs m'excusent aussi de les avoir fait assister à un si long entretien. C'est que la personnalité de Hilmi-Pacha domine tous les acteurs du drame macédonien. Le Vice-Roi a prononcé, au surplus, le plaidoyer des Turcs ou plutôt du sultan Abd-Ul-Hamid. Notre devoir était de l'écouter.

J'écris ce livre avec le constant souci d'être impartial et véridique, sans passion, sans idée préconçue. Mes lecteurs verront ce que j'ai vu et entendront ce que j'ai entendu. Ils jugeront en dernier ressort. Certes, Hilmi-Pacha défend avec éloquence et avec un courage qui ne se dément jamais les droits et les intérêts dont il assuma la garde. Mais nous aurons l'occasion de constater

combien l'organisme turc est empoisonné, pourri de haut en bas. Non pas que l'homme soit mauvais, c'est le régime qui est détestable.

Je n'irai pas interviewer les consuls avant d'avoir présenté mes respects au gouverneur général du vilayet de Salonique, Hassan Fehmi-Pacha.

Ce haut fonctionnaire ottoman est, paraît-il, une des lumières de l'Empire. Il a écrit un ouvrage remarquable sur les Capitulations. Son livre exprime des idées si libérales qu'il est interdit par la « haute censure ». Hassan Fehmi-Pacha est un philosophe doublé d'un ironiste. Oh ! l'ironie est toute ouatée de simplicité et de bonhomie. Elle n'est jamais dans les mots. A peine si le regard la trahit par une lueur rapide et imperceptible, un minuscule éclair.

Le vali qui s'exprime en assez bon français parle d'abondance. Il aime à causer. Il est familier.

Il répète, ou à peu près, ce que m'a dit le vice-roi de Macédoine.

« Je ne nie pas, confesse-t-il, que nous ayons des défauts, peut-être même des vices. Mais citez-moi une seule nation qui en soit dépourvue? Ayez le courage de dire la vérité, car vous autres, journalistes, vous craignez parfois de la dire... Vous protestez?... Il y a quelques mois un de vos confrères parisiens venait visiter les vilayets macédoniens. Avant de rentrer en France il crut devoir me remercier de tout ce que j'avais fait pour faciliter sa mission. « Je suis obligé de reconnaître que vos populations de l'intérieur ne sont nullement tyrannisées par votre administration, comme on l'a imprimé un peu partout, en Europe et en Amérique. Mais si je fais semblable aveu, je suis un homme perdu. On ne manquera pas de crier que j'ai été acheté par les Turcs. »

Hassan Fehmi-Pacha est un honnête homme. Il est de bonne foi. Tous les consuls, tous les Salo-

niciens, Israélites, Grecs, Bulgares, Serbes, Anglais, Allemands, Français, Italiens, Autrichiens, tous sans exception, lui rendent un éclatant hommage. Ils lui ont voué une vive reconnaissance pour les avoir sauvés des plus grands malheurs. En effet, lorsque les Bulgares firent sauter le *Guadalquivir* et la Banque Ottomane, les Turcs étaient exaspérés. Le parti des fanatiques profita de ces événements pour prêcher l'extermination des chrétiens. Ils descendirent par un clair matin des hauteurs de Salonique en brandissant leurs armes meurtrières. Le signal de la ruée allait être donné lorsque le vali parut et conjura ses coreligionnaires de ne pas exécuter leurs sinistres projets. En même temps, il faisait établir, sans tarder une seconde, un épais cordon de troupes autour des quartiers menacés. Il parcourut la ville exhortant les uns au calme, les autres à la patience. Il rassura les raïas et les étrangers. Il fut sur la brèche nuit et jour, pendant toute la période des troubles, prêt à éteindre tout incendie et à prévenir tous carnages. Les Saloniciens n'oublieront jamais ce qu'ils doivent à ce noble vieillard. Sans lui, la ville entière était noyée dans le sang et dans le feu. Et non seulement il a sauvé des milliers de familles, mais encore il a épargné à l'Empire l'humilitation d'une occupation internationale et sans doute le commencement du démembrement final. Les massacres eussent très certainement soulevé une telle émotion dans le monde entier que tous les gouvernements eussent été contraints d'envoyer leurs flottes et de débarquer leurs bataillons.

Plus nous serons justes envers les Turcs qui remplissent leur devoir et plus nous aurons le droit de condamner et de flétrir les bachi-bouzouks.

Des pachas nous passons aux consuls et aux Agents civils.

Les déclarations des représentants de l'Europe peuvent se résumer en ces deux phrases : « Il y a trois tyrans qui oppriment la Macédoine: le dîmier, le juge et le soldat. Donnez à ce pays un budget et de bonnes finances, réformez l'administration et la justice, et vous aurez trouvé le remède. » Cette clairvoyance me parut médiocre, car voilà un siècle que j'entends dire et répéter que la Turquie a besoin de réformes. Sans doute ces petits diplomates ont fait d'autres découvertes, mais ils sont tenus à des réserves !...

Hilmi-Pacha m'avait assuré que les agents civils d'Autriche et de Russie avaient « touché du doigt le mensonge des souffrances macédoniennes » et qu'il travaillait avec eux « en plein accord ».

Le vice-roi se faisait-il illusion sur les véritables sentiments de MM. Muller et Déméric ? C'est ce dont je voulais m'informer.

Le consul d'un Etat balkanique m'avait prévenu que les agents civils ne se laissaient pas aborder facilement. « Il m'a été impossible à moi-même, m'a-t-il confessé, de leur parler cinq minutes. Les deux ou trois fois que je me suis présenté chez M. Muller, celui-ci m'a reçu sur pied, au seuil de son cabinet, entre les deux battants de la porte. Et cependant j'avais des affaires importantes à lui soumettre, des affaires qui étaient de sa compétence. « Ah ! si vous pouviez seulement soupçonner, se désole-t-il, de quel travail je suis accablé. C'est à devenir fou. Je traîne un boulet. Je suis un forçat. Excusez-moi, mon cher consul, excusez-moi et plaignez-moi... Vous avez un dossier à me soumettre ? Que c'est regrettable ! Je n'ai pas une seconde... Faites-moi l'amitié de venir demain. » Et ce demain est comme celui du barbier.

« D'autre part, les agents civils se méfient des journalistes. Ils les évitent comme la peste. Ils

ne laisseront échapper de leurs lèvres que des banalités. »

Ce n'était guère encourageant. J'étais résolu quand même à contrôler les affirmations de Hilmi-Pacha.

« Hilmi-Pacha ? tranche M. Muller, c'est un homme supérieur, une des forces de la Turquie, un de ceux qui sont capables de sauver l'Empire.

— Oui, je sais, monsieur l'Agent, c'est une vaste intelligence, une des lumières du monde musulman. Mais est-il sincère ?

— Il l'est, du moins autant qu'il m'a été permis d'en juger par ce que j'ai vu. Hilmi-Pacha est animé des meilleures intentions. Il s'est attaché résolument à la pacification de la Macédoine.

— Qu'a-t-il fait ?

— Qu'a-t-il fait ? répète avec quelque hauteur M. Muller. Il a introduit un peu d'ordre dans les services publics. Il surveille étroitement les fonctionnaires et il destitue impitoyablement tous ceux d'entre eux qui se livrent à des irrégularités. Il a prêté son puissant appui à la réorganisation de la gendarmerie. *Il a tracé son devoir à l'armée, qui ne commet plus les excès d'autrefois* et garde bien les propriétés et les gens. Il a pour unique souci de rétablir l'ordre dans les villes et les villages. Il a sérieusement étudié la refonte de l'impôt et de la dîme... Hilmi-Pacha est digne de la confiance de l'Europe.

— Les plaintes des Macédoniens sont-elles fondées ? Sur mille réclamations que vous auriez reçues des chrétiens, soit directement, soit par l'intermédiaire des consuls et des officiers, vous n'en auriez retenu que cent à peine.

— C'est vrai, confirme M. Muller.

— Le joug ottoman ne serait pas aussi pesant qu'on l'a clamé. L'insurrection avait-elle sa raison d'être ? Vous avez tout scruté, tout sondé.

Vous êtes mieux placé que quiconque pour émettre un avis sûr... Il vous répugne de me répondre? Apprenez que Hilmi-Pacha vous prête une opinion...

— Laquelle? s'exclame M. Muller, visiblement curieux.

— Vous auriez écrit à votre gouvernement que les atrocités macédoniennes, qui ont révolté les consciences des peuples civilisés, étaient une fable.

— Mon Dieu, je n'irai pas jusqu'à chanter les perfections de l'administration ottomane. Certainement, il y avait ici et il y a encore des excès. Mais *on a exagéré*. En tout cas, nous nous efforcerons de faire disparaître le mal.

— Vous espérez que les réformes prévues à Muerzteg aboutiront ?

— Si je n'avais pas cet espoir, je ne serais pas ici. A quoi bon s'adonner à une œuvre que l'on croit stérile et vaine ?

— Vous avez beaucoup de dossiers, je vois, sur votre bureau ?

— Je suis attelé à un moulin qui marche, qui marche sans arrêt.

— Permettez-moi de vous rapporter que tous les indigènes chrétiens que j'ai questionnés sont plus que méfiants. Personne n'attend le salut de l'intervention austro-russe.

— Ces gens-là sont extraordinaires. Que voulaient-ils de nous? Des miracles? Nous ne sommes en Macédoine que depuis six mois, ne l'oubliez pas. Je soutiens que nous avons fait des pas de géant. A l'expiration de notre mandat, nous aurons parcouru le cycle des réformes immédiatement réalisables et opportunes.

— Vous êtes en d'excellents termes avec l'Inspecteur général ? Il n'y a jamais eu entre vous la plus petite divergence de vues ?

— Nous discutons souvent, balbutie-t-il, mais nos discussions sont empreintes d'une extrême courtoisie, et nous finissons toujours par nous entendre.

— Une dernière question, monsieur l'Agent, oh! la toute dernière. En vérité... Vous vous plaignez de ce que vous êtes écrasé de besogne et de responsabilités. Dans ce cas, pourquoi l'Autriche et la Russie ne demandent-elles pas que la France, l'Angleterre et l'Italie vous envoient des... collaborateurs. Il me semble que deux agents, pour surveiller l'administration de trois vilayets, c'est décidément trop peu. Ces puissances ont déjà leurs officiers. Qu'elles aient également des mandataires civils auprès de Hilmi-Pacha. Le contrôle serait plus étendu et plus effectif. Et vous seriez soulagé d'un lourd fardeau...

— J'ai reçu des instructions. Je les remplis de mon mieux. Tout le reste, je l'ignore. Il ne m'appartient pas de dicter, ni de conseiller telle ou telle politique à mon gouvernement. Je suis un simple fonctionnaire. Nous avons un ambassadeur à Constantinople... »

Là-dessus, M. Muller me signifie mon congé : « Je vous remercie de votre visite. »

Si l'inspecteur général Hilmi-Pacha est le vice-roi de la Macédoine, M. Muller, représentant de l'Autriche-Hongrie, en est véritablement le roi. C'est lui qui tient dans ses mains tous les fils de l'imbroglio balkanique. Tout son passé le préparait au premier rôle qu'il remplit. Nous aurons l'occasion de revoir cette Majesté...

Je ne répéterai pas les propos des Russes. Nos alliés sont absolument dirigés, en Macédoine, par la diplomatie autrichienne, laquelle est du reste supérieure à toutes les autres. Ni les Anglais, ni

les Italiens, ni les Français ne sont de taille à « rouler » les consuls autrichiens. Les agents de Vienne agissent sur un plan nettement conçu. Ils ne marchent pas au hasard, comme les autres. Et ils connaissent admirablement le terrain sur lequel ils opèrent. Ah ! si l'Autriche avait une armée comme l'Allemagne !...

Arrivons maintenant chez les Bulgares et chez les Grecs...

En l'absence de M. Chopoff, agent commercial de Bulgarie, à Salonique, c'est M. Marcoff, secrétaire de l'Agence, qui me reçoit. M. Marcoff est un solide gars, haut planté, bâti tout en vigueur. Il donne plus l'impression d'un soldat ou même d'un lutteur que d'un diplomate. Il est infiniment aimable, parle notre langue péniblement, avec effort ; mais, à force de vouloir et de ténacité, parvient à rendre assez clairement sa pensée.

— La Bulgarie, me dit-il, ne devait pas rester sourde aux cris de détresse poussés par ses frères de Macédoine. L'humanité lui eût fait un crime de son indifférence.

— On vous accuse, dans certains milieux, d'avoir soufflé sur les haines pour allumer un vaste incendie qui eût servi à masquer vos convoitises.

— Pures calomnies, Monsieur. Nous avons tâché de calmer les esprits, au contraire, en toutes circonstances, même aux jours les plus sombres de ces dernières années... Depuis longtemps déjà, nous recevions des plaintes angoissées des Macédoniens, qui nous suppliaient d'intervenir en leur faveur. Depuis longtemps, nous prodiguions les démarches amicales et respectueuses auprès de la Sublime Porte, la pressant d'apporter d'elle-même et sans y être contrainte un soulagement à leurs misères. Malheureusement, la Sublime Porte

dédaigna nos conseils et nos avertissements. L'Europe fut aussi impuissante. Ses tentatives se heurtèrent comme les nôtres à un entêtement irréductible. Et les choses, loin de s'améliorer, empirèrent. Alors, le paysan, désespéré, déserta les champs et prit les armes. Trop faible pour combattre, il gagna les montagnes. Traqué de buissons en buissons et de rochers en rochers, il chercha un refuge en Bulgarie. Pouvions-nous le rejeter, lui dire : retourne à ton enfer ?...

A Sofia, il raconta ses malheurs : ses maisons en cendres, ses femmes et ses filles violées, ses enfants mutilés, ses vieillards égorgés. La foule s'émut et s'indigna. Des comités se formèrent. On recueillit des secours. On tendit la main aux opprimés.

— Et l'on prêcha, dans les meetings et dans les journaux, la guerre aux Turcs.

— En effet, les exaltés organisèrent les bandes qui pénétrèrent en Macédoine.

— Sous le regard bienveillant de vos soldats.

— Non pas. Notre gouvernement n'encouragea ni ne favorisa jamais les coups de force. Nous avons répudié constamment la violence pour rester sur le terrain diplomatique.

— Pourquoi laissait-on les comités s'agiter ?

— Nous n'avions pas le droit de les dissoudre, puisqu'ils s'étaient constitués légalement et qu'ils ne troublaient pas l'ordre public.

— Et les bandes ?

— Nous avions pris des mesures militaires pour les empêcher de passer la frontière.

— Sans succès.

— C'est qu'il est extrêmement difficile de surveiller des régions montagneuses.

— Et maintenant les comités de Bulgarie ont-ils cessé toute propagande ?

— Ils n'existent plus. On a fait crédit à l'accord austro-russe, et l'on attend les résultats.

— Il y a quelques bandes cependant qui opèrent encore.

— Elles appartiennent à l'Organisation intérieure et sont composées exclusivement de Macédoniens. Vous comprenez que celles-ci échappent à notre action et à notre influence. C'est au gouvernement ottoman qu'il appartient de les poursuivre.

— Que pensez-vous du programme de Muerzteg ?

— Je pense qu'il est pavé de bonnes intentions. L'essentiel est de le réaliser.

— On réorganise la gendarmerie. C'est un commencement.

— C'est beaucoup, et ce n'est pas assez. Les Macédoniens, voyez-vous, sont gens simplistes. Ils n'entendent guère rien aux lenteurs savantes de la diplomatie. Ils s'étaient imaginé, lorsque débarqua le général Degiorgis, que tout allait être redressé d'un seul coup de baguette magique, et qu'une ère nouvelle allait leur faire oublier les malheurs d'autrefois. Or, le général Degiorgis s'est mis à l'œuvre. Les officiers anglais, autrichiens, français, italiens et russes ont pris possession de leurs postes. Ils ont visité villes et villages, dressé rapports sur rapports, établi projets sur projets. Et puis ? et puis, les mêmes excès, les mêmes abus pèsent aussi lourdement que par le passé sur les épaules du paysan, de l'ouvrier et du commerçant. Ne vous étonnez donc pas que les Macédoniens se demandent avec anxiété si on ne les a pas dupés.

— Voilà plusieurs siècles que les ruines s'entassent sur les ruines. Il faut des années, réplique-t-on, pour rétablir dans ce chaos un régime d'or-

dre, et l'on ne peut raisonnablement exiger que l'Europe accomplisse des miracles.

— J'en conviens. Pour ma part, j'ai pleine confiance en l'avenir. L'Europe surmontera toutes les difficultés et créera une Macédoine paisible et prospère. Néanmoins, je crains qu'on n'aille trop lentement. On eût pu, il me semble, réaliser quelques améliorations administratives, parallèlement à la réorganisation de la gendarmerie. Enfin, les chancelleries doivent bien savoir de quelle façon l'on doit procéder.

— Et si les réformes n'aboutissent pas, pensez-vous que l'Europe permette aux Bulgares, aux Grecs et aux Serbes de fondre ensemble ou séparément sur la Turquie et de dépecer la Macédoine ?

— Oh ! oh ! votre question prévoit des événements bien lointains et bien graves. Et je vous avoue que je suis incapable d'y répondre. D'ailleurs, ma modeste fonction m'interdit les hautes sphères de la politique.

— Vous n'aimeriez pas, je présume, à voir l'Autriche et la Russie s'installer côte à côte, à vos flancs, tout le long du Vardar ?

— Personne n'est autorisé à soupçonner que ces deux puissances ourdissent un pareil complot.

— En tout cas, l'Angleterre et la France sauraient déjouer leurs machinations.

— Il n'y a aucun doute là-dessus. Nous sommes tranquilles, me répond le secrétaire avec un froid sourire.

— Ainsi, la Bulgarie ne compte travailler que pour son propre compte ?

— La Bulgarie n'est à la solde de personne, sachez-le. Elle a une nationalité qu'elle défendra avec la dernière énergie.

— Pouvez-vous m'expliquer pourquoi ce sont les Bulgares qui se sont soulevés, et non les Grecs ou les Serbes ?

— Apparemment, les Bulgares ont souffert plus que les autres.

— On prétend qu'ils ont voulu profiter des embarras de la Grèce, après la guerre de 1897, pour recueillir tous bénéfices en Macédoine.

— Ces accusations ne reposent sur aucun fondement sérieux.

— Est-il vrai que les Bulgares s'attaquent, non pas à la tyrannie turque, mais à l'hellénisme, qui serait le principal obstacle à la bulgarisation de ces contrées ?

— Les Grecs, Monsieur, voient des ennemis partout. Nous avons réclamé des réformes pour tous les chrétiens indistinctement, ils n'avaient qu'à marcher avec nous.

— Vous leur reprochez, par conséquent, d'avoir fait cause commune avec la Turquie contre vous ?

— Leurs évêques et leurs prêtres ont été nos dénonciateurs auprès des valis.

— Les Bulgares sont-ils plus nombreux en Macédoine que les Grecs ?

— Incontestablement. » Et M. Marcoff me montre des cartes de Macédoine où peu de points sont concédés aux Hellènes.

— Les Grecs affirment le contraire.

— Je le sais. Ils considèrent comme étant des leurs tous les patriarchistes parlant bulgare.

— Ceux qu'on appelle bulgarophones ?

— C'est cela. Ils confondent la religion avec la nationalité. Pour nous, tous ceux qui parlent bulgare sont nôtres, qu'ils soient exarchistes, patriarchistes, catholiques ou protestants.

— Mais ces bulgarophones, les a-t-on consultés ? Que se disent-ils, eux ?

— Beaucoup se disent Grecs.

Cela a été répondu sans aucune hésitation.

— Alors, pourquoi les revendiquez-vous ?

— Nous les revendiquons, parce qu'on nous les a *volés*. Ce sont des égarés qui n'ont pas conscience de leur origine et que nous voulons rendre à leur mère-patrie.

— Les comitadjis ont recours, paraît-il, aux violences et aux pressions de toute nature, et même aux massacres les plus odieux pour contraindre les bulgarophones hellénisants à passer à l'exarchat et de là au bulgarisme.

— Il y a des exceptions, peut-être ; mais, d'une manière générale, les comitadjis n'ont tué parmi les chrétiens que les traîtres, les dénonciateurs qui avaient voulu les livrer aux autorités ottomanes... Quoi qu'il en soit, ces comitadjis n'engagent nullement la responsabilité de la Bulgarie, qui n'a pas la haute police sur les vilayets de Macédoine.

Midi sonne à l'horloge voisine. Je me lève et remercie vivement M. Marcoff de son gracieux accueil.

— Je suis à votre entière disposition, m'assure-t-il, en me tendant la main. Si vous avez besoin d'autres renseignements sur le pays, je me ferai un plaisir de vous les donner.

— On ne peut être plus charmant...

J'ai eu l'occasion de rencontrer dans la suite M. Chopoff, l'agent commercial, qui m'a confirmé tout ce que m'avait dit son subordonné. Toutefois, M. Chopoff a surtout insisté sur le rôle des archevêques grecs qui auraient été, d'après lui, les pourvoyeurs des massacreurs turcs. « Ce sont les métropolitains, accuse-t-il, qui ont fait jeter dans les prisons des centaines et des centaines de Bulgares innocents. »

M. Coromilas, consul général de Grèce est un causeur délicat et abondant, maniant avec art toutes les finesses de notre langue, au point de

vous donner l'illusion que c'est un Parisien lettré qui vous parle.

Il a été profondément attristé par tout le mal que certains publicistes et écrivains — mal informés — ont écrit en Europe sur son pays pendant ces dernières années.

— On a créé, me dit-il, une Grèce minuscule : une sorte de miniature, de bibelot pour vitrines. Nos épaules sont trop faibles pour supporter tout le poids du merveilleux héritage que nous ont légué nos ancêtres. Et, de nous voir ployer sous le faix, cela excita la verve de tous ceux qui ont toujours en réserve quelque esprit à dépenser. On nous ridiculisa d'abord. On nous caricatura. Ce fut, hélas ! l'origine et la cause de tous nos maux. Vous savez mieux que moi combien le ridicule mord et fait des ravages. En France, on en meurt. Plus tard, lorsque les psychologues et les moralistes se mirent à nous étudier et à nous retourner, ils ne découvrirent que les défauts. Je mentirais, certes, si je niais que nous en sommes largement dotés. Mais qui n'a pas ses verrues ? Pourtant, n'avons-nous pas quelques qualités ?

— On vous en reconnaît beaucoup, monsieur le Consul général.

— La nature, telle une cruelle marâtre, nous aurait jetés sur la terre, monstrueux de laideurs et pourris de vices. On nous jugea avec sévérité. La voie était toute tracée à la calomnie. Celle-ci se pencha sur nous, espérant nous achever de sa bave immonde. Elle cracha sur notre honneur tout son venin, à pleins flots. Et le dirai-je ? les coups les plus féroces nous furent portés par la France... la France qui se confond dans nos cœurs avec notre patrie ; car, dès notre plus tendre enfance, nos mères nous ont appris à l'aimer et à la vénérer. A l'école, nos maîtres nous ont enseigné qu'elle est la plus grande nation du monde, le

guide et le phare de l'humanité entière, le porte-drapeau de la justice, de la bonté, de la fraternité universelles. Nous savons qu'elle a secouru les faibles et qu'elle est l'espoir suprême de tous les opprimés. Athènes parle français, Athènes lit vos auteurs, Athènes joue vos pièces. Vos journaux, vos revues et vos livres sont dans toutes nos mains. Athènes cherche à copier vos maîtres, Athènes acclame vos triomphes dans l'art. Athènes a confié au général Vosseur et à l'amiral Lejeune le soin d'organiser son armée et sa flotte. En 1870, nous avons couru en foule nous battre à vos côtés. Et, lorsque retentit cette lugubre nouvelle que la France était vaincue, ce fut dans toute la vieille Hellade un long cri de douleur. L'hellénisme fut en deuil. Ah ! oui, la France nous est chère ! Aussi, avons-nous pleuré, quand nous avons vu la plupart de vos quotidiens faire chorus avec nos détracteurs.

— On a cru, monsieur le Consul général, à Paris, que la Grèce s'opposait aux réformes qui doivent apporter un peu de bien-être moral et matériel à cette Macédoine si durement éprouvée.

— On a cru cela, mais sur la foi de quels témoignages ? Parcourez le dernier *Livre Jaune*. Vous y trouverez un télégramme adressé par M. Delcassé à M. Constans, en novembre 1902, dans lequel il est déclaré officiellement que « la Grèce est prête à accepter sincèrement le maintien du *statu quo en Macédoine*, où elle compte tant de ses enfants, pourvu que la Turquie consente à y réaliser effectivement les réformes sans lesquelles l'agitation révolutionnaire ne saurait prendre fin ». Est-ce là le langage d'un gouvernement qui encourage les excès et les abus du régime hamidien ? La Grèce, s'opposer aux réformes ? Allons donc ! Mais on oublie l'histoire. On oublie que que sont les Grecs qui ont été les pionniers de la civilisation

en Orient. On oublie qu'ils ont été les premiers à secouer les chaînes de l'esclavage et à revendiquer pour les chrétiens, tous les chrétiens, le droit de vivre. Non, l'hellénisme ne pactisa jamais avec la tyrannie.

— Vous avez désapprouvé la Révolution macédonienne.

— Nous avons flétri les brigandages et les massacres, et nous les flétrirons encore. Tant pis, si l'Europe n'est pas avec nous. Des écrivains s'en étonnent ? J'admire leur candeur. Que diraient-ils si les catholiques, chez vous, se remettaient à égorger les protestants ? Sachez bien que les bandes bulgares ont surtout et presque uniquement fait la guerre aux nôtres, tuant nos prêtres, nos instituteurs, les notables de nos communautés.

— Les Grecs auraient été les espions, les mouchards et les agents de la police turque ; et les comitadjis les auraient « exécutés » comme tels.

— Voyons, expliquons-nous une fois pour toutes. Comment procèdent les comitadjis ? Ils pénètrent dans un village, *où il n'y a ni soldats ni gendarmes*, et où ils peuvent opérer à leur aise ; et, le poignard à la main, tiennent ce discours aux orthodoxes : « Reniez votre Patriarche. Jurez fidélité à l'Exarque. Vous n'êtes pas Grecs, vous êtes Bulgares. Puis, donnez votre argent, tout votre argent pour la propagande... Vous refusez ?... Prenez garde... Ecoutez. Nous repasserons dans huit jours. Si vous persistez dans votre entêtement, nous saccagerons vos maisons, nous brûlerons vos fermes, et nous vous tuerons, vous et vos familles. » Quel parti prendriez-vous, en Europe, dans de pareilles circonstances ? Vous chercheriez un appui auprès du gendarme. C'est naturel. Eh bien, c'est ce que les Grecs ont fait quelquefois. Le malheur est que le gendarme turc a laissé toute liberté aux bandes, pour s'amuser un brin, pour

« rigoler » au spectacle de giaours saignant des giaours. Retenez ceci, et c'est tout le fond du débat, il n'y a pas eu de révolution, j'entends par là un mouvement spontané du peuple entier qui se rue contre les bastilles. Si les comitadjis avaient été de purs révolutionnaires, s'ils tendaient à l'affranchissement des races chrétiennes, ils eussent incendié les casernes et les prisons, emprisonné les valis et pourchassé toutes les puissances d'oppression. Mais non, ils ont terrorisé des vieillards, des femmes et des enfants. L'histoire est là, implacable, qu'aucun Bérard, de France ou de Navarre, ne saurait infirmer. *La vérité, la seule, est celle-ci: on essaie d'installer l'anarchie, afin que l'Europe intervienne, et de faire table rase de l'hellénisme, pour que la Macédoine soit déclarée bulgare.* Déjà l'opinion publique est égarée. La presse, à Londres et à Paris, nous est hostile. J'espère que les chancelleries ne sont pas dupes. Elles savent à quoi s'en tenir sur les dessous de l'imbroglio macédonien. On a été jusqu'à comparer les dynamitards de Salonique aux Canaris et aux Miaoulis. Quelle infamie ! Les Canaris et les Miaoulis faisaient face à l'ennemi, Monsieur, et ne se terraient pas dans le creux des montagnes à son approche. Ils se couvraient de gloire en se battant héroïquement, comme des lions, pour l'indépendance. Ils arboraient avec orgueil l'étendard de la révolte et n'allaient pas, comme les comitadjis, le cacher piteusement dans les bois, la peur au ventre. Les Canaris et les Miaoulis n'éventraient pas les femmes, et ne mutilaient pas les enfants des chrétiens, leurs frères. Ils ne dirigeaient leur fer et leur feu que contre les défenseurs et les représentants armés de la tyrannie. N'est-il pas étrange et déconcertant, d'entendre les mêmes écrivains qui chantent le courage des comitadjis, blâmer Navarin comme « une bousculade et une sottise ». Nava-

rin, une sottise ? Celui qui pense cela n'a pas de sentiments français. Et quand il l'écrit, il se soufflette lui-même. Il se dit républicain, sans doute, mais il ne l'est pas, car il n'aurait pas besoin de prendre une leçon de générosité et de solidarité humaine dans Chateaubriand. Ceci démontre combien nos adversaires ont été habiles à pervertir les esprits en Europe.

— Est-il exact « que le gouvernement d'Athènes s'est fait le bras droit d'Abd-Ul-Hamid » et qu'il y a partie liée entre la Turquie et la Grèce ?

— Cela est faux comme le reste, archi-faux. Puisque le gouvernement d'Athènes joue le rôle qu'on lui prête, expliquez-moi pour quelle raison les autorités ottomanes se montrent hostiles aux Grecs et ne les protègent pas contre les bandes ? Chaque jour, Monsieur, nous sommes obligés de protester auprès de la Sublime Porte contre les agissements de ses agents. Et l'incident de Smyrne ? n'est-ce pas là une preuve tangible, irréfutable, que l'alliance gréco-turque n'existe pas, et que nous n'avons pas « flatté » le Sultan ? Vous vous trouviez sur les lieux lorsque éclata l'affaire, vous en avez suivi toutes les phases ? Kiamil-Pacha vous a dit que la Turquie exigerait par tous les moyens des sujets hellènes le paiement du temettu ?

— Oui ; il ajoutait que « de la frontière à l'Acropole il n'y a pas loin ».

— Et c'est au moment précis où ils sont nos alliés que les Turcs nous menacent !

— Vous avez conclu avec eux un traité de commerce ?

— Et après ? N'est-il pas logique que nous cherchions des débouchés à nos produits ? Toutes les puissances agissent de même, sans aliéner pour cela leur liberté d'action. La Bulgarie a signé tout récemment avec la Sublime Porte un accord d'un

caractère vraiment politique. Et cependant personne n'a écrit « que le gouvernement de Sofia s'est fait le bras droit d'Abd-Ul-Hamid et que systématiquement il a organisé et payé la délation contre nous ». Est-ce que l'Europe ne fait pas des affaires avec la Turquie ? Je me suis laissé dire qu'il y a des quais, des banques et des chemins de fer ottomans dant les capitaux ont été fournis par la France, l'Angleterre et l'Allemagne. Je me suis laissé dire qu'il y a une dette publique directement placée sous le contrôle européen. Faut-il en conclure que l'Europe « flatte » le Sultan ? Rahim-Pacha et Tewfik bey ont apporté à S. M. le roi Georges un grand cordon, et à S. A. le prince Constantin une tabatière ? Et cela aussi paraît suspect. Mais on ignore les choses élémentaires de la diplomatie. Ce sont amabilités courantes et journalières. Tous les chefs d'État, tous les ministres ont été décorés par le Sultan. Je vous citerai cent personnages français qui n'ont rien à nous envier à ce sujet. Aucune des accusations perfides qu'on a lancées contre l'hellénisme ne résiste à un examen sévère. Calomniez, calomniez ! il en restera toujours quelque chose. Eh bien, non, la calomnie finit par s'user. On a beau vouloir noyer la justice, elle surgit des tempêtes plus mâle de beauté. Selon la forte expression de Zola, « la vérité est en marche, rien ne l'arrêtera plus ».

— Ainsi, monsieur le Consul général, vous m'autorisez à répéter que la Grèce désire les réformes en Macédoine ?

— Claironnez-le ! Plus que quiconque, nous portons de la sollicitude aux chrétiens d'Orient, car nous comptons quatre millions des nôtres dans l'empire ottoman. Et la Grèce n'a jamais étouffé le progrès et la lumière.

Le lecteur se plaindra-t-il d'avoir entendu toutes

les cloches ? Non, car lorsqu'il se trouvera en présence d'un fait, il en saisira mieux la signification et la portée.

J'étais venu à Salonique pour m'instruire, et je m'égarais de plus en plus dans un dédale obscur. La Macédoine se dérobait sous mes pas. L'un me parlait de l'anarchie turque, l'autre du mensonge bulgare, celui-ci des crimes des comitadjis, celui-là des exigences des Grecs ; ici l'on prônait les réformes, là on les jugeait inopportunes ; quelques-uns soupçonnaient l'Autriche d'entretenir le désordre pour apparaître comme une providence indispensable, personne ne répétait les propos du voisin, chacun avait une conception différente du mal dont souffrait le pays.

MASSACRES & EXÉCUTIONS

Je me promenais un matin — le 29 août 1904 — en quête d'informations, lorsque je rencontre M. le Consul général de Grèce, qui m'annonce que le village de Gradobor, à une heure et demie de Salonique, a été occupé dans la nuit par une bande.

— Je n'ai que des renseignements imprécis, des rumeurs, me dit-il. Mais je me rends sur les lieux. Voici ma voiture. Acceptez une place, si vous croyez intéressant d'aller vous documenter *de visu* sur la manière d'opérer de Messieurs les comitadjis.

Je me garde bien de rejeter cette offre obli-

géante. Nous filons à toute vitesse, accompagnés d'un cavass qui est armé jusqu'aux dents. M. le Consul général et son premier drogman sont eux-mêmes lestés d'un magnifique revolver américain. Tous les Macédoniens d'ailleurs sont de véritables arsenaux ambulants. Moi seul, par insouciance, parcours la Macédoine sans être muni du plus modeste canif, à tel point qu'à la gare de Vodéna j'ai dû acheter récemment un misérable couteau ébréché à un enfant turc, pour pouvoir ouvrir une pastèque.

Nous avons quitté les faubourgs de la ville ; nous sommes en pleine campagne, dans une pauvre et triste plaine, maigre, pelée, dénuée de verdure et d'arbres, toute blanche de soleil et de poussière. Notre voiture craque à tout instant comme si elle se brisait. Nous sommes jetés les uns contre les autres, nous sautons, puis nous retombons sur nos sièges, les reins hachés. Parfois, j'ai la sensation très nette que nous versons ; nous touchons le sol de nos mains qui s'agrippent aux portières, mais le cocher, habile, imprime aux chevaux un effort décisif qui remet le véhicule sur ses quatre roues. Quelle route ! nos conducteurs des ponts et chaussées en frémiraient : ce n'est qu'une succession d'ornières, de trous, de crevasses, de fondrières, avec des monticules couronnés de pierres. Les chevaux évitent des rochers pour tomber dans un abîme de boue.

— C'est une des meilleures routes, admire M. Coromilas.

— Ah ! c'est charmant ; cela me promet de belles promenades pour la suite de mes enquêtes.

— En tout cas, vous ne nierez pas que c'est pittoresque. M. Loti trouverait ça délicieux...

— Et Gradobor, quelle espèce de village est-ce donc ?

— Gradobor, me raconte M. le Consul général,

était, l'année dernière, le rendez-vous habituel d'une bande de comitadjis qui, sous les ordres d'Athanase Tsopka, maintenait sous les menaces les villageois dans la fidélité à l'exarchat bulgare. Ils ne manquaient pas de lever des impôts de toutes sortes et de piller, suivant leur louable habitude. L'autorité turque, prévenue, envoya une compagnie qui surprit toute la bande dans un creux de la montagne que vous voyez là, devant nous, et l'anéantit tout entière... à l'exception d'un jeune homme qui avait jeté son fusil et s'était rendu dès le début de la rencontre. Bien que la bande, cause des troubles, n'existât plus, on laissa dans le village un détachement de soldats. Par suite du licenciement des rédifs, ce détachement vient d'être rappelé ces jours-ci, et le village n'était plus gardé que par quelques gendarmes. A peine la troupe avait-elle quitté ses baraquements qu'une autre bande s'abattait cette nuit sur Gradobor. Quels crimes ont-ils commis ? Quels désespoirs ont-ils semés ? Nous allons voir. »

Nous touchons la première maison. Rien ne révèle encore le malheur. Nous descendons de voiture, après deux heures de cahotement sur la route traîtresse. Nous pénétrons dans le village à pas lents et craintifs, et tout de suite une odeur âcre nous monte à la gorge. Nous apercevons à dix mètres, sur un terrain exhaussé, des murs noircis que de courtes flammes lèchent encore. Nous approchons, angoissés. Une vingtaine de paysannes entourent un monceau de meubles et d'ustensiles grossiers qui ont été lancés dans le pêle-mêle du sauve-qui-peut. Toutes ces femmes ont l'air morne et mélancolique, elles ont les regards résignés de bêtes qu'on mène à l'abattoir. Je compte : un, deux, trois, quatre immeubles dont il ne reste que des pans de murs très bas. Tous les plafonds, tous les planchers ont flambé. Quelques boiseries se

tordent encore dans le feu mourant et crépitent. Je fais le tour des ruines. Nous rencontrons un second groupe de cinq ou six femmes. Deux d'entre elles pleurent avec un balancement rythmé et continu de leurs bustes. Elles sont agenouillées à terre près de deux tas de couvertures qui bombent. Dès qu'elles nous aperçoivent elles poussent des cris déchirants, des cris de détresse qui m'entrent dans l'âme et m'arrachent, malgré moi, des sanglots. Que cachent les couvertures ? Je les soulève religieusement.

Ah ! misère humaine ! Mes regards se détournent brusquement et cherchent le soleil, la lumière, ne pouvant supporter l'horreur de cette vision. Jamais, non, jamais, je ne saurais chasser de ma mémoire ces spectres hideux, qui ne rappellent plus rien de l'homme. Quelles étaient ces faces où l'on distingue confusément des trous noirâtres avec, tout autour, des lambeaux de chair sales et repoussants.

Nous apprenons que trois *patriarchistes* d'une même famille ont été martyrisés parce qu'ils *refusaient de se déclarer exarchistes-bulgares*. Ce sont Traïko Sterio, âgé de soixante ans, chef de l'orthodoxie dans le village et ses deux fils, l'un âgé de vingt-six, l'autre de vingt-quatre ans. Celui-ci est enseveli sous les pierres et les cendres fumantes. On va chercher à retirer son corps. Les deux femmes qui jettent vers le ciel insensible leurs hurlements de désespoir, sont les veuves des jeunes victimes. Elles portent, accrochées aux seins, des fillettes qui sucent leur lait gloutonnement. Ces petits êtres sont indifférents au drame qui a broyé le cœur de leurs mères.

Le caïmakam (sous-gouverneur) de Salonique et le métropolitain grec nous rejoignent avec un officier de gendarmerie et quelques soldats. Des paysans, des vieux, et des adultes, nous disent leur

épouvante. On nous conduit près d'une troisième couverture, Je l'écarte d'une main tremblante. Elle abrite une vieille femme de soixante ans, la veuve de Traïko Sterio. Elle vit. Oui, elle vit, mais quinze coups de poignard ont percé ses bras, ses épaules, ses reins, coupé un doigt de la main gauche, tranché la mamelle droite. Elle vit, mais elle est au seuil de l'au-delà. Elle rendra le dernier soupir tout à l'heure. La pauvre vieille, le visage pâle, me regarde tristement. Elle gémit et me demande doucement, dans un souffle : « — Mes fils vivent-ils ? » Ses fils ? Elle pense à ses chers petits ! Oh ! beauté sublime de l'amour maternel. Elle oublie l'enfer de cette nuit, elle oublie ses souffrances atroces pour ne penser qu'à ses enfants. « Mes fils vivent-ils ? » Voilà sa suprême préoccupation.

Je m'indigne tout haut que cette femme n'ait pas reçu de soins *depuis seize heures* et qu'elle soit abandonnée, comme un chien crevé, sur le sol et dans la poussière, en plein air.

Le caïmakam bégaie une explication : « Nous attendons le médecin. » La vérité est que ce représentant de l'autorité ne s'inquiétait pas plus de l'état de la vieille que de ses premières chaussures. Heureusement, le consul général de Grèce donne, sans plus tarder, des ordres pour qu'on transporte les blessés à l'hôpital de Salonique. J'ai dit : les blessés. En effet, un quatrième villageois, — un partisan des comitadjis, accusent les uns, — et un enfant de huit ans avaient été atteints, par mégarde, par des balles qui ne leur étaient pas destinées.

Que s'est-il passé, enfin ? Voici l'histoire.

Vers les dix heures du soir, une bande forte de vingt bandits a fait irruption dans le village, tirant des coups de fusil sur les portes et les fenêtres des habitations. Ils ont cerné le *caracol* — poste de police — et ont tenu en respect au bout

de leurs Mannlicher trois gendarmes qui s'y trouvaient. Puis, quelques-uns ont mis le feu à une grange appartenant à un patriarchiste notable. La maison contiguë à la grange a été préservée des flammes. Enfin, ils se sont rués, tels des hyènes, sur la maison de Traïko Sterio. Grâce à la complicité d'un villageois, ils sont entrés chez lui. Ils l'ont trouvé dans la cour. Ils l'ont immédiatement ligoté ; les cordes sont encore enroulées autour de ses bras, elles ont pénétré même dans la chair.

« Où est ton argent ? Il nous faut trente livres (près de 690 francs).

— Je n'ai pas cette somme ici. Dans quelques jours, je pourrai vous la remettre. J'attends des rentrées. Aujourd'hui, je n'ai que trois livres.

— Tu n'as que trois livres ? Tu mens. Du reste, nous ne sommes pas venus pour avoir seulement ton argent. C'est ta vie que nous voulons.

Ils commencent à le piquer de la pointe de leurs poignards, un peu partout, *à faibles doses*.

— Pitié ! supplie Traïko.

— Pitié ! Pitié ! vient crier sa compagne. Epargnez *mon homme*.

Elle se jette entre les brigands et son mari. Elle tente des efforts surhumains pour écarter les poignards. Les monstres, furieux, exaspérés de cette intervention, la renversent à terre et lui portent des coups sauvages, dont l'un transperce, vous l'avez déjà vu, le sein droit : le bout est emporté.

Après ce brillant exploit, sous les yeux épouvantés de cette héroïque vieille, que l'on a immobilisée, ils coupent tout à leur aise les oreilles de Traïko Sterio et le lardent sur le visage et sur tout le corps.

« Tuez-le, ordonne une voix sinistre. »

Et on le piétine, on l'achève avec furie.

Tout cela n'est rien, à peine un prologue.

Ma plume pourra-t-elle décrire la scène qui suivit ?

Je dirai les choses, telles qu'elles m'ont été rapportées et telles aussi que j'ai pu les reconstituer à l'examen des cadavres.

L'aîné des fils avait entendu du premier étage les cris de son père et de sa mère. Il accourt.

On le saisit aussi avec des ricanements de bêtes fauves. Et le supplice commence. Quel supplice ? Il faut remonter aux nuits les plus sombres de l'Inquisition, il faut aller jusqu'en Chine pour retrouver de pareils raffinements de cruauté.

Ils s'emparent du patient et lui arrachent la vie, lentement, lentement, souffle par souffle, pour jouir en dilettanti de son martyre.

Ils promènent d'abord leurs poignards sur les jambes, à tour de rôle, et lui font des piqûres savantes, qui font jaillir le sang par gouttelettes. Ils tailladent les oreilles par minces tranches, jusqu'à ce qu'il ne reste aucune excroissance. Ils redescendent le long de la poitrine et lui découpent, morceaux par morceaux, les parties sexuelles. Ensuite ils passent au nez, dont ils rasent les ailes jusqu'à la racine. Ils déchirent les lèvres et mettent complètement à nu les mâchoires. Des lèvres, les poignards sautent aux yeux qu'ils crèvent. Les globes sont descellés et tirés hors des orbites. Mais cela ne suffit pas. Les tortionnaires grattent et fouillent encore les cavités et traversent presque la tête de part en part. Pour terminer, ils s'acharnent sur les bras qu'ils trouent en mille endroits. Ils labourent le corps entier de droite à gauche, et de haut en bas. C'est la danse des poignards !

Le patient n'était plus qu'une horrible écumoire.

Celui-ci fut un vrai martyr de l'Idée grecque. Il a subi toutes les tortures. Sa chair a été meurtrie, sillonnée par tous les poignards de l'enfer. Tous

les démons ont ricané devant son agonie. Et le supplicié rit maintenant dans la quiétude de l'au-delà, mais de quel rire ! La mutilation de ses lèvres a figé sur sa face un rictus de folie, un rictus qui jette l'épouvante et glace d'effroi, un rictus dont le souvenir hantera mes nuits et mes jours, comme une hallucination. C'est le rire de la douleur suprême, de la douleur parvenue à l'infini.

A supposer que le vieux Traïko Sterio eût été un traître, un dénonciateur, était-il nécessaire d'assouvir sa vengeance avec tant de cruauté sur son fils ? Fallait-il déchiqueter un corps qui n'était plus qu'une pauvre loque ? Rien, rien ne peut justifier les tortionnaires bulgares. De quel droit pourront-ils condamner l'oppression hamidienne ? Seront-ils qualifiés pour flétrir la tyrannie ? Non, certes ; ils ont mérité la réprobation universelle.

Une troisième victime devait être immolée à la *Liberté* (!), à l'*Indépendance* (!). Le second fils de Traïko Sterio partagera le sort effroyable du père et du frère. Mais quelle peine a-t-il subie, en exécution du jugement rendu par le très haut et très puissant tribunal révolutionnaire (?) de Sofia ? Son cadavre est entièrement carbonisé.

— Où étaient les jeunes épouses, demandez-vous ? — Des villageois, dit-on, complices des bandits, les avaient entraînées de force au dehors, dans les champs, où s'était réfugiée toute la population terrifiée, non sans qu'elles eussent été obligées cependant de *livrer leur pétrole* aux comitadjis. Ceux-ci purent de la sorte incendier les deux maisons de Traïko Sterio, après avoir accompli leurs forfaits.

Vers trois heures du matin, la bande repue de sang quitte le village et s'enfuit dans la montagne. Le vali de Salonique, informé dès l'aube, envoya des troupes à leur poursuite. Cent cinquante soldats et gendarmes, dont cinquante cava-

liers, font des battues dans la région. Mais les bandits, quoique le caïmakam m'affirme qu'ils seront pris dans une heure, sont hors de leur atteinte. Ils ont de l'avance, ils connaissent tous les replis de terrain et ils ont des amis sûrs dans tous les villages. La bande aurait exécuté les ordres du fameux *Apostol* qui gouverne à sa manière le vilayet de Salonique.

Dans l'après-midi, quelques consuls se sont rendus également sur le théâtre des crimes et des incendies. Mais on n'y a pas vu le général Degiorgis-Pacha. C'était une occasion pourtant de se rendre compte du fonctionnement de la gendarmerie!

Que dites-vous, Hilmi-Pacha, MM. Muller et Demerik, de la pacification de la Macédoine ? Que dites-vous, ô puissances, de votre œuvre?

Ainsi, j'avais interrogé les uns et les autres, amis et ennemis. J'avais enregistré les récriminations résignées des Turcs, les réquisitoires véhéments des Bulgares, la plaidoirie attristée des Grecs et des Serbes, et les supplications ardentes de tous les malheureux de toutes races et de toutes religions, qui se plaignaient, eux, d'être piétinés par trop de propagandes et d'avoir trop de sauveurs. J'avais recueilli l'avis *précieux* (!) des représentants des diverses puissances. Je m'étais adressé aussi aux indifférents et aux sceptiques, à ceux que rien n'émeut, qui ne croient à rien : le manque de foi et d'enthousiasme rend plus clairvoyant, peut-être. D'entendre tant de cloches si différentes ne m'avait été d'aucun secours. Cette cacophonie avait augmenté plutôt mon embarras et ma confusion. Je parvenais de moins en moins à trouver mon chemin. Je tâtonnais dans des ténèbres de plus en plus épaisses. Oui, mais le dieu des journalistes veillait sur moi. Il m'avait pris par la main et m'avait conduit à Gradobor.

Pourquoi cet épouvantable massacre? pourquoi ces lents supplices? pourquoi ces ruines? pourquoi cette géhenne? pourquoi ces deux jeunes veuves, faites pour les joies de l'amour et de la maternité, tordent-elles leurs bras de désespoir? pourquoi Gradobor est-il dans le deuil ? pourquoi la terreur est-elle peinte sur tous les visages de ces villageois, endurcis par les rudes travaux des champs? pourquoi cette foule a-t-elle perdu tout espoir? Pourquoi? c'est ce que j'avais hâte d'apprendre.

J'étais venu en Macédoine pour éclairer l'effrayant mystère. Je voulais déchiffrer la cruelle énigme. Et je démêlai, après une minutieuse enquête poursuivie autour des ruines et des cadavres, tous les fils de l'intrigue bulgaro-macédonienne. Ce jour-là, je commençai à comprendre tout le drame. Beaucoup de nuages furent dissipés, et je vis nettement l'odieuse, l'infâme machination qui secouait cette pauvre Macédoine et la poussait vers l'abîme.

— Ce n'est pas notre liberté que veulent les comitadjis, me confirme, tout en pleurs, un vieux Macédonien patriarchiste, c'est notre asservissement, c'est l'annexion de tout ce pays à la Bulgarie ! Or, nous, *Grecs*, nous entendons rester Grecs. Et c'est parce qu'il se refusait à renier sa patrie que Traïko Sterio a été ***exécuté*** par les agents de l'Exarque!

— Mais non! mais non! proteste le consul d'une grande puissance, que je rencontre à l'hôtel Olympia, à mon retour à Salonique, mais non, ce n'est pas *pour cela* que Traïko Sterio a été tué. Cet homme était un espion au service du gouvernement turc. Il avait dénoncé, l'année dernière, une bande de comitadjis, et il a été châtié aujourd'hui. Voilà la vérité!

— Et sa femme? avait-elle dénoncé?

— Ah! ça, c'est regrettable, me répond avec quelque gêne M. le Consul.

— Et les deux fils ? Etaient-ce des traîtres, aussi?

— Je ne crois pas. Leur mort est un exemple qui doit frapper l'esprit de la population.

— Etiez-vous à Gradobor, tout à l'heure, monsieur le Consul?

— Non.

— Ah ! fis-je, étonné. Et qui vous a dit la *vérité* ? Comment êtes-vous renseigné?

— J'ai des moyens d'information très sûrs.

— Il me semble que le meilleur moyen de vous renseigner était de vous rendre là-bas. Le juge d'instruction et le procureur, en France, ne se contentent pas de rapports policiers, ils vont sur les lieux du crime...

— Je ne suis pas un magistrat, mais un agent consulaire.

— Oui, mais vous avez mission d'éclairer votre gouvernement et l'opinion de votre pays. Il s'agit, ici, de l'honneur d'un peuple. Avant de porter un jugement sur les Grecs, que vous accusez d'être les aides du bourreau turc, vous eussiez dû soumettre cette accusation à toutes les investigations, à tous les contrôles...

— Allez-vous maintenant me taxer de partialité?

— Peut-être, monsieur le Consul. Il m'est bien permis de constater qu'ayant une occasion de vous livrer à une enquête sérieuse, à deux pas de Salonique, vous ne vous êtes pas dérangé!

— Mon drogman est chargé de recueillir tous les renseignements.

— Votre drogman est indigène. Il peut avoir épousé les haines locales. Il peut être bulgarophile, ou roumanophile, ou turcophile et gréco-

phobe..... Et comment jugez-vous la cruauté des exécuteurs bulgares?

— Je conviens avec vous que les comitadjis sont allés trop loin. Evidemment, s'ils continuent ce système, ils perdront des sympathies en Europe.

L'affaire de Gradobor venait me prouver de la façon la plus brutale que les Bulgares tuaient des chrétiens et suppliciaient de vieilles femmes — crimes qu'ils imputaient aux Turcs — et que certains consuls européens documentaient leurs gouvernements avec une étrange légèreté.

Comment? l'on massacre, l'on incendie, à cinq kilomètres de Salonique, et ces agents d'information ne vont pas recueillir eux-mêmes les témoignages des victimes? ils se contentent toujours de l'opinion qu'exprime l'Agence de Bulgarie?

Cependant, un scrupule me vient. Sans doute, ce drame est un cas isolé. Si j'avais été trompé par tout un ensemble de circonstances exceptionnelles ? Si ce consul avait raison ? Je m'abstiendrai pour le moment de généraliser. J'attendrai que d'autres faits se produisent devant mes yeux. Hélas! je n'attendrai pas longtemps.

Après avoir passé deux semaines dans l'île de Chypre, où j'étais allé soigner des fièvres contractées à Serrès, je suis revenu à Salonique, le 28 octobre 1904.

La Macédoine est devenue vraiment une terre maudite où l'on ne connaît plus que la douleur, l'angoisse et la mort. L'espoir, la joie, les élans, tout ce qui rend la vie moins lourde, tout ce qui allège du fardeau des misères, tout cela a été banni inexorablement. La situation s'aggrave de plus en plus. Les dernières illusions que nourrissaient certains optimistes se sont évanouies. Il faut se rendre à l'évidence : l'Europe a fait faillite à ses promesses et à ses engagements. *Il*

semble au contraire que, sous le contrôle international, le mal ait poussé plus vigoureux, comme sur un terrain éminemment favorable. Le désordre est souverain, l'anarchie est partout. Les autorités civiles et militaires sont en complet désarroi. Hilmi-Pacha lui-même, cet homme habile, qui avait rêvé de mener la barque du maître, tranquillement et sans heurt, au milieu de toutes les intrigues et de toutes les convoitises, Hilmi-Pacha ne sait plus où donner de la rame. Il est désemparé. Il scrute l'horizon. L'avenir l'inquiète, car de quelque côté qu'il tourne ses regards attentifs il ne voit que des écueils. Le malheur se dresse partout. Les trois provinces dont il a la garde menacent de sombrer dans la tempête.

— Depuis le drame de Gradobor, m'informe un consul, drame dont vous avez été le témoin épouvanté, pas un jour n'a lui, pas une heure ne s'est écoulée sans que le fer et le feu n'aient accompli leur œuvre sinistre. Tous les villages, les uns après les autres, paient leur tribut au Minotaure. Ce n'est plus seulement le Turc qui est le tyran, il y a aussi le Bulgare. Et quel tyran ! Ce *libérateur* ne se contente pas, comme le musulman, de couper des têtes d'un seul coup de yatagan. Il exige de longs supplices savamment exécutés. Il veut que ses victimes parcourent toute la gamme des souffrances. Et ces victimes ne seront pas seulement des hommes valides, ou même des vieillards, ou même des femmes, ce sont des enfants, de tout petits êtres frêles et innocents. Il lui faut de la chair fraîche, des fleurs à peine écloses.

— Les Bulgares fauchent maintenant des enfants ? C'est bien vrai, cela, dites ?

— Oh ! ce n'est pas la première fois...

Je me souviens, en effet, que le colonel Vérand, chef de la mission militaire française, a trouvé deux cadavres d'enfants à Melnik.

— Ce n'est pas la première fois, et... »

Le Consul général est interrompu par l'arrivée soudaine d'un homme aux allures mystérieuses qui vient lui parler tout bas dans l'oreille. On lui apporte sans doute des nouvelles bien graves, car il hoche la tête tristement... il tressaille...

— Encore une tragédie, me renseigne-t-il ! Ces brutes ont brûlé quatre maisons dans le village de Ghirzista, et sept personnes.

— Avez-vous des détails ?

— Non. J'aurai plus tard un rapport circonstancié.

En ce moment passent Nasmi bey, directeur des affaires politiques du vilayet, et M. Vernazza, notre aimable vice-consul. J'accoste ces Messieurs et leur demande des renseignements. Ils sont très étonnés, ils ne savent rien. Je prends vite mon parti : je me rendrai moi-même à Ghirzista, afin de recueillir des informations sûres et telles que personne ne puisse les démentir.

— Est-ce loin, ce village ?

— Huit heures de voyage, dont deux et demie en chemin de fer et cinq et demie à cheval.

Le lendemain matin, j'ai pris à six heures et demie le train qui conduit à Uskub, puis à Belgrade, puis à Vienne, puis... à Paris. Je suis descendu à la station de Gewgeli. De là, je me dirigeai tout droit vers le conak (hôtel) du caïmakam (sous-préfet.) Je sollicitai l'autorisation de voyager dans l'intérieur du caza avec une escorte.

— Je n'ai pas reçu d'instructions vous concernant, m'oppose ce fonctionnaire. Je n'assume aucune responsabilité.

— C'est bien, répliquai-je sèchement. Je partirai quand même, que vous me donniez des soldats ou non.

Alors, un officier supérieur présent à l'entretien, rappela au caïmakam que le substitut du pro-

cureur et le colonel russe, chargé d'instruire la gendarmerie de la région, se rendaient à Ghirzista. Il émit l'avis que je pourrais, sans inconvénient, faire partie de leur expédition. Le caïmakam ne trouvant aucune objection à formuler, je fus pourvu d'un cheval et présenté au colonel Svirsky et au substitut.

Bientôt, l'expédition devint plus importante : le premier drogman du consulat général de Grèce, et deux prêtres orthodoxes vinrent se joindre à nous. Avec l'interprète du colonel, deux cavass et sept gendarmes, nous formions une troupe de seize cavaliers. Nous galopâmes pendant six heures sur des chemins impossibles. Le Vardar, grossi par les pluies, avait entièrement recouvert les routes de la plaine, et nous fûmes contraints de faire un long détour et d'escalader un fouillis de montagnes inextricable. Vous pensez si durant la longue chevauchée, je me fis scrupule de harceler le colonel de questions indiscrètes ! Mais parlons sans plus de retard des attentats effroyables qui nous amènent à Ghirzista.

Nous sommes reçus à l'entrée du village par un juge d'instruction et un capitaine de gendarmerie qui avaient procédé à une enquête préliminaire.

Nous les interrogeons.

— Venez, nous répondent-ils simplement.

Et ils nous conduisent devant des ruines.

Impatient de savoir ce que cachent ces murs décapités, hauts de deux mètres à peine, je pénètre le premier sur les lieux du crime. Et tout de suite l'horreur du spectacle rejette tout mon être en arrière. J'aperçois là, à mes pieds, des troncs de corps calcinés. Comme à Gradobor je ferme les yeux. Je voudrais m'enfuir. C'est trop affreux. Mais je surmonte l'émotion qui m'étreint. La révolte gronde en mon cœur et en ma conscience. Je me dis que j'ai une mission à remplir : celle de dénoncer au

public qui pense, au public qui souffre et s'apitoie sur la misère humaine, les hideux méfaits de cette horde de barbares qui déshonore notre époque. Je me dis que, coûte que coûte, je dois regarder en face toute la turpitude, toute l'infamie, toute l'abjection de ces comitadjis, qu'on décora du titre glorieux d'opprimés et qui ne sont qu'un misérable ramassis d'assassins, de bandits et de tortionnaires.

Je me penche sur les cadavres : il y en a cinq. Où sont les deux autres, puisqu'il y a sept victimes ?

— Canailles ! Canailles ! Canailles ! — C'est la voix du colonel qui éclate, haute et vibrante d'indignation. Son bras est tendu en un geste de menace. — Qu'on les fusille tous, tous, jusqu'au dernier... Canailles !

— Qui, qui ? Vous me demandez qui ? Mais ces cochons de Bulgares. Ah ! c'est du propre, c'est du joli. Le bel héroïsme, que de martyriser des femmes et des enfants !

(Mes lecteurs comprendront que le colonel Svirsky ne flétrit que les brigands qui ont incendié les quatre maisons et brûlé vifs des êtres humains. La haute indignation de ce soldat fouette les brutes qu'aucune pitié n'a retenues. Dans son esprit, ni dans le mien, le mot *canailles* ne peut s'adresser en aucune manière au peuple bulgare tout entier. Je désire vivement qu'aucun malentendu ne subsiste là-dessus, à supposer qu'il puisse y en avoir.)

Deux fillettes, âgées l'une de dix, l'autre de sept ans, ont été sauvagement brûlées. Elles ont conservé leur tête à peu près intacte. Elles ont même encore la petite tresse de cheveux que les mères, au lever, avaient nouée avec tendresse.

Des enfants ? Je voudrais ne pas croire à tant

de cruauté. Pourtant la réalité est accablante. Que l'humanité est laide !

— Que s'est-il passé, voyons ? questionne le colonel, qui veut paraître sévère, bien qu'il soit remué jusqu'au fond des entrailles... Je suis père, moi aussi, me confie-t-il dans un demi-sanglot.

On fait venir en notre présence les principaux notables du village, qui nous racontent la lamentable histoire.

— Nous avions, dit l'un d'eux, une jeune institutrice. Elle avait vingt ans et s'appelait Catherine Hadjiyorghi.

— Etait-elle Bulgare ou Grecque ?

— Elle était Grecque... Nous étions contents d'elle. Elle était bonne, elle était douce, elle était dévouée. Elle aimait nos enfants, qu'elle instruisait avec zèle depuis six ans. Jusqu'à ces derniers temps aucun nuage n'avait assombri notre ciel. La paix régnait au village. Nous étions tous frères. Hélas ! les comitadjis étaient jaloux de notre bonheur. Ils voyaient d'un mauvais œil l'harmonie parfaite qui unissait nos familles. *Ils vinrent nous intimer l'ordre de chasser Mlle Catherine Hadjiyorghi, de la remplacer par une institutrice bulgare et d'adresser une pétition au gouvernement pour que le village soit déclaré exarchiste.*

— Y a-t-il des Bulgares au village ? demandai-je.

— Pas un, me fut-il répondu. Nous sommes tous patriarchistes.

— Patriarchistes ? cela signifie-t-il que vous êtes Grecs ?

— Oui, nous sommes Grecs.

— Personne n'avait exprimé le désir qu'on renvoyât l'institutrice ?

— Personne... Nous avons refusé de renier notre Patriarche. Cependant, dans la crainte que les comitadjis n'exercent de terribles vengeances sur la personne de Catherine Hadjiyorghi pour ne pas

avoir livré son école, nous l'engagions vivement à se retirer auprès de son frère, à Bogdantsa. Elle suivit nos conseils. Elle s'en alla... Puis des amis, des villageois voisins nous firent observer justement que nous ne pouvions pas laisser nos enfants dans l'ignorance pour le bon plaisir des Bulgares. Nous décidâmes de rappeler l'institutrice. On lui envoya une députation pour la prier de venir reprendre son poste. Elle répondit à notre appel sans hésiter. Elle était de nouveau parmi nous, jeudi soir. Avant-hier, samedi, dans la nuit, une bande cerne le village, tirant des coups de fusil dans toutes les directions. Ils pillent tout le pétrole qui se trouvait dans la boutique de l'épicier. Celui-ci était absent et passait la veillée avec sa fillette Andronica (sept ans) chez Anghos Chiros, dans la maison même où habitait l'institutrice. Il y avait également, réunis dans la même chambre, outre les précédents, la femme d'Anghos Chiros, sa fillette (dix ans) et Gregor Mino. Au bruit de la fusillade, tout ce monde est sur pied. On s'enquiert en tremblant des intentions de la bande. Les pauvres gens apprennent qu'ils sont condamnés à mort, tous sans exception. La maison est étroitement bloquée. Les balles pleuvent dans toutes les pièces, réduisant les vitres en miettes. Les trois hommes paraissent avoir riposté de l'intérieur, car l'on a trouvé un fusil Gras et des cartouches. Mais ils sont impuissants à se défendre. Les bandits énduisent immédiatement de pétrole quatre maisons qui formaient un seul pâté et allument un vaste incendie.

Nous avons pu reconstituer la scène qui s'est déroulée chez Anghos Chiros. Les assiégés sont affolés. Ils courent en tous sens, cherchant une issue par où l'on ne pourra surprendre leur fuite. Ils se précipitent enfin vers le mur extérieur qui donne sur une étable. Ils creusent un grand trou

dans le mur et sautent au milieu d'un veau et d'un âne. Ils ont une lueur d'espoir. Ils vont se sauver. Les flammes, de ce côté, sont courtes et inoffensives. Anghos Chiros affronte le premier le danger. Il tente de sortir et de frayer un chemin à sa femme, à son enfant et à ses hôtes. Il ramasse toute son énergie, serre dans la main droite le revolver qui écartera l'agresseur, s'il s'en rencontre, et s'élance en avant dans l'inconnu. Hélas ! à peine a-t-il paru au dehors qu'il tombe mortellement atteint par une grêle de balles. Les bandits avaient resserré le cercle autour des maisons : ils braquaient leurs fusils sur chaque pierre des murs, de telle sorte que les assiégés dussent mourir ou par le feu ou par le fer. Un coup de poignard furieux acheva Anghos Chiros. Sa femme, sa fillette, l'institutrice et les autres emmurés sont livrés à leur sort. Les flammes les enveloppent. Ils se débattent en vain. En vain, ils appellent à leur secours la « Vierge », la « Panaghia ». En vain, ils implorent la pitié de leurs bourreaux. En vain, les enfants poussent des cris déchirants à fendre l'âme. Ils se pressent les uns contre les autres pour se faire plus petits, plus minces, et donner moins de prise au feu. Rien n'y fait. Ils s'écroulent à terre et deviennent la proie de l'incendie. Leurs jambes, leurs bras sont entièrement en cendres, il n'en reste rien, pas un lambeau.

L'institutrice n'a plus de tête ; on n'a pu établir son identité qu'à l'aide de quelques bouts de chiffon qui sont restés collés à la poitrine. La femme d'Anghos Chiros est introuvable, on n'en a découvert aucun reste, pas même un doigt. Je suppose qu'on trouvera son corps sous les décombres.

Après s'être assurés que la besogne était bien terminée, les comitadjis regagnèrent leurs repaires. Ils n'oublièrent pas d'emporter le revolver qu'Anghos Chiros tenait dans sa main crispée.

Le colonel Svirsky et moi, précédés de nos escortes, nous allions quitter le village, lorsque toute la population, hommes, femmes et enfants, vinrent se jeter à nos pieds, dans la boue des chemins détrempés par les pluies : « Pitié ! Pitié ! imploraient-ils. Sauvez-nous !... Voyez nos malheurs !... Voyez nos tourments !... Nous n'avons plus de repos !... Nous n'avons plus d'espoir !... Nos maisons sont détruites !... Nous subirons le même sort que Catherine Hadjiyorghi !... Nos enfants seront brûlés comme la petite Andronica et son amie !... Nous serons poignardés !... Nous serons fusillés !... Protégez-nous !... Délivrez-nous !... »

Toutes les femmes avaient posé sur leurs têtes un fichu noir en signe de deuil. Elles se suspendaient à nos habits et baisaient nos mains. La terreur avait pâli leurs visages. Elles versaient des torrents de larmes. Elles voulaient abandonner leurs foyers et leurs champs, s'enfuir loin, bien loin, vers des pays plus cléments. Elles nous suppliaient de les emmener avec nous. Je tâchai, par de douces paroles et de belles promesses, d'apaiser leurs angoisses. Sur ma demande, le colonel russe leur donna l'assurance formelle que le village ne serait plus inquiété, qu'on laisserait des soldats.

Donc, le drame de Gradobor n'était pas une exception dans les événements macédoniens. Ce n'était pas davantage un accès de folie provoqué par une occurrence fortuite et impérieuse, une de ces poussées fatales qui ne laissent aucune place au libre arbitre et atténuent par ainsi, jusqu'à l'annihiler parfois, la responsabilité morale du criminel. Non, Le drame de Gradobor, comme celui de Ghirzista, sont des actes froidement prémédités, des scènes horribles dont chaque rôle a été distribué, appris et répété, et chaque détail

précisé, fixé et retenu. Ces féroces exécutions appartiennent à tout un système qui a ses lois, son organisation et ses cadres ; elles sont des chaînons dans le déroulement d'une vaste et ténébreuse conspiration dont le mot d'ordre est d'aller au but par tous les chemins : Qui veut la fin veut les moyens !

Notre petite troupe de cavaliers venait de quitter Gewgeli.

Le colonel Svirsky et moi nous chevauchions côte à côte, étrier contre étrier.

— Permettez-moi, mon colonel, de trouver singulier que la gendarmerie ne parvienne pas à saisir au collet ces forbans qui mettent le pays à feu et à sang.

— La gendarmerie? me répond mon compagnon de route, très sceptique, où est-elle, d'abord? existe-t-elle ? Moi, je l'ignore.

Bien des choses m'ont étonné durant mes voyages en Macédoine. J'avoue que la réponse du colonel russe fut encore la chose qui me stupéfia le plus.

— Comment, vous, délégué d'une puissance réformatrice, vous avouez qu'il n'y a pas de gendarmerie ? *Mais alors que faites-vous ?*

— Ce que je fais ? J'observe, Monsieur. J'observe. Je suis, comme vous, un correspondant. J'instruis mes chefs sur les faits et gestes des uns et des autres.

— Savez-vous, mon colonel, que ce que vous me dites-là est bien... déconcertant ?

— Peut-être. Pourtant, c'est la vérité.

— Ah çà ! me suis-je mépris jusqu'à ce jour sur le rôle de la Russie ? »

Le colonel esquisse un geste d'indifférence. Je poursuis :

— La Macédoine était la proie et des comitadjis

et des bachi-bouzouks. L'habitant paisible ne connaissait plus de repos. Ses maisons étaient incendiées, ses champs dévastés, ses granges pillées, sa famille égorgée. Parfois même des villages entiers flambaient : Exemple : Kruchevo, L'Europe s'émeut et s'indigne. L'opinion publique force les gouvernements à intervenir. Les chancelleries échangent notes sur notes. On présente des projets de réformes au Sultan. Enfin le Tsar, votre souverain, et l'Empereur d'Autriche-Hongrie se concertent à Muerzteg pour sauver la Macédoine. On accepta de toutes parts, avec empressement, les propositions qui furent soumises après cette entrevue par les cabinets de Vienne et de Saint-Pétersbourg. Le contrôle austro-russe ne souleva aucune objection, même de la part de l'ombrageuse Angleterre. Les agents civils furent nommés. Ils se mirent à la besogne. Tout allait être amendé. On commence par la réorganisation de la gendarmerie. L'ordre et la tranquillité régneront désormais. Et l'on pourra travailler sans inquiétude. Or, un an après, vous me dites, vous : « Il n'y a pas de gendarmes. »

— Non, il n'y a pas de gendarmes. Et la Russie n'y peut absolument rien. Mon secteur, qui comprend cent vingt communes environ, ne compte que deux postes, l'un de quatre, l'autre de quinze hommes. Et encore celui-ci se trouve-t-il à Gewgeli, chef-lieu du caza, où il est chargé de la police de la ville.

— Mon colonel, ai-je bien entendu ? Vous n'avez que quatre gendarmes pour surveiller toute cette région ?

— Quatre gendarmes seulement. Il nous est impossible de faire des tournées. Les distances sont énormes. Nous devrions être tout le temps en marche, toujours loin de notre centre d'opérations.

— De sorte que les bandits ont toute liberté pour se promener sur la montagne et dans la plaine. Ils sont les maîtres.

— Parfaitement. C'est Apostol qui est le tsar, ici. Pour faire la chasse à ses partisans, nous aurions besoin de beaucoup d'hommes. Nos cadres sont habilement répartis... mais sur le papier.

— Et que dit le général Degiorgis ?

— Le général Degiorgis n'a pas le don de faire des miracles. Assurément, l'école de Salonique forme d'excellents sujets, sur lesquels il est permis de fonder de magnifiques espérances. Par malheur, ces élèves ne seront pas assez nombreux pour alimenter tous les secteurs. La réorganisation de la gendarmerie sera longue, trop longue.

— Vous n'approuvez pas, vous n'excusez pas les exploits de ces comitadjis ?

— Ah ! non. Je ne veux pas me solidariser avec des brutes qui s'en prennent aux femmes et aux enfants. Dites bien haut que mon désir le plus vif est de les voir fusiller tous... tous... jusqu'au dernier. Ce sont des canailles ! vous entendez ? des canailles ! canailles ! canailles !

Cela claquait dans l'air, sec et rapide, comme des coups de fouet. Des vols innombrables de corbeaux, qui planaient au-dessus de nos têtes et faisaient au ciel bas et gris un large bandeau noir, vinrent ponctuer le dégoût du colonel, de leurs croassements lugubres.

Je suis rentré à Salonique pour mettre un peu d'ordre dans mes notes et dans mes idées.

L'hiver est venu. L'Olympe, le « radieux Olympe » est couronné de neige. Les dieux ont froid. Les simples mortels aussi. Tout le monde, au dehors, grelotte et montre des visages blêmes. Le vent du Vardar, que les Israélites appellent la tramontane, a soufflé avec rage et charrié des

glaces dans nos veines. C'est, en des temps ordinaires, la terreur des Macédoniens. Mais ils l'aiment aujourd'hui, quand même ; ils fêtent son retour, car ils espèrent que ses coups de trique et d'aiguillon troubleront la fête révolutionnaire.

— L'hiver, pour nous, me confesse un Salonicien, est le meilleur de nos gendarmes. Il est plus fort que le général Degiorgis et que toute la légion des officiers européens. Il dame le pion aux consuls, aux agents civils et à Hilmi-Pacha lui-même.

Hélas ! au moment précis où mon aimable interlocuteur s'apprêtait à me faire un paradoxal tableau de tous les bienfaits que l'hiver le plus rigoureux répand sur la Macédoine, cette rumeur parvient jusqu'à nous : « Une bande de comitadjis a pénétré dans le village de Lougountza et a exterminé toute la famille du prêtre grec Stoyan, après avoir mis le feu à sa maison. Des femmes et des enfants ont été poignardés. »

L'hiver est donc menteur et faux, tout comme un vulgaire accord austro-russe. On m'informe de toutes parts que les comitadjis bravent les frimas et rougissent la neige du sang de leurs victimes, comme ils avaient rougi les blés d'or.

L'affaire de Lougountza, est-ce un drame comme ceux de Gradobor et de Ghirzista ?

Le prêtre grec Stoyan, qu'on disait avoir été brûlé vif avec tous les siens, a pu s'enfuir, dit-on, et venir se réfugier à Salonique. Je cours auprès de lui. Il est entouré de ses deux fils. Mon confrère, M. Von Tyzska, du *Lokal Anzeiger*, qui m'avait accompagné, recueillera avec moi la version exacte de cette nouvelle tuerie.

Lougountza est un village de cent maisons, situé dans le caza de Gewgeli. Il y a une église bulgare et une église grecque. L' « Organisation intérieure », dont la « bonne foi » fait l'admiration

des journaux les mieux informés de Paris, poursuivant son abominable guerre religieuse, pour mieux préparer l'*autre*, avait décidé que les Koutzo-Valaques de Lougountza devaient se déclarer *roumains* et que l'église orthodoxe appartiendrait à la communauté *roumaine*.

Cette décision avait été communiquée à plusieurs reprises aux patriarchistes notables de l'endroit, et notamment aux familles Stoyan et Rongottis.

La famille Stoyan se composait du prêtre grec, de sa femme, âgés de soixante ans, de leurs deux fils, Noé et Christos, âgés le premier de trente, le second de vingt ans, mariés tous deux, et de leurs belles-filles. L'aîné a trois enfants, le cadet un bébé de quarante jours. Les frères Rongottis, Georges et Nicolas étaient également mariés. Nicolas était père de six enfants.

— Si vous ne vous soumettez pas à nos volontés, avaient menacé les agents des comités bulgares, nous vous exécuterons, vous et les vôtres. Nous raserons vos maisons, nous brûlerons vos récoltes.

— Vous agirez comme vous l'entendrez, avait répondu stoïquement le vieux prêtre. Quant à moi, je n'abandonnerai jamais mon église, que je sers depuis trente ans.

— Nous resterons fidèles à l'hellénisme, avaient appuyé les deux fils, Noé et Christos. Nous sommes nés Grecs, nous restons Grecs et nous mourrons Grecs.

— C'est bien, mes enfants, avait encouragé la mère. Sans doute, on nous tuera, mais nous ne serons ni des renégats ni des traîtres. Je ne forme plus qu'un vœu, c'est de ne pas vous voir tomber sous le couteau des assassins ; c'est d'être frappée la première.

Les Rongottis avaient opposé la même résis-

tance aux ordres et aux menaces des comitadjis.

— Mardi, 15 novembre, à six heures et demie du soir environ, nous raconte Noé Stoyan, nous nous trouvions réunis dans une chambre de notre maison, mon père, ma mère, mon frère, trois amis du village de Kojnsko, qui étaient nos hôtes, et moi. Ma femme, ma belle-sœur et nos enfants étaient dans une pièce voisine. Nous causions des événements. J'exposais le danger qu'il y avait pour nous de rester plus longtemps dans le village, car j'avais été prévenu de différents côtés que les comitadjis allaient mettre leurs infâmes projets à exécution. Chacun donnait son avis sur la situation. Tout à coup, ma mère, qui faisait la navette d'une pièce à l'autre, va, toute pâle, tirer le verrou de la porte extérieure donnant sur la cour. Elle s'approche de nous, mystérieuse, et nous dit à voix basse, en tremblant : « Attention, il y a des comitadjis dans la cour. Votre femme, Noé, les a vus se glisser dans l'ombre, le long des murs. La maison est cernée. » A peine a-t-elle fini de parler que nous entendons un grand bruit de pas derrière la porte. On frappe de violents coups. On nous somme d'ouvrir ; nous ne répondons pas. Aux sommations succèdent les injures : « Chiens de Grecs, vous n'ouvrez pas ? nous allons voir ça. » Et l'on fait pleuvoir sur la porte une grêle de balles.

— Je saute sur mon Martini, interrompt le frère cadet, Christos, je tire aussi pour montrer que nous sommes armés et prêts à nous défendre.

— Aviez-vous d'autres armes ? demandai-je.

— Malheureusement non, m'est-il répondu. Sans cela, à nous trois, et avec l'aide de nos amis de Kojnsko, nous aurions eu raison des assaillants.

— Nous n'aurions pu les empêcher d'incendier la maison, objecta l'aîné, car ils mettent bientôt

le feu sous la porte. En voyant les premières flammes, nos femmes poussent des appels désespérés et pleurent à chaudes larmes. Nous les supplions de rester calmes, d'avoir du sang-froid. Mais elles courent affolées vers d'autres chambres, cherchant des issues. On se concerte rapidement entre hommes. « Fuyons par la porte de derrière, qui n'est pas encore occupée, conseille mon père. Nous pourrons l'atteindre avant les comitadjis, qui sont obligés de faire un long crochet. Peut-être même ne la connaissent-ils pas. » Je passe le premier avec mon Martini, continue Christos. J'ouvrirai le passage. Mon père me suit de près. Nous ne rencontrons personne sur notre route. Nous voilà sauvés, me dis-je à moi-même. Je me poste dans la rue, à vingt pas à gauche, et je tire dans la direction des comitadjis pour attirer leur attention et permettre à toute la famille de s'enfuir à droite vers une autre rue. Ils trouveront un abri dans une maison voisine.

— Hélas ! poursuit l'aîné, il était écrit que nous aurions du malheur. Ma mère, ma belle-sœur et un de nos hôtes, qui se trouvaient en arrière, n'étaient pas arrivés à temps à la porte de salut. Toutes les issues avaient été prises. Ma belle-sœur aperçoit une petite fenêtre très étroite qui surplombe une troisième rue. Elle prend son bébé qu'elle serre fortement entre ses dents, comme fait la chatte de ses petits, puis elle saute dans les ténèbres. Elle s'est aperçue, dans la suite, qu'une balle avait traversé son genou. Notre ami se glisse derrière elle, indemne. Ils sont hors des atteintes des brigands. Notre mère, seule, ne tente plus rien. Elle a été, dans l'affolement de la fuite générale, rejetée dans la pièce même où toute la famille se trouvait réunie au début de la tragique soirée. Elle est résignée. *Elle savait depuis longtemps qu'elle devait mourir sous les poignards bulgares.*

Elle attend ses bourreaux, en prières. Les comitadjis ont enfoncé la porte principale en la brûlant à moitié. Lorsque la brèche a été assez grande, ils ont éteint le feu. Ils se ruent dans les chambres : ils éventrent, ils brisent tous les meubles. Ils nous cherchent. Ils ne trouvent que notre mère. Ils se jettent sur elle et la frappent furieusement avec la crosse de leurs fusils.

— Où est ton mari ? vocifèrent-ils.

— Il n'est pas ici. Il rentrera bientôt.

— Et tes fils ?

Ils sont dehors aussi.

— Ah ! chiens de Grecs, rugissent-ils. Nous les trouverons bien. En attendant, donne-nous ton argent, tout ce que tu possèdes.

— Nous n'avons rien.

— Vous n'avez rien ? Ah ! vous n'avez rien ? Ah ! vous n'avez rien ! Voici qui t'apprendra à ne pas mentir.

Et les bandits piquent la pauvre vieille de la pointe de leurs baïonnettes. Ils la jettent à terre et la piétinent jusqu'à ce qu'elle consente à leur remettre un peu d'argent. Mais ce qu'elle leur donne ne leur suffit pas sans doute. Ils enfoncent la pointe plus profondément dans la chair de la victime.

— Donne tout ! donne tout !

Et la malheureuse femme, qui n'est déjà plus qu'un chiffon, est obligée de remettre toutes les économies de la famille, livre par livre, environ huit cents francs. Elle espère que les bourreaux s'en iront.

— Cette fois, je vous le jure, je vous ai tout remis. Vous n'avez plus que ma vie à prendre.

— Nous l'aurons. Nous aurons aussi la peau de ton mari et celle de tes fils...

Elle tombe dans une mare de sang, pour ne plus se relever, après avoir reçu vingt-deux coups de

baïonnette. Son corps est affreusement mutilé, troué, déchiré. Enfin, les brutes ont, selon l'usage, incendié la maison et toutes ses dépendances. Et ils sont allés rejoindre leur chef, Yovan Carassouli, qui accomplissait, lui aussi, de glorieux et brillants exploits pour la cause de la liberté (!) et de la justice (!). Ce libérateur était monté héroïquement à l'assaut de la bastille hamidienne. Voici comment. Ecoutez, Messieurs les apologistes de l' « Organisation intérieure ». Admirez, mes chers confrères parisiens.

Pendant qu'une partie de sa bande abattait une pierre de la tyrannie turque en massacrant une vieille femme, en blessant une jeune mère, et en réduisant en cendres la maison de gens inoffensifs, Yovan assiégeait la demeure des deux frères Rongottis. L'immeuble est criblé de balles, qui font voler en éclats toutes les vitres et jettent la terreur dans la famille. Cette fusillade est le préliminaire indispensable de toutes les expéditions bulgares. La tactique est la même dans les trois vilayets, que l'on opère au nord et au sud, dans les villes ou dans les villages. On dirait d'un plan, d'une stratégie mûrement conçue et imposée à toutes les bandes comme un règlement. La fusillade est toujours accompagnée d'un commencement d'incendie. Si les assiégés se rendent, on arrête momentanément le feu et... on les poignarde. Ils n'échappent à un supplice que pour mourir dans un autre supplice. Georges Rongottis, cependant, essaie de sauver les siens des flammes et peut-être du poignard. Il parlemente. Il n'opposera aucune résistance. Il crie aux comitadjis qu'il va ouvrir. Mais à peine a-t-il paru au seuil de la porte d'entrée que dix fusils l'ajustent. Une balle l'atteint au ventre. Comprenant qu'il est tombé dans un traquenard et qu'il n'y a plus d'espoir pour lui, il ramasse toute sa volonté,

il dompte la douleur que lui cause sa blessure et s'enfuit. La nuit favorise sa fuite. Il échappe aux fureurs bestiales de Yovan. Celui-ci n'a plus de position à emporter, puisque la place est ouverte. Il se précipite dans la maison. Les autres bandits lui font escorte. Ils marchent sur le cadavre d'un enfant de quatre ans dont la tête a été fracassée par les balles. Croyez-vous que ce détail les émeut ? Allons donc ! Ils n'en continueront pas avec moins d'ardeur la chasse aux chiens de patriarchistes. Ils s'emparent de Nicolas Rongotis. Ils lui ligotent solidement les bras en croix, comme pour le crucifier. Puis, ils traînent à ses pieds sa femme, ses cinq enfants et sa belle-sœur. Et l'ignoble, l'infernale besogne commence, à la lueur blafarde de quelques bougies que l'on a collées sur une table. Le cadavre de l'enfant a été jeté sous les yeux horrifiés du supplicié, de sa mère et de ses petits frères.

— Vous allez voir, prononce Yovan, comment nous châtions les Grecs qui s'entêtent à n'être pas des nôtres.

Paf !... paf !... paf !... Le chef de la bande exécute lui-même la sentence du tribunal de l' « Organisation intérieure ». Il porte plusieurs coups de baïonnette aux épaules du martyr patriarchiste.

— Pitié ! Pitié ! supplient en chœur et d'un mouvement spontané les femmes et les enfants. Pitié ! Epargnez-le !

— Ah ! mais, que je ne vous entende plus miauler ! Je ne veux ni prières, ni sanglots, ordonne le terrible Yovan. Vous me ferez le plaisir de vous taire. Pas un cri, pas une larme, *rentrez-les*, ou alors, gare à vous, je vous fauche tous.

Et un geste menaçant ponctue ces paroles. Les femmes et les enfants sont glacés d'effroi. Ils se blottissent dans un coin et répondent, soumis

et dociles comme des agneaux : « Bien, bien, nous nous tairons. Nous vous obéirons.

— C'est parfait.

Puis, le bourreau se retourne vers la victime en ricanant :

— Eh bien, mon ami Georges, es-tu toujours patriarchiste ?

— Oui !

— Tu réponds : oui ! Voilà pour le patriarche ! »

Et des coups de baïonnette labourent la poitrine.

— Panaghia ! (La Vierge !) gémit le patient.

— Es-tu toujours Grec ?

— Oui !

— Tu réponds : oui ! Voilà pour la Grèce !

Et d'autres coups déchirent la face.

Chaque bandit sera un aide qui creusera un sillon dans les chairs du supplicié. Chaque bandit prendra au malheureux un peu de son sang. Et lorsque Georges Rongottis aura rendu le dernier soupir, Yovan conclut, s'adressant aux deux épouses :

— Maintenant que vous savez notre puissance tâchez d'être moins entêtées. Nous vous laissons la vie sauve pour aujourd'hui. Mais prenez garde. N'oubliez pas que vous, vos parents et vos amis, nous devez obéissance et fidélité. Nous sommes impitoyables pour les Grecs. Cette race doit disparaître... Vous allez vous enfermer dans cette chambre. Vous n'en bougerez que demain matin.

— Bien ! bien ! acquiescent en un souffle les femmes et les enfants, subjugués, anéantis. Vous êtes le maître ! Ordonnez !

— Sur ce, bonne nuit ! *Ne réveillez pas* les morts !...

La bande avait terminé ses opérations de *justice*. Elle regagne la montagne. Une demi-heure après,

un détachement de cavaliers arrivait au galop. Christos Stoyan, que nous avons vu s'enfuir de la maison familiale, était allé tout droit prévenir les autorités militaires du caza. C'est ce que les Bulgares et leurs amis d'Europe appellent : dénoncer des frères ! Les victimes doivent mourir et crier à leurs tortionnaires : Merci ! Ce sont des lâches si elles appellent à leur secours la force armée. Hélas ! celle-ci arrive toujours trop tard. La bande était déjà loin, insaisissable, imprenable.

C'est de la propre bouche de Georges Rongottis, admis à l'hôpital de Salonique, que je tiens les détails relatifs à la mort de son frère. Sa femme et la veuve de Nicolas ont raconté la scène macabre à laquelle on les a contraintes d'assister sans qu'il leur soit permis ni de gémir, ni de pleurer, ni de prier ! Mutisme, résignation, indifférence ! telle fut la consigne de Yovan ! Connaissez-vous des raffinements de cruauté plus monstrueux ?

Je ne trouve plus d'expression pour qualifier le banditisme des comitadjis. Il me faudrait épuiser tout le vocabulaire des horreurs.

Cinq créatures humaines ont encore hurlé de douleur, tendant vers l'Europe des bras suppliants. Mais l'Europe n'entend pas leurs appels.

— Elle a d'autres chats à fouetter, me dit mon confrère, M. Von Tyzska, avec un haussement d'épaules. Il y a longtemps, bien longtemps qu'elle assiste, impassible, à ces hécatombes. Du reste, n'a-t-elle pas envoyé des gendarmes ? L'Autriche et la Russie protègent la Macédoine. Et cela suffit... Les massacres cesseront s'il y va de l'intérêt de telle ou telle puissance. Ils continueront s'ils favorisent telle ou telle propagande.

— Avez-vous suivi d'autres « affaires » ? demandai-je.

— Il y a près d'un an que je parcours la Macé-

doine, répondit M. Von Tyzska. J'ai été le témoin de vingt supplices.

— Est-il vrai que les comitadjis cherchent à exterminer les Grecs et les Serbes ?

— C'est la vérité !

— Et la guerre aux Turcs, la guerre aux tyrans !

— Mensonge et hypocrisie ! c'est le bluff imaginé pour gagner les sympathies du public en Europe.

Tous les jours, ce sont de nouvelles ruines et de nouveaux deuils ! Encore et toujours des larmes et du sang ! La série noire et rouge est loin d'être close. Le défilé des squelettes est interminable. C'est la Danse macabre de Holbein. La mort a établi définitivement son empire sur les rives du Vardar et a fait de ce fleuve aux eaux boueuses et jaunes un autre Achéron. La Mort ! elle ricane de contentement, la Camarde ! Elle emplit son antre d'un amoncellement de chairs humaines.

J'éprouve le besoin d'aller chercher une promesse d'apaisement et de salut auprès du Vice-Roi de Roumélie.

— La situation, Excellence, est mauvaise. Les comitadjis brûlent, pillent, assassinent.

— C'est votre faute, Messieurs les Européens, et uniquement votre faute. Vous seuls êtes responsables des crimes de ces gens-là.

J'esquisse un geste de protestation étonnée.

Mais Hilmi-Pacha s'anime tout de suite, et le ton de sa voix devient amer :

— Vous les avez glorifiés, exaltés, portés aux nues. Votre presse les a reçus comme des héros et des triomphateurs. Et cependant, qu'avaient-ils fait ? Quels exploits avaient-ils accomplis ? Ils avaient tout simplement perfectionné, étendu le système de Ravachol. Ils avaient été les chevaliers errants de la bombe. N'était-ce pas un spectacle

inouï, déconcertant, — même pour nous, Turcs, que rien plus n'étonne de la part de l'Europe, — que de voir vos diplomates réclamer par trois fois l'amnistie en faveur des anarchistes et des dynamitards ? Les comitadjis savent très bien que vous avez pour eux des trésors d'indulgence. Ils savent très bien que tout cet appareil de gendarmerie, qui veut être terrible et menaçant, cache des sympathies profondes qui *regrettent d'avoir à réprimer leurs écarts*. Et ils continuent leur œuvre de destruction. Ceci n'empêche pas, d'ailleurs, les journaux de Paris et de Londres d'écrire que les révolutionnaires macédoniens ont déposé les armes, faisant crédit au programme réformateur de Muerzteg. Comme vous êtes mal renseignés, en Europe ! Sans doute l'action des comités s'est spécialisée : elle n'en est que plus dangereuse.

— Contre qui s'exerce-t-elle ?

— Elle s'exerce contre les patriarchistes grecs, serbes et valaques, qui se refusent à passer dans le giron de l'exarchat bulgare.

— En somme, c'est une guerre religieuse qui doit vous laisser indifférents, puisqu'on ne s'attaque pas aux musulmans ?

— Pourquoi n'insinuez-vous pas que nous sommes ravis, au fond, que des giaours s'entre-déchirent sous nos yeux ? Ils facilitent, n'est-ce pas, la réalisation de notre rêve : l'anéantissement des chrétiens ! Et puis, voyons, notre fameuse maxime : diviser pour régner !

L'ironie du Vice-Roi est chargée de mélancolie.

— Ah ! que l'on nous connaît mal, grand Dieu ! Notre désir le plus cher, vous entendez, dites-le à vos compatriotes, notre ardente préoccupation est que l'ordre règne partout dans l'empire. C'est une politique détestable et funeste que celle qui s'appuie sur l'anarchie. Elle mène droit au suicide. Ce n'est pas la nôtre, et ce n'est pas la mienne. Toute

mon activité tend à ramener la concorde entre tous les sujets de Sa Majesté. Nous ne troublons pas les consciences, nous ne violons jamais le domaine confessionnel. Chaque communauté est maîtresse absolue de son église, de ses hôpitaux, de ses écoles. Et je vous défie de trouver dans le monde des tyrans plus doux que les Turcs.

« Nous n'avons pas l'âme cruelle et barbare qu'on nous prête si généreusement. Nous ne sommes pas des tortionnaires. Des tortionnaires, nous ? Allons donc ! Il m'est pénible de penser qu'avec tous les moyens dont vous disposez aujourd'hui pour vous instruire, vous ne soyez pas encore parvenus à dégager la vérité du fatras de mensonges et de calomnies dont on remplit les colonnes de vos journaux pour salir notre réputation. La presse européenne a été empoisonnée. En France surtout, vous fûtes égarés. C'est déplorable. Parcourez les trois vilayets, enquêtez, vous ne trouverez trace nulle part de ces atroces méfaits qui ont allumé des révoltes dans vos consciences de civilisés. Jamais le Turc n'a éventré des femmes. Jamais il n'a violé des enfants. Jamais il ne s'est repu du sang des vierges. Jamais, je vous en donne l'assurance la plus ferme. Soyez impartiaux, messieurs les publicistes. Soyez justes. Votre mission est de renseigner le public, mais de le renseigner fidèlement.

« Les atrocités ? Elles sont chez les exarchistes.

« Vous avez pu reconstituer vous-même le long supplice qu'avait enduré ce pauvre Sterio, à qui on arracha graduellement les parties sexuelles, les lèvres, le nez, les oreilles, les yeux. Et sa vieille mère, dont on laboura le corps ? Et son père, et son frère, qu'on mutila aussi affreusement ? Et ces deux fillettes de Ghirzista, et cette jeune institutrice, qu'on a brûlées vives ? Et toutes ces femmes, et tous ces vieillards qui tombent de tous cô-

tés, fauchés par les poignards et les couteaux ? Cela, oui, c'est la réalité, une réalité qui nous terrifie. Vous l'avez contrôlée. Vous avez pu la flétrir, la stigmatiser. Ce sont vos protégés, messieurs les Européens, qui sont des bourreaux. Ce sont les opprimés qui sont les barbares.

— Vos gendarmes, Excellence, même avec les conseils des officiers européens, ne réussissent guère à s'emparer des assassins.

— Evidemment, l'entreprise est ardue. Songez donc que la Macédoine n'est qu'un réseau de comités révolutionnaires. Il faut détruire ce réseau maille par maille. Nous ne sommes plus en face de ces bandes mobiles qui sillonnaient la montagne et la plaine et qui devaient fatalement se heurter un jour aux baïonnettes de nos soldats. Non. La méthode est changée. On a organisé une société secrète qui compte des affiliés dans toutes les villes et dans toutes les campagnes. Il y a des ramifications dans le plus humble tchiflick (ferme). Chaque vilayet, chaque caza ont leurs cadres et leurs chefs. Ceux-ci sont les agents d'exécution du comité central. Dès qu'il a été décidé en haut lieu de faire une opération, les comitadjis de la région sont tenus de se rendre, armés de pied en cap, tel jour, vers le soir, près du village qui doit être cerné. Dans ce village même, des complices faciliteront l'exécrable besogne. On opère invariablement la nuit, dans les ténèbres. Le lendemain, à l'aube, les autorités sont prévenues que plusieurs maisons ont été brûlées et plusieurs personnes massacrées. La gendarmerie, la troupe et la justice accourent au triple galop. Les bandits sont introuvables. Personne n'est à même de fournir le moindre indice. Tout a été exécuté avec une suprême habileté. Nous fouillons le district pierre par pierre, buisson par buisson. Peine inutile. Les comitadjis, après avoir caché leurs armes,

qu'ils iront reprendre pour d'autres expéditions, sont dans les champs, derrière la charrue. Nous passons à côté de paisibles laboureurs qu'il est difficile de soupçonner, tant ils ont l'air innocents. La gendarmerie la plus experte et la plus nombreuse resterait stupide devant ces mystérieux ennemis. Leur impunité est assurée, en outre, par ce fait qu'ils ont des appuis et des intelligences sur tous les points du territoire et qu'ils ne sont jamais dénoncés. Ils ont cloué dans les cœurs les plus fermes la peur des représailles.

— Et cela durera...

— Oh ! rassurez-vous, cela aura une fin. Puisque les gendarmes ne suffisent pas, nous emploierons de plus en plus nos troupes. Nous créons des bataillons de chasseurs légers qui seront chargés exclusivement d'opérer des battues dans les trois vilayets. Ils rayonneront en tous sens, de façon à balayer tous les repaires. Nous allons échelonner des postes de cazas en cazas. Ces postes seront reliés entre eux par des chaînons qui maintiendront le contact et resserreront l'étau. Cela nous coûtera cher, très cher, mais nous sommes décidés aux plus lourds sacrifices pour assurer la tranquillité publique. »

J'avais pensé qu'au milieu des contradictions et des démentis qui assaillent de tous côtés le journaliste en terre turque, le plus sûr moyen pour lui de voir clair et de juger sainement est d'aller étudier, analyser et contrôler sur place, dès que cela lui est possible, tous ces crimes, tous ces attentats, toutes ces horreurs dont est faite maintenant, comme d'une nourriture indispensable, la vie quotidienne de cette pauvre Macédoine. Ce n'est qu'à la lumière brutale mais sincère des faits que j'ai pu soulever un coin du lourd voile qui masque la vérité. Je ne m'appuierai, dans l'examen et la critique des hommes et des choses, que

sur mon propre témoignage, sur les seules preuves que j'aurai vues de mes yeux, touchées de mes mains, entendues de mes oreilles.

Certes, la méthode d'investigation que j'ai adoptée n'est guère agréable. Elle exige de grandes fatigues, de pénibles corvées et de très dures privations. Il n'y a pas de routes convenables en Turquie, il y faut escalader souvent d'âpres montagnes par des tronçons de sentiers qui surplombent à chaque instant de hauts précipices, et sur lesquels le cheval le plus souple et le plus solide éprouve quelque peine à ne pas trébucher ; ou bien, on est contraint de marcher dans les pierres, dans les rochers, le long des torrents, des rivières ou des fleuves. De plus, on a contre soi, en hiver, la neige, les vents ou les pluies. En été, ce sont les rayons implacables d'un soleil de plomb qui vous brûlent les yeux et la tête, ce sont les émanations traîtresses des marécages qui vous livrent impuissants aux fièvres paludéennes, et dont un de nos officiers, le capitaine Sarrou, a failli mourir. Moi-même, j'ai été touché par le mal, et j'ai dû m'enfuir à Smyrne, puis à Chypre, où je me suis rétabli. Vous avez la ressource parfois d'aller en chemin de fer, mais les rails ne pénètrent pas dans le cœur du pays, là où se déroule la véritable tragédie, ils ne mettent en communication que les centres, les villes stratégiques ; ils dédaignent les régions intérieures qui ne constituent pas des passages éventuels pour les armées en temps de guerre.

Quant à la vie qui vous est offerte dans les auberges, ou *hans*, ou même chez les bourgeois, les *tchorbadji*, cela ferait frémir d'épouvante et de dégoût plus d'un de mes confrères parisiens. Il faut se contenter d'aliments étranges, dont le moindre défaut est de nager, avec une monotonie écœurante, dans une boue de beurre inqualifiable.

Au bout de quelques jours de ce régime spartiate, l'estomac le moins capricieux chavire et demande grâce. Puis surgissent, la nuit, sournoisement, des bataillons compacts de petites bêtes plates qui se permettent de prendre votre misérable corps pour un champ de manœuvres et d'exploits. Elles ne vous laissent pas une minute de repos, les sales trotteuses, elles vous piquent et vous piquent sans trêve, ici et là, suçant gloutonnement votre sang ; elles sont impitoyables, à vous rendre fous de colère. Je réclame des puissances réformatrices le droit de dormir en paix, je réclame de l'accord austro-russe la chasse vigoureuse, la chasse à outrance des... punaises, puisqu'il faut les appeler par leur nom, des punaises, sœurs des comitadjis.

Malgré tous ces inconvénients que M. Loti, paraît-il, trouverait pittoresques dans l'Orient merveilleux, je vais, je viens, je circule en tous lieux, je rayonne dans toutes les directions, je me précipite partout où un événement grave se produit. Et c'est pourquoi je prétends m'instruire plus scientifiquement sur la question macédonienne, que la plupart des consuls d'Europe qui se dandinent à Salonique dans une commode nonchalance, ou se prélassent dans un égoïste scepticisme, ou s'incrustent dans une stupide ignorance, loin de ce brasier, loin de cette géhenne où se consument et agonisent les trois provinces rouméliotes.

J'irai visiter le sandjak de Serrès, qui a été attribué à la mission française. J'aurai le plaisir de voir et de féliciter nos vaillants officiers qui accomplissent, m'a-t-on assuré, une œuvre utile. Ils ne me tromperont pas, eux, sur l'état du pays.

VISITE AU SECTEUR FRANÇAIS

Hilmi-Pacha m'avait dit : « Allez à Serrès et à Drama, je vous y autorise. Mais ne vous écartez pas de la voie ferrée. Je ne veux pas que vous alliez dans la montagne.

— Pourquoi ?

— Il y aurait du danger pour vous.

— Que puis-je craindre ?

— De tomber dans les mains des comitadjis ?

Je n'ai pas insisté. J'avais le ferme dessein de me risquer jusque dans la gueule du loup, pour voir s'il me mordrait.

Le chemin de fer qui va de Salonique à Constantinople ne se dirige pas tout droit vers la Thrace. Il fait l'école buissonnière ; il se promène paresseusement du côté de Koukouch et du lac de Doïran, dont il côtoie la rive orientale pour aller saluer Demir-Hissar au pied des Tchengel Dagh, puis descendre à Serrès et remonter vers Drama.

Je pars avec un interprète le 3 décembre (1904), à six heures du matin. A la gare, je rencontre MM. Steeg, notre consul, et des Pallières, l'agent des Messageries Maritimes, qui vont chasser à Kilindir. Mes compatriotes se soucient fort peu des comitadjis et des bachi-bouzouks. Ils battront les champs avec l'unique appréhension de ne pas abattre assez de gibier. Il est vrai que ni les Turcs ni les Bulgares n'oseraient toucher au représentant de la France. Je cherche un coin confortable dans un wagon, près de la portière, et je regarde

avidement dans le lointain, au fur et à mesure que s'allongent les rubans des rails. Je ne tarde pas à éprouver une vive déception, car le paysage est si monotone et si triste ! Je ne vois que des ronces, des chardons, des arbustes maigres, des plantes rabougries, des pierres, et des rochers sur des plaines désertes. Parfois une rivière ou un ruisseau nous montrent leurs pauvres lits desséchés, avec çà et là de petites mares d'eau qui croupissent, sales et jaunâtres. Seuls des vols de corbeaux animent cette morne solitude de leurs lugubres croassements. L'humanité semble avoir fui cette terre ingrate et stérile.

Pourtant, voici que je distingue à l'horizon comme des oasis ; ce sont des tchifliks (fermes) qui sont l'espoir et la joie de ces déserts. Quelques villages se sont posés timidement sur les collines.

Mais à partir de Doïran, s'ouvrent de grands espaces bien cultivés où les champs de coton alternent avec les champs de blé et les champs de tabac. Toute cette région est fertile. Nous passons au-dessous de Demir-Hissar qui est une station militaire. La gare — comme du reste à peu près toutes les gares de Macédoine — est située loin de la ville. Tout est conçu en dépit du bon sens dans l'empire ottoman, dès qu'il s'agit du bien public. Les voies ferrées n'ont pas été construites pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie. Ces préoccupations n'entrent pas dans l'esprit du Sultan ni de ses ministres. L'essentiel pour le gouvernement de Sa Hautesse est de conserver intacte la puissance militaire. Les lignes de chemins de fer seront des lignes stratégiques et pas autre chose. Aussi négligent-elles de desservir les populations agricoles. Le trafic en souffre. Les produits doivent être transportés à dos de mulets, ou sur des chariots, quand les che-

mins sont entretenus. Et les compagnies concessionnaires qui représentent l'Europe encouragent l'incurie ottomane. Elles ne perdront rien, même si elles n'ont pas de marchandises à transporter, puisque la Porte leur abandonne tous les ans des garanties kilométriques amplement rémunératrices. A quoi bon accéder aux requêtes des commerçants et des industriels qui voudraient que les trains circulent à portée de leurs comptoirs et de leurs dépôts ? Tout ce qui est entrepris en Turquie par les protégés des ambassades doit tourner à l'avantage exclusif de la finance cosmopolite qui exploite à merveille la corruption des chambellans et des secrétaires du palais d'Yldiz-Kiosk. Nous sommes descendus à la gare de Serrès. Des agents de police nous demandent nos teskérés (1). On nous les rendra le lendemain, quand on les aura scrutés à la loupe et que le mutessarif (préfet) en aura pris connaissance.

Un landau prétentieux et archaïque nous conduira au chef-lieu du sandjack. Lorsque nous mettons pied à terre, devant l'Hôtel d'Orient, nos membres sont ankylosés par les cahotements de la voiture. Mes pauvres reins sont malades. C'est que nous avons été rudement secoués pendant vingt minutes sur les pavés pointus des rues. Nous avons même franchi des torrents. Non, jamais je ne pourrai m'habituer aux bizarreries de la voirie turque.

Serrès est incontestablement grecque. Là-dessus, je n'ai pas trouvé de contradicteurs. Les Bulgares eux-mêmes n'émettent pas de prétention sur cette ville. L'on peut dire que d'ici à la mer, c'est l'hellénisme qui l'emporte. Vers le nord, au contraire, c'est le prolongement de la Bulgarie. Je ne

(1) Passeport délivré par l'administration ottomane pour l'intérieur d'un vilayet.

parle pas des musulmans qui sont supérieurs en nombre, peut-être, aux chrétiens. Il est entendu que ces braves Turcs n'existent pas. Toutes les statistiques dédaignent leur présence sur la terre macédonienne. Ce pays est bulgare, grec ou serbe ou valaque ou albanais, soutiennent tantôt les uns et tantôt les autres. On supprime d'un trait de plume la race conquérante.

Le maréchal Ibrahim-Pacha, qui surveille la frontière, me fait l'éloge du colonel Vérand et de tous nos officiers. Il se plaît à rendre hommage à notre mission qui est impartiale, honnête, travailleuse et animée des intentions les plus louables.

— Mais, me dit-il, toutes ces réformes dont l'Europe veut nous gaver ne détruiront pas le mal. Quand il y a du désordre dans vos rues, que fait-on ? On lance des bataillons contre les perturbateurs. A la moindre grève, en France, c'est l'armée qui est appelée à protéger les honnêtes gens. Ici, nous n'avons pas à sévir contre des grévistes, mais contre des anarchistes, des porteurs de bombes, des semeurs de dynamite. C'est pire et plus dangereux. Eh bien, qu'on nous donne carte blanche. Qu'on nous laisse poursuivre les comitadjis, comme nous l'entendons. Vous verrez ces matamores rentrer dans l'ombre. Ils ont crié pendant l'insurrection, mais de loin ; ils craignaient d'affronter les fusils et les baïonnettes de nos soldats. Lorsqu'il y avait une rencontre, c'est que nous l'avions provoquée. Jamais les brigands ne nous ont offert le combat. Ceux que nous avons pu joindre dans la montagne ou dans la plaine, nous les avons mis en fuite ou décimés. Tenez, voici les armes qu'ils ont abandonnées sur le terrain. »

Et le maréchal me montre toute une collection de trophées pris sur les fuyards. Il y a de tout : des fusils, des baïonnettes, des képis, des uni-

formes, des jumelles, des cartes, des carnets, des boutons. Les képis et les uniformes sont de l'armée bulgare.

— Ceci vous prouve que nous sommes dans le vrai, m'explique le Pacha, lorsque nous accusons le gouvernement de la principauté de soutenir et d'encourager le mouvement anti-turc. Que ces MM. de Sofia agissent au grand jour, qu'ils nous déclarent la guerre, franchement, comme les Grecs en 1897, et nous saurons les mettre à la raison. Mais ils préfèrent pousser leurs partisans en secret. Ils ne se compromettent pas, tout en espérant que l'Europe fera leurs affaires. Cette attitude n'est pas digne d'un peuple.

Le Mutessarif est un lettré, un philosophe à la manière de Hassan Fehmi-Pacha. Il n'a aucune répulsion pour les idées libérales. Il entretient avec nos officiers les relations les plus courtoises. Que peut cette bonne volonté, même alliée à une claire intelligence ? Rien. Les Préfets de l'Empire sont de simples exécuteurs de la volonté hamidienne.

Le métropolitain grec est un beau vieillard, robuste, vif, aux yeux pétillants de finesse. Ce haut prélat est très sceptique sur l'œuvre des réformes. Qu'ont obtenu les puissances ? — quels progrès avez-vous réalisés, a-t-il demandé à l'agent civil d'Autriche ? Depuis votre arrivée le seul résultat qui ressorte de votre action, c'est que les impôts ont doublé. — Les bandits continuent à infester le pays. Les paysans ne jouissent d'aucune sécurité. Les Grecs ne peuvent pas s'aventurer hors de Serrès, ils sont immédiatement massacrés. Vos gendarmes n'ont pas fait avancer d'un pas l'œuvre de pacification. Quand les nôtres se plaignent de cet état de choses, on ne sait que leur répondre : patientez ! Voilà longtemps que nous patientons. Voilà longtemps que les Slaves nous persécutent et l'Europe est indifférente Cela

ne peut durer davantage. Il faudra trouver d'autres remèdes. Qu'on nous débarrasse d'abord des comitadjis, et puis nous parlerons des réformes.

Des notables de la communauté hellénique me disent : — Voyons, les Européens sont-ils fous ou ignorants ? Ils sont fous de croire que l'on peut attendre quelque chose de bon et d'utile de l'administration turque. Vos officiers ne feront rien de sérieux, parce qu'ils sont démunis de tout pouvoir et de toute direction effective. Ils seront constamment joués. Le Turc, voyez-vous, est incorrigible. Il méprise les giaours et jamais il ne consentira à les traiter avec justice. Il respectera la bête et il maltraitera l'homme. Plusieurs siècles n'ont pas réussi à entamer cette conception barbare. Deux années, cinq années, dix années de contrôle ne changeront rien. Ce qu'il faut ici, comme remède souverain, réellement efficace, c'est le renvoi du Croissant en Asie. Faites table rase de la Turquie, substituez-lui des peuples civilisés. Et alors, l'Orient sera tranquille.

— Pourtant, ai-je observé, vous repoussez l'autonomie.

— Et nous la repousserons de toutes nos force.

« L'autonomie c'est le mensonge, c'est l'hypocrisie, c'est le bluff. Les Bulgares ne sont pas sincères. Ils proclament qu'ils ne veulent pas toucher à l'intégrité de l'Empire ottoman. Ils se contentent d'un régime spécial à la Macédoine. En réalité ils ont juré de renouveler l'histoire de la Roumélie Orientale. Dans leur esprit, l'autonomie doit être instituée à leur profit. L'autonomie sera bulgare. Ils obtiendront que les troupes turques soient renvoyées en Thrace ou en Anatolie, puis, comme leurs frontières sont proches, en un coup de main audacieux ils s'empareront du pays. Et ils pensent bien que l'Europe, encore une fois,

reconnaîtra le fait accompli. Eh bien, non, cette comédie ne se jouera pas, sans que du moins nous ayons dit notre mot. Nous, Hellènes, que réclamons-nous ? qu'on nous accorde les réformes les plus étendues mais sans qu'il y ait autonomie. Et si les réformes ne sont pas possibles, alors nous nous tournons vers les Bulgares et leur disons : « Partageons ces provinces, sur lesquelles nous avons, les uns et les autres, des droits indiscutables. Prenez le Nord, nous prenons le Sud. » Ils rejettent cette offre sous prétexte qu'il ne s'agit pas de dépecer la Turquie. Ainsi, eux, qui se prétendent les ennemis les plus irréductibles du Turc, en seraient les défenseurs les plus fermes. Mais ils mentent, ils masquent leurs desseins. En réalité, ils n'aspirent qu'à conquérir *toute la Macédoine*, à la faveur d'un malentendu et d'une intrigue.

« S'ils étaient sincères, s'ils n'avaient en vue que le bonheur de tous les chrétiens, sans distinction de race ni de religion, est-ce qu'ils poursuivraient cette propagande inquisitoriale contre les Grecs ? Est-ce qu'ils assassineraient tous ceux qui ne veulent pas se déclarer exarchistes ? Car retenez bien que les comitadjis ne s'attaquent pas aux tyrans, tous leurs coups sont portés contre les patriarchistes. Nous sommes les plus malheureux, car nous avons pour persécuteurs et les Turcs et les Bulgares. Quant aux Européens, ils ne nous écoutent même pas. Toutes leurs sympathies vont aux comitadjis, aux Sandanski.

— Avez-vous à vous plaindre des Français ? ai-je demandé.

— Hélas ! me fut-il répondu, *même les Français* nous délaissent. Vos officiers sont de braves gens, mais ils sont venus ici avec des idées préconçues ; ils sympathisent avec les Slaves. Pourquoi ? ceux-ci seraient des opprimés ! Nous souffrons de la

tyrannie, nous qui sommes civilisés et instruits, beaucoup plus que ces paysans du Nord qui ne sentent rien battre dans leur poitrine. Nous espérons cependant que cette ignorance de la situation fera place bientôt à une exacte notion des hommes et des choses.

« Nous avons foi, quand même, en la généreuse France. C'est elle qui nous a montré en toutes circonstances la plus noble sollicitude. Nous pâtirons de son erreur, mais nous n'aurons jamais le courage de la maudire. Nous attendrons des jours meilleurs, voilà tout ; pour l'instant, nous nous défendons. Déjà, nos premières bandes ont fait leur apparition. Nous continuerons désormais à ne compter que sur nos propres bras, jusqu'à ce que justice nous soit enfin rendue. »

L'agent de Bulgarie est absent. Je ne le verrai que dans quelques mois.

Examinons l'œuvre de nos officiers.

Je n'ai pas pour habitude de couvrir de fleurs nos agents diplomatiques et consulaires, lorsque je crois les trouver en faute. Je pèche plutôt par excès de sévérité. Certains consuls et certains ministres plénipotentiaires n'ont pas été épargnés par ma plume ; l'un d'eux, que j'estime beaucoup mais que j'ai fortement égratigné, non pour le vulgaire plaisir de distribuer des coups de patte mais pour ne pas démériter du journal que je représentais et qui n'a de complaisances pour qui que ce soit — même pas pour le président de la République — cet honnête fonctionnaire de nos « Relations Extérieures », fut un jour suffoqué d'apprendre que lui, l'inattaquable, l'invulnérable, lui qui n'avait recueilli dans sa carrière que des lauriers et des grades, était le point de mire de mes sévères critiques. « Peuh ! finit-il par s'exclamer, désireux de cacher son dépit, ça vient d'un journaliste. »

Oui, ça venait d'un journaliste qui ne flatte personne et ne craint pas de s'exprimer en toute franchise.

Par conséquent, nos officiers de Macédoine ne seront ni loués ni blâmés par parti pris. Non. Je les montrerai tels qu'ils sont, tels du moins que je les ai jugés.

Le colonel Vérand avait déclaré à un correspondant du *Temps* qui l'interviewait :

« Une de nos plus pénibles impressions de ce voyage est la suivante : en arrivant dans un village, près de Pétrich, j'ai vu dans une misérable cabane à demi-incendiée une femme et ses deux enfants carbonisés ; près de là un homme — le père — assassiné, ayant sur le front, le nez et la bouche trois cicatrices faites avec la pointe d'un poignard. On me dit que c'étaient des comitadjis qui avaient commis ces crimes et qu'ils avaient ainsi l'habitude de marquer les cadavres des gens condamnés à mort par leur tribunal.

« — C'est odieux, m'écriai-je ; je n'appelle pas cela des exécutions politiques ; ce sont des crimes de droit commun et leurs auteurs devraient être pendus comme de vulgaires assassins. » J'avais prononcé ces paroles avec intention, sachant très bien qu'il y avait là quelque comitadji qui les répéterait au comité. Je dois vous dire, pour être compréhensible, qu'un chef de bande, nommé Sandanski, s'érige en juge suprême, fait prononcer par une sorte de tribunal des condamnations à mort qu'il se charge de faire exécuter. Le condamné reçoit une lettre l'informant de la sentence de mort. Plusieurs personnes, que je pourrais vous désigner, sont venues me montrer une de ces lettres ; elles me demandent protection, me suppliant de les protéger. Mais que puis-je faire seul ! C'est une situation horrible. J'en ai informé le mutessarif de Serrès qui ma répondu en sou-

levant les épaules : « Je n'y puis rien. » Sandanski m'a fait parvenir une lettre ouverte qui est une protestation contre mes paroles citées plus haut. Voici le résumé de cette lettre :

« 1re partie : Qui est-ce qui nous accuse de commettre des crimes ? Ce sont les fonctionnaires de ce grand criminel qu'on appelle le Sultan, etc...

« 2e partie : Que sommes-nous ? Un Etat dans l'Etat. Nous défendons le faible contre le fort ; nous protégeons les opprimés, etc., etc. Nous avons notre législation, nos tribunaux légalement constitués ; et les sentences que nous prononçons sont justes. Nous n'avons qu'une seule peine applicable : la mort.

« 3e partie : On dit que nous sommes impitoyables ; que nous tuons des femmes et des enfants ; c'est vrai. *Mais c'est par nécessité ; car nous voulons épouvanter ceux qui ont l'intention de nous trahir.* »

Sandanski termine sa lettre par ces mots : « La mort ! la mort ! nous l'appliquerons dans toute sa rigueur ! »

Cette lettre ouverte n'a pas besoin de commentaires ; elle est l'œuvre d'un exalté qui veut défendre et protéger des gens sans leur avoir demandé leur consentement.

Le colonel Vérand me confirme pleinement ces déclarations.

— Oui, l'on s'en prend même aux enfants, m'a-t-il dit. C'est monstrueux. En voyant ces lamentables loques humaines nous ne pouvions nous défendre d'un sentiment d'horreur et de pitié. Les larmes montaient à nos yeux. Nous maudissions les brutes capables de descendre à de si hideux forfaits... Les paysans, eux, maniaient les cadavres sans manifester le moindre trouble. Ils saisissaient avec le plus grand calme, par les cheveux, les têtes de morts, et les faisaient passer sous nos

yeux, comme s'il se fût agi de bêtes quelconques qui auraient été abattues sur le chemin. Quant aux officiers turcs qui nous accompagnaient, ils étaient aussi insensibles. Bien mieux, ils s'étonnaient de notre émotion, la tournant presque en ridicule.

« Mais ce sont choses banales, disaient-ils, tous les jours nous les voyons se reproduire. Pourquoi vous intéresser à ces gens-là ? Ils veulent se manger entre eux ? Eh ! bien, qu'ils se mangent. A leur guise !

« Du reste, les officiers turcs ont une tout autre mentalité que la nôtre. Jugez-en. Savez-vous ce qu'ils nous proposaient, pour découvrir si un village cachait des comitadjis ? de battre et au besoin de brûler la plante des pieds des villageois. « Ils parleront, affirmaient-ils, et vous arriverez à connaître la vérité ! Quand nous surprenons un village en faute, nous mettons le feu aux maisons, pour faire un exemple. Soyez persuadé que les villages voisins resteront tranquilles. Il faut terrifier, mater les rebelles.

— Ainsi les Turcs ne cachent pas qu'ils brûlent les villages ?

— Mais non, ils s'en vantent, au contraire. Ils trouvent cela très naturel. C'est leur système de répression.

— Je croyais, mon colonel, que les bandes s'étaient dispersées à l'annonce des réformes.

— Les bandes de Sofia, peut-être. Et encore il s'en infiltre quelques-unes par-ci par-là sur la frontière. Mais les bandes intérieures continuent à terroriser le pays. Athanasoff opère aux environs de Nevrocop, Radoff près de Serrès.

« Dans la région comprise entre Nevrocop, Melnik et Petrich, c'est Sandanski qui commet des atrocités tous les jours. Celui-là, c'est le grand chef du sandjak. Il lève des impôts de toute nature

et oblige les paysans à lui fournir des subsides en vivres et en munitions. Chaque village est contraint d'avoir à sa disposition un dépôt d'armes. Si quelqu'un fait mine de vouloir résister ou qu'il soit seulement suspect de tiédeur, son affaire est réglée. Il est accusé de trahison, et l'on trouvera bientôt son cadavre dans un coin de sa maison, ou dans quelque fossé, avec, épinglée à ses habits, une feuille de papier sur laquelle on lira : « Condamné à mort par le tribunal révolutionnaire d'Andrinople pour avoir livré du blé, ou des fusils. » A la première occasion, la sentence sera exécutée. C'est horrible ! Ah ! si j'avais pour mission de poursuivre les brigands, je vous certifie qu'ils ne m'échapperaient pas. Oh ! je sais bien qu'ils se cachent dans les endroits escarpés, presque inaccessibles. Mais je saurais serrer les mailles du filet et les prendre.

— Que pensez-vous, mon colonel, de ces comitadjis ? Doit-on les considérer comme des révolutionnaires ?

— Ça, des révolutionnaires ? allons donc, s'exclame avec mépris le colonel. Ah ! non, ce sont des bandits et rien que des bandits qui ne méritent pas la sympathie de l'Europe. Ils ont pris goût au brigandage, et ils en vivent. Ils exploitent les infortunes des Macédoniens. Ils s'en font une source de revenus. C'est ignoble, dégoûtant !

« Qu'on se hâte de mettre tous les tyrans, tous les bourreaux, musulmans et chrétiens, dans l'impossibilité de nuire. Quant à nos officiers et à moi, nous ferons tout au monde pour introduire un peu d'ordre dans ce chaos. Nous avons pris à cœur notre tâche. Mais hélas ! nos attributions sont trop modestes, manifestement insuffisantes. »

J'analyserai plus loin le détail de la réorganisation de la gendarmerie, je dirai ce que fut l'œuvre technique du colonel Vérand. Pour l'instant

j'examine les autres aspects de la question macédonienne.

Le chef de la mission militaire française ne crut pas devoir se cantonner dans un rôle purement technique. Il fut amené par les circonstances et par les impulsions de son grand cœur à étendre, à élargir de sa propre initiative ses attributions et ses prérogatives jusqu'à devenir une manière de haut contrôleur administratif et judiciaire. Les populations chrétiennes en effet avaient fondé de magnifiques espérances, dès l'abord, sur le programme de Muerzteg. Elles s'imaginaient que l'Europe avait le ferme dessein de soulager leurs misères et de panser leurs blessures. Et l'on accourut en foule à Serrès, des villages les plus lointains et les plus haut perchés sur les monts, pour y entendre des paroles de consolation et y contempler l'aurore des temps nouveaux. Chacun y dévoila aux représentants de la République le fardeau de ses peines et de ses douleurs. Chacun sollicita humblement leur aide généreuse. Ce furent, dans les bureaux de nos officiers, de longues théories de suppliants.

« Les beys, gémissaient les hommes de la glèbe, les beys et les gros propriétaires du sol que nous fécondons de nos sueurs nous traitent en serfs et en bêtes de somme. Ils exigent que nos bras s'usent en un labeur de toutes les minutes, uniquement pour accroître leur richesse. Jamais de repos, jamais de détente. Même les dimanches et jours de fête ils nous astreignent à toutes sortes de corvées. Nous sommes condamnés à rester courbés éternellement sur la charrue, jusqu'à complet épuisement de nos forces, à toutes les intempéries des saisons.

« Ceci ne serait rien, appuyaient d'autres miséreux, s'il nous était permis de manger à notre faim, de boire à notre soif, si nous pouvions jouir

paisiblement des modestes produits que nous parvenons à sauver des griffes de nos seigneurs. Hélas ! d'autres fléaux viennent compléter notre ruine et achever notre infortune. Le dîmier, d'abord, nous arrache non pas le dixième mais souvent le tiers de nos récoltes.

« Il est suivi de près par le taxildar (percepteur) qui prétend percevoir d'avance le montant de cinq années d'impôts, ensuite viennent le juge et le soldat qui réclament impérieusement leur part. Malheur à celui qui a l'audace de résister à leurs exigences. On ne les brave pas impunément.

« Le juge, expliquait-on, vous implique dans une affaire à laquelle vous êtes totalement étranger. Vous pourrirez en prison pour un crime que vous n'avez pas commis. Afin d'écarter les ennuis d'une action judiciaire on paiera le bakchiche, suivant une échelle de tarifs savamment combinée avec vos moyens. Le tribunal n'est jamais embarrassé, grâce aux faux témoignages dont il dispose, pour prononcer une condamnation qui est un véritable déni de justice. Lorsqu'un jugement est rendu en notre faveur par une surprise du sort, il n'est exécuté que contre espèces sonnantes et trébuchantes. Le riche seul finit par avoir raison. Pour obtenir des aveux, on vous bat la plante des pieds, on introduit sous vos ongles des morceaux de résine enflammés. Les soldats nous insultent et nous bâtonnent. Ils pillent et incendient nos villages. Les rédifs enlèvent nos femmes et nos filles et les violent, ou bien on les force à abjurer leur foi religieuse pour qu'elles embrassent l'islamisme.

« Toutes les libertés, clamait le chœur des opprimés, nous sont enlevées; aucun pouvoir ne défend nos droits, ne protège nos biens. Nous sommes broyés par toutes les souffrances physiques et morales, livrés à tous les hasards, à tous les caprices,

à tous les despotismes Notre existence n'est qu'une suite de détresses, un lent calvaire. »

Le colonel Vérand n'eut pas la cruauté d'opposer à ces malheureux la sèche réponse que leur jetèrent les lèvres dédaigneuses et insensibles d'autres officiers européens : « Toutes ces histoires ne me regardent pas. Adressez-vous ailleurs. »

« Vous m'avez dit vos plaintes, dites-moi aussi vos désirs. Que voulez-vous, demanda-t-il ?

— Ce que nous voulons ? répondirent cent voix. Oh ! nous voulons tout simplement travailler dans les champs, sans être inquiétés ni par les bachi-bouzouks, ni par les comitadjis. Nous ne sommes pas des révolutionnaires, encore moins des anarchistes. Nous voulons un régime paternel.

« Nous voulons que le faible soit protégé et secouru par la loi, que le pauvre soit assuré d'un peu de détente et de sécurité après une journée bien remplie, et qu'il puisse atteindre au bien-être par le travail et l'économie. Nous voulons que le foyer soit respecté, que nos familles soient à l'abri des violences et des souillures, que l'armée soit la gardienne fidèle de nos maisons, que la justice punisse les coupables et ne frappe pas des innocents, que les fonctionnaires de toutes catégories ne commettent plus d'exactions. Nous voulons pouvoir prier librement, en toute indépendance, comme nos aïeux nous ont appris à prier. Nous voulons que nos églises et nos écoles soient inviolables. Nous voulons enfin que l'on nous permette de vivre en hommes et non en esclaves. »

Il est à remarquer que ces plaintes visaient et l'administration et l' « Organisation intérieure ».

« Vous avez porté des accusations, où sont vos preuves, interrogea le chef de la mission française ?

— Les voici, les voici, à pleines mains, à pleines brassées. Voici des faits, voici des témoignages.

Voici les victimes elles-mêmes qui portent sur leurs corps meurtris de nombreuses traces des outrages et des coups qu'ils ont reçus. »

Et le colonel Vérand empila dans sa maison dossiers sur dossiers. Il ne s'accorda pas une minute de distraction, prenant même sur le sommeil des nuits. Il se livra à des enquêtes, à des interrogatoires, à des confrontations. Il instruisit le procès des oppresseurs et des bandits. Ah ! certes, il constata avec une amère surprise que plusieurs plaintes n'étaient pas fondées, que certains faits avaient été exagérés à dessein, et d'autres inventés, que le mensonge et l'hypocrisie avaient emprunté aux larmes et aux gémissements toutes les apparences de la sincérité pour l'émouvoir et lui faire adopter « toutes les revendications macédoniennes ». Pourtant, il découvrit qu'il y avait réellement trop d'abus, trop de concussions, trop d'arbitraire, du haut en bas de l'échelle gouvernementale. Il découvrit que l'administration ottomane avait recours à des procédés exécrables et abjects pour consolider la domination de l'islam ; que le dîmier, le juge et le soldat s'entendaient à merveille pour pressurer, vider, ruiner et martyriser des milliers d'êtres inoffensifs. Il eut le courage de s'instituer l'avocat des humbles. Les agents civils, les consuls et les autres chefs de mission purent railler cette ardeur qui allait se dépenser naïvement en pure perte ; le colonel Vérand passa au milieu de toutes les ironies et de tous les scepticismes, la tête droite, le regard clair, la volonté tenace. Il posa sa lourde main sur les épaules des tyranneaux de village qu'aucune puissance n'avait su vaincre, et il les terrassa. Il frappa aux portes du vali, du mutessarif, des caïmakams, et il plaida la grande cause des faibles dont il avait réuni patiemment tous les éléments, pièce par pièce. Et il la plaida avec tant d'élo-

quence et avec tant de fermeté que, d'un premier effort, il emporta la condamnation des prévaricateurs, des concussionnaires, des égorgeurs et des incendiaires. Il y eut vraiment, dans le sandjak de Serrès, des bouffées d'air pur et sain. Le colonel Vérand était un gouverneur civil et militaire qui veut tout corriger, tout pacifier, tout améliorer. Le froid de la peur glaça le front de tous ces fonctionnaires, qui avaient été jusqu'alors les vampires de la province. On redouta l'acuité de son regard et les exigences de sa probité. Chacun se hâta d'introduire un peu d'ordre dans ses affaires. Des coupes sombres furent opérées dans les rangs des mauvais juges et des soldats indignes. Des généraux durent s'éloigner pour aller accomplir ailleurs leurs tristes exploits. Les prétoires furent nettoyés, assainis. L'administration tout entière sentit passer sur elle un souffle réformateur. Mais dès que les interventions de nos officiers parvinrent à la connaissance de la Sublime Porte, elles furent vivement désapprouvées et combattues comme portant atteinte à la souveraineté du Sultan. Hilmi-Pacha reçut l'ordre d'entraver l'action indiscrète et inopportune du colonel Vérand et de lui rappeler que MM. les officiers européens, au service de Sa Majesté, n'avaient pas à s'immiscer de près ni de loin dans l'exercice du pouvoir effectif, qu'ils n'étaient que de simples instructeurs chargés d'enseigner l'art de constituer des brigades de gendarmerie, de répartir des postes et de fixer les règles du métier. On profita même de la circonstance pour bien spécifier, à nouveau, qu'ils ne pouvaient exercer aucun commandement direct sur les gendarmes ottomans. Et une circulaire officielle vint commenter et appuyer ces protestations, circulaire qui interdisait formellement à tout détenteur d'une parcelle d'autorité de dis-

cuter avec les missions étrangères des affaires civiles, judiciaires ou militaires ; la sphère des uns et des autres était nettement délimitée.

Le colonel Vérand a eu le mérite de connaître rapidement les hommes et les choses d'Orient. Il ne s'attarda pas à balbutier l'a b c de la diplomatie turque. Il ne se laissa ni démonter par les menaçantes injonctions ni séduire par les mielleux compliments. Le vice-roi de Macédoine eut beau multiplier et varier ses feintes et ses passes, il avait trouvé son maître en la personne du colonel français. Le duel se termina à l'avantage de notre mission. Celle-ci ne s'inquiète pas du mécontentement de la Porte. Elle poursuit sa rude besogne, courageusement, honnêtement, fidèle aux traditions nationales qui veulent au dehors une politique claire et pacifique. Oh ! je ne dirai pas que tout sera amendé et purifié dans l'administration du sandjak. Nos officiers, n'ont, hélas ! aucun pouvoir effectif. Les sanctions ne leur appartiennent pas. Mais déjà, malgré tout, ils sont unanimes à constater que le progrès commence de pénétrer, par une petite brèche, dans cet amas d'imperfections et de vices. L'atmosphère est plus respirable. La surveillance inlassable et quotidienne à laquelle ils soumettent les actes administratifs incite les fonctionnaires de tous grades à la plus prudente circonspection. Et c'est ainsi qu'ils contribuent à éloigner pas mal de loups et de hyènes. L'énergie du colonel Vérand est bienfaisante pour l'autorité souveraine elle-même, car bien souvent elle apaise des colères injustifiées et ramène des égarés au devoir, Il n'est jamais entré dans l'esprit de cet officier pétri d'honnêteté et de droiture de miner la souveraineté du Sultan. Il prétend, au contraire, la consolider dans la limite de ses attributions en rendant le régime plus humain. Il n'ignore pas,

au surplus, que nous n'avons aucune visée territoriale en Orient. « Nous ne sommes pas vos ennemis, affirme-t-il aux Turcs. Nous sommes ici pour aider à votre sauvetage. La France, qui n'a aucun préjugé, désire que vous vous releviez, que vous deveniez forts dans la justice. »

Le colonel Vérand évolue dans le violent conflit des races avec un tact et une mesure qui rendent la calomnie impuissante. Il n'excite pas les partis politiques, il n'en favorise aucun, il les ignore tous et veut les ignorer. Il observe une stricte neutralité. Il n'est ni bulgarophile, ni grécophile, ni roumanophile, ni albanophile, ni turcophile. *Il est Français*. Il protège indistinctement tous les malheureux, qu'ils soient catholiques, orthodoxes ou musulmans. Il a stigmatisé en termes vibrants aussi bien les iniquités ottomanes que les atrocités bulgares. Les comitadjis n'ont pas été plus épargnés devant sa hautaine et loyale conscience que les bachi-bouzouks. Il semble donc que tout le monde eût dû seconder ses efforts. Hélas ! toutes les embûches ont été tendues sous ses pas.

Je ne m'étonne pas, certes, que le gouvernement ottoman subisse avec impatience son rigoureux contrôle. La Turquie ne sut jamais discerner ses véritables amis, ceux qui lui souhaitent sincèrement du bien. Elle est aveugle. Mais ce qui est étrange, c'est que l' « Organisation intérieure » ait accumulé tous les obstacles pour rendre stériles les travaux de nos officiers. A peine la mission française était-elle installée que les comitadjis eussent dû jeter au loin leurs poignards et leurs instruments de supplice et attendre les résultats que leur promettait notre indéniable sympathie pour tous les opprimés. Mais non ; ils n'ont pas cessé de brûler, de piller, de violer, de supplicier ; aussi tyranniques, aussi tortionnaires que les bourreaux turcs. La présence des officiers fran-

çais n'a pas arrêté un seul instant leur furie homicide. Ce fut non seulement une monstruosité, qu'aucun homme civilisé ne pouvait absoudre, mais ce fut une faute politique. Sandanski, Apostol et Yovan Carassouli ont causé plus de mal à la cause bulgare que des siècles d'oppression musulmane.

Toutes les turpitudes et toutes les horreurs dont j'ai été le témoin attristé, durant le cours de mes promenades et de mes enquêtes dans les trois vilayets de Roumélie, ont été, non pas effacées — on n'oublie pas certains spectacles ! — mais atténuées et comme estompées dans mon esprit par le souvenir réconfortant de l'œuvre claire, honnête, franche, bienfaisante et humanitaire entreprise par la mission militaire française. Je voudrais pouvoir rendre à nos officiers tout l'hommage qui leur est dû. Je voudrais aussi réparer un peu, si c'est possible, l'oubli que notre presse a commis envers eux, en gardant obstinément le silence sur leurs nobles travaux, alors qu'elle avait reçu dans les bureaux de rédaction, comme des triomphateurs et des héros, les chevaliers de la bombe qui avaient fait sauter le *Guadalquivir*, des Messagerie Maritimes.

Après avoir visité, en compagnie du commandant Lamouche, les écoles et l'hôpital grecs, où j'ai constaté une fois de plus la supériorité intellectuelle et morale de l'hellénisme sur toutes les autres propagandes, j'ai fait mes préparatifs en vue de la « tournée » que je vais entreprendre dans tout le secteur français. Je visiterai les cazas de Serrès, de Demir-Hissar, de Melnik, de Petritch, de Djumaï Bala, de Nevrocop, de Razlog et de Zihna, qui sont placés sous la surveillance des bimbachis (majors) Foulon, Lamouche, Massenet, et des capitaines Enchery et Sarrou. (Tous ces officiers ont, en Turquie, un grade supérieur à celui

qu'ils ont dans l'armée française). Plus tard on leur adjoindra le bimbachi Rochas pour Nevrocop, les capitaines Bouvet pour Melnik, Brunet pour Razlog, Campocasso pour Zihna et Falconetti pour Petritch.

Mon interprète s'est prémuni de plusieurs sacs de provisions. Nous avons des conserves, des œufs durs, des poulets froids, des fruits secs, du pain et du vin pour deux semaines. « Vous ne trouverez rien chez les paysans, m'a-t-on prévenu. Il faut tout emporter avec soi, surtout pendant l'hiver. » C'est une véritable expédition qui s'organise. Nous louons deux bons chevaux que nous renverrons de Nevrocop, où l'on nous en fournira d'autres. Bien lestés, chaudement enveloppés de fourrures et de couvertures, nous quittons Serrès à l'aube. Les deux gendarmes de l'escorte nous précèdent. Le bimbachi Foulon et moi restons un peu en arrière, suivis de nos drogmans. Le temps est superbe, le ciel est bleu. Nous partons, contents de fuir les hommes et de nous isoler dans les plaines désertes et sur les monts sauvages. Nos bêtes partagent notre joie, elles marchent d'un pas alerte et fringant. Elles sont impatientes de dévorer l'espace, elles s'élancent pour une randonnée, fouettées par l'air vif du matin. Mais, au sortir de la ville, nous nous heurtons tout de suite aux dernières pentes d'un massif montagneux qui descend du Rhodope à la mer. La route abrupte modère notre allure. Pendant cinq heures nous grimperons sur des hauteurs dégarnies de toute végétation. Le sol est rocailleux. Pas de forêts. Les arbres, autrefois, furent brûlés pour faire du charbon. Le reste a été emporté par les torrents. Jamais l'administration ne s'occupe de reboisement. On coupe, on coupe, tant qu'il y a du bois. Puis, *Inch Allah!* Après nous, le déluge ! Les Turcs sont *persuadés* qu'ils ne sont en Europe

que des *passants* ; aussi ils ne reconstruisent pas, ils ne réparent pas. Ils ne pensent qu'au présent, jamais au lendemain, encore moins à l'avenir. La route devient un sentier, une piste, une mince indication. Elle vagabonde, faisant les zigzags les plus fantasques. Elle s'amuse à narguer les précipices. Et le cheval, docile, en suit servilement les méandres et les arabesques. Les chariots, les voitures, les charrettes, les plus humbles véhicules sont inconnus dans ces régions abandonnées. Comment, où passerait l'attelage ? A quelques kilomètres du chef-lieu, à quelques enjambées d'une cité importante et prospère, c'est la désolation, c'est le vide, c'est le néant. De-ci de-là, nous apercevons, accrochées désespérément aux plis de la montagne inféconde et misérable, des chaumières bâties avec du torchis, où tous les vents doivent faire rage quand souffle la tempête. Ces abris sont délabrés, offrant des trous et des fentes à la pluie et à la neige. Les chiens du hameau nous entendent de loin. Ils aboient furieusement après les intrus qui ont l'air de traverser ce domaine des gueux et des démons en conquérants altiers et provocateurs. Au fait, y a-t-il dans ces demeures des hommes ou des bêtes ? Il ne paraît pas raisonnable qu'un être humain ait songé à chercher un morceau de pain ni un foyer dans cet empire de la misère. Où trouverait-il le morceau de terre qui fera germer le grain de blé? Où trouverait-il le brin d'herbe qui nourrira la brebis dont il attend la laine, le lait et la chair ? Où trouverait-il même de l'eau pour étancher sa soif ? Car vous n'allez pas imaginer que l'on puisse boire de cette boue fétide qui coule lourdement de rochers en rochers ? Un La Bruyère aurait ici de profonds étonnements.

Mais que vois-je ? qu'est-ce donc que cette maison grise, sans fenêtres, qui nous guette au détour

de la montagne, au bord du chemin, semblant garder le défilé ? C'est un *caracol*, c'est-à-dire un poste de gendarmerie que l'on a bâti sur un tertre gazonné. L'immeuble n'a qu'un étroit orifice par où s'engouffrent l'air et les gens : c'est la porte d'entrée ; un escalier de bois y accède et vous y conduit. Le seuil forme balcon, d'où le regard scrutateur peut fouiller les environs. Deux hommes sont les maîtres de ces lieux ; ils représentent la force publique. Que dis-je ? ils ont en eux plus qu'une parcelle de l'autorité hamidienne. Ils ont, ce qui est plus important et plus prestigieux, un reflet de la puissance européenne. Deux empereurs ont daigné déplacer leurs augustes personnes et ouvrir les conversations diplomatiques les plus graves, au milieu d'un mystère solennel, dans l'unique but de régler leurs attributions et d'assurer leur avenir. Toute l'activité empressée des Agents civils d'Autriche et de Russie et du vice-roi de Roumélie se dépense autour des gendarmes du Croissant. Un général italien, un général russe et tout un état-major de colonels, de commandants, de capitaines et de lieutenants ont été délégués par les armées les plus brillantes et les plus glorieuses pour orner l'intelligence, raffermir le savoir et redresser la morale de ces protecteurs de l'ordre. D'autres caracols, semblables en tout à celui qui abrite notre fatigue et réchauffe nos cœurs, sont disséminés sur toute l'étendue du territoire « opprimé ». Ils constituent une chaîne de sûreté qui reliera les villes aux villages, entravant l'essor du crime.

Nous avons mis pied à terre, nous avons confié nos chevaux aux soins vigilants de nos drogmans, qui se regardent avec méfiance, car l'un est Grec et l'autre Bulgare, et nous avons pénétré par une lente gymnastique de nos jambes engourdies dans l'antre de Pandore. Oh ! le mobilier est bien

simple. Les murs sont vierges de tous ornements superflus. Un gros clou enfoncé entre deux pierres disjointes et qu'aucun plâtre ne recouvre soutient le poids d'une baïonnette ; le fusil est debout, dans un coin, légèrement incliné, prêt à partir en guerre à la moindre alerte. A côté, deux ou trois braises, cachées dans la cendre d'un mangal très bas, se consument sans ardeur, ayant pour destinée d'allumer quelques cigarettes et de communiquer un peu de leur chaleur aux deux doigts de café qui sont indispensables à tout Oriental et qui se renouvellent d'heure en heure. Les sièges, le lit, les sofas de ces ermites guerriers, dont le rosaire se compose de cartouches, se résument en une chétive natte étendue à même le plancher ; si dur est ce coussin qu'on le croirait bourré de plomb. Je l'accepte tout de même avec reconnaissance ; nos fourrures et nos couvertures le rendront moelleux. Nous nous accroupissons à la turque et nous déjeunons. Il est midi, en effet. La promenade du matin a creusé nos estomacs. Les œufs durs sont délicieux, le poulet froid est succulent et le vin nous ranime. Jusqu'au moka dégénéré des gendarmes qui nous enchante ! Nous jetons une aile et une cuisse à nos hôtes et aux cavaliers de l'escorte, que nous « arrosons », par surcroît, d'un bon « litre », et ces anachorètes font un repas de pacha. Mais le plaisir ne doit pas inciter à négliger le devoir. Le commandant Foulon écoute le rapport verbal de ses hommes, il prend des notes, il laisse des ordres, nous reconnaissons, par l'offre de quelques piastres, l'excellence de l'hospitalité qui nous a reposés et réconfortés (ce bakchiche est traditionnel en pays turcs, bien que l'autorité interdise formellement aux fonctionnaires et aux soldats de l'accepter). Puis nous enfourchons à nouveau nos montures et nous repartons.

La nature nous semble moins âpre. Sans doute elle est entrée dans notre intimité et nous la connaissons mieux. Peut-être aussi nos estomacs sont contents et nous sommes enclins à l'indulgence. Quoi qu'il en soit, la troupe a de l'entrain. Que les comitadjis me pardonnent, j'oublie leurs détresses, j'oublie leurs tourments, j'oublie que je suis dans un « enfer », dans une géhenne, et je chante. Ma bouche ne sait plus maudire, mes yeux ne versent plus de larmes sur les infortunes des « esclaves ». L'écho de la montagne nous renvoie, stupéfait et presque inquiet d'être réveillé après un si long sommeil, l'air du *Toréador* de *Carmen*, que je lance vers les nues d'une voix forte et ample. Est-ce l'effet de ma chanson ? La solitude se repeuple. Nous ne sommes plus dans un désert. Voici un, deux, trois paysans qui passent. Ces Macédoniens ne sont plus habitués qu'aux éclats de bombes et au sifflement des balles. Ma musique les effraie. Ils regardent timidement ces sorciers qui ont envahi « leur » terre, ils saluent avec les marques du plus craintif respect, portant la main au cœur d'un geste fait d'humilité et de soumission. Nous les encourageons d'un sourire qui protège et veut rassurer. Mais ces âmes simples ont hâte de fuir et le Turc qui les accable et l'étranger qu'ils ne comprennent point et qui ne les comprend pas davantage.

Hélas ! les joies sont brèves ! Une migraine atroce, que j'avais senti poindre, en me levant, du côté droit de la tête, se donne libre carrière, coupant mes chansons et mes rires. C'est fini de massacrer *Carmen, Le Prophète, Faust* et d'autres opéras. Je suis repris par la tristesse du paysage. Les mamelons pierreux se succèdent avec une monotonie désespérante. Nous escaladons cent hauteurs escarpées, puis nous dévalons sur des pentes raides, toujours les mêmes, d'un rythme qui

vous détraque les nerfs et vous impatiente. Les heures sont lourdes. La route est interminable. Les lacets se déroulent à l'infini. On n'arrive jamais. Nous y sommes ! nous y sommes ! Dans trente minutes ! Et la nuit tombe sur nous, et *nous n'y sommes* pas encore. Des étoiles tremblent au firmament, voilées par de fins nuages. Et le mal augmente, nourri, exaspéré par les déceptions qui se renouvellent à chaque étape qu'on croyait être la dernière. La douleur, lancinante, me tenaille le crâne. De grands coups me battent les tempes. Tant pis ! je m'affaisse sur ma selle, je lâche les rênes, mes pieds quittent les étriers, je renonce au désir d'atteindre au terme de la course et je me laisse traîner, au gré des événements. Je ne sais par quel miracle mon corps ballotté se maintient sur la bête. Heureusement, ces chevaux de Macédoine sont merveilleux de souplesse et d'endurance. Le commandant Foulon vient me prodiguer ses encouragements. « Nous arrivons ! » répète-t-il sans cesse ; ce refrain, qui doit me soutenir, me trouve indifférent. Je n'existe plus. Je suis une chose morte, une volonté éteinte. Nous pouvons marcher ainsi des années et des années, je ne me plaindrai plus. Nous sommes dans la plaine, qui est toute blanche. La terre et les arbres sont recouverts d'un manteau de glace. Nous nous égarons. Au lieu de piquer droit vers Starzista, nous décrivons un grand cercle. Nos montures, toujours dociles, trottent avec courage sur le sol glissant. Nous franchissons des ruisseaux et des rivières et toutes sortes d'obstacles que je ne cherche même pas à définir. J'ai sans doute la fièvre, car les montagnes environnantes m'apparaissent comme des fantômes gigantesques qui s'agitent et menacent le ciel. Les arbres dansent à mes côtés des rondes grimaçantes et des farandoles échevelées. Qu'ils

dansent ! rien ne trouble l'insouciant abandon auquel j'ai livré tout mon être. Que je tombe dans l'eau gelée ou dans un fossé ou bien que, par l'effet d'un hasard prodigieux, je finisse par me sentir dans la douce chaleur d'un lit complaisant, qu'importe ! Je ne souffre plus, je suis vide de pensées et de désirs.

Pourtant, c'est vrai, cette fois *nous sommes arrivés*. Nous frôlons de nos manteaux et nous heurtons de nos étriers des maisons silencieuses. Nous sommes dans Starzista, qui dort, enveloppé de ténèbres épaisses que seuls peuvent trouer nos regards dressés maintenant à *voir* dans la nuit.

Mais je ne rêve plus ? ce sont bien des hommes *vivants* et non plus des spectres que j'aperçois sous la dentelle de ce blanc minaret ? oui, ce sont des Turcs qui se préparent à fêter le Baïram. Ils ont à la main de grosses lanternes dont les bougies éclairent faiblement leurs pas trébuchants. Le mouktar est dans le groupe. Les gendarmes de l'escorte le saluent et lui indiquent qui nous sommes. Aussitôt, l'on s'empresse. Des pourparlers s'engagent pour nous trouver un bon gîte. Le commandant Foulon voudrait descendre chez un Bulgare, car à sa dernière inspection il a été l'hôte d'un Grec. Il évite ainsi de marquer une préférence pour telle ou telle nationalité. Sa loyale neutralité ne froissera personne. Mais la maison du Bulgare est loin, et nous sommes à bout de souffle. Je demande qu'on nous fasse entrer dans la première maison turque qui s'offrira. Le commandant Foulon se décide à frapper chez « son ami » le Grec (en Turquie on est l'ami de quelqu'un qui vous a reçu une fois). Il devra deux visites aux Bulgares, voilà tout ; il est trop tard pour se promener dans le village.

Enfin, je suis introduit dans une pièce basse où se tiennent, respectueux, quelques paysans.

C'est ma chambre : pas de meubles, pas de chaises, comme au caracol ; mais sur le plancher un matelas plus confortable que celui des gendarmes. Les Macédoniens ignorent l'existence des lits, des sommiers et des tables. On couche et l'on mange par terre, même lorsqu'on possède une fortune de cent mille francs.

« Voulez-vous manger ? me dit-on. Voulez-vous boire ? » Pour toute réponse je m'effondre sur le matelas, et un geste éperdu de mes mains supplie qu'on me laisse seul.

Je dormis d'un sommeil de plomb.

Le lendemain matin, le commandant Foulon pénétrait dans ma chambre avec mille précautions. Il me croyait gravement malade et n'espérait pas que je pusse continuer le voyage. Il se penche sur moi, et il voit deux yeux grands ouverts qui sont pleins de malice.

— Eh bien ! fis-je, tout à fait décidé et content, quand partons-nous ?

— Vous vou-lez par-tir ? demande, interloqué, le commandant.

— Mais oui, et le plus tôt possible. Nous n'avons rien à faire ici, je suppose ?

— Vous n'allez pas vous reposer une journée ?

— Jamais de la vie ! Je suis frais et dispos, très en forme pour une chevauchée de cent kilomètres. »

Nous déjeunons d'une tasse de café noir, dans lequel je trempe une beurrée. Nous recevons les notables des communautés grecque et bulgare, qui rivalisent d'amabilités pour conquérir les Européens, chacun à son idée ; et nous nous dirigeons vers Nevrocop. Il est huit heures du matin quand nous dépassons les dernières maisons. Le temps est couvert, mais le brouillard flotte au-dessus des collines. La route est presque supportable. La plaine de Starzista est entièrement

fermée par une ceinture de montagnes. Les eaux qui descendent des pics n'y trouvent pas d'écoulement, elles croupissent et forment des marais. Il en est de même un peu dans toutes les régions de Macédoine, où sévissent les fièvres paludéennes.

Nous faisons une courte halte à midi pour luncher. Puis nous débouchons dans la plaine de Nevrocop, qui est très mouvementée. On dirait que le Rhodope refuse de s'aplatir, de s'humilier. Il fait des soubresauts pour rejoindre le Perim. Les accidents du terrain forment des autels où des druides viennent sans doute immoler des victimes au Teutatès de la Grande Bulgarie. Tout autour, nous contemplons les gradins d'un cirque immense où les comitadjis, nouveaux Cyclopes, forgent les foudres de l'Exarque, qui serviront à pulvériser le Croissant, l'Idée grecque et les ambitions autrichiennes.

La brume, qui planait à l'aube au-dessus des hauteurs neigeuses, descend sur la terre et se résout en une pluie fine et pénétrante.

Un galop rapide nous porte à cinq heures aux portes de Nevrocop. Des groupes pittoresques de Tcherkesses fêtent le Baïram au son d'un tambour de basque. Des enfants en haillons et pieds nus poussent des cris joyeux et discordants, tapant des mains en cadence. Toute cette gaieté de sauvages est gâtée par la brusque apparition de notre troupe. Nous sommes les profanes, les infidèles que Mahomet n'admet pas au sein du paradis. Le regard de tout bon musulman se charge de tristesse et de haine à la vue d'un giaour. Ma casquette est un phénomène. « On n'a jamais vu dans ces parages, m'informe le commandant Foulon, que des fez ou des kalpaks. »

Le capitaine de gendarmerie nous attend et nous souhaite la bienvenue.

Nevrocop est sale, les rues sont boueuses et pavées de cailloux aigus qui vous déchirent les semelles. C'est une fatigue que d'aller à pied. Les maisons sont basses, pauvres, lugubres. Les boutiques sont misérables. La misère suinte partout. Et nous sommes dans une ville de sept mille habitants ! Les Turcs sont en majorité. Ils sont au nombre de cinq mille environ. La Bulgarie est représentée par sept cent vingt exarchistes, la Grèce par six cents patriarchistes. Qui a soutenu qu'il n'y a pas de Grecs en Macédoine ? Il y en a jusqu'à Djumaï-Bala.

Le caïmakam est un Albanais qui m'affirme qu'il aime la France. Il a confié son fils aux frères de la doctrine chrétienne, puis à l'Ecole commerciale Guiraud de Salonique. « Vous pouvez visiter l'Albanie, me dit-il, en toute sécurité, de long en large et de bas en haut. Les Français y sont chez eux. Allez dans *mon* pays, vous verrez que nous ne sommes pas des *nègres*. » Les Albanais se sont imposés à l'affection du Sultan. Ce sont des gens terribles, amoureux d'indépendance. Ils n'acceptent pas que les pachas de Constantinople leur dictent leurs caprices. Ils repoussent toute entrave et toute discipline. Un fusil sur l'épaule, ils entendent être les maîtres de leurs aires. Pour apaiser ces irréconciliables ennemis de toute autorité étrangère, Abd-Ul-Hamid les a comblés de faveurs et d'honneurs. Les plus hautes charges de l'Etat leur sont réservées. L'un est grand vizir, l'autre chambellan, celui-ci est vali, celui-là commande un pachalik militaire ; des milliers d'autres sont placés par la sollicitude constante du Palais aux sources innombrables d'où coule le Pactole pour les fonctionnaires de tous ordres. Tous les bakchiches de l'Empire connaissent les chemins d'Albanie qu'ils fécondent. Et c'est pourquoi les farouches montagnards aux fustanelles blanches

et aux boléros brodés d'or ne grognent pas *et consentent* à servir le Calife. Ces gens-là donneront du fil à retordre plus tard à l'Autriche ou à l'Italie.

Le caïmakam de Nevrocop administre un caza qui comprend cent vingt six bourgs et villages et dont la population est de quatre-vingt mille habitants : 46.000 musulmans, près de 31.000 Bulgares et 2.600 Grecs. Avant l'insurrection, les villages suivants reconnaissaient le Patriarcat : Kato-Vrundi, Zirnovo, Mossolichta, Kara-Keuy, Lovtcha, Tarlis.

L'évêque grec est un beau type, aux traits fins, aux larges yeux noirs, vifs, pétillants. La taille est courte, mais la barbe de fleuve, magnifiquement frisée, donne à la physionomie de la dignité. Il est très patriote, mais émet des prétentions fort raisonnables. Il ne demande que la pacification des esprits, le libre exercice du culte et le respect de l'Eglise du Phanar. Il se plaint amèrement des pressions bulgares qui tendent à détruire l'orthodoxie. Nous allons ensemble visiter les écoles de sa communauté et je suis charmé d'assister à une leçon de français. Nous avons inspecté une école de garçons avec 62 élèves et une école de filles avec 70 élèves. L'évêque se flatte d'entretenir avec le commandant Foulon les relations les plus cordiales. L'évêque bulgare, avec qui je désirais m'entretenir des malheurs de ses ouailles, est absent. Il distribue des secours dans l'intérieur de son diocèse. Nous sommes reçus par son diacre, un simpliste qui ne finasse pas et qui nous déclare que *Zirnovo doit être* entièrement exarchiste, *coûte que coûte*. Ce village est, paraît-il, divisé en deux partis de force à peu près égale. Huit cents individus se disent Bulgares, huit cents autres se disent Grecs. Ceux-ci possèdent l'école et l'église. Les exarchistes ont résolu de les en chasser. D'où conflit qui s'envenime tous les

jours. L'autorité, comme toujours, ne sait pas faire respecter le Droit. Il est certain que Zirnovo (1) sera ensanglanté par des exécutions de patriarchistes. Le diacre bulgare nous les fait pressentir.

Pourquoi les agents civils ne règlent-ils pas, une fois pour toutes, d'accord avec Hilmi-Pacha, le statut des Eglises ? Ces rivalités de clocher sont une cause permanente de troubles, c'est pourquoi on ne tient pas à les éteindre. Nous avons pénétré dans les deux écoles bulgares mixtes, où nous avons appris qu'il y avait 168 élèves, dont 91 garçons et 77 filles.

Le caza de Nevrocop a été particulièrement éprouvé pendant les événements de 1903 et de 1904. Les villages d'Obidim et de Kremen avaient été signalés aux autorités comme étant occupés par des bandes de comitadjis. Aussitôt des troupes sont envoyées à Obidim, le 13/26 septembre 1903. Le 16/29 les soldats mettent le feu un peu partout, car les maisons ne sont pas contiguës. Deux cent trente immeubles deviennent la proie des flammes. Pour se justifier, les troupes ont prétendu qu'ayant vu des gens armés *passer dans la nuit*, elles ont sonné l'alarme et ont sauté sur leurs fusils. Une vive fusillade s'est engagée dans les deux camps, et les comitadjis se seraient enfuis après avoir allumé un incendie pour rendre odieux les soldats de Sa Majesté. Cette version n'est pas démentie par le « Mémoire de l'Organisation Intérieure », qui rapporte qu' « *après un combat acharné dans le village contre un fort détachement d'insurgés ce village fut entièrement incendié* ». Le 18 septembre/1er octobre, des

(1) En effet, dans la nuit du 5 au 6 janvier 1907, une bande de comitadjis est entrée à Zirnovo, et a massacré la famille du mouktar grec et plusieurs paysans (en tout 9 victimes, dont 2 femmes) et brûlé plusieurs maisons.

troupes se dirigent vers Kremen ; le mouktar et les notables vont à leur rencontre pour les introduire dans le village. A peine ces gens inoffensifs se trouvent-ils en présence des soldats qu'ils sont fusillés. Treize hommes, deux femmes et huit enfants auraient été tués. Mais les Turcs affirment, cette fois encore, qu'il y a eu combat entre eux et les insurgés et que les victimes sont tombées soit les armes à la main, soit dans la mêlée générale. Ici aussi, un vaste incendie a brûlé environ 190 maisons.

Presque tous les sinistrés s'étaient enfuis en Bulgarie. Après l'amnistie, la plupart des familles sont rentrées dans les villages en ruines. Le gouvernement turc a distribué 15 piastres par noufous. Ces secours sont insuffisants pour reconstruire les foyers détruits. Deux dames anglaises parcourent la région et laissent tomber de leurs bourses une demi-livre pour chaque habitant.

Maintenant, ce sont les comitadjis qui, seuls, commettent des crimes.

Le 30 août 1904, ils ont blessé grièvement Ilias Apostol de Banitsa, qu'ils voulaient exécuter *pour dénonciation*, puis ils ont tué sa femme et son frère Constantin. Le père d'Ilias avait été déjà assassiné chez lui l'année précédente. Toute cette famille a été décimée. On me raconte que le frère d'Ilias a eu la tête fracassée, une balle est entrée par une oreille et est sortie par l'autre. Et cependant il a été sauvé par les soins d'Ilias, qui l'avait transporté à Nevrocop, loin des bandits. Ilias s'était rendu dans la suite à Banitsa pour y régler ses affaires. Voilà trois semaines qu'il n'a été vu nulle part. On se perd en conjectures sur sa disparition. Mais il est probable qu'il a été emporté dans la montagne et martyrisé.

Une jeune fille de 15 ans a offert sa vie aux bourreaux pour qu'on épargnât son père.

Deux cadavres ont été trouvés dans les champs à deux mois d'intervalle dans les environs de Kara-Keuy.

A Starzista, le 4 septembre 1904, un jeune Grec a été lardé de coups de couteau par les exécuteurs bulgares.

Le 30 octobre, cinq marchands turcs qui revenaient de la foire de Tarlis, accompagnés d'un soldat malade de la garnison d'Uskub, en congé de convalescence, rentraient à Yakuruda, leur lieu de résidence. Ils étaient porteurs de 400 livres (un peu plus de 9 mille francs). Armés de pied en cap, comme tous les musulmans, ils avaient trois fusils. On a retrouvé leurs cadavres criblés de balles et troués de nombreux coups de sabre, près de la rive gauche de la Mesta, à hauteur du village d'Obidim. Les libérateurs d'esclaves se transforment ainsi, de temps en temps, en brigands de grands chemins. Ils détroussent les voyageurs, puis ils les saignent. Drôle de façon de comprendre la « sainte révolte des consciences opprimées » ! Non contents de tuer les braves marchands turcs, les comitadjis les ont suppliciés; les soldats de la Liberté avaient uni leurs victimes dans la souffrance en les ligotant deux par deux. Les cadavres se donnaient le bras. Les bandits ont dû bien s'amuser à ce spectacle ! C'était si drôle, n'est-ce pas ? chacun goûte le plaisir où il le trouve.

A Zirnovo, l'instituteur grec et trois paysans patriarchistes ont été enlevés de l'église et massacrés sous les yeux terrifiés des fidèles. Un mois après les habitants de ce village ont signé une pétition déclarant qu'ils voulaient être exarchistes. Mais, en secret, plusieurs sont venus protester de leur fidélité à l'hellénisme.

Le commandant Foulon me parle de tous ces

abominables forfaits avec une tristesse découragée. Il avait rêvé, comme le colonel Vérand, d'amender les vices de l'administration hamidienne et de rendre plus humains, moins barbares les comitadjis bulgares. Hélas ! je crains bien que cette tâche soit au-dessus des intentions les plus sincères et les plus fermes. Un vent de folie souffle sur tous les cerveaux. Chacun a des torts, personne ne veut en convenir et tous les criminels, à quelque camp qu'ils appartiennent, se croient ou des justiciers ou des héros. Qui mettra un peu de raison dans l'esprit des égarés ? Le Sultan fera-t-il le geste décisif pour que ses fonctionnaires et ses soldats respectent les principes les plus élémentaires de l'honneur ? Le gouvernement de Sofia aura-t-il, de son côté, le courage de désavouer les comitadjis, de les marquer au front d'un signe indélébile et de leur rendre sur le territoire de la principauté la vie intenable et impossible ? Tel est le double problème qui s'impose à l'Europe : mater à la fois les bachibouzouks et les comitadjis, qui sont également dignes de la réprobation universelle.

Je quitte Nevrocop le 13 décembre, escorté d'un gendarme et de deux soldats de cavalerie. La route est de plus en plus mauvaise. Nous marchons sur des sentiers de chèvre. A gauche, se dressent les pics du Perim, couronnés de neige ; à droite s'allonge la vallée de la Mesta. La nature est sauvage. La main des hommes n'a pas dompté cette terre qui recèle des trésors et nourrirait des milliers et des milliers d'affamés. Nous nous arrêtons un instant au bord d'une rivière, à Bresnitza, pour nous reposer et prendre quelque nourriture. Des rochers nous servent de sièges et de tables. Des femmes turques viennent puiser de l'eau, à nos côtés. Filles d'Eve, elles sont plus curieuses, car elles savent moins que leurs sœurs chré-

tiennes. Elles nous regardent manger avec une attention naïve. Elles sont stupéfaites, j'imagine, de nous voir accomplir absolument les mêmes gestes que des fils d'Allah. Horriblement laides et sales, elles mettent leur pudeur à l'abri de nos regards de giaours qui les souilleraient. Elles s'enveloppent, promptes comme l'éclair, de la tête aux genoux, de haillons sordides, ne laissant qu'une infime ouverture par où l'œil malicieux se posera sur vous. Elles vous considèrent, vous déshabillent, vous tournent et vous retournent sans que vous puissiez admirer la rondeur de leur taille ou le henné de leurs cheveux. Elles consentent seulement, parfois, à vous montrer leurs dessous. Et alors le charme du mystère s'évanouit. Vous contemplez avec dégoût des caleçons de toile grossière qui tombent sur les chevilles et des bas de coton ou de laine quadrillés qui débordent sur des souliers éculés. Aucun ruban, aucune dentelle ne vous séduisent. Ces jambes seraient-elles parfaites, elles sont trop mal gantées. Ces paquets d'étoffes noires ou blanches se meuvent sans grâce, sans harmonie. Et je me souviens des musulmanes du Caire, qui portent leurs amphores pleines, au retour du Nil, de leurs bras jolis et souples, avec une délicatesse et une majesté de reines. Le mouvement du corps, chez l'Egyptienne, est plein de beauté. C'est de l'art inimitable et que nos comédiennes ne sauraient pas copier. La démarche des femmes turques, tout au moins dans les campagnes, est pesante, d'une lourdeur qui choque.

Mais ne nous attardons plus. Nous sommes en Macédoine pour étudier l'action révolutionnaire des comitadjis. Nous grimpons encore et toujours sur des hauteurs. De Serrès à la frontière la montagne est souveraine. Elle s'abaisse, elle s'étire, elle s'élève elle s'arrondit, elle prend mille formes ; elle baise

le ciel, elle rase la terre ; capricieuse, tantôt elle se pare de plantes vertes et chaudes, tantôt elle s'offre toute nue aux âpres morsures des aquilons. Ici elle est cruelle, et là elle est clémente. Elle est maîtresse absolue des hommes et des choses. En hiver, elle seconde l'armée turque en accablant les comitadjis de ses rigueurs. En été, elle est complice des bandes en leur assurant des retraites inexpugnables.

A notre droite, c'est une débauche de pics, de plateaux et de gorges qui dégringolent et rebondissent les uns sur les autres. A notre gauche, les premières forêts font des taches sombres. Nous passons tout près d'Obidim et de Kremen. Les villageois ont reçu l'autorisation de couper du bois pour reconstruire leurs maisons incendiées. Des troncs d'arbres que les haches meurtrières ont abattus encombrent le chemin. Les pauvres bûcherons les traîneront péniblement au moyen de cordages en poussant des han vigoureux et sourds. Les charrois sont impossibles dans cette région accidentée. Du reste, aucune route n'est carrossable. Tout doit être transporté à dos d'homme ou de bête. Aussi le commerce est nul. Le paysan ne cultive que ce qui est nécessaire, indispensable à ses besoins immédiats. Il ne songe pas à récolter pour s'adonner au trafic. Son ambition se borne à l'achat de provisions, de denrées, de drap et de toile qu'il va chercher deux ou trois fois l'an aux foires voisines.

Nous sommes engagés dans un creux de la montagne qui se précipite dans un autre ravin. Le chemin se confond avec les ruisseaux. La pente est lambrissée de givre. Nous sommes descendus de cheval et nous agrippons les grosses pierres de nos pieds et de nos mains pour éviter une glissade désagréable. Les bêtes, très habiles, semblent créées pour les abîmes, qu'elles bravent

impunément en se dandinant. Leurs fers sont rapides, légers et sûrs.

Lorsque nous sommes au bas de la pente gelée, et que nous levons nos têtes vers le sommet de l'autre côte, mesurant de nos regards découragés la distance à franchir, nous apercevons là-haut un groupe d'hommes armés. Ciel ! serions-nous menacés de tomber dans les mains des comitadjis? Serait-ce une bande ? Pour ma part, je m'en réjouis déjà. Je suis curieux de voir de près ces fameux apaches des Balkans. Les cavaliers de notre escorte ne sont pas rassurés. Ce qui les inquiète le plus, c'est qu'il n'y a pas d'issue pour une fuite propice. Nous sommes dans une souricière. Cet incident de route ranime mes forces défaillantes. Mes jambes sont galvanisées. Je cours au devant de ces inconnus qui restent pétrifiés dans une immobilité inquiétante. Ils s'apprêtent sans doute à fondre sur nous comme des aigles qui regardent leur proie.

Hélas ! ces terribles bandits ne sont que des soldats. L'autorité, pleine de prévenances pour la France, écarte tout danger de mes pas. Elle m'a envoyé un renfort de quinze hommes du détachement de Dobronitsa. Un bref dialogue s'engage entre les chefs des deux escouades, et l'expédition, renforcée, dévale encore et toujours, sur de nouvelles pentes. Je distribue aux soldats de Sa Majesté un paquet de cigarettes qu'ils acceptent en portant la main au cœur en signe de remerciement. Ces défenseurs du Croissant sont agiles et robustes. Ils ressemblent à nos alpins par l'aisance et l'intrépidité de leur course. Ils s'en vont allégrement devant nous, et bientôt ils nous ont distancés. Quand nous les rejoignons, nous apercevons, au loin, à l'ouest, Baniska, au pied du Perim Dagh éclatant de blancheur. Nous sommes à Drobonitsa. Il est cinq heures du soir. Nous

prenons une minuscule tasse de chicorée qui prétend être du moka. Le cafedji est le seul Grec de l'endroit. Il est venu tout récemment de Janina. Il sera noyé dans la masse slave. Plus tard, bientôt peut-être, il sera exarchiste, donc Bulgare.

Quelques villageois badaudent devant le han.

Lorsque je sors, pour remonter à cheval, ils me saluent en ôtant leur fez, ils tiennent à me montrer ainsi qu'ils sont chrétiens, qu'ils sont mes frères.

A six heures nous traversons Bania, complètement endormi. Pas une lumière ne filtre derrière les murs silencieux. Nous sommes dans un tombeau. Les sabots de nos coursiers frappent le pavé en cadence et renvoient dans les maisons pleines d'ombre et d'effroi des sons métalliques et aigus. Les dormeurs ou les morts doivent s'interroger avec inquiétude sur ces bruits et ces rumeurs qui déchirent le calme de la nuit tombante.

La boue, l'éternelle boue gluante succède aux pierres anguleuses et stridentes. Nous entrons, bêtes et gens, dans les ruisseaux et les rivières. Jusqu'à Razlog, nous ferons quatre ou cinq kilomètres en pleine eau. Doux pays ! Nos chevaux baignent jusqu'au poitrail ; mais ils ne s'en effarouchent pas. Ils sont habitués à ces bains glacés. Ils se trouvent dans leur élément naturel, aussi bien que sur la terre caillouteuse. Ah ! les chemins de Turquie, quels symboles ! Razlog ! maisons délabrées, hantées par la misère. Maisons d'esclaves faites de bourbe ! Ville de tristesse et d'abjection qui se vautre dans la fange visqueuse. Les âmes des hommes ne peuvent pas vibrer dans ce cloaque. Les idées et les sentiments nobles et généreux s'y enlizent, impuissants à prendre un élan vers le beau et le bien.

On nous attend à la municipalité, où un dîner a été préparé par les soins ou plutôt sur les instructions du caïmakam. Le Muavin, un

israélite qui m'accable de prévenances, nous transmet les salutations de l'administration ottomane.

Harassé, fourbu, les genoux coupés, les reins sciés, la tête en feu, je touche à peine au repas qui nous est servi dans de belles porcelaines d'Europe. J'ai hâte de me plonger dans l'oubli de toutes mes fatigues et de tous mes déboires. Un bon lit me tend ses draps blancs cousus à des couvre-pieds rouges. Un feu de bois jette des clartés joyeuses dans la chambre austère où les fauteuils, les glaces et les commodes sont toujours absents.

Je dors du sommeil de l'innocent. Mais à peine ai-je ouvert les yeux à l'aube naissante, que je me préoccupe du départ. Je ne veux pas séjourner dans Razlog. Qu'y verrai-je, qu'y apprendrai-je d'intéressant ? rien. La lutte de races, ici, est à peu près inconnue. Les Bulgares sont tout-puissants. Dans le chef-lieu du caza, ils sont environ quatre mille contre dix-huit cents Turcs. Dans l'ensemble du district, leur groupement atteint le chiffre de vingt mille, supérieur de beaucoup aux Turcs qui mettent en ligne treize mille unités à peine. En septembre 1903, il y eut à Razlog une rencontre sanglante entre une bande de comitadjis et la garnison. Une vingtaine de chrétiens furent tués et une cinquantaine de maisons brûlées. Batchévo et Belitsa souffrirent aussi des répressions turques. Les Bulgares affirment que ce dernier village fut rasé de fond en comble par l'armée. Celle-ci proteste et rejette l'incendie sur les insurgés qui auraient mis le feu aux quatre coins du village, tout en se retirant devant la poursuite des soldats. Le « Mémoire de l'Organisation intérieure » divise les responsabilités. Il attribue aux insurgés l'incendie du quartier turc et aux Turcs l'incendie du quartier chrétien. Cette justice distributive rend la conduite des uns et

des autres également répréhensible. Et c'est bien la note exacte de la situation qui se précise de plus en plus : Turcs et Bulgares ont perpétré les mêmes forfaits. Dans chaque camp il s'est rencontré des forbans. De Razlog au caracol de Predel, le paysage est insignifiant. Puis le décor change, nous entrons dans les gorges de Kara-Ali-Deresi. Le défilé se déroule tout le long d'une rivière ; ici, il surplombe une chute bruyante, là, il adhère aux sinuosités du torrent assagi. Le chemin, par endroits, est à peine tracé sur une largeur de cinq centimètres. Une pierre l'occupe, l'accapare totalement : qu'elle vienne à se détacher et à rouler sous la pression des chevaux, et nous irons la tête en bas au fond des précipices. Mais, je l'ai déjà observé, les sabots du cheval se posent délicatement, moins pesants que les feuilles, sur les objets qu'ils foulent. Il faut nous abandonner à leur direction, ils ont la compréhension adéquate des dangers qu'ils annihilent plus sûrement que leurs maîtres. Le couloir se resserre de plus en plus, étranglé par des avalanches d'arbres qui gambadent tout autour ; il s'accule maintenant contre des rochers. Et nous sommes dans une petite clairière où les pierres « sacrées » ont cassé les branches pour laisser respirer la forêt. C'est dans ce cul-de-sac, où toute tentative d'évasion est chimérique, que Miss Stone a été enlevée. Le charme sauvage de ce guet-apens romanesque dut ravir l'Américaine, admiratrice exaltée — d'aucuns ajoutent : et complice — des héros de Macédoine. Le couloir s'éclaire, la montagne s'ouvre, le défilé s'élargit, la forêt s'écarte et nous pénétrons dans une sorte de han que la providence bulgare a placé là pour le salut du voyageur désespéré. Les hommes qui nous reçoivent ont vu bien des choses, postés au terme du labyrinthe, comme les gardiens d'une prison. Ils

ont connu, hébergé et ravitaillé tous les chefs de l'insurrection qui ont opéré dans le sandjak de Serrès. Ils ont été les témoins agissants de l'enlèvement sensationnel qui fut trompeté dans les deux hémisphères par tous les hérauts de la presse. Ils ont contemplé Sarafof, qui incarne en une seule et même personne Dewet, Pâris et Achille. Espérons qu'il n'aura pas la même fin que le vainqueur d'Hector. Son talon ne sera pas atteint par la flèche d'un Vardas. Plus rusé que le vulgaire Ulysse — Peuh ! ces Grecs sont des vantards ! — il ménage sa précieuse existence dans les lieux de plaisir de Vienne, de Paris ou de Londres, où il est fêté, choyé, acclamé, loin des Antartes qui le cherchent et se rabattent sur ses lieutenants les plus subalternes.

Je pose des questions indiscrètes à ceux qui n'ont pas déserté le champ de bataille et de misère et qui ont une foi aveugle en l'étoile qu'il alluma dans leurs cœurs. Ces humbles séides, que les habiles ont armés et laissés dans la gueule du loup, sont prudents, muets comme la forêt qui en a entendu bien d'autres. Ils se contentent d'ouvrir leur bouche dans un rire stupide, qui découvre des dents de carnassiers avides. Des lueurs fugitives percent l'immobilité des yeux de brutes. Je ne tirerai jamais un renseignement ou une opinion quelconque de ces lèvres closes par le plus irréductible des entêtements, celui qui naît de la méfiance et de la peur. Je n'insiste pas.

La montagne se fend encore. Nous ne sommes plus dans une cage où l'air nous manquait, où nous distinguions à peine des pans de ciel à travers les branches de la forêt. Nous chevauchons dans les vallons. Mais les gorges n'ont pas de fin. A notre gauche le Perim ne nous quitte pas ; ses pics majestueux, qui semblent vouloir enfoncer la voûte azurée, sont les fidèles compagnons de

notre voyage. Ils nous adressent de là-haut des signes d'amitié. Plus près de nous, les mamelons veloutés forment des ballons verts qui conduisent aux faîtes des collines.

Tout à coup, un vrai cri de joie jaillit de nos poitrines. Un long ruban d'argent serpente dans une vallée riante qui s'étend entre notre massif et celui du Malès. C'est la Strouma. Nous découvrons Gramada, à droite, là-bas, sur le fleuve. Nous passons devant Cerovo, qui se cache, à notre gauche, tapi dans un creux. Des mahallas (groupes de cinq ou six huttes) s'abritent aux flancs des coteaux. Une masse rouge, plus loin, se détache sur l'horizon. C'est un caracol. Nous ouvrons d'un dernier effort la montagne, et au bout de la trouée une surprise nous récompense de notre dure excursion. Djoumaï-Bala nous montre ses lumières et ses maisons claires, sans s'être fait annoncer. Nous tombons à l'improviste dans ses rues presque droites, assez propres et modérément empierrées. Ce n'est plus une ville morte. Un peu d'animation nous révèle qu'elle est habitée par des représentants du genre humain. Quelques cafés sont ouverts : autour des tables les Turcs et les chrétiens boivent le raki. Des fumeurs de narghilé sont accroupis derrière les vitres et regardent passer notre cavalcade à travers leur nonchalance. Un temps d'arrêt au Conak, d'où l'on nous conduira auprès du capitaine Enchery.

Il règne à Djoumaï-Bala une certaine effervescence car l'on a arrêté 3 popes, 3 instituteurs et 4 négociants bulgares sous l'inculpation de complot contre la sûreté de l'Etat. Des rafles ont été faites dans les villages voisins, et une quinzaine de paysans viennent d'être jetés en prison. Le gérant du Caïmakamlik me déclare que l'instruction est près d'être terminée et que les inculpés vont être renvoyés à Salonique pour être jugés par

la Cour martiale. La preuve est acquise, par témoignages, que les hommes sont des comitadjis. Des perquisitions auraient d'ailleurs permis de saisir des livres et des papiers fort compromettants. Mais des personnes bien renseignées doutent de l'importance de cette saisie. Les comitadjis correspondent rarement entre eux par écrit, ils préfèrent user des communications verbales qui sont transmises par des bergers, surtout par des Valaques roumanisants.

Une cinquantaine de femmes de la ville et des environs sont venues présenter leurs doléances en corps au capitaine Enchery. Elles se plaignent d'avoir été maltraitées, violentées, et quelques-unes violées, pendant que la plupart de leurs pères, de leurs maris ou de leurs frères s'enfuyaient dans la montagne pour échapper aux poursuites judiciaires et aux interrogatoires brutaux. En effet, les paysans affirment que la justice bâtonne ou soumet à la torture les accusés qu'elle interroge et qui n'avouent pas leurs crimes ou ne dénoncent pas leurs complices. On applique un fer rouge sur la poitrine et sous la plante des pieds du patient ; on place des œufs bouillants sous les aisselles ; on entoure les mains de peaux de mouton toutes chaudes qui se rétrécissent en se refroidissant ; on introduit sous les ongles des morceaux de résine enflammés.

Les chrétiens racontent que ces pratiques judiciaires étaient d'un usage fréquent. Pourtant, les officiers français n'ont pas eu connaissance de pareilles horreurs, depuis qu'ils sont installés dans le pays. Et ils ne les croient plus possibles

Très certainement, les femmes qui accusent les soldats turcs de les avoir violées ont été envoyées par les comités dans le but d'impressionner le capitaine Enchery, qui, du reste, est fort sceptique et ne se laisse pas berner facilement. Les

plaignantes n'ont pas l'air sincères. Elles racontent qu'elles ont subi les derniers outrages sur le ton d'une récitation. Elles ne rougissent pas, leur pudeur n'est pas atteinte. Elles mentent, leurs yeux, leurs lèvres, leur maintien, tout est mensonge. Elles répètent toutes la même accusation, sans pouvoir préciser quand on les presse de questions. Les comités ont pensé que le Français, né galant — mais il est aussi malin — défendrait avec ardeur la femme offensée, brutalisée. La vérité leur fournit assez d'armes contre le régime hamidien sans qu'ils soient obligés de recourir à la calomnie. Oh ! je ne vais pas jusqu'à proclamer que les soldats de Sa Majesté sont incapables de se livrer aux viols. En France même, nos fantassins et nos artilleurs s'adonnent parfois à ce genre de sport. Et je consens à reconnaître que les Turcs commettent des excès, beaucoup trop, et qu'il faut les corriger. Mais les comitadjis, je ne cesserai de le répéter, en commettent davantage. Cela est indéniable. De sorte que les véritables opprimés sont constamment entre l'enclume et le marteau. Ils tombent de Charybde en Scylla.

Depuis quelque temps, les Bulgares boycottent les Turcs et les Grecs. Défense est faite aux exarchistes de servir ou de se fournir chez les musulmans ou chez les orthodoxes. Les femmes ne peuvent plus se rendre au marché ni acheter chez les commerçants ennemis, chez les bakals. Les Turcs ont riposté en interdisant également aux leurs de mettre le pied dans une boutique de giaour. Des instructions précises ont été passées de maison en maison. Et même une surveillance étroite a été organisée autour des magasins frappés d'interdit. Des guetteurs ont été postés au coin des rues pour demander aux passants s'ils sont porteurs de marchandises ou de provisions. Au cas où il est découvert qu'un achat a été fait

chez un chrétien, tout musulman est contraint de rendre l'objet qu'il a déjà payé. Pendant quarante-huit heures ce double boycottage a sévi avec rigueur. Une tension persiste qui peut entraîner de redoutables complications.

Ces incidents sont imputables aux comités, et la responsabilité de la situation leur incombe au premier chef. Les Bulgares sont à l'affût de tous les procédés qui jetteront le trouble et la confusion dans ces provinces. Ils excitent le Turc pour le pousser aux représailles sanglantes et appeler l'Europe à leur secours. Ils entendent dès à present administrer, gouverner. Chaque ville, chaque bourg, chaque village, chaque hameau, chaque mahalla, chaque tchiflick obéissent à un voïvode qui dicte la loi. Beaucoup d'habitants de ces contrées ont vu la Bulgarie, où ils ont été enflammés contre la tyrannie ottomane. Ni les officiers étrangers, ni les agents civils, ni d'autres contrôleurs ne les satisferont. Ils sont montés contre le Turc et ils ne seront tranquilles, complètement apaisés, que lorsqu'ils l'auront chassé. Ils poursuivent un plan manifeste, méthodique. Ils n'en dévient pas d'une ligne. Du reste, leur propagande est alimentée directement par le voisinage de la Principauté. On est tout près. On n'a qu'à gravir une petite colline, on redescend, on traverse un morceau de plaine, et l'on est au pont-frontière de Barakovo. Il y a tous les jours, entre les deux pays, un va-et-vient de comitadjis qui entrent en Macédoine pour y exécuter les ordres de l'Organisation intérieure ou qui en sortent, après avoir accompli leurs exploits, pour échapper au châtiment des Turcs.

Le caïmakam est absent. Un fonctionnaire de l'administration des finances le remplace. C'est un musulman très antipathique. Il a une figure bestiale. Les mâchoires sont fortes, les pommettes

saillantes ; les yeux sont faux, obliques, dissimulant de mauvaises pensées. Très froid, parlant à peine, répondant toujours par des à-peu-près, amoureux des tangentes, ce Turc doit être très fanatique. Il me reçoit, entouré du Muavin et d'imans. Le Muavin est un orthodoxe qui fut autrefois Bulgare uniate et qui sera demain tout ce que l'on voudra. C'est le Levantin par excellence, capable de toutes les trahisons et de toutes les lâchetés, flattant aujourd'hui une main pour la mordre un autre jour, quand il n'y aura pour lui aucun danger. Il nous servira d'interprète au gérant du Caïmakamlik et à moi. Il se gardera bien de répondre directement aux questions que je lui pose et auxquelles il pourrait répondre mieux que le gérant. Ce sera une simple machine de transmission. Je ne rapporterai pas cet entretien qui fut vraiment d'une banalité et d'une inutilité décevantes. Sadi-Pacha est plus loquace. Général, commandant la brigade du caza, il est pour les mesures énergiques.

— On ne laisse jamais la Turquie tranquille, gémit-il. Nous sommes tout le temps sous les armes. On veut des réformes ? La meilleure, pour contenter les Bulgares et les rendre à jamais tranquilles, serait une bonne raclée. Puisque nos voisins ont des griefs à formuler contre nous, qu'ils viennent ici eux-mêmes au lieu de criailler derrière leurs comitadjis. Nous réglerons nos comptes une fois pour toutes. Ah ! ce ne sera pas long, allez ! Demandez aux Grecs, ils en savent quelque chose. En quarante-huit heures trente mille Albanais peuvent arriver sur la frontière. Nous n'avons pas peur d'un combat loyal, à visage découvert. Nos soldats sont très braves, comme les pioupious français... Ah ! Monsieur, nous nous souvenons de la guerre de Crimée ! Que ces temps sont lointains ! Et combien il nous est pénible de voir la

France, que nous aimons, du côté des bandits qui oppriment les Macédoniens honnêtes.

C'est inimaginable ce que nous avons d'admirateurs au dehors. Tous les peuples se disputent notre amitié. Il n'en est pas moins vrai que ce Sadi-Pacha est une des plus hideuses canailles que la Turquie ait enfantées. Nous le retrouverons plus tard dans le bataillon des pachas qui pressurent, volent, bâtonnent, et « oppriment les Macédoniens honnêtes ».

Le capitaine Enchery s'efforce, comme ses camarades, de dominer les turpitudes des musulmans et des chrétiens. Cet officier, aux yeux bleus, est très franc d'allure et de langage. Il ne cache pas qu'il a perdu toutes ses illusions au contact quotidien et des comitadjis et des bachi-bouzouks qu'il a jugés dignes au même degré de son mépris. Il était arrivé à Djumaï-Bala, plein d'une ardeur réformatrice. Et il s'aperçoit qu'il a été dupe de sa bonté. Il lui reste un peu de pitié, dans son immense pessimisme, pour tous ces malheureux, soit musulmans, soit chrétiens, qui sont piétinés par tous les démons de l'enfer macédonien. Je ne serai pas étonné, certes, lorsque j'apprendrai plus tard qu'il a demandé à rentrer en France, au milieu de « ses » hommes, qui, eux, ne le tromperont pas et sauront l'apprécier.

Je lui fais mes adieux et je le remercie pour sa cordiale réception. Je ne puis oublier l'inspecteur de la Régie, un Italien, qui était aussi son hôte, et qui sut charmer nos loisirs, le soir au coin du feu, par ses « histoires » émaillées de mots drôles et de saillies fort spirituelles.

J'ai quitté Djumaï-Bala le samedi, 17 décembre, à huit heures du matin, escorté de cinq cavaliers et de mon fidèle drogman. Les habitants sont devant leurs portes. Ils regardent curieusement ce départ. Ma présence dans leurs murs a excité

leur imagination. Pendant une semaine nous serons le sujet de toutes les conversations. La plupart nous saluent ; quelques femmes pleurent. Ces larmes sont sincères. Il y a dans les prisons beaucoup d'innocents ! Et les coupables eux-mêmes ont laissé des regrets cuisants. Les familles des absents sont dans le désespoir. Plusieurs maisons sont lézardées. Le tremblement de terre de l'année dernière a causé beaucoup de dégâts. Et les casernes ne tiennent plus debout.

Nous sommes hors de Djumaï-Bala. Nous avons retrouvé la boue, l'obsédante boue qui se partage en hiver avec les pierres l'empire de Turquie. Nous apercevons la ville, une dernière fois, adossée à une colline, blottie dans un enfoncement. Nous côtoyons la Strouma. Nous entrons dans Simitli, que le tremblement de terre a démoli. Nous marchons dans des ruines lamentables. Un Grec, cependant, a trouvé moyen d'installer un han dans ce cimetière.

Puis nous nous engageons dans la passe de Kresna. Des rochers immenses sont suspendus sur nos têtes. Quelques-uns se sont détachés de la montagne et ont dégringolé le long des pentes jusqu'aux rives du fleuve. Le site est d'un pittoresque intense, plus sauvage mais plus imposant qu'au défilé de Kara-Ali-Deresi. La route est meilleure que toutes celles que nous avons parcourues. C'est qu'elle a été construite cette année pour les besoins stratégiques. N'empêche qu'elle est déjà démolie sur plusieurs points. Les travaux publics ne sont pas surveillés, encore moins soumis à un contrôle rigoureux. On me raconte que les entrepreneurs ne payaient pas les ouvriers. Le désordre est partout.

Les gorges de Kresna sont imposantes mais elles sont longues. Les détours engendrent les

détours pendant quatre heures, et les collines qui nous enserrent sont toujours rocailleuses. Enfin, un peu de végétation vient égayer le tableau à notre droite ; et quelques vignes apparaissent à notre gauche. Des moutons, des chèvres et des bœufs paissent de chétives herbes. Quelques huttes sont disséminées dans les bouquets d'arbustes. Deux ou trois fontaines offrent au voyageur, à même le chemin, de l'eau claire et légère. Des rivières et des torrents déferient ou descendent lentement dans la Strouma. Nous traversons un pont tout neuf en bois, et nous voici dans un vingtième han, tenu par le Grec tenace, que l'on rencontre dans tous les parages et qui survit à toutes les catastrophes. Nous déjeunons en compagnie de gens fort suspects, aux mines patibulaires. D'où viennent-ils? où vont-ils? que sont-ils? Pour ma part, je ne donnerais pas un radis de leurs intentions. Ils doivent avoir sur leurs consciences, s'ils en ont une, un chiffre respectable d'exécutions — puisqu'il faut appeler de ce nom les assassinats les plus indignes. — Notre repas frugal est arrosé d'un vin du cru qui ressemble à de l'encre noire. Je me contente de ce breuvage amer, car je ne me résoudrais jamais à boire de cette eau boueuse du ruisseau où des maçons bulgares, qui construisent une maisonnette en face, viennent se désaltérer avidement.

Deux heures après nous avons dépassé la passe de Kresna. Notre cavalcade s'égrène dans une vallée stérile où la Strouma poursuit sa promenade paresseuse, occupant plusieurs lits qui se rejoignent ensuite, après s'être attardés dans les joncs et les roseaux. Le crépuscule nous surprend. Les cavaliers de l'escorte sont exténués de fatigue. Ils voudraient s'arrêter jusqu'au lendemain matin au han de Belitsa. Mais je secoue ces traînards qui ont peur, en réalité, de marcher

dans les ténèbres. J'ai remarqué, en d'autres circonstances, que les soldats ont une profonde aversion pour les marches de nuit. Ils redoutent que les comitadjis fassent pleuvoir sur eux des bombes qu'ils ne verront pas évoluer dans l'espace. Ils obéissent à mes ordres en maugréant. Plus loin nous abandonnons la grande route, nous obliquons à gauche et nous foulons, à tâtons, de rudes sentiers qui aboutissent par soubresauts à Svietivrach. Nous sommes reçus dans un han de ce village au son des clairons. Car la petite garnison s'y est installée en attendant que le caracol soit prêt à les loger. Et le handji — un Grec, naturellement ! — est désolé : son auberge est devenue, depuis quelque temps, un commode refuge pour tous les fonctionnaires et tous les soldats qui séjournent dans la localité. L'ingénieur de la route — celui qui ne payait pas ses ouvriers — habita chez lui, occupant toutes les pièces, et cela deux mois durant, sans bourse délier. Il ne laissa pas dix paras, lors de son départ, au pauvre aubergiste. Celui-ci se garde bien de se plaindre. Il serait roué de coups. Il s'estime très heureux que l'autorité ne déclare pas sa maison bien de l'Etat. Les représentants de Sa Hautesse ne se gênent guère pour déposséder les particuliers dont ils ont pris l'habitude d'accaparer un immeuble ou un champ. L'usage licite ou illicite d'une chose équivaut, à leurs yeux, à un droit de propriété. Ceci se confond avec cela. Charmante naïveté !

Nous partons de Svietivrach le 18 décembre. Nous avons trouvé des lits confortables dans ce coin de barbarie, grâce à la civilisation des Hellènes, qui sont toujours à la tête du progrès. Et nous avons bu du lait chaud et crémeux, produit beaucoup plus rare qu'on ne penserait dans ces contrées montagneuses. Nous sommes d'excellente humeur, le sang neuf, les muscles reposés, l'esprit

ragaillardi, l'âme en gaieté. Pourquoi faut-il que nous enfoncions plus que jamais dans la boue infecte ? Nous sommes crottés jusqu'aux cheveux. Des éclaboussures nous aveuglent. Les bêtes s'enlizent dans les sables mouvants. A certains passages, dont l'inclinaison est trop raide, nous sommes obligés de faire un long circuit dans la lande. Nos chevaux s'en vont seuls, à l'aventure, délivrés de leurs maîtres. Nous croisons beaucoup de paysans qui nous saluent lorsqu'ils sont chrétiens. Les musulmans passent indifférents et dédaigneux.

Mon regard est attiré par des formes bizarres : des masses pointues, semblables à des pains de sucre ou à des cônes volcaniques s'entre-choquent, là-bas, au pied du Pirim, dont nous longeons depuis Djoumaï-Bala le versant occidental... Nous sommes plus près : ce sont des tours de terre que je n'ai jamais vues nulle part ailleurs. Nous les contournons, nous entrons dans un torrent qui a ouvert une brèche dans leurs flancs monstrueux, et c'est par cette voie liquide, comme devant Razlog, que nous gagnons Melnik.

Melnik ! ville fantastique qui n'a point sa pareille sur le globe. Imaginez une colline assez élevée dont le faîte a été troué par les eaux. Le trou s'est élargi peu à peu. Les torrents ont raviné, déchiré, déchiqueté le terrain, de sorte que la colline, fendue, éventrée à coups de hache, n'est plus qu'une houle confuse de plaies et de bosses. Vers l'ouest la grande rivière a creusé une plus large échancrure. Au centre, la ville, divisée en deux quartiers principaux tout à fait distincts, s'étage dans les plis et replis. Les maisons sont drôlement bâties, perchées sur de hauts murs qui baignent dans l'eau et s'accotent contre les parois que n'ont pas encore entamées les torrents dévastateurs. Elles n'ont toutes qu'un étage qui, perché

sous les toits, regarde de haut dans les rues inondées. Quand il pleut, les gens sont prisonniers dans leurs demeures. De-ci de-là, ils ont établi des ponts ou des passerelles en bois qui établissent des communications entre les voisins. Les murs ont à leur front des espèces d'œils-de-bœuf qui sont bouchés d'ordinaire mais que l'on ouvre à l'improviste, surtout pendant les pluies, pour que s'écoulent les excréments et les immondices.

En effet, ces œils-de-bœuf sont des bouches d'égout qui renvoient les saletés à même le pavé. Toutes les habitations portent à l'extérieur des marques non équivoques d'une souillure innomable. Si l'écoulement se fait à flots précipités et que vous veniez à passer juste à son niveau, vous recevrez un baptême *sui generis* qui vous portera bonheur, c'est possible, mais qui sera loin d'orner vos habits ou d'exhaler un parfum suave. Il n'y a pas que ces particularités à Melnik. Heureusement pour ses habitants ! Un peu au-dessus de la ville, le touriste aperçoit d'autres trous creusés dans les parois de la colline. Ces ouvertures sont closes par de véritables portes verrouillées. Suis-je devant des cavernes ou devant des catacombes ? Ce sont des caves où l'on garde le vin, où l'on fabrique le raki.

La ville de Melnik est une sentinelle hardie de l'hellénisme ; elle est grecque jusque dans ses fondements. C'est, en effet, une ancienne cité byzantine, qui date du sixième siècle. Justinien y fit bâtir une forteresse pour protéger les défilés contre les invasions du Nord et c'est autour de cette forteresse que la ville s'est formée peu à peu. Les empereurs de Byzance l'avaient choisie dans la suite comme lieu d'exil pour les hauts personnages de la cour tombés en disgrâce, parce qu'on ne peut voir le ciel qu'en levant très haut la tête.

Quelques familles actuelles datent de ces temps historiques. Ce sont *Kouropalatis* (maréchal de la cour), *Flamboura* (qui tenait le flambeau devant l'Empereur dans les grandes cérémonies), *Paléologue*, Mourdjouflos (général byzantin qui a joué un rôle considérable ; un quartier de la ville porte son nom), *Doucas* (qui fut commandant de la forteresse au XIIIe siècle ; une plaque commémorative célèbre sa renommée), *Dyamis* (général), *Djilipidis*, Boudinos (général, dont un quartier porte le nom).

Léon Isavros fut, dit-on, le premier qui choisit ou à qui fut désignée Melnik comme lieu d'exil. Puis vinrent le général Basile Chitchikos (de Thessalonique), Spantoni, Zacchos, etc. Il y avait autrefois deux partis qui se disputaient le pouvoir : les *Prassini* (les verts) et les *Spani* (ceux qui n'ont pas de moustaches). Tout récemment encore, les Prassini portaient la ceinture verte pour se distinguer de leurs adversaires. Aujourd'hui, il n'existe plus qu'une société des Spani qui s'occupe exclusivement de bienfaisance. Il y a trente ans il y avait aussi les *Patriciens* et les *Ipochirios* (sous-main, sujets).

Au commencement du XIXe siècle, Melnik avait une imprimerie. Elle avait fondé une société de secours mutuels pour la protection des chrétiens contre les Turcs. Les membres avaient déposé cinq mille livres (environ cent quinze mille francs) dont les intérêts devaient servir à organiser une sorte de justice et de police au profit de la communauté hellénique. Si les Turcs enlevaient des femmes, des enfants, ou tuaient des pères de famille, aussitôt la Société prenait ses mesures en vue de délivrer les captifs ou de châtier les criminels. Le capital existe toujours, mais il a été entamé. Les trois mille livres qui sont restées sont destinées à secourir les pauvres.

Melnik était, au milieu du dernier siècle, un centre commercial des plus importants pour les soies et les cotons. On y manufacturait sur une vaste échelle les fils coloriés. Elle exportait à Vienne et dans tous les Balkans. Ces temps ne sont plus. Les chemins de fer ont tué son commerce. Comment lutter, elle qui est isolée, dépourvue de toutes voies de communication avec les villes d'Europe, qui sont à proximité des rails et des bateaux ? Maintenant, elle fabrique du vin et des rakis. Toutes ses terres sont plantées en vignes.

Les écoles datent de l'occupation de Constantinople par les Turcs. M. Palatidis, qui était médecin de la cour de Vienne (1840), leur a laissé un capital qui donne aujourd'hui un revenu de 200 livres (4.600 francs environ). Les dépenses de l'instruction publique et gratuite absorbent trois cent cinquante livres (huit mille francs environ). La communauté hellénique compte quatre écoles : deux de garçons, une de filles et une école maternelle, que j'ai visitées avec le plus grand intérêt. Décidément, ces Hellènes sont admirables de vitalité. Ils ont traversé plusieurs siècles d'esclavage sans oublier leur glorieux passé ; à aucune minute de leur plus sombre histoire ils n'ont cessé d'entretenir le feu sacré de l'Idée. Leurs huit instituteurs et leurs cinq institutrices distribuent l'enseignement primaire à deux cent cinquante garçons et à cent cinquante fillettes. Tous ces élèves apprennent le chant. J'ai entendu des chœurs que ne désavoueraient pas les enfants de la ville de Paris.

Melnik se compose de cinq cent seize maisons (1) grecques, de cent maisons turques, de

(1) En Turquie, on compte par maisons ; et il est généralement admis que chaque maison se compose de cinq habitants.

soixante-neuf maisons tziganes et de dix maisons bulgares. Celles-ci ont une école avec trente élèves, dont la plupart viennent des environs.

L'idiome parlé par les Grecs de Melnik contient beaucoup de mots qui appartiennent aux auteurs byzantins. Et je ne puis m'empêcher de sourire en pensant qu'un agent de Bulgarie m'a déclaré ceci, contrairement à la réalité la plus aveuglante : « Melnik est bulgare-patriarchiste. Les habitants ne parlent pas grec. Chez eux, ils parlent bulgare. Dans les maisons, dans les boutiques, au marché, on n'entend que notre langue. »

— Je suis Grecque, vous entendez, Monsieur le Français, nous sommes tous Grecs, ici, — m'affirme avec une énergie farouche la propriétaire de la maison qu'habite le capitaine Sarrou.

A peine sommes-nous arrivés à Melnik, qu'un handji vient nous informer, tremblant d'émotion, que les cavaliers turcs de mon escorte sont entrés en coup de vent chez lui et qu'ils ont battu son domestique à coups de crosse. Que feraient les soldats s'il n'y avait pas des Français qui les épient ?

Le Caïmakam nous délègue un officier de police qui se met à ma disposition pour m'accompagner dans la ville. En réalité c'est un mouchard qui comptera mes pas et dressera des rapports mensongers sur mes visites et mes démarches.

Sarafof est entré à Melnik en 1895 avec une soixantaine de partisans. Il a annoncé qu'il venait libérer la population chrétienne du joug ottoman. Il a incendié un quartier turc, il a même tué six musulmans, mais quelques unes de ses balles se sont égarées et au lieu de sauver les Hellènes, ses frères, elles en ont abattu sept.

Depuis quatre ans, c'est le voïvode Sandanski, qui s'est attelé à la libération des opprimés. De méchantes langues prétendent qu'il est en train de s'enrichir à ce métier d'apôtre. Il aurait déjà mis

en lieu sûr une fortune rondelette pour ses vieux jours. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il lève des impôts sur les habitants du caza. Cette année-ci, les viticulteurs de Melnik ont été contraints de lui payer vingt paras (0 fr. 10) par cent vingt-cinq kilos de raisin. Chaque village lui verse une contribution en argent et en nature. Il a organisé une police et une justice qui sont plus respectées et surtout plus redoutées que la police et la justice turques. Il est la terreur même des Bulgares qu'il pressure et épuise aussi durement que les autres. Sa domination est incontestée dans tout le secteur français. Et il est insaisissable, car il s'entoure de mille précautions. Il ne marche qu'avec cinq à dix hommes. Deux ou trois comitadjis éclairent sa route. A la moindre alerte il trouve dans les passages creusés dans le roc et que lui seul connaît une retraite sûre. Personne n'a jamais pu savoir où il a fixé sa résidence habituelle, son principal centre d'action. Plusieurs fois, cependant, les autorités ont eu des renseignements précis sur les mouvements qu'il opérait dans le voisinage. Toujours lentes à se mouvoir, les troupes arrivent trop tard, ou bien elles se promènent dans la campagne, ne se risquant pas dans les endroits montagneux. Lorsqu'elles ont rencontré une de ses bandes, le combat a été soutenu mollement. Avec une poursuite méthodique, il y a fort longtemps que ce bandit aurait débarrassé le sandjak de sa tyrannique sollicitude. Jusqu'à présent les Grecs ont eu à lui remettre environ trente mille livres (soit environ soixante-neuf mille francs). Plusieurs bandes de Sofia sont venues le combattre afin de confier les destinées bulgares à des mains moins rapaces et à un cœur moins cruel, elles ont toutes échoué dans cette louable entreprise ; leur insuccès fut égal à l'impuissance des soldats hamidiens. Un voïvode renommé ne revint plus de son

expédition dans la capitale de la Principauté. Le triomphe insolent de Sandanski durera autant que Dieu lui donnera un souffle de vie ou plutôt autant qu'il ne s'estimera pas assez riche pour aller vivre de ses rentes à Sofia, entouré de l'estime et de l'admiration des vaillants patriotes.

Sandanski synthétise toute l'œuvre des comitadjis. Voleur et tortionnaire, il est le symbole de cette Révolution, unique dans les annales révolutionnaires, qui ruine et martyrise tous ceux à qui elle a promis les plus belles conquêtes de la civilisation moderne.

J'assiste à une Panaghia que l'on célèbre au monastère de Saint-Nicolas. Les Grecs y sont venus en foule, pour me montrer que malgré le poignard de Sandanski ils ne sont pas tous morts. « Ils auront beau faire, me disent les notables, les Bulgares ne réussiront jamais à extirper de cette terre byzantine la semence hellénique. Il y poussera plus de Grecs que les Slaves ne peuvent en enterrer. Nous n'avons pas beaucoup d'espoir, nous qui touchons aux frontières de la Principauté. Nous sommes résignés au malheureux sort qui nous attend. Mais quoi qu'il advienne, nous tous qui vivons dans cette prison de terre, nous n'oublierons jamais que nous sommes les descendants directs de ces généraux de Byzance que les Bulgares conquérants rencontrèrent toujours au travers de leurs invasions. Nous serons bientôt peut-être *sujets* du prince Ferdinand mais nous le deviendrons en pleurant toutes les larmes de nos corps ; nous serons par la pensée les fils dévoués du roi Georges. »

Le monastère de Saint-Nicolas est bâti sur une acropole comme tous les monastères grecs. De cette hauteur nos regards plongent au loin, par delà les tours fantastiques de Melnik. Tous les dessins que les eaux ont multipliés à l'infini s'ac-

cusent avec plus de netteté. La montagne étale devant nous ses flancs déchirés, lacérés, coupés et recoupés. Le grand corps a été écartelé et dans chaque plaie les maisons ont su trouver des assises. Et là où les hommes n'ont pas d'accès, c'est un enchevêtrement indescriptible de pointes, de triangles, de côres, de quadrilatères, de cercles et de cubes. Les torrents ont dessiné toutes les figures et sculpté toutes les formes. Dans la nuit, les collines de Melnik sont le rendez-vous de tous les monstres qui grimacent et qui chahutent dans un cake-walk infernal. Sur les crêtes des échancrures, des rigoles et des éboulements, des milliers de nains et de géants se donnent la main comme pour danser une farandole. Une armée de bêtes apocalyptiques grouille sur les parois meurtries et au fond des gouffres mystérieux où nul être humain jamais ne se risqua. Etrange ville, en vérité, et qui mérite d'attirer les voyageurs curieux.

Nous descendons la route qui relie le monastère à Melnik. Elle a été construite par les soins de la communauté grecque. Nous savons maintenant que les Turcs ont une affection toute particulière pour les sentiers de chèvres. On avait planté des arbres tout le long de la voie *sacrée*, mais un beau matin d'hiver, les soldats les ont tranquillement déracinés. Par cette mesure arbitraire, les défenseurs de l'Islam avaient du bois pour se chauffer et ils *embêtaient* ces chiens de chrétiens. Double profit ! Double plaisir ! Nous les voyons, en bas, ces braves guerriers. Ils défilent devant la caserne. Ils marchent au pas de parade sous le commandement d'un officier. Tout à coup une clameur ébranle les collines et déchire l'air : « Padischa ï tchok yaya ! Longue vie au Sultan ! » Ce souhait monte tous les soirs, dès le coucher du soleil, vers le ciel. Des milliers et

des milliers de voix le formulent dans un cri de triomphe et d'espérance sur toute l'étendue de l'empire ottoman.

Sandanski n'a pas le monopole du brigandage. La palme de l'infamie lui est disputée par quelques magistrats. Les bons juges, si rares en France, sont un mythe en Turquie. Deux petits faits me sont rapportés. Un gendarme chrétien est battu par un Turc. Il se plaint. Il est condamné à quinze jours de prison pour ivresse. Un Bulgare manifeste une indignation qui vous paraîtrait légitime, parce qu'un Turc a uriné dans sa bouche. Il porte plainte. Il est condamné à trente jours de prison. Doux pays ! Et charmante magistrature ! La femme d'un Bulgare est enlevée par un bandit turc qui vient de passer trois ans en prison. Le mari s'adresse en vain aux autorités pour obtenir que sa compagne lui soit rendue. Celle-ci, terrorisée, déclare qu'elle embrasse l'islamisme. Au village de Livunovo, les Turcs empêchent les chrétiens de faire paître leurs troupeaux dans les prairies communales. Les chrétiens sont des chiens qui n'ont aucun droit. On les chasse de l'armée, de l'administration et des champs. A peine sont-ils en sûreté dans leurs foyers.

Le capitaine Sarrou et moi nous nous rendons à Pétritch. Nous allons passer la nuit à Livunovo, où nous descendrons dans un han bulgare.

Le capitaine Enchery arrive de Djoumaï-Bala et nous dépeint avec humour les accidents de la fameuse route stratégique : celle-ci s'abîme de plus en plus, dans quelque temps il faudra la reconstruire. Un entrepreneur se chargera des travaux. Il ne paiera ni les ouvriers, ni les matériaux ; il logera chez l'habitant sans débourser un para ; mais il saura exprimer le budget de l'Empire et en extraire tout le jus qu'il contient,

grâce à la complicité des caissiers et des comptables qui auront leur bakchiche. Nous nous couchons sur les planches : le handji bulgare n'a pas de lits à nous offrir comme le handji grec de Svietivrach ; nos couvertures nous serviront de matelas. Nous dormirons tout de même après que chacun aura raconté sa petite histoire drôle. Le matin, grand tumulte : le handji réclame un prix exagéré pour la nourriture des soldats et des chevaux. Les officiers interviennent et règlent le différend. Nous surprenons le handji en flagrant délit de mensonge ; du reste le paysan, dans ces contrées, ment très facilement, et la tâche des Européens en devient plus pénible.

Je fais mes derniers adieux au capitaine Enchery, et je pars pour Petritch avec le capitaine Sarrou. Nous sommes dans la vallée de la Strouma. Nous apercevons la ville posée au pied d'une haute montagne dans un cadre de verdure. La route est fréquemment coupée par des éboulements. Elle s'interrompt même, tout à fait, on ne sait pourquoi. Nous sommes obligés de marcher dans les champs jusqu'à ce que nous retrouvions un tronçon que l'humeur capricieuse des ingénieurs aura créé pour la commodité des voyageurs ou plutôt pour justifier leur mémoire.

Nous arrivons à Petritch un jour de foire. Les rues pierreuses sont pleines de paysans des environs. C'est le marché des pommes. Des corbeilles de fruits rouges s'alignent tout le long du torrent qui descend avec fracas de la montagne et traverse toute la ville. Nous nous promenons dans le quartier bulgare. Les hommes et les femmes se rangent respectueusement à notre passage. Nous apprenons que la communauté exarchiste proteste parce que les autorités font construire un nouveau caracol devant le cimetière. « Nos femmes, disent les notables, ne pourront plus

venir prier sur les tombes. » Cette protestation n'est pas fondée, car le caracol est assez éloigné du champ de repos. D'autre part, ce poste d'observation est utile pour surveiller le couloir que creuse le torrent. En été, les bandes empruntent le lit desséché pour surprendre Pétritch sans être inquiétées. Les arbres touffus les cachent aux regards indiscrets de la force armée.

Le Caïmakam, à qui nous faisons notre première visite, nous affirme qu'il règne une tranquillité absolue dans tout le caza. Le capitaine Sarrou écoute sans broncher ce « rapport officiel » d'un optimisme souriant. Il se contente de demander des renseignements sur l'état d'un autre caracol, où l'on a décidé d'établir un poste de gendarmerie. Le Caïmakam se dérobe, il balbutie qu'il agira dès qu'il aura reçu des instructions. Le capitaine Sarrou insiste en répliquant que le général Degiorgis lui a écrit de s'entendre avec l'administration. Comme le ton de l'officier français devient ferme, le Caïmakam s'incline. Presque tous ces fonctionnaires de la Porte cherchent à ruser avec les réorganisateurs de la gendarmerie, et c'est pourquoi il y a des lenteurs irritantes ; cette modeste réforme n'aboutit pas. Le travail de notre mission est comme la toile de Pénélope, les mailles d'aujourd'hui seront défaites demain.

J'ai noté que le Caïmakam a *jeté* une cigarette à l'officier de police du même geste que nous jetons un morceau de pain à un chien. Le muavin, un Grec, est l'écho fidèle de la pensée de son chef : « Tout est tranquille ! » Décidément, les muavins sont inutiles, ce sont des rouages superflus. Et penser que l'Europe se déclara satisfaite après les massacres d'Arménie, quand le Sultan eut annoncé qu'il allait adjoindre aux Valis, aux Mutessariffs et aux Caïmakams ces soliveaux hon-

teux par lesquels Abd-Ul-Hamid a voulu montrer tout le mépris qu'il a pour les *volontés* de la chrétienté dégénérée.

« Tout est tranquille ! » répète le muavin grec, et son pappas nous déclare, au contraire, que tout va de mal en pis. « Les bandes, gémit-il, infestent le pays et tuent à tort et à travers. Les orthodoxes souffrent beaucoup de cette persécution. » En rentrant chez le capitaine Sarrou, nous recevons le chef de police, qui est accompagné d'un Arménien. Quelle est la fonction de cet Arménien ? Mystère ! Ce louche personnage, dont tout respire l'abjection, parcourt les cazas de Razlog, de Djoumaï-Bala, de Pétritch, en qualité de vaccinateur. La vérité, c'est qu'il fut employé à la Régie et congédié pour indélicatesses. Maintenant, il est devenu un de ces innombrables espions du Sultan qui sillonnent l'Empire, laissant après eux des larmes, des ruines et des cadavres. Hélas ! beaucoup trop d'*opprimés* acceptent ces hideuses besognes, aidant le bachi-bouzouk à dépecer les brebis et les agneaux. Un des plus tristes spectacles dont l'Européen fut le témoin à Constantinople, ce fut la chasse féroce que les Juifs organisèrent pendant les massacres dans les rues de Stamboul et de Galata. Ils signalaient la présence des Arméniens aux faucheurs turcs. Et pendant que ceux-ci trempaient leurs bras dans le sang des martyrs, ceux-là pillaient de leurs mains crochues les meubles, les bijoux et le linge. Ces pourvoyeurs du crime s'enrichirent en revendant à vil prix leur riche butin. En Macédoine, voici que l'Arménien, à son tour, s'est mué en aide de bourreau.

J'apprends que les gendarmes chrétiens démissionnent. Outre qu'ils sont maltraités par leurs collègues musulmans, ils sont menacés par les comités bulgares qui ont fait défense d'accepter

le moindre emploi, la plus modeste fonction du gouvernement. L'un d'eux rend compte au capitaine Sarrou, en ma présence, qu'étant allé dans un village voisin, une femme bulgare lui a dit : « Tu dois quitter la gendarmerie, sinon les comitadjis te tueront. » — « Je veux m'en aller, annonce le gendarme, car on va m'assassiner, et ma femme et mes enfants seront massacrés ! » Ce chrétien est patriarchiste, il se dit Grec, mais il parle le patois slavo-macédonien. Je m'étonne pour la vingtième fois de cette contradiction. Et l'on me répond qu'il en est ainsi à peu près dans tout le reste du pays. Le tchorbadji (bourgeois) chez lequel le capitaine Sarrou a élu domicile est un pur Hellène venu de Thessalie. Cependant ses enfants parlent plus facilement le patois du pays que leur langue paternelle. Ils sont déjà slavophones, et dans vingt ans leurs fils seront confondus avec les Bulgares. Et personne en Europe ne voudra les prendre au sérieux quand ils affirmeront leurs sentiments helléniques. La langue grecque est une langue savante, qui ne peut lutter avec l'idiome slavo-macédonien que l'on apprend en jouant. Le patois, surtout là où il n'y eut pas d'écoles, a chassé la langue littéraire. Et les Grecs, en beaucoup de villages, ne savent plus s'exprimer qu'en bulgare ou en serbe.

La fille du tchorbadji est un beau type de femme grecque ; elle a le nez droit, le profil délicat, les traits d'une extrême finesse. Cette grâce féminine est une fleur d'Attique égarée dans cette foule de Bulgares qui ont l'aspect dur sous le kalpak sauvage et dans leurs peaux de mouton grossières.

« Tout est tranquille ! » assurait le Caïmakam, et le désordre est partout. Les comitadjis assassinent dans les villages tous les jours. On n'ose plus dénoncer leurs attentats, car on craint d'être accusé de ne pas avoir dit *toute la vérité*. Les sol-

dats turcs bouleversent les maisons de fond en comble et maltraitent les paysans : « Ah ! vous en savez davantage ! vous vous refusez à dévoiler les noms des comitadjis ? vous ne voulez pas découvrir leur retraite ? C'est bon. Vous réfléchirez en prison. » Pour éviter de longues détentions qui peuvent durer toute votre existence sans que vous soyez jugé, les Macédoniens honnêtes ne se dérangent plus et ne préviennent pas les autorités du passage d'une bande. Tant pis! on se résigne.

A Sugarovo les comitadjis ont coupé la tête à un chrétien et tué sa femme. Puis ils ont mis le feu à une maison, dans laquelle se trouvaient une femme et trois enfants. Ces pauvres créatures ont été brûlées vives. Ailleurs une jeune fille bulgare est exécutée férocement parce qu'elle est venue au marché de Petritch malgré l'interdiction des comités. L'hellénisme a été décimé ; il n'y a plus que deux villages qui osent afficher leur attachement au patriarcat : ce sont Bogoroditsa et Startsevo. Les habitants ont résisté jusqu'ici à toutes les menaces. L'Organisation intérieure vient de leur accorder un dernier délai pour faire acte de bulgarisme. De tous côtés les tendances réelles de l'Insurrection se précisent.

Il y a, malgré tout, à Petritch deux écoles grecques avec 90 élèves, garçons et filles. Et la communauté patriarchiste est d'environ quinze cents âmes contre trois mille exarchistes.

Le chef des bandes qui *travaillent* dans le périmètre le plus immédiat est Dontcho.

Les monts Bélech, encapuchonnés de neige, sont revêtus de belles forêts où dominent les châtaigniers. Ils protègent la ville qui s'adosse à ses dernières pentes, sur un fond vert. A gauche le Malès est teinté de mauve ; tout au fond, dans l'azur, le Perim orgueilleux dresse devant nous sa tête chenue. A droite, le Tchengel Dagh fris-

sonne aussi dans la neige. Tous ces pics forment une grande couronne où ruissellent les diamants, les perles, les améthystes, les émeraudes et les opales.

Je quitte Petrich le 22 décembre. Le Caïmakam refuse d'abord au capitaine Sarrou de nous donner une escorte, sous prétexte que des ordres formels lui prescrivent de ne pas distraire un homme de la garnison. Mais sur les exigences pressantes de l'officier français, l'administrateur du caza nous confie à la garde sévère de trois soldats.

La route qui nous conduit à Demir-Hissar est exceptionnellement digne de figurer dans le réseau de France. Elle est large, solide et unie ; elle ignore les effondrements, les trous et les crevasses. Les chevaux ne se butent pas à des blocs de pierre. Les charrois circulent avec aisance. C'est une route civilisée. Vous devinez qu'elle a été construite pour les besoins de l'armée. En cas de guerre, il y aura des communications constantes entre Djoumaï-Bala et Demir-Hissar, qui commande les défilés. Le couloir où nous sommes engagés est plus majestueux, plus riche encore que les passes de Kara-Ali-Deresi et de Kresna. Les parois sont verdoyantes. Les roches croulantes ont cédé la place aux chênes vigoureux et les ronces inutiles aux gras pâturages.

Enfin, nous revoyons la magnifique plaine de Serrès, qui nous semble un Eden, après la misère lamentable des terres incultes et maigrelettes de Razlog et de Nevrocop. La Strouma serpente toujours, gonflée maintenant des eaux qu'elle a reçues sur son parcours, des torrents, des rivières et des ruisseaux. Ses anneaux brillent sous les rayons du soleil. Et voici deux rubans plus sombres qui courent, inséparables, vers l'Ouest et vers l'Est, coupant le fleuve : ce sont les rails du

chemin de fer que nous n'avions pas revus depuis deux semaines et qui nous consolent de tous nos déboires car ils nous promettent toutes sortes de joies.

Demir-Hissar est une ville essentiellement militaire. C'est un nid taillé dans la pierre d'où les soldats guettent la descente de l'ennemi qui n'aura pas été étranglé dans les couloirs abrupts du Nord. La population se compose de trois mille musulmans, de douze cents orthodoxes patriarchistes et d'une vingtaine d'exarchistes. Les Grecs ont deux écoles de garçons avec soixante-dix et trente élèves et une école de filles avec quatre-vingts élèves, soit, en tout, trois écoles avec cent quatre-vingts élèves. Les Bulgares ont une école de garçons dont les classes sont suivies par une vingtaine d'enfants de la campagne, et une école de filles qui ne compte pas d'élèves. Ils ont cependant quatre instituteurs et deux institutrices qui s'adonnent à une propagande active pour enrichir le bulgarisme de nouveaux partisans. L'Organisation intérieure ne chôme pas dans ce caza. Son rêve est de noyer Serrès sous une avalanche de Bulgares et de faire du chef-lieu un îlot complètement isolé du reste du sandjak. Serrès restera grecque, c'est entendu, mais elle ne constituera qu'une unité devant les bataillons compacts des villages. Tous les jours le cercle se resserre, les étaux se rejoignent, et l'hellénisme menace d'être étouffé jusque dans son propre domaine. Il s'agit bien de réformes pour les Bulgares ! Leur unique préoccupation est d'affirmer leur prédominance sur toutes les autres races et nationalités.

Les comitadjis de la région ont tué, il y a une dizaine de jours, un Grec, Basile Yanko Coutaris. Une bande est entrée à Radovo et a fait connaître aux habitants que désormais les tribunaux turcs

seraient considérés comme inexistants et que l'on devait s'adresser aux juges de l'Organisation intérieure. Tous les différends seront portés devant le tribunal révolutionnaire. Consolante perspective pour les Macédoniens ! Les malheureux seront tondus et par les magistrats et par les brigands.

A la gare de Demir-Hissar on chuchote que Sandanski s'apprête à faire des incursions jusqu'à la mer.

Ma promenade dans le secteur français était terminée. Si elle manqua de charme, elle fut par contre pleine d'enseignements. Je venais de voir la Turquie de plus près. Je savais toute la signification de ces deux mots : « incurie ottomane ». Et je connaissais les véritables « aspirations » des comitadjis bulgares. Heureusement, j'avais pu apprécier dans son ensemble l'œuvre de nos officiers. Tandis que les uns assassinent et les autres oppriment, eux, fidèles interprètes de la pensée nationale, travaillent consciencieusement et avec opiniâtreté à la pacification du pays et à la consolidation du prestige hamidien. Depuis longtemps déjà le colonel Vérand a terminé le côté matériel de sa tâche. J'entends qu'il a étudié dans ses moindres détails le sandjak qui lui a été confié et qu'il a présenté au lieutenant général Degiorgis-Pacha un plan complet de répartition des postes dans l'intérieur de son périmètre. La composition de ces postes, leurs emplacements, leur destination, tout a été fixé. Les locaux même ont été choisis.

La Mission française a travaillé plus vite et mieux que les autres missions. Mais en Turquie, tout va lentement, les hommes et les choses. Et le contrôle officiel des agents civils et militaires pousse en vain à la roue, le char n'avance guère.

Les intrigues de celui-ci et l'incapacité de celui-là le jettent constamment dans les ornières. De sorte que le beau zèle de nos officiers eût été déployé à peu près en pure perte s'ils s'étaient cantonnés dans un rôle purement technique.

CHEZ LES ANGLAIS.

— On s'amuse à Drama, me dit le major anglais Anley. La gendarmerie, dans notre secteur, n'a pas beaucoup de besogne. Il n'y a pas de troubles dans ce sandjak, car le pays est riche ; on y travaille, on n'éprouve pas le besoin de se révolter. Du reste, la population chrétienne, en majorité grecque, est paisible. »

Mais le major Anley accuse les prêtres patriarchistes de troubler par leur zèle religieux les villages mixtes où il y a des exarchistes et d'exciter les paysans.

— Les Grecs, demandai-je, ont-ils tué des Bulgares ?

— Non, jamais, répond nettement l'officier anglais.

— Je conçois que les nationalités et les confessions se combattent par l'école et par l'église. Mais je n'absoudrai pas le crime. Y a-t-il des bandes grecques ?

— Non, répond le major.

— Y a-t-il des bandes bulgares ?

— Oui, déclare-t-il.

— Voilà, observai-je, toute la différence des méthodes : les Bulgares manient le poignard et supplicient, les Grecs se servent du livre et de la Croix.

Le major Anley entretient des relations avec les familles grecques de Drama, car il désire entendre et voir tout le monde. Mais il n'éprouve aucun plaisir à fréquenter les Hellènes, qui n'ont

pas la même mentalité que les fils d'Albion. Il a reçu beaucoup de confidences et de plaintes de la part des Turcs. La veille de mon arrivée à Drama, un bey a prononcé, chez lui, pendant deux heures, un violent réquisitoire contre l'administration ottomane.

Les musulmans seraient beaucoup plus mécontents qu'on ne croit d'habitude. Ils frappent à sa porte, le soir, quand l'ombre cache leurs démarches. Plusieurs officiers lui ont ouvert leur âme pleine de tristesse. Seuls, le soldat et le paysan sont fidèles au Sultan et au gouvernement, ployés dans une résignation inlassable. C'est ce qui fait la force du régime hamidien.

Jeune, ardent, patriote, le métropolitain grec ne transige pas. Ce doit être un propagandiste redoutable. Il défend âprement sa bannière. « Nous sommes ici, scande-t-il, non seulement les représentants du Patriarche, mais encore les soldats de l'Idée hellénique. Puisque *tout le monde* est contre nous, nous sommes obligés de nous défendre. Mais notre action, aussi violente soit-elle, ne dépasse jamais les limites permises. La parole seule est l'arme des évêques et des prêtres grecs. Ils ne poussent ni aux massacres, ni à la guerre. Il n'y a pas d'assassins dans nos communautés. Nous ne savons pas ce que c'est qu'une exécution. Les popes bulgares, au contraire, encouragent et dirigent les bandes de comitadjis, leur donnant l'hospitalité, des vivres et des conseils funestes. Ils arment les bandits. »

Le Métropolitain se méfie des Anglais, qu'il accuse d'intrigues souterraines. Il leur reproche d'avoir fait condamner un Grec que quatorze témoins déclaraient innocent tandis que deux Bulgares le chargeaient. Ils ont donné plus de crédit au serment de deux Slaves qu'à celui de quatorze Hellènes. Pourquoi cette partialité ? Ils

ont pris pour drogmans des gens venus on ne sait d'où, qui favorisent les exarchistes au détriment des patriarchistes. Le Métropolitain n'a aucune confiance en ces interprètes, et il se garderait bien de parler librement en leur présence aux officiers anglais. Il accuse les membres de la Mission britannique d'aller de préférence dans les villages mixtes où ils semblent vouloir protéger exclusivement les Bulgares. Il prétend encore qu'on a voulu peser sur les Grecs de Drama pour qu'ils signent une déclaration philobulgare ou roumanophile. Mais la communauté grecque est ferme comme un roc.

Le major Anley, à qui j'ai soumis ces critiques, m'a répondu qu'il avait choisi comme interprètes des Slaves étrangers au pays, afin qu'ils ne soient pas mêlés aux luttes politico-religieuses de la Macédoine. S'il va plus souvent dans les villages mixtes que dans les villages purement patriarchistes, c'est qu'il surveille les agissements des évêques grecs et qu'il désire écarter les conflits.

La population de Drama se compose de huit mille Turcs, de trois mille Grecs, dont mille sont des Epirotes, ouvriers de passage, de cent Bulgares et de trois cents Israélites. La communauté grecque a trois écoles : deux de garçons, avec 190 élèves et huit instituteurs, une de filles avec 235 élèves et 5 institutrices, et une école maternelle avec 35 enfants et une institutrice, soit en tout 14 maîtres et maîtresses et 460 enfants des deux sexes. La statistique de l'Exarchat n'indique aucune école bulgare. Dans l'ensemble du caza il y a environ dix mille Grecs et cinq mille Bulgares

Dans le même train que je prends pour rentrer à Salonique sont montés plusieurs officiers turcs. Je manœuvre pour qu'ils voyagent dans mon

wagon. J'entame bientôt une conversation quelconque qui finit par devenir intéressante. Je leur demande ce qu'ils pensent des Anglais. L'un d'eux me répond : « Personne ne sait ce qu'ils font ni ce qu'ils veulent. En tout cas, ils ne sont pas les protecteurs des comitadjis comme les Autrichiens, les Russes et les Français...

— Vous avez à vous plaindre de nos officiers ?

— Parfaitement. Ils sont tous des bulgarophiles enragés. Celui de Djoumaï-Bala est le chef des comitadjis de la frontière. Pourquoi ? Ces révolutionnaires sont pourtant des bandits qui méritent d'être pendus ainsi que le veut la religion. Toute l'Europe est contre nous. C'est incompréhensible. Tous vos livres, tous vos journaux nous attaquent. *Vous ne dites pas la vérité.*

Je tâche d'expliquer que la France n'est pas systématiquement hostile à la Turquie, mais qu'elle critique son administration, son gouvernement.

« Vous n'avez pas de justice, leur dis-je, pas d'ordre dans les finances ; vous n'avez pas de routes, le commerce languit, l'agriculture végète. Vos fonctionnaires sont des prévaricateurs. Ils se font payer par le paysan, puisque le gouvernement ne leur donne pas leurs appointements. »

Les officiers se méfient de cet étranger qui parle en termes irrévérencieux du « régime paternel » sous lequel ils sont heureux de vivre.

Ils descendent à la gare de Doïran. Une femme en deuil, une chrétienne, les remplace. C'est une bourgeoise grecque qui se rend à Clissoura, où « ces misérables » (les comitadjis) ont tué son fils. Elle va rejoindre la veuve et les cinq petits enfants qui n'ont plus de père. « Que leur avait-il fait ? gémit-elle. Il était de mœurs paisibles. Jamais il n'avait nui à personne. Ah ! ces bri-

gands maudits, quand donc nous en délivrerez-vous, Messieurs les Européens. Depuis qu'on les a déchaînés sur notre pauvre pays, nous avons connu tous les malheurs. »

J'apprends par d'autres voyageurs qui envahissent mon compartiment que la bande d'Apostol a massacré, dans la nuit du 24, à Petrovo, près de Gumendjé, dans le caza de Yenidje-Vardar, le prêtre grec Bouginos, Démètre Aliri, tous deux âgés de *80 ans*, Anathase et Christos Carastoyan.

Retour a Salonique.

Je suis de retour à Salonique le 25 décembre au soir, après une absence de vingt-deux jours. J'apprends que la situation s'est aggravée dans tous les cazas. Le centre est en feu. Le gouvernement turc a proclamé l'état de siège. Il a fait placarder en langues turque, bulgare et grecque, la proclamation suivante : « Par ordre impérial, nous prenons des mesures extraordinaires. Il est formellement défendu à toute personne de sortir de son village et de circuler dans la campagne après le coucher du soleil. En cas de besoin urgent, on devra se munir d'une autorisation signée des autorités locales. Les postes militaires reçoivent l'ordre de tirer sur tout contrevenant à cette règle, qui sera considéré comme complice des agitateurs. » Hilmi-Pacha espère ainsi entraver la circulation des bandes. Mais l'événement sensationnel, c'est l'entrée en scène des bandes grecques.

Mes lecteurs m'ont suivi à Gradobor, à Ghirzista, à Lougountsa, à Serrès, à Nevrocop, à Razlog, à Djoumaï-Bala, à Melnik, à Pétritch, à Demir-Hissar et à Drama. Ils ont pu se rendre compte du caractère sauvage et criminel que revêt la propagande bulgare en Macédoine. Ils ont

vu avec quelle férocité les comitadjis persécutent et martyrisent tous les chrétiens, Grecs et Serbes qui refusent d'embrasser la cause exarchiste.

Les Grecs, exaspérés, ne voyant le salut nulle part, ont décidé de prendre les armes. Puisque ni les gendarmes, ni les soldats, ni les diplomates ne sont capables de les protéger, ils se défendront eux-mêmes. Ils forment des bandes à leur tour. Quatre cents hommes environ, venus de tous les coins de l'Hellade, ont passé la frontière par petits paquets et se sont infiltrés dans le vilayet de Monastir. D'autres et d'autres viendront grossir leurs rangs. Leurs frères de Macédoine, les martyrs de l'Idée nationale, reprennent courage. Ils ne se laisseront plus égorger comme des moutons. Ils se battront. Ils ne demandent que des fusils.

Un comité de défense hellénique a publié le manifeste suivant :

« La Commission exécutive du Comité greco macédonien, considérant :

« Que les meurtres et divers autres crimes dirigés, dès longtemps, par les agents des comités bulgares contre la population hellène de Macédoine, en vue de la terroriser et de l'entraîner dans un mouvement visant la bulgarisation de cette région, continuent à être perpétrés impunément et de plus en plus, sous les yeux mêmes des autorités locales, des représentants des puissances et des officiers de la gendarmerie, chargés pourtant du rétablissement de l'ordre en Turquie d'Europe ;

« Que l'œuvre des prétendues réformes n'a point mis et ne semble pas davantage mettre fin au régime de terreur inauguré en Macédoine par les comités bulgares ;

« Que dans ces conditions, l'élément grec se

rend compte de plus en plus de la nécessité où il est de se défendre lui-même contre eux ;

« Fait connaître aux gouvernements des puissances et au public européen qu'il a dû arrêter les mesures qu'il juge utiles à la protection des Hellènes-Macédoniens contre les sauvages agressions de leurs adversaires. »

Un jeune et brillant officier de l'armée hellénique, le lieutenant Mélas, avait obtenu un congé pour se rendre en France. Mais, au lieu d'aller à Paris, il accourt secrètement en Macédoine, où il se met à la tête d'une troupe de partisans. Il parCourait le district de Kastoria sous le nom de Ghera, cherchant les bandes bulgares qui avaient massacré tant de patriarchistes. Il n'avait jamais inquiété les gens paisibles et désarmés, encore moins frappé des femmes ou des enfants. Il n'avait jamais incendié ni pillé. Il n'en voulait qu'aux brigands. Il se reposait un jour des fatigues d'une longue expédition dans le village de Statista avec une vingtaine d'Armatòles. Les comitadjis de la région conçurent le projet de se débarrasser d'un rival si redoutable sans avoir à verser une goutte de sang ni à brûler une cartouche. Quel procédé vont-ils employer ? c'est bien simple, ils le livreront aux autorités militaires. Ils ordonnent à une femme de porter une lettre dénonciatrice au commandant du sandjak. « Cette femme vous est envoyée en otage, écrivaient-ils, pour le cas où nos indications seraient fausses. » Un détachement cerne le village. Le lieutenant Mélas veut trouer le cercle qui l'enserre, il se rue contre les baïonnettes turques, mais une grêle de balles l'atteint au ventre. Il tombe ; il est mort. Six de ses partisans sont faits prisonniers ; on instruit leur procès et je ne pense pas que les juges soient moins sévères que les soldats.

Des nouvelles officielles parvenues à Salonique confirment l'existence d'un mouvement grec. Les partisans de Mélas qui ont échappé à la poursuite des Turcs, se sont réunis au corps d'Armatoles commandé par Caralivanos. Une rencontre sanglante a eu lieu entre cette bande et celle des voïvodes Karsakof et Vlacho. D'autres Armatoles, sous les ordres du chef Lakis, ont cerné l'église de Précopana, où le voïvode Tchakaloff avait installé un prêtre bulgare après avoir égorgé le curé et l'instituteur grecs du village. Le pope et le maître d'école exarchistes ont été exécutés sur la tombe des victimes qu'ils avaient livrées au poignard des assassins. On signale des combats entre les bandes rivales à Ostima, à Yermeni, à Baltsa, à Messiméri, à Daoud-Bali, à Mirovitsa, aux environs de Florina, à Nessi, à Zélénitz, à Madovo, etc. Les Armatoles sont vainqueurs, ils mettent en déroute les comitadjis surpris par une contre-offensive à laquelle ils ne s'attendaient pas.

Donc, les Grecs se battront. Mais réussiront-ils à dompter leurs ennemis ? Feront-ils lâcher prise à leurs bourreaux ? Ils n'ont pas à se dissimuler que leur route sera semée d'embûches. Ils seront traqués, harcelés à la fois et par les Turcs et par les Bulgares. Hilmi-Pacha n'entend pas leur laisser le champ libre. « Nous les poursuivrons, me déclare-t-il, impitoyablement, à coups de canon et à coups de baïonnette. Nous ne permettrons jamais — et quel gouvernement sérieux pourrait le permettre ? — que des étrangers organisent des incursions sur notre territoire. Nous n'admettons pas davantage que de simples particuliers, quels qu'ils soient, se substituent à l'autorité publique. Nous avons des gendarmes, nous avons des soldats, nous avons des juges. Si cela ne suffit pas, nous aviserons. Nous prenons des mesures

radicales pour mettre un terme au banditisme. » Les bandes grecques seront placées entre deux feux. Tout se liguera contre elles. Sans compter qu'elles manqueront de bases d'opération et de points d'appui. N'oubliez pas que les Bulgares se sont préparés de longue date avec une activité dévorante. Voilà huit ans qu'ils s'organisent puissamment, n'abandonnant rien au hasard. Chaque détail a été minutieusement prévu et contrôlé. Tous les cadres sont au complet. Pas un village n'a échappé à leurs griffes. Ils ont des dépôts d'armes et de munitions sur tous les points du territoire. Ils ont acquis par une dure expérience la science des conspirations et des coups de force. Ils ont constitué une formidable société secrète, dont il est impossible de saisir les rouages. Les Grecs, eux, doivent tout créer. Depuis 1896, ils n'ont rien tenté en Macédoine. Ils n'ont pas remplacé les héros de Gradsko ni leur chef, l'intrépide Groubas. Ils n'ont pas tenu en haleine leurs Armatoles. Ils n'ont donné leur attention qu'aux prêtres et aux instituteurs. Leurs comités se sont bornés à travailler par la plume et par la parole. Ce n'était pas une préparation suffisante à la grande lutte qu'ils ont à soutenir. Ils lutteront dans des conditions manifestement inférieures.

Est-ce à dire que leur apparition n'ait aucune influence sur la marche générale des affaires macédoniennes ? Non, certes. Les Bulgares et les Turcs, pour des raisons différentes, sont également inquiets. Les appels déchirants des femmes et des enfants patriarchistes qui tombaient sous les poignards bulgares ne troublaient pas les cœurs des diplomates. Ceux-ci se dégageaient de toute responsabilité et de toute initiative sur le général Degiorgis. Après tout, il ne s'agissait que d'une persécution religieuse qui ne

mettait pas en péril la paix de l'Europe. Désormais, il y aura plus que du sang versé, plus que des victimes, plus que du brigandage ; il y aura une confusion et une anarchie intolérables. La Macédoine, en proie à mille fléaux, obligera enfin les puissances à débarquer leurs bataillons. Une occupation militaire, comme en Crète ? Les Bulgares, en ce moment-ci, n'en veulent pas. Ils la redoutent parce qu'elle arrêterait la bulgarisation des vilayets de Salonique, de Monastir et d'Andrinople. Ils la redoutent parce qu'ils comprennent qu'elle serait faite à leur détriment et au profit des Grecs. Quant aux Turcs, ce serait le commencement de la fin, le glas de l'Empire. Aussi, multiplient-ils les démarches pressantes auprès du gouvernement d'Athènes pour qu'il contrarie de tout son pouvoir le grand mouvement de révolte et d'exaspération qui pousse irrésistiblement les Hellènes à courir en Macédoine au secours de leurs frères opprimés. J'ai eu l'occasion de m'entretenir avec Hilmi-Pacha et j'ai la certitude qu'il considère la formation des bandes grecques comme un danger pour l'avenir de son pays. Sera-t-il assez éloquent pour persuader aux Grecs qu'ils peuvent lui confier leur sort, qu'il est fermement résolu, cette fois, à briser l'action révolutionnaire des comitadjis ? J'en doute.

La Russie et l'Autriche viennent d'envoyer chacune, malgré le refus catégorique de la Porte, six nouveaux officiers. Les Autrichiens sont installés à Uskub, les Russes à Salonique. Leur arrivée en Macédoine cause un certain émoi dans tous les milieux. Quel sera leur rôle ? Quelles seront leurs fonctions ? Ils ne peuvent pourtant pas s'imposer par la force ! Ils n'auront aucun rapport avec la gendarmerie ni avec les autorités. « Que leur importe, m'a répondu un Salonicien très au courant des choses, ils auront toute liberté

pour se promener en touristes et..... pour lever des plans. Ils étudieront le terrain. » On attend avec impatience le règlement de cette affaire. Mais la Porte finira par céder. Elle admettra sous peu les nouveaux officiers comme réorganisateurs de la gendarmerie. Alors tout le monde se pose cette autre question : « Si les Autrichiens et les Russes obtiennent gain de cause, que feront l'Angleterre, la France et l'Italie ? Ces puissances exigeront-elles d'être traitées sur le même pied ? »

Ici s'arrête ma première enquête. Je rentrerai à Paris dans les premiers jours de l'année 1905. L'hiver est de plus en plus rigoureux ; tout le monde est malade. Janvier a fait une large distribution aux Macédoniens de grippes, de bronchites et de congestions pulmonaires. La neige recouvre les montagnes. L'Olympe grelotte. Mais tant pis pour les dieux ! Qu'ils meurent, puisqu'ils abandonnent les innocents. Si je ne plains pas les dieux, je m'apitoie sur les hommes. Tous les maux sont déchaînés, ici, sur ces pauvres mortels. Les poignards et les couteaux allongent indéfiniment la série de leurs sinistres forfaits, ils narguent le froid et les gendarmes ; ils sont les maîtres souverains de la Macédoine. Du Nord au Sud, et de l'Est à l'Ouest, des centaines de cadavres jonchent le sol. Il faut assouvir la faim du Panslavisme. Le monstre a de gros appétits.

Et tandis que je jette un regard attristé sur le calvaire macédonien, je lis dans le journal parisien, qui documente toute la presse française sur les affaires de l'extérieur, les lignes suivantes : « On doit rendre cette justice aux Komitadjis qu'ils ont tenu leur parole : l'Organisation intérieure avait promis une trêve pour permettre l'essai loyal des prétendues réformes ; elle a suspendu l'insurrection. Actuellement, le terme approche ; le délai de grâce expirera avec la fonte

des neiges. Les Komitadjis se déclarent forcés de reprendre les armes si un progrès, minime mais certain, mais réel, ne vient pas attester l'efficacité de la méthode pacifique. » Comment sommes-nous si mal renseignés ? Où est la trêve promise ? Nous avons vu que les comitadjis pillent, assassinent et mutilent leurs « frères ». Où est la méthode pacifique ? quand les prêtres et les instituteurs sont traqués pour qu'ils n'enseignent plus leurs prières ou leurs leçons ! Où est l'essai loyal des réformes ? lorsque les « révolutionnaires » entravent l'action bienfaisante des officiers européens ; l'Organisation intérieure n'a pas désarmé une minute. Elle a trompé l'Europe. Elle a trompé tous les honnêtes gens qui avaient applaudi à son geste libérateur. Elle trompe encore les esprits les plus perspicaces. Tout son apostolat est un mensonge, une mystification.

SECOND VOYAGE A SERRÈS

Je suis retourné à Serrès au mois de juillet de l'année 1905. Où en est, à cette époque, l'imbroglio macédonien ? Je laisserai parler les événements, qui ont plus d'éloquence que les plus belles périodes oratoires.

Dès le début de mes enquêtes sur l'état de cette pauvre Macédoine qui venait d'être déchirée par l'insurrection et par la répression, j'étais allé de porte en porte quémander une parcelle de clarté. J'interrogeai les paysans, ces humbles travailleurs que toutes les propagandes se disputent. J'inter-

viewai les notables turcs, grecs, valaques, serbes, albanais. J'interviewai les consuls des grandes puissances, sans oublier les représentants des États balkaniques. J'interviewai Hilmi-Pacha, l'agent fidèle du Sultan, et les agents civils d'Autriche et de Russie, c'est-à-dire les personnages placés au premier plan de la scène et qui tiennent dans leurs mains les destinées de ces trois vilayets. Oui, je vis tous le monde, j'entendis tous les plaidoyers et tous les réquisitoires. Mais comment se reconnaître, comment fixer son jugement dans ce chaos de contradictions et de démentis ? Où trouver le fil conducteur qui me guiderait sûrement à travers le dédale des erreurs ? C'est à Gradobor qu'il me fut donné de démasquer l'ignoble comédie de la Révolution macédonienne. C'est à Gradobor, dans un horrible décor de sang, de ruines et de cendres que je sondai toute l'infamie des agitateurs bulgares. C'est là que je découvris que les Sarafof, les Apostol et les Sandanski n'étaient que des tartufes, des basiles et des tortionnaires.

Puis se déroula, sous mes yeux épouvantés, ce chapelet sans fin de massacres et de supplices exécutés au nom de l'Exarque et sous l'inspiration directe de l'Organisation intérieure. J'ai compris que si la terreur était installée dans tous les foyers de Macédoine, c'est que les poignards bulgares fauchaient tous les chrétiens qu'avaient épargnés les yatagans et qui entendaient rester fidèles à leur religion et à leur drapeau. Ah ! certes, il me fut pénible, insupportable, de constater que les comitadjis, loin d'être ces martyrs et ces héros que ma plume ignorante avait exaltés et glorifiés, étaient des bourreaux plus cruels que les bachi-bouzouks, car ceux-ci respectent leurs frères de religion qui leur sont sacrés. Mais il était de mon devoir de les dénoncer et de les

flétrir. Je ne saurais excuser le crime, qu'il soit perpétré par le musulman ou par le chrétien. L'humanité est une, tous les êtres pensants sont solidaires.

Les comités ont-ils changé de tactique ? Les correspondances que j'avais lues à Paris ne pouvaient m'inspirer aucune confiance, car je savais comment on fabrique les nouvelles de toutes pièces et comment on travestit la vérité. Je n'avais plus foi qu'en mon propre témoignage.

Or, à peine suis-je revenu dans le secteur français, je suis informé que cinq paysans grecs de Startsevo ont été massacrés par une bande de comitadjis, tandis qu'ils travaillaient paisiblement aux champs, tout près de leur village.

L'émotion causée par ce drame n'est pas calmée qu'une autre nouvelle nous parvient, plus terrifiante encore : une bande de comitadjis a massacré trente moissonneurs musulmans près de Doïran. Puis, j'apprends que dans le sandjak de Serrès l'on compte plus de cinquante suppliciés. Et dans ce monceau de cadavres il n'y a pas un seul soldat, ni un seul officier, ni un seul fonctionnaire, il n'y a pas un seul agent du régime abhorré. La gendarmerie ottomane réorganisée n'est-elle pas assez forte, demandez-vous, pour mettre fin à ces tueries d'un autre âge ? Eh bien, non, il ne faut pas exiger des gendarmes réformés par les missions européennes plus qu'ils ne peuvent donner. Ces protecteurs de l'ordre public, comme dans tous les pays, ne sont dressés que pour un service ordinaire. Ils sont trop peu nombreux pour faire la chasse aux bandes. Comment voulez-vous qu'une brigade de cinq hommes songe même à barrer la route à cinquante comitadjis, armés de pied en cap, lorsque, près de Porroï, un détachement de soixante nizams n'a pu que reculer devant cent partisans bulgares ? Ce

rôle des gendarmes, dans les temps troublés que traverse la Macédoine, est très modeste, il consiste à renseigner les autorités. En réalité, c'est à l'armée qu'incombe la tâche de réduire à néant le mouvement anarchiste. Oui, mais l'armée turque, il faut l'avouer, ne sait ni cerner les bandes, ni les détruire. Elle en a dispersé ou même anéanti par surprise quelques-unes qui étaient isolées, mais elle n'a pas encore su purger un seul caza par des mesures d'ensemble. Ainsi, le secteur français est toujours sous la domination absolue de Sandanski, qui est le véritable mutessariff. Et Melnik est éternellement prisonnière dans ses tours de pierre.

L'agent de Bulgarie est un jeune homme blond, grand, élancé. Il s'exprime correctement et avec aisance dans notre langue. Ancien officier de l'armée bulgare, il plaide habilement la cause nationale.

— Les comitadjis ? Oui, je les réprouve aussi, me déclare-t-il. Nous n'avons aucune solidarité avec eux. Le gouvernement bulgare ne leur prête aucun appui ni matériel, ni moral. C'est même en cela que nos bandes diffèrent des bandes grecques et serbes. Celles-ci sont organisées à Athènes ou à Belgrade, sous la direction, sous l'impulsion des autorités officielles. Elles représentent directement la politique de leurs gouvernements. Les nôtres, au contraire, sont l'œuvre d'initiatives particulières, de comités indépendants qui s'organisent avec leurs propres ressources, ont un programme à eux, non accepté, non élaboré par nos ministres. Et la preuve que ces comités n'obéissent pas à une impulsion gouvernementale, c'est qu'ils sont eux-mêmes en désaccord, marchant avec des idées et des conceptions différentes. Il y a l' « Organisation intérieure », qui veut « la Macédoine aux Macédo-

niens », le Comité Zontcheff, le Comité Sarafoff, etc. Les bandes en viennent souvent aux mains entre elles. Sandanski a été poursuivi par plusieurs chefs venus de Sophia. Ce voïvode agit en maître, n'obéissant à personne, tyrannisant aussi bien les Grecs que les Bulgares.

— Et les bandes ne peuvent-elles pas être arrêtées aux frontières ?

— Celles-ci sont trop étendues. Il est difficile d'établir un cordon aux mailles serrées. Il faudrait que toute l'armée fût exclusivement occupée à cette tâche. Du reste, les bandes ne franchissent pas la frontière en nombre, les hommes passent un à un à divers endroits et se rendent à un point de concentration où tout a été expédié à l'avance, armes et munitions. Non, le gouvernement n'est pas complice, aucun accord n'existe entre lui et les comités. Il y a des sympathies très vives, peut-être, entre certains ministres ou hauts fonctionnaires qui sont d'origine macédonienne avec les chefs du mouvement révolutionnaire, mais ces sympathies ne vont pas jusqu'à se transformer en complicités agissantes. S'il était si facile d'empêcher les bandes de franchir la frontière, pourquoi les troupes turques ne réussissent-elles pas à les arrêter sur leur propre territoire ? On n'a jamais entendu dire que des bandes bulgares aient été cueillies au passage d'un pays à l'autre... Tandis qu'on a vu des bandes de vingt partisans défiler, sans être inquiétées, devant un poste turc de quatre ou cinq soldats. La sentinelle fermait les yeux et rentrait dans sa guérite...

« On ne peut même pas les arrêter dans l'intérieur du vilayet. D'ailleurs, le paysan ne les dénoncera jamais, même s'il les déteste, car il sait que l'autorité ne saura pas le protéger contre la vengeance des comités. Pour mettre fin à cet état de choses il n'y a qu'un moyen : introduire

un vaste système réformateur, contenter les révolutionnaires. Le programme de Muerzteg est insuffisant. L'Europe va trop lentement.

« La gendarmerie n'a rien donné au paysan : ni justice, ni liberté, ni légalité. On doit tout amender, tout déraciner, énergiquement, d'un seul coup. Il faut que la Macédoine *sente* qu'il y a réellement quelque chose de changé.

— Donc, les comités ne poursuivent qu'un but libérateur : affranchir les Macédoniens du joug ottoman.

— Certainement.

— Pourtant, les comitadjis s'attaquent de préférence aux Grecs et aux Serbes. Ils terrorisent les villages qui entendent rester patriarchistes.

— Oui, mais voici l'explication. Au commencement, lorsqu'éclata la grande insurrection, tout le monde était dans les rangs insurgés, patriarchistes et exarchistes. Mais, après l'échec, les évêques grecs dirent aux paysans : « Ceux qui se diront *patriarchistes* ne seront pas inquiétés. On fermera les yeux sur leur *escapade.* »

« Effectivement, tous les *roums* étaient à l'abri des mesures de répression. Seuls les exarchistes furent en butte aux tracasseries, aux violences turques. D'autre part, les autorités accordèrent toute protection à tous les fidèles sujets qui dénonceraient les chefs, les comitadjis bulgares. Les comités ont dû châtier les traîtres et les dénonciateurs. Puis, pour prévenir le retour de ces lâchetés, ils ont entrepris de créer une unité de conscience religieuse parmi les populations bulgarophones. N'ayant qu'un drapeau et qu'une bannière, les Bulgares marcheraient plus compacts, plus forts, sans embûches. Les évêques grecs n'auraient plus de prise sur des ouailles qui dépendraient de l'Exarchat.

« Au début, je le répète, on ne se souciait ni de la religion, ni de la nationalité. On n'avait en vue que la délivrance de tous les Macédoniens. On acceptait, on recherchait tous les concours : grecs, serbes, valaques. On désirait ardemment grouper en un faisceau toutes les forces chrétiennes. Si ce plan a échoué c'est par la faute de l'Eglise du Phanar. Cela est si vrai, qu'il y avait conflit entre les comités révolutionnaires et l'Exarchat. *Celui-ci exigeait qu'on travaillât aussi pour son compte.*

« L'Eglise grecque est notre ennemie depuis des siècles. Elle a de tout temps entravé notre nationalité. Elle nous a refusé des prêtres, des instituteurs parlant notre langue. De là le schisme, de là cette séparation des Eglises. C'est elle que nous trouvons invariablement sur notre chemin dans les villages bulgarophones, c'est elle qui empêche notre sentiment national de se développer dans l'esprit et dans le cœur des paysans, c'est elle qui s'est liguée avec l'autorité hamidienne pour nous traquer sur tous les terrains. Nous avons ici deux tyrans : le Turc et le Grec.

— Etes-vous d'avis qu'il faut laisser évoluer les populations ?

— Oui, à une condition, c'est qu'on ne les terrorise pas de l'autre côté, qu'on ne leur impose pas des idées toutes faites.

— Ce sont les comitadjis qui terrorisent, à ma connaissance, qui obligent le paysan, le couteau sur la gorge, à signer son adhésion à l'Exarchat.

— Les comitadjis *répondent* à la propagande patriarchiste. Ils montrent aux Grecs que si les Antartes ont été capables de massacrer les gens de Zagoritchani, eux sont capables, étant les plus forts et les plus nombreux, de massacrer tous les Grecs. Nous pouvons incendier tous les villages. *En vingt-quatre heures, si nous en déci-*

dons ainsi, il n'y aura pas une seule ville, ni un seul village debout.

— Tout cela est triste. Ne vaudrait-il pas mieux que les chrétiens s'entendent, quitte à discuter plus tard les droits de chacun ?

— Cela vaudrait mieux, évidemment. Que les Grecs et les Serbes commencent par ne plus nous être hostiles, qu'ils nous laissent installer *nos* prêtres et *nos* instituteurs dans *nos* villages. Mais je ne crois pas qu'une entente soit possible. Les Grecs et les Bulgares ont été de tout temps comme *chiens* et *chats*. Toute notre histoire est remplie de rivalités et de luttes gréco-bulgares. Mon opinion personnelle est que nous devons persuader aux Turcs d'améliorer leur administration puis de nous concéder d'amples privilèges. *Grâce à nous, la Turquie ne sera plus menacée,* et les Bulgares conserveront leurs forces et les augmenteront. Sous le régime ottoman, nous ne serons jamais sacrifiés. Notre nationalité se maintiendra intacte. Hélas ! les Turcs comprendront-ils cette politique ? En attendant, puisque nous ne pouvons nous entendre ni avec les uns ni avec les autres, nous emploierons notre énergie à nous grouper, à former un bloc. Les Bulgares triompheront aisément, car ils sont l'immense majorité. Tout l'intérieur leur appartient. Les Grecs n'ont que les côtes.

— Avez-vous à vous plaindre de la façon dont on opère le recensement ?

— Il est fait contre nous, absolument, dans ce sandjak du moins. Dans plusieurs villages, à Prossenik, à Karlorikovo, à Egridéré, à Gorentzi, par exemple, les habitants ont demandé à être inscrits comme Bulgares. On leur a accolé l'épithète de *roum,* sous prétexte qu'ils sont toujours patriarchistes. Toujours la même erreur ! Bien mieux, des paysans qui étaient inscrits dans leurs

anciens noufous comme bulgares, se sont vus transformer en *roums* par les commissions de recensement. Ceci s'est passé à Serrès même, sous les yeux du colonel Vérand ; le libraire, bien connu pour son ardente bulgarophilie, à tel point que la propagande grecque avait résolu de l'exécuter parce qu'il lui paraissait trop dangereux, a été, en dépit de ses déclarations, inscrit comme *roum*, ainsi que M. Moscof, négociant important, natif de Vrundi. Combien de Macédoniens s'affichent Grecs, qui sont Bulgares dans l'intimité de leur être ! Ils ont peur pour leurs personnes et pour leurs biens. Eux et leurs familles ne pourraient plus se maintenir ici. Les Turcs cherchent à morceler, à émietter les Bulgares. Autrefois, il n'y avait sur les registres de l'état-civil que des Bulgares et des Roums. Maintenant il y a une infinité de catégories : 1° des Bulgares ; 2° des Bulgares orthodoxes ; 3° des Bulgares exarchistes ; 4° des exarchistes ; 5° des orthodoxes-exarchistes ! 6° des protestants-exarchistes ! Que signifient ces deux dernières rubriques ? Peut-on être à la fois orthodoxe ou protestant et exarchiste ? C'est fou ! Pourquoi tous ces gens-là ne sont-ils pas reconnus tout simplement pour être des Bulgares ? Ce ne serait pas assez compliqué. Il faut que l'imbroglio macédonien soit encore plus confus.

— Et les Grecs de Serrès ? vivez-vous en bonne intelligence à leurs côtés ?

— Les Grecs de Serrès sont très fanatiques. Ils boycottent tout ce qui est bulgare. Ils nous ont empêchés de nous installer dans la ville. Nous ne pouvons ni acheter ni construire des immeubles. Le mot d'ordre est donné. Dernièrement nous avions acheté une maison, le contrat de vente allait être passé, on s'est empressé de dire au propriétaire, un Turc : « Vous allez introduire un

ennemi terrible dans la place. C'est un anarchiste qui va lancer des bombes. » Et le Turc n'a pas vendu sa maison. Nous éprouvons toutes sortes de difficultés pour vivre. Les Grecs sont les dociles instruments des autorités ottomanes qui agissent de concert avec le Métropolitain et les chefs de leur communauté. Ils ont même réussi, souvent, à égarer l'opinion des officiers français qui, n'entendant que leurs éternelles criailleries, ont formulé des jugements inexacts et partiaux. Heureusement, ces Messieurs ont procédé à des enquêtes rigoureuses, et ils parviennent à démêler la vérité.

— La mission française s'est-elle rendue utile ?

— Vos officiers sont habitués à parler librement en France à vos juges, à vos policiers, à vos préfets. Dès leur arrivée, ils reçurent beaucoup de plaintes. Ils les transmirent en dévoilant les noms des plaignants. Les habitants ont eu à souffrir de ce système, car les Turcs venaient dans la suite les menacer : « Ah ! vous osez vous plaindre aux Français ! Vous nous paierez ça ! » Et les Macédoniens, sans défense, se sont inclinés. Ils se méfient de vos officiers. Ils viennent parfois me trouver pour m'exposer leurs desiderata. Je leur conseille de s'adresser au colonel Vérand, qui est le représentant de l'Europe. « Ah ! non, répondent-ils. A quoi bon ? Il ne fera rien, il ne nous soulagera pas, et les Turcs nous en voudront davantage. Non, non. Tant pis, nous patienterons encore. Nous avons bien patienté jusqu'ici. Nous y sommes habitués. » Toutefois, les officiers n'ont pas tardé à comprendre comment ils devaient procéder. Mais le pli est pris, le paysan ne va plus guère chez eux. Le malheur est que nous n'ayons personne qui représente et défende nos intérêts dans les conseils du gouvernement. Avec un évêque notre communauté

serait plus sûre d'elle-même, plus confiante en l'avenir. Nous aurions ici deux cents maisons, tandis que nous n'en avons qu'une vingtaine.

— Croyez-vous qu'il y ait des intrigues étrangères ? On m'a affirmé que beaucoup de bandes étaient soudoyées par la Russie, d'autres par l'Autriche.

— Mon Dieu, c'est possible, et ceci expliquerait qu'on n'ait jamais pu mettre d'accord les comités. En effet, pour donner plus de cohésion et plus de force à la Révolution, on a tenté à plusieurs reprises de grouper tous les comités, toutes les associations, de réaliser l'unité de direction, de tendances, de moyens. On a toujours échoué.

— Ne sentez-vous pas le danger de ces intrigues étrangères ? Et, encore une fois, ne serait-il pas d'une tactique plus habile et plus sage de vous unir aux Grecs et aux Serbes ?

— Comment arriver à cette entente ? Ce sont les autres qui nous ont déclaré la guerre. Avec les Grecs et les Serbes l'on pourrait peut-être ouvrir une conversation, mais avec leurs prêtres, nous y renonçons : ce serait courir à des déceptions. Le patriarcat sera toujours un obstacle à l'union. Qu'on nous permette de choisir notre clergé et nos maîtres d'écoles, et instantément toutes les barrières tomberont, nous serons réconciliés avec l'Hellénisme.

— En tout cas, la propagande des comitadjis par le poignard doit cesser.

— Ne confondez pas les Bulgares avec les brigands. Les premiers ne sont pas solidaires des seconds. Nous ne sommes pas responsables de la situation. Que les Turcs fassent leur devoir. Mais leurs troupes (1) répugnent à pourchasser les bandes. Elles sont fatiguées de voir l'ennemi

(1) Il convient de se rappeler que l'agent bulgare est un ancien officier.

invincible et insaisissable disparaître ici pour reparaître là. A la guerre on obtient des résultats tangibles : c'est la victoire ou la défaite, et puis tout est fini. En Macédoine, ce n'est jamais ni l'une ni l'autre. Une bande est anéantie, il s'en forme une seconde, une troisième, une vingtième. On ne conquiert jamais une position. Les tronçons du serpent qu'on a brisé en maints endroits se rejoignent et se ressoudent. Il n'y a pas de stimulant. Cette lutte continuelle avec des éléments qui glissent entre vos mains et sautent entre vos jambes énerve et déconcerte le soldat. Après tout, les Osmanlis ne tiennent guère à risquer leur peau pour un objet qui ne leur paraît pas clairement défini. Ils ne gagnent jamais de bataille décisive. Ajoutez à cela que la dynamite leur inspire une sainte terreur. Ils redoutent beaucoup plus ces « boules infernales » que les comitadjis leur jettent à la face que cent mille baïonnettes. L'éternel inconnu vers où tendent leurs vains efforts les a lassés, épuisés, démoralisés.

« Enfin, il se rencontre dans les rangs des officiers des *jeunes Turcs* qui rêvent d'un changement de régime et qui pensent que ce désordre permanent hâtera l'établissement d'un gouvernement plus probe. Les troupes ne se battent donc pas jusqu'au bout. Dès que les premiers sont tombés, vite, le clairon sonne le ralliement, on prend les blessés et l'on part, laissant les comitadjis se débrouiller à leur guise. Il en fut ainsi avec Sandanski. On le combat mollement. Si les soldats l'avaient harcelé à outrance, sans répit, le célèbre voïvode aurait débarrassé cette région de son encombrante et nuisible personne. Les Turcs ne maintiennent jamais le contact pour donner le temps aux autorités d'être prévenues et d'envoyer des renforts. Très certainement, des

troupes mieux dirigées et mieux entraînées viendraient à bout des résistances les plus opiniâtres. Dans tout autre pays, l'armée aurait raison des perturbateurs.

« Vous le voyez, tout s'enchaîne et tout se tient. Et le crime, l'arbitraire, l'iniquité, la persécution se développent sur un terrain éminemment favorable. Cet état de choses ne peut durer à l'infini. L'Europe se plaira-t-elle à laisser se perpétuer l'anarchie sous son contrôle ? Voudra-t-elle, bientôt, implanter dans ces provinces l'ordre, la tranquillité et la paix ? C'est le secret de la haute diplomatie. »

Ce long plaidoyer *pro domo* contient, en résumé, toutes les revendications et toutes les doléances du bulgarisme. Il condamne les comitadjis tout en les excusant. Il blâme l'Europe de son indifférence, la Turquie de ses excès et de ses injustices, l'Hellénisme de son fanatisme religieux et de ses ambitions démesurées. Il fustige surtout les archevêques et les évêques du Phanar, qu'il voue à la malédiction de la nation bulgare. Il n'a pour les Serbes que dédain et mépris. A peine s'il les cite, tant ils lui paraissent négligeables.

Sous des dehors corrects et aimables, cet agent est d'une intransigeance de granit. Au fond de sa pensée, il y a le désir brûlant de chasser et le Turc, et le Grec, et le Serbe. Au fond de son cœur s'impatiente la haine de tout ce qui n'est pas conforme à ses espérances. Tous ses raisonnements tendent à disculper ou à absoudre les comitadjis-tortionnaires. En somme, il aspire à s'approprier tous les bulgarophones, même lorsqu'ils ont des aspirations helléniques.

La volonté de l'individu est annihilée ; elle est sacrifiée à la Grande-Bulgarie. MM. Chopoff et Marcoff m'avaient exprimé les mêmes opinions, presque dans les mêmes termes. C'est une leçon

apprise. Ce sont des litanies que nous retrouverons sur toutes les lèvres bulgares. Ces Slaves sont entêtés, d'une ténacité de fer, ils ne démordront jamais de leurs prétentions.

Le lecteur aura remarqué, en passant, que les Bulgares de Serrès, à l'exemple des Grecs, adressent les mêmes reproches, avec plus de discrétion cependant, aux membres de la mission militaire française.

ASSASSINAT D'UN KOUTZO-VALAQUE

Je descends à Salonique, et immédiatement l'on m'apporte un bouquet de mauvaises nouvelles : les comitadjis tuent sans relâche dans les secteurs russe, italien, autrichien, comme dans le secteur français. Ils ont brûlé soixante-quatre maisons à Gradesnitsa et, pour laisser un souvenir plus durable de leur cruauté, ils ont martyrisé le prêtre et sept notables grecs du village. A Monastir, à Kabanitsa, à Bakovo, à Ostrovo, à Tsitak, à Soudohol, à Vodena, partout les têtes grecques sont fauchées. Quatre Grecs de Negovani, qui allaient ramasser du bois, ont été arrêtés, près de Sétina, par une petite bande bulgare, commandée par le chef Tané, et, après avoir été empalés, ils ont été brûlés vifs. Dans le village de Radovo, les comitadjis, furieux de voir que les habitants refusent d'adhérer à l'exarchat,

se saisissent de trois notables et les battent jusqu'au sang en peine place publique.

Dans le caza de Gewgeli, un jeune Koutzo-valaque est assassiné par les Bulgares pour n'avoir pas voulu se déclarer roumain, me dit-on.

Gewgeli ? J'y suis allé l'année dernière, en novembre, vous souvient-il ? C'est là que je pris une escorte avec le colonel russe Svirsky pour me rendre à Ghirzista. Que s'est-il passé encore dans ce maquis ? Oh ! c'est la même triste histoire qui se répète. Je l'ai racontée vingt fois et je la redirai encore, hélas ! Dès qu'on foule le sol de la Macédoine, on n'entend plus parler que de pillages, d'incendies, de meurtres, de tortures, de larmes et de deuils.

Il y avait, jusqu'à ces dernières années, dans le caza de Gewgeli, suivant les statistiques officielles, outre 17.720 Turcs, 17.787 Grecs et 8.802 Bulgares et Serbes. Les comités révolutionnaires, unionistes et autonomistes, ayant décidé de bulgariser les chrétiens de Macédoine et de Vieille-Serbie, il fut entendu que la propagande *travaillerait* tout spécialement les Slavophones et les Vlahophones de ce district.

Yovan Carassouli et Apostol Petkoff furent désignés pour présider à cette action *libératrice*. Ces deux voïvodes se sont acquittés admirablement de leur mission. Ils ont créé à côté du pouvoir officiel un autre gouvernement à qui chaque paysan a dû jurer une soumission complète. Tous les villages sont astreints à des impôts divers qui se superposent aux impôts de l'Etat : ils entretiennent, nourrissent, équipent, logent et cachent les agents des comités. Celui qui ne respecte pas ces lois est condamné à la peine capitale. La Liberté ou la mort !

Yovan Carassouli fut le modèle des tortionnaires, un monstre accompli de cruauté. Il

naquit dans le village de Petrovo, dans le caza de Yenidjé. Il appartenait à une famille grecque. S'étant rendu coupable de plusieurs délits, il fut recherché par la justice ; mais il échappa à toutes poursuites. Mis au ban de la société, il se jeta à corps perdu dans le brigandage. Enrôlé par le comité bulgare, qui agissait sous les ordres de Berkhovitz, il fut proclamé chef d'une circonscription s'étendant de Cornissos et des villages koutzo-valaques de Caratzova jusqu'à Demir-Hissar. Pendant l'insurrection de 1903, il souleva le village de Tussiani, mais cet exemple resta isolé ; aucun autre village de sa périphérie ne consentit à le suivre. Il avait une trentaine d'années ; il était grand, élancé, d'un extérieur assez imposant. En Bulgarie, où il s'était rendu à deux reprises, il fut traité avec beaucoup d'égards. On le considérait comme un précieux lieutenant du bulgarisme. Les encouragements flatteurs dont on l'avait accablé à Sofia l'avaient grisé.

Il jura aux Grecs, ses compatriotes, une haine éternelle. Il eut pour unique programme de détruire, d'anéantir l'hellénisme. Il s'est rendu légendaire par sa férocité. Sa réputation est établie sur des monceaux de cadavres.

Il a tué de sa main plus de cent personnes, dont une vingtaine de femmes. Le 3 juin 1903, il s'était rendu avec sa bande au village de Loubnitza, où, avec l'aide des roumanisants, il attaqua la demeure du riche Gréco-valaque Tontze Vlaïka. Les deux fils de ce tchorbadji s'y trouvaient avec leurs femmes et leurs enfants. Ils furent massacrés sous les yeux de leurs familles. Mais il ne suffisait pas à Yovan Carassouli de tuer, il éprouvait le besoin de torturer. Il contraignit les deux veuves à lui servir un copieux repas entre les deux cadavres. C'est lui que nous avons vu à Lougountsa, alors qu'il portait 22 coups de poi-

gnard à la vieille épouse du prêtre Stoyan, qu'il fusillait un enfant de quatre ans et qu'il suppliciait Nicolas Rongottis. Yovan Carassouli était si cruel que ses propres partisans lui avaient voué une haine mortelle ; ils le dénoncèrent aux autorités et il fut cerné et tué par les soldats turcs, sur le mont Gandatch, le 1er avril 1905. Sa disparition causa un grand soulagement non seulement parmi les Grecs mais encore parmi les Bulgares, qu'il pressurait et opprimait de toutes manières. Les villages de Caratzova étaient délivrés d'un tyran odieux.

Apostol fut moins sanguinaire, moins « tigre » qu'Yovan Carassouli, mais il fut plus puissant, à tel point qu'on l'a surnommé le tsar de Macédoine. Il est plus respecté que le vali, que le vice-roi, que le Sultan. Originaire de Bohemitza, il était simple berger, il y a une dizaine d'années. Il avait été autrefois au service de M. Apel, inspecteur des chemins de fer comme simple manœuvre. Au moment où il exerçait la profession de berger, il avait commis un assassinat. S'étant réfugié en Bulgarie, il s'y adjoignit deux ou trois malfaiteurs également recherchés par la justice, et il revint dans les montagnes de son caza où il s'adonna au brigandage. Il avait alors dans les 24 ans. Son repaire était établi à Courpalia.

En 1898, un receleur connu de Cornicovo, du nom de Pavlos, eut des démêlés avec le fisc ; il fut arrêté et resta trois mois en prison. Après avoir purgé sa peine, il se rend lui aussi en Bulgarie, et forme une bande avec les instituteurs Elias et Stanos. Ces nouveaux comitadjis opéreront dans le district de Courpalia, dans le domaine d'Apostol. Mais le fait que les deux bandes « travaillaient » sur le même terrain devait créer entre elles des jalousies, puis des inimitiés. Elles en viennent un jour aux mains, et deux partisans

d'Apostol, Yorghi et Hadji-Stoyan trouvent la mort. Ce fut dès lors entre les deux chefs, un duel implacable. La haine d'Apostol était attisée par cette pensée que son rival avait singulièrement accru son prestige dans tout le district pour avoir tué beaucoup de soldats turcs. Or, en 1901, Pavlos atteint de petite vérole se faisait soigner dans une hutte écartée. Apostol parvient à gagner sa confiance en feignant d'être son ami. Il lui remet un remède qui doit le guérir : ce médicament était un poison. Et Pavlos mourut en novembre.

Après cet exploit, Apostol était l'unique maître du district. En 1902, le titre de voïvode lui fut décerné sur la proposition des instituteurs bulgares de Yénidjé et en particulier de Cotzos que des liens plus étroits rattachaient au comité. Désireux de se mettre à l'abri de toute représaille, il extermina toute la famille de Pavlos. Il invita le fils de son ancien rival, âgé de 16 ans, à venir causer avec lui, et il le tua net, à Coum, en lui assénant un coup de serpe sur la tête. Désormais, il était tranquille. Il pouvait remplir sa mission en toute sécurité. Pour bulgariser son secteur, il noya dans le sang Criva, Bohemitza, Courpalia, Rumel, Yaïladjik, Tchaouckli, Apostoli, Boudrista, Talabaz, Yenidjé, Cantinovo, Caïli, Topsin, Ramira, Nedel, Mandalow, Prizna, Plasna, Cossinovo, Sentil, Paléocastro, Orimanovo, Lorba, Saint-Georges, Barbakieuy, Babian, Radomir, etc. L'action d'Apostol s'exerça avec plus d'ampleur du jour où il prit Cotzos comme secrétaire. Il ne se borna pas à terroriser les villageois pour leur faire embrasser l'exarchisme, il s'immisça dans tous les détails de leur vie privée. Il régla les relations familiales, décréta la forme et la couleur des habillements, imposa des mariages, ordonna le paiement de diverses taxes, défendit de recourir aux tribunaux ottomans, enjoignit de porter les dif-

férends devant sa cour de justice ; en un mot, il établit tout un régime dans lequel il jouait le rôle d'un monarque absolu. Les paysans veillaient sur sa personne, persuadés qu'ils éviteraient ainsi d'être maltraités, non seulement par les comitadjis, mais encore par les soldats. Il était logé dans les villages avec tout le confort possible. Mais tout a une fin, même la tyrannie la plus forte et la plus habile.

Vers le milieu de cette année (1905), Apostol est allé en Bulgarie où on lui fit fête. On le sacra grand homme et héros invincible. Des chants lyriques célébrèrent sa gloire et sa valeur. Il en profita pour former une bande d'élite, repassa la frontière (on entre comme on veut de Bulgarie en Turquie) et se dirigea vers un de ses principaux quartiers, le lac d'Ardjan, en face de Gewgeli. Là, par suite de l'inexpérience de ses jeunes recrues, sa présence fut signalée dans le village de Smol. Il y eut aussitôt une ruée de paysans des environs qui avaient des comptes à régler avec lui.

Un détachement survint qui pulvérisa sa bande, avec le concours de ceux qu'il avait soumis à ses caprices. Apostol, blessé seulement, put se jeter dans le Vardar et se sauver. Mais ses blessures mal soignées auraient provoqué la gangrène, et il serait mort dans la forêt de Kornichor. Le caïmakam me montre les armes que l'on a prises sur les cadavres des comitadjis ; ce sont des fusils et des revolvers de l'armée bulgare ; j'ai lu sur la crosse d'un magnifique Mannlicher, d'une rare légèreté, le numéro 13.931 A. Le fusil d'Apostol a été envoyé comme une relique curieuse au Sultan. J'ai vu également le sceau de Yovan Carassouli. Il n'y a que son nom, son grade de voïvode, et la date de son entrée en fonctions : 1897 ! Le sceau d'Apostol est entre les mains de Réouf-Pacha, gouverneur général du vilayet de Salo-

nique. Ces deux bandits méritent de figurer au Panthéon des gloires « révolutionnaires » de l'Organisation intérieure.

Pourtant, d'aucuns soutiennent qu'Apostol vit encore. Des lettres de menaces revêtues de son sceau continuent à circuler. De temps à autre, sa présence est signalée dans tel ou tel village, où il soignerait toujours ses blessures. Dernièrement, on a trouvé sur le corps de Kaltchef, chef de bande, des papiers émanant du terrible voïvode. Le caïmakam et les officiers me confirment qu'Apostol est bien mort et enterré. — « D'où vient, me disent les Grecs, que cet homme qui régnait souverainement sur plusieurs cazas et qui avait le don d'ubiquité, soit devenu tout à coup invisible ? D'où vient que ce lion se soit mué en lièvre, et se terre comme une taupe, lui qui n'avait qu'à paraître dans un village, à Kriva, par exemple, pour qu'immédiatement le poste militaire détale épouvanté ? La vérité, c'est qu'Apostol n'est plus que poussière.

« Kotzos et les instituteurs bulgares de Gumendjé se servent de son ombre pour effrayer les villageois et leur extorquer de l'argent. Personne n'est dupe de cette tactique. Apostol n'a plus ni tête pour penser, ni bras pour agir. Son règne est fini. Et ce n'est pas le sceau dont il fait usage qui le remplacera. » — Qui croire ?

En 1904, au moment où il était à l'apogée de sa puissance, ayant sous sa dépendance absolue 80 villages, depuis Bogdantsa et le lac d'Ardjan jusqu'à la plaine de Yénidjé, Apostol aurait fait des propositions aux comités de l'hellénisme. Il offrait de gréciser les chrétiens de son district moyennant une récompense de 12 livres turques pour chaque village exarchiste qu'il convertirait à la religion orthodoxe. Cette somme lui serait versée tous les ans à titre de rente. En outre, les communautés seraient invitées à lui payer des contri-

butions, comme par le passé. Les Grecs repoussèrent ces offres à plusieurs reprises. A chaque refus, Apostol commettait ou faisait commettre des assassinats monstrueux, pour marquer ses intentions. Puis, il reprenait les pourparlers. Il réduisit même ses exigences : de 12 livres, il descendit jusqu'à 8 par petites étapes. Lorsqu'il eut épuisé toutes les tentatives de rapprochement avec l'hellénisme, il fit brusquement ce voyage à Sofia, dont il est parlé plus haut. Chose extraordinaire : sa femme, cousine d'un Grec de Bohémitsa, n'a jamais admis chez elle un prêtre bulgare.

L'œuvre des Apostol et des Yovan Carassouli subsiste et triomphe. Ils ont rivé, par la peur, au bulgarisme des milliers de chrétiens. Ainsi Ghirzista, qui me déclarait hautement à moi-même qu'il était attaché à l'hellénisme, en présence du colonel Svirsky et du parquet, ce village qui implorait notre protection contre les comitadjis, vient de se faire inscrire comme Bulgare. Que voulez-vous ? ces gens-là ne sont défendus ni par l'Europe, ni par la Turquie. Ils ne peuvent pas se sacrifier indéfiniment et immoler leurs enfants et leurs femmes à une idée que tout le monde, ici, piétine à plaisir pour des intérêts politiques contraires. Bogdantsa, aussi, se convertit lentement au bulgarisme, Bogdansta dont les Grecs me disaient avec des éclairs dans les yeux et des menaces aux lèvres : « Qu'on nous donne des armes, nous nous battrons autour de notre drapeau. »

Le Koutzo-valaque Démètre Kékaya, membre du conseil administratif et un des notables les plus marquants de Gewgeli, résistait d'une énergie tranquille et fière aux menaces des comitadjis qui le poussaient à déserter l'Hellénisme pour se ranger sons les plis du roumanisme. L'organisation intérieure avait décidé d'en finir avec cette opposition hautaine et tenace : un bande de 40 démo-

lisseurs de bastilles s'est ruée crânement sur son fils Nicolas, tandis qu'il pénétrait dans une de ses bergeries, située en pleine solitude, dans la montagne. Il a été exécuté en un tour de main. La bande infernale sous les ordres enflammés d'Arghyris, après avoir châtié le *traître*, tourna sa fureur inassouvie contre... un troupeau de moutons dont elle fit un odieux et stupide carnage. On s'amusait à couper tantôt des têtes, tantôt des pattes ; on trouait les pauvres bêtes de balles, on les déchirait de coups de poignard, on les éventrait. Des centaines de moutons ont été criblés de blessures. La bergerie n'était plus qu'un abattoir, une vaste boucherie où l'on marchait dans un lac de sang. Les autorités prévenues ont tardé, selon leur habitude, à expédier sur les lieux du crime des soldats, des gendarmes, un médecin et des juges. « Nous n'avons pas d'hommes, répondaient-elles. Nous ne pouvons rien. » Et pendant quarante-huit heures, le corps de la victime a été abandonné dans le charnier, à tous les hasards, à tous les outrages. Un de ses frères, perdant patience, s'est mis courageusement à le transporter sur son dos. Il a marché, ployant sous le fardeau sacré, pendant six heures, pesantes comme des siècles d'agonie. Heures douloureuses qui ne furent remplies que par des sanglots, des prières et des malédictions ! « Ils l'auraient laissé pourrir, là-haut, comme une charogne, m'explique le frère avec une amère ironie ! »

« Voici un journaliste français qui vient nous voir et consoler », annonce-t-on au chef de la famille malheureuse.

Ce vieillard, à la tête finement sculptée, qui est accroupi sur le traditionnel sofa turc, les jambes repliées à la manière des Orientaux, me considère un instant à travers ses larmes, puis reprend sa plainte, celle qu'il criera éternellement à Dieu,

au Sultan, à l'Europe, ces puissances souveraines qui n'ont pas su ou voulu sauver son enfant, puis il hurle en grec :

« Il est venu des tas de gens, ici : des officiers, des journalistes, des écrivains qui ont fait des enquêtes. Ils nous ont tournés et retournés, interrogés de mille manières sur nos besoins et nos désirs, ils nous ont posé cent questions, ils nous ont promis mille bienfaits, et, tout cela, pour aboutir à quoi ? Pour que mon fils soit tué. Aman !... Aman !... On nous prend la vie, on nous prend nos biens, et personne ne nous tend les bras... Il n'y a plus de justice... Il n'y a que les brigands qui soient tranquilles et heureux... Voyez, mon fils laisse cinq orphelins. Qui les élèvera, maintenant ? Moi, je suis vieux, et ce malheur me jettera plus vite dans la tombe. S'ils m'avaient frappé, moi, au moins, les canailles !

— Vous avez d'autres enfants... Le sort vous sera moins cruel... Allons, courage ! Les officiers russes qui sont auprès de vous exigeront qu'on vous protège désormais.

— Les officiers russes ! rugit le beau vieillard qui s'est dressé tout droit, superbe de courroux, comme un lion qu'on a soudain aiguillonné durement. Les officiers russes ? Savez-vous que celui d'ici ricanait, hier, lorsqu'on conduisait la dépouille mortelle de mon fils au cimetière ? C'est lui, lui, le grand assassin, il pousse, il excite, il couvre de son kalpak maudit les comitadjis, les Bulgares, ses frères... Il a mis le feu dans le pays, c'est depuis qu'il s'est installé sur notre terre que nous ne connaissons plus que le malheur... Oui, le feu est sorti de son ventre » (*sic*).

Je reproduis ces paroles, mais je ne puis faire miennes les accusations dont elles sont l'écho. Il n'est pas possible que des officiers, gardiens de l'honneur européen, car ils ne sont pas seulement

les représentants de la Russie, mais de l'Europe, il n'est pas possible que ces pacificateurs s'avilissent jusqu'à se constituer les amis et les soutiens du crime. Non, cela, vraiment, dépasserait toute mesure et serait trop infâme. Le vieillard ne doit pas être rendu responsable de ses propos des fonctionnaires turcs les lui ont inspirés à lui comme aux autres, et sa douleur, aveugle, était incapable de discerner l'innocent du coupable. Le meurtrier du jeune Nicolas Démètre Kekaya, c'est Arghyris, voïvode de cette Organisation intérieure que des hommes politiques, des diplomates et des publicistes français croient inactive, attendant loyalement l'exécution des réformes.

Et maintenant, il découle, ce me semble, deux clairs enseignements du drame de Livadia : le premier, c'est que les Koutzo-valaques meurent pour l'Idée grecque, rejetant les offres de la Roumanie ; le second, c'est que les bandes bulgares opèrent pour le compte de la propagande roumaine. Le comitadji est le séide du roumanisme.

Où est l'effort sublime qui veut sauver tous les chrétiens ? Je le cherche partout et toujours. Et toujours je trouve le mensonge et le crime, à chaque pas, à chaque pierre.

PROMENADES INSTRUCTIVES

Niaousta

Niaousta est une terrasse de verdure où chantent les eaux des sources, des fontaines et des cascades. Le mont Agostos se termine brusquement par ce belvédère d'où la vue embrasse toute la

plaine de Salonique et d'où l'on entrevoit les paillettes de la mer, au loin, à l'est, lorsque l'atmosphère est limpide.

Niaousta a son histoire, grecque, comme Melnik, comme Serrès, comme Salonique. Avant la grande insurrection, qui remplit le monde du fracas de ses luttes héroïques, Niaousta était une ville purement grecque de trente mille habitants, affirment les uns, de vingt mille, rectifient les autres. Elle jouissait d'une semi-indépendance, avec le droit de porter les armes et de s'administrer elle-même. Elle n'était astreinte qu'à un tribut annuel qui était destiné à la Validé Sultane. Elle conservait intact, dans son cœur, le culte de la mère-patrie. Aussi, dès que l'Hellade souleva la pierre de son tombeau, Niaousta fut debout, prête à combattre les tyrans séculaires. La plupart de ses jeunes gens et de ses hommes valides coururent à Missolonghi, apporter l'aide de leur vaillance. La ville, hélas ! devait payer cher cette « trahison ». Elle fut assiégée par une véritable armée turque et réduite à l'impuissance, écrasée sous le nombre. Les jeunes filles et les enfants furent emmenés en esclavage. Les vieillards, les hommes mûrs, les adultes, et les femmes furent tous massacrés. Il y a aux bords de la terrasse un plateau immense de sinistre mémoire. C'est contre le tronc de cet arbre que l'on égorgea plus de trois mille Grecs. La terre était rouge de sang. Et lorsqu'on remue le sol légèrement, on déterre les ossements des victimes. Toute la ville fut rasée de fond en comble. Il n'en resta pas un mur. Le Sultan n'accepta qu'en 1830 qu'on rebâtît Niaousta. Lentement, patiemment, celle-ci s'est relevée, elle a été reconstruite avec ses propres ruines. Mais une vingtaine de villages qui étaient accrochés aux flancs des montagnes, n'ont pas ressuscité.

Niaousta est parvenue à se créer une situation

des plus enviables, avec ses filatures de coton qui font une concurrence si redoutable aux deux filatures de Salonique que l'une d'elles a déjà culbuté dans la faillite. Les principales productions du pays sont le vin qu'on exporte dans toute la Roumélie, en Serbie et en Egypte, le mûrier pour la sériciculture, le maïs, les céréales. On y fabrique du fromage et du saucisson pour l'Egypte. Huit cents à mille têtes de buffles sont abattues chaque année pour cette dernière industrie. Il y a également un commerce important de laines pour gros tissus qu'on expédie en Grèce. Autrefois, tout le Péloponèse s'habillait des cheviotes de Niaousta. Un sujet anglais, M. Canelli, s'est rendu propriétaire d'une superficie de terrain de 25.000 hectares. Ce domaine royal a pour limites Ostrovo, Vodéna, Niaousta, Caratas, Crimsko, Pados, Golé, Katranitsa, Gramatikovo. L'exploitation forestière y est pratiquée sur une très large échelle. On y fait aussi l'élevage des porcs. Lorsque la Macédoine sera complètement pacifiée et qu'on l'aura dotée de voies de communication, la propriété Canelli sera une source inépuisable de richesses, car elle comprend toute une montagne où la nature permet de s'adonner à toutes les cultures et à toutes les industries. En attendant, les comitadjis y sèment le désordre, la destruction et la mort. Les gardes disparaissent les uns après les autres. On retrouve leurs cadavres au pied d'un chêne, ou sur un rocher. L'un d'eux, un Koutzo-Valaque qu'une bande avait emmené de force, pour en faire un comitadji, a réussi à s'échapper et à gagner Niaousta en se cachant de cabane en cabane. Il est maintenant au service personnel de M. Syndicas, gérant de la propriété Canelli. Comme il est difficile dans le caza de Karaferia de dire aux patriarchistes : « Vous êtes Bulgares ! », les comitadjis de Sofia leur disent : « Vous êtes Rou-

mains. ». Et ils tuent ceux qui n'acceptent pas cette nationalité. A la suite de cette propagande, le village de Selia avait tourné le dos à l'hellénisme. Mais l'arrivée des Antartes l'a replacé dans la voie de ses aïeux. La cérémonie du « pardon » doit avoir lieu ces jours-ci, elle sera présidée par l'évêque grec de Karaferia. Je serais curieux d'y assister. Et je manifeste l'intention de me rendre à Selia. Aussitôt le mudir l'apprend, il rencontre M. Syndicas chez qui je loge, et lui dit : « *Pour l'amour du ciel*, conseillez à M. Paillarès de renoncer à son projet. L'excursion est dangereuse, et les chemins sont mauvais. » Mais ces conseils ne font qu'aviver mon désir. J'irai à Selia. La veille de mon départ, le 27 août (1905), le mudir s'approche de moi, au café, à l'heure du raki, et m'engage en termes pressants à ne pas partir. « Encore une fois, m'exhorte-t-il, écoutez-moi. — Je partirai malgré tout. » — Telle fut ma réponse. Devant mon obstination, le mudir perd patience. Très certainement il a des ordres pour m'empêcher d'aller interroger les gens de Selia. C'est pourquoi je n'en démordrai pas. Je mettrai mon projet à exécution. « Eh bien ! éclate le mudir, je vous ferai barrer la route par des soldats. — Vous agirez comme vous l'entendrez, répliquai-je. Tant pis pour vous, s'il m'arrive le moindre ennui ! Je ne suis pas un perturbateur. Mes papiers sont en règle. Vous n'avez pas le droit de me fermer les chemins. » Le mudir me quitte furieux. Cette conversation animée a créé une agitation dans toute la ville. Quelques Grecs me conseillent de ne pas quitter Niaousta. « Les Turcs sont capables, disent-ils, de vous tendre des embûches qui mettront votre vie en danger. » Je n'en ferai qu'à ma tête. J'irai à Selia.

Le lendemain matin, à quatre heures, la maison de M. Syndicas est gardée par un cordon de sol-

dats. Le cheval que j'avais loué et qu'on conduit à ma porte est violemment écarté. Le loueur est menacé de tous les châtiments. Pris de peur, il s'en retourne chez lui avec sa bête. Mais je suis bien tranquille, un autre cheval m'attend hors de la ville. Je sors vers sept heures. Je me dirige vers l'habitation du docteur Perdicaris (le cousin même de M. Perdicaris, ce sujet américain qui fut enlevé au Maroc par Eraissuli). Personne ne m'inquiète. Les soldats se contentent de me suivre à distance. Mais aux portes de Niaousta, je suis accosté par un officier de police qui s'est détaché d'un groupe militaire et qui me dit fort poliment : « Le mudir et le caïmakam de Veria vous prient de vous rendre au Conak où l'on vous donnera tout à l'heure une escorte. » Je ne puis que déférer à cette invitation. Au surplus, j'obtiens gain de cause.

Au Conak, je trouve le caïmakam qui est arrivé dans la nuit tout exprès de Karaféria pour régler cet incident. Je proteste énergiquemnet contre les procédés du mudir : « Pourquoi a-t-il investi mon domicile d'un cercle de soldats et de policiers ? Cette mesure peut attirer les soupçons des honnêtes gens sur M. Syndicas qui m'offrait l'hospitalité. On se demandera si je ne suis pas un criminel, ou tout au moins un homme sur qui pèsent les plus graves présomptions. Au lieu de distraire vingt soldats pour garder à vue une maison qui n'abrite qu'un journaliste et un agronome inoffensifs, le mudir eût été mieux inspiré en protégeant les personnes et les biens qui sont menacés.

De tous côtés, on pille, on brûle et on assassine. Tout dernièrement encore, les comitadjis ont incendié le monastère grec de Prodromos et une scierie de M. Canelli. Puis ils ont massacré le prêtre grec, son frère et cinq autres paysans patriarchistes, à Messiméri, où ils avaient déjà tué plusieurs notables de la communauté hellénique. Les

aviez-vous entourés d'une force armée ? Aviez-vous pris vos précautions pour que les comitadjis soient mis dans l'impossibilité de nuire ? Vous n'avez pas de troupes pour prendre les brigands, mais vous en avez pour empêcher un Français paisible, de circuler librement ! »

Le caïmakam se confond en excuses. Il multiplie les marques de regret. «Effendi, m'assure-t-il, le mudir n'a voulu que votre bien. La route n'est pas sûre. Elle est infestée non seulement par les comitadjis, mais par quatre *brigands turcs* qui parcourent la montagne. S'il vous était arrivé malheur, toute la responsabilité de l'accident fût retombée sur lui. Nous avons demandé l'autorisation de vous donner une escorte. Nous attendons la réponse qui ne peut tarder. Notre intention est de vous préserver de tout danger. Moi-même j'ai failli être tué, il y a six mois. Je quittais Gewgeli à la tête de quinze gendarmes lorsque nous avons été assaillis par une forte bande. Placés en embuscade, les comitadjis nous fusillent presque à bout portant. Je tombe grièvement blessé, sept gendarmes sont tués ; je suis traîné tout en sang jusqu'à Gewgeli par un solide gaillard de mon escorte, pendant que ses camarades ripostent et soutiennent le combat. Je suis sorti vivant de cette aventure ; mais vous comprenez combien je suis prudent depuis lors. Et le mudir a été sage en vous engageant à rester tranquillement à Niaousta. »

Le caïmakam m'offre du lait bien chaud et nous causons en bons amis, jusqu'à ce que le télégraphe nous apporte les ordres du vali.

« La Turquie, m'explique-t-il, fut toujours très libérale. Ce fut le pays le plus libéral de l'Europe. Pendant que les catholiques et les protestants s'entr'égorgeaient en France et en Allemagne, pendant que l'Inquisition torturait les hérétiques

et couvrait de bûchers les pays de chrétienté, les Turcs accordaient aux orthodoxes la liberté de conscience, le droit d'ouvrir des églises et des écoles, de former des communautés religieuses où jamais ils ne pénétreraient. Le Patriarcat du Phanar a joui sous nos gouvernements d'une complète indépendance. Si nous avions voulu, il n'existerait pas un seul raïa dans toute la Turquie. Selim avait pensé un moment que le plus sûr moyen de fortifier l'Empire était d'en élaguer les éléments chrétiens. Il rêvait de fonder un grand Etat musulman, de réunir sous une même autorité l'Egypte, la Perse et l'Inde, c'est pourquoi il n'a jamais fait la guerre à l'Europe. Il songea donc à exterminer les chrétiens ; mais il voulut d'abord consulter le Cheik-ul-Islam et obtenir son consentement. Le Cheik-ul-Ilsam lui répondit : « La religion vous défend d'accomplir un tel acte. Si vous vous en rendez coupable, vous n'êtes pas un bon musulman. » D'ailleurs les chrétiens reconnaissent nos bienfaits. Ils n'ont jamais souffert dans leurs sentiments intimes. Ils sont excités par des énergumènes qui ne demandent qu'à pêcher en eau trouble. On les terrorise, et c'est pour échapper à la persécution des comités qu'ils se jettent, à contre-cœur, dans la révolution. Un jour, j'invite plusieurs vieillards bulgares de Gewgeli à venir me trouver dans mon cabinet. C'étaient des bourgeois, des commerçants et des agriculteurs aisés. Je leur demande : « Voyons, expliquez-moi une fois pour toutes ce que vous désirez. Dites-moi pour quelles raisons vous êtes mécontents. N'est-ce pas sous le régime paternel de Sa Majesté le Sultan que vous avez travaillé en paix dans vos champs, dans vos magasins, dans vos entrepôts et dans vos ateliers ? N'est-ce pas sous notre gouvernement que vous avez prospéré, que vous avez amassé, vous, un pécule, vous,

une fortune ? Qui vous inquiète ? Parlez-moi franchement, sans détours.

« Les vieillards se mirent à pleurer. Leur désespoir s'étalait devant moi, loin de tous les regards. Toutes les digues qui avaient refoulé longtemps leurs larmes étaient subitement rompues. « Ah ! ce n'est pas nous, confessaient-ils, qui nous plaignons de votre administration. Hélas ! depuis que *ces instituteurs* (bulgares) sont arrivés dans notre pays nous n'avons plus de tranquillité. Ils ont fourré un tas d'idées dans la tête de nos enfants. Et ce sont nos fils, maintenant, qui nous mettent le couteau sur la gorge et nous forcent à marcher contre le Padischah. Nous sommes bien malheureux. Soyez indulgent ! » Je suis enchanté que des Européens comme vous visitent la Turquie. Ils ne trouveront pas le progrès, certes, nous sommes en arrière, incontestablement, mais tout de même nous ne sommes pas des barbares. »

Je sens que le caïmakam est prêt à me faire des confidences sur l'état d'âme des Turcs, mais la présence de M. Syndicas le gêne, il n'ose me parler trop ouvertement. Enfin, un télégramme officiel arrive. le caïmakam est autorisé à me donner 15 soldats pour mon voyage à Selia. Je remercie, et je pars.

Mon escorte est en guenilles. Ces pauvres fantassins portent des uniformes troués, déchirés, décolorés. Les vareuses ne tiennent plus sur le corps. On a essayé de les rapiécer ici et là, mais leur misère éclate aux coudes où l'étoffe est absente. Les pantalons sont indéfinissables. Sont-ils jaunes ? blancs ? bleus ? rouges ? ils ont été mangés par le soleil, détrempés par les pluies, froissés par les vents, détissés par l'usure. Les moins vieux ont un lustre. Quelques-uns ont pu être rapiécés et ressemblent à un habit d'arlequin. D'autres, réduits en loques, ont été jetés dans les or-

dures, et on les a remplacés, celui-ci par un caleçon (*sic*), celui-là par une espèce de chausse qu'il a fabriquée de ses mains inexpertes avec des bouts d'étoffe disparates et inégaux. Les pieds ne sont chaussés ni de souliers, ni de brodequins, ni de bottes, non, ce luxe leur est inconnu : ils sont tout simplement et tout sommairement enveloppés de chiffons quelconques que retiennent au-dessus des chevilles des cordons et des ficelles. Mais les soldats de Sa Hautesse marchent quand même, indifférents à toutes les intempéries, admirables de stoïcisme et de vaillance. Ils ont tous de bons fusils, des cartouchières pleines et des baïonnettes tranchantes et coupantes. Ce bagage leur suffit. Ils sont riches de foi et d'espérance. Ils se battront comme des lions, au premier signal de leurs chefs. Pourtant, ce sont des gardiens inattentifs pour le Français qu'ils escortent. Cent fois j'eusse pu être enlevé, sans qu'ils fussent en état de rapporter au caïmakam en quel endroit et à quelle minute j'avais été pris. Tantôt ils se traînaient à quatre kilomètres derrière moi, tantôt ils me devançaient d'une demi-heure. Et nous grimpions sur une montagne accidentée où les chemins étaient encaissés. Au fait, puis-je même appeler des chemins ces sentiers qu'encombrent les pierres ? Ce sont plutôt des passages que les torrents ont tracés en hiver et que l'été a rendus praticables. A certains moments ils se croisent et s'enchevêtrent. Nous nous arrêtons, perplexes. Qui nous indiquera celui que nous devons adopter de préférence à un autre. Un berger koutzo-valaque qui fait paître des moutons nous tirera d'embarras. — Puis-je émettre le vœu que les réformateurs austro-russes établissent en Macédoine, à côté des postes de gendarmerie, un réseau de poteaux indicateurs à l'usage des touristes et des voyageurs ? — Mais nous voici sur un sommet d'où nous découvrons

Sèlia. Le village est bâti au fond d'une cuvette verte. Ce ne sont pas des cabanes ni des chaumières que nous voyons, mais des maisons en pierre, coiffées d'ardoise. Selia est une tribu de pasteurs nomades. En hiver, tout le village, hommes et troupeaux, descend dans la plaine, à Veria, ou plus bas, à Serfidjé. En été, il se repose dans la fraîcheur, à l'ombre des forêts et au murmure des ruisseaux. Ces bergers sont fort intelligents. La plupart sont aussi très riches. Pour eux, c'est être riche que de posséder cinquante mille francs de moutons et de brebis. Pendant que les hommes gardent les troupeaux, les femmes filent la laine et tissent des habits pour la famille ou pour le commerce. Ils amènent dans leurs pérégrinations l'instituteur et l'institutrice qui instruira leurs enfants et le prêtre qui leur assurera l'exercice du culte ancestral. Ces Koutzo-valaques sont de beaux types, sveltes, élancés, distingués d'allure et de manières. Ils portent une sorte de mac-ferlan en laine blanche, pincé à la taille, le bas formant une jupe plissée et ample qui tombe, au-dessous des genoux, sur des chausses collantes de même tissu. Le costume est gracieux, d'un art délicat. Il donne à ces bergers une physionomie toute particulière et très caractéristique. Ce sont les Macédoniens les plus élégants que j'aie rencontrés. Je crois qu'avec les Albanais ils mériteraient d'être recherchés comme modèles par les peintres et les sculpteurs ; et les sociologues feraient mille découvertes du plus bel intérêt en fouillant leurs mœurs et leurs organisations.

Selia est en fête. Outre que c'est le 15 août, le jour de la Panaghia, c'est aussi et surtout le retour de l'enfant prodigue, la rentrée au bercail des brebis égarées. La moitié du village, en effet, avait adhéré, il y a quelques années, au roumanisme. Et maintenant les schismatiques, les déserteurs

reviennent de leur longue erreur, ils se réconcilient avec l'Orthodoxie et avec l'hellénisme. L'évêque de Veria s'est déplacé, malgré son grand âge, pour apporter le *pardon* aux prêtres qui avaient été infidèles à la Sainte Eglise. J'ai assisté à la cérémonie de la purification : les pappas entourés des principaux notables ont lu, prosternés dans la poussière, aux pieds du vieillard mitré, une humble supplique où ils imploraient la grâce de Sa Sainteté le Patriarche, promettant pour l'avenir un dévouement fait de repentir et de pénitence.

L'évêque leur a répondu : « Je vous pardonne, bien que je n'en aie pas le droit. Mais je prends tout sur ma tête. J'espère que Sa Sainteté daignera ratifier mon pardon et vous envoyer sa bénédiction. » Les prêtres ont signé l'adresse, ils se sont agenouillés devant l'évêque et lui ont baisé la main. C'est fini. Tout le village fait partie, à nouveau, de l'hellénisme. « Ti hara ! (1) me dit un notable, aujourd'hui j'ai réellement gagné ma fortune. » Et nous allons à l'église qui a été reprise au roumanisme pour être rendue au patriarcat. L'évêque officie avec les prêtres revenus à la Vérité. J'aperçois sur la dalle de petits paniers contenant des galettes, des bols pleins de blé et des fioles de vin. Tout cela a été apporté par les femmes qui s'appellent Marie : on fait bénir ces offrandes destinées aux pauvres, aux prêtres, etc. On bénit aussi des morceaux de pain qui sont distribués aux fidèles et mangés dans l'église. La cérémonie est interminable, comme toutes les cérémonies grecques, et je sors... Les primats manifestent tout haut leur bonheur. « Mais enfin, leur demandai-je, pourquoi aviez-vous renié l'Hellénisme ? — Eh ! que voulez-vous ? me répondent-ils, ça commença d'abord par des disputes avec les Grecs de Veria. Sur ces entrefaites des agents de Roumanie vinrent nous prêcher leur cause. Ils

(1) Quelle joie!

nous démontraient que nous étions Roumains, que nous avions toujours été exploités par la Grèce, que nous nous étions battus pour elle, que nous l'avions enrichie de nos dons, et qu'elle nous récompensait en nous méprisant et en nous maltraitant. Ils distribuèrent en même temps beaucoup de subsides. Ils nous annoncèrent que nous aurions des prêtres et des instituteurs valaques, que nous pourrions prier et que nos enfants s'instruiraient dans notre langue. Bref, ils surent exploiter notre différend avec la communauté hellénique de Veria. Nous n'étions pas fâchés de jouer un mauvais tour à nos prétentieux voisins, et un beau jour nous avons tourné au roumanisme. Ce fut la guerre au village qui fut divisé en deux camps. A chaque instant, c'étaient des querelles, des batailles. Enfin, maintenant, c'est la paix, la fraternité, la concorde. I omonia ! I agapi ! Zito ! Est-ce que nous pouvions être Roumains et nous séparer des Grecs ? Jamais ! nous sommes avec eux comme la *chair et l'ongle.* » Nous avons festoyé, nous avons mangé l'agneau pascal, nous avons toasté des centaines de fois. La Grèce et la France furent acclamées.

J'ai appris que l'année dernière Lucas, voïvode bulgare, s'était rendu au Haut-Selia et avait menacé le village de toutes les catastrophes s'il ne se maintenait pas dans le roumanisme ; mais les villageois ne l'ont pas écouté, ils sont rentrés dans le giron de l'Eglise grecque avant leurs frères du Bas-Selia.

Il paraît que des roumanisants sont dans les bandes bulgares. Les agents de Bucharest et de Sofia travaillent ensemble contre l'Hellénisme. Mais celui-ci reprend toutes les positions qu'il avait perdues dans ces dernières années. Une forte bande d'Antartes (partisans grecs) fait des battues constantes dans toute la région pour chasser les

comitadjis. Les Grecs ont entamé, sous les ordres d'Acritas, une vigoureuse offensive. Ils sont maîtres du terrain jusqu'à Ostrovo, et les villages reprennent confiance. Un à un, ils se déclarent pour l'hellénisme. Les Bulgares ne descendent plus que jusqu'à Gramaticovo, où quelques roumanisants favorisent leurs mouvements. Si le chef Acritas parvient à déloger les comitadjis de Sarakinovo, qui est leur centre d'action, en même temps que leur dépôt d'armes et de munitions, toute la montagne sera grecque.

Il n'y a pas que les roumanisants qui aient lié partie avec les Bulgares, beaucoup de Turcs sont également les complices, les alliés des voïvodes révolutionnaires. Ainsi, à Gramatikovo, Suleiman bey, un Albanais, entretient des relations intimes avec Lucas et ses lieutenants. C'est pourquoi les Koutzo-valaques craignent d'exprimer ouvertement leurs sentiments hellénophiles. La plupart des agglomérations dans la plaine sont des tchifliks appartenant soit à des Grecs, soit à des Turcs de Veria et de Salonique. Celui de Golisan est géré par un musulman, Yaya Effendi, qui s'est mis au service du bulgarisme, moyennant des bakchiches mensuels. Il arme lui-même les paysans, il les groupe, il les commande comme un capitaine, il les mène au combat. Toutes les bandes bulgares trouvent chez lui un abri sûr. Dernièrement Acritas a été sollicité par les Grecs de Golisan de les débarrasser des nombreux comitadjis qui tenaient garnison dans leurs murs. Les Antartes accourent au nombre de 65 ; ils investissent le hameau, la nuit, mais les sentinelles ont dénoncé leur présence. Ils reçoivent une décharge de mousqueterie, à peine sont-ils aux premières maisons. Yava Effendi en personne est à la tête des comitadjis, tirant sans relâche sur les chiens de Grecs. Ceux-ci ne se laissent pas démonter par

cette brusque attaque, ils ripostent vigoureusement, et ils ripostent si bien, que les comitadjis s'enfuient à la débandade, dans la direction de Piscopia. Les Antartes ont eu 3 tués, les Bulgares 10.

Dans ses allées et venues, Acritas se heurte quelquefois à la force armée. Il s'est battu sur les sommets du Karatas, pendant toute une journée, avec 80 hommes contre 400 soldats venus de Niaousta, de Vodéna et de Kaïlar. Il n'a eu que 5 blessés. Les Turcs ont eu dans cette affaire une vingtaine de tués. Il est vrai que les Antartes occupaient une hauteur escarpée.

La seconde rencontre a eu lieu près de Selia. Une trentaine de soldats avaient tendu une embuscade, la nuit, aux partisans grecs ; mais ceux-ci, supérieurs en nombre du double, eurent raison de leurs agresseurs.

La troisième rencontre a eu lieu à Messimeri. 40 Antartes se sont défendus, en reculant, contre 200 soldats détachés de Podos, de Vodéna et de Vladovo. Ils ont eu 2 blessés et 4 tués.

D'autre part, 8 Grecs enfermés dans un monastère ont repoussé l'attaque de 75 Bulgares commandés par Lucas qui a été blessé. A Gramatikovo une bande d'Antartes a mis en fuite une bande de comitadjis. A Batacin, 300 Bulgares ont rencontré 30 Grecs, il y a eu un grand combat qui a duré un jour. Le chef des Antartes qui s'est battu héroïquement a été criblé de blessures, les comitadjis ont éprouvé des pertes sérieuses. Il m'est impossible d'avoir des détails. Les soldats de Vodéna étant accourus sur les lieux, les combattants se sont dispersés.

A Messimeri, les comitadjis avaient massacré une quarantaine de grécisants, avant l'arrivée des Antartes en Macédoine. Les habitants ont envoyé une délégation à Acritas pour qu'il vienne châtier

les criminels. « Il est nécessaire, lui avaient-ils déclaré, que nous montrions notre force. Il importe que nos ennemis sachent qu'à l'avenir ils ne pourront plus nous égorger impunément. » Acritas est entré à Messimeri, à la tête de 40 hommes. Il a saisi le pope bulgare, le mouktar exarchiste, président du comité local, deux comitadjis et deux villageois. Il a constitué une espèce de tribunal devant lequel il a fait comparaître ces prisonniers, et lorsqu'il a recueilli le témoignage unanime des patriarchistes qui les accusaient d'avoir tué ou fait tuer les 40 victimes du bulgarisme, il les a condamnés à être fusillés, séance tenante. Je m'informe des faits et gestes de ce capitaine, voici ce que me confesse un notable des plus actifs et des plus exaltés de la région :

« Sans doute il y a un progrès sensible Notre propagande reconquiert le terrain que nous avions perdu pendant vingt ans d'inaction et d'insouciance. Les bandes bulgares disparaissent peu à peu. Lucas qui nous opprimait, Lucas qui était le caïmakam de ce caza, Lucas qui faisait la pluie et le beau temps, brisant tous ceux qui résistaient à ses exigences, Lucas, le fanfaron, en est réduit à chercher un refuge au-dessus d'Ostrovo, dans le maquis. La plaine lui est interdite, et la montagne d'Agostos lui est fermée. Pourtant, je ne suis pas satisfait de la conduite d'Acritas. C'est un apôtre, mais ce n'est pas un capitaine, il agit l'Evangile en mains. Ainsi, il s'en va un jour à Gramatikovo, il s'empare de 36 roumanisants qui avaient secondé les exterminateurs de nos frères, il les emmène sur la montagne, il les sermone, puis... il les relâche. Dès leur retour, ces gens-là se sont empressés d'aller prévenir les autorités de Niaousta et de Vodéna, qui ont envoyé des détachements à la poursuite d'Acritas. Dans ce pays, voyez-vous, la parole est aux poignards et aux fu-

sils. Ce n'est pas nous qui avons inauguré le système des exécutions. Nous sommes restés muets et résignés sous la botte bulgare, avec l'espoir que l'Europe nous protégerait; quand nous avons compris que nous étions à la veille de tout perdre, nous avons changé de méthode. Nous avons résolu de répondre aux coups par les coups. Désormais nous rendrions œil pour œil, dent pour dent. Et nous sommes sauvés. Mais nous ne devons pas être faibles, nous éviterons de nous laisser guider par des sentiments d'humanité ! La bonté, la justice, la pitié, n'éxistent plus ici. Le paysan n'a peur que d'une chose : du couteau. Les plus belles prédications glissent sur lui comme sur un marbre. Il faut qu'il comprenne que s'il doit craindre les comitadjis, il doit encore plus craindre les Antartes. La terreur seule viendra à bout des hésitations. Tant pis, c'est l'Europe qui a créé cet état de choses. A chaque crime bulgare doivent succéder deux exécutions grecques, ou alors, la Grèce renoncera à jouer un rôle en Macédoine : elle se contentera des îles stériles. »

Un autre notable me dit, au contraire : « Le chef Acritas ne veut pas répandre du sang, à moins d'y être absolument contraint par les circonstances. Il évite de creuser un fossé entre les chrétiens, il tâche d'agir par la persuasion, il cherche à inspirer confiance, à rassurer même les coupables. Il ne punit que les assassins avérés. C'est pourquoi il a sévi contre les comitadjis de Messiméri qui avaient tué plusieurs Grecs. J'estime qu'il est dans la bonne voie. Tôt ou tard les Macédoniens l'apprécieront et l'aimeront. »

— On me raconte que le consul général de Russie, M. Giers, étant venu à Niaousta, s'étonnait qu'on n'y parlât pas bulgare. Il n'est pas entré dans la ville, dès qu'il a su que les habitants n'étaient pas exarchistes.

Vodéna

Je suis à Vodéna, l'antique Edesse, qui fut la capitale de la Macédoine, bien avant Pella. La ville moderne fut bâtie au pied des monts, comme Niaousta, sur une terrasse abrupte où se dressa jadis l'Acropole puissante. Elle est posée dans un berceau de verdure, le long des fontaines claires, des torrents et des ruisseaux tumultueux. Edesse s'étendait tout en bas, dans la riante vallée qui communique avec la plaine maritime par un étroit couloir. Le chemin de fer arrive péniblement jusqu'ici, après avoir troué et déchiré les flancs de dix collines sauvages qui encerclent la plaine, à l'ouest, tout escaladant par bonds douloureux le défilé qui conduit à Monastir, d'un côté, et à Salonique, de l'autre. Vodéna est habitée par 6.000 Grecs, 3.000 Turcs, 2.000 Bulgares, 200 Serbes, etc. Il y a 4 écoles grecques dont un demi-gymnase, une école de filles et deux écoles mixtes. Au gymnase, il y a 250 élèves, à l'école de filles 108 élèves, aux deux écoles mixtes 262 élèves, soit en tout 620 élèves. Cette ville et les environs étaient aussi sous la domination de Lucas. On m'y racontera l'histoire de Messimeri que j'ai entendue à Niaousta. « Lucas, me dit un bourgeois de l'endroit, nous assurait qu'il travaillait uniquement pour l'autonomie, qu'il n'était ni Bulgare, ni Grec, mais Macédonien. Depuis cinq mois, il a jeté le masque ; il a parcouru tous les villages en intimant l'ordre aux paysans de se déclarer Bulgares. Il a ensanglanté Messiméri. Il ne se contente pas de tuer, il vole, il pille ; il entre dans les maisons, et il exige qu'on lui remette tout l'argent qui se trouve dans les coffres. A Vodéna, sous les fenêtres du caïmakam, à la barbe du commandant de la place, il a raflé plus de mille livres (23 mille francs). Le médecin Vasdaris a dû lui remettre

près de neuf cents francs en trois fois. C'est lui qui a incendié le monastère de Prodromos. La formation des bandes grecques nous a soulagés. L'hellénisme n'est plus à la merci des bandits. Un exemple : il y a dix jours, Michaël Théodore jouait tranquillement aux cartes, avec un de ses amis, dans un café bulgare, lorsqu'un jeune homme de 20 ans lui a tiré traîtreusement un coup de revolver à la nuque. Le meurtrier était un exarchiste qui est allé rejoindre Lucas dans ses repaires. Eh bien, immédiatement, nous avons tiré une vengeance éclatante de ce forfait. Les Grecs ont riposté en tuant un Bulgare et un roumanisant qui étaient au service des comités. Non, nous ne serons plus égorgés comme des agneaux. Nous ne nous plaindrons plus auprès des puissances, nous agirons. »

J'avais lu dans certains ouvrages que les chrétiens de Vodéna étaient tous Bulgares ?

— Nous, Bulgares ? protestent, à ma question, des médecins, des prêtres, des instituteurs, des industriels, des commerçants, des cultivateurs, des ouvriers, des artisans, mais c'est *une calomnie !* Nous sommes Grecs...

— Vous êtes patriarchistes ? Vous êtes *roums ?*

— Nous sommes avant tout Hellènes ! »

Je vois, en effet, des femmes qui ont une finesse de traits remarquable, rien ne rappelle en elle le type lourd et sans grâce des Slavo-Macédoniennes, tout évoque la plus pure beauté attique.

« Je ne comprends pas, s'irrite le docteur Rizos, que des publicistes et des écrivains sérieux d'Europe écrivent sur la Macédoine des erreurs aussi grossières. A les lire, on s'imaginerait que la Grèce fut un mythe. Elle n'aurait jamais existé. Il ne suffit pas que le panslavisme se soit acharné sur nous, avide de nos dépouilles, il faut encore que les historiens, les géographes et les statisti-

ciens s'entêtent à nous considérer comme Slaves. Nous n'avons jamais été, et nous ne serons jamais Bulgares : qu'on se le dise, et qu'on le retienne. Il est arrivé ici des hordes de comitadjis qui ne désiraient, proclamaient-ils, que notre bien, le salut, la libération des Macédoniens de toutes races et de toutes religions. Lucas était le prédicateur, l'apôtre de la liberté. Hélas ! derrière la peau du sauveur, nous n'avons pas tardé à discerner l'oreille du spoliateur. Les révolutionnaires de Sofia veulent nous libérer du joug ottoman, mais pour nous gratifier du carcan bulgare. Grand merci du cadeau ! Nous avons repoussé ces prétentions. Aussitôt, des centaines de têtes sont tombées pour assouvir les appétits du panbulgarisme. Qu'importe le sang versé ! Qu'importent nos deuils et nos misères ! Nous ne déserterons pas notre drapeau, nous sommes irréductiblement fidèles à l'hellénisme.

— D'après quelques auteurs, vous êtes Bulgares, bien que vous soyez grécisants.

— Sur quoi est basée cette affirmation ?

— Sur la langue que vous parlez au foyer.

— Toujours cette éternelle stupidité. Mais que l'on sache une fois pour toutes, et n'y revenons pas, que le slavo-macédonien est un mélange corrompu de tous les idiomes qui ont été introduits dans ces provinces à la suite des invasions et des conquêtes : il est fait de bulgare, de serbe, de grec, de valaque, d'albanais, de turc. Ce n'est pas une langue, c'est un patois. D'ailleurs nous parlons grec également, et le grec le plus pur. Tous les hommes des générations nouvelles abandonnent de plus en plus le langage des paysans et des ignorants pour la langue savante, la langue des gens instruits et cultivés. Dans les familles les plus riches du Midi de la France est-ce que la langue quotidienne, la langue de la maison n'est pas

le patois ? Car je connais la France, Monsieur, j'y ai complété mes études de médecine que j'avais commencées à Athènes. J'ai même assisté aux funérailles de Gambetta... A supposer que je sois d'origine bulgare ou serbe, et je défie tous les ethnographes des deux continents de le déterminer exactement, que je descende des Pélasges, ou des Scythes, je n'en suis pas moins Grec d'esprit, de cœur, d'aspirations, d'éducation, et j'entends passer pour Grec aux yeux de l'univers. J'ai le droit, je pense, de disposer de ma personne. Nous réclamons de l'Europe le respect de nos volontés et de nos consciences. Est-ce que Napoléon et Gambetta n'étaient pas d'origine italienne ? Et cependant n'appartenaient-ils pas à la famille française ?

— Etes-vous de Vodéna même, ai-je interrogé ?

— Parfaitement, nous sommes trois médecins grecs, originaires de cette ville : les docteurs Anastasios Vasdaris, Nicolas Hadji Tasko et moi. Le docteur Hadji Anghelos, qui exerce à Monastir, est notre compatriote, ainsi que le directeur et les maîtres de nos écoles. Nous ne sommes pas des Hellènes d'importation, transplantés sur cette terre pour les besoins d'une propagande.

— Avez-vous des confrères bulgares ?

— Nous en avons un seul, installé dans nos murs depuis trois mois seulement ; mais, *lui* n'est pas de Vodéna, il est étranger au pays, venu je ne sais d'où, d'Ochrida ou d'Uskub...

— Et vos pharmaciens ?

— Aucun de la ville n'est ni Bulgare, ni Serbe. »

J'ai eu l'occasion de rencontrer le médecin bulgare, un parent, dit-on, de Sarafof, chez le caïmakam. Il a violemment attiré mon attention par un riche costume de fonctionnaire turc, à éclatantes dorures, qu'il avait revêtu en l'honneur du Sultan, dont on fêtait l'anniversaire de l'avènement au trône. J'ai sollicité de son extrême amabilité une

entrevue particulière dans laquelle je pourrais entendre « l'autre son de cloche ». J'ai le regret d'écrire que ce personnage n'a pas cru devoir venir au rendez-vous qu'il m'avait promis et dont il avait fixé lui-même l'heure et l'endroit. Il a dédaigné de s'excuser de son manque de correction. Sans doute a-t-il craint de m'aveugler par trop de lumière.

J'ai tenu néanmoins à contrôler les dires du docteur Rizos ; j'ai constaté qu'ils étaient rigoureusement conformes à la vérité ! Ce sont encore les Grecs qui ont créé un mouvement industriel à Vodéna. J'ai visité la filature de coton que dirigent MM. Tsitsis et Cie. Cette maison emploie plus de 350 ouvriers et produit plus de 100.000 paquets de fil par an. C'est la plus grande filature de coton dans tout l'Orient.

Il est difficile de dire qu'à Vodéna il n'existe pas de Grecs ! On m'objecte parfois que les Macédoniens qui s'affichent Grecs ignorent leur véritable nationalité, qui est bulgare, parce qu'ils ont été pétris pendant des siècles dans l'erreur par les évêques et les prêtres du Phanar. Cette objection peut-elle s'appliquer à des médecins, à des avocats, à des industriels, à des commerçants, à des professeurs, à des instituteurs ? J'ai remarqué d'ailleurs que plus un Valaque ou un Slavo-Macédonien sont instruits, plus ils connaissent l'histoire, le passé de leurs ancêtres, et plus ardemment ils sont attachés à l'hellénisme.

Tandis que j'attendais, en vain, le médecin bulgare, j'ai causé dans la maison du rendez-vous, une longue heure durant avec trois habitants de Vodéna. J'avais devant moi un Bulgare, aide-pharmacien, un Serbe, instituteur, et un Grec, hôtelier. Un Epirote, aux allures louches et équivoques, m'a servi d'interprète.

« Eh bien, mes amis, ai-je débuté, vous en faites

du propre ; vous vous entr'égorgez entre chrétiens, au lieu de vous unir, de vivre en frères sous la domination ottomane. Vous perdez les sympathies des libéraux d'Europe, et vous relevez le prestige du Turc qu'on croyait seul capable de commettre des atrocités. Vous le dépassez, parfois.

— Ce sont les Grecs qui sont cause de tout, vocifère le Bulgare. Les Antartes ont envahi le pays. Ils nous tuent...

— Tu mens, riposte le Grec, nous nous défendons seulement ; hélas ! nous avons mis trop de temps à prendre les armes. C'est vous qui avez commencé. Vous nous massacriez tous les nôtres pour les obliger à se faire inscrire Bulgares. Dans mon village, à Messimeri, vous en avez tué plus de vingt en peu de temps. Qu'avaient-ils fait ? C'étaient des gens honnêtes et paisibles. Vous avez martyrisé le prêtre Stoyan, tu te rappelles. Et vos victimes de Vladovo ?

— Il a raison, approuve le Serbe.

— C'étaient des traîtres ! explique le Bulgare. Ils ne donnaient pas d'argent aux comités.

— Ah ! tu appelles cela trahir, toi ! Et qu'est-ce que vous en faites de cet argent ? Tes brigands en vivent, ils s'emplissent les poches à nos dépens. Ah ! ils s'en moquent de la Liberté, de la Justice, et des Réformes ! Ce n'est pas l'ordre qu'ils souhaitent, c'est l'anarchie qui favorise leurs pillages et leurs tueries. Ils ont pris goût à cette existence de paresse, ils mangent, ils boivent chez « leurs protégés ». Ils disent qu'ils réclament la réduction de nos impôts, et eux exigent de nous des taxes bien plus lourdes.

— Ils travaillent pour la libération de la Macédoine, il faut bien que celle-ci les aide.

— La libération de la Macédoine ? Ne viens pas nous raconter des fables. C'est bon pour les Européens, cela. Vous entendez que nous vous cédions

nos droits. Vous entendez que nous vous livrions nos fortunes, nos églises, nos écoles. Vous entendez que la Macédoine soit annexée à la Bulgarie.

— Vous êtes Bulgares, la Macédoine est à nous.

— Il prétend que la Macédoine est à eux, raillent le Grec et le Serbe. C'est depuis qu'on leur a fourré cette idée dans la tête qu'ils sont devenus fous furieux. Vodéna est bulgare, n'est-ce pas ?

— Non, à Vodéna, concède l'aide-pharmacien, vous avez la majorité, les Grecs, mais la campagne, tout le reste du caza nous appartient.

— Puisque les villages vous appartiennent, pourquoi éprouviez-vous le besoin d'y tuer nos primats, nos prêtres, nos instituteurs ?

— La Révolution, pour triompher, doit faire des exemples. Ce n'est qu'à coups d'audace qu'on chassera les tyrans.

— Je t'ai déjà prévenu qu'avec moi, réplique l'hôtelier, il ne fallait pas nous amuser avec des sornettes : garde-les pour les imbéciles et pour les Européens. Les tyrans, pires que les autres, ce sont les comitadjis qui persécutent des femmes et des enfants. Mais à quoi bon tout ce que vous avez entrepris ? vous ne réussirez pas à nous bulgariser. Nous sommes restés tranquilles une année, trois années, dix années, avec l'espoir que l'Europe vous mettrait à la raison. Puisqu'elle nous laisse « saigner » comme des moutons, nous mordrons à notre tour. Oh ! nous n'attaquerons jamais les premiers, nous ne pensons même pas à venger tous ceux que vous avez assassinés, nous jetons un voile sur le passé, mais à l'avenir, si une tête grecque tombe, une tête bulgare tombera aussi.

— Tout cela est déplorable, ai-je observé. Vous vous battez au profit des autres. Ce n'est pas vous qui déciderez du sort de la Macédoine. Vos divisions ne servent que les intérêts de l'Autriche, de

l'Italie, de la Russie. On démontrera aisément que vous êtes incapables de vous gouverner, et qu'un tiers est nécessaire pour vous réconcilier.

— C'est vrai ! approuvent en chœur le Bulgare, le Grec et le Serbe, réunis pour une seconde dans une même pensée.

— Vous admettez, n'est-ce pas, qu'il y a des régions nettement grecques, nettement bulgares et nettement serbes ?

— Parfaitement, m'est-il répondu. Et après ?

— C'est le centre qui excite toutes les convoitises ?

— Les Grecs veulent tout, se plaint le Bulgare.

— Non, ce sont les Bulgares qui sont les plus exigeants, rectifient le Grec et le Serbe. Et la preuve, c'est qu'ils nous chassent de nos propres maisons.

— Avez-vous jamais cherché à discuter entre vous les parts qui vous reviennent ?

— Non. Mais il est impossible qu'un partage amical soit accepté par les trois partis...

— Vous n'en savez rien, puisque vous n'avez jamais examiné ce point ensemble, avec le désir sincère d'aboutir à un arrangement, même au prix de quelques sacrifices. Quoi qu'il en soit, la Turquie étant encore debout et prête à garder son bien, le moment n'est pas venu pour vous de songer à lui succéder. Aujourd'hui, vous devez développer vos forces respectives dans le calme, dans le travail, dans l'union. Votre unique programme à tous, le seul réalisable, sera de réclamer toutes les améliorations au régime actuel susceptibles de vous procurer plus de justice. Le plus urgent pour les Macédoniens est d'avoir de bons administrateurs, un budget régulier, des impôts équitablement répartis, des routes carrossables. Tout cela, vous pouvez l'obtenir. L'opinion publique en Europe vous soutiendra dans vos légitimes revendi-

cations. Puis, chaque nationalité évoluera normalement autour des écoles. Dans vingt, dans cinquante ans, chacun aura pleinement conscience de ce qu'il est, chacun ira, en toute liberté, se ranger sous le drapeau qu'il aura choisi. Les Macédoniens ne sont pas encore assez éclairés, je parle de la masse des paysans qui ne savent qu'une chose, c'est qu'ils sont chrétiens. Il faut les amener par une lente éducation à l'idée de patrie, il faut leur enseigner l'histoire, leur apprendre ce que furent leurs ancêtres. Ce n'est que lorsqu'ils seront en état de se guider eux-mêmes qu'on pourra leur demander ce qu'ils sont et ce qu'ils veulent être.

— Il parle bien, opine le Grec. Il a raison, répètent le Bulgare et le Serbe.

— Vous dites que j'ai raison, mais demain vous recommencerez à vous battre.

— C'est possible, prévoit le Bulgare, ironique. »

Je ne quitterai pas ces trois Macédoniens sans leur avoir posé quelques questions sur leur langue commune.

— Quelle langue parle-t-on à Vodéna ?

— Le bulgare, répond vivement l'aide-pharmacien.

— Le serbe, riposte l'instituteur.

— Dans cette langue, il y a beaucoup de mots grecs, ajoute l'hôtelier.

— Voyons, un Bulgare de Sofia se fera-t-il comprendre d'un paysan d'ici ?

— Sans doute, tranche l'aide-pharmacien.

— Sans difficultés ?

— Oh ! avoue-t-il, pas tout à fait, il y aura du tirage.

— Bien. Et le même paysan comprendra-t-il un Serbe de Belgrade ?

— Il me comprend, affirme l'instituteur.

— Toujours, insistai-je ?

— Quelquefois, m'est-il répondu, il y a des hésitations, des trous. »

Je demande encore :

— Dans le slavo-macédonien, y a-t-il des formes serbes ?

— Oui.

— Et des formes bulgares ?

— Oui. »

Je me garderai donc de professer que le slavo-macédonien est bulgare ou serbe, totalement.

Castoria

Je quitte Vodéna pour me rendre à Castoria, à douze heures d'ici, dont dix à cheval. Des derniers sommets sous lesquels se blottissent les maisons de Klissoura, perchées comme des nids d'aigle, j'avais aperçu, tout en bas, dans le lointain, une clarté radieuse qui scintillait sous les rayons ardents du soleil. Cette splendeur s'éteignait tout à coup, telle une étoile filante, dès que je dégringolais les chemins rudes et capricieux, tracés à pic, sur des pentes ingrates et rocheuses, puis elle flambait à nouveau plus éclatante et plus grosse, tandis que je chevauchais dans la plaine. J'étais tout près du lac de Castoria. J'avais quitté Sorovitch, le matin, à l'aube, et j'avais fait huit heures de route interminable, avec l'escorte habituelle de soldats en guenille, tristes compagnons qui ne m'inspirent toujours que de sombres et amères pensées. J'arrive tout au bord de la mer minuscule. J'entre dans une barque bizarre et dont le modèle, assurément, remonte aux âges primitifs. Sous les lentes et molles poussées de trois rameurs turcs, nous glissons sur la surface liquide unie comme un miroir.

Un cirque majestueux de montagnes âpres et hautes, aux teintes grises, nous domine et nous

enserre. Une seule trouée, à gauche : c'est la porte par où s'envolent tous les espoirs... vers l'Hellade immortelle. Mais où donc se cache la mystérieuse cité ? En vain, je la cherche partout du regard. Les bateliers s'amusent de mon étonnement et de mon ignorance : « Vous l'admirerez bientôt », me promettent-ils, malicieux. Je l'admirerai ? Elle est belle, en effet, m'a-t-on assuré.

L'astre du jour disparaissait lentement devant nous, le soir commençait à tomber sur mes épaules trempées de sueur, car la chaleur avait été accablante, et le lac me renvoyait de sa fraîcheur : j'étais glacé, et je grelottais presque. Aussi, las de scruter l'horizon qui se ferme obstinément, je ramasse tout mon corps dans un coin, où ne souffle pas la brise, et j'attends, indifférent et résigné, que la coquette consente à se montrer.

La barque, maintenant, contourne en l'effleurant une colline pauvre et nue d'aspect ; on l'a grattée sans pitié, et il ne lui reste plus que de misérables chardons, des pierres et des rocailles. Nous longeons un monastère grec, véritable oasis sur cette côte désolée avec ses platanes et ses saules plantés droits au-dessus de l'eau tranquille. Puis, nous atteignons à un petit cap qui nous ouvre un passage inattendu hors du cirque ; et, enfin, voici Castoria, là, à trois cents rames. Elle est belle, en effet, avec ses maisons qui se mirent dans l'eau du lac et qui courent sur les pentes verdoyantes de trois collines. Elle porte au front une aigrette : c'est un minaret tout blanc qui semble vouloir s'envoler vers le ciel. Elle est belle, de loin, mais dès qu'on s'engage dans ses ruelles étroites, on est vivement déçu. Ce ne sont que rigoles, trous, fondrières et fossés où s'étalent sans vergogne toutes les pourritures, tous les détritus, toutes les charognes, tous les chiffons de la ville. En hiver, la pluie emporte la saleté dans le lac ;

en été le soleil la sèche et la purifie. Et les habitants vivent, dans un perpétuel égout, sans être infectés par les épidémies. C'est une perle qui repose dans un écrin d'ordures.

Castoria vient du mot Kastro, qui signifie forteresse. Les villageois disent encore aujourd'hui : « Nous allons à Kastro. » C'est l'ancienne Keletron de Tite-Live. Elle fut un lieu d'exil sous les empereurs de Byzance. L'empereur Dioclétien avait construit une ville, en face : Dioclitianopolis. On trouve des antiquités, des tombeaux, des monnaies, etc. Il y a dans la ville 74 églises très anciennes. Le lac s'appelait Orestias. Sous le gouvernement turc Castoria est devenue le chef-lieu d'un caza. Sans aucun doute, elle fait partie du domaine hellénique. Elle compte 7.000 Grecs, en présence de 3.500 Osmanlis et de 1.500 Israélites. Il n'y a pas de Slaves ni de slavisants ; il n'y a pas non plus d'églises ni d'écoles bulgares. Par contre, il y a quatre écoles grecques avec un millier d'élèves, filles et garçons. Castoria est experte à travailler les fourrures qu'elle exporte à Londres et à Paris.

Comme le traité de San-Stefano englobait la région dans la « Grande Bulgarie », les comitadjis n'ont pas manqué de la soumettre à une active propagande. C'est même ici, jusqu'à Monastir, qu'ils se sont distingués par un acharnement fort caractéristique. Ils firent leur première apparition en 1900. — Le terrain avait été préparé par des marchands russes qui parcouraient les bourgs et les villages en vendant des ciseaux, et en prodiguant des encouragements slavophiles. — Petrof et Marcof jurèrent d'abord sur l'Evangile aux Macédoniens de toutes races et de religion chrétienne qu'ils ne se battraient que pour la liberté. Ils prêchaient la guerre aux tyrans et l'union indissoluble de tous les opprimés. Ils ne visaient, disaient-ils, au triomphe d'aucune nationalité, ils ne

réclameraient qu'une autonomie favorable indistinctement aux Bulgares, aux Grecs, et aux Serbes. D'ailleurs, leurs intentions étaient si pures et si désintéressées, que tous les gouvernements balkaniques approuvaient et soutenaient, d'accord avec la Russie, ce mouvement libérateur. Les partisans les plus exaltés de l'Hellénisme se rangèrent sans hésitation sous le drapeau de Pétrof et de Marcof. Ils donnèrent de l'argent aux comités révolutionnaires, ils prirent les armes et ils préparèrent le soulèvement de leurs frères, en formant des bandes. Les villageois apprenaient le tir. Kota, Vanghélis, Pavlo Athanase, par exemple, trois chefs d'Antartes, fraternisaient avec les voïvodes. Plusieurs Grecs furent jetés en prison sur les dénonciations du Bulgare Vantcho, tels : l'instituteur de Nestram, Christos Tselikanidès, Pappas-Arghyri, curé patriarchiste de Joupanitcha, le Dr Tipadi, médecin de Hrupichta, Ghitso, de Smardech, Charissi, instituteur à Hrupichta, Antonie Tersowski, de Kostinetz, Pappas Christos, de Vambel, André Naoum, de Zelovo, etc. Cette coopération gréco-bulgare dura plus d'une année ; et même en 1903, pendant l'insurrection, il y avait encore des Hellènes parmi les comitadjis, des Hellènes qui continuaient à être trompés. L'attitude des chefs bulgares parut bientôt suspecte à quelques clairvoyants. On ne s'expliquait pas très bien l'insistance qu'ils mettaient à conseiller aux prêtres patriarchistes de dire la messe avec les popes exarchistes. Les révolutionnaires grecs tinrent un grand conseil, et il fut décidé que l'un d'eux se rendrait à Athènes pour demander si la ligne de conduite qu'ils avaient adoptée était conforme aux intérêts de l'Hellénisme et s'il était exact que le gouvernement du roi Georges eût distribué des fusils Gras aux délégués de Sofia, pour bien marquer ses intentions. Ce fut Christos Hadji, de Nes-

tram, qui fut chargé de cette mission. La réponse ne tarda pas à venir de Grèce. « On nous a indignement trompés, écrivait Christos Hadji. Il ne s'agit pas de notre libération, mais de notre bulgarisation. Jamais l'Organisation intérieure n'a sollicité ni obtenu le concours d'Athènes. Jamais il n'a été question d'une entente entre la Bulgarie, la Grèce, le Monténégro et la Serbie pour favoriser un soulèvement des Macédoniens et provoquer l'établissement d'un régime autonome. Encore moins, cette entente n'a-t-elle jamais été sanctionnée par la Russie. Amis, Petrof, Marcof et Yankof se sont joués de nous. Ils veulent tout uniquement notre perte et notre ruine. Ne les écoutez plus. » A partir de ce jour, le gros des troupes grecques rentra dans le bon sens. Voyant que leurs projets avaient échoué, les comitadjis n'eurent plus de retenue ;ils découvrirent cyniquement leur plan qui était, en effet, d'étrangler l'hellénisme. Les prêtres, les instituteurs et les notables patriarches furent traqués, chassés ou massacrés.

En 1901, le prêtre de Nered, l'instituteur Athanase de Sistevo, sont les premières victimes. Au mois de février de l'année suivante, Tchakalarof entre dans Joupanichta, à la tête d'une bande et dit au prêtre Arghyri : « Vous devez devenir Bulgares, vous et vos patriarchistes, ou vous serez exécutés ; je vous donne vingt jours. » A Tiholichta, à la même époque, une autre bande intimait l'ordre, pendant la nuit, aux habitants de retirer leurs enfants de l'école grecque. Petrof et Kouzos forcent le prêtre grec Christos d'Olichta à céder une église aux exarchistes.

A Pozdvichta, l'instituteur Elie est exécuté par Tchakalarof et Mitro Vlacho, parce qu'il n'a pas fermé l'école grecque. Bizoz d'Aposkep s'enfuit à Athènes, pour échapper au supplice ; car il a protesté contre les comitadjis qui ont assemblé, la

nuit, dans l'église, tous les patriarchistes pour les engager à confier leurs enfants à l'école bulgare. Deltcheff est venu — de Sofia — inspecter les bandes en mars 1902. Il a donné un commandement à Tchakalarof qui revenait de Grèce où il avait acheté des armes avec les deux mille napoléons qu'il avait reçus de Bulgarie.

Fin 1902, Tchakalarof nomme Kole, de Mokreni, lieutenant. Popof arrive de Sofia et forme une bande. Lazo Papa Traïkof est désigné comme voïvode en chef des districts de Castoria et de Bilista. Il sera tué en 1903 par Dalipi, de Gabreche, et Simon, d'Armensko, partisans de Kote. Le 8 février 1903, Mitro Vlacho dit au prêtre Germanos de Labanitsa : « Ou vous serez Bulgare, ou vous mourrez. » Athanase Capitanaki proteste de ses sentiments grecs, il est roué de coups. Il s'enfuit à Athènes pour ne pas être poignardé. Le 9 février 1903, dans la nuit, Tchakalarof convoque tous les habitants de Kotinetz à l'église ; et baïonnette au canon, les comitadjis les obligent à signer deux pétitions, l'une pour l'exarque, l'autre pour le gouvernement. Le dimanche suivant, on veut contraindre le prêtre grec à officier avec le pope bulgare. Pendant la messe, celui-ci prononce un réquisitoire des plus haineux contre le roi Georges et contre le Patriarche. Tchakalarof et Traïkof hurlent, tantôt l'un tantôt l'autre, une malédiction à l'Hellade : « A bas la Grèce! A bas le Patriarcat ! » ou « Vive l'Exarque ! Vive la Bulgarie ! » Les 25, 26 et 28 du même mois, les 1er et 2 mars, les mêmes scènes se renouvellent à Smardech et à Vambel. Le 3 mars, Tchakalarof revient à Smardech ; il visite l'école grecque, il menace le maître et la maîtresse, et il s'écrie : « Je jure d'étouffer l'hellénisme dans le sang ! » Le 12 mars, il fait une autre apparition, la nuit, avec Kliatkof, il assemble le peuple ; soixante comitadjis l'escor-

tent. Il dit : « C'est fini, vous êtes tous Bulgares ! » Quelques Grecs signent une adhésion au bulgarisme, mais dans la suite, ils se réfugient à Castoria, et ils se plaignent de la violence dont ils ont été l'objet. Cependant, un vieillard de 80 ans, Vassili, a répondu à Tchakalarof : « Je suis vieux, je ne tiens pas à la vie, vous pouvez me tuer car jamais je ne déserterai l'hellénisme. » il sera tué le 8 mai. Les 13 et 14 mars, la persécuiton sévit à Vambel et à Vernik. Les comitadjis envoient des chèques d'abord aux commerçants, aux propriétaires et aux beys, puis ils lèvent des contributions sur tous les Macédoniens indistinctement. Panayoti Karandja, épitrope grec, Athanase. Pandéli Ratcho, éphore, Pandeli Korovessi, etc., sont assassinés. Le 9 mars, Tchakalarof brûle l'église et l'école grecques de Smardech. Le 27 mars (1903) Sarafof est dans ce bourg avec une soixantaine de comitadjis. Il traverse Gabreche, Pozdovichta, Aposkep, etc., et ordonne aux instituteurs grecs de partir. Tous les villages terrorisés se soumettent au bulgarisme. Zelevo, pourtant, résiste aux menaces. Le 21 mai, Lazo Papa Traïko, Manoli, de Bobichta, et 300 comitadjis cernent le bourg et entament le combat avec les habitants qui se défendent âprement sous le commandement de Pavlo, de Naoum Andrea et de l'instituteur Nicolas. Mais bientôt un détachement est envoyé de Pissoderi ; les comitadjis s'enfuient, harcelés par les soldats et par les Grecs de Zelevo. Tchakalarof emmène de force les patriarchistes dans les montagnes pour en faire des comitadjis. Quelques-uns parviennent à se sauver ; lorsqu'ils sont repris, ils sont massacrés. Un conseil est tenu à Tcharnovitsa entre Tchakalarof, Lazo Papa Traïkof et Popof, au cours duquel il est décidé que l'archevêque grec de Castoria doit disparaître. Un Valaque, Lucas Goula est chargé d'exécuter le représentant

du Patriarche ; il est arrêté et fait des aveux devant le Caïmakam, il n'accomplira jamais sa « mission ». A Nered, le 14 juin, cinq notables grecs sont tués, parce qu'ils ne veulent pas être Bulgares. Le 19 juin, Tchakalarof poignarde Vassili Sotir, à Kostinetz. Le 22 juin, c'est le mouktar Naké, de Statishta, qui tombe sous le couteau des comitadjis. Le 26 juin, Tchakalarof remet les clefs d'une église grecque d'Olichta aux prêtres bulgares ; le prêtre patriarchiste est obligé de s'enfuir à Castoria.

Le 16 juillet, Tchakalarof se rend à Lochnitza, tue un Turc, et laisse sur le cadavre cette déclaration : « C'est la Révolution qui commence ! » Le 19 juillet, les bandes bulgares traînent les villageois, hommes, femmes et enfants, sur les montagnes. A partir du 21, toute la région est dominée par les comitadjis qui s'attaquent également aux musulmans. 26 Turcs inoffensifs sont massacrés d'un seul coup entre Aposkep et Zerveni. Les Grecs Yovanni, Koutzovalaque, qui se refuse à donner son fils au bulgarisme, Papa Christos et un de ses parents sont tués. Le mouktar grec de Zelevo est tailladé à coups de baïonnettes à Konomladi. A Babtchor, deux femmes sont tuées parce qu'elles ont reçu l'archevêque grec de Castoria. A Bresnitsa, Tchakalarof exécute le notable grec Antonio Zaïko et son fils, et brûle sa maison. A Tiholichta, Photi Soumari, 80 ans, Nassenen, même âge, sa fille Calliope, 45 ans, Kosmas Stacé, 52 ans, sont exécutés à coups de baïonnette. Les bourreaux ont coupé les parties sexuelles de Kosmas Stacé. Ils ont enlevé la femme Stoina Dinovitcha, âgée de 62 ans, et Delio Tirpoche, ils leur ont arraché les yeux, puis ils les ont criblés de coups de poignard. A Prekopana, Yovan, notable, avait auprès de lui son oncle et sa mère ; Tchakalarof lui coupe le nez, la langue, lui arrache les

yeux, et le supplicie pendant quatre heures. Les comitadjis dansaient, chantaient et buvaient, tout en lui donnant des coups de baïonnette. Le malheureux suppliait qu'on l'achevât : « Non, non, ricanaient les tortionnaires, nous voulons boire encore à ta santé. » Son oncle, Papa Christos, qui était contraint d'assister à ce spectacle, ne put résister à l'émotion, il s'évanouit ; on le tua après le neveu. Traqués par les Bulgares, les Macédoniens ne sont pas protégés par les troupes turques. Sous prétexte de poursuivre les comitadjis, les soldats se mettent à brûler les villages qui sont encore debout, et quatre mille comitadjis sous les ordres de Tchakalarof et de Popof, contemplent impassibles, du haut des montagnes, les « horreurs turques ». Ils se sont enfuis au-dessus de Zagoritchani, 300 familles d'exarchistes et de patriarchistes se réfugient épouvantées à Castoria. Les Bulgares : Draska, Kiriazo, Nako, Babouli, etc., sont sauvés par l'archevêque grec dans sa maison. — Ce métropolitain a été cependant accusé par le *Novoyé Vremia* d'avoir aidé les soldats turcs à exterminer les Bulgares.—Plusieurs combats ont lieu entre les bandes et les troupes. Puis, en septembre, un iradé permet aux révoltés de rentrer dans leurs foyers. Ausitôt, Tchakalarof quitte la Macédoine, il va à Trikala, en Grèce, puis à Preveza, de là, en Italie et en Bulgarie. Popof, Lazo Papa Traïkof, Manoli et Mitcheff, de Bobichta, se dirigent vers le Morihovo où ils se dispersent. Mais Manoli tombe dans une rencontre, Papa Traïkof est blessé. Celui-ci est capturé par Dalipi et Simon, chefs grecs, et il est tué. C'est la fin de l'insurrection.

Il y a ici, à Castoria, plus de trois cents réfugiés des environs. Ce sont des slavophones, pour la plupart, qui ont abandonné leurs maisons, leurs biens, leurs familles, plutôt que d'adhérer au bul-

garisme. Je les ai interrogés, hommes, femmes et enfants. Ce fut, pendant quatre jours, dans ma chambre, une longue théorie de malheureux qui vinrent me confier leurs détresses. Ils pensaient qu'un journaliste, en Europe, est tout puissant, et ils me suppliaient de plaider leur cause, de défendre le droit qu'ils revendiquent d'être ce qu'ils veulent être.

Un villageois de Pozdovichta me raconte ceci : « L'année dernière, en juin, une bande commandée par Mitro Vlacho est entrée dans notre village pour nous châtier, Yovan Naoum, Lambros Papadimitri et moi, qui persistions à nous dire Grecs. Comme il ne nous a pas trouvés, Mitro Vlacho a tué la mère de Yovan, âgée de 75 ans ; cette vieille femme a reçu 40 coups de couteau, après qu'on lui eut crevé les yeux.

Il y a deux ans, un habitant du même village, Christos Andrea, a été horriblement mutilé (juillet 1903). Il y a trois ans, le prêtre Elie, le frère de Lambros Papadimitri et Georges Yantche, avaient été déjà tailladés en morceaux. Lorsqu'on voulut établir l'identité des victimes, il fut impossible de réunir les diverses parties des cadavres, tant celles-ci étaient méconnaissables, coupées à l'infini. Aussi Pozdovichta est courbé dans la terreur, il s'est déclaré Bulgare pour ne pas subir d'autres tortures ; mais les habitants attendent impatiemment la première occasion de revenir à l'hellénisme. Du reste, beaucoup de familles se sont enfuies. »

Jean Antoine Zaïcos me dit : « Avant l'insurrection, en mars 1903, Tchakalarof m'a capturé pour m'exécuter. Mais j'ai pu me sauver dans la nuit. Plus tard, le 29 août, les comitadjis ont massacré mon père et mon frère Lazos, et pendu le mouktar grec Georges Karaolan. Ma maison et mes troupeaux ont été brûlés. »

Christos Theokari, de Chestovo — qui a une figure grecque, très fine, les yeux vifs et intelligents — me donne le témoignage suivant : « Les comitadjis ont assassiné deux de mes cousins, dont l'un était instituteur, ils ont pendu mon oncle Démètre Noti, et mon beau-frère, celui-ci la tête en bas, parce qu'ils ne voulaient pas devenir Bulgares. »

Démètre Papa Anastase, de Tchernovichta, me dit : « Les comitadjis m'ont attaqué la nuit, je me suis défendu, et j'ai pu échapper à leur poursuite. Mais ils ont tué ma femme ; un autre jour, ils ont pendu mon cousin, puis ils l'ont percé de coups. »

Nicolas Ghitsos, de Smardech, me déclare : « Sur 300 maisons, dans notre bourg, 230 étaient grecques et 70 étaient bulgares. Les comitadjis ont voulu nous ruiner. Ils ont provoqué les Turcs, avant l'insurrection, en mai 1903, et les soldats ont brûlé Smardech et massacré 97 habitants. Après le départ des troupes, les comitadjis sont revenus, et ils ont incendié tout ce que les Turcs avaient épargné. Ainsi, l'église, l'école et une dizaine de maisons grecques ont été réduites en cendres. Les Bulgares eux-mêmes protestaient contre la cruauté de Tchakalarof ; celui-ci, pour donner un exemple, en a exécuté trois, dont une femme. Smardech a été contraint d'embrasser l'exarchisme. »

Un paysan d'Aposkep, me dit : « Le village était moitié grec, moitié bulgare. Les comitadjis nous ont annoncé que tous les habitants devaient être à l'avenir exarchistes. Et pour nous montrer qu'ils étaient résolus à tout briser, ils ont tué un jeune homme de 25 ans. Le prêtre et l'instituteur ont dû se réfugier ici avec quatorze familles. » La mère de ce paysan pleure devant moi ; elle parle grec comme tous les Macédoniens du caza que j'inter-

roge. Tous ces gens-là ont abandonné leurs champs et leurs vignes ; leurs récoltes et leurs moissons sont perdues.

Une femme de Chestovo me dit : « Les comitadjis ont tué mon mari, il y a cinq ans ; c'est le premier *instituteur* grec qui est tombé sous le poignard bulgare dans cette région. »

Papa Germanos, de Lobanichta, me raconte : « En novembre 1901, on a massacré Stoyan Dimo, notable de la communauté grecque. Après cette exécution, les comitadjis ont commencé leur propagande dans le village. Ils ont mandé mon frère et un autre villageois et les ont exhortés à devenir Bulgares. Ceux-ci ont refusé ; ils ont été punis d'une amende. Mon frère, craignant pour sa vie, s'est enfui à Athènes. Moi-même, j'ai dû partir en mars 1903. Tchakalarof et Mitro Vlacho étaient venus me menacer plusieurs fois. Un mois après mon départ, ils se sont vengés sur ma sœur. A chaque coup de couteau qu'ils lui donnaient, ils s'écriaient : « celui-ci est pour ton frère ! celui-là est pour le Patriarche ! » On lui avait coupé une main qu'elle devait tenir de l'autre. Mon oncle, Apostol Christo, âgé de 90 ans, a été scié en quatre morceaux ; sa tête fut jetée au loin, les comitadjis lui demandaient avec des ricanements : « veux-tu être Bulgare ? »

Une femme de Gabreche me dit : « Mitro Vlacho voulait tuer mon mari, qui s'est enfui à Athènes, mais il a égorgé notre beau-frère, un enfant de 3 ans. »

Un paysan de Tcherechnitza, Thomas Argyriou me dit : « Notre village était entièrement grec. Mitro Vlacho, Kouzos et Tchakalarof sont venus il y a quatre ans, avec une bande, nous intimer l'ordre de nous déclarer Bulgares.

— Vous serez châtiés, menaçaient-ils, si vous n'obéissez pas. Nous tuerons le prêtre, l'instituteur

et les notables. — Quarante maisons se soumirent tout de suite. Les autres résistèrent pendant deux ans. Que voulez-vous ? nous sommes pauvres. Nous serions obligés de quitter nos champs. Que deviendrions-nous ? Nous sommes restés Grecs de cœur, nous parlons, nous écrivons et nous lisons le grec. Encore aujourd'hui, à l'église, nous chantons en grec, car nous ne savons pas lire le bulgare. » Quand les paysans viennent à Castoria, au marché, ils pleurent, ils disent : « Nous sommes toujours Grecs, mais nous n'osons pas le crier, de peur qu'on ne nous massacre. La femme Dina, épouse de Constantin, a été tuée par Kouzos à coups de baïonnette, parce qu'elle protestait contre les violences bulgares. »

Un habitant de Tiholichta me dit : « Il y a dans le village environ 150 familles, presque toutes sont grecques. Pendant trois ans, l'instituteur bulgare n'a pas eu un seul élève ; découragé, il est parti. Mais les comitadjis ont voulu nous châtier : le 27 août 1903, Rozef, Vantchos et Temelkas sont entrés à Tiholichta, ils ont brûlé 4 maisons et massacré 3 hommes : Cosmas Yoannou, Delios Triphonos, Photis Thomas, et trois femmes, Nassena, âgée de 80 ans, sa fille, Kalina, âgée de 45 ans, et Mathi, âgée de 62 ans, parente du docteur grec Kosmas Papalambros, de Castoria. Les comitadjis ont arraché les organes génitaux de Cosmas Yoannou, crevé les yeux de Delios Triphonos et de la femme Mathi. Les cadavres étaient horriblement défigurés. »

Une femme de Smardech me dit : « Sept mois après l'assassinat de mon mari, Tchakalarof, Lazo Papa Traïkof, Lazo Mosco, ont rencontré ma mère Peno Kirka, âgée de 70 ans, qui portait dans ses bras ma petite fille Fanny. Les comitadjis se sont écriés en riant : « Nous allons tuer cette enfant. » Ma mère a répondu : « Tuez-moi, moi qui

suis vieille, épargnez cette petite créature. » « Eh bien, nous allons vous tuer toutes les deux », répliquèrent les monstres. Et, en effet, ils fusillèrent les deux innocentes. Ce fut Tchakalarof qui tira le premier. Mon mari avait refusé de travailler avec les comités, et sa mort ne leur avait pas suffi. »

D'autres me rapportent les faits suivants :

Le 28 février 1905, une bande a brûlé le monastère de Tserilevo, après l'avoir pillé. La perte est évaluée à quinze cents livres (environ 34.000 fr.). Le 1er mars, deux comitadjis sont entrés dans la maison du prêtre grec de Setomo, où se trouvait l'instituteur Melenghanos. Celui-ci a été traîné dans la rue, et il a été férocement exécuté. Son cadavre portait 92 blessures. J'ai sous les yeux la photographie que les médecins ont fait prendre. Le 8 mars, Karsakof, Mitro Vlacho, Pando Kliatsof, ont brûlé le monastère et massacré le moine âgé de 80 ans avec un autre religieux, Damian. Les comitadjis *ont uriné dans la bouche* du vieillard, tandis qu'ils lui coupaient les oreilles. Le 15 mars, les Bulgares ont tué le mouktar grec de Zelevo et deux gendarmes qui l'escortaient. Fin mars, ils ont incendié le monastère de Zicovista. Le 20 avril, ils ont assassiné Mitro Melissova, de Klissoura. Le 28 du même mois, ils ont égorgé Constantin Petros, de Kondorabi, pendant son sommeil. Le 17 juin, ils ont massacré sept personnes de Lehovo (village où les Grecs parlent albanais) entre Aïtosi et Ekchi-Sou. Les victimes ont été obligées de creuser leur tombe de leurs propres mains, elles ont été ensuite coupées en morceaux. Le 9 juillet, les comitadjis ont tué deux femmes, à Ochtima ; le mari de l'une d'elles avait été exécuté l'année dernière. A Nestim, un villageois devient fou à la suite des violences qu'on a exercées sur lui pour lui faire signer son adhésion au bulgarisme.

Michel Vassili, de Komanitchevo, me raconte le

drame qui s'est déroulé tout récemment dans son village. « Le 16 juillet (1905), me dit-il, plus de 80 comitadjis sont venus cerner la maison de mon frère et la mienne. Nous nous sommes défendus pendant trois heures avec nos fusils ; lorsque nos munitions furent épuisées, nous nous cachâmes dans une maison voisine ; les comitadjis furieux de ne pas nous trouver, se sont jetés comme des fauves sur notre mère et sur notre tante âgées de 80 ans, et les ont massacrées. Notre mère a reçu un coup de revolver et dix-huit coups de couteau ; puis ils ont tué mon enfant, âgé de 8 ans, ils l'ont transpercé de part en part avec une baïonnette et sont allés jeter son cadavre dans une fosse. Les femmes qui assistaient à cette scène affirment que les comitadjis ont bu le sang qui s'échappait des blessures du jeune Vassili. J'ai reconnu, parmi les comitadjis, l'instituteur bulgare du village qui tirait des coups de revolver... Six mois avant ces tueries, les comitadjis avaient déjà exécuté le beau-frère de Théodore, parce qu'il avait offert l'hospitalité à l'archevêque grec de Castoria. »

L'officier italien qui réorganise la gendarmerie du caza, me confirme le récit de Michel Vassili. Pourtant, il se refuse à croire que les bandits aient bu le sang de l'enfant, tant ce détail est monstrueux, bien que le témoignage des spectateurs du drame soit unanime.

Je n'ai pas voulu changer un mot aux dépositions que j'ai recueillies. Je les ai rapportées dans l'ordre même où elles ont été inscrites sur mon carnet, au risque de me répéter et de paraître confus.

Très certainement, Tchakalarof et Mitro Vlacho ont été les comitadjis les plus sanguinaires de toute la Macédoine. Ils surpassent encore par leur férocité les Apostol, les Yovan Carassouli et les

Sandanski. Tchakalarof était cordonnier à Smardech, il y a dix ans ; il avait violé avec deux amis l'institutrice grecque, Mlle Aglaé, de Mairovo. Incarcéré pour ce crime, il parvint à s'évader de prison. On suppose qu'il acheta la complicité des geôliers. Il gagna la montagne et s'engagea dans les bandes comme comitadji. Il ne tarda pas à se distinguer par ses exploits et fut nommé voïvode, puis chef du district ; il est maintenant à Sofia, car il craint de revenir dans ce caza, où les Bulgares eux-mêmes le tueraient. Dans tous les villages, il a semé les ruines, les désespoirs et les deuils. Partout il a violé des jeunes filles et des femmes, partout il a pillé, s'enrichissant des dépouilles des opprimés.

Mitro Vlacho n'est pas Bulgare; c'est un Koutso-Valaque de Konoblat. Il a une physionômie de brigand avec sa longue barbe qui couvre la poitrine et les joues, ne laissant voir que les yeux qui reflètent les instincts les plus bas. Il avait d'abord roumanisé, moyennant finances ; mais les comités de Sofia surent l'attaçher à leur cause. Depuis plus de cinq ans, il massacre et incendie dans toute la région comprise entre le lac Prespa et Florina.

Mitro Vlacho est un paysan très rusé. Dès les premiers temps de sa campagne terroriste (1901), il fit montre de qualités précieuses. Aussi le comité bulgare lui confia-t-il en 1903, après le départ de Tchakalarof, la direction des opérations. Connaissant tous les coins et recoins du pays, infatigable, énergique, tenace, souple, sans pitié pour ses ennemis, cruel au-dessus de toute imagination, n'épargnant jamais ni femmes, ni enfants, apôtre très habile, prêchant avec ostentation la cause de la Liberté à laquelle il feint d'avoir consacré sa vie, c'est un tyran redoutable qui n'a jamais rencontré de résistance sérieuse. Seul, le célèbre Koté, de Roulia, un Grec

slavophone, qui était un partisan fanatique de l'Insurrection dans laquelle, du reste, il a joué un rôle des plus marquants, osa le braver. Mais il était pour ainsi dire isolé, sans appui, sans renforts.

Il se battait avec courage contre des ennemis dix fois supérieurs qui s'étaient organisés et entraînés de longue date. Mitro Vlacho cependant était gêné dans ses mouvements par ce Don Quichotte ; il le livra aux Turcs. Kotté fut arrêté sur ses indications. Il sera jugé et condamné par la cour extraordinaire de Monastir, et pendu.

Les Grecs à bout de résignation, résolurent de se défendre, nous l'avons vu, puisque l'armée turque les laissait exterminer par les comitadjis. C'est dans le caza de Castoria que Mélas, lieutenant de l'armée hellénique, avait formé la première bande, sous le nom de Michel Gheza. Père de deux enfants, appelé au plus brillant avenir, et par ses mérites personnels et par ses hautes relations, car, issu lui-même d'une des plus grandes familles d'Athènes, il avait épousé une des filles de M. Dragoumis, ex-ministre des Affaires étrangères, Mélas avait tout sacrifié pour la cause de l'hellénisme macédonien. Le 13 octobre 1904, les Grecs de Néret l'avertissent, à Strebena, que Mitro Vlacho se cache avec sa bande dans leur village. Mélas court à Néret, et investit la maison où Vlacho tient conseil avec quelques Bulgares de l'endroit. Il va mettre le feu à la maison, lorsqu'un paysan grec l'informe que des femmes et des enfants s'y trouvent aussi ; Mélas écarte tout de suite son projet. Et, pour ne pas exposer des innocents à une mort certaine, non seulement il n'allumera pas d'incendie, mais il s'abstiendra encore d'engager aucun combat. Il se retire et sort du village ; c'était le salut de Mitro Vlacho qui peut s'échapper de la souricière. Le voïvode parvient à gagner Tyrsia, sans

être inquiété ; là, il apprend que Mélas va passer la nuit à Statitsa. « A la bonne heure, s'écria-t-il, nous le tenons ! » Pour se défaire de son ennemi, voici ce que vient d'imaginer son esprit fertile en stratagèmes : une paysanne, une pauvre femme de Tyrsia, blême de peur devant la face hirsute et les yeux injectés de sang du bandit, reçoit l'ordre de se rendre à toutes jambes à Konoblat, de s'y présenter devant l'officier qui y tient garnison avec un détachement et de lui remettre une lettre écrite de la main de Vlacho, scellée de son sceau, par laquelle celui-ci le provoque avec des injures : « Mitro Vlacho, termine-t-il, se trouve à Statitsa, et, si tu oses, viens te mesurer avec lui. »

L'officier turc fait sonner l'appel, rassemble ses hommes et court à Statista. Mélas, nous le savons, est cerné de tous côtés, il sera fusillé à bout portant quand il cherchera une issue. Il dort son dernier sommeil, ici, au pied d'une église ; sa veuve est venue prier sur sa tombe quelques jours avant mon passage à Castoria.

Les principaux chefs d'Antartes qui commandent dans le vilayet sont : Vardas, Manos, Verghas, Kahoudis, Dalipi. Pavlo Athanase, Laki Delaki, Simon, Laki Pirsa. Vanghélis a été tué dans un combat par la bande d'Ekchi-Sou. Dalipi est de Gabreche ; Pavlo Athanase est de Zelevo ; Delaki est de Vernik ; Simon est d'Armesko ; Pirsa est de Florina ; Vanghélis était de Streben. Tous ces Macédoniens sont slavophones, ainsi que la plupart des partisans. Ils étaient révolutionnaires, ils faisaient la guerre aux Turcs avec Marcof, Petrof, Tchakalarof et Kartsakof. Mais ils ont déserté les comités, quand ils se sont aperçus que les Bulgares n'avaient qu'un but : bulgariser les villages. Alors ils ont formé des bandes pour protéger l'Hellénisme.

— Il est incontestable, me déclare l'officier italien Manera, que les Grecs ont été longtemps décimés par les comitadjis. Ils ont pris les armes à la dernière extrémité. Maintenant, ils exercent des représailles, et souvent ils ont la main un peu lourde.

— Vous faites allusion, dis-je, à Zagoritchani ?

— Oui. Cette affaire est malheureuse ; le 7 avril, deux cents Antartes ont tué dans ce village 40 hommes, 6 femmes, 2 jeunes filles et une fillette de 6 ans, et incendié 28 maisons ou dépôts de foins. Pourtant les Grecs se justifient en alléguant qu'ils ont été attaqués et qu'il y a eu une véritable bataille ; vingt d'entre eux auraient été reçus à coups de fusil en entrant dans le village. Exaspérés, tous les Antartes se sont précipités au secours de leurs frères d'armes et ont commencé à tirer dans toutes les directions, pendant que des comitadjis lançaient des bombes ; certains faits semblent confirmer ces dires. En effet, on a constaté que plusieurs victimes ont été tuées par l'éclat de « boules infernales ». Celles-ci ont-elles fait explosion ? Les a-t-on jetées dans la bagarre ? Ce qui est indéniable, c'est que parmi les tués on a trouvé des Grecs et un juif grécophile. Ceci démontrerait qu'il y a eu réellement combat, et que les femmes, les jeunes filles et la fillette ont été atteintes fortuitement.

D'une façon générale, les Antartes s'attachent à punir tous les comitadjis qui ont tué des patriarchistes ; mais il est à craindre qu'ils frappent des innocents. Il est très difficile, au milieu des contradictions qui assaillent tout homme de bonne foi, de juger sur des preuves certaines, absolues. Et il serait infiniment regrettable que l'Hellénisme qui représente la civilisation dans ces pays se tache de sang.

— A qui la faute ? demandai-je.

— Incontestablement aux Turcs qui ne savent pas poursuivre les bandes. Lorsqu'un crime est signalé, les autorités se rendent trop tard sur les lieux, elles font des détours considérables, elles mangent, elles dorment en route. Pour faire trois heures de chemin, on met toute une journée, on n'arrive que le lendemain ; les blessés ont eu tout le temps de crever et les assassins de partir.

— Y a-t-il eu des rencontres entre les troupes et les bandes grecques ?

— Oui, quelques-unes. Le 5 mai, un détachement surprend des Antartes à Vlachoblatch, un duel s'engage : 18 officiers et soldats restent sur le carreau. On ignore le chiffre des pertes grecques.

Le 15, une bande grecque attaque le village Erzeritch où se cachent des comitadjis. La troupe survient, et les deux bandes se dispersent.

Le 18 août, un combat meurtrier, qui a duré toute la journée, a eu lieu sur le mont Moriki entre les Antartes et les soldats. Les pertes auraient été considérables du côté des Turcs.

Le 27 août, une bande grecque se bat avec une bande bulgare, lorsque surgissent des soldats qui séparent les combattants et tuent 3 Antartes.

— La première fois, poursuivit l'officier Manera, que je venais de Monastir pour prendre possession de mon poste, j'ai aperçu 5 cadavres à Bobichta. On m'a expliqué que les Antartes s'étaient saisis de comitadjis notoires qui avaient commis plusieurs crimes, les avaient emmenés hors du village et les avaient exécutés, après jugement.

— Nous ne frappons que les coupables, m'assurent les Grecs. Ainsi, le 23 juin, une bande d'Antartes capture 23 Bulgares sur la montagne Vitcho, elle n'en a tué que 7 ; elle a mis les autres en liberté parce qu'elle les a reconnus innocents.

Et pendant que les chrétiens s'entr'égorgent, les gendarmes du programme de Muerzteg servent comme domestiques chez le caïmakam et chez les officiers.

L'officier Manera se plaint de n'avoir aucune autorité, aucun commandement. « Nous sommes officiers de gendarmerie, dit-il, sans gendarmes. Nous ne faisons rien d'utile, nous n'obtenons aucune satisfaction. Autant rester chez nous ! »

Il n'y a ni sécurité ni justice pour les habitants paisibles, pour les gens honnêtes, soit Bulgares, soit Grecs.

Je m'évade de cette boucherie où l'on ne marche que sur des cadavres et dans le sang. Pour la centième fois, j'avais cherché des libérateurs, des apôtres, et je n'avais trouvé que des incendiaires, des égorgeurs et des tortionnaires !

Je suis en vue de Zagoritchani qui surplombe la petite vallée et surveille la descente de Clissoura. « C'était un repaire de brigands, me raconte mon compagnon de voyage. C'est de là que les comitadjis prenaient leur essor pour fondre sur les villages patriarchistes. Ils y avaient établi leur dépôt d'armes et de munitions et en avaient fait une place de guerre. Voilà pourquoi Vardas a cru devoir l'assiéger à la tête de 200 hommes pour en venir à bout. L'affaire de Zagoritchani a fait reculer le bulgarisme de cinq ans, et l'hellénisme a montré aux paysans timides qu'ils n'avaient plus rien à craindre, qu'ils pouvaient afficher librement leurs sentiments grecs. Certes, nous déplorons la mort de ces femmes qui ont été frappées dans la confusion de la mêlée, mais nous n'en sommes pas responsables. Si l'on songe que des centaines d'Hellènes avaient été immolés par les comitadjis avant Zagoritchani, on trouvera des circonstances atténuantes pour ne pas condamner Vardas trop sévèrement. »

MONASTIR

Je passe la nuit à Clissoura, bourg koutzo-valaque, où je suis dévoré par les puces. On m'y raconte la monotone histoire : les Grecs y ont été persécutés par les comitadjis. L'hiver dernier, le primat Démêtre Papapetros et son cousin, Argyropoulos, ont été assassinés aux abords d'Ekchi-Sou.

Je vais à Sorovitch que traverse la voie ferrée et où je prendrai le train pour me rendre à Monastir. Sur la route, on me montre l'endroit où furent attaqués, le 19 novembre 1904, 8 muletiers grecs qui se rendaient à Kozani. 40 comitadjis taillèrent à coups de hache ces inoffensifs paysans. L'une des victimes, — encore un vieillard — eut la tête fracassée, aplatie entre deux grosses pierres. Les bulgares de Sorovitch avaient prévenu les comitabjis d'Ekchi-Sou du départ matinal des charretiers. A Ekchi-Sou même, qui est une véritable caverne de brigands, le 29 novembre 1904, Jean Grammatikos et sa femme, tous deux âgés de près de 80 ans, furent jetés et brûlés dans un four à chaux.

Que l'humanité est laide, grands Dieux !

Le lac d'Ostrovo sert de trait d'union entre les plaines de Salonique et de Monastir. Celle-ci plus longue que large est dominée à l'est par le Morichovo, à l'ouest par le Péristéri. La ville s'étend d'abord, au milieu des arbres et des minarets, au pied du Bahir, puis s'accroche aux flancs des collines et se perd dans une petite vallée le long des rivières et des ruisseaux.

Monastir est la clef précieuse autour de laquelle fermentent toutes les intrigues, s'irritent toutes les convoitises, se croisent et s'entre-choquent toutes les propagandes. Les Roumains et les Bul-

gares y sapent d'un commun accord les forces de l'Hellénisme. Les Autrichiens, les Italiens et les Russes cherchent à y asseoir leur prépondérance. Monastir est maîtresse de tous les passages, elle régnera sur les lacs d'Ochrida, de Prespa et de Kastoria, elles contiendra les invasions du nord, elle imposera sa volonté à la plaine de Salonique, et elle brisera les incursions albanaises. C'est pourquoi l' « Organisation intérieure l'a honorée d'une attention flatteuse. De cette ville, en effet, la « Grande Bulgarie » pèsera sur le cœur de l'Hellade et lui coupera les ailes, d'autant mieux qu'elle lui aura fermé également toutes les portes de l'est, en établissant de Doïran et de Gewgeli, à la mer, par une solide chaîne de postes stratégiques, une barrière, un mur infranchissables. Tout le vilayet a été remué de fond en comble par les agents de Sofia qui s'efforçaient d'implanter dans le cœur de tous les chrétiens le rêve de la « Macédoine aux Macédoniens». Les proclamations « fraternelles » de Sarafof, de Grouef, de Yankof et d'autres comitadjis, avaient exalté les sentiments turcophobes des Grecs. Ceux-ci étaient fanatisés. Ils s'enrôlèrent sans hésitation dans les rangs des insurgés. Et lorsqu'éclata l'insurrection de 1903, les esprits avaient si bien été préparés que plus de 2.000 d'entre eux, enthousiastes et décidés, étaient sur les montagnes, prêts à coopérer avec les Bulgares à l'action révolutionnaire. Ils avaient à leur tête un vieillard, Christos Traïtsès, le plus riche propriétaire de Velouchina, qui était monté sur un cheval blanc. Ici comme à Castoria, les yeux furent vite dessillés. Christos fut invité à chasser les prêtres et les instituteurs grecs et à se déclarer bulgare. Le vieillard suffoqué d'indignation répondit : « Je désire de toute mon âme chasser les Turcs de Macédoine, mais je ne veux pas livrer mon pays à la Bulgarie. Je suis Hellène, ne l'ou-

bliez pas ! » Cet honnête homme, qui était respecté par tous ses compatriotes, devait être exécuté par les comités bulgares qu'il avait servis avec un noble désintéressement. Il fut massacré, avec son fils, le 2 février 1905, sur la grand'route, entre les villages de Chistophor et de Vistritsa. Cette *exécution* eut un douloureux retentissement dans toutes les communautés helléniques. Et à partir de ce jour, les bandes grecques redoubleront d'activité.

Les Antartes ont une audace inouïe, ils viennent jusqu'aux portes de Monastir, quelques-uns ont pénétré même dans la ville. Leurs chefs, Karaviti, Dikonimo, Rébélos, Vardas portent au bulgarisme, m'assure-t-on, des coups mortels.

Je m'étonne que les Grecs soient à peu près toujours vainqueurs. « Il n'y a rien d'étonnant à cela, m'est-il expliqué. Les Antartes sont commandés par des chefs honnêtes, courageux et instruits, et ils se battent vraiment pour une cause nationale. Les voïvodes, au contraire, tel Mitro Vlacho, sont des brigands qui assassinent pour gagner de l'argent. Ils consentent bien à supplicier des êtres désarmés mais ils ne tiennent pas à risquer leur peau dans des mêlées dangereuses.

J'ignore pour l'instant ce que vaut cette explication, mais j'observe que les autorités sont inquiètes, que les consuls de Russie, d'Autriche, d'Angleterre, de Bulgarie sont furieux contre la communauté grecque de Monastir qu'ils accusent de fomenter le désordre.

Ce qui est certain, c'est que les Antartes ont arrêté net l'action des comitadjis. D'une part, ils ont donné du courage et inspiré confiance aux défenseurs de l'Idée grecque, et d'autre part, ils ont arraché plusieurs villages à l'exarchat. Un détail très caractéristique : ce sont les Macédoniens slavophones qui sont les soutiens les plus ardents

et les plus farouches des Antartes ; non seulement ils les guident, les hébergent et les réconfortent, mais encore ils se battent vaillamment à leurs côtés. La région de Morihovo qui n'est habitée que par des slavophones est devenue un rempart de l'Hellénisme. Le village de Gradesnitsa, pour ne citer que celui-là, a été tout récemment victime des « vengeances » bulgares ; sept de ses notables ont été exécutés ; soixante-quinze de ses maisons ont été brûlées ; rien n'y fait, les habitants, dont je connaîs les sentiments et les aspirations, pour en avoir interviewé une vingtaine, restent fidèles et dévoués à l'idéal hellénique.

Au consulat de Serbie, on me parle avec une joie débordante des triomphes du serbisme dans le nord du vilayet. Il paraît que les bandes serbes font reculer les comitadjis.

« De sorte, me dit le vice-consul, que les Bulgares se trouvent pris entre trois feux : les Turcs, les Grecs et les Serbes. Dailleurs, l' « Organisation intérieure » est en pleine crise, déchirée par des disputes et des scissions. Les uns demandent des comptes aux autres, car les fonds ont été gaspillés ou détournés. Plusieurs chefs ont acheté des maisons ou des terres. Le métier de comitadji est devenu très lucratif. Mais les paysans sont las de la situation qui leur est faite. On les pressure de tous côtés. On leur réclame des contributions de toutes sortes. Ils donnent depuis des années du pain, des habits, des bas, des armes, des munitions et de l'argent. Et pour comble d'infortune, on leur prend leurs fils qu'on enrôle dans les bandes, toutes les fois qu'un coup de force est projeté. Cet état de choses ne peut durer. Si les réformes sont faites sérieusement, le pays se sentant soulagé rejettera tous les éléments de désordre. Et petit à petit, tout s'apaisera, tout rentrera dans le calme. »

Il n'y avait sans doute pas assez d'anarchie en Macédoine ; on a voulu y introduire d'autres ferments de haine, d'autres sources de conflit. Tout ceci, dans le dessein manifeste de pacifier et de réformer les trois provinces rouméliotes !

L'Allemagne qui flirte nuit et jour avec le Sultan, pour mieux s'insinuer dans le cœur de l'empire ottoman et y jeter les bases solides d'une future domination pangermanique, l'Allemagne, secondée docilement par ses deux satellites, l'Autriche et l'Italie, a fait obtenir au gouvernement du roi Carol, en pesant sur la Porte de tout le prestige de sa force et de sa turcophilie, le droit de constituer en Roumélie des communautés roumaines. Celles-ci auront désormais leurs prêtres, leurs instituteurs et leurs mouktars ; elles seront en outre représentées par des délégués spéciaux au sein des conseils administratifs. Donc, voilà une question roumaine qui est venue se superposer aux questions bulgare, grecque et serbe. Et voilà surtout un ennemi de plus que l'on dresse en face de l'Hellénisme.

Quelles sont les espérances de cette propagande nouvelle ? Quel est le but qu'elle se propose ?

Il y a quelque trente ans, il s'est rencontré en Turquie, pays de toutes les turpitudes et paradis de tous les banditismes, un intrigant du plus beau cynisme, au cœur de levantin et à l'âme de condottiere, en qui avait germé et mûri, comme en un fumier propice, l'étrange pensée d'acheter, telle une marchandise, la conscience de tout un peuple et de la revendre ensuite, moyennant de gros bénéfices, à quiconque en aurait besoin. Ce spéculateur éhonté, un chrétien, s'appelait Apostolo Margariti; c'était un de ces machiavélistes d'Orient qui ont constamment leurs regards fixés sur les yeux du diable pour y surprendre l'inspiration la plus infernale qui les mènera tout droit à la for-

tune. Il avait sondé le Turc, il savait que ce grand enfant qui se croit un génie politique a pour règle suprême d'émietter à l'infini les forces des raïas, d'écraser en grain de sable les giaours sous le bloc des mahométans. Le Croissant intangible et la Croix morcelée ! telle est la devise de toute l'administration ottomane. Or, il apparut à Margariti que l'on pouvait encore, après les Bulgares et les Russes, affaiblir l'Hellénisme, en lui arrachant les Koutzo-Valaques dont on détournerait les aspirations et les donations vers Bucarest.

« Nous ne sommes aucun danger pour votre trône avait-il affirmé au Sultan, puisque, dispersés en petit nombre sur un immense pays, semés en poussière de communautés marchandes à travers ce monde grec ou slave, nous ne formons et nous ne pourrons jamais former un corps de nation compact. Et nous ne pourrons davantage escompter le secours de nos frères de Roumanie, qui, trop éloignés, ne pourront jamais nous tendre la main à travers la Serbie et la Bulgarie. Il ne nous reste donc qu'à travailler au maintien de votre puissance qui, du moins, écarte de nous Serbes, Grecs et Bulgares. Puisse votre gouvernement entrevoir le grand avantage qui résultera pour l'Empire de l'émancipation des Valaques. Car, si l'on donne à ce peuple, au lieu de l'éducation et de la direction grecque ou grécophile, une éducation en langue maternelle, il s'attachera de la manière la plus indissoluble à l'Empire ottoman, sachant bien que sa propre existence est étroitement liée au sort de cet Empire » Ainsi Apostolo Margariti se présentait comme un ardent défenseur de la Turquie ; il prétendait consolider un pouvoir que tout le monde sape, au contraire, d'un effort lent, mais sûr. C'était la première fois que l'on enseignait aux opprimés l'amour du tyran. On comprend sans peine que le vali de Monastir, Halil Rifaat

pacha, ait adopté avec enthousiasme le séduisant programme qui lui était exposé avec tant de clarté et de franchise. Il n'hésita pas à prêter à l' « inventeur » du Roumanisme le puissant appui de ses hautes fonctions. Apostolo Margariti obtint toutes facilités pour ouvrir des écoles où l'enseignement serait donné en valaque, où serait également représenté le turc, mais d'où serait impitoyablement exclu le grec. L'essentiel, désormais, était d'entraîner à sa suite les populations intéressées. Malheureusement, les Koutzo-Valaques restèrent sourds à l'appel et aux conseils de leur « frère ». Ils continuèrent à confier leurs enfants aux maîtres qui les avaient formés eux-mêmes. Bien pis, de toutes parts s'élevèrent des malédictions contre le renégat, contre le traître. D'autres eussent plié sous l'orage. Margariti, à l'image des grands bandits, était cuirassé d'un triple airain contre les outrages qui pleuvaient sur lui en crachats.

L'opposition violente de ceux-là mêmes qu'il voulait « sauver », le trouva ferme, souriant et sceptique. Avec un pli aux lèvres, il se contenta de donner cette dédaigneuse réplique : « Puisque les Koutzo-Valaques refusent d'être des hommes libres, j'en ferai des esclaves. » Et il puisa à pleines mains dans les caisses de Bucarest pour gagner les miséreux et les pauvres d'esprit.

Il conclut, d'autre part, une alliance avec les lazaristes français qui poursuivent à Monastir, vainement du reste, depuis un demi-siècle, la conversion des orthodoxes au catholicisme. Mais ni les prédications de nos missionnaires, ni les largesses de la propagande roumaine ne parvinrent à désagréger la masse grecque.

Grâce à la protection de Halil Rifaat pacha, devenu grand vizir, Margariti put disposer des autorités ottomanes, il fit emprisonner des centaines de Grécomanes, afin d'imposer ses bienfaits, dis-

tribuer à droite et à gauche les faveurs gouvernementales, rien n'y fit.

« Dans nos écoles de Veria et de Kruchevo, disait à la Chambre roumaine, M. Haret, ex-ministre de l'Instruction publique, ont été nommés plusieurs professeurs qui n'y ont jamais mis les pieds... Deux ans après leur fondation, ces établissements scolaires ne comptaient pas plus de quatre élèves ! C'est-à-dire plus de professeurs que d'élèves. » Ce fut un échec lamentable, Margariti seul profita largement des sacrifices consentis par la Roumanie et de l'amitié des Turcs. Le résultat n'était guère tentant. Aussi, le cabinet Stourdza, convaincu enfin que des millions et des millions seraient jetés inutilement dans un gouffre sans fond et ne serviraient tout au plus qu'à enrichir des parasites et des aigrefins ou à engraisser des fainéants, supprima-t-il purement et simplement, en septembre 1901, les crédits affectés à la propagande macédo-roumaine (600.000 fr.). Les Grecs ne virent plus « dans les Roumains que des alliés aussi pénétrés qu'eux-mêmes des dangers que courait l'Orient par suite des empiétements du slavisme ».

Athènes et Bucarest étaient réconciliées. Oui, mais ce fut un feu de paille. A peine le programme de Muerzteg était-il présenté à la Porte, le gouvernement dû roi Charles émettait la prétention de jouer un rôle actif dans la comédie macédonienne. Il sollicitait d'une part la reconnaissance officielle de la nationalité roumaine en Macédoine, et de l'autre, il réclamait du Patriarcat œcuménique la nomination d'évêques, de prêtres et d'instituteurs valaques.

Nous avons vu que le Sultan a cédé sous la pression de l'empereur Guillaume. Quant au Patriarche, il oppose une fin de non recevoir aux demandes roumaines, attendu que celles-ci ca-

chent des visées politiques et qu'elles sont contraires aux sentiments intimes des Koutzo-Valaques, qui ont envoyé des adresses à M. Delcassé, à lord Balfour et à la presse européenne pour protester de leur attachement à l'Hellénisme. Exaspéré de tant de résistance, désespérant de s'attacher les Koutzo-Valaques de Macédoine par le miel de ses promesses et par l'éclat de son or, le roumanisme n'a pas craint de recourir à la violence. Mais, comme il ne dispose ici d'aucune puissance, comme il lui est impossible de former des bandes autochtones avec ses rares adeptes, il a sollicité le concours des comitadjis bulgares et des autorités ottomanes. Il a conclu un pacte à la fois avec l'organisation intérieure et avec l'Administration de sa Majesté le sultan Abd-Ul-Hamid.

La coopération des Bulgares et des Roumains à l'affaiblissement des Grecs est indéniable. Dans les villages valaques où le Bulgarisme n'aurait pu s'infiltrer facilement pour en faire des points d'appui, le Roumanisme a mis à la disposition des comitadjis ses agents, ses organes et ses instruments de combat. Les bandes bulgares y trouvent un asile inviolable, et s'y promènent en toute sécurité, car les Turcs ne se donnent pas la peine d'y aller. Là où, par contre, la propagande roumaine ne peut par ses propres moyens implanter ses racines, là où elle a échoué dans son prosélytisme, elle se sert des couteaux bulgares pour arriver à ses fins. La persécution bulgaro-roumaine obligea les Koutzo-Valaques de Caratzova à quitter le sol natal. De nombreuses familles grecques cherchèrent un refuge à Gewgeli, à Salonique et en d'autres centres où elles avaient l'espoir d'être en sécurité. Pas un village habité par des Koutzo-Valaques et se trouvant dans le rayon d'action des Bulgares qui n'ait subi les vexations

et les tortures des comitadjis. Berislav, Koupa, Ochami, Livadia, Loubnitza, Lougountsa, Ouma, Selia, Gramatikovo, Neveska, Pissodéri, Bel-Kamen, Hroupichta, Lipassi, Kruchevo, Biliameni, Megarovo, Tirnovo, Milovista, Pliassa, Clissoura, etc., ont fourni des victimes nombreuses à l'entente cordiale bulgaro-roumaine. Yovan Carassouli, Apostol, Mitro Vlacho, Petros Kiosse ont été les principaux voïvodes qui ont roumanisé par le poignard les Koutzo-Valaques. Les bandes bulgares comptent dans leurs rangs les roumanisants de marque, tels : Yovan Simon, Petro Mitrou, Tote Mogon, Nicolas Nessou, Nicolas Christou, Jean Doutze et son gendre Stoyan de Livadia, Georges Ditzou, Tane Karatassou, etc. Dinos, instituteur roumain à Livadia en 1904 était secrétaire et caissier du comité bulgare, tandis que les roumanisants Parisis et Stergios Doumas en étaient les recéleurs. Les roumanisants Botzo et Stoyan de Berislav qui opéraient avec la bande de Petro Kiosse avouent leur complicité avec les comitadjis. En décembre 1904, plusieurs paysans des villages de Caratzova sont arrêtés, et ils reconnaissent qu'une centaine de roumanisants font partie de la bande bulgare commandée par Yovan Carassouli. Des lettres de menace sont adressées par les comitadjis aux Grécomanes pour les pousser à donner leur adhésion au roumanisme. « Déclarez-vous Roumain, est-il écrit, à Dimitri Papageorgion, instituteur grec à Loubnitza, et Danos, inspecteur des écoles roumaines, vous accordera un beau traitement. »

Le vicaire de l'archevêque bulgare de Gewgeli fait savoir, par une lettre du 28 mai 1904, au prêtre Stoyan de Lougountza, que la communauté de ce village (valaque) doit se placer sous l'autorité spirituelle de l'Exarque. Et c'est parce que ce prêtre refuse de trahir le Patriarche, que la bande d'Yo-

van Carassouli tuera plus tard sa femme et Nicolas Rongottis.

Des correspondances saisies sur les chefs bulgares Kaltzef et Caratassos démontrent que Vassilis Zazakis, de Veria et Stergios Doumas, de Livadia, tous deux roumanisants, facilitaient les opérations de Kaltzef, et que les bandes de Lucas et de Caratasso se cachaient dans les maisons roumanisantes de Kalyvia Grammaticovo.

En même temps qu'ils s'assuraient le concours des comitadjis, les roumanisants achetaient les complaisances des fonctionnaires turcs. Et ceux-ci obligent les Koutzo-Valaques à s'inscrire au recensement de cette année, comme *Vlachs* (Roumains) en dépit des protestations les plus nettes des intéressés. Beaucoup cependant ne se contentent pas de protester, ils s'insurgent contre les exigences des recenseurs et refusent les noufous valaques. Ils sont alors condamnés à l'amende pour défaut d'inscription dans les livres de l'état civil, et chaque fois qu'ils veulent se déplacer pour leurs affaires, on ne leur délivre pas le teskéré qui est indispensable en Turquie pour se rendre d'une ville à une autre. Les Koutzo-Valaques intransigeants sont exposés à toutes les tracasseries ; quelques-uns feignent de se soumettre au roumanisme « pour avoir la paix ».

Se basant sur la reconnaissance de la nationalité roumaine, les autorités ottomanes ont cru bon de réserver aux roumanisants une représentation dans le sein des conseils de caza, à l'égal des autres nationalités. Mais au lieu de faire élire les azas par les habitants eux-mêmes, elles choisissent ces représentants parmi leurs créatures. Contrairement à toute loi et ne suivant que l'arbitraire, elles nomment des hommes qui ne possèdent aucune des qualités prescrites et qui n'ont qu'un seul mérite : celui d'être les agents stipen-

diés du roumanisme. C'est ainsi qu'à Veria, où l'on compte 6.000 Gréco-Valaques habitant le caza, contre 800 roumanisants, elles ont désigné comme aza, le chef de la propagande roumaine Hadji Gogos, ancien brigand amnistié, qui est devenu un gros capitaliste grâce aux subsides fournis par le budget roumain. A Katerina, bien qu'il n'existe pas de roumanisants dans le district, les habitants ont été invités à nommer un aza roumain. Sur leur refus, les musulmans de deux villages en désignèrent un, qui appartient à la lie de la population et ne possède pas le cens exigé par la loi. Aux réclamations qui leur sont adressées par les négociants, propriétaires, industriels, etc., c'est-à-dire par les gens autorisés, les caïmakams, les mutessarifs et les valis répondent : « N'y aurait-il qu'un seul roumanisant, il doit être nommé aza. » Par ces procédés, il arrive que sur deux chrétiens, membres d'un conseil administratif, l'un représente les intérêts de dix-neuf mille Grecs, l'autre ceux de 10 roumanisants.

Les églises fondées avec l'argent des communautés helléniques pour que le service divin y soit célébré conformément aux dogmes et aux règles canoniques de l'orthodoxie, sont arrachées à leurs légitimes possesseurs par les soldats et livrées aux prêtres roumains. A Veria, l'église de « Exo Panagia » sera occupée de force, et les notables de la ville sont jetés en prison pour s'être opposés à l'intervention scandaleuse des troupes. De même, à Loubnitza, caza de Gewgeli, les prêtres grecs sont chassés de leur église par les baïonnettes turques, et remplacés par des prêtres roumanisants. Le même fait se produira à Livadia.

Là même où les roumanisants n'existent pas ou sont en nombre infime, le roumanisme est puissamment secondé par l'administration de Sa Hautesse. Il crée des écoles qui n'ont pas d'élèves,

mais qui abritent des instituteurs remuants, dont l'œuvre de délation est fort goûtée par les pachas et par les beys. Un jour, à Veria, les agents du roumanisme jurent de perdre irrémédiablement les grécomanes les plus marquants de la ville ; ils les dénoncent au caïmakam comme ayant ourdi un vaste complot contre la sûreté de l'Etat, et pour donner plus de poids à leur dénonciation, ils la font appuyer par des témoignages calomnieux qu'ils ont acquis à prix d'or. Les Grecs dénoncés sont arrêtés, on les envoie dans les prisons de Salonique ; mais les faux témoins — des musulmans — sont bourrelés de remords, ils confessent devant le tribunal qu'ils se sont laissés corrompre. Les inculpés furent acquittés parce que le scandale eût été trop grave, en présence des révélations des Turcs repentis ; cependant les coupables, ceux qui étaient les dénonciateurs conscients de crimes imaginaires ne sont pas inquiétés, on ne les poursuit pas en justice. — Et *aucun consul d'Europe* ne réclame leur châtiment. Des Grecs de Catarina pourrissent en prison pour avoir été indiqués aux autorités par les instituteurs roumains comme des ennemis du Sultan. Ils sont roués de coups par les plaignants devant les magistrats, parce qu'ils ne consentent pas à dire la vérité. A Gramaticovo, un propriétaire de bergeries roumanisant occupe, avec le consentement des autorités locales, des terres qui appartiennent à la communauté grecque du village, et les protestataires n'obtiennent gain de cause ni à Salonique, ni à Monastir. A Gewgeli, des bergers gréco-valaques sont arrêtés et incarcérés à la suite d'accusations formulées par les roumanisants ; ils restent des mois et des mois en prison, — l'un d'eux y mourra sans être même interrogé — pour avoir commis des meurtres à un moment où, *escortés par un détachement* de troupes, ils se trouvaient loin du théâtre des crimes, dans

un autre district, à la recherche de leurs troupeaux qui avaient été enlevés par une bande roumano-bulgare. Dans les villages de Selia, Xerolivadon, Doliani, résidences d'été des bergers koutzo-valaques, les roumanisants entretiennent à leurs frais dix gardes armés qui parcourent la région *avec la troupe*. La nuit, ces gardes se livrent en compagnie des soldats, à des actes de violence et de brigandage sur les grécomanes. Cette collaboration étroite entre brigands roumains et soldats turcs est devenue si flagrante, que l'officier russe du district a dû en parler au commandant de la gendarmerie européenne et à l'Inspecteur général. Il a dû rapporter à ses chefs que dans une de ses tournées, il découvrit que les dix gardes de Xérolivadon portaient des uniformes militaires ; malgré tout, aucun de ces gardes n'a été ni puni, ni désarmé. Ils continuent à circuler en toute liberté sur les montagnes, maltraitant tous les Gréco-Valaques qu'ils rencontrent. A Selia, sur une dénonciation de quelques roumanisants, les instituteurs et les notables grecs sont battus sans merci par les soldats. A Livadia (district de Caratzova), le kékaya Stergios Doumas, roumanisant notoire, est arrêté comme prêtant ostensiblement son concours à une bande bulgaro-roumaine. Le lendemain de son arrestation, il est relâché, et c'est le plaignant qui prend sa place en prison. A Gramaticovo, une bande bulgare est hébergée par les roumanisants, en présence de 80 soldats qui ferment les yeux.

A Niaousta, un détachement de soldats qui rentre d'une expédition est escorté de nombreux roumanisants armés jusqu'aux dents. Les Turcs et les Roumains venaient de poursuivre ensemble les bandes grecques.

Les Roumains, du reste, ne cachent pas leurs vives sympathies pour les Turcs.

Ils les affichent, les étalent ; leurs journaux les trompettent.

Mais qu'ont-ils obtenu ? Quels progrès ont-ils réalisés ? « Après trente ans de lutte, confessait M. Lazaresco Lecanta dans un rapport qu'il adressait au ministre de l'Instruction publique de Roumanie, nous ne pouvons pas nous vanter d'avoir fait un pas en avant. » J'ai eu la curiosité de me rendre à Tirnovo, que j'avais déjà visitée l'année dernière, pour me rendre compte des succès du roumanisme. Hélas ! j'ai constaté que l'école roumaine végète toujours avec son chiffre immuable de 15 garçons et filles ; et encore la plupart de ces enfants appartiennent aux familles des instituteurs, des institutrices ou d'autres agents salariés de la Roumanie. Par contre, les 3 écoles grecques ont un ensemble imposant de 375 élèves. Il est à noter en outre que c'est la population koutzo-valaque elle-même qui entretient ces établissements et paie les maîtres et maîtresses, donnant chaque année de sa bourse 5.500 francs ; elle ne reçoit pas un centime du Phanar, ni d'Athènes, tandis que les écoles roumaines émargent uniquement au budget roumain. Sur trois mille habitants environ, on ne compte qu'une trentaine de roumanisants, tout le reste est foncièrement grec. Il en est de même à Mégarovo, où il y a 3 écoles grecques avec près de 300 élèves et une école roumaine avec une vingtaine d'élèves. Mais que dire de Monastir, la capitale du roumanisme macédonien ? « La propagande, écrivait M. Lacanta dans le *Balkanul*, y dépense 120.000 francs par an. Et tandis que la riche communauté koutzo-valaque de cette ville offre des sommes incalculables à l'Hellénisme, qu'elle est prête à lui donner son sang, la propagande roumaine n'a réussi à attirer que le personnel de ses écoles et dix ou vingt familles indigentes, d'une centaine de personnes en tout. » Les

Grecs tiennent incontestablement « le haut du pavé à Monastir », selon l'expression de M. Victor Bérard. Ils ont dix-sept écoles dont un magnifique lycée et une remarquable école supérieure de jeunes filles, avec un total de 2.275 élèves. Ils possèdent, seuls parmi les chrétiens, un hôpital, comme à Salonique d'ailleurs, et à Serrès. Sur 23 médecins que compte la ville, 20 sont Grecs. De l'aveu de tous les consuls d'Europe, la communauté grecque est la plus forte, la plus florissante; elle se compose de plus de 20.000 âmes. Ainsi, malgré les rudes assauts qu'il a dû subir et qui l'ont éprouvé, et auxquels d'autres eussent peut-être succombé, l'Hellénisme est toujours supérieur aux autres nationalités, d'une superbe et miraculeuse vitalité.

Une démonstration des plus éclatantes est venue rappeler aux consuls d'Autriche, de Russie et d'Italie, la grécophilie des Koutzo-Valaques de Monastir.

Le Métropolite grec était parti (nov. 1905) en tournée dans son diocèse. Après avoir visité Lazeto et Gradesnitsa, il s'est arrêté un vendredi à Dragos pour y passer la nuit. Le samedi matin, durant la messe, il est informé que le chef bulgare Naoum, qui se trouve dans le village à la tête d'une bande, veut le tuer. Le Métropolite parvient à tromper la vigilance des assassins, il se cache dans une cave dont plusieurs paysans gardent l'entrée. Pendant que les comitadjis le cherchent en tous lieux, des Grecs courent aux postes militaires les plus proches et préviennent les soldats qui arrivent tout juste au moment où le Métropolite risquait d'être découvert. La troupe surprend la bande et dirige contre elle une fusillade meurtrière. Naoum et cinq de ses partisans sont tués. Le cocher du Métropolite et un autre Grec furent eux-mêmes atteints par les balles qui pleuvaient

de tous côtés et tombèrent morts. Mais l'archevêque était sauvé. Sa rentrée à Monastir fut triomphale. Dix mille Grecs, hommes, femmes et enfants, s'étaient portés à sa rencontre.

Vingt bras le tenaient au-dessus de la foule en délire, au milieu des vivats, des acclamations et des chants. Du haut des fenêtres, les femmes jetaient des fleurs et des fleurs sur celui qui représentait à cette minute, non pas seulement le Patriarcat, mais encore la Grèce. Jamais on n'avait vu à Monastir une manifestation aussi émouvante!

STRUMNITSA

De Monastir, je vais à Strumnitsa, en passant par Salonique.

Je croyais que Strumnitsa était une ville bulgare. « Monsieur, me fut-il proposé, nous allons vous prouver le contraire. »

Et je suis prié de me rendre à l'école grecque de filles. Là, dans une grande salle, je vois trois cents mères de famille qui se sont réunies pour me présenter leurs souhaits de bienvenue. Elles sont debout, sur un petit amphithéâtre, acclamant en ma modeste personne le journal républicain (1) qui assuma la lourde tâche de faire triompher la vérité macédonienne. Bientôt, la présidente de la Société de bienfaisance prit la parole : le visage pâle, les yeux immobiles, comme fixés sur une image lointaine, les mains tremblantes, semblables à des feuilles que le vent agite, la voix brisée par je ne sais quelle émotion — était-ce de la douleur ? ou de la joie ? les deux, sans doute — elle veut m'exprimer la reconnaissance éternelle de toutes les femmes grecques pour « la noble, la généreuse » France, qui aida à la délivrance de l'Hellade asservie.

« Répétez, me dit-elle, à vos compatriotes, la

(1) La « Lanterne ».

déclaration que les femmes de Strumnitsa vous font par ma bouche : Grecques nous sommes nées et Grecques nous mourrons ! Nous n'avons jamais été et nous ne serons jamais Bulgares, quoi qu'il advienne ! »

Lorsque la présidente a terminé son ardente profession de foi hellénique, toute l'assemblée se lève et crie avec force : « Vive l'Hellénisme ! Vive la France ! » Que répondre à des paroles aussi nettes, aussi catégoriques ? J'étais bien embarrassé, je l'avoue, pour calmer les inquiétudes, les angoisses de ces âmes naïves qui s'imaginent encore qu'il y a quelque part une Europe, ou même une France, capable d'un mouvement désintéressé. Toutefois, usurpant une autorité qui appartient au ministre des Affaires étrangères, je crois pouvoir promettre à l'assemblée attentive, avide d'encouragements et d'espoirs que la République française, glorieuse fille de la Révolution, ne consentira jamais à mettre sa signature au bas d'un acte qui piétinerait la volonté d'un peuple. Et les femmes s'en retournent chez elles, plus légères, plus gaies, plus confiantes.

Ce fut ensuite le tour des hommes. Ils étaient quatre cents qui m'attendaient au Syllogue grec. Ici, le patriotisme ou mieux le chauvinisme s'afficha dans un relief des plus saisissants. J'entendis plaider âprement, violemment, la cause de l'hellénisme méconnu, traqué, supplicié. Une diatribe enflammée fut prononcée contre le bulgarisme spoliateur. Dix voix s'élevèrent pour me faire savoir que les Grecs de Strumnitsa défendraient leur drapeau jusqu'à la dernière goutte de leur sang. « Nous sommes prêts à tous les sacrifices, clamait-on de tous les coins de la salle, pour assurer l'avenir de notre nationalité ! Nous prendrons exemple sur nos ancêtres. Mais nous sommes faibles, et nous espérons que la France ne nous

abandonnera pas dans nos luttes suprêmes. »

— Ainsi, vous n'êtes pas Bulgares ? ai-je insisté, peut-être inutilement.

— Mensonge ! mensonge que cela ? Et les quatre cents hommes se dressent, furieux, d'un mouvement spontané, avec des injures aux lèvres et de la haine dans les yeux pour protester contre les propagandes qui cherchent à les dénationaliser. Et l'hymne grec jaillit de toutes les poitrines, rompant toutes digues et toutes retenues, car nous étions tout près du Konak.

Je visitai ensuite les écoles. J'y comptai 600 élèves, et le livre d'inscription était à peine ouvert : l'année scolaire, en Macédoine, ne commence réellement qu'en janvier dans les campagnes. La même observation m'a été présentée par les instituteurs bulgares. Tous ceux à qui j'ai posé cette question précise : Qu'êtes-vous ? Serbe, Turc, Grec ou Bulgare ? tous m'ont répondu sans la moindre hésitation : Non, monsieur, je suis Grec ! Et chacun m'expliquait pourquoi il est Grec, et pas autre chose. Un détail qui m'a charmé : les élèves ont chanté la *Marseillaise* dans leur langue.

Le soir, les jeunes gens de la ville, craignant sans doute que je ne fusse pas, malgré tout ce que j'avais vu, absolument convaincu de leurs véritables sentiments, sont venus sous mes fenêtres pour me faire goûter leurs chants nationaux.

Le commandant russe Voronino me dit, le lendemain, avoir été renseigné de minute en minute sur les faits et gestes des Grecs par sa police spéciale :

— Doutez-vous, du moins, lui ai-je demandé, qu'il y ait des Hellènes à Strumnitsa ?

— Certainement, il y en a, ils sont en majorité dans la ville, mais ils sont terriblement turbulents. Ils ne laissent pas les gens dormir.

Les Grecs sont au nombre d'environ 4.000, à Strumnitsa.

Les Bulgares y sont au nombre de 1.800, avec trois écoles qui comptent 190 élèves.

Les comitadjis n'ont pas épargné cette région. Leur voïvode est Tchernopéef. C'est en 1898 que ce chef fit sa première apparition, il se présenta à tous les chrétiens comme leur protecteur et comme l'ennemi des Turcs. Aussi attirait-il beaucoup de Grecs de Strumnitsa. Toute la jeunesse était entraînée par les belles promesses qu'il leur prodiguait. Dans « la Macédoine aux Macédoniens », celui-ci serait capitaine, celui-là lieutenant, un autre directeur de la police, un autre percepteur, un autre commandant de la gendarmerie. De plus modestes se contentaient du grade de sergent. Il y avait dans la ville des centaines de « futurs » fonctionnaires qui se pavanaient avec leurs brevets ou leurs nominations en poche. Bientôt, ces fils d'opprimés s'impatientèrent en voyant que la Révolution ne venait pas ; ils encaissèrent leurs émoluments en puisant dans la poche des habitants, ils organisèrent le terrorisme, ils tracassèrent leurs proches parents, les vieux qui ne s' « emballaient » pas et hochaient la tête de scepticisme. Ils adressèrent des lettres de menaces, ils commirent quelques crimes. Pourtant cette comédie eut une fin. Les jeunes gens de Strumnitsa se calmèrent. Peu à peu toute cette gloire se fana, et la ville redevint tranquille. Les Grecs désertèrent la Révolution macédonienne, quand ils eurent compris que l'on en voulait à leur nationalité.

Et pendant que les jeunes gens naïfs s'amusaient à « l'insurrection », Tchernopéef, lui, ne perdait pas de vue ses intérêts matériels. Dès 1900, il avait commencé à percevoir de l'argent. Au mois d'août de cette année, il oblige un certain Stampouli à lui verser 100 livres (2.300 fr.) Il tire des

traites payables à vue sur tous les commerçants et les propriétaires, et ceux qui refusent de payer sont égorgés. En trois ans, il aurait amassé plus de deux cent mille francs. En mai 1903, il massacre Antonie, mouktar de Zampovo qui empêchait les paysans de lui remettre les 50 livres (1.150 fr.) qu'il leur avait réclamées. Chariton Liotis fut aussi puni de mort pour avoir remis une traite à l'évêque grec au lieu de la payer. Le 8 mars 1905, Spyros Scoutis est poignardé aux portes de l'évêché. Tout récemment, l'évêque lui-même a été l'objet d'une tentative d'assassinat. Les habitants de Gabrovo, forcés par les comités à signer une adhésion à l'exarchat, lui avaient, pour témoigner publiquement de leur attachement à l'orthodoxie, demandé de venir officier dans l'église de leur village. Mgr Horologas se rendit volontiers à cette invitation et demeura deux jours à Gabrovo. Les comitadjis le guettaient ; à son retour, une cinquantaine d'entre eux lui dressèrent une embuscade à dix minutes du village. Laissant passer les paysans et les soldats qui le précédaient, ils ouvrirent un feu nourri sur sa personne. Le cheval de Mgr Horologas se cabra et jeta son cavalier dans un fossé, c'est à cette circonstance que le prélat doit la vie. Dans le combat qui s'ensuivit, l'archimandrite Michel, le curé de Gabrovo et deux paysans furent blessés. La suite de l'évêque courait le danger d'être exterminée tout entière, si les Gabrovites appelés par la fusillade n'étaient venus mettre les Bulgares entre deux feux. Craignant d'être enveloppés, les comitadjis s'enfuirent en laissant sur le terrain des armes et des munitions. La rentrée de Mgr Horogolas dans Strumnitsa fut marquée par une explosion de grécophilie ; une foule de trois mille personnes se rendit au-devant du prélat. Elle entoura la voiture que le maire avait mise à sa disposition, et, lui faisant cortège,

l'accompagna d'abord à la cathédrale, où une cérémonie d'actions de grâce fut célébrée, et ensuite à l'évêché, où toute la population et nombre de paysans des environs défilèrent devant lui en lui baisant les mains. L'horreur produite par cet attentat se manifesta dans tous les milieux. Les communautés israélites remirent à l'évêque une adresse de félicitations.

Depuis quelque temps, Tchernopéef semble avoir perdu toute confiance. Il n'ose plus se montrer dans les villages où les paysans l'accueillent fort mal. J'apprendrai dans la suite que sa bande a été reçue à coups de fusil par les habitants de Zimbovo.

Arrêt a Uscub

J'ai hâte de rentrer à Paris, pour ne plus entendre parler de pillages, de meurtres et d'incendies. Mais je m'arrêterai encore à Uskub, qui est le champ de bataille où Serbes et Bulgares se disputent la Vieille Serbie.

La propagande bulgare a conquis le chef-lieu du vilayet. Elle est supérieure de beaucoup au serbisme, à l'hellénisme et au roumanisme.

Pouquoi éprouva-t-elle le besoin de massacrer les prêtres, les instituteurs et les notables serbes dans les villes et les villages où elle n'était pas prépondérante ? L'histoire de la Vieille Serbie, pour ces dix dernières années, est exactement la même que l'histoire des vilayets de Monastir et de Salonique. Ici, comme ailleurs, les comitadjis bulgares n'ont cessé d'exécuter vieillards, femmes et enfants, pour contraindre les patriarchistes à se déclarer exarchistes. Les Serbes perdirent patience comme les Grecs, et formèrent des bandes pour protéger leurs églises et leurs écoles. On m'assure qu'ils font des prodiges et

qu'ils descendent jusqu'à Perlépé et à Kirchevo, infligeant aux Bulgares des pertes sensibles.

Ainsi, du nord au sud, et de l'est à l'ouest, tout le pays est sillonné de bandes bulgares, serbes, grecques, roumaines, turques, albanaises. Les officiers et les agents civils du programme de Muerzteg n'ont pas su endiguer la marée montante du brigandage. Au contraire, depuis leur installation sur la terre macédonienne, le gâchis n'a fait qu'augmenter. C'est le plus beau chef-d'œuvre de désordre que la diplomatie européenne ait imaginé. Ce pays est devenu un véritable enfer. Les gens n'y marchent que sur des cadavres et des bûchers. Et personne n'entrevoit une porte de salut. Les brutes ont été déchaînées, on ne voit plus comment il sera possible de les maîtriser ; ou plutôt, oui, il y a des médecins, de grands esprits, qui, pour guérir le mal, préconisent la réforme financière. Avec des budgets savamment équilibrés, on aura de bons soldats, de bons gendarmes, de bons juges, d'intègres fonctionnaires civils, des dîmiers et des percepteurs impeccables. Le paysan ne gémira plus sous le poids de l'iniquité, et il jettera bas les armes. Les beaux jours luiront enfin pour la Macédoine.

L'Europe réclame donc le contrôle des finances de Roumélie ; elle délègue même ses agents à Salonique auprès de Hilmi-Pacha. Mais le Sultan s'insurge et donne l'ordre au vice-roi de fermer la porte au nez de ces intrus. Il refuse de s'entretenir de la question avec les ambassadeurs des grandes puissances ; les chancelleries décident d'avoir raison de cette opposition ; et une flotte internationale se rend à Mitylène sous le commandement de l'amiral autrichien Ripper, dans le but d'impressionner la Porte. Des détachements débarquent à Lesbos, occupent les douanes, les bureaux de poste et du télégraphe et organisent

l'administration de l'île. L'escadre occupera Lemnos et Imbros, si la Porte n'accepte pas à bref délai les demandes des ambassades. Le Sultan répond à ces menaces par l'envoi de cigarettes et de bonbons aux équipages des navires ; d'autre part, il laisse entendre que les musulmans exaspérés sont sur le point de massacrer les chrétiens et les étrangers qui résident en Turquie ; mais le concert européen ne fléchit pas.

Aussi le Sultan commence-t-il à donner autre chose que des bonbons : il fait des contre-propositions qui sont une première concession. Et il ne tarde plus à accepter le « principe » du contrôle financier. Ce résultat amène le départ de l'escadre internationale.

Des négociations sont entamées entre la Porte et les ambassades. Et voici la réponse que communiquait le Hardjié en décembre 1905, aux représentants de l'Europe : les délégués ne s'appelleront pas *contrôleurs*, mais *conseillers financiers*. En cas de divergence d'opinion au sein de la commission, les conseillers en référeront aux autorités dont ils relèvent, quitte « à la Porte d'en décider ». La commission sera présidée par Hilmi-Pacha, et il y aura dans son sein un délégué turc, Zia-bey. Les dépenses militaires de Roumélie rentreront dans le budget des trois vilayets, à la condition toutefois que les dispositions prises pour parer aux déficits soient efficaces, c'est-à-dire que tout déficit résultant des dépenses militaires soit couvert au moyen de prélèvements faits sur les revenus généraux de l'Empire, en vertu d'un arrangement spécial avec la Banque. Enfin, les puissances consentiront à l'augmentation de 3 % des droits de douane, depuis longtemps réclamée par la Turquie. Les ambassadeurs repoussèrent l'addition : *et la Porte en décidera*, et ils déclarèrent que l'augmentation des droits de douane était une

question distincte du règlement financier. C'est dans ces conditions que l'arrangement ayant été conclu, Hilmi-Pacha a été autorisé à prendre contact avec les conseillers d'Allemagne, d'Angleterre, d'Autriche, de France, d'Italie et de Russie. La commission s'est réunie une première fois pour prendre connaissance du programme de ses travaux ; et elle a décidé de se réunir dans le courant du mois de janvier deux fois par semaine pour étudier le budget des trois vilayets.

Je suis retourné en Macédoine fin juillet 1906, pour la troisième fois.

« Tout va bien ou presque ! » déclarent imperturbablement diplomates européens et fonctionnaires ottomans. Tout va bien ! oui, pour les intrigues de certaines puissances. Mais, pour les pauvres Macédoniens, tout va de mal en pis. Pas un seul être ici, n'est heureux. Interrogez le Turc, l'Albanais, le Grec, le Bulgare, le Serbe, tous vous répondront d'une plainte unanime : « Nous n'en pouvons plus ! Nous sommes à bout de forces et de courage ! que l'Europe aie pitié de notre détresse ! » Ni la réorganisation de la gendarmerie, ni le contrôle financier n'ont apporté le moindre apaisement dans ce pays que tout le monde se flatte de rendre heureux. On s'y tue, on s'y égorge plus que jamais ; les Bulgares continuent à massacrer les Serbes, et les Grecs continuent à se défendre. Les Turcs dispersent ou anéantissent de-ci de-là quelques bandes, mais celles-ci se reforment ou ressuscitent sur d'autres points. Je ne dresserai pas la liste des forfaits sans nom qu'on me remet, il y en a trop. Et puis, je crois que le lecteur est fixé comme moi sur les *causes réelles* de l'anarchie macédonienne. Avant d'écrire ce livre, j'avais tenu à bien m'assurer de mes propres yeux des bienfaits que la « Commission financière » avait

laissé tomber, telle une pluie bienfaisante, sur les populations des trois vilayets. Mes dernières illusions s'envolaient.

Je fais une visite, trop courte, hélas ! à la Mission française, qui persiste à remplir son devoir avec un tact, une sagesse et une prudence dignes de la plus haute diplomatie. Puis je remonte à Monastir où je ferai, me dit-on, une riche moisson de faits « intéressants ».

De la masse des événements tout récents qui m'ont été rapportés, je détacherai deux épisodes qui ont leur éloquence, et qui jetteront une lumière décisive sur la haine sauvage, irréductible qui creuse un abîme insondable entre musulmans et chrétiens.

C'était au commencement du mois de juin (1906). Un corps de 80 Hellènes sous les ordres de trois chefs évoluait entre les villages de Lehovo et de Strebeno. Sa présence est dénoncée aux autorités ; immédiatement, des ordres précis sont envoyés de tous côtés, pour que soit organisée sans délai la chasse aux giaours. Des troupes partent en hâte de Neveska, de Florina, de Clissoura et de Sorovitch. Les premiers détachements arrivent à la pointe du jour tout près de l'ennemi qui répare ses forces dans un long et paisible sommeil. Mais la sentinelle vigilante aperçoit les soldats du Croissant. Aussitôt elle pousse un cri d'alarme, puis tire plusieurs coups de feu pour réveiller ses frères d'armes. Les Antartes étaient divisés en trois camps situés à une heure de distance les uns des autres. Ils occupaient une position inexpugnable sur des rochers en pleine montagne. Ils laissent avancer les troupes qui cherchent à les cerner et à les prendre dans un filet dont ils serrent progressivement les mailles ; quand les Turcs sont à portée des fusils grecs, ceux-ci font pleuvoir sur eux une grêle de balles ; quelques soldats tombent,

les autres reculent, pris de panique devant cette attaque subite ; les officiers se concertent, après avoir arrêté la fuite de leurs hommes. Il n'est pas possible que ces chiens de chrétiens aient le dessus. Un bref commandement déchire l'air : «A l'assaut ! » Et les soldats s'élancent à nouveau à la conquête de ces hauteurs escarpées d'où les narguent les Antartes. Une seconde fusillade bien nourrie et d'une précision remarquable fauche encore leurs premiers rangs. Leurs chefs les encouragent, les poussent, les excitent contre les infidèles.

Vains efforts ! Les hommes tournent le dos au tir meurtrier des Grecs et dégringolent dans une fuite éperdue vers la plaine. Heureusement, d'autres compagnies surviennent qui raniment le courage défaillant des fuyards et les ramènent au pied des rochers. Une troisième pluie de plomb tombe de là-haut sur leurs têtes, d'autres cadavres jonchent le sol. Nouvelle débandade, nouveau rassemblement, nouvel assaut. Les Antartes ont formé un carré et semblent décidés à se défendre jusqu'au bout. En effet, le combat dura toute une journée, de quatre heures du matin à six heures du soir. A peine les Turcs faisaient-ils dix pas en avant qu'ils étaient violemment rejetés à cent mètres en arrière. Mais vint un moment où les Grecs manquèrent de munitions. Ils avaient épuisé leurs cartouches ; alors, ils durent songer à quitter leurs positions. Comment trouer ce cercle qui les enserrait ? D'autre part, les autorités militaires du district avaient envoyé sur le champ de bataille un canon qui devait balayer les trois camps de l'ennemi. Les Antartes n'avaient perdu que six hommes ; impuissants à opposer une plus longue résistance, ils se ruèrent en poussant des clameurs assourdissantes sur le cordon de troupes qui les enveloppait de toutes parts ; ils réus-

sirent à se livrer un passage vers le haut de la montagne, mais ce dernier effort leur coûta 23 prisonniers dont 7 furent lâchement sabrés. Quant aux Turcs, ils avaient perdu 150 hommes (d'autres disent 250) ; ils n'avouent qu'une dizaine de morts, mais il leur fallut treize chariots pour transporter leurs cadavres. Furieux de ce lamentable échec, ils rentrèrent dans leurs casernements en maudissant ces « chiens de Grecs », et en se jurant bien de se venger le plus tôt possible.

Ils ont eu leur première revanche dans la prison de Monastir, où sont entassés pêle-mêle Turcs, Albanais, Grecs, Bulgares et Serbes. Tous les bruits du dehors parviennent jusqu'aux oreilles des prisonniers. Le combat de Strebeno leur fut raconté dès le lendemain avec un luxe de détails qui exaspéraient les musulmans ; ceux-ci lançaient aux Grecs des regards menaçants, ils ne tardèrent pas à les insulter ; ces injures furent le point de départ de violentes querelles qui annonçaient des rixes sanglantes.

Le directeur *parut* s'émouvoir ; il ordonna une minutieuse perquisition pour désarmer les prisonniers. On enleva aux Grecs jusqu'à leurs canifs. Les musulmans furent-ils fouillés avec la même rigueur ? Oui, répond l'administation pénitentiaire. Non, répliquent les faits. En effet, dès que les Grecs eurent été réduits à une absolue impuissance, les Turcs se jetèrent sur eux, *armés de poignards*. Les premiers se défendirent âprement, la rage au cœur, à coups de pied, à coups de poing. Mais ils étaient à la merci de leurs assassins : six furent tués et vingt-huit blessés.

Et les soldats de garde, demanderez-vous, que firent-ils ? Oh ! ils se gardèrent bien de séparer les belligérants. Ils s'empressèrent de jeter leurs baïonnettes aux musulmans : ceci, malgré les dénégations officielles, a été établi définitivement par

l'expertise des médecins et les constatations des officiers italiens.

L'émotion fut si intense à Monastir, que le consul de Russie lui-même, dont la grécophobie aiguë revêt parfois toutes les formes d'une véritable maladie, eut un sursaut d'indignation et crut devoir protester auprès du vali. On a fini par lui accorder une légère satisfaction en destituant le directeur. Mais je ne suis pas inquiet sur l'avenir de ce fonctionnaire, il va être pourvu, ailleurs, d'une grasse sinécure. La population grecque de la ville voulut manifester avec éclat contre la conduite inqualifiable des autorités. Dix mille hommes, femmes et enfants suivirent les obsèques des victimes. « Les cercueils recouverts des couleurs nationales hellènes, portant des inscriptions en grosses lettres : « Pour la Patrie ! » furent conduits en grande pompe au cimetière par l'archimandrite ayant la crosse, la mitre, et la chasuble, entouré de quatorze prêtres revêtus de leurs habits sacerdotaux. Derrière ce cortège marchaient les élèves des écoles grecques, filles et garçons. Les cloches sonnaient le glas, et sur l'ordre de l'autorité religieuse, tous les marchands patriarchistes avaient fermé leurs magasins » (*Le Temps*). Les hommes étaient tous tête nue, *portant leur fez à la main*, contrairement à tous les usages. Jamais chrétiens en Turquie n'avaient marqué avec tant de dignité leur mépris et leur répulsion pour le régime hamidien. Des couronnes innombrables étaient portées par les jeunes gens et les jeunes filles. Cette imposante manifestation impressionna, paraît-il, vivement Hilmi-Pacha, les agents civils d'Autriche et de Russie, et les consuls des grandes puissances.

En passant devant Niaousta, on m'informe que le voïvode bulgare Tchernopéef, qui régnait dans le caza de Strumnitsa, a été tué aux environs de

Koukliche, le 25 juillet 1906. Cette information sera démentie plus tard. Les deux chefs Lucas et Caratasso qui se partageaient l'empire de Caratzova et de Vodéna ont eu aussi une fin misérable. Caratasso, originaire d'Ostrovo, était âgé de 40 ans. Il avait le teint basané et portait une barbe très longue. Nommé chef de bande par l'Organisation intérieure, il avait enrôlé tous les malfaiteurs qui craignaient la vue des gendarmes et des juges. On a trouvé la liste des crimes, que lui et ses partisans avaient perpétrés, dans les archives qu'il abandonna sur le terrain le 6 août 1906, lors de la rencontre de Tchernessovo. Dans ses mémoires il avoue avoir exécuté de sa propre main 18 Grecs, dont deux femmes, dans la dernière année de sa vie (1905-1906). Il épouvantait tout son « domaine » par sa férocité ; il excellait à pressurer les populations. Lucas, son collaborateur, de était Monastir. Il était assurément de tous les chefs bulgares, le plus intelligent et le moins sanguinaire. Il jouait admirablement du mot : Liberté, au début de ses campagnes. Mais il perdit insensiblement foi en l'étoile bulgare. Il était, à la fin, désemparé et sans ardeur. Il avait même cessé ou à peu près toute propagande. Il n'agissait plus que par les bras de Caratasso et de Tsiotso.

Le 6 août 1906, Caratasso, Lucas et Tsiotso, se reposaient avec leurs trois lieutenants dans une hutte, près du village de Tchernessovo. Leurs bandes étaient à dix pas. Tout à coup, ils virent surgir devant eux Costa Garéfi, chef d'Antartes, un superbe échantillon de la race humaine, un véritable palikare dont les exploits ne se comptent plus. Les Bulgares se lèvent en toute hâte, mus par un ressort, devant cette diabolique apparition. Ils tirent six coups de fusil sur le fantôme, mais leurs mains n'étaient pas fermes, les balles s'égarent. Costa Garéfi, maître de son esprit et de son

revolver abat Caratasso et Lucas, et blesse deux comitadjis. Sa bande tapie dans un creux de terrain accourt au bruit des détonations et fonce sur les bandes rivales qui se dispersent en désordre, perdant la moitié de leurs effectifs. Tsiotso est tellement subjugué par l'audace de Garéfi qu'il vient implorer merci à genoux. Depuis la mort de Caratasso, beaucoup de chrétiens, ayant repris courage, viennent déclarer ouvertement qu'ils étaient restés Grecs dans l'âme, et qu'ils n'avaient affiché des sentiments bulgares que pour échapper aux tortures. « Nous attendions, disent-ils, qu'on nous débarrassât de ce bourreau pour rentrer dans le giron de l'Hellénisme. »

Tout cet hiver (1906-1907) il nous est parvenu de très mauvaises nouvelles de Roumélie. Les comités bulgares auraient décidé de tenter un suprême effort pour réduire à néant la brutale et hautaine opposition des Grecs et des Serbes qui ne consentent pas à être bulgarisés.

On n'assista jamais, en Macédoine, à telle hécatombe, depuis l'introduction des réformes ! Dans tous les cazas, les têtes tombent par dizaines tous les jours. Et MM. les Agents européens vont répétant avec une magnifique assurance : « Tout va bien ! Tout va bien ! »

Cette enquête, commencée en juillet 1904, n'a pris fin qu'en mars 1907. On comprendra que je n'aie pas eu le courage d'en publier tous les détails. Dix volumes n'y suffiraient pas ; et ce serait, du reste, fastidieux. N'ai-je pas à craindre, déjà, d'avoir fatigué le lecteur par ces obsédantes antiennes qui se répètent à chaque page ? Toujours les mêmes crimes ! Toujours les mêmes horreurs ! Toujours les mêmes indignations ! Mais il m'a semblé que je devais accumuler preuves sur

preuves, documents sur documents pour éclairer définitivement la religion des hommes sincères et impartiaux, qui ne demandent qu'à s'instruire. Me suis-je trompé ? En tout cas, je me suis efforcé d'être constamment un historien fidèle, soucieux de dégager la vérité du fatras de mensonges, de calomnies, et d'inexactitudes où elle était ensevelie.

Maintenant, nous sommes en état d'examiner froidement, en pleine connaissance du sujet, l'angoissant problème macédonien et d'indiquer dans quelle voie devrait être aiguillée l'action des diplomates consciencieux et intègres.

DEUXIÈME PARTIE

LES TURCS ET LES RÉFORMES [1]

J'ai connu beaucoup de Turcs ; et si je me reporte aux multiples conversations que j'ai eues avec eux, je me mets à douter que ce peuple mérite les anathèmes qu'on lui a jetés. Je me surprends à interroger le passé, et je me demande si ce n'est pas la chrétienté qui a creusé un fossé entre le monde ottoman et la civilisation européenne. Peut-être eût-il été possible de dissiper les malentendus et les préventions qui ont été la source de conflits et de différends internationaux que l'on parvient difficilement à s'expliquer, quand on visite la Turquie. Le Turc, en effet, est pétri de bonté, de générosité et d'*honnêteté*. Oui, d'honnêteté. Les commerçants européens de Smyrne, de Constantinople, de Salonique, sont unanimes à préférer les gardiens musulmans aux gardiens catholiques ou orthodoxes. Ils leur confient, les yeux fermés, leurs coffres-forts. Un cavass turc se ferait hacher en mille morceaux plutôt que de laisser toucher à un trésor dont il a assuré la garde. Un cavass chrétien aiderait au besoin les voleurs à l'emporter. Mais si l'individu est « bon », la collectivité est détestable, et le gouvernement est ce qu'il y a de pire en Europe.

« Un chien, dit le Coran, vaut plus que cinquante

(1) La « Grande Revue » du 10 oct. 1907.

chrétiens ! » Toute l'administration turque s'inspire de cet *axiome*. Certes, les communautés jouissent de la liberté religieuse ; elles créent, administrent et surveillent leurs églises et leurs écoles en toute indépendance. Mais c'est la seule concession qu'elles aient obtenue de la Sublime Porte.

L'armée, la magistrature et l'administration civile s'entendent à merveille pour rendre aux raïas l'existence intenable.

Les officiers et les soldats ne respectent ni les biens ni les personnes. Quand-ils entrent dans un village, ils s'installent chez l'habitant, ils le volent, ils le pillent, ils le maltraitent, ils violent ses filles et ses femmes ; et lorsqu'ils se retirent, ils exigent du mouktar (sorte de maire) une déclaration écrite et revêtue du sceau officiel par laquelle il est reconnu que la population est satisfaite de la conduite des troupes. Que si les paysans se plaignent et refusent d'adresser des remerciements à leurs « protecteurs », aussitôt ils sont battus, assommés. Il y a bien des tribunaux en Turquie, comme en France, mais il n'y a pas de justice ; les procès sont gagnés ou perdus suivant que les juges auront été payés ou non par les plaideurs. Il arrive que des affaires liquidées, absolument terminées par un jugement définitif soient reprises plusieurs années plus tard et jugées en sens inverse. On peut tout se procurer avec de l'argent, les faux témoignages sont choses courantes ; il y a même des gens qui en font commerce, ils sont postés aux portes des prétoires attendant qu'un « client » les appelle. Souvent les chrétiens sont forcés de déposer contre leur conscience, dans le sens qui leur a été dicté par le juge d'instruction. Ils se gardent bien de dire la vérité en plein tribunal, ils seraient immédiatement jetés en prison et soumis à la torture. Les sentences sont rendues au mieux des intérêts des magistrats qui ne se préoccupent pas

des prescriptions du code. Lorsque, par extraordinaire, vous obtenez gain de cause, ayant le droit pour vous, il faut que vous versiez un bakchiche aux autorités compétentes pour voir ordonner l'exécution du jugement, et ne vous amusez pas à protester ; la police est là pour vous impliquer dans une affaire grave qui vous conduira Dieu sait où ! Car les prisons regorgent d'innocents qui passent leurs jours et leurs nuits à s'interroger sur leurs actes passés. Ils ignorent pour quels délits ou pour quels crimes ils ont été incarcérés, et jamais leur affaire n'est instruite; ils mourront dans un coin, mangés par la vermine, rongés par la faim, affolés par l'idée qu'ils ont *peut-être été criminels à leur insu*. Les cris des *récalcitrants* seront étouffés dans des in-pace souterrains où ne filtrent ni la lumière du ciel, ni les regards des hommes. Le jour où l'Europe entrera dans les prisons turques, elle fera de singulières découvertes ! Elle constatera d'abord qu'il n'y a pas de registres d'écrou. De sorte que n'importe quelle crapule peut se débarrasser, moyennant finances, d'une personne qui la gêne en la faisant pourrir dans un cachot. Les prisonniers n'ont droit qu'au pain et à l'eau. Ils sont obligés de se nourrir eux-mêmes ; bien entendu ils couchent sur la dure. C'est à peine s'ils ont quelquefois la place nécessaire pour s'étendre à même le sol. A Salonique, ils étaient si nombreux lors d'une de mes enquêtes, qu'ils étaient obligés de se tenir debout dos à dos.

Les Turcs volent fréquemment dans les champs des chrétiens, ils ne sont jamais ni recherchés, ni inquiétés par la justice ; du reste, il n'y a pas de police dans les campagnes.

— Un chien vaut plus que cinquante chrétiens ! Aussi, le raïa peut être maltraité, assassiné même par un musulman, sans que le coupable

soit châtié. A Cavalla, un Albanais, malfaiteur insigne qui a été déjà condamné à 15 ans de prison, saute sur un jeune homme qu'il violente et entraîne dans la campagne ; il s'apprête à commettre un acte inqualifiable, lorsque le malheureux orthodoxe parvient à échapper à ses griffes. Le capitaine anglais Hamilton accourt chez le juge d'instruction Baha-bey pour demander des poursuites contre l'Albanais. Celui-ci est arrêté, mais il est relâché à peine incarcéré. Pourquoi ? parce que Baha-bey lui-même est Albanais, et qu'il ne consentira jamais à inculper un compatriote, surtout lorsque c'est un chrétien qui est plaignant. Le capitaine Hamilton ne peut pas accepter cette manière de traiter les canailles, il adresse une réclamation à Hilmi-Pacha en termes des plus sévères ; le vice-roi envoie sur les lieux Emin-bey, inspecteur général de la justice pour qu'il soit procédé à une enquête. Mais l'enquêteur met hors de cause le juge d'instruction qui est une de ses créatures, et le malfaiteur continue à se promener tranquillement sur les chemins en quête d'un coup à faire.

Lors de mon sépour à Castoria, on m'informe qu'un jeune Turc de 15 ans a tiré un coup de pistolet, dans le champ de son oncle, sur un enfant grec. Le chrétien a été blessé à la cuisse, le coupable, effrayé, appelle son oncle. Celui-ci arrive et s'écrie, indigné : « Je ne veux pas que ce giaour crève dans mon champ. ». Et il donne à l'enfant blessé, mais non mort, des coups de pied au ventre et à la poitrine ; puis il le saisit par une jambe et le traîne hors de sa propriété. Enfin, il met le feu à ses habits « pour le faire disparaître complètement », a-t-il dit. Mais un petit frère de la victime, un enfant de 6 ans, a été témoin de cette scène, il se précipite en pleurant chez sa mère, qui n'intervient que pour prendre un cadavre.

Eh bien, vous pensez que le bourreau sera condamné au moins aux travaux forcés à perpétuité ? Vous vous trompez ; le procureur emmène à Castoria l'oncle et le neveu, sans les mettre en arrestation, quarante-huit heures après, il les renvoie chez eux, blancs comme neige. Le lieutenant italien Kosma Manera, indigné, dénonce à Hilmi-Pacha le cynisme de ce magistrat qui couvre de sa protection un criminel avéré. Mais les protestations du « représentant de l'Europe » restent sans effet. L'argent, seul l'argent, triomphe de tous les despotismes. A Bresnitza, dans le caza de Castoria, sept Bulgares sont arrêtés, aussitôt le village se cotise, réunit 15 livres et délègue une ambassade qui offrira cette somme au procureur (le même) pour que les inculpés soient relâchés. Le chef du parquet fait la moue : « Ça ne suffit pas, répond-t-il, il me faut 25 livres ! » L'ambassade s'excuse : « Le village n'en a pu ramasser que 15. » « Débrouillez-vous, insiste le procureur, *il me faut* 25 livres ! » Tout dernièrement, trois des juges composant le tribunal de Serrès, deux Arméniens et un Turc, se sont partagé 100 livres (2.300 fr.) que leur avaient versées des Grecs pour que fussent acquittés le cordonnier Lysimaque et les Antartes arrêtés à Dovichta en juin 1905.

Mon dossier est bourré de faits semblables. Sur tous les degrés de l'échelle administrative, on ne rencontre que des concussionnaires et des prévaricateurs. L'exemple vient d'en haut, le Trésor public est dilapidé par les ministres et les chambellans. Un beau jour le Receveur général d'une province reçoit l'ordre d'envoyer à Constantinople tous les fonds qui sont dans sa caisse ; la plus grosse partie des impôts s'arrête dans les mains des percepteurs et les travaux d'utilité générale sont complètement délaissés. Ainsi, les contribuables sont astreints au paiement d'une taxe spéciale

pour la construction et l'entretien des routes. Or, le lecteur qui m'a suivi dans mes voyages à travers la Macédoine a pu observer qu'il n'y a ni ponts, ni chaussées, à part de très rares exceptions. Bien pis, les entrepreneurs et les ingénieurs qui en construisent — et dans quelles déplorables conditions ! — se font héberger par les tchorbadji pendant des mois et des mois sans bourse délier. Ils évitent aussi de payer leurs ouvriers. Les bâtiments de l'Etat doivent le jour aux ressources produites par des souscriptions auxquelles il serait imprudent de ne pas participer. L'un doit verser cinq cents, l'autre cinquante livres ; quand la somme prévue par les devis a été réunie, on se met à bâtir, mais cinq ans après, les fournisseurs et les entrepreneurs assaillent les bureaux de réclamations ; ils n'ont pas reçu le montant de leurs mémoires, l'argent des souscripteurs est resté en panne.

Les percepteurs réclament des impôts pour cinq, six, dix ans. Alors que la taxe militaire est de 36 piastres, pour les chrétiens (les musulmans seuls font partie de l'armée), elle est portée à 45,50 piastres dans certains villages. Le cas s'est produit à Pétritche sous mes yeux. Le taxildar prétextait que les années précédentes il y avait eu des erreurs au détriment du fisc. Le Trésor aime à recevoir, mais il lui répugne de donner. Ainsi, les arriérés des gendarmes seront réglés à leurs parents sous forme d'exonération d'impôts. Les soldats qui rentrent dans leurs foyers et qui sont créanciers de l'Etat reçoivent des certificats que le Trésor acceptera comme des billets de banque lorsqu'ils seront invités à payer leurs contributions. Mais les percepteurs réduisent la valeur de ces créances, qu'ils repassent, eux, à l'Etat pour leur prix réel.

Puis, vient le dîmier qui prélève 13, 15, 20 % sur les produits soumis à la dîme. Les récoltes doivent

être laissées sur pied jusqu'à ce qu'il vienne procéder aux constatations prévues par la loi. Or, le dîmier ne consent à répondre à l'appel des cultivateurs que si on lui remet un bakchiche. Sans pot-de-vin, les récoltes se détérioreront. Le paysan est dans l'impossibilité de couper les maïs, d'enlever les gerbes, tout pourrit ; ou bien ce sont les oiseaux, les ours et les sangliers qui se nourrissent à ses dépens. Lorsque le dîmier arrive dans un village, il loue un hangar aux villageois, pour y déposer le produit de la dîme, mais il a soin de percevoir une piastre supplémentaire par contribuable, ce qui lui permettra, non seulement de récupérer le prix de la location — à supposer qu'il s'acquitte de cette dette — mais encore de réaliser un troisième bénéfice... A côté des impôts réguliers, il y a une infinité d'impôts arbitraires qui sont levés par les tyranneaux de village.

Les beys usent encore de moins d'égards, ils accaparent les champs et les maisons et chassent les propriétaires. Possession vaut droit. Les cultivateurs sont obligés de leur remettre une somme d'argent pour avoir le droit de labourer en paix dans leurs champs. Ils sont astreints à une autre taxe pour faire paître leurs bestiaux, et ainsi de suite... Il y a aussi beaucoup d'abus dans les tchifliks (fermes). Le tchiflik est le centre de l'activité agricole en pays turcs et la plupart du temps l'embryon d'où sortira le village. Les cultivateurs sont presque tous des métayers. Le système du métayage est séculaire en Macédoine. Les propriétaires ou les fermiers accordent aux « yaridjis (métayers), sans aucune rémunération, la jouissance d'une habitation, d'une écurie et d'une grange et d'une partie de leurs champs. Le propriétaire est obligé de fournir la semence la première fois seulement ; tandis que les métayers se chargent de cultiver la terre, de moissonner et de battre les

céréales à leurs frais et dépens. Une fois la moisson faite, on prélève de la récolte brute en premier lieu la dîme, qui s'élève aujourd'hui à 11 1/2 % environ, puis la semence qui sera affectée à la culture de l'année suivante ; et ce qui reste est partagé, à portions égales, entre le fermier et le métayer. Précisément le mot Yaridji (métayer) signifie : qui touche la moitié.

Au cas où le métayer n'a pas les moyens de faire face à ses charges, ordinairement il s'adresse au fermier ou au propriétaire pour emprunter de l'argent. Il est juste de reconnaître que souvent on lui fait des avances sans exiger d'intérêt ; mais d'autres abusent de la situation et ne prêtent qu'à des taux usuraires.

D'autre part, un fermier ou un propriétaire sont toujours libres de renvoyer quand bon leur semble et sans qu'ils soient tenus de présenter la moindre explication les métayers qui ne leur conviennent pas. Ils ne sont pas obligés de verser une indemnité quelconque.

Tout cela serait presque parfait, s'il n'existait pas de *soubachi*. Les propriétaires des fermes se rendent rarement dans leurs propriétés dont ils confient la direction à des *gérants*. Ces *soubachi* sont des satrapes qui tyrannisent les travailleurs de la terre, les soumettent à une infinité de corvées qui sont hors du contrat de fermage. Aussi les paysans ne sont-ils heureux que lorsqu'ils peuvent s'en débarrasser, en achetant avec leurs économies les champs et les vignes du seigneur pour leur propre compte, car les beys ont toujours besoin d'argent ! Petit à petit, le sol leur échappe pour devenir la propriété soit des Israélites, soit des Grecs, soit des Bulgares. Il y a plusieurs tchifliks qui sont devenus de la sorte des villages libres — des Képhalochori.

Quelques gros propriétaires cultivent leurs ter-

être laissées sur pied jusqu'à ce qu'il vienne procéder aux constatations prévues par la loi. Or, le dîmier ne consent à répondre à l'appel des cultivateurs que si on lui remet un bakchiche. Sans pot-de-vin, les récoltes se détérioreront. Le paysan est dans l'impossibilité de couper les maïs, d'enlever les gerbes, tout pourrit ; ou bien ce sont les oiseaux, les ours et les sangliers qui se nourrissent à ses dépens. Lorsque le dîmier arrive dans un village, il loue un hangar aux villageois, pour y déposer le produit de la dîme, mais il a soin de percevoir une piastre supplémentaire par contribuable, ce qui lui permettra, non seulement de récupérer le prix de la location — à supposer qu'il s'acquitte de cette dette — mais encore de réaliser un troisième bénéfice... A côté des impôts réguliers, il y a une infinité d'impôts arbitraires qui sont levés par les tyranneaux de village.

Les beys usent encore de moins d'égards, ils accaparent les champs et les maisons et chassent les propriétaires. Possession vaut droit. Les cultivateurs sont obligés de leur remettre une somme d'argent pour avoir le droit de labourer en paix dans leurs champs. Ils sont astreints à une autre taxe pour faire paître leurs bestiaux, et ainsi de suite... Il y a aussi beaucoup d'abus dans les tchifliks (fermes). Le tchiflik est le centre de l'activité agricole en pays turcs et la plupart du temps l'embryon d'où sortira le village. Les cultivateurs sont presque tous des métayers. Le système du métayage est séculaire en Macédoine. Les propriétaires ou les fermiers accordent aux « yaridjis (métayers), sans aucune rémunération, la jouissance d'une habitation, d'une écurie et d'une grange et d'une partie de leurs champs. Le propriétaire e[illegible] obligé de fournir la semence la première fois [illegible] lement ; tandis que les métayers se charg[illegible] cultiver la terre, de [illegible]

céréales à leurs frais et dépens. Une fois la moisson faite, on prélève de la récolte brute en premier lieu la dîme, qui s'élève aujourd'hui à 11 1/2 % environ, puis la semence qui sera affectée à la culture de l'année suivante ; et ce qui reste est partagé, à portions égales, entre le fermier et le métayer. Précisément le mot Yaridji (métayer) signifie : qui touche la moitié.

Au cas où le métayer n'a pas les moyens de faire face à ses charges, ordinairement il s'adresse au fermier ou au propriétaire pour emprunter de l'argent. Il est juste de reconnaître que souvent on lui fait des avances sans exiger d'intérêt ; mais d'autres abusent de la situation et ne prêtent qu'à des taux usuraires.

D'autre part, un fermier ou un propriétaire sont toujours libres de renvoyer quand bon leur semble et sans qu'ils soient tenus de présenter la moindre explication les métayers qui ne leur conviennent pas. Ils ne sont pas obligés de verser une indemnité quelconque.

Tout cela serait presque parfait, s'il n'existait pas de *soubachi*. Les propriétaires des fermes se rendent rarement dans leurs propriétés dont ils confient la direction à des *gérants*. Ces *soubachi* sont des satrapes qui tyrannisent les travailleurs de la terre, les soumettent à une infinité de corvées qui sont hors du contrat de fermage. Aussi les paysans ne sont-ils heureux que lorsqu'ils peuvent s'en débarrasser, en achetant avec leurs économies les champs et les vignes du seigneur pour leur propre compte, car les beys ont toujours besoin d'argent ! Petit à petit, le sol leur échappe pour devenir la [illegible] soit des *Israélites*, soit des Grecs, soit [illegible] Il y a plusieurs tchifliks qui sont [illegible] *sorte des* villages [illegible] des [illegible]

[illegible] leurs [illegible]

Je crois que tout a été dit sur les abus de l'administration turque. Et il me paraît inutile d'insister. Il y a beaucoup de Turcs qui déplorent cet état de choses. « Nous sommes les premiers à en souffrir, m'ont déclaré quelques hommes clairvoyants, car nous sommes aussi peu protégés que les chrétiens par nos fonctionnaires. Ce n'est qu'à coups de bakchiches que nous avons la tranquillité. Et nous sentons que cette anarchie mène notre pays tout droit à la catastrophe. »

Le major anglais Anley a reçu les confidences d'un bey qui a prononcé devant lui le plus violent réquisitoire contre le régime hamidien. Moi-même, j'ai rencontré un mutessarif, un caïmakam et un commandant de cavalerie qui m'ont ouvert leur âme ulcérée d'ardents patriotes. « Que l'Europe frappe plus haut, se sont-ils écriés ! C'est à Constantinople qu'on doit introduire les premières réformes. Tant qu'on n'aura pas touché à la camarilla qui suce et épuise le sang de l'Empire, on n'aura rien fait ! » Ces Turcs réformateurs ne sont pas nombreux...

Un matin, je quittais Drama. J'étais monté dans le train de Salonique. Je me trouve subitement, on s'en souvient, en présence de quatre officiers. Je profite de cette occasion pour sonder une fois encore l'esprit des musulmans.

— Nous sommes *tous* contents de notre gouvernement, me déclarent-ils. La nation turque aime son souverain... Les Bulgares sont des sauvages qu'il sait châtier...

— Et les jeunes Turcs, questionnai-je ?

— Ce sont des gens qui n'aiment pas leur pays, puisqu'ils le quittent. Ils ne pensent, au fond, qu'à leurs intérêts. La nation les rejette de son sein et ne veut plus les reconnaître... Nous avons été très peinés d'apprendre qu'on a lancé une bombe sur notre Sultan. Mais les anarchistes qui

ont commis ce crime odieux n'appartiennent pas à la grande famille turque... Car tous les sujets de Sa Majesté Abd-Ul-Hamid bénissent ce règne...

— Pourtant, des beys, des officiers se plaignent aux Anglais de certains abus...

— Ce n'est pas vrai, l'armée sert loyalement son souverain magnanime...

— Vous ne pouvez méconnaître qu'en Macédoine il y a un véritable gâchis.

— A qui la faute ? aux bandits...

— Vous ne savez pas les mettre dans l'impossibilité de nuire. Vous êtes incapables d'assurer aux honnêtes gens de toutes nationalités et de toutes confessions le respect de leurs biens et de leurs personnes. Sandanski est plus puissant que le mutessarif du sandjak de Serrès.

— Patience, on le prendra !

— Il y a des années et des années que les malheureux prennent patience...

— Ce n'est rien, tout ça, affirment les officiers, partout il y a des brigands, des voleurs, des assassins. A Paris même, en pleine Ville-Lumière, il y a des apaches...

Ces officiers reflètent les sentiments de l'immense majorité des musulmans. Les réformistes sont rares. L'armée et le peuple sont courbés dans une soumission fidèle. C'est ce qui fait la force du Palais.

Pour remédier à l'anarchie macédonienne, l'Europe accepta le programme de Muerzteg. Etait-ce suffisant ? Pour répondre à cette question, il convient d'étudier l'œuvre qui a été réalisée jusqu'ici, depuis l'introduction du contrôle austro-russe.

On a commencé par la réorganisation de la gendarmerie. Tout était à démolir et tout à reconstruire.

En France, le corps de la gendarmerie est fractionné en une infinité de brigades légères et mo-

biles, dont l'effectif normal est de cinq à six hommes, à pied ou à cheval. L'ensemble des brigades d'un arrondissement administratif est placé sous l'autorité d'un officier subalterne, capitaine, lieutenant ou sous-lieutenant, dénommé commandant d'arrondissement. La gendarmerie d'un département forme une compagnie : compagnie des Bouches-du-Rhône, compagnie du Gard ; elle est commandée par un chef d'escadron. Et les compagnies d'un territoire de corps d'armée sont groupées sous le commandement d'un colonel, ou lieutenant-colonel, qui prend le nom de chef de légion ; l'unité elle-même emprunte sa dénomination au corps d'armée où elle se trouve stationnée : la 14e légion, la 15e légion.

En Turquie, rien de pareil n'existe. Cette dissémination, cette décentralisation fécondes sont inconnues, ou s'arrêtent trop tôt. L'ensemble de la gendarmerie d'un vilayet, forme un régiment commandé d'habitude par un colonel, quelquefois par un *général de division* (!). La gendarmerie d'un sandjak, subdivision administrative qui correspond à notre département, constitue un bataillon, placé sous le commandement d'un bimbachi ; le bataillon se subdivise en un nombre de compagnies variable suivant l'étendue du sandjak. La compagnie a la surveillance d'un ou de deux cazas. Ces compagnies ou fractions de compagnies ne sont pas échelonnées en petits postes sur des points stratégiques, elles sont concentrées aux chefs-lieux des cazas, sous l'autorité du capitaine ou du lieutenant. Il n'y a pas un réseau de brigades autonomes, reliées entre elles par un intelligent service de tournées. A la vérité, quelques *caracols* composés de deux hommes ont été jetés au hasard, de-ci de-là, mais, étant donnée la faiblesse excessive de leurs effectifs, étant donnée surtout l'absence de méthode qui présida à

leur distribution, ils sont d'une utilité fort contestable.

Le rôle de la gendarmerie en France et dans tous les autres pays d'Europe, consiste en une surveillance permanente, destinée bien plus à prévenir le crime ou le délit qu'à le réprimer. En battant constamment la campagne, de nuit et de jour, en parcourant tous les coins et recoins de la région, aussi souvent que possible, les brigades contrarient dans une large mesure les opérations des malfaiteurs de tous ordres, qui peuvent s'attendre, à chaque instant, à l'arrivée soudaine de Pandore.

Les gendarmes turcs ignorent les patrouilles, les inspections, les correspondances. Ils restent tranquillement chez eux, au siège de leur circonscription. Ils ne rayonnent jamais dans l'intérieur, ils ne fouillent jamais la montagne ni la plaine. Ils laissent le champ libre aux bandits. Ils ne se mettent en mouvement — et avec quelle lenteur ! — que lorsqu'un assassinat a été commis. Encore se bornent-ils à faire des constatations, rarement ils procèdent à des recherches. — Trop souvent, au lieu de protéger les populations, ils leur infligent toutes sortes de mauvais traitements ; ils bâtonnent des gens inoffensifs, les dépouillent de leurs habits, leur prennent leurs économies, violentent leurs femmes, etc.

D'autre part, comme il n'existe pas de postes intermédiaires formant les anneaux d'une chaîne par lesquels il soit possible de transmettre d'un point à un autre, des avis, des communications, des ordres, les gendarmes sont obligés parfois de parcourir quarante kilomètres avant d'atteindre les lieux du crime. Et il advient que leurs chefs et le parquet sont pendant plusieurs jours, faute aussi de télégraphe, dans l'ignorance complète de leurs faits et gestes. Leur action, même quand elle

est honnête, s'exerce dans des conditions déplorables. Le corps tout entier est encroûté dans la routine et réfractaire au progrès. Il n'est composé, sauf de très rares exceptions, que d'illettrés, aussi bien parmi les officiers et les sous-officiers que parmi les hommes. Tout le personnel est incapable de dresser le moindre rapport ou procès-verbal. Ainsi, tandis que je poursuivais mon enquête à Serrès, il m'a été confirmé, aux sources les plus sûres, que dans la compagnie du sandjak, qui comprenait 32 gradés et 120 hommes, à pied ou à cheval, 24 gradés et 102 hommes étaient totalement dépourvus d'instruction. Et j'ai noté, en passant, que les chrétiens étaient moins ignorants que les musulmans : le tiers des raïas, des Grecs, savaient lire et écrire.

Enfin, beaucoup trop de gendarmes sont employés à une foule de corvées qui n'ont qu'un rapport assez lointain avec l'objet même de leurs fonctions ; ils fournissent des escortes, des estafettes, des plantons, des courriers postaux, etc. D'autres sont trop vieux ou infirmes, impuissants à donner le moindre effort et à remplir un service actif. Ils ont tout au plus assez de vigueur pour soulever les portières dans les conaks, porter quelques minuscules tasses de café et quelques fines cigarettes sur de petits plateaux tout frêles. D'autres sont domestiques, garçons de bureau, huissiers, etc.

On voit, par ce qui précède, combien la tâche des réorganisateurs fut ingrate. La plupart des officiers étrangers la simplifièrent, par une... inactivité sceptique et un élégant je m'enfichisme ou s'adonnèrent à la politique... Notre mission s'acquitta dignement de tous ses devoirs. J'ai constaté avec quelque fierté qu'elle a travaillé consciencieusement à redresser le mécanisme qui lui a été confié. Elle a étudié dans ses moindres replis

la circonscription de Serrès. Rien n'a découragé le colonel Vérand et ses collaborateurs. Ils ont bravement accepté tous les ennuis et toutes les responsabilités de la situation. Pas un détail n'a échappé à leurs regards. Pas un pli de terrain n'a été soustrait à leurs investigations. Ils possèdent si bien leur secteur que l'un d'eux rectifiait la meilleure carte qui en ait été dressée : celle des Autrichiens. Chaque poste a été reconnu, chaque emplacement a été déterminé. Des dispositions ont été prises pour que les brigades soient pourvues de logements convenables. Nos officiers ont même étudié les langues du pays. Le commandant Foulon a réalisé ce tour de force prodigieux d'apprendre à parler et à écrire le turc, le bulgare et le grec. C'est le seul de tous les membres des missions européennes qui ait atteint à de si beaux résultats.

En un mot, tout a été, depuis longtemps déjà, minutieusement fixé, étiqueté et contrôlé, et s'il ne dépendait que du colonel Vérand, la réorganisation de la gendarmerie ottomane dans les trois vilayets de Roumélie, serait un fait accompli. Tout serait sur pied, les brigands seraient traqués dans leurs repaires, et les Macédoniens pourraient travailler et prospérer. Mais — tout se heurte à des *mais* en Turquie — cette réforme rencontre mille obstacles qui la font trébucher à chaque pas et en compromettent le succès final.

Le général italien Degiorgis doit réaliser le miracle de constituer un corps homogène avec les concours les plus disparates et les plus contraires, et en s'appuyant sur des états qui se dérobent ou le trahissent. Chaque adjoint apporte sa méthode, qui s'inspire évidemment de l'esprit et des usages de son pays. L'Autrichien soumet un programme dont les grandes lignes sont en opposition manifeste avec celles de l'Italien. Le Russe

présente des observations qui sont contraires aux idées de l'Anglais. De sorte que le réorganisateur en chef reçoit des projets qui se combattent et s'annulent ; que s'il tente de les refondre en un seul, empruntant à l'un et à l'autre ce qu'ils renferment de pratique, aussitôt des clameurs s'élèvent ; les amours-propres froissés protestent. Une cinquième, sixième Macédoine vient encore se superposer sur les premières. Et le poignard, et le fusil et la torche, qui savent où aller, continuent de plus belle à détruire, épaississant de plus en plus les ténèbres. Sans compter que Degiorgis pacha lui-même ajoute aux complications qui surgissent de tous côtés et suffiraient à écraser de plus faibles épaules, en se montrant incapable, irrésolu, timide, et aveugle. Il s'est fait le plat valet, inconsciemment, je présume, du Sultan. Au début, lorsque la commission européenne s'était réunie à Constantinople pour discuter la nature de ses travaux et l'importance de ses attributions, le général Degiorgis avait été assez énergique ; c'est lui-même qui avait exigé que le nombre des officiers fût porté à 60. Ce beau zèle s'éteignit tout à coup. Circonvenu par la Porte, qui lui offrit d'ailleurs une augmentation de traitement de cinquante livres par mois, il devint l'ami des Turcs. A Salonique, il est aux ordres de Hilmi-Pacha. Il n'exécute que ses volontés. Il réunit très rarement les adjoints qui sont ses conseillers naturels ; et il en est arrivé insensiblement à troubler même le service de la réorganisation en faisant décréter par le Sultan, sous la poussée de Hilmi, des modifications nuisibles. Ainsi, à peine tel chef de mission a-t-il installé dans son secteur un réseau complet de postes, avec l'approbation du général, celui-ci provoque la promulgation d'un iradé impérial qui détraque toute la réforme et ramène la situation à ce qu'elle

était autrefois, sous le bon plaisir des pachas et des beys. Les postes de l'intérieur qui avaient été sagement renforcés sont dégarnis, et les effectifs des chefs-lieux sont augmentés ; les gendarmes sont concentrés à nouveau autour du konak pour y servir des rois fainéants.

Le programme de Muerzteg prévoit l'admission des chrétiens dans les corps de gendarmerie. Et cependant, le général Degiorgis les écarte de plus en plus. Il est vrai que les premières expériences ont été mauvaises. Les gendarmes chrétiens étaient inférieurs aux gendarmes musulmans, sous tous les rapports.

— C'est qu'on les avait mal recrutés, m'ont expliqué quelques officiers. On les avait pris dans les bas-fonds, paresseux, sans moralité, détestables.

— Nous avions à nous plaindre d'eux, d'abord, m'a déclaré le major anglais Anley, mais nous les avons remplacés par de bons sujets.

« Nous en avons 15 maintenant, 8 Grecs et 2 Bulgares, dans notre secteur, qui sont des agents actifs et consciencieux. Ils sont parfaits, au point qu'ils sont respectés par leurs camarades musulmans eux-mêmes.

Le général Degiorgis a eu tort de condamner avec tant de hâte le recrutement des gendarmes chrétiens. Il n'avait qu'à les chercher dans les éléments honnêtes de la population. Il n'eût pas eu des mécomptes. Mais il était agréable à Hilmi-Pacha ! Et c'était assez !

On a créé dans les chefs-lieux des trois vilayets des écoles destinées à dégrossir les soldats qui se destinent à la gendarmerie. Ce sont tous, ou presque, des illettrés. Ils arrivent du fond de l'Anatolie, lourds de corps et d'esprit. En 3 à 6 mois, il fallait leur inculquer les notions essentielles du métier et les rudiments de la langue turque. Malgré tous les inconvénients qui assaillaient les pro-

fesseurs, on était parvenu à fournir à la plupart des postes un homme au moins capable de tenir des écritures et de mener une enquête préliminaire. On a obtenu des résultats surprenants qui dépassaient toutes les prévisions. Des Turcs de 30 et 40 ans ont appris à lire et à écrire dans l'espace de deux mois. Ces phénomènes excitèrent à juste titre l'enthousiasme de Hilmi-Pacha. Les élèves versés dans les secteurs ont continué leurs études sous la direction des officiers, qui ont organisé des cours spéciaux. Et l'on disposait bientôt d'un noyau excellent qui faisait espérer que la Macédoine ne tarderait pas à être dotée d'une assez bonne gendarmerie.

Malheureusement le gouvernement n'a fait qu'entraver l'action bienfaisante des missions européennes. Les autorités militaires se sont opposées à ce qu'on prélevât des recrues dans les régiments pour les besoins de la gendarmerie. Et les écoles se sont dégarnies. Et les effectifs sont devenus des squelettes. Le général Degiorgis n'a pas su briser les résistances des commandants de corps d'armée. Il a fallu que la commission des adjoints-délégués se réunît à Salonique pour que fût jeté le cri d'alarme. Les chefs de mission furent unanimes à déplorer la stérilité de leurs efforts et la vanité de leurs constantes préoccupations. Ils adressèrent aux ambassadeurs une note collective par laquelle ils déclinaient toute responsabilité ; ils exposaient leurs doléances, faisant ressortir le danger qu'il y avait à laisserles choses en l'état. — La situation, loin de s'améliorer, disaient-ils, empire tous les jours. Notre œuvre qui s'annonçait comme devant aboutir, risque d'être complètement ruinée à brève échéance. Au printemps prochain, nos cadres seront amputés du quart de leurs effectifs. Dans ces conditions notre rôle est terminé. Nous n'avons plus qu'à nous en aller. »

Le général Degiorgis subitement inquiet, sentant combien ses faiblesses étaient lourdes de conséquences, prit le train pour Constantinople et supplia le Sultan de le sauver du mauvais pas où il s'était engagé pour plaire à Hilmi-Pacha.

Sa Hautesse a daigné décréter que 300 soldats, à raison de 10 par bataillon, seront prélevés dans les corps stationnés en Roumélie pour être versés dans la gendarmerie. Ces prélèvements seront encore insuffisants.

Mais à supposer qu'il y eût assez de gendarmes, qu'ils fussent bien dressés, et que les postes fussent intelligemment distribués, tout cela n'empêcherait le programme de Muerzteg de s'en aller à la dérive.

Dans l'esprit des puissances, les officiers européens devaient être à la fois des inspecteurs, des organisateurs et des *contrôleurs*, chargés de « surveiller aussi les procédés des troupes envers la population ». La réorganisation de la gendarmerie était regardée comme « une des mesures les plus essentielles pour la pacification du pays ». Or, les officiers européens n'ont aucune autorité, aucun pouvoir. Dans leurs premières réunions, à Constantinople, ils crurent possible de prendre le commandement effectif. Une discussion serrée les fit renoncer à cette illusion. Car il était évident que cela nécessiterait l'envoi en Roumélie d'un nombreux contingent d'officiers subalternes et de sous-officiers, c'est-à-dire presque une occupation internationale. Les membres de la Commission s'aperçurent bien vite que les ambassadeurs ne les appuieraient pas dans cette voie dangereuse. Et ils acceptèrent le simple rôle de conseillers, d'inspecteurs ; ils pensaient cependant que le gouvernement ottoman s'attacherait de sa propre initiative à aplanir les difficultés de leur tâche. Ils ne connaissaient pas les fonctionnaires turcs !

A peine installés dans leurs secteurs respectifs, ils furent animés d'une ardeur réformatrice qui voulait tout corriger, tout redresser. Les nôtres, surtout, s'enthousiasmaient pour leur apostolat. Ils flétrissaient tous les concussionnaires et tous les prévaricateurs, ils stigmatisaient tous les tyrans, ceux d'en haut et ceux d'en bas. Mais Hilmi-Pacha veillait, il adressa incontinent aux indiscrets zélateurs des circulaires par lesquelles il leur *rappelait* qu'ils devaient se borner à être des instructeurs. Etre des instructeurs, cela était bien difficile à des officiers qui n'ont pas une parcelle de commandement. Même pour instruire, il faut être armé de sanctions, et il faut pouvoir donner des ordres. Hilmi-Pacha veut que les Européens soient des témoins impassibles et muets ! Il a défendu aux valis, aux mutessarifs, aux caïmakams, aux moudirs, aux magistrats, aux officiers indigènes, à tous les représentants du pouvoir central, d'accepter des conversations avec les « étrangers » sur les affaires civiles, judiciaires ou militaires. Les réorganisateurs de la gendarmerie seront accablés de prévenances, le Sultan les invitera même de temps en temps à venir au palais d'Yldiz où des chambellans empressés leur remettront des décorations et des *bourses gonflées d'or*, mais ce seront des soliveaux, des *muavins* qui n'auront rien à faire, rien à discuter. Ils seront moins respectés qu'un vulgaire caporal. Ils n'ont aucune action sur les hommes qu'ils ont mission d'amender. Il leur est interdit de commander la plus banale des corvées. Je me demande comment ils seraient en mesure d'aider à la pacification du pays ou de surveiller les agissements des fonctionnaires. Et ce n'est pas Degiorgis-Pacha qui *exigera* que l'on élargisse leurs prérogatives !

Ne nous étonnons donc plus que la « réforme » la plus simple ait échoué piteusement.

Il faudra changer de système ; certes, il me paraît imprudent que l'on soumette les bataillons turcs à l'autorité effective des Anglais, des Autrichiens, des Français, des Italiens et des Russes. La chose serait même de toute impossibilité matérielle, car les Européens devraient tous apprendre la langue turque pour exercer leur commandement ; on se heurterait assurément à des difficultés inextricables. Toutefois, les troupes pourraient être placées sous les *conseils dirigeants* des officiers contrôleurs. Je m'explique. Tout officier étranger devrait être admis à donner des ordres, dans des circonstances prévues, aux chefs de détachements qui stationnent dans son rayon immédiat. Et ces chefs seraient tenus d'obéir, de mettre leurs hommes en mouvement sans avoir à en référer ni aux généraux, ni aux maréchaux, ni à Hilmi-Pacha. Et encore tout ceci serait fait en pure perte, si les officiers européens n'avaient pas le droit d'accompagner, de suivre et de guider les troupes dans leurs marches et contre-marches.

Nous saurions alors s'il est possible de disperser les bandes.

Des Français, des Anglais, des Italiens et des Russes m'ont dit : « Qu'on nous mette à la tête des régiments, et nous *saurons* découvrir et mater les comitadjis. » Eh bien, il leur suffirait de pouvoir *diriger* les opérations militaires, à titre de *conseillers techniques*, c'est entendu, mais avec des pouvoirs nettement définis. Ils exerceraient en somme un commandement déguisé, sans avoir à commander directement les troupes. Les susceptibilités du Sultan seraient sauvegardées, en ce qu'on n'empiéterait pas sur sa souveraineté, et les missions européennes nous prouveraient qu'il est réellement facile de purger la Roumélie des bandits qui l'infestent.

Fortifier, étendre la compétence des officiers de

« la Réorganisation de la gendarmerie », voilà où il faut en venir d'urgence, car avec la méthode de ces trois dernières années, on marche vers le progrès à tâtons. Peut-être la présence des Européens est-elle un frein pour certains tyranneaux qui n'osent pas s'afficher. Evidemment, c'est un résultat appréciable ; pourtant, ce n'est pas assez, il conviendrait que l'on habituât les fonctionnaires de tous les degrés, par une sévère éducation, à pratiquer l'honnêteté et la justice à l'égard de leurs administrés.

La seconde réforme installée en Macédoine est le contrôle financier.

La Turquie vit dans un perpétuel besoin d'argent, parce que les chambellans, les ministres, les maréchaux, les généraux, les valis et tous leurs clients et protégés « mangent » les ressources de l'Empire. Dans un pays où abondent les richesses naturelles, le Trésor est toujours vide ; et alors le Sultan qui est du reste « l'ogre en chef » de la cohue des rongeurs, a recours aux expédients, semblable au jeune héritier qui dévore par anticipation le bien de ses parents. Il emprunte, ses demandes de numéraire font la joie des gros capitalistes de l'Europe. Autour du palais d'Yldiz, les banquiers de Londres, de Paris et de Berlin réalisent l'entente internationale, toutes les barrières sont abaissées, toutes les haines sont émoussées pour faire place à une harmonie sereine. Oh ! soyez tranquille, ces hauts prêteurs s'entourent de toutes les garanties ; chaque livre qu'ils avancent a comme contre-partie le double de sa valeur dans les revenus de la Régie des tabacs, des douanes, des pêcheries, des timbres, etc. Ils accaparent les impôts les plus productifs dont ils surveillent jalousement les rentrées par leurs propres agents ; et pendant que le contribuable s'épuise à fournir le produit de son travail pour payer l'intérêt ré-

munérateur aux créanciers du Sultan, celui-ci continuant à manger continue à emprunter. Tout le budget est gaspillé avant même d'avoir été dressé par le ministre des Finances.

Et il ne reste pas un sou pour créer des routes, et le commerce languit. Ce qui est plus grave, c'est que les fonctionnaires civils ou militaires ne sont pas payés. Et une armée de sauterelles s'abat sur tous ceux qui possèdent un petit pécule. Les soldats pillent les maisons et les champs, les magistrats vendent leurs arrêts et leurs sentences, les percepteurs gardent pour eux une partie des sommes qu'ils encaissent, les dîmiers emportent le tiers des récoltes, et le *bakchiche* suce lentement le dernier sang qui reste dans les veines des miséreux. Vous payez par un pot-de-vin le plus petit service que vous rend l'administration. Avec le *bakchiche* vous ouvrirez toutes les portes, vous écarterez tous les obstacles, vous triompherez de toutes les résistances.

Les fonctionnaires ottomans sont corrompus jusqu'à la moelle, ce sont eux qui créent le malaise dont souffre la Turquie.

— Est-ce notre faute ? me confessait un magistrat. Il faut bien que nous vivions, j'ai une femme et des enfants, je ne reçois qu'à de rares intervalles la moitié ou le quart de mes appointements. Je me fais payer directement par tous ceux qui ont besoin de moi, sans cela ma famille mourrait de faim. Cest beau l'honnêteté ! Mais quand elle est accompagnée de la misère, c'est un pain bien dur ! Que le gouvernement nous donne ce qu'il nous a promis lors de notre entrée en fonctions, et nous remplirons notre devoir aussi fidèlement que n'importe quel fonctionnaire européen.

Il paraît, en effet, que les agents musulmans de la Dette publique sont parfaits en tous points. Donc, la réforme financière s'impose aux pressan-

tes préoccupations de tous ceux qui aspirent véritablement à une régénération de l'Empire turc. Elle est la base fondamentale, le support indispensable de toutes les autres.

La Porte sentant le danger d'une intervention européenne dans les affaires de Roumélie, intervention suspendue sur sa tête comme une épée de Damoclès, avait cru habile de devancer les récriminations des chancelleries en remettant, dès le commencement de 1903, aux ambassadeurs de Russie et d'Autriche une copie des instructions qu'elle donnait à Hilmi-Pacha « en vue d'assurer l'application » des mesures qu'elle avait adoptées de son plein gré. Le paragraphe 7 de ces instructions mettait en lumière les dispositions suivantes :

« Au commencement de l'année, un budget des revenus et des dépenses sera dressé dans chaque vilayet. Le produit des impôts est affecté en premier lieu aux besoins de l'administration locale, le paiement des services civils et militaires.

« Tous les revenus seront versés à l'agence de la Banque ottomane au chef-lieu du vilayet.

« Le paiement des sommes affectées par le budget aux dépenses du vilayet se fera en conformité d'un règlement spécial qui aura pour objet d'assurer la régularité de l'emploi de ces sommes. »

Ce règlement jetait de la poudre aux yeux. En effet, bien qu'il contînt des améliorations certaines, il ne dissipait pas toutes les inquiétudes ; la Banque ottomane, sans aucun doute, ne dévierait pas d'une ligne de ses obligations, mais elle ne ferait qu'office de trésorier-payeur général. Et encore n'encaisserait-elle que « le surplus des recettes » que lui verseraient les sandjaks et les cazas. Quant aux traitements des fonctionnaires, rien n'indiquait qu'ils devaient être payés à des échéances fixes, par mensualités, par exemple. Ce qui était louche, c'est que l'article 5 disposait que ces

paiements seraient effectués « sur un ordre du vilayet ». N'était-il pas à craindre que l'administration suivît les mêmes errements qu'autrefois ? Ne serait-elle pas tentée de faire tirer la langue aux serviteurs de l'Etat à chaque fin de mois ? Quand on est mauvais payeur, on cherche à ajourner le règlement de ses dettes. Un seul retard provoquerait des alarmes chez les fonctionnaires faméliques qui prendraient leurs précautions pour les éventualités redoutables en commettant mille et une exactions. Les taxildars pourraient très bien avoir volé le contribuable tout en versant à la Banque les deniers dont il serait comptable. Ainsi, supposons un ancien soldat qui a reçu un certificat l'exonérant de cent francs d'impôts. Il se présente devant le percepteur ; celui-ci lève les bras au ciel : « Votre certificat, objecte-t-il, ne vaut que 60 francs, vous avez 40 francs à verser. » L'ancien soldat qui est habitué à ce genre de démonstration depuis des années et des années ne murmure pas, il s'exécute docilement. Le percepteur inscrit dans son livre ; reçu 100 francs, remis au Trésor 100 francs. Mais il aura empoché 40 francs de la manière la plus arbitraire. Des inspecteurs seuls seraient à même de découvrir ces fraudes ; la Banque ottomane n'arriverait jamais — et ce n'était pas dans ses attributions — aux sources du mal.

Les ambassades ne se contentèrent pas des instructions tapageuses envoyées à Hilmi-Pacha. Elles ne se tinrent pour satisfaites que le jour où une Commission internationale eut été installée à Salonique, en vue de remédier au désordre financier. Cette commission, on le sait, présidée par Hilmi-Pacha comprend un second délégué turc, les deux agents civils d'Autriche et de Russie, et un représentant de chacune des puissances suivantes : Allemagne, Angleterre, France et Italie. On remarquera que pour la première fois, l'Alle-

magne est entrée dans le concert européen à propos des affaires balkaniques.

Quelles ont été, depuis leur installation en terre macédonienne, les principales occupations des Conseillers financiers ?

M. Steeg, délégué de la France, a répondu au correspondant du *Temps* qui lui posait cette question indiscrète :

— Nous avons eu, en premier lieu, à préparer le règlement de la commission. Notre projet en 15 articles a été presque intégralement adopté par les ambassades et par la Sublime-Porte. Il a parfaitement supporté l'épreuve de la mise en application ; il répond à toutes les questions qui se sont posées devant nous jusqu'à présent.

« La commission, dès son installation officielle, qui n'a eu lieu, comme vous le savez, que dans les derniers jours de décembre dernier, a eu immédiatement à exercer la plus importante de ses attributions, c'est-à-dire à étudier le budget de l'année financière qui s'ouvre le 1/14 mars.

« Pendant plus de deux mois nous avons consacré à cette étude, chaque semaine, trois séances de quatre à cinq heures. Il s'agissait pour nous d'un travail tout nouveau et qui nous mettait en présence de tous les rouages, encore mal connus de nous, de l'administration des vilayets. Nous avons étudié, en détail, toutes les propositions de l'inspecteur général, et, sur tous les points, un accord complet n'a cessé de régner. Le budget ainsi préparé, a été approuvé sans aucune modification, par le gouvernement impérial.

« Chacun des trois vilayets a son budget particulier conformément aux lois de l'empire. Vous savez que la Banque ottomane est chargée, depuis le mois de mars 1905, de recevoir toutes les recettes des trois vilayets et de payer toutes les dépenses.

Je vous parlerai donc de l'ensemble des trois budgets.

« Le chiffre total des dépenses s'élève, en chiffres ronds, à 2.680.000 livres turques (61.640.000 fr.) qui comporte trois grandes divisions :

1° Une somme d'environ 354.000 lq. est affectée au service de certains emprunts et aux garanties d'intérêts des lignes de chemins de fer qui desservent la Macédoine. Elle comprend la totalité de certains revenus qui ont été attribués à cet effet à la Dette publique et constitue une charge intangible du budget.

2° Les dépenses militaires comportent un total de 1.480.000 lq. *La commission n'est pas appelée par son règlement à examiner les dépenses de cet ordre ; nous n'avons qu'à inscrire au budget le chiffre qui a été présenté par le gouvernement impérial.*

3° Les dépenses des administrations civiles qui sont les seules que la commission ait à examiner en détail, ne s'élèvent qu'à 845.000 lq.

« Les recettes totales des trois vilayets, telles que nous les avons prises sur l'exercice en cours, s'élèvent à 1.856.000 lq. ; elles laissent un découvert d'environ 822.000 lq.

— Mais l'Europe, en accordant à la Turquie la majoration des droits de douane lui permettra de combler ce déficit. Ne serait-elle pas en droit de réclamer un certain contrôle sur l'utilité des dépenses ?

— C'est là une question qui ne concerne pas la commission financière, mais les puissances. Vous reconnaîtrez cependant que la nécessité d'assurer la sécurité de la frontière et du territoire est le plus urgent qui se pose à un gouvernement. Nous pouvons espérer que si la situation politique s'améliore et permet de réduire les crédits militaires, les administrations civiles des trois vilayets seront ap-

pelées à profiter de certaines augmentations de crédits. Bien loin d'être exagérées, les dépenses des administrations civiles des trois vilayets ont paru généralement au-dessous des besoins. Beaucoup de traitements sont notoirement insuffisants; certaines administrations n'ont pas tout le personnel nécessaire.

« Sur les désirs que nous avons exprimés, le ministre des Finances a préparé un projet financier comportant une augmentation du personnel de certains services et une amélioration des traitements. La commission a étudié de très près ce travail. Nous espérons que les nouveaux cadres pourront être appliqués avant la fin de l'exercice courant ; cela permettra de remédier à quelques imperfections et de nous assurer la rentrée régulière des impôts.

« Les trois inspecteurs que nous avons désignés et qui ont été nommés par le gouvernement impérial nous ont donné la plus entière satisfaction. Deux d'entre eux sont musulmans, l'autre est chrétien. Tous apportent le même zèle, la même conscience ; aucune influence ne paraît les faire hésiter à nous dire la vérité. L'inspecteur général les a, du reste, assurés de son appui le plus complet et il n'a jamais hésité à frapper de sanctions sévères les abus qu'ils ont pu relever.

— Le personnel financier, comme celui des services administratifs, ne se compose-t-il pas exclusivement de musulmans?

— Sans doute, et il ne peut guère en être autrement, la plupart des chrétiens du pays étant élevés dans les écoles de leur communauté, où l'étude de la langue turque est fort négligée ; d'autre part ceux qui auraient eu les connaissances suffisantes trouvaient ailleurs des emplois plus avantageux. Mais on peut espérer que les situations meilleures qui seront offertes désormais aux agents financiers

permettront d'être plus sévère dans le choix des candidats.

— Pensez-vous que les travaux de la commission financière puisse contribuer à apaiser les luttes armées des propagandes qui déchirent ce pays ?

— Vous me posez là une question à laquelle il m'est bien difficile de répondre. Notre mission n'est pas d'intervenir entre les nationalités rivales et ne s'étend qu'à un domaine fort restreint. Mais le bon ordre financier ne saurait être, étant donné l'état économique du pays. Je crois qu'un bon emploi des ressources budgétaires, particulièrement sur le développement des travaux publics, peut avoir les effets les plus heureux sur l'ensemble de la situation politique. En augmentant les ressources économiques du pays, en facilitant les échanges, en inspirant aux populations le désir d'accroître par le travail et le commerce leur bien-être matériel ; en leur créant des intérêts communs, on peut, dans une certaine mesure, détourner les esprits de l'agitation politique. D'ailleurs la marche elle-même des travaux de la commission, l'accord qui ne cesse de régner entre ses membres ottomans et étrangers pour la recherche de tout ce qui peut contribuer à l'amélioration des services publics et au bien du pays est d'un excellent augure pour l'avenir. »

M. Steeg est devenu fort optimiste depuis qu'il n'est plus consul. Il voit presque tout en rose. Allons, tant mieux ! Comme M. Steeg est un des hommes qui ont le plus approfondi le problème macédonien, nous pouvons être rassurés sur le sort des opprimés. Désormais, les esprits seront « détournés de l'agitation politique ». Mais je reçois, d'un autre côté, des lettres d'Européens « des plus autorisés » qui traduisent un scepticisme des moins réjouissants.

Un de mes amis, *un Français*, que je considère

comme un des hommes les plus intelligents et les plus clairvoyants qui vivent là-bas au contact quotidien des réformes m'écrit : « Les deux agents civils *sont toujours d'accord* avec Hilmi-Pacha ; les décisions de Muerzteg n'en font que les conseillers de l'inspecteur général, et, comme je vous l'ai souvent démontré, ils se sont cantonnés dans le rôle d'approbateurs. Le conseiller allemand, par politique, est aussi un ami du Président. Dès lors, la commission se partage en deux camps inégaux : d'un côté, le parti turc avec cinq membres, de l'autre le parti indépendant avec trois membres. On voit ce que peuvent être les travaux de ces réformateurs. » Les uns tirent à hue, les autres à dia. Mais c'est le parti turc qui l'emporte et entraîne le char dans les ornières. Que si, d'aventure, une majorité se forme en faveur d'une proposition sérieuse, la Porte n'est nullement tenue à l'adopter, elle a le droit de l'ignorer.

La Commission n'a aucun pouvoir, elle n'émet que des vœux, elle donne des conseils. Qu'arrive-t-il ? c'est qu'en dépit des apparences, tout va de mal en pis. Et la Commission se trouvera véritablement en face de la faillite, et cela dans un avenir très proche peut-être. La fameuse augmentation de 3 % sur les droits de douane ne sera pas une solution, elle ne constitue en réalité qu'un impôt supplémentaire imposé aux consommateurs.

Il est certain que la commission financière telle qu'elle fonctionne est frappée d'une impuissance originelle. Elle établit un budget sur le papier, et après ? D'abord, elle ne dispose pas de moyens suffisants pour connaître les besoins exacts du pays. Puis, lorsqu'elle a eu le bonheur de voir combler ses *désirs* par la haute bienveillance du vice-roi qui n'est lui-même que le porte-parole de Sa Majesté le Sultan, il lui est interdit de veiller à l'exécution de ses *volontés*. Pour pénétrer dans la fo-

rêt des abus, elle devrait pouvoir disposer d'une armée de sous-agents. Et il serait nécessaire que ces organes intermédiaires fussent triés sur le volet, incapables de masquer la vérité. Comment lire les livres de comptabilité qui sont tenus en turc? Les conseillers ignorent cette langue, et au surplus la plupart d'entre eux ne s'étaient jamais occupés des questions qu'ils ont mandat de solutionner. On ne s'improvise pas économiste, encore moins financier. Le moins roué des « defterdars » roulera ces anciens consuls qui ne savent pas tout ce que l'on peut exprimer des chiffres savamment alignés. Ni le Crédit Lyonnais, ni la Banque ottomane n'accepteraient ces contre-façons de ministres des Finances, ni à leurs coupons, ni à leurs portefeuilles, ni à leurs caisses. Ici plus que partout ailleurs, il eût fallu se conformer au précepte anglais : « The right man in right place. »

Dresser des budgets, à la rigueur chacun est assez compétent pour réaliser cet effort. Mais organiser le bon fonctionnement des entrées et des sorties, ceci est plus malaisé. Et l'on m'informe que les percepteurs encaissent suivant la vieille méthode. Il n'y a à peu près rien de changé. Seuls, les inspecteurs ottomans que l'on a placés à côté des conseillers financiers ont fait d'utile besogne. Ils ont surpris en flagrant délit de concussion quelques percepteurs qui ont été destitués. Cela, c'est un résultat tangible. Des exécutions répétées donneraient à réfléchir à ces braves « mangeurs » qui ont fini par s'imaginer qu'en achetant leurs fonctions, ils ont acquis le droit de spolier et l'Etat et les particuliers.

Par-dessus tout, ce qui compromettra l'œuvre de la Commission financière, c'est l'étroitesse de ses prérogatives. Elle se borne à dire au Sultan, par la bouche de Hilmi : « Nous serions heureux que l'on fît ceci ou qu'on rejetât cela. » Et le vice-

roi répond : « Sa Majesté daigne repousser ceci et accepter cela. »

Je n'étonnerai personne en écrivant que le budget macédonien né boiteux, sous le contrôle international, est devenu borgne en grandissant. En ce moment-ci il perd ses bras. Que lui reste-t-il ? un déficit d'environ dix-neuf millions.

Le Corps consultatif des Incompétences financières — j'excepte des non-valeurs manifestes deux délégués — ne parviendra jamais à combler ce gros déficit, même avec le secours des 3 % supplémentaires que les douanes percevront à l'entrée des marchandises. Elle a déjà commis de lourdes erreurs. Au lieu de songer à réduire les dépenses, elle rêve d'augmenter des traitements « insuffisants ». Mais en France, n'y a-t-il pas une infinité de traitements de famine ? Et cependant, même sous un cabinet radical, on se gardera bien de les relever. L'objectif essentiel de la Commission financière de Roumélie devrait être d'équilibrer *à tout prix* les recettes et les dépenses. Si l'on s'engage dans les Réformes avec la perspective de la faillite, tout l'édifice craquera. Et ce sera une risée dans tous les Balkans.

Le programme de Muerzteg prévoit aussi « la réorganisation des institutions administratives et judiciaires ». Ces deux points n'ont pas été touchés jusqu'à présent. On se prépare, dit-on, à régler la question des tribunaux.

Trois personnages de premier plan ont le redoutable honneur de conduire le char des Réformes. Ce sont Hilmi-Pacha, inspecteur général des vilayets de Roumélie, MM. Demerik et Oppenheimer, agents civils, le premier de Russie, le second d'Autriche (au début, l'Autriche fut représentée par M. de Muller, qui est mort à Monastir). Je n'exagérais rien le jour où je décernais à Hilmi-Pa-

cha le titre de vice-roi. Hilmi écrase tous les représentants de l'Europe de son pouvoir, d'abord, qui éclipse totalement celui des agents civils, et de toutes les ressources d'un génie subtil et fécond. Sa prestigieuse souplesse se joue de la pauvre intelligence et du prétentieux savoir de tous ces consuls qui n'ont appris qu'une chose sur les bords du golfe de Salonique : c'est que la Turquie a besoin d'être réformée. Mon épicier qui n'a pas voyagé en sait tout autant.

Hilmi-Pacha est né à Mytilène en 1855. C'est dans l'île de Lesbos qu'il fit ses études. Ses débuts dans la carrière furent des plus modestes. Il est entré vers l'année 1882 en qualité de surnuméraire, au bureau de la correspondance du gouvernement de l'île. De là, il passa au bureau de recensement de Chio, avec les modestes appointements de 300 piastres par mois ; peu après, il fut promu secrétaire (Tachrirat-Moudiri) du sandjak de Mytilène. Kémal bey, écrivain et poète très estimé en Turquie, alors Mutessarif de ce sandjak, apprécia vite ses talents. Il le fit nommer directement secrétaire général du vilayet d'Aïdin (Smyrne). De ce poste, Hilmi marcha à grandes enjambées vers les honneurs. Transféré de Smyrne au vilayet de Syrie, il fut envoyé à Adana au service de la liste civile. Quelque temps après, il fut nommé mutessarif à Mersina et en Syrie, puis gouverneur général du vilayet d'Adana. Il démissionna lors de l'incident Brazofoli, pour ne pas être obligé de présenter des excuses à cet agent consulaire d'Autriche. Nommé enfin vali du Yemen, un des plus importants vilayets de Turquie, il s'y distingua et put pendant sept ans maintenir l'ordre dans un pays travaillé par des haines et des intrigues formidables. Il sut faire comprendre à ces populations guerrières qu'elles avaient tout intérêt à se rallier sincèrement au régime du conquérant, du

Turc. Il donna sa démission pour la seconde fois, d'une façon très irrégulière pour échapper sans doute à l'orage qu'il sentait gronder sur le Yemen.

Malgré cette incartade — car le palais avait été mécontent de l'insistance brutale qu'il avait mise à se démettre de ses dernières fonctions — il fut désigné par le Sultan pour le poste éminent d'inspecteur général des trois provinces de Roumélie.

« Hilmi-Pacha, me disait un officier anglais, a *l'intelligence du serpent.* »

Il ne pense qu'à consolider par tous les moyens, licites ou illicites, la domination turque en Macédoine. Tous ses actes tendent à diminuer l'ingérence de l'Europe. Et il endort ceux qu'il ne peut dompter. C'est un charmeur, d'un abord agréable, d'une politesse aimable, avec ses égaux. Il a l'art de soutenir la conversation la plus épineuse et de la mener où il veut. Il a les façons d'un diplomate, maîtrisant sa pensée et mesurant ses paroles. Parfois il sait paraître si convaincu et si franc qu'il subjuge son interlocuteur. Il a une puissance de travail prodigieuse. A lui seul il abat plus de besogne que les agents civils et militaires de toutes les puissances. Quand les conseillers européens sortent fourbus, éreintés, des séances de la Commission financière qui ont duré quatre heures, lui, plus dispos, plus vaillant que jamais, reprend son carcan qu'il ne quittera qu'après minuit. Il est d'une activité inlassable. Il se mêle de tout, voit tout, fait tout par lui-même. Il s'intéresse aux moindres détails de cette décrépitude qu'est l'administration turque. Les agents civils ont été impressionnés, matés par cette énergie de fer. Il n'a pas encore pris de congé depuis quatre ans, alors que les conseillers européens s'en vont villégiaturer chaque année, prolongeant leurs vacances au-delà des limites permises. Mises au service d'un autre pays, les qualités de cet homme d'Etat

eussent réalisé de grandes choses. Cependant, je crois qu'il n'est pas taillé pour être un organisateur, un créateur. Il n'a pas assez d'idées générales. Il n'embrasse pas l'espace d'un regard d'aigle, il s'attarde aux minuties. Il serait un excellent ministre, mais un médiocre chef de gouvernement.

Tel qu'il est, il joue sur les doigts, comme des pantins, les représentants des *grandes* puissances. Les agents d'Autriche et de Russie ne jurent que par lui. M. de Muller, élevé à l'école de Kallay, avait été initié à la plus machiavélique des politiques. Polyglotte étonnant, il pouvait exprimer ses convictions *autrichiennes* en dix ou douze langues. Et ce qui était surtout d'une utilité immédiate, il parlait les langues balkaniques. Il avait une conception très nette des tendances de la Ballplatz. On avait cru que ce diplomate nerveux — il ne tenait pas en place, faisait continuellement la navette entre Salonique, Uskub et Vienne — entrerait en conflit avec l'astucieux Hilmi. Non. M. de Muller avait des airs cassants, il se laissait facilement entraîner à prédire qu'il agirait d'une main ferme dans tel ou tel sens, il affirmait *vouloir* provoquer telle ou telle décision, il annonçait, un peu raide et hautain, que si les bandes bulgares ne se tenaient pas tranquilles, on sévirait sans merci contre *ces brigands*, mais tout ce feu s'éteignait devant les caresses du regard satiné de Hilmi. Il avait fini par ne plus discuter avec le vice-roi. Il répondait : amen, à tout ce que celui-ci feignait de lui proposer. Lui qui connaissait tant les Balkans, il a vu défiler les événements macédoniens sans les comprendre. Il est mort dans le plus béat optimisme après avoir encensé les vertus et les capacités de son cher Hilmi. Son successeur, M. Oppenheimer, plus jeune, est d'un esprit plus réfléchi. Il sera moins brillant, moins remuant, mais il sera

plus consciencieux, plus attentif et plus perspicace. Il vient du contrôle de la Dette hellénique, il apportera au sein de la Commission financière son expérience et sa pondération. Mais... ce n'est pas cette personnalité de second ordre qui déjouera les ruses de Hilmi.

M. Démérik, l'agent de Russie, est l'ombre de son collègue d'Autriche, et l'écho fidèle de la parole et de la pensée du Vice-Roi. Il se contente d'approuver tout ce qu'on lui dicte. En réalité, il n'existe pas. C'est un zéro que l'on pourrait supprimer sans dommage.

Hilmi-Pacha a pénétré la faiblesse et l'insuffisance de ses contrôleurs, il les a muselés. Oh ! il est délicieux avec eux. Il leur tresse des couronnes, il les couvre de fleurs, il les enguirlande de la tête aux pieds ; il proclame à la face de l'univers leur impartialité, leur sagesse, leur clairvoyance ; il se garderait de les contredire, même quand il ne tombe de leurs lèvres que des banalités ou des bêtises. C'est alors qu'il se fait le plus ensorceleur, il leur persuade qu'il est d'accord avec eux, qu'il marche sur leurs indications, qu'il est docile à leurs conseils, que toute son administration s'imprègne de leur pensée. Pourtant, il n'agit qu'à sa guise, et si par extraordinaire on s'aperçoit qu'il a modifié une ligne de conduite arrêtée en commun, il explique victorieusement les raisons qui l'ont poussé à cette volte-face.

Les membres de la Commission financière n'ont pas moins d'estime et de respect pour son caractère et son *intelligence* que les agents civils. Le temps est loin où les représentants financiers de l'Europe croyaient tenir en mains le budget macédonien. Ils se sont plus ou moins résignés à leur rôle effacé de témoins passifs et ils rêvent à un avenir meilleur. Hilmi-Pacha a d'audacieuses coquetteries avec eux. Il ne leur suscite aucune dif-

ficulté, aucune entrave ; il se place un peu loin et les laisse mijoter dans cette prétention naïve qu'*ils décident de tout*, qu'ils mènent la barque. Parce qu'il est permis aux inspecteurs des finances de dévoiler deux ou trois des innombrables abus qui crèvent les yeux du plus illettré des paysans, ils l'ont sacré Grand Justicier et ils imaginent qu'ils ont abattu les colonnes de la tyrannie. Ils s'écrient, triomphants : « Nous avons commencé d'épurer, nous avons commencé de nettoyer les écuries d'Augias ! » Agents et conseillers sont les reflets de la pensée du maître. Et le maître sait ce qu'il veut et où il va.

— Les agents civils, disait un jour Hilmi en souriant comme Méphistophélès, ce sont les invalides du programme de Muerzteg.

Les invalides ? La définition est d'une exactitude rare. Rien que ce mot suffirait pour établir la réputation de l'inspecteur général de Roumélie.

Oui, ce sont bien des invalides, des impotents, des infirmes, tous ces *contrôleurs* européens qui n'ont pas la force de lever l'index, qui n'ont pas la plus minime parcelle d'autorité et de pouvoir, qui sont incapables d'esquisser l'ombre d'une résistance, qui sont mous, flasques, désemparés, qui ne savent que répéter d'un geste las et résigné : Oui ! oui ! Ni les officiers de gendarmerie, ni ces marionnettes ne réussiront dans leur entreprise ardue parce qu'il leur manque le ressort indispensable pour gagner la victoire : ce ressort, c'est le commandement, c'est la faculté de disposer des hommes et des choses, c'est le droit de crier bien haut et d'une voix impérieuse : *Je veux !* Hilmi-Pacha domine complètement toute cette collaboration étrangère, qui n'a qu'une voix consultative. C'est lui qui dirige tous les rouages de l'organisme. Il n'y a pas de contrôle européen, il y a la fantaisie turque...

Mais il est possible que ni l'Autriche ni la Russie n'aient pris au sérieux le mandat qu'elles se sont octroyé avec une spontanéité si touchante. Ce doute m'est entré bien des fois dans l'esprit, tandis que j'ouvrais mes yeux tout grands devant l'anarchie macédonienne. Ainsi, le programme de Muerzteg disposait que des secrétaires et des drogmans pourraient être adjoints aux agents civils pour « faire des tournées dans les districts, y questionner les habitants des villages chrétiens, surveiller les autorités locales, etc., etc. » Et j'ai connu des secrétaires imberbes, frais émoulus de l'Ecole, qui faisaient sonner la gaieté de leurs vingt ans dans les « foyers » des music-halls et qui ne connaissaient de la vie que les plaisirs et les folies ! Et c'étaient ces joyeux écervelés qui enquêtaient dans les villages. Aucun Macédonien ne voulut croire que l'Europe leur avait délégué « ces enfants ». Ceux qui étaient prêts à déverser leur amertume, refoulèrent leurs confidences. Les malheureux avaient trop souci de leur dignité pour admettre dans l'intimité de leur détresse des consolateurs aussi frivoles et aussi inexpérimentés. Chacun se renferma en soi-même au risque de souffrir doublement.

Et pendant que l'Europe, par l'intermédiaire de ses représentants, exprime des vœux et adresse des prières à Hilmi-Pacha, le vice-roi poursuit sa route, obstinément, vers le but qu'il s'est assigné.

Au début, Hilmi-Pacha était obsédé par la crainte que lui inspirait le comitadji bulgare. Il crut, lui aussi, à la réalité de l'insurrection, au danger d'un soulèvement général. C'est pourquoi il s'attacha à la poursuite des bandes, espérant que leur destruction ramènerait l'ordre et la tranquillité. Il n'avait pas vu cette organisation secrète du terrorisme implanté dans chaque village, avec ses ramifications qui étouffaient les montagnes et les

plaines ; il n'avait pas vu la puissance du chef du comité local qui était devenu une espèce d'inquisiteur. Aussi fut-il découragé quand il s'aperçut que l'Organisation intérieure renaissait tous les jours de ses cendres. Il lui restait un espoir, c'est que les éléments pacifiques, ceux qui ne fomentaient pas l'anarchie, ceux qu'il appelait les sujets loyaux du Sultan l'aideraient dans sa tâche. Il se trompait encore, car, outre que les Turcs et les Albanais eux-mêmes sont des fauteurs de désordre, les Grecs et les Serbes abhorrent trop le régime ottoman pour coopérer à sa réhabilitation. Et lorsque les bandes serbes et les bandes grecques entrèrent en scène, ce fut alors un effondrement de ses illusions. L'action des Antartes le fit sortir de ses gonds. N'était-elle pas une démonstration péremptoire de l'inanité de ses efforts ? Alors, il s'aperçut que la Macédoine était remuée par des besoins autrement dangereux que la faim des réformes. Heureusement les nationalités rivales séparées par des ambitions irréconciliables, lui permettaient de réfléchir sur toutes les données du problème. Il s'arrêta à cette conclusion rassurante ; c'est le bloc compact des Turcs qui aurait toujours raison de cette poussière de chrétiens désunis. Il se lança à corps perdu dans le roumanisme pour morceler davantage les forces *non musulmanes*. Il jeta des germes de confusion et de discorde dans toutes les communautés. Sur les confins de la Bulgarie, il fut grécophile ; dans les régions grecques, il fut bulgarophile ; partout, il fut roumanophile. Il eût été heureux que la Macédoine fût peuplée de Roumains, parce que les héritiers de Margariti sont « les plus fermes soutiens de l'Islam » en Turquie d'Europe ! Hélas, il était navré de n'en avoir compté qu'une centaine à Monastir... La note austro-russe remise à la Porte le 22 octobre, disait dans son article 3 :

« Aussitôt qu'un apaisement du pays sera constaté, demander au gouvernement ottoman des modifications dans la délimitation territoriale des unités administratives, en vue d'un groupement plus régulier des différentes nationalités. »

Hilmi-Pacha n'eut pas de peine à saisir que dans ce paragraphe se cachait une véritable poudrière susceptible de faire sauter la Macédoine bien plus sûrement que les « boules infernales » des comitadjis. Il chercha à noyer les explosifs que renferme chaque mot de la demande inquiétante. Que trouva-t-il ? il trouva le recensement.

— L'Europe veut grouper les nationalités ? railla-t-il. Elle va se rendre compte que ce serait résoudre la quadrature du cercle !

L'agent de Bulgarie, à Serrès, nous avait dit :

— Le recensement est fait contre nous dans le sandjak.

Il n'avait pas tort de se plaindre. Mais son accusation était reprise par les Grecs et les Serbes qui étaient aussi sacrifiés que les Bulgares. Hilmi-Pacha avait projeté de créer une tour de Babel. Les commissions de recensement refusaient d'inscrire les déclarations des particuliers. Elles classaient elles-mêmes les chrétiens suivant un catalogue étourdissant de fantaisie.

Il y a des Bulgares, des Grecs, des Serbes et de vagues Roumains dans les trois vilayets de Roumélie. Le plus simple et le plus clair était de distribuer des noufous bulgares, grecs, serbes ou roumains. Hilmi-Pacha préféra compliquer, embrouiller les rubriques. De son cerveau clownesque jaillirent, en flots pressés, des orthodoxes, des patriarchistes, des patriarchistes-orthodoxes, des orthodoxes-chrétiens, des chrétiens, des roums, des vlachs-roums, des vlachs-orthodoxes, des vlachs patriarchistes, des vlachs-albanais, des bulgares-vlachs, des vlachs, des serbo-vlachs, des exarchis-

tes, des protestants, des protestants-exarchistes, des exarchistes-serbes, des orthodoxes-serbes, des serbes, des patriarchistes-serbes, des bulgares-orthodoxes, des bulgares-exarchistes, etc., etc.

Les musulmans, eux, étaient tous portés comme Turcs, qu'ils parlassent bulgare ou grec. D'un côté il y avait une cohésion imposante d'Osmanlis, et de l'autre un émiettement indéfini et carnavalesque de raïas.

— Voyez, s'écriait Hilmi, voyez, les groupements sont *nets*. Ce sont les Turcs qui sont l'écrasante, l'indestructible majorité. Donc, les unités administratives seront laissées en l'état. Car je vous défie de former un ensemble harmonieux avec ces cacophonies chrétiennes.

Mais ce fut un tolle général. Les intéressés, Bulgares, Grecs, Serbes emplirent leurs consulats et leurs archevêchés d'une tempête de protestations.

— On nous inscrit comme Grecs ! s'indignaient les Bulgares.

— On nous inscrit comme Bulgares ! rispostaient les Grecs, ou comme Roumains.

Et les Serbes, à leur tour, se plaignaient d'être dénationalisés au profit de leurs voisins.

Cette comédie burlesque ne dura pas longtemps. Les agents civils s'évadèrent de leur torpeur et de leur indifférence pour conseiller à Hilmi d'ajourner « ces mesures ». L'inspecteur général est trop fier, trop patriote, pour ne pas souffrir de la présence de tous ces étrangers qui aspirent à renverser l'Empire. Il tendra toute son intelligence à épargner à son souverain des interventions plus humiliantes. Et les dissensions qui déchirent la Macédoine chrétienne semblent étayer l'édifice vermoulu qu'il a charge de préserver de la ruine. Il les nourrit, il les attise, il en fait le pivot de sa politique. Il ne prend pas garde que cette anarchie croissante empoisonne la Turquie d'Europe,

et que l'Europe se devra de couper les membres gangrenés, afin d'éviter de plus grands malheurs.

Mais est-il conscient des dangers que court son pays ? N'est-il qu'un simple exécuteur d'Abd-Ul-Hamid ? Et dans cette hypothèse approuve-t-il la manière de gouverner qu'on lui dicta ?

Question épineuse et supérieurement indiscrète, quand on la pose à un Turc. Tant pis, je jetterai ma sonde dans cette âme fermée.

— Votre Excellence, ai-je dit, n'estime-t-elle pas qu'il est de l'intérêt de la Turquie de donner hardiment un coup de barre à gauche, de cingler à toutes voiles vers la lumière ?

Hilmi-Pacha est sur ses gardes. Ses beaux yeux noirs se fixent sur moi, étrangement immobiles. Je poursuis :

— Tous les peuples en Europe, tous ou presque tous, ont brisé les vieux moules. Tous les peuples vont de l'avant. Ceux qui marquent le pas aujourd'hui, ceux qui regardent en arrière, vers les choses du passé éteint, ceux-là sont marqués pour les mauvais destins. Ils mourront. C'est folie, Excellence, que de prétendre faire violence au temps.... J'entends fort bien que vous réalisez en Roumélie quelques améliorations de surface. Mais suffisent-elles ? La réorganisation de la gendarmerie, la création d'une dizaine d'écoles, l'augmentation des tribunaux répressifs, la destitution de quelques concussionnaires, le redressement de certains abus, l'admission de rares chrétiens à des fonctions inférieures de l'Etat, la correction imparfaite de la dîme, tout cela n'extirpe pas le mal. Pour sauver l'Empire, il conviendrait de porter un fer rouge dans toutes les plaies, il conviendrait de percer l'abcès....

— Nous désirons améliorer progressivement tout notre système, balbutie le vice-roi, rêveur.

— Votre volonté est négative. Elle n'est pas

agissante. Elle ne se met en mouvement que lorsqu'elle est fouettée par les diplomates. Et elle marche si lentement, si mollement, qu'elle exaspère les amitiés les plus franches.

— Où sont nos amis ? interroge, sceptique, Hilmi.

— Vous en avez beaucoup, Excellence, vous en avez qui assisteraient avec plaisir à une renaissance turque. La République française n'a pas de préjugés religieux. Nous n'avons nullement l'intention de vous spolier. Nous sommes des pacifistes. D'ailleurs, Thiers ne disait-il pas que la Turquie devrait être inventée, si elle n'existait pas ?

— Il avait raison.

— Vous êtes nécessaires pour l'équilibre européen. Que la clé des Balkans glisse de vos mains engourdies, et la paix du monde sera troublée. Ce sera le coup de canon qui cassera toutes les vitres. Nous savons l'utilité de votre rôle, et c'est pourquoi nous vous disons : « Redressez-vous ! fortifiez-vous ! Arrachez les herbes vénéneuses qui encombrent vos chemins, arrachez-les toutes, jusqu'à la racine. »

Hilmi-Pacha est figé dans une immobilité de marbre. Ah ! que je voudrais pouvoir casser ce front qui se cache, là, sous le fez ! Que je voudrais voir ce qui bout dans ce crâne ! Car Hilmi ne me dévoilera pas son arrière-pensée. Il restera énigmatique.

— Supposez, dis-je enfin, que l'Autriche déclare que vous êtes incapables de gouverner la Roumélie, et qu'elle se charge de l'administrer, comme la Bosnie et l'Herzégovine. Que fera la Turquie ?

L'attaque a été si brusque et si inattendue qu'Hilmi-Pacha en est quelque peu démonté. Mais il a vite reconquis son assurance. Il enfonce plus profondément encore son regard dans le mien et, gravement, en martelant chaque syllabe, me ré-

pond : « La Turquie se défendra contre ses ennemis quels qu'ils soient, jusqu'au dernier soldat et jusqu'à la dernière cartouche. Elle versera tout son sang pour conserver un patrimoine qui lui appartient depuis quatre siècles. »

Hilmi-Pacha était soucieux...

Mon opinion est qu'il est « Turc » dans l'âme en dépit de toutes les apparences. Le brillant vernis qui recouvre sa haine de la civilisation, son mépris de l'Europe, tombera au premier choc. Il a pris l'âpre et invincible résolution de duper les chancelleries, de s'entêter dans l' « Inch Allah » du monde musulman, et de démolir en dessous le programme de Muerzteg. Voilà pourquoi le Sultan l'honore de sa constante confiance ; Abd-Ul-Hamid sait qu'il a là-bas sur les rives du Vardar, un serviteur fidèle, un esclave de sa pensée. Il dort tranquille dans le palais d'Yldiz, et il nargue les ambassadeurs...

Il est dans la destinée des Turcs de disparaître, tôt ou tard, des contrées d'Europe. En tout cas, ils en sont persuadés. Tous ceux que j'ai approchés me l'ont répété : « Nous partirons, nous le *savons !* » Et ils se refusent à modifier leur système de gouvernement. Ils ont cette coquetterie de rester immuables au milieu des progrès incessants des peuples qui les entourent. Ils ont planté leurs tentes à nos portes par droit de conquête ; ils n'en repartiront que chassés, vaincus par les armes ; mais ils n'auront pas cédé à nos charmes, ils auront repoussé nos idées, ils auront cette consolation de dire à leurs petits-enfants : « La Turquie a été pendant des siècles une puissance européenne sans perdre son caractère, sa physionomie, sa religion et ses mœurs ». Elle offrira un exemple unique dans l'histoire d'Occident d'un peuple éternellement absorbé par le culte des choses mortes, jamais préoccupé de l'avenir, essentiellement con-

servateur des institutions ancestrales. Il n'acceptera jamais les réformes ; contraint et forcé il leur donnera asile dans ses conversations diplomatiques, il les introduira dans ses instructions officielles, il créera même tout un appareil pour leur insuffler une apparence de vie, mais il les pulvérisera en secret.

Nous avons rencontré ces fameux muavins que la Porte s'engagea à placer aux côtés des valis, des mutessarifs et des caïmakams.

Oh ! les pauvres, les lamentables épaves ! J'ai eu la curiosité d'entrer dans les bureaux de ces adjoints chrétiens qui devaient tempérer la rudesse des gouverneurs et des préfets musulmans. Ils n'avaient même pas d'encre où tremper leurs plumes absentes. Ils n'avaient pas de papier où dresser leurs notes et leurs rapports inutiles. Ils étaient là dans une perpétuelle contemplation de leur nombril. Leurs bras les gênaient, ils ne savaient qu'en faire. Ce sont les parias de l'administration hamidienne. Ils n'ont aucune fonction, ils sont moins que les derniers des scribes et des huissiers. Ceux-ci ont une raison d'être : ils portent le café, ils soulèvent les portières matelassées, ils approchent des visiteurs les petites tables où s'offrent les cigarettes. Eux passent leurs jours sans fin à regarder les murs nus de leur cellule, à compter les araignées du plafond, à écraser les... punaises qui ne les respectent pas. Ils servent de plastrons aux railleries, aux sarcasmes, aux injures des pachas et des beys qui se vengent sur leur effacement de toutes les corrections que leur infligea l'Europe. Quand le vali ou le mutessarif ou le caïmakam s'en vont en congé, la Porte oublie que les muavins sont tout indiqués pour remplir l'intérim. Elle confie la gérance de ces postes à des comptables, à des percepteurs, à n'importe qui, mais jamais aux adjoints chrétiens.

Non, il faut renoncer à réformer le Turc. Et les décisions de Muerzteg ne seront pas plus exécutées que celles qui remontent au traité de Paris.

Les populations macédoniennes, aussi bien grecques, serbes que bulgares, n'en attendent rien de bon. Au surplus elles se méfient du contrôle austro-russe. Elles ont dans la tête que l'Autriche et la Russie ne s'intéressent pas au sort des opprimés ; que ces deux puissances veulent avant tout préparer le terrain pour la réussite d'*autres* desseins. La répartition des secteurs de gendarmerie entre les missions européennes aviva leurs soupçons.

— Pourquoi, disaient-elles, l'Autriche a-t-elle *exigé* qu'on lui donnât le vilayet d'Uskub ? Pourquoi la Russie a-t-elle voulu s'installer dans le port de Salonique ? Pourquoi l'Italie ne s'est-elle déclarée satisfaite qu'en recevant Monastir ? Et pourquoi l'Angleterre et la France ont-elles été reléguées à Drama et à Serrès ? Les trois premières puissances auraient dû être éloignées des régions qu'elles convoitent.

Les Macédoniens souhaitaient que les gouvernements désintéressés prissent en mains le contrôle des réformes. Il en fut autrement décidé. De sorte que maintenant pas un seul d'entre eux n'a foi en l'avenir. Et toute l'œuvre des agents civils est frappée de suspicion. Or, comment soigner des malades qui ont peur de leurs médecins, qui s'imaginent qu'on songe à les faire passer de vie à trépas ? Ils repousseront les remèdes.

Supposons néanmoins que les réformes soient intégralement réalisées, qu'il y ait un accord absolu entre la Turquie et l'Europe, nous n'aurons pas encore résolu le problème macédonien. La question des réformes ne touche pas spécialement la Macédoine, elle regarde la Turquie tout entière, et elle est vieille de cent ans. Bien plus, la Macédoine est une des contrées privilégiées où les

abus pèsent le moins lourdement, car elle est placée sous les regards de l'Europe, enserrée entre la Grèce, la Bulgarie et la Serbie, qui contiennent dans une certaine mesure les excès de la tyrannie. L'Arménie est plus infortunée ; elle est torturée, martyrisée, piétinée nuit et jour, sans que personne ne soit témoin de ses souffrances. Elle est si loin de nous ! Et lorsqu'elle nous crie : pitié ! nous mettons un bâillon sur ses lèvres meurtries.

Le problème macédonien réclame d'autres solutions que la refonte de l'administration turque. Et ici nous sommes aux prises avec un imbroglio que le programme de Muerzteg, même amplifié, ne saurait débrouiller.

LE BULGARISME

Les Bulgares semblaient devoir subir éternellement le joug de l'Islam, lorsque le panslavisme s'avisa tout à coup de l'existence de ces « frères » oubliés. Des émissaires parcoururent les villes et les villages de la Roumélie pour secouer leur apathie. « Révoltez-vous, conseillaient-ils aux populations malheureuses, le tsar blanc vous secourra et vous délivrera. » Mais les esclaves s'étaient trop familiarisés avec leurs chaînes ; c'est à peine si quelques villages osèrent se soulever en 1875, lors de l'insurrection des Bosniaques et des Herzégoviens. Ce geste timide eût pu être réprimé par quelques coups de trique. La Porte commit l'imprudence de vouloir le « dompter par la terreur ». Elle sonna

l'appel des bachi-bouzouks les plus sauvages, et des hordes d'égorgeurs se ruèrent sur ces pauvres chiens fidèles qui ne demandaient qu'à rentrer dans l'obéissance. Ce fut une épouvantable boucherie : le massacre des innocents. Près de vingt mille têtes chrétiennes furent tranchées par le yatagan féroce. Et la Bulgarie tout entière fut réveillée de son long sommeil. Aiguillonnée par la douleur plus qu'elle ne l'avait été par les excitations des révolutionnaires, elle poussa un grand cri de désespoir, mais elle releva aussi la tête devant le tyran. L'Europe fut secouée d'une indignation menaçante. Le grand Gladstone tonna contre les « forfaits de la race anti-humaine de l'humanité ». Que les Turcs disparaissent, s'écria-t-il, et leurs abus disparaîtront !

Les Russes, moins que les autres peuples, ne pouvaient rester sourds aux supplications des Bulgares, qu'ils avaient poussés dans les griffes du tigre. Le gouvernement de Saint-Pétersbourg sentit que le moment était venu de prendre sa revanche sur le traité de Paris. Il déclara la guerre à la Turquie, prétextant le refus qu'elle opposait aux injonctions de la conférence de Constantinople. Les Russes et les Turcs se battirent avec rage. « Il y a dans la chaîne des Balkans, admirait le comte Chouvaloff au Congrès de Berlin, un point qui a été le théâtre de luttes héroïques : elles ont pu être égalées, mais non surpassées, dans l'histoire. Jamais il n'y a eu un déploiement plus énergique de toutes les vertus militaires et patriotiques dont le drapeau est le symbole. Ce que j'en dis s'applique également aux deux partis. De pareilles luttes laissent après elles l'estime réciproque et le respect qui s'attache à la mémoire de milliers de Russes et de Turcs dont les ossements blanchissent dans les ravins de Chipka. » Mais les Turcs succombaient sous le nombre. Poursui-

vis l'épée dans les reins jusqu'aux portes de Stamboul, ils se résignèrent à signer le traité de San Stefano, qui arrachait à leur domination presque toutes les provinces d'Europe. La Grande Bulgarie était fondée sur leurs ruines. Ce nouvel Etat s'étendait de la mer Egée au Danube, englobant presque toute la Macédoine et la Thrace. L'Angleterre, appuyée par l'Autriche, protesta contre l'établissement de cette principauté qui « visait à noyer parmi l'agglomération slave une grande masse grecque ». Et le Congrès de Berlin qui s'ouvrit le 13 juin 1878, sous la présidence de Bismarck, chancelier de l'empire d'Allemagne, réduisit la Grande Bulgarie à des proportions plus modestes. La principauté naissante était limitée au nord par le Danube (rive droite), à l'est par la mer Noire, au sud par la Roumélie Orientale, à l'ouest par la Serbie.

La Roumélie Orientale, « placée sous l'autorité politique et militaire directe de S. M. I. le Sultan, dans des conditions d'autonomie administrative », aurait un gouverneur général chrétien qui serait nommé pour un terme de cinq ans, avec l'assentiment des puissances.

Quant à la Macédoine et à la Thrace, elles restaient provinces turques sans aucune stipulation particulière. L'article 23 prévoyait seulement des Règlements qui devaient y introduire des réformes.

Les Russes s'étaient inclinés devant la coalition de l'Europe que l'Angleterre, une fois encore, avait eu l'habileté de nouer et de conduire. Mais les Bulgares, alléchés par cette première victoire inespérée, grisés par le rêve splendide que le Russe avait fait miroiter à leurs yeux, jurèrent de reconstituer la Grande Bulgarie du traité de San Stefano. Ils ont franchi la première étape en s'emparant de la Roumélie Orientale par un coup de force qui ne dura que quelques heures, dans la nuit du 17

au 18 septembre 1885. La diplomatie européenne feignit de blâmer cette incartade ; la Turquie esquissa une protestation. Tout le monde accepta le *fait accompli*, à l'exception des Russes qui grognaient mais ne bougeaient pas.

Sofia n'avait plus qu'à conquérir la Macédoine. Comment s'y prendre ? Il fallait d'abord bulgariser la population chrétienne pour se créer des titres sérieux. Et l'essentiel, le plus urgent, était de mettre la main sur l'église et l'école qui sont en Orient les pivots de toute nationalité.

Or, le Macédonien slavophone a une intelligence épaisse. Il n'avait pas, en tout cas, en 1886, une conception bien nette de ses besoins et de ses aspirations. La seule lumière qui filtrât dans son cerveau obscur, c'était la parole du Christ. Il était chrétien, il était giaour ! cela, il le savait, car c'était la seule barrière qui le séparait du Turc. Tout autre sentiment, toute autre tendance étaient absents de son esprit.

Mais des agitateurs vinrent travailler cette âme fruste, ce cœur simple. Les instituteurs du panbulgarisme enseignaient dans les villages que les Macédoniens doivent obéissance et respect à Sa Sainteté l'Exarque, c'est-à-dire au pape de l'Eglise bulgare, et qu'ils sont appelés à être rattachés à la mère-patrie.

— Vous ne serez bientôt plus des esclaves, des chiens, prophétisaient les éducateurs du peuple, vous serez des hommes, vous serez protégés par les lois justes et bienfaisantes de *notre* Prince. *Notre* armée chassera l'oppresseur, le barbare qui bâtonne vos enfants et vos vieillards, souille vos mères et vos épouses, et viole vos filles et vos sœurs. Nous chasserons l'étranger de ces provinces qui nous appartiennent et qui nous ont été promises par la Russie. Vous reprendrez posses-

sion des terres et des maisons que les Osmanlis ont volées à vos aïeux. Mais pour qu'il vous soit donné de voir briller le soleil de la liberté et de l'indépendance, vous devez vous révolter, prendre les armes, et crier bien haut vos souffrances. L'Europe vous entendra. Elle permettra à nos frères du Nord d'intervenir, de courir à notre aide. »

Beaucoup de Macédoniens slavophones, surtout dans le voisinage des frontières de la Principauté, furent gagnés aisément à la cause de la Révolution. Car il est juste de reconnaître que l'action des agents de Sofia fut très habile, au début. L'opprimé a soif de joies immédiates, de consolations et de récompenses tangibles. Les représentants du Patriarcat se contentaient d'entretenir, de fortifier et souvent d'exploiter la foi religieuse. Leurs fidèles et leurs élèves apprenaient tous les jours, invariablement, que le Croissant est l'ennemi de la Croix. C'était toute leur éducation. Jamais ils ne tournaient leurs regards vers un drapeau libérateur. Ils ne connaissaient que le Phanar. Hélas ! le Phanar, c'est encore Stamboul, et Stamboul, c'est encore et toujours la domination turque. Les évêques exarchistes, au contraire, confondaient la Croix avec la couronne du prince « qui sera roi demain ». Ils mêlaient dans leurs homélies et leurs leçons, les espérances religieuses et les aspirations nationales. Et l'idée bulgare faisait tout tranquillement son chemin, sapant à petits coups de pic le serbisme et l'hellénisme. En quelques années elle avait réalisé d'immenses progrès. Tout le nord de la Macédoine lui appartenait sans conteste. Elle s'insinuait au centre et à l'ouest, et elle descendait, prudente, mais tenace, jusqu'aux portes de Salonique, aux bords de la mer Bleue tant convoitée !

Les hommes d'Etat de la principauté voulurent coordonner ces premiers résultats. Et de cette

pensée naquit « l'Organisation révolutionnaire intérieure ».

Cette *Etairia* avait pour but : de « relever (1) le courage de tous ceux qui, ayant gémi jusqu'à ce jour sous le poids de souffrances sans nombre, s'en remettaient sans murmurer à l'arrêt du destin ; ranimer tous ceux qui chérissaient la liberté promise, mais vainement attendue ; encourager et inspirer une foi vive à tous ceux qui se jetteraient tête baissée à l'assaut de la tyrannie, convaincus que la victoire serait de leur côté ; armer chacun contre les oppresseurs, et donner à tous leur mousquet moderne ».

En un mot, elle tendait à susciter « une protestation générale et armée contre l'intolérable tyrannie des Turcs ». Et cette protestation devait « aboutir : *ou à l'émancipation complète du joug ottoman ou à l'établissement d'une autonomie politique* ».

Elle était résolue à « terroriser les ennemis communs en les tenant constamment sous le coup d'une vengeance certaine, et à supprimer impitoyablement tous les traîtres, les espions et les dénonciateurs convaincus de félonie ».

Sur ces entrefaites, les massacres d'Arménie vinrent rappeler brutalement à l'Europe que la question d'Orient n'avait pas été réglée par les conférences et les congrès. La diplomatie s'aperçut que le feu couvait toujours sous la cendre. Et, désireuse d'éviter de nouvelles complications, elle *contraignit* le Sultan à doter la Roumélie des bienfaits annoncés par l'article 23 du traité de Berlin. C'était réveiller les espérances bulgares. L'Organisation intérieure redoubla d'ardeur. Elle puisa une audace de plus en plus vigoureuse dans l'exemple

(1) Voir le Mémoire de l'Organisation intérieure, p. 5, 6 et 7.

de l'indomptable Crète qui ne cessait de cracher sa haine à la face du Sultan. Puis, elle sut mettre à profit l'épuisement de la Grèce, après la malheureuse guerre de 1897. Elle obtint de la Porte des avantages considérables, tout en poursuivant avec plus d'acharnement son inlassable propagande.

En 1898, l'Organisation intérieure abandonnait la période de prédication « calme pour entrer dans celle de l'action orageuse ». Elle forma des bandes. Les comitadjis « avaient (1) à propager parmi la nation l'idée de la liberté ; ils devaient organiser, discipliner, armer cette population et enseigner comment se fait la guerre de partisans ; il leur incombait d'organiser la police exécutive, la poste secrète, il leur fallait paralyser l'ennemi, lui faire face, punir les traîtres, les espions, exterminer les brigands (mahométans ou chrétiens), et enfin, au dernier moment, rallier et conduire cette population vers le but commun : la conquête de la liberté à coups de fusils ».

Ainsi l'Organisation intérieure émettait la prétention de se substituer à l'Etat. Elle jette le masque, elle devient arrogante, elle s'attaque ouvertement à l'autorité du Sultan, elle a plusieurs rencontres avec les troupes. Celles-ci reçoivent l'ordre de nettoyer la région de Djoumaï-Bala dont chaque maison est un dépôt d'armes et de munitions. Le conflit s'aggrave, des détachements commandés par le général Zontcheff passent la frontière et se portent au secours des « opprimés ». Les soldats du Croissant mettent facilement à la raison les bandes inexpérimentées. Mais ce mouvement anarchique alarme les chancelleries. L'Autriche et la Russie pressent la Porte d'exécuter ses vieilles promesses. Le Sultan *menacé* d'une intervention

(1) Voir le Mémoire de l'Organisation intérieure, p. 15.

déploie un zèle subit pour l'œuvre réformatrice. Il était trop tard. Ni la nomination de Hilmi-Pacha au poste d'inspecteur général des trois vilayets de la Roumélie, ni la promulgation du projet austro-russe, présenté au mois de février 1903, n'arrêtèrent l'essor de la « Révolution ».

L'Organisation intérieure se croyait désormais maîtresse des destinées de la Macédoine. Le régime hamidien était condamné sans appel dans l'esprit de tous les honnêtes gens de tous les partis, et l'occasion paraissait bonne pour rendre un soulèvement de raïas sympathique aux foules européennes.

Toutefois, il s'agissait d'animer, d'entraîner et de pousser en avant dans la ruée insurrectionnelle cette masse de paysans qui étaient encore courbés, malgré dix ans de propagande, jusqu'à la résignation la plus muette et la plus inconsciente par des siècles d'ignorance et de servitude. L'on se heurta à des résistances de brutes entêtées qui s'obstinent à rester rivées à leur collier d'oppression. Nous aimons souvent les maux qui nous font mourir. L'homme qui s'est encroûté dans les misères physiques et morales au point de sortir presque de l'humanité, cet homme-là ne se prête pas volontiers aux opérations de sauvetage qui doivent le régénérer. Il se méfie de ses bienfaiteurs et il s'enfonce de lui-même plus profondément dans les ténèbres de son tombeau. Il ne veut pas voir la lumière, il ne veut pas s'évader. Les comités impuissants à faire gronder la révolte dans l'âme de ces êtres naïfs et inquiets — je ne parle ici que des paysans bulgaro-macédoniens, car les comités de Sofia n'avaient guère de prise ni sur les Grecs, ni sur les Serbes — se virent dans la nécessité d'organiser une insurrection artificielle. Ils recrutèrent des partisans en Bulgarie même, et après avoir encadré de ces patriotes de la métropole les bandes

autochtones, ils décrétèrent que le 2 août 1903, jour de la fête de Saint-Elie, marquerait le signal, de la Grande Emancipation Macédonienne.

La terrible levée de boucliers eut lieu à l'heure solennelle fixée par Sarafof. Les bandes sillonnèrent les montagnes avec fracas, fuyant la plaine où se développaient les troupes ottomanes. Mais de copieux télégrammes et de sensationnelles correspondances datées de Vienne, de Sofia, ou de Constantinople, ne manquèrent pas de décrire avec un luxe de détails terrifiants, les atrocités commises par les bachi-bozouks sur les personnes des chrétiens. Les meneurs avaient escompté la juste indignation qui secouerait les libéraux d'Europe et leur dicterait les résolutions les plus énergiques à la vue des horreurs macédoniennes. Ils espéraient fermement que la Macédoine allait être arrachée aux mains indignes du Sultan pour être confiée à « un régime plus humain ». En effet, ce fut à Paris et à Londres une explosion de colère. Il y eut des meetings retentissants où tous les partis, subitement réconciliés — de Jaurès à Denys Cochin — réclamèrent le châtiment des massacreurs et des incendiaires. Hélas ! la diplomatie, mieux informée, n'accorda que le programme de Muerzteg. Pauvres espoirs bulgares ! ils étaient fauchés à peine éclos ! Le traité de San-Stéfano était déchiré une seconde fois. C'était la déroute complète du panbulgarisme.

Pourquoi ce drame avait-il un si piteux dénouement ? Parce que les comités s'étaient trop pressés, que la question macédonienne n'était pas mûre ; et parce qu'il n'y a pas que des Bulgares en Roumélie, qu'il y a aussi des Grecs et des Serbes, et que rien, par conséquent, ne peut y être tenté contre le régime actuel sans la coopération de ces derniers.

L'Organisation intérieure avait présumé de ses

forces et de son prestige. Il lui fallait encore dix ans de propagande pour mener sa barque à bon port. Plus actif, plus pratique que le serbisme et l'hellénisme, le bulgarisme à peine venu au monde s'était, en peu de temps, taillé un beau domaine dans la patrie d'Alexandre. Avec de la souplesse, de la modération et un peu de méthode, il eût continué à façonner à son image des milliers de paysans qui ne demandent qu'à recevoir dans leurs âmes neuves la semence de la Liberté. Mais il importait d'aller doucement, il importait de ne pas heurter les sentiments religieux des patriarchistes, et il importait surtout de ne pas laisser percer l'oreille bulgare derrière la peau du sauveur. Il est indéniable que les comitadjis, aveuglés par la gloire de leurs premiers succès, commirent trop tôt l'imprudence de faire claquer au vent le drapeau de la Bulgarie et la bannière de l'Exarque. Les yeux les moins perspicaces furent dessillés, et dès lors c'était ameuter non pas seulement les Turcs, mais les Grecs et les Serbes. Comment lutter contre tant d'ennemis ?

Pourtant, l'Organisation intérieure pouvait se ressaisir après l'échec de 1903. C'était d'une très habile politique que de dire aux puissances : « Vous nous accordez bien peu de choses en regard de ce que nous vous avions demandé. Mais nous avons foi en votre générosité. Nous espérons que la Charte de Muerzteg n'est que le point de départ d'une réforme générale qui fera disparaître un à un les abus intolérables dont nous souffrons. Nous remettons entièrement notre sort entre les mains de vos agents et de vos officiers qui sont chargés de contrôler l'administration hamidienne. Au surplus, nous vous remercions d'avoir fait pour nous ce que vous n'avez pas voulu faire pour les Arméniens. Et pour vous témoigner notre reconnaissance, nous déposerons les armes, nous dis-

perserons les bandes, et nous coopérerons aux réformes. » Ce langage a été tenu en partie par les grands chefs des comités, de sorte que les journaux d'Europe purent écrire que l'Organisation intérieure avait sagement fait crédit au contrôle de Muerzteg.

Mais les bandes n'avaient pas été disloquées, leurs cadres étaient intacts. Et les comitadjis se firent les persécuteurs — après les bachi-bozouks — de tous les patriarchistes, c'est-à-dire des Macédoniens qui persistaient à se dire Grecs ou Serbes.

Les agents civils et les officiers européens assistent à un spectacle étrange.

Deux pouvoirs gouvernent la Macédoine : un pouvoir visible et régulier qui est l'administration turque ; un pouvoir occulte et révolutionnaire qui est le comité de l'Organisation intérieure. Le premier reçoit l'impulsion directrice de Constantinople. Le second obéit aux ordres de Sofia.

L'Organisation intérieure est divisée en comités régionaux. Au-dessous de ces comités supérieurs, il y a des sous-comités correspondant aux sandjaks, d'autres aux cazas, etc. Puis, à la base, il y a les comités locaux.

L'Etairia compte des affiliés dans les moindres hameaux, dans les fermes les plus infimes. Elle étend son immense réseau sur les plaines et sur les monts. Elle atteint jusqu'aux endroits les plus inaccessibles. Elle voit tout, elle surveille tout, elle sait tout, car elle a sa police et son espionnage. Pas une motte de terre n'échappe à sa domination. Ses ramifications étreignent l'orthodoxie de leurs doigts de fer. Toutes les agglomérations, les unes après les autres, tombent dans ses mailles. C'est que le code de la mystérieuse société est terrifiant dans sa lugubre simplicité. Ce code n'a qu'un article, un seul, mais combien précis ; c'est net comme un tranchant de glaive : « Tous les traîtres seront

punis de mort. » Entendez par traîtres, vous, profanes, tous ceux qui ne se sentent nul penchant pour Sa Sainteté l'Exarque.

On procède d'abord par l'intimidation, la menace. L'envoyé du comité vient trouver le primat du village, celui qui maintient la population ou une partie de la population dans la foi orthodoxe. Il l'informe que le comité l'a taxé à 6, 8, 10, 20, 100 livres turques : c'est l'impôt de libération et d'affranchissement. Le reçu (1) de cette somme est en même temps pour celui qui le possède et peut l'exhiber un brevet de soumission et de dévouement à la cause, et une sorte de talisman contre les poignards bulgares. Si le primat a peur de ces poignards pour lui et les siens, et s'il a été bien *cuisiné*, il s'exécute, il verse l'argent, et il persuade aux habitants du village que le prêtre grec ou serbe doit être remplacé par un prêtre bulgare. Mais si le primat est inébranlable dans ses convictions, si son âme est ferme devant la mort, il repousse d'une main dédaigneuse le reçu, — quelques-uns plus hardis le déchirent, — et il attend. Il attend, car à la première sommation on l'épargne. On lui donne le temps d'une salutaire réflexion : la nuit porte conseil. Le comité est mis au courant de l'insuccès de la démarche, il couche le nom du récalcitrant sur ses livres de justice, et il prononce, sans autre procédure, un arrêt aux termes duquel l'accusé et sa famille sont condamnés à la peine capitale, si dans un délai de... l'accusé, le *traître* n'a pas fait amende honorable. Le condamné n'échappe jamais à son sort. Il ne peut écarter le couteau qui est suspendu sur sa tête. Il est marqué, c'est fini. Et ni la gendarmerie, ni l'armée n'auront assez de puissance pour le sauver. Le général Degiorgis, l'illustre et glorieux Pandore de la Macé-

(1) Je possède dans mes dossiers quelques reçus.

doine *réformée*, restera stupide devant les exploits d'un Apostol. Le comitadji nargue d'une pirouette canons, baïonnettes et balles. Les cent cinquante mille soldats qui gardent ces provinces et sont assez redoutables pour tailler une armée en pièces, ces cent cinquante mille soldats sont battus, piteusement battus par une poignée de brigands. Leurs efforts se brisent contre l'Inquisition de Sa Sainteté l'Exarque.

Le notable a montré de l'héroïsme en présence de ses juges, mais il tremble aussitôt qu'ils sont partis. Il cherche un refuge, un abri, une sauvegarde. Il mendie un secours aux portes des puissants, de ses protecteurs naturels. Il se traîne aux pieds des officiers turcs et européens et les implore d'une voix éperdue : « Sauvez-moi, sauvez ma femme, mes enfants, mon père, ma mère, mes frères. Sauvez-nous tous ! » Tous lui jettent dans un concert unanime, la même réponse affolante : « Nous n'y pouvons rien ! » — « Nous n'y pouvons rien, répondent les Turcs, puisque la gendarmerie dépend des officiers européens. — Nous n'y pouvons rien, répliquent les officiers européens, puisque la gendarmerie est placée sous la direction effective des officiers turcs. » On se repasse cette détresse, comme au jeu on se renvoie une balle. Et le condamné subira la sentence, on brûlera ses maisons, on le tuera, on suppliciera sa femme et ses enfants.

Les bandes ne pourchassent pas les Turcs, les tyrans. Elles exterminent des frères, et c'est au nom d'un pape, l'Exarque, que ces bandits commettent leurs atrocités, qu'ils mettent à feu et à sang trois malheureuses provinces. C'est pour son compte que les tortionnaires déchirent des chairs, broient des cœurs et promènent sur les foyers paisibles la torche et la hache.

Je n'ignore pas que des amis complaisants chu-

chotent partout : « Ces exécutions visaient les suppôts du Sultan, des espions ! Les comités travaillent courageusement au salut des opprimés, ils sont obligés de sévir, de faire des exemples, en punissant les misérables qui les dénoncent aux Turcs. » Eh bien, cela est faux. Les comités secrets ajoutent le mensonge et la calomnie à la lâcheté. Cela est faux, car j'ai le témoignage des hommes les plus sincères et les moins suspects, de consuls et d'Européens qui suivent les événements depuis l'origine. J'ai surtout le témoignage de mes yeux, et celui-là ne me trompe pas. Quand je demandais aux défenseurs de l'Exarque : « Mais enfin, qui ont-ils dénoncé, Mlle Catherine Hadjïyorghi (1), ses deux petites élèves, l'épouse de Traïko Sterio, etc., etc. ? Auprès de qui, où ontelles porté leur dénonciation ? Donnez-moi des faits... des faits, et non des imputations. Vous ne pouvez pourtant pas condamner aux supplices les plus cruels sans posséder un commencement de preuve, un bout d'indice. La preuve ? Où est la preuve ? Il me la faut. Que si vous ne l'avez pas, je dirai que vous êtes des assassins ». Les avocats d'Apostol, de Sandanski et de Mitro Vlacho restaient bouche close ou ne savaient que répéter, écœurants de mauvaise foi : « Nous savons que les condamnés avaient trahi, sûrement ! Et puis, il faut des exemples ! »

La propagande bulgare n'entend pas que l'individu soit maître de sa conscience. On ne peut disposer de sa personne que pour la mettre sous l'égide des Sarafof, des Grouef ou des Tchakalarof. Si, d'aventure, un Macédonien se dresse pour proclamer qu'il est Grec ou Serbe, les comitadjis libérateurs lui démontrent qu'il a tort, en lui enfonçant un couteau dans le ventre.

(1) Drames de Ghirzista et de Gradobor.

L'Organisation intérieure se défend par ses organes de presse de poursuivre une œuvre de conquête et une guerre de race. Mais alors qui expliquera que les comitadjis s'attaquent systématiquement aux Grecs et aux Serbes, et en particulier aux notables, aux prêtres et aux instituteurs ? Toute leur action tend à bulgariser les communautés chrétiennes.

Sur le cadavre de Simon Christou, d'Ossiani, on trouve cette lettre :

« 29/9/04.

« Par décision du comité bulgare, datée d'aujourd'hui 28 septembre (10 octobre n. s.), nous avons condamné à mort Simon Christou, afin que sa mort serve d'exemple aux Grécomanes d'Ossiani et d'ailleurs, et afin qu'ils se conforment désormais aveuglément aux décisions du comité.

« *Que les Grecs d'Ossiani et d'ailleurs apprennent que s'ils ne veulent pas devenir Bulgares, ils subiront une mort atroce ;* qu'ils ne croient pas qu'ils sont en sûreté parce qu'il existe des garnisons turques. Nous n'avons peur ni du Sultan, ni de ses troupes, ni de ses fonctionnaires. Nous entrons dans tous les villages et exécutons les sentences du comité sous les yeux des soldats.

« BABIANLY. »

Les notables de Goumenitza recevaient un jour la circulaire suivante, émanant d'Apostol :

« Je vous écris pour la dernière fois ! Sitôt reçue la présente lettre, vous vous rendrez à Yenidjé et *vous soumettrez aux autorités une pétition par laquelle vous déclarerez que vous êtes Bulgares.* Si vous ne faites pas cela, sachez que je vous empêcherai de vous occuper de vos affaires et qu'enfin je vous tuerai. Vous chasserez de Goumenitza le

docteur Angélakis (un Grec). J'espère que vous ne me forcerez pas à exécuter mes décisions.

« APOSTOL. »

Les Grecs et les Serbes sont assassinés, ou pillés ou boycottés par l'Organisation intérieure. Il est fait défense aux Bulgares d'avoir des relations quelconques avec ces « chiens de patriarchistes ».

Voici la lettre qui était adressée le 30 novembre 1904 à un chef de comitadjis.

« Au Voévode Ivantso Karasoulinski.

« Mon cher Ivan,

« Nous avons dressé des listes, et nous avons défendu qu'on achète ou qu'on vende à l'avenir aux Grécomanes. Envoyez-nous un courrier, afin que nous lui donnions ces listes, que vous distribuerez dans les villages, après les avoir scellées avec votre chiffre... Nous avons décidé de faire assassiner un des trois habitants orthodoxes de notre ville, Christo Sékerdji, le directeur de l'école grecque, et Basile Souef. Ceux que vous aurez désignés pour cet assassinat devront se rendre à l'école avec une lettre scellée de votre chiffre.

« Nous désirons savoir si ceux qui ont pris les reçus des 40 livres, qu'Ivan Angof a exigées du village de Péno sont en ta possession. Nous n'arrivons pas à obtenir d'eux ces reçus.

« DIOMIT. »

« N. B. — *Défendez aux paysans de loger dans les auberges tenues par les Grecs.* Par exemple, les paysans de Pétrovo et de Koïnsko ont l'habitude de s'arrêter à l'auberge de Radinali, et les habitants de Leskovitz, près de Florina, vont à l'auberge de Stoïtsi. Les propriétaires de ces au-

berges sont des espions. Il est préférable de s'arrêter à l'auberge de Mito Kobatsef, parce que c'est par son intermédiaire que nous arrivent les nouvelles. »

Saïef, secrétaire du vicaire exarchiste de Serrès, écrit, le 27 juillet 1905, aux bandes de la montagne : « *Visitez les villages et enseignez-leur la guerre économique contre les Grecs.* Forcez-les, par des conseils et au besoin par la violence, à fréquenter seulement des magasins bulgares. Voici les noms des paysans de Mertatovo que j'ai vus de mes yeux acheter des marchandises à des boutiques grecques (suivent huit noms). »

« *Quand vous rencontrez un négociant grec*, écrit un comitadji, *assassinez-le pour effrayer les Grecs d'ici...* Les habitants de Meggélitsa ne veulent toujours pas agir contre les notables. *Devons-nous les nommer espions ?* »

Espions ! ce mot sert de prétexte à tous les crimes. Et beaucoup d'Européens se laissent abuser. Oui, disent-ils, les Bulgares tuent des Grecs, mais c'est parce que ceux-ci sont des espions ! D'ailleurs, les Bulgares eux-mêmes se chargent de s'accuser réciproquement de tous les forfaits.

Le journal *Les Réformes*, qui soutient les intérêts de *Tsontchef* et des *Verhovistes* (il y a deux comités rivaux : le *Comité Suprême*, qui poursuit ouvertement l'annexion de la Macédoine à la Bulgarie, et qui est dirigé par le général Tsontchef, et l'Organisation intérieure qui a pour devise : La Macédoine aux Macédoniens ! et qui se contenterait de l'autonomie. Au fond, les deux comités ne diffèrent que par la tactique. Leur but commun est la bulgarisation de la Macédoine), le journal *Les Réformes*, dis-je, écrivait : « Nous avons hâte de dévoiler les honteuses atrocités qu'une bande bien connue commet sur les Macédoniens et dont l'opprobre rejaillit sur nous autres Bulgares.

« ... Les brigands Sandanski et Tchernopéef ont commis dans leur récent séjour en Macédoine plus de cinquante assassinats. Nous ne parlons pas des crimes commis antérieurement. La population macédonienne gémit sous la terreur que répandent ceux qui ont assassiné en 1898, à Constantinople, le journaliste bulgare Macédonski ; ceux qui, en 1900, tirèrent sur l'inspecteur des écoles Naoumof, dont ils tuèrent la femme ; ceux qui, en 1902, tuèrent les instituteurs bulgares Tagalef et Tchorbef ; ceux qui, en août 1899, expédièrent vingt bourreaux à Constantinople pour assassiner l'archevêque bulgare de Monastir ; ceux qui, enfin, assassinèrent mille innocents sous le prétexte qu'ils étaient des calomniateurs.

« ... Les criminels ont pénétré partout et chaque fois qu'ils commettaient un crime par la voie d'agents salariés, ils publiaient que les victimes étaient des *dénonciateurs*. Les assassins étaient aussi agents de police. Nous savons que les criminels qui ont assassiné Stoyanof sont maintenant à la solde de l'administration régionale de Doubnitza. Leurs associés Moleevski et Stoïlof, Zitianos à Doubnitza, Bobozewski, Moussa-bey et beaucoup d'autres tuent et assassinent partout.

« Mais la nation macédonienne leur demandera des comptes et bientôt ils disparaîtront. »

L'Organisation intérieure répondit à ce réquisitoire par un autre réquisitoire bourré de faits. La « Revolutionnen Liste » publia un « Supplément officiel » dans lequel il dénonçait en termes violents l'infamie de Tsontchef et de ses complices.

Voici quelques extraits de cette philippique.

« Nous attirerons l'attention sur quelques-uns des très nombreux faits qui témoignent manifestement de la nature de l'action « patriotique » des partisans de Tsontchef dans les districts d'Ano-Djoumaya et de Pétritsi.

« Incapables de réduire l'Organisation, ils ont recours à des brigands et des meurtriers de profession, à des hommes à passé sombre ; ils ont tendu la main à ceux qui avaient été chassés des rangs de l'Organisation soit pour abus, soit à cause de leurs débauches, voire même à ceux qu'on avait été obligés de condamner à mort. C'est avec ces éléments qu'ils ont constitué leurs cadres. A l'appui de nos dires, il suffit de mentionner quelques noms : celui de Dontsé Zlatcof, ancien brigand, dont les Çarakatsanes (pasteurs grecs) de Périm et Corseyaka ont eu tant à souffrir ; celui de Vassa Béhlivani condamné par l'Organisation pour corruption ; d'Athanase Tsiflicari, criminel de profession, de Gossé Peltéki, condamné à mort par les tribunaux bulgares ; de Coté, ami fidèle du colonel Yankof, dont les crimes font rougir les *Verhovistes* eux-mêmes. *Et nous ne disons rien ni d'Ivan Carassoli qui menait une vie de brigand aux dépens des villages helléno-valaques de Gevghéli*, ni d'Alexis Poroïli, car tous deux sont morts. *Voilà les hommes auxquels les officiers de l'armée bulgare, partisans de Tsontchef tendent la main.* A la vérité, ils sont tombés tellement bas, que non seulement ils ont mêlé leurs capotes d'officiers aux manteaux des brigands, mais sont allés encore jusqu'à leur emprunter leurs procédés de brigandage. Et, si dans certaines parties de la Macédoine, les populations ont commencé à considérer, avec méfiance *et même avec soupçon, les officiers de l'armée bulgare*, cela est dû uniquement à l'action des officiers qui ont fait naître parmi les populations une agitation démoralisatrice.

« Dontsé Zlatcof, l'orgueil des *Verhovistes*, après qu'il eut, sur l'ordre de Stoyanof, extorqué 200 L. T. à Doucatos, honnête bourgeois de Djoumaya, l'a massacré sous le prétexte « qu'il avait jugé le soulèvement prématuré ».

« Jordan Stayanof a imposé une taxe sur le village Vlahi (district de Cresna, ; comme les paysans demandaient compte de leur argent, on en massacra trois, partisans de l'Organisation, pour leur apprendre à obéir aveuglément.

« Des faits récents sont prêts à témoigner des actes de brigandage des Tsontchévistes. Il n'est cependant pas inutile de dire qu'aux archives de la sous-préfecture de Doupnitsa existe tout un dossier « sur les enlèvements de moutons, bœufs, vaches et chevaux » commis par les partisans de Stoyanof, Dontsé Zlatcof, Parthénief, etc. Ceux-ci enlevaient le bétail des paysans déjà ruinés (par les Turcs) le transportaient sur territoire bulgare, puis le vendaient aux bouchers de Doupnitsa, de Rilo et d'ailleurs. Au surplus, du moment que les chefs rançonnent les membres les plus distingués de l'Organisation, il n'y a aucune raison pour que leurs hommes ne volent pas les paysans...

« Athanase et Bacalof ont tué notre administrateur au village Dobrilaki (district de Pétritsi). Dans le village Higouménista (même district), ils ont brûlé cinq maisons et *tué une femme et un enfant*, parce que les paysans ne les avaient pas reçus convenablement.

« *Les habitants se méfient des Verhovistes plus que des Turcs*. Chaque paysan est obligé de leur verser 5, 10, 15, 20 livres. Si les paysans n'ont pas d'argent les brigands de Tsontchef leur enlèvent les parures de leurs femmes. Cela est arrivé à la femme de Traïkos Laggof, notable du village Tsifliqui, à qui Athanase a enlevé ses colliers en sequins et ses bagues. Dans le même village, il a forcé les habitants à lui livrer la caisse de l'église. Il faut ajouter qu'il avait déjà volé les troupeaux des paysans.

« Dontsé et Méladino, tous deux délégués du général, ont enlevé aux Koutso-valaques de Tcherné-

Dol des objets et du numéraire d'une valeur totale de 100 L. T. Ils ont chassé du village Roussinovon (district du Malessovon) les instituteurs et ont exigé des paysans 500 L. T. pour laisser désormais leur village tranquille.

« Notre district est plein de bandes de Tsontchef; elles révoltent tout le monde par leur attitude. Nous nous plaignons des Grecs et des Serbes ; que dirons-nous des *Derbeys* de Tsontchef ? *Les paysans se plaignent que pareils à des nuées de sauterelles, ils dévorent ce qu'on a pu sauver des Turcs.* Tandis que les partisans de l'Organisation Intérieure se nourrissent de pain et de sel, les Tsontchévistes enlèvent le mouton et le porc du cultivateur. On peut citer des cas où ils ont enlevé leurs bœufs aux charrues des paysans pour les dévorer. Chaque famille est obligée de leur donner, entre autres, une ocque de salaison et 50, 100 ocques de farine. *Dépassant en sauvagerie les Janissaires et les Kertsali ils vont jusqu'à enlever aux paysans leurs sabots.*

« Parthénief, lui-même, a forcé, au mois d'octobre dernier, les habitants de Séléznitsa à lui offrir un porc rôti pesant quarante ocques, accompagné d'un baril d'eau-de-vie et de quelques barils de vin. Après avoir fait ripaille, il dit aux paysans : *Si vous ne voulez pas être poursuivis par les Turcs, abandonnez l'Organisation pour notre comité. Les Turcs nous connaissent mais ne nous poursuivent pas. Je connais tous les partisans de l'Organisation à Ano-Djoumaya et je les dénoncerai au Pacha.*

« Trois jours plus tard, les autorités turques commencèrent à poursuivre les habitants d'Ano-Djoumaya. Les Tsontchévistes ont aussi dénoncé la bande de P. C. au village de Rodovo.

« Les partisans de Tsontchef se comportent dans toute la région comme de purs brigands. Ils arrê-

tent les riches paysans et ne les délivrent que contre rançon. Le capitaine Stoyanof en personne a arrêté E. Christof et C. Stoyantsé du village Ostiava (Mélénikon) et a fixé leur rançon à trente livres. Ce même Stoyanof a enlevé Mitsos Tsacalskis du village Sinsko (Mélenikon) ; il lui a pris 85 livres en espèces et l'a forcé à signer un billet de 65 livres à six mois d'échéance. Par la même manière il a enlevé 25 livres à T. Radef de Metskoul.

« Quand le capitaine Stoyanof et le colonel Parthénief, officiers de l'armée bulgare, commettent des crimes pareils, on peut imaginer ce que font leurs collègues, qui sont des brigands de profession. Ainsi, le 18 avril, après avoir enlevé 10 livres à Ristodof de Sensko, ils l'ont tué. Le 19 avril, M. Botkof n'arrivant pas à extorquer une somme de 150 livres à trois paysans du même village envahit celui-ci. Comme il n'y trouva pas les trois paysans qu'il cherchait, il se saisit du père de l'un d'eux, P. Trégof, et lui brisa la tête à coups de massue ; *la victime avait* 80 *ans*. Les hommes de Botkof arrêtèrent ensuite les mères, les femmes et les enfants des proscrits ; ils leur mirent une corde au cou, et sur la poitrine une pancarte, sur laquelle était inscrite une condamnation à mort, et les conduisirent à une heure du village. Là, ils les battirent jusqu'au sang pour leur faire avouer où se cachaient leurs parents. Ensuite, la bande des *Verhovistes*, composée de 80 à 90 hommes, a dévoré tout ce que possédaient lesdites familles : poules, bétail, vin, etc.

« Les Janissaires de Tsontchef sont connus dans tout le pays.

Même les Turcs se gardent aujourd'hui de commettre tant d'excès.

« Et maintenant ces monstres, après avoir porté la désolation au district d'Ano-Djoumaya et dans

une partie de celui de Cresna, apprêtent des bandes nombreuses, comprenant de 300 à 400 hommes, pour envahir la province de Mélénikon et la ruiner à son tour.

« Nous demandons s'il existe encore des Bulgares dans la Bulgarie libre. »

Je me permettrai, moi, qui ai vu les Autonomistes et les Verhovistes le couteau à la main, de prononcer le jugement suivant que j'emprunte du reste aux officiers européens honnêtes et consciencieux qui réorganisent la gendarmerie ottomane : « Les uns et les autres, qu'ils soient affiliés à l'Organisation intérieure ou au Comité suprême, sont des bandits qui méritent d'être pendus ! » J'ai beau interroger toute l'action « libératrice » des comités de Sofia, je n'y trouve rien qui rappelle les nobles luttes, les héroïques efforts de tous ceux qui voulurent simplement, uniquement, le bien des opprimés !

Les Autonomistes écrivent que les Verhovistes ont dépassé les janissaires en sauvagerie ; c'est exact. Mais ils ont oublié d'ajouter qu'eux-mêmes avaient été encore plus sanguinaires que leurs rivaux. Toutes les atrocités du caza de Castoria, les exécutions les plus monstrueuses sont leur œuvre.

— Les comitadjis, me confirmait un confrère allemand qui avait suivi de près les événements macédoniens, se sont révélés plus cruels, plus sauvages que les Kurdes, et plus tortionnaires que les Koungouses.

Pour ma part, je ne puis chasser de ma mémoire le spectacle de Gradobor. Et je me rappelle aussi ce que me disait le caïmakam de Salonique, un Albanais musulman :

— Vous voyez cette loque humaine ? Vous voyez ce corps qui a été mutilé de la tête aux pieds ? Vous ne pouvez compter les blessures, tant elles

sont nombreuses et enchevêtrées ? Regardez, on lui a arraché les yeux, on lui a coupé les lèvres, on lui a déchiré le nez, les oreilles, les parties sexuelles, on a fouillé dans le crâne avec des poignards, les bras sont troués, etc. Vous voyez cela, n'est-ce pas ? Ce sont des chrétiens qui ont accompli ces exploits ! Eh bien, moi, Albanais, je vous déclare ceci : allez en Albanie, le pays de la vendetta, vous y verrez des brigands, vous y rencontrerez des hommes indomptables qui n'ont ni Dieu ni maître, vous y apprendrez qu'on y tue pour un oui, pour un non, mais jamais, vous entendez, on ne pourra vous citer un cas où l'on ait supplicié avec des raffinements une victime, fût-elle l'ennemi le plus détesté ! L'Albanais vous envoie une balle, deux balles, cinq balles, mais c'est tout. Il tue, mais il ne torture pas ! Et cette femme de soixante ans qui gît, là, dans la poussière ? Soulevez la couverture que l'on a jetée sur ses plaies, vous êtes témoin, monsieur le Français, qu'on lui a arraché le sein. L'Albanais n'aurait pas fait cela non plus, je l'atteste ! »

Et c'était pour moi d'une amère ironie qu'un bey, un représentant officiel de celui que l'on appelle le Sultan Rouge, pût flétrir la cruauté chrétienne.

Et l'apostrophe véhémente de Gladstone me revenait comme une obsession : « Assassin ! assassin ! Abd-Ul-Hamid, tu n'es qu'un assassin ! »

Hélas ! ce sont les opprimés, maintenant, qui assassinent. Le great old man répéterait le mot de Proudhon que je prenais pour un paradoxe, mais qui est d'une profonde vérité : « Après les bourreaux, je ne sais rien parfois de plus haïssable que les victimes... »

Pour l'honneur de la Bulgarie, il eût fallu que le gouvernement de la Principauté prît des mesures énergiques pour dissoudre les comités révolutionnaires qui ont leur siège à Sofia. Il eût fallu que le

Parlement jetât l'anathème sur ces bandits qui déshonorent le nom bulgare. Malheureusement, les hommes d'Etat de la Principauté ont assumé une lourde responsabilité devant la civilisation, en flattant, en encourageant, en alimentant l'armée du crime.

Personne, à Sofia, dans les milieux diplomatiques n'ignore les rapports étroits qui existent entre certains ministres et les chefs du mouvement macédonien. Tout le monde sait que les uns et les autres collaborent ensemble à la formation des bandes.

Les comitadjis se promènent dans les rues de la capitale portant l'uniforme des insurgés et armés de gros bâtons sans être inquiétés par la police. Ils organisent des meetings, des congrès ; ils pérorent dans les cafés et sur les places publiques, ils se battent même devant la foule. Les colonnes des journaux sont remplies de leurs faits et gestes. Leurs arrivées et leurs départs sont rendus publics. C'est dans la Principauté que tout s'organise, que tout se prépare, au su et au vu de tout le monde. On y recrute les partisans, on les exerce au tir et au maniement des bombes. Les bandes ont toute liberté pour se constituer et passer la frontière. Tous leurs mouvements sont connus par les autorités officielles.

Lorsqu'un voïvode comme Apostol, vient se reposer dans les murs de Sofia, ce sont des manifestations frénétiques, les poètes composent en son honneur des chants populaires que toutes les bouches apprennent et répandent.

— Après un court repos dans le pays libre, annonce-t-il ensuite fièrement aux Macédoniens, je reviens de nouveau sur la terre natale. Je n'admettrai aucune parole insultante pour la grande idée nationale. *J'ai tout vu dans Sofia même*, et je sais ce qu'elle contient en elle-même... »

Lors de mon passage à Sofia, un agent diplomatique me disait : « Lucas Yvanoff, ancien officier de l'armée bulgare, est revenu de Macédoine il y a un mois. Il a formé une nouvelle bande de 40 partisans *en plein Sofia*, et il vient de repartir pour son secteur, non sans avoir dépensé beaucoup d'argent dans les cafés-concerts. »

Le soir de cet entretien, je me trouvais dans le bureau de M. Gennadiev, chargé de la Presse au ministère des Affaires étrangères.

— Cet agent diplomatique, me dit-il, est mal informé. Lucas est encore à Sofia. Venez, nous allons le voir, si vous le voulez. Je vous le montrerai dans une brasserie où il doit être en ce moment.

Nous perdîmes une heure dans cette brasserie à discuter l'éternelle question, mais je n'eus pas le plaisir d'admirer les traits du héros macédonien.

— Pourtant, il est dans la capitale, je vous l'affirme.

En effet, Lucas n'ayant pas terminé ses opérations de recrutement avait dû retarder son départ.

Donc, un fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères était au courant des allées et venues d'un chef de bande. Et ce fonctionnaire est le frère d'un ministre qui passe pour diriger les affaires de Macédoine, à tel point qu'on l'a surnommé « l'archi-comitadji ».

Aucun représentant de l'Europe ne peut être dupe des déclarations du gouvernement princier tendant à faire admettre par les chancelleries que les comités ont été dissous et que les bandes ne se forment plus sur le territoire de la Bulgarie.

Le directeur du bureau de la Presse m'avait conseillé de me rendre à Philippopoli : « Vous constaterez par vous-même, m'assurait-il, que nous ne persécutons pas les Grecs ! » J'allai donc en Roumélie Orientale. Quelle ne fut pas ma stupéfaction, lorsque je m'aperçus que j'étais filé par

la police ! M. Gennadiev avait lancé à mes trousses un bataillon de limiers. Pourquoi ? Sans doute voulait-il connaître les Grecs chez qui je me serais documenté. Il saurait à quelles têtes il devait faire expier mes critiques, si j'en émettais dans un journal ou dans un livre.

Eh bien, M. Gennadiev m'a fourni une claire démonstration de ce que pouvait la police bulgare. Pas un de mes pas n'échapa à sa méfiance. Très certainement, l'on disposait d'autres agents pour surveiller les voïvodes et les comitadjis qui s'agitent depuis des années dans les rues de la Principauté. Mais est-il nécessaire d'insister ? Y a-t-il un seul ministre des Affaires étrangères, en Europe, qui prenne au sérieux les dénégations du gouvernement de Sofia ? « Les diplomates de l'Organisation intérieure, accusait l'année dernière le journal bulgare *La Nouvelle Epoque*, continuent à faire de la politique sur les boulevards et à juger à tort et à travers ceux qui leur déplaisent. »

Mais la complicité du gouvernement princier a éclaté d'une manière saisissante dans des événements qui rapellent par divers côtés ceux d'Arménie.

— Au mois de juillet (1906) exposait M. Denys Cochin, à la tribune de la Chambre, un évêque grec partait de Constantinople, muni de tous les pouvoirs, nommé par le patriarche de Constantinople, approuvé par le Sultan et par le prince de Bulgarie. Il arrivait pour débarquer à Varna. Au lieu de débarquement, il trouva une foule nombreuse rangée sur le rivage, poussant des cris hostiles ; les consuls furent obligés de l'aviser qu'il ne pouvait pas débarquer sans s'exposer aux plus grands dangers. Il ne débarqua pas. » Quelques jours après... une nouvelle Saint-Barthélemy était inscrite sur les pages de l'Histoire.

Le correspondant du *Temps* à Sofia télégraphiait en date du 1er août :

« Dimanche dernier, dans les grandes villes, à Philippopoli, à Bourgas, à Stemimachos, des démonstrations anti-helléniques et même des excès regrettables contre les institutions religieuses des Grecs et leurs propriétés privées se sont produits. A Philippopoli, la foule pénétra dans cinq églises grecques et dans le palais du métropolite, en prit possession et brisa les objets du culte. Il en a été de même à Bourgas dans une église et plusieurs écoles. Deux bibliothèques ont été démolies et des vitres cassées dans des maisons appartenant à des Grecs. Des magasins furent envahis et les marchandises détruites, mais non pillées. Ce qui fait supposer que les manifestants n'appartiennent pas à la populace pillarde. On compte deux morts, dont l'avocat Maliadis et de nombreux blessés. ***Partout la troupe se serait abstenue d'intervenir***, ou bien serait arrivée trop tard, ou se serait bornée à empêcher le désordre de s'étendre. »

Mais ceci n'était qu'un prélude..

Anchialos, expliquait M. Denys Cochin, est une « jolie petite colonie grecque, située au bord de la mer Noire, qui compte 6.000 âmes et qui est assez florissante, c'est un antique souvenir de la colonie établie en ce lieu depuis les plus beaux siècles de l'Hellade. Il y a là des Grecs qui ont le tort de tenir à leur religion et de préférer la langue d'Homère, qu'ils ont pieusement conservée, à la langue d'Attila, qui est celle des Bulgares. D'après une loi datant du ministère de M. Stambouloff, la langue bulgare doit seule être parlée dans toutes les écoles. Cette loi était tombée en désuétude. Cette année, elle a été remise en vigueur.

« Les Grecs ont protesté. Mais tout à coup une émeute terrible fut soulevée par un avocat de Philippopoli appelé Dragouleff, qui arriva là avec des bandes et qui attaqua les Grecs rangés autour de leurs écoles et de leurs églises. Les Grecs se

défendirent. De nouvelles forces arrivèrent de Varna. Une véritable bataille fut livrée et ensuite la ville entière fut livrée aux flammes.

« Il y avait à Anchialos 1.200 magasins et maisons grecques ; toutes furent brûlées, à part 36 vieilles maisons en bois et une petite église « Christos ». De la magnifique Eglise métropolitaine, il ne reste que les quatre murs ; de même de l'école. Le quartier bulgare, comprenant 110 maisons et magasins et une église, *est resté intact.*

Des bandes s'emparèrent de toutes les églises et de toutes les écoles patriarchistes de la Roumélie Orientale, et saccagèrent les propriétés grecques. Et l'armée resta les bras croisés devant l'audace de ces incendiaires et de ces pillards.

Dans un article de fond, le *Den* s'indignait de l'attitude du gouvernement : « Durant ces scènes sauvages, écrivait ce journal, les autorités sont demeurées inertes ; police et armée ne sont intervenues qu'extrêmement tard, de sorte qu'aucun doute ne peut subsister : les autorités étaient d'accord avec la populace qui, sans cela, n'aurait jamais pu demeurer maîtresse de la situation durant toute une journée. Si le gouvernement l'avait voulu, ces scènes n'auraient pas eu lieu. »

Et le *Mir* disait : « S'il y a en Bulgarie des gens qui doutent encore de la participation des autorités dans les pogroms antihelléniques, qu'ils lisent les faits exposés par le journal *Bourgaski Glasse*, placé mieux que quiconque pour suivre les événements qui se sont déroulés en cette ville. Ils n'ont pas été démentis jusqu'ici, et il paraît que le gouvernement n'osera pas davantage les démentir dans l'avenir, *puisque ces faits sont connus de tout le monde dans la Bulgarie Orientale.* »

« Vainement, avait écrit la *Bourgaski Glasse*, nous avons attendu qu'après la catastrophe d'Anchialos on mette fin aux excès. Au lieu de le faire,

on n'a fait que changer de système. Au lieu d'attaquer en masse on a commencé des persécutions et des bastonnades en détail. Des groupes de malfaiteurs, sous la protection évidente de la police et des partisans du gouvernement, cernent les villages et bourgs grecs, menacent d'y mettre le feu, de massacrer et de dépouiller les Grecs. Ce système de terreur est pire que celui qui a été appliqué jusqu'à présent et achève de convaincre les Grecs qu'ils n'ont qu'une chance de salut : la fuite. »

Les bandes étaient montées sur un bateau de l'Etat pour se rendre à Anchialos. Elles avaient pillé avec l'aide de soldats et d'agents de police, sous les yeux du sous-préfet de Pyrgos.

Le prince Ferdinand, il est vrai, traitait de « mensongère et de calomnieuse » la protestation du Patriarche Œcuménique, qui s'élevait contre ces odieuses persécutions. Mais qui oserait absoudre son gouvernement ? Est-il vraisemblable qu'une police capable de suivre un voyageur paisible comme je l'étais n'ait pas été à même de connaître des projets que l'on votait par acclamations dans des meetings ? Les pillages, les incendies, les massacres ne se sont pas déroulés d'une manière foudroyante, préparés par des conspirateurs silencieux et sombres. Non, tout a été consommé sur un plan méthodique dont on avait discuté publiquement tous les détails. Les pogroms n'ont pas cessé pendant un mois. Les autorités, au surplus, avaient été prévenues deux jours avant les troubles, par les représentants des communautés helléniques qui s'attendaient à être attaquées et par des agents consulaires.

Un collaborateur des *Hamburger Nachriten*, qui visitait la Bulgarie, rendait ainsi compte de la situation : « J'ai sous les yeux deux proclamations, circulant de mains en mains, et une grande affiche

qui se détache sur le mur d'une ignoble auberge. Voici ce qu'on y lit : « Il est rigoureusement interdit de parler la langue phanariote, dans le jardin, au restaurant, au café ou dans la rue. Tel est l'ordre du peuple. Turcs, Arméniens, Israélites et autres ! Rangez-vous du côté de ceux qui boycottent les Grecs ; conformez-vous à la volonté du peuple. Les récalcitrants sont châtiés sans merci et poursuivis... En vertu d'une décision du comité révolutionnaire, il est fait appel aux frères bulgares pour qu'après la prise de possession des églises et des écoles grecques, tout ce qui est grec soit boycotté. »

La preuve décisive que le gouvernement fut le complice, quelques-uns ont dit : l'instigateur des criminels, c'est qu'il donne l'estampille officielle à leurs méfaits ; il a profité de leurs vols, il a retenu les églises et les écoles grecques confisquées pour en doter l'Exarchat, foulant ainsi aux pieds l'article V du traité de Berlin, qui garantissait la liberté et la pratique extérieure du culte aux étrangers.

— Devant de pareils faits, s'écriait M. Denys Cochin, je crois qu'il serait de notre devoir, du devoir de la France, protectrice des opprimés, ayant le droit de parler en Orient, de faire savoir au gouvernement bulgare, qui, dans cette circonstance, a été *complice*, car il s'agit de villes de garnison où les préfets et les commandants de troupes avaient été prévenus, de faire savoir que *ce n'est pas pour de pareils actes que cette nationalité a été détachée de l'empire turc*, qu'elle l'a été par les puissances dans un but de progrès et de civilisation, et que de semblables procédés ne peuvent être approuvés par les nations civilisées. »

— Une race unique doit dominer dans les Balkans, la race bulgare, écrivait la *Vetcherna-Posta* de Sofia, en décembre 1904. Pour cela l'Hellénisme

de la Macédoine et de la Roumélie Orientale doit être anéanti et exterminé... La catastrophe de l'Hellénisme doit être un article de foi pour les Bulgares... La lutte contre l'Hellénisme devra commencer dans son berceau même... Bulgares, n'oubliez pas votre devoir. »

Les Bulgares ont entendu cette voix patriotique, et ils ont chassé les Grecs de Bourgas, d'Anchialos, de Philippopoli, de Varna, de Sténimachos, de Roustchouk, etc.

Les « horreurs bulgares » ont fait perdre à l'Hellénisme plus de vingt millions. Et c'est encore et toujours la petite et pauvre Grèce qui vient en aide à ses enfants malheureux.

Ne s'est-il pas rencontré sur le territoire de la Principauté des consciences droites pour flétrir ces hideux comitadjis de la Macédoine et de la Roumélie Orientale ?

La Nouvelle Epoque s'exprimait ainsi sur les hommes de l'Organisation intérieure :

« Les plus intelligents d'entre eux ont pu acquérir de belles maisons à Sofia au prix de 20 à 30.000 francs et obtenir des places d'employés avec des salaires de 200 à 250 francs par mois, tandis qu'auparavant, ils n'étaient que simples cordonniers. Que ne s'est-il pas fait au nom de l' « Œuvre sacrée » et que ne fera-t-on pas encore ? Malheur aux veuves et aux orphelins (de Macédoine) qui, nu-pieds et mourant de faim attendent des secours qui ne viennent de nulle part. Plaignez ceux qui ont été tués, blessés ou jetés dans les prisons turques croyant avoir servi un idéal purement national... Si la population rurale macédonienne savait ce qui se passe à Sofia, si quelqu'un lui expliquait le désintéressement de quelques-uns des archi-comitadjis, elle aurait mis en pièces les voïvodes avec tous ceux qui la trompent. Mais cette population est infortunée, ils l'égarent en lui disant que

l'armée bulgare avec ses officiers accourra les secourir et les délivrer, alors qu'ils tuent tous ces officiers comme des moutons et les anéantissent en des embuscades. Ils disent et écrivent qu'ils sont internationalistes, en réalité, ils n'ont d'autre souci que de recevoir les dons de la nation. Mais c'est un commerce déshonnête. Le gouvernement doit mettre fin à tous ces maux qui pèsent sur le peuple bulgare. »

Le journal *La Bulgarie*, organe des zankovistes menait une campagne tenace contre « la politique des bandes qui doit être définitivement laissée de côté ».

M. Danef, ex-président du conseil des ministres me disait à moi-même, lors de la visite que je lui faisais en décembre 1905 : « Oui, nous nous sommes trompés, nous avons suivi jusqu'ici de mauvais sentiers. Que voulez-vous ? Pendant vingt ans nous avons cru que la Macédoine était une province bulgare. Lorsque nous avons senti des résistances, nous avons vu rouge, nous avons perdu la tête. Et nos comités, mal guidés, mal inspirés, ont commis des crimes monstrueux. »

Après les troubles de la Roumélie Orientale, le *Mir*, organe du parti national, s'exprimait sévèrement sur le compte des incendiaires. C'est un devoir patriotique que de protester énergiquement contre les violences dont les Grecs, sujets bulgares, ont été les victimes. Et cela d'autant plus que la Bulgarie a besoin de la sympathie des nations civilisées. *Les Grecs de Bulgarie ne sont, du reste, aucunement responsables de l'action des bandes gréco-macédoniennes en Macédoine.* C'est bien plutôt la Turquie qui serait responsable, la Turquie qui supporte ces bandes, ou le gouvernement d'Athènes qui ne prend pas des mesures suffisantes pour garder ses frontières ou enfin le *gouvernement bulgare lui-même qui, par ses fautes,*

a armé le monde entier contre notre nation... En rejetant sur les Grecs une responsabilité qu'ils ne doivent pas porter, *nous ressemblons aux Turcs qui, ne pouvant punir les insurgés, brûlent les maisons et violent les femmes des Bulgares...* N'est-il pas funeste pour nous, après 25 ans d'indépendance, de nous conduire aux yeux du monde civilisé comme des Turcs ? »

Et *La Bulgarie* s'écriait : « Le gouvernement, d'un cœur léger, a permis la destruction complète d'une ville entière de la Bulgarie. Nous avons honte et *nous rougissons d'être Bulgares* ! Quelles que soient les circonstances atténuantes, *cet événement entachera le nom bulgare et notre histoire.* Le gouvernement actuel est seul responsable du triste sort d'Anchialos, car, *à la suite d'une fatale décision de ce gouvernement*, cette bourgade a été choisie pour servir comme un des points où devait se jouer cette tragédie de dévastations qu'on préparait. Le plan a été exécuté avec tant de rudesse que les désirs mêmes des véritables auteurs *héroïques* de ce drame ont peut-être été dépassés, auteurs qui ne se trouvaient pas à Anchialos, mais la plupart à Sofia, ou même de l'autre côté de nos frontières, et qui se trouvent aujourd'hui tous ici, car ce sont nos gouvernants eux-mêmes... »

Un diplomate qui connaît à fond le monde politique bulgare pour l'avoir approché et étudié m'a mis en garde contre ces critiques formulées par l'opposition. « Ne vous y fiez pas trop, m'a-t-il conseillé ; les mêmes hommes qui condamnent les comitadjis seront les premiers à les soutenir quand ils reviendront au pouvoir. Danef lui-même... » Mais je n'ai pas à disséquer les mobiles de ce chef de parti, je recueille sa parole, je la note, et je la transmets à mon lecteur. Tant pis pour lui s'il n'est pas sincère ! Honneur à lui s'il a le courage de résister aux bas instincts de la populace !

M. Max Choublier, parlant des débuts du prince Ferdinand de Saxe-Cobourg-Gotha, écrivait dans son livre *La Question d'Orient*, les lignes suivantes :

« Ses ministres l'aidèrent efficacement à affermir sa puissance, ils recoururent trop souvent, il est vrai, à des mesures d'une telle violence qu'elles eussent soulevé contre eux l'opinion publique dans tout pays plus civilisé, mais *ils étaient d'une race dont le sang restait un peu barbare, et dont l'énergie s'accompagnait facilement de cruauté* ; ils employaient contre leurs adversaires les moyens que ceux-ci eussent voulu employer contre eux-mêmes. Le premier ministre du prince Alexandre, M. Stambouloff arriva par l'oppression et par la tyrannie à obtenir l'unité. Il mata ses compatriotes indisciplinés par une règle sévère, il leur imposa un gouvernement régulier qui fonctionna à peu près normalement quoiqu'il fût souvent peu soucieux du droit des gens. »

Les hommes d'Etat de la Principauté n'ont pas changé de méthode. Ils affectionnent la « manière forte ». Ils ne gouvernent qu'à coups de matraque, c'est ce qu'on a appelé « l'énergie bulgare ». Par malheur, les procédés draconiens entassent des haines, on se fait craindre, mais on se fait abhorrer. Et un beau jour, les colères sifflent aux oreilles des ministres sous la forme de balles. C'est Beltchef qui est assassiné, puis l'agent diplomatique à Constantinople, Boulkovitch, puis Stambouloff, et hier c'était le président du conseil Petkof. Ce n'est pas le citoyen que l'on dresse, c'est la brute. Le Bulgare reçoit une éducation détestable, il n'apprend qu'à tuer, tuer, tuer sans cesse. Lui qui se présentait devant l'Europe *passionnée d'idéal* comme un redresseur de torts, un libérateur d'esclaves, un Don Quichotte, n'a pas tardé à se révéler comme un égorgeur, un bourreau ; et

il a perdu tout le terrain qu'il avait gagné sur ses rivaux. En 1902 et en 1903, il avait monté la pièce de l'Insurrection avec tant d'art que le mot *Macédonien* était synonyme pour nous de *Bulgare*. C'était un tour de prestidigitateur fort remarquable. Les comitadjis ne s'en contentèrent pas, ils voulurent *mater* les Grecs et les Serbes qui n'acceptaient pas leurs bienfaits. Les victimes, d'abord, gémirent et supplièrent. Qu'importaient leurs lamentations ! elles n'empêchaient pas le bulgarisme de soumettre les vilayets rouméliotes à sa domination brutale. Mais les agneaux devinrent enragés, ils se mirent à mordre les bouchers inexorables. Et la Macédoine vit apparaître les Antartes et les partisans serbes qui firent reculer et disparaître les fameux voïvodes-héros. L'Europe était aussi instruite des rivalités de races qui déchirent les chrétiens de la Turquie d'Europe. Il apparut avec netteté qu'au-dessus des réclamations humanitaires des Bulgares, il y avait des désirs de conquête et de spoliation. Il devint manifeste que le problème macédonien ne pouvait pas se résoudre par l'autonomie, que celle-ci n'était pas le but, mais devait être un échelon pour les comités révolutionnaires. L'action patiente et habile de la propagande bulgare de vingt années était détruite ou tout au moins compromise par la « manière forte » des comitadjis. Les bulgarisants eux-mêmes des vilayets rouméliotes ont salué avec joie l'entrée en scène des bandes grecques et serbes, car cette diversion leur permettait de respirer. Pressurés, pillés, dépouillés, tracassés et violentés par leurs « frères » de Sofia, comme ils ne l'avaient jamais été par les beys et les bachi-bouzouks, ils finissaient par maudire la « patrie libre » pour baiser les chaînes de l'esclavage. Les Carassouli, les Mitro Vlacho, les Groueff et les Apostol, les Sandanski, les Tchernopéef, les Yovan

Sarafoff sont plus détestés sur les rives du Vardar que n'importe quel vali, mutessarif ou caïmakam. Ils ont imposé le bulgarisme, mais ils ne l'ont pas fait aimer. A la première occasion, toutes les rancœurs débordent, et les martyrs se vengent.

Les fautes commises par les comitadjis de Macédoine ne suffisaient pas à la gloire du bulgarisme, il a tenu à enrichir la série des « erreurs » de la Roumélie Orientale. M. Petkof était, à n'en pas douter, au courant de tout ce qui se tramait contre les communautés grecques de Philippopoli, d'Anchialos, etc., il pensait que les « manifestations populaires » lui fourniraient l'occasion de dire à l'Europe : « Voyez, c'est la nation tout entière qui se dresse et exige le retour à l'Etat des églises et des écoles patriarchistes. Je les prends, pour éviter de plus grandes calamités. D'autre part, vous savez maintenant ce que peut l'exaspération de cette foule qui apprend quotidiennement que les bandes grecques massacrent les exarchistes à deux pas de la frontière. Elle vous dicte votre devoir. Vous demanderez à la Porte de poursuivre avec plus de vigueur les Antartes. » Tout cela était machiné d'avance. Mais M. Petkof a été dépassé par ses séides. Ceux-ci ne se sont pas bornés à crier fort et à s'emparer des monuments grecs. Ils ont brûlé des villes entières. Ils ont réduit à la misère et au désespoir des milliers d'êtres inoffensifs. Et une tache rouge est restée sur le front de ce sous-Stambouloff. Il a réalisé une partie de son programme, puisqu'il a usurpé au profit de l'Etat tous les établissements religieux et scolaires édifiés par les communautés helléniques, mais il a déshonoré la Principauté.

Le prince Ferdinand a beau ergoter dans ses entretiens avec les agents des puissances, les faits sont là, accablants, ineffaçables. Ses ministres ont fourbi des armes aux Serbes et aux Grecs qui

seront plus autorisés que jamais à repousser toute idée d'autonomie macédonienne.

Lord Salisbury s'était constitué l'avocat des Grecs au Congrès de Berlin. Après s'être opposé à la création d'une Grande Bulgarie qui engloberait « dans la majorité dominante slave une masse considérable de populations qui sont grecques de race et de sympathies », avait demandé que l'on assurât aux minorités ethniques le respect de certains droits et privilèges.

— Les Grecs, disait-il dans la séance du 17 juillet 1878, craignent, avec raison, l'asservissement de leur église, la suppression de leur langue, l'absorption graduelle et la disparition de leur race, si leurs rivaux obtiennent une situation prépondérante. Ces points ont pour eux une signification capitale et leur sort dépend de la forme que le Congrès donnera aux dispositions à adopter pour la protection des chrétiens et la consolidation de l'ordre et de la sécurité dans les provinces de la Turquie d'Europe. » Le Congrès se rangeant de l'avis du plénipotentiaire anglais réserva en Bulgarie, et plus expressément encore en Roumélie Orientale l'autonomie complète des communautés grecques. Le statut organique de cette province, élaboré par une Commission européenne en vertu de l'article 18 du traité de Berlin, dispose que les Grecs jouiront de la liberté individuelle (art. 30, § I), de l'inviolabilité du domicile de toute personne habitant la Roumélie Orientale (art. 33), de la liberté de la parole, de l'enseignement et de la presse (art. 38, 39 et 40), de l'inviolabilité de la propriété (art. 36). La défense de confisquer la propriété est prévue par les articles 34, 35 et 36. L'article 24, paragraphes 1 et 2, précise d'une manière plus expressive encore l'égalité entre les différentes nationalités : « Les indigènes de la Roumélie Orientale, sans distinction de races et de

croyances religieuses, jouissent des mêmes droits. Les emplois, honneurs et fonctions publics leur sont également accessibles, suivant leurs aptitudes, leur mérite et leur capacité. » Bien plus, l'article 22 fixe le principe d'égalité en ce qui concerne l'emploi des langues des diverses nationalités : « Les principales langues du pays, dit cet article, le turc, le bulgare et le grec, sont employées dans la province par les autorités et par les particuliers, dans leurs relations avec les autorités, selon les règles suivantes... Les lois destinées à être promulguées dans la province, les ordonnances, circulaires et publications du secrétaire général et des directeurs généraux, intéressant toute la province, sont rédigés en langue turque, bulgare et grecque. Devant les tribunaux, les particuliers ont le droit de se servir de l'une des trois langues principales à leur choix. » Et lorsqu'on proposa de garantir la « pleine et entière exécution du traité de Berlin, en lui donnant un caractère obligatoire, engageant la responsabilité des parties contractantes, les plénipotentiaires de toutes les puissances furent d'accord pour consacrer les droits et les devoirs d'intervention des parties contractantes. Le prince de Bismark intervint pour déclarer que « la totalité des obligations consignées dans le traité futur formerait un ensemble dont les puissances devraient surveiller l'exécution par leurs représentants à Constantinople ». Il ne pensait pas, ajoutait-il, que le Congrès pût à l'avance « paraître supposer que des résolutions prises solennellement par toute l'Europe ne seraient pas exécutées... »

Eh bien, toutes les décisions du Congrès de Berlin ont été foulées aux pieds par les Bulgares. De sorte que les représentants du roi Georges et le Patriarche Œcuménique seront fondés à réclamer pour la Macédoine, non plus des garanties

morales, mais une situation *de fait* bien définie pour les uns et les autres. Ce qui est plus grave, c'est que les Bulgares, irrespectueux d'un traité qui seul, pourtant, leur donna la vie, n'auront aucune qualité pour rappeler aux Turcs leurs engagements. Un homme d'Etat de Constantinople a déjà dit avec à-propos : « Chaque fois que les puissances parleront de l'article 23 du traité de Berlin, nous aurons le droit de leur jeter à la tête les articles 5 et 20 de ce même traité, qu'elles laissent violer par les Bulgares sans prendre les mesures nécessaires pour défendre les biens et les personnes des minorités qu'elles ont prises cependant sous leur protection spéciale. »

Les Bulgares ne peuvent plus foudroyer les Turcs de leurs anathèmes. Ils sont allés aussi loin dans la persécution que les Kurdes d'Arménie et les bachi-bouzouks de Roumélie.

Aussi leur étoile s'est-elle presque éclipsée. L'Idole ne compte plus que de rares adorateurs : elle a commencé à glisser du piédestal où notre ignorance l'avait hissée en 1903. Encore une secousse, comme celle que lui ont imprimée les événements d'Anchialos, et elle tombera en poussière, dans la boue, dans la honte, dans la réprobation universelle.

Je suppose que les hommes politiques de Sofia ont lu attentivement le discours prononcé à la Chambre des députés, le 11 décembre 1906, par M. Denys Cochin ; ils ont pu remarquer que pas un seul membre du Parlement, ni de droite ni de gauche, ne se sentit le courage de prendre la défense des brigands de la Roumélie Orientale. Il y a des silences qui sont plus éloquents que les discours les plus tonitruants. Et cependant, M. Denys Cochin n'est pas hostile à la nation bulgare. On le vit dans les meetings, à côté de Jaurès et de Pressensé, dénonçant les horreurs turques de Macé-

doine. Nous avions reçu à bras ouverts, dans les salles de rédaction, tous ces chefs de bandes qui avaient levé l'étendard de la révolte. Nous ne sommes pas anti-bulgares. Nous ne le serons jamais, nous ne sommes même pas anti-turcs. Nous respectons toutes les nationalités. Mais nous sommes les adversaires déterminés de tous les tyrans, qu'ils soient Turcs, Anglais, Russes ou même Français.

Certes, le peuple bulgare ne doit pas supporter tout le poids des forfaits perpétrés par les comitadjis. Non, car il a des qualités et des vertus qu'il est juste de reconnaître. Il est laborieux, paisible, modeste, patient, honnête, sobre et courageux. Bien guidé, sagement gouverné, il sera une force dans les Balkans. M. Henry Houssaye, de l'Académie Française, disait un jour, s'étonnant des progrès du philobulgarisme : « J'ai beau chercher, je ne puis découvrir ce que le monde doit aux Bulgares. » Nous ne devons rien aux Bulgares, dans le domaine de la pensée ou de l'art, mais ceci ne peut nous inciter à leur être hostiles ou désagréables. Ils appartiennent à la grande famille humaine. Et ils ont été courbés sous le joug de l'Islam pendant des siècles ; ils ont le prestige du malheur. Nous ne saurions leur refuser notre estime et notre amitié. Nous formons des vœux très sincères pour qu'ils quittent les sentiers du crime, et qu'ils apprennent au plus vite que répandre le sang, incendier, piller, supplicier ne sont pas le propre de notre époque. Il est urgent qu'ils abandonnent l'idée de jouer le rôle d'une Prusse balkanique ; ils ne sont pas taillés pour une action aussi vaste. Ils sont trop jeunes. Ils ont besoin de grandir, de se développer et de mûrir. Et puis, qu'ils n'oublient pas qu'ils doivent leur existence à des principes de justice et d'humanité. S'ils s'avisent de marcher sur les traces de leurs oppresseurs, ils ne

retrouveront plus leurs protecteurs d'autrefois. Ils seront abandonnés à leurs propres forces. Et ils seront vaincus, car ils ne peuvent rien, absolument rien, sans l'aide généreuse de l'Europe. La France, en tout cas, rougirait de favoriser des entreprises criminelles. Victime elle-même d'une grande iniquité, elle ne saurait être du côté du plus fort ; elle épousera la cause de celui qui aura raison, de celui qui aura pour soi le Droit, fût-il le plus faible.

L'HELLÉNISME

Décidément, c'est une tâche ardue que d'écrire l'histoire, non seulement des événements passés, mais encore des événements présents.

Le *Temps*, au cours d'une enquête entreprise sur la Macédoine, *à Paris*, dans les milieux diplomatiques, avait mis sous les yeux de ses lecteurs les thèses qui lui avaient été exposées, avec chiffres à l'appui, par les ministres de Grèce, de Roumanie, de Serbie et par l'*Agent diplomatique* (1) de Bulgarie, accrédités auprès du gouvernement français. M. G. Villiers, l'enquêteur, aura été bien embarrassé, je pense, pour formuler une conclusion conforme à la vérité ! Sur quoi se baserait-il pour fixer un choix judicieux entre les déclarations violemment contradictoires qu'il a recueillies ? Etant dans l'obligation d'être strictement im-

---

(1) Le *Temps* donne à tort à M. Zolotovitz le titre de Ministre. La Bulgarie est représentée au dehors par des agents diplomatiques et des agents commerciaux.

partial, il n'a pu que constater une fois de plus — ce que nul n'ignore — la diversité des propagandes qui bouleversent la Macédoine. Mais il était impuissant à dégager la sincérité des uns et l'erreur des autres. Pour se former un jugement sûr et définitif, il eût dû se rendre là-bas, sur les lieux du litige, interroger l'habitant, celui-là même que chacun se dispute et revendique comme sien.

Cependant, à suivre de près le réquisitoire de M. Lubomir Zolotovitz, représentant du prince Ferdinand, M. Georges Villiers aura remarqué qu'il y a dans l'âme bulgare beaucoup trop d'âpreté. M. Zolotovitz est trop agressif pour n'être pas un peu dans son tort. Que si j'interroge, selon le désir de ce diplomate, « ceux qui, sans aliéner leur liberté entre les mains des autorités turques, ont depuis deux ans, fait en Macédoine des enquêtes dignes de ce nom », en un mot, si je fais appel à mon propre témoignage, eh bien, je découvre dans la thèse bulgare un amas d'inexactitudes et de fausses interprétations.

M. Zolotovitz a le don d'observation. C'est pourquoi il a constaté que les Français sont très mal informés sur les choses de l'extérieur. Et il ne se gêne pas pour rééditer et prendre à son compte cette audacieuse affirmation, que « c'est à la suppression des Bulgares comme race que l'on travaille ». Le lecteur sait, au contraire, que tous les efforts sont tendus vers l'extermination des Hellènes et des Serbes et vers la bulgarisation des plaines du Vardar. Il sait que ce sont les Bulgares qui poursuivent les Grecs d'une haine atroce. Cette haine est-elle justifiée ? Les Bulgares peuvent-ils plaider « les circonstances atténuantes » ? C'est possible. Mais l'essentiel, pour le moment, est d'être exact. M. Zolotovitz eût été rudement embarrassé si M. G. Villiers lui eût posé cette simple

question : « Citez-moi les Bulgares qui ont été tués, en Macédoine ou en Thrace, par les Grecs, pendant les années qui ont précédé la mort de Mélas ? Citez-moi les attentats commis par les patriarchistes sur les personnes et les biens des exarchistes ? » Tandis que la liste est longue des victimes orthodoxes qui sont tombées — avant la fin de 1904 — sous le poignard ou la hache des comitadjis. Dans l'ensemble des trois vilayets il y en a plus de mille. Les noms, les dates, tous les détails ont été publiés... D'ailleurs l'hellénisme n'avait pas à lutter pour occuper une place qu'il occupe depuis des siècles, mais plutôt à défendre ses positions contre les convoitises de ses adversaires.

M. Zolotovitz s'attarda avec complaisance sur l'accord qui aurait été conclu secrètement entre Turcs et Grecs pour anéantir le bulgarisme. MM. Victor Bérard et de Pressensé avaient été, en France, les propagateurs de cette nouvelle : que les Palikari flattaient le bourreau. Où avaient-ils découvert la trame de cette noire intrigue ? Une alliance gréco-turque dirigée contre des chrétiens ? Ce serait singulièrement paradoxal pour tous ceux qui connaissent l'histoire. Et nous sommes nombreux qui avons admiré les héros de l'Indépendance et des insurrections crétoises. Tous ceux qui ont l'amour, la passion des choses grecques, doivent être soucieux de rechercher la vérité. Il s'agit d'un vaillant petit peuple qui nous est cher à mille titres, d'un peuple qu'il est de tradition constante, sous la troisième République, de protéger, et qui nous aime.

En ce qui me concerne, je le dis nettement, je *n'ai pas été dupe des accusateurs perfides qui sont embusqués dans tous les coins de la Macédoine pour happer au passage le journaliste curieux et le gagner au mishellénisme.*

Je sais où l'on puise les renseignements tendancieux. Je connais les officines où on fabrique les fausses nouvelles de toutes pièces, et je les connais pour les avoir visitées moi-même, tout comme bon nombre d'Européens qui sont allés à Salonique. Seulement, je m'étais mis en garde ; je m'étais juré d'entendre tout le monde mais de n'écouter personne. Dès les premières pages de ce livre, j'écrivais que je ne parlerais de certaines imputations et de certaines doctrines, qu'après les avoir contrôlées aux sources les plus pures. Par un vigoureux effort de ma volonté, j'avais chassé de mon esprit tout ce que j'avais appris sur les contrées que je devais visiter. Le lecteur a vu avec quelle impartialité j'ai interrogé tous les intéressés. J'ai reproduit tous les avis, transmis toutes les récriminations. Hilmi-Pacha lui-même, l'homme de confiance du Sultan, a reçu l'hospitalité la plus large dans « ces enquêtes » et a pu y *étaler* l'éloge du régime hamidien. Je ne me suis pas contenté de recueillir l'opinion des personnages officiels les plus notoires. J'ai la bonne fortune de posséder assez le grec moderne, langue qui est parlée à peu près dans tous les districts de Salonique et de Monastir. Cela m'a permis d'approcher la foule, de sonder l'âme du peuple. Je me suis rendu au village, sans escorte, et j'ai surpris l'habitant dans son champ et dans sa maison. J'ai causé avec lui librement. Je lui ai demandé ce qu'il est, ce qu'il veut. Quand il apprit que j'étais Français, ami des humbles et des opprimés, il m'ouvrit son cœur. Il me confia ses vœux intimes et ses espérances lointaines. J'ai vu des vieillards pleurer toutes les larmes de leurs corps, tandis qu'ils me faisaient leurs douloureuses confidences. Et j'ai découvert une toute autre Macédoine que celle qui nous a été dépeinte par des écrivains superficiels pressés de conclure, une

Macédoine que des « compétences » ignorent totalement.

Une entente gréco-turque ? jamais elle n'exista en Macédoine. C'est à Smyrne que j'eus la première fois l'impression qu'on nous avait trompés. L'incident du temettu avait entamé ma croyance en l'existence de cet accord. J'ai vu dans la suite que la Turquie persécute indifféremment Grecs, Serbes, Bulgares. Hilmi-Pacha me disait : « Le gouvernement turc est impartial. Nous tenons la balance égale entre toutes les races, entre toutes les communautés. » Hilmi-Pacha mentait. Soyons poli : disons qu'il se fait illusion sur les sentiments qui le guident. L'impartialité des Turcs consiste à taper aveuglément sur tous les chrétiens, quels qu'ils soient. « Ils tiennent la balance égale entre toutes les races ? » Cela signifie qu'ils tiennent la balance égale entre les coups dont ils gratifient les giaours. Cela signifie que, si les chrétiens se dévorent entre eux, la Turquie ne se dérange pas pour mettre de l'ordre. Elle ne mobilise ses troupes et sa police que pour secourir les enfants de Mahomet contre l'ennemi. Et l'ennemi, c'est tout ce qui n'est pas musulman. Voilà pourquoi les bandes peuvent opérer à leur aise et sont insaisissables. J'irai plus loin. Depuis 1897, le Sultan honore les Grecs d'une haine toute spéciale. Il ne laisse échapper aucune occasion pour leur faire sentir sa main pesante. J'affirme, sans craindre un démenti, que Hilmi-Pacha a reçu des instructions pour favoriser la propagande roumaine dont le but est de détacher les Koutzo-Valaques de l'Hellénisme. Comment les Grecs, alliés et complices des Turcs, ont-ils le cynisme de réclamer en Europe l'annexion de la Crète à leur royaume ? Il est pour le moins étrange que deux peuples amis, deux compères, se déchirent à belles dents et se combattent à outrance, sans merci, sur tous les

points où ils sont en contact. S'il y avait eu partie liée entre le Sultan et le roi Georges, l'incident de Smyrne n'eût jamais surgi, les bandes bulgares n'auraient pas eu toute licence pour exterminer les patriarchistes, le roumanisme n'aurait pas été installé en Macédoine et en Epire, et le prince Georges ne serait pas allé de capitale en capitale afficher son dégoût pour la suzeraineté d'Abd-Ul-Hamid. Les arguments de fait, les preuves fournies par M. Zolotovitz, pour étayer son accusation, sont extrêmement fragiles et s'évanouissent au moindre examen.

Le prince Christophor, nous informe-t-il, a visité Constantinople. Eh bien, après ? Le grave et sûr indice que voilà d'une complicité gréco-hamidienne ! Mais, M. Zolotovitz, le prince était un adolescent, vous le savez. Il n'avait aucun caractère officiel, il n'était revêtu d'aucune autorité diplomatique, aucune mission ne lui avait été confiée. Il traverse Stamboul, comme d'autres l'ont fait, le font et le feront, mais il est tout naturel, il est même obligatoire qu'il remplisse un devoir d'élémentaire politesse en présentant ses respects au maître, au souverain du pays où il passe. Pour un diplomate, Monsieur Zolotovitz, permettez-moi de vous dire que vous êtes imprudent. Vous tirez de l'oubli d'autres voyages, d'autres visites autrement suggestifs et compromettants. Il m'est pénible de vous rappeler que le prince Ferdinand fit plusieurs apparitions sur les rives du Bosphore. Et dans quel appareil ? Ne fut-il pas empressé à coiffer le kalpak turc — quelques-uns disent le fez, oui, le fez écarlate, le fez symbolique — pour avoir l'honneur de faire agréer ses hommages au suzerain d'Yldiz-Kiosk ? Il endossa un uniforme orné des aiguillettes d'aide de camp de Sa Majesté Impériale Abd-Ul-Hamid. Et cela, à quelle époque ? Au lendemain des massacres d'Arménie. Et les fré-

quentes démarches de M. Natchevitch, qui sollicitait une entente avec la Sublime Porte ? La presse de Sofia a maintes fois, et avec une insistance fort caractéristique, préconisé une politique de rapprochement avec la Turquie. Je ne remonterai pas jusqu'aux démonstrations amicales que prodigua au Sultan feu le dictateur Stambouloff. Est-ce à dire que je blâme en tout ceci la diplomatie bulgare ? Loin de là ma pensée. J'estime que, puisqu'il y a une Turquie qui traite et négocie avec toutes les puissances du monde, puisqu'il y a à Constantinople des ambassadeurs européens, j'estime que c'est le droit et même le devoir pour les gouvernements balkaniques d'entretenir avec le Sultan les relations les meilleures et les plus... profitables. En politique, hélas ! chacun doit rechercher les combinaisons les plus avantageuses.

Au moment où l'insurrection battait son plein dans les trois vilayets de Roumélie, Abd-Ul-Hamid, nous renseigne encore M. Zolotovitz, envoya une mission à Athènes, chargée de décorations et de cadeaux à l'adresse du roi Georges et de la famille royale de Grèce. Mais il oublie — est-ce un oubli ? — d'ajouter que l'envoi de cette ambassade succédait à la signature d'un traité de commerce, et qu'il est d'un usage constant que des décorations soient échangées en de pareilles circonstances entre deux chancelleries qui n'ont pas d'autre moyen de se féliciter l'une l'autre d'avoir mené à bien de délicates négociations. M. Loubet lui-même a reçu les grands cordons turcs avec beaucoup de diamants, j'imagine, et le Sultan lui envoya maintes fois de superbes chevaux. Je serais très surpris que le prince Ferdinand eût repoussé d'un geste de dédain les insignes de l'Osmanieh ou du Medjidieh. Ce sont amabilités courantes et quotidiennes. Le roi Pierre de Serbie a été décoré par le Sultan de l'ordre du Ni-

cham Iftikhar en brillants. Les princes Georges et Alexandre ont reçu l'ordre de l'Osmanieh également en brillants. Est-il venu à la pensée de quelqu'un d'écrire que la Serbie est devenue l'amie complaisante d'Abd-Ul-Hamid ? Tous les chefs d'Etat, tous les ministres ont été décorés par le *Sultan rouge*. Allons, M. Zolotovitz, montrez-nous votre boutonnière. Y a-t-il du vert ? Y a-t-il du rouge ? Si vous portez les couleurs ottomanes, je vous livre au mépris public. Quant à l'incident Calerghis, il établit lumineusement tout le contraire de ce qu'entend établir M. Zolotovitz. M. Calerghis était consul de Grèce à Monastir ; je l'ai connu : tous ses collègues se plaisaient à vanter son intelligence, sa distinction et sa courtoisie. M. Calerghis connaît les Turcs pour les avoir vus de très près à Constantinople. Il estimait que les Grecs ne seraient défendus efficacement contre les poignards bulgares que par leurs propres armes et par leurs propres bras. Il encouragea donc en secret, *paraît-il*, la formation des bandes gréco-macédoniennes. Mais une lettre fut interceptée et remise aux autorités ottomanes, lettre qui dévoilait son action. Aussitôt, la Porte engagea avec le cabinet Théotokis une conversation dénuée de toute aménité. Elle exigea sur-le-champ le rappel du consul de Monastir, et celui-ci n'est plus retourné à Monastir. La conclusion à tirer, quelle est-elle ? C'est que la Turquie était mécontente du mouvement gréco-macédonien qui aggravait l'anarchie dans les provinces à réformer.

L'agent diplomatique de Bulgarie s'indigna que les Grecs aient osé organiser la sauvegarde de leurs intérêts. Il eût préféré, certes, que les agneaux tendissent le cou, dociles et ingénus, aux couteaux des comitadjis. La bulgarisation de la Macédoine serait une entreprise moins périlleuse et plus sûre.

— L'accord entre Turcs et Grecs, poursuivait M. Zolotovitz, se manifeste sous une forme nouvelle : je veux parler des bandes grecques... Quand, par hasard, les autorités turques, se trouvant en face d'elles, ne peuvent sans scandale les laisser faire, l'arrestation est de pure forme et l'élargissement ne tarde guère.

Pour ma part, je suis nettement hostile à la formation de toutes bandes, de quelque propagande qu'elles se réclament. Je ne serai jamais pour la force. Je pense qu'en Macédoine, comme en Thrace, ou en Epire, ou ailleurs, il convient de laisser évoluer les nationalités jusqu'à ce qu'elles aient réellement conscience de leurs droits et de leurs aspirations. C'est pourquoi j'ai combattu avec âpreté, ne lui faisant grâce d'aucune lâcheté, l'odieux système de l'Organisation intérieure. Je ne puis admettre qu'on mutile des vieillards, des femmes et des enfants pour assurer le succès d'une propagande, fût-elle dix fois chrétienne. Quelle autorité pourrais-je avoir pour condamner les Turcs, lorsqu'ils s'amusent à violer les femmes des giaours, ou à les éventrer, ou à les dépecer ?

Malgré toutes les « horreurs » dont l'Hellénisme a eu à souffrir, victime à la fois du pangermanisme, du panslavisme et du bulgarisme, j'ai toujours été d'avis qu'il confiât le sort de ses communautés aux puissances libérales, à l'Angleterre, à la France, à l'Italie. J'ai pensé que le gouvernement grec agirait sagement s'il allégeait le lourd fardeau des réformateurs européens. Et dans une correspondance que j'adressais à *La Lanterne* (1) à la date du 23 novembre 1904, je me permettais de conseiller au ministère Théotokis de faire un plus long crédit aux bonnes intentions de Hilmi-Pacha et des agents civils.

(1) La *Lanterne*, du 4 décembre 1904.

Oui, mais les suppliciés de l'Inquisition exarchiste s'entassaient effroyablement sans que ni l'Europe, ni la Turquie parussent capables d'arrêter la danse des poignards. Il semblait de plus en plus que les appels déchirants des martyrs patriarchistes ne troubleraient pas les cœurs des diplomates. Ceux-ci se dégageaient de toute responsabilité et de toute initiative sur le général Degiorgis qui, à son tour, déclarait n'être qu'un réorganisateur technique de la gendarmerie. D'un autre côté, la Porte se plaignait des complaisances qui étaient prodiguées aux révolutionnaires bulgares par le gouvernement de Sofia et par la plupart des officiers des missions étrangères. « Mais, s'empressait-elle d'affirmer, prenez patience, nous sommes en train de traquer les bandits, nous allons les prendre et l'Hellénisme ne sera plus inquiété. » Par malheur, les bataillons turcs ont été au-dessous de leur tâche. Et l'Hellénisme râlait, agonisait.

Il y a trois ans, le terrorisme bulgare s'étendait des frontières de la Principauté jusqu'au sud de Castoria, jusqu'au mont Olympe et jusqu'à Salonique. Les comitadjis, agissant en despotes, défendaient même aux populations de parler ou de lire le grec. Ils obligeaient les femmes à changer, à supprimer tout ce qui dans leurs costumes rappelait l'hellénisme : dans la plaine de Yenidjé — berceau de la grandeur d'Alexandre — elles durent abandonner cette jolie coiffure, une sorte de béguin, qui copie le casque macédonien. A Monastir, elles étaient contraintes de déchirer toutes les broderies de leurs robes et de leurs tabliers, horribles indices des traditions grecques ! Les paysans qui se rendaient aux foires et aux marchés ne pouvaient pas s'approcher d'un Hellène, encore moins effectuer des achats dans une boutique grecque. Les prêtres fuyaient leurs parois-

ses, les instituteurs abandonnaient leurs écoles. Les Koutzo-Valaques, pour sauver leur vie et leurs biens, évitaient soigneusement d'entretenir des relations avec les *Grécomanes* qu'ils feignaient au besoin de haïr cordialement. Si quelqu'un voulait garder ses sentiments nationaux, il devait en plein hiver coucher dans les champs plutôt que d'être assassiné dans son lit. Le *rakovoditel* (1) était impitoyable. Les paysans tremblaient devant lui. C'est lorsqu'ils n'ont entrevu de salut nulle part, que les Grecs exaspérés ont décidé de prendre les armes. Qui se sentirait le courage de les blâmer ?

A la stupéfaction des agents civils d'Autriche et de Russie, de Hilmi-Pacha, des consuls et des officiers étrangers, les Antartes eurent des succès prodigieux. Ils firent reculer partout les comitadjis. Un an de contre-offensive suffit aux Grecs pour reconquérir ce qu'ils avaient perdu en douze ans de résignation et d'immobilité. Les Prussiens des Balkans étaient mis en déroute par les « bavards » d'Athènes. Les bandes de l'hellénisme s'avançaient jusqu'à Kruchevo et Tikfesch. Enhardis par leur présence, les villages qui avaient adhéré à l'Exarchat dans l'année 1903 revinrent en masse au Patriarcat. Puis leur exemple fut suivi, chose extraordinaire, par des communautés qui bulgarisaient depuis 20 et 25 ans. Il y a des districts, tel celui de Strumnitsa, où nul Antarte n'a paru, qui se détachent peu à peu des libérateurs-bourreaux de l'Organisation intérieure.

— La propagande grecque, disait tout récemment le *Standard* de Londres, a eu de très réels triomphes, et sur certains points elle a pleinement réussi. *Tout le vilayet de Monastir a été nettoyé des bandes bulgares*, et les villages qui avaient été

(1) Le rakovoditel est le chef du comité bulgare local, celui qui envoyait des chèques, des raspiski, de 5, 10, 50, 200 livres et empochait l'argent pour délivrer le pays des Turcs ?

soumis de force à l'Exarchat, au temps où les Bulgares avaient le monopole des moyens violents, ont dû maintenant faire retour au Patriarcat. Il y a peu de temps, on représentait les bandes bulgares comme évitant de parti pris toute offensive. On leur prêtait le sentiment généreux de ne pas vouloir troubler la mise à exécution du programme de Muerzteg ; elles se contentaient en même temps de perfectionner leur organisation et de préparer l'action pour l'instant propice. Mais, pour l'observateur impartial, cette inactivité des Bulgares, tout au moins dans les régions de Monastir, de Salonique et d'Uskub, est le signe, non point que les Bulgares se sont volontairement limités ou qu'ils se réorganisent, *mais qu'ils sont épuisés*. Il semble, en effet, qu'ils *ont été battus à plate couture*. »

Comment expliquer le recul du bulgarisme ?

La férocité et la rapacité des comitadjis avaient fini par faire déborder le vase. Les Bulgares eux-mêmes en avaient assez des exigences toujours croissantes et des cruautés jamais inassouvies des brigands, rois de la montagne. Ils ne prêtèrent plus leur appui aux Apostol et aux Yovan Carassouli ; ils allèrent plus loin : ils signalèrent leurs mouvements aux autorités ottomanes. Des comitadjis désertèrent les bandes pour se mettre au service de Hilmi-Pacha. En décembre 1906, un certain Yankof Stoyan dénonçait ses compagnons d'armes et provoquait l'arrestation de 50 Bulgares, affiliés aux comités. « J'ai suivi, a-t-il déclaré, les bandes de comitadjis assassins, trompé par leurs perfides promesses... C'est ainsi que j'ai parcouru les montagnes pendant un assez grand nombre d'années et que je suis devenu chef de bande. Je n'ai reculé devant aucun crime, devant aucune infamie pour servir les idées et les plans des Bulgares. Cependant, peu à peu, la lumière de la vérité a éclairé

ma pensée ; alors s'est élevé en moi le remords de ma conscience qui ne me laissait plus de repos et de sommeil. J'ai compris que j'étais un monstre sauvage, un brigand, roulant en aveugle et en inconscient dans la fange du crime... Je me suis rendu, afin de purger au moins la région de Démir-Hissar de la funeste présence des comitadjis assassins. » Il est probable que ce repentir n'était pas sincère, qu'il était dicté par des considérations moins nobles que celles qu'il exprimait dans une confession si humble. Mais il traduisait un état d'âme commun aux bandits *qui avaient peur*. Les grands meneurs de l'insurrection de 1903 avaient confié la direction du bulgarisme, en rentrant à Sofia, à des gens de sac et de corde qui avaient un goût très prononcé pour les pillages et les assassinats rémunérateurs, mais ne se souciaient guère de se sacrifier, de se battre front contre front, poignard contre poignard, pour une Idée, pour un Drapeau. Ils coupèrent des têtes par centaines, tant qu'il s'agissait de s'en prendre à des êtres désarmés, mais dès qu'il leur fallut engager un duel *sérieux* avec les Palikari, ils s'éclipsèrent, ils ne songèrent qu'à mettre à l'abri le fruit de leurs rapines. Les plus braves, les plus hardis, étaient fatigués de courir les buissons et les rochers. Leur campagne durait depuis des années... Ils étaient usés. De sorte que les Antartes, avec leurs troupes fraîches, eurent facilement le dessus sur eux.

Les Grecs avaient d'autres avantages. Ils ne pressuraient pas les populations. Ils n'extorquaient pas de l'argent des paysans. Ils s'équipaient, ils se nourrissaient à leurs frais ; ils payaient le logement dont ils avaient besoin. Les principaux chefs étaient des anciens officiers de l'armée hellénique, appartenant aux meilleures familles d'Athènes. Ils avaient reçu une éducation qui les éloignait des moyens sauvages. Jamais un

Mélas n'eût permis à un de ses hommes d'éventrer une femme ou de couper en morceaux un vieillard. Les Macédoniens surent vite apprécier ces façons de « civilisés ». Nous avons rencontré à Niaousta un Grec fanatique de cette ville qui se plaignait de ce que le chef Acritas marchât l'Evangile en mains. Il n'est pas le seul à vouloir imiter les terribles comitadjis. Quelques parents de suppliciés ont soif de vengeance. Ils n'aspirent qu'au jour où il leur sera donné de rendre œil pour œil, dent pour dent. Et les chefs sont impuissants à maîtriser, à contenir ces haines. Aussi les bandes grecques, en dépit des exhortations les plus généreuses, en sont-elles venues à commettre des excès. Je recevais ces jours-ci une lettre de Serrès, dans laquelle un ami digne de foi m'informait que les Antartes avaient égalé les comitadjis à Kuradjo-Keuy. Tous les amis de la Grèce déploreraient que l'Hellénisme persistât dans cette voie. Acristas voyait plus juste que le notable de Niaousta. Ce n'est pas par la terreur qu'on se fait aimer. Oh ! je le sais, il est extrêmement malaisé de diriger des bandes d'irréguliers. Les guérillas ne se tiennent pas aussi bien que les troupes ; elles s'accompagnent toujours de violences répréhensibles, même en Espagne, en France ou en Italie. Pourtant, que les comités grecs prennent garde. L'Europe oublierait vite qu'ils ont été poussés à bout, elle bifferait le passé pour ne considérer que le présent.

Les Antartes ont-ils réussi, parce que les autorités turques leur sont favorables, ainsi que le soutiennent M. Zolotovitz et des publicistes qui ont étudié l'action hellénique de Macédoine dans les salles de rédaction de Paris ? Non ; Hilmi-Pacha, tout au contraire, est sans pitié pour les bandes grecques. « Je les poursuivrai à coups de canon, et à coups de baïonnette », m'annonçait-il. Et l'of-

ficier Mélas tombait sous les balles des nizams. Ah ! c'est qu'il y a eu méprise, s'empresse d'expliquer, dans une revue de Paris, un député de la Seine, qui fait une rapide tournée dans un ou deux vilayets. Il y aurait eu méprise ? Oui, les troupes turques n'auraient attaqué Mélas que parce qu'elles croyaient avoir affaire à un brigand bulgare. Eh bien, soit, il y a eu méprise une première fois. Mais alors qu'on m'explique la prise de 80 partisans grecs à Petrovo ! qu'on m'explique l'anéantissement de la bande Daphotis qui venait de traverser la Chalcidique ! Pourquoi le capitaine Moraïtis, le lieutenant Phrangopoulo et d'autres et d'autres, ont-ils été fusillés par les soldats turcs ? Pourquoi le sous-officier Kotroyannis s'est-il suicidé, après avoir tué un officier et deux soldats, pour ne pas tomber vivant entre les mains des Osmanlis ? Pourquoi les rencontres sanglantes : de *Mouriki*, où tout un détachement militaire (50 soldats) est détruit par les chefs Vergas et Rouvas ? de *Belkaméni*, où une grosse fraction du corps de Nidas est faite prisonnière ? d'*Aétos*, où le chef Caloyéri est tué ? de *Strebeno ?* de *Zélovo ?* de *Kissara ?* d'*Oznitzani ?* d'*Opsirina*, où 14 Grecs sont pris ? de *Pétalino*, où le chef Krombi et dix de ses hommes trouvent la mort ? de *Lechovo*, où le chef Liapi et six des siens sont fusillés ? de *Nivitsa*, où la bande de Lahtari est entièrement détruite ? de *Zovig*, sur le Morichovo, où un petit corps est anéanti, après une héroïque résistance ? Pourquoi le combat meurtrier du 27 janvier 1906, où le chef Vardas tailla en pièces un détachement de soldats ? Pourquoi la bataille du 30 janvier 1906, à Lechovo ? Et celle d'*Ostinia*, du 5 février 1906, où 14 soldats furent tués ? etc. Puisque les Turcs sont les amis des Antartes, pourquoi les soldats commettent-ils des atrocités sur les personnes des blessés ? Pourquoi, par

exemple, le 30 janvier 1906, après la bataille de Lechovo, jetèrent-ils un paysan de ce village dans les flammes ? Tous les consuls de Monastir connaissent leur conduite inhumaine à l'égard du chef Léonidas Tsamis, fait prisonnier à Lechovo. Ce héros s'était tiré un coup de feu dans la tête pour ne pas tomber entre les mains de ses ennemis. Il fut enfermé, grièvement blessé, dans la prison de Castoria, et les autorités interdirent aux médecins de lui apporter les secours médicaux. Après onze jours d'agonie, le blessé expira dans des souffrances atroces.

Pourquoi le vali de Salonique et Hilmi-Pacha sont-ils à couteaux tirés avec M. Coromilas, consul général de Grèce, qu'ils accusent d'être le commandant en chef des Antartes, à tel point que le bruit de son rappel (1) a déjà couru plusieurs fois ? Pourquoi le directeur de la Banque de Mételin, à Salonique, a-t-il été forcé de s'enfuir à Athènes, après que la police eut découvert qu'il recélait des armes et des munitions ? S'il y avait entente entre les Grecs et les Turcs, ceux-ci fermeraient les yeux, ils n'emprisonneraient pas, ils ne tueraient pas les partisans de l'Hellénisme.

— L'arrestation des Grecs est de pure forme, insiste M. Zolotovitz, et l'élargissement ne tarde guère ! »

Les faits démentent cette assertion.

J'ai visité la prison de Monastir qui regorgeait de Grecs. J'y ai eu la surprise de me trouver face à face avec un brillant et sympathique officier de l'armée grecque, le lieutenant Caloménopoulos, dont le père était si amoureux de Paris qu'il disait: « Il vaut mieux être un âne à Paris qu'un homme ailleurs ! » Ce prisonnier qui n'avait pas versé une seule goutte de sang, qui avait été pris avant

(1) M. Coromilas, en effet, vient d'être nommé agent diplomatique à Washington.

d'avoir tiré l'épée, a été condamné au maximum de la peine.

J'ai en ma possession la liste des Grecs poursuivis devant les tribunaux, depuis le mois de décembre 1904 jusqu'au mois d'octobre 1906. Il y a eu 359 arrestations *connues*, dont plus de deux cents furent suivies de condamnations souvent iniques. Hilmi-Pacha pèse sur les juges pour qu'ils condamnent à la peine maxima, même sans preuves.

Antonio Stoyanos, Michel, Christos Sonidis, etc., sont condamnés à mort. Costas Bouxoulakos, Dionysos Bouzine, Constantin Stefko, Pavlo Stoïko, Valisse, meurent en prison. D'autres sont condamnés aux travaux forcés à perpétuité ; d'autres à 15, d'autres à 10 ans de prison.

Le *Temps* publiait le 3 février un long article dans lequel il était dit : « Chose curieuse, les troupes turques poursuivent plutôt les bandes grecques que bulgares, et néanmoins, il s'est trouvé des journaux pour accuser les Grecs de Macédoine de pactiser avec les Turcs... »

Les Grecs ne sont pas les « suppôts » du tyran, ils ne l'ont jamais été et je crois que jamais ils ne le seront. L'histoire est là pour attester qu'ils furent toujours un rempart pour le monde occidental contre l'invasion de l'Islam. Tout le long du siècle dernier, la Turquie n'eut pas d'ennemis plus irréconciliables. C'est l'Hellénisme qui mène la lutte épique de 1821-1828 contre le Grand-Turc, alors formidable, sans le secours d'aucune puissance et contre la volonté de l'Europe. C'est la Crète qui ne cesse jamais de se soulever, jamais vaincue, toujours impatiente de secouer le joug ottoman. C'est l'Epire qui se révolte en 1843, puis en 1854, pendant la guerre de Crimée, alors que l'Angleterre et la France étaient les alliées et les Bulgares les défenseurs de l'Empire turc, puis encore en 1878. C'est la Grèce qui mobilise

son armée en 1886, menaçant la Turquie. C'est elle qui déclare la guerre de 1897 !

Sans l'Hellénisme et le Patriarcat, les Bulgares, aujourd'hui, seraient tous Pomacs. Quoiqu'en disent les mishellènes de Paris et de Londres, la Grèce représente en Orient, dans le présent aussi bien que dans le passé, la civilisation et le progrès. « Il serait injuste, me disait M. d'Ormesson, notre ministre à Athènes (1), que l'Europe perdît le souvenir du rôle glorieux joué par les Hellènes. » Ceux-ci aspirent à être libres, à jouir d'un gouvernement probe et équitable. Ils ne *flattent* pas le massacreur des Arméniens. Mais ils n'entendent pas non plus être absorbés par les Slaves. Ils se refusent à renier leur foi religieuse et nationale. Ils veulent conserver intactes et pures toutes les forces de l'Hellénisme.

Non seulement Hilmi-Pacha ne ménage pas les Antartes, mais il invente mille tracasseries pour entraver l'essor des communautés grecques. Il dépossède les métropolitains de Grebena et de Monastir de leurs sièges archiépiscopaux. Ces deux prélats auraient encouragé l'action des Antartes. C'est possible, mais l'extrême rigueur de l'inspecteur général, que ne connurent pas les archevêques bulgares, prouve surabondamment combien est inexistante la coopération gréco-turque. Hilmi-Pacha chasse des villages les Hellènes qui s'y sont installés pour gagner leur vie. Il leur refuse le droit d'enseigner dans les écoles communales. Il confisque leurs églises pour les remettre à la propagande roumaine. Vraiment, les Turcs ont une drôle de façon de traiter leurs amis !

Si une alliance est possible entre Turcs et chrétiens, voici, d'après un diplomate bulgare, dans quelles circonstances elle aura lieu.

---

(1) Maintenant ministre à Bruxelles.

— Lorsque l'Autriche, m'a-t-il prédit, voudra descendre à Salonique, elle sera contrainte de se frayer un passage à travers les baïonnettes turques. *Et, derrière les baïonnettes turques, elle se heurtera aux jeunes bataillons bulgares.* Oui, nous nous battrons à côté des Turcs. »

Pour ma part, j'approuverais une entente balkanique plus vaste, cherchant à rompre le cercle germano-russe qui enserre tout l'Orient. On doit toujours courir au plus pressé dans les suprêmes conjectures. La France et l'Angleterre n'ont eu aucune répugnance à fraterniser sur les champs de bataille avec les oppresseurs des chrétiens, à secourir le Croissant contre la Croix !

« La Macédoine n'est pas une province grecque, nous a enseigné M. Zolotovitz. Et quand les Grecs prétendent le contraire, ils violentent la réalité... L'évidence qui résulte de tous les témoignages, c'est que l'Hellénisme... a annexé et prétend retenir une population qui est et restera bulgare. »

Je croyais que l'Hellénisme, loin d'annexer les populations bulgares, avait été annexé, au contraire lui-même et par la Turquie et par la Bulgarie. Mais passons, et discutons scientifiquement. C'est vrai, la Macédoine n'est pas grecque, elle est *turque ;* elle n'est pas grecque, quoiqu'en ait dit lord Salisbury à l'Europe, si l'on veut entendre par là que *tous* les Macédoniens sont Hellènes et par l'origine, et par la religion, et par la langue, et par les aspirations nationales. Mais s'il est incontestable que la Macédoine n'est pas une province *exclusivement* grecque, il est encore plus certain que l'immense majorité des Macédoniens n'est pas bulgare et se refuse énergiquement à se déclarer telle.

Oui, j'en conviens, il y a beaucoup de Grecs slavophones en Macédoine, c'est-à-dire des Grecs

qui parlent le slavo-macédonien. Qu'est ceci ? Pressons le problème. La langue grecque est une langue savante, trop compliquée pour des ignorants. Et toutes les fois qu'une langue savante se trouve en concurrence avec un idiome plus simple, elle est chassée, elle disparaît. Les gens instruits seuls l'écrivent et la parlent. C'est ce qui est arrivé en Macédoine. Le flux et le reflux des invasions bulgares et serbes ont déposé une alluvion de mots slaves qui est devenue petit à petit le slavo-macédonien, un patois dont le vocabulaire très restreint est à la portée des intelligences les plus basses.

Ce patois est revendiqué par les Bulgares et par les Serbes. Dans un rapport qu'il adressait à M. Delcassé, M. Steeg, consul de France à Salonique, disait que, d'après un savant allemand, le caractère de cette langue est bulgare. Mais, M. Simitch, agent diplomatique de Serbie à Sofia, m'informait au contraire, que le slavo-macédonien est serbe dans ses grandes lignes. M. Steeg émettait l'avis qu'en réalité il est difficile d'établir une démarcation très nette entre Serbes et Bulgares de Roumélie. Je crois, en effet, que ce dialecte n'est ni serbe, ni bulgare, totalement, mais un mélange serbo-bulgare dosé de grec, de valaque, d'albanais et de turc, ou, si vous voulez, une grossière miniature de la Macédoine elle-même. Toutefois, sur les frontières de la Principauté, il a des nuances bulgares plus accentuées, et sur celles du royaume, il se rapproche davantage du serbe. Au centre, il devient confus, méconnaissable, à l'ouest; il est serbisant. A Vodéna, comme je mettais en présence un instituteur serbe et un aide-pharmacien bulgare, ils ont été obligés d'avouer que ni les habitants de Sofia, ni les habitants de Belgrade ne peuvent s'expliquer avec les Macédoniens slavophones. Et un vieillard patriarchiste

tranchait la question par cette profession de foi : « Ma bouche est *peut-être* bulgare, *mais le cœur est grec !* »

Faut-il s'étonner de cela ? Mais M. Gaston Deschamps ne nous a-t-il pas rapporté qu'ayant parcouru la Turquie d'Asie il a rencontré des milliers d'Hellènes qui ne savaient pas leur langue et parlaient turc ? Ignorons-nous qu'en Crète et dans les îles les Turcs parlent grec ? M. Steeg faisait connaître au ministre des Affaires étrangères que dans le vilayet de Salonique, il y a 110.000 musulmans qui parlent bulgare, 4.000 qui parlent grec, 3.000 musulmans, toujours, qui parlent valaque, et 75.000 israélites qui parlent un espagnol corrompu. Qui soutiendra que ces musulmans sont Bulgares, Grecs, Valaques, et qu'ils ne sont pas Turcs ? Qui osera suggérer à l'Espagne de réclamer comme siens les Israélites ? L'intervention du roi Alphonse dans les affaires macédoniennes provoquerait un éclat de rire homérique dans toutes les chancelleries. Combien d'Européens, nés au Levant, ignorent leur langue maternelle ? J'ai connu à Chypre des Français et des Autrichiens dont la langue familière est le grec. La plupart des Smyrniotes, Français ou Anglais, parlent chez eux le grec.

En Orient, plus que partout ailleurs, il faut se garder de conclure sur un signe particulier.

La règle, c'est l'exception, et l'exception, c'est la règle. Il convient du reste de noter que les Grecs de Macédoine parlent presque tous leur langue.

Dans le rapport précité, M. Steeg écrit que dans le vilayet de Salonique, il y a 180.000 patriarchistes qui parlent *exclusivement* le grec, 120 à 130.000 qui parlent d'habitude le slavo-macédonien, et 25.000 qui parlent le valaque. Mais l'on peut cal-

culer que 80.000 des Macédoniens — de ce vilayet — qui patoisent connaissent également le grec : ils sont bilingues. Je fais la part très large au slavo-macédonien en lui abandonnant 75.000 patriarchistes. Ne perdons pas de vue que ces slavophones sont Grecs de sentiment.

La langue n'est pas un criterium infaillible de la nationalité. Les Américains parlent anglais, mais ils ne sont pas Anglais ; les Belges et les Suisses qui parlent français sont-ils Français ?

Regardons autour de nous, en France. Il y a des millions de Français qui ne parlent pas français dans leurs familles : ils parlent le breton, le normand, le picard, le flamand, l'alsacien, le savoyard, le dauphinois, le niçois, le provençal, l'auvergnat, le gascon, le catalan, le basque, etc. Il y a des milliers et des milliers de Français qui, dans le pays le plus civilisé, dit-on, de la terre, ignorent absolument la langue nationale. Dans les Pyrénées-Orientales, le français est du chinois pour des centaines de paysans. Quand je vais dans un village de la Cerdagne ou du Roussillon, je suis obligé de rappeler à ma mémoire défaillante le parler du terroir que j'ai appris autrefois, pour pouvoir converser avec les vieux. Sans quoi, nous serions dans l'impossibilité absolue, entre citoyens de la République, de nous expliquer. Nous devrions parler comme les muets, par gestes. Allons-nous abandonner tous ces Français qui patoisent à l'Espagne, à l'Italie, à l'Allemagne, à la Belgique, à l'Angleterre ? Dans ces conditions, toutes les feuilles de l'artichaut français seraient mangées par nos voisins, et il ne nous resterait qu'un pauvre petit cœur, tout petit, tout petit. Que dis-je? nous resterait-il, ce cœur ? A Paris, dans la Ville-Lumière, il y a des Languedociens, des Roussillonnais, des Basques, des Auvergnats, des Provençaux, des Bretons, des Normands, des Picards,

des Alsaciens, des Berrichons, des Bourbonnais, qui ont submergé les Parisiens. La capitale appartient à la province, elle sera par conséquent démembrée ; ses lambeaux seront distribués à nos ennemis. Mais je suis fort perplexe sur le sort de M. Clemenceau : que fera-t-on du président du Conseil ; à quelle sauce sera-t-il mangé ? Si je ne m'abuse, cet homme d'Etat est né en Vendée, mais il est aussi sénateur du Var. En cas de partage, je présume qu'un nouveau Salomon prononcera le jugement suivant : les Anglais prendront le Vendéen, et les Italiens, le Provençal. Les premiers auront la tête, et les seconds, les pieds. Je ne vois pas d'autre solution.

Prenons garde, si nous admettons que les slavophones de Macédoine sont tous *a priori*, sans plus ample examen, Bulgares ou Serbes, cette thèse se retournera contre nous. Que pourrons-nous opposer aux Allemands qui nous jettent tout le temps à la figure que les Alsaciens appartiennent à la famille germanique et ne sont pas français ? Nos diplomates, nos publicistes, nos écrivains, nos hommes politiques qui se refusent à reconnaître comme Grecs les Macédoniens parlant le slavo-macédonien, sont les pires bourreaux de l'Alsace, car de leurs propres mains ils l'étranglent une deuxième fois. Plus tard, si un débat était rouvert entre les deux grands pays que sépare le fossé de 1870, les Allemands nous objecteraient tout de suite : « Vous avez proclamé que pour appartenir à la nationalité hellénique, il est indispensable de parler grec, donc vous avez implicitement reconnu que les Alsaciens ne sont pas des vôtres, mais qu'ils sont nos frères. » Que penserait l'alsacien Bastian (*Les Oberlé*, de René Bazin) qui hait l'Allemand, le conquérant, bien qu'il use « plus souvent et plus familièrement du dialecte d'Alsace que du français ? »

Le signe unique, exclusif, indiscutable, de la nationalité, c'est la volonté de l'individu.

Un de nos consuls qui était le plus instruit des choses d'Orient, M. Gustave Laffon, adressait en novembre 1886, à M. de Freycinet, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, un rapport dont voici quelques lignes : « Il serait hasardeux de déclarer comme appartenant à la race slave les chrétiens dont l'idiome exclusif est le bulgare, sans avoir examiné quelles sont leurs aspirations nationales et leurs croyances religieuses... La propagande religieuse et politique a si bien travaillé les esprits en Bulgarie, dans la Roumélie Orientale, et en Macédoine, qu'*il ne reste plus, à mon avis, un seul Bulgare ignorant que le schisme a pour but d'établir plutôt une barrière politique et ethnologique entre les deux races* (Grecs et Bulgares) qu'une distinction de croyance religieuse... jusqu'à preuve du contraire, *les chrétiens bulgarophones restés attachés au patriarcat grec de Constantinople entendent manifester par là leur volonté d'être Grecs et non Bulgares...* Dans la Roumélie Orientale, où l'élément bulgare domine et gouverne d'une manière si énergique, il y a des centaines de familles bulgarophones qui se disent et veulent être grecques ; n'est-ce pas tout à fait rationnel de conclure, par analogie, que les populations bulgarophones qui, en Macédoine, sont rattachées à l'église grecque, entendent par là manifester également leur sentiment national ? Ce sentiment ressort clairement dans les tendances macédoniennes en matière d'instruction. Le plus grand nombre des écoles grecques sont suivies par des enfants bulgarophones dont les parents contribuent à les entretenir. Qui oserait dire après cette imposante manifestation que ceux qui la font n'ont pas conscience de leurs aspirations nationales ? Quand une population

veut faire d'une langue et d'une littérature l'instrument et la nourriture de la pensée, comment oser dire à cette population : « Tu n'as rien de commun avec la race qui a parlé et pensé comme tu voudrais parler et penser... » Ce qui s'applique aux Macédoniens bulgarophones doit s'appliquer à plus forte raison aux Helléno-Bulgarophones, c'est-à-dire à ceux qui parlent grec et bulgare. »

Il y a vingt ans que ces opinions étaient exprimées par un Consul de France. Elles sont aussi fondées aujourd'hui qu'alors. Elles le sont davantage. Car la propagande bulgare a eu le temps de se développer avec plus d'ampleur. Il n'y a pas en ce moment un seul Macédonien qui ne sache qu'adhérer à l'Exarchat c'est faire acte de bulgarisme, et que rester fidèle au Patriarcat, c'est proclamer bien haut l'union indissoluble avec la Grèce. Voilà pourquoi les comitadjis s'attaquent avec tant d'acharnement aux slavophones patriarchistes. C'est l'élément qu'il s'agit de conquérir coûte que coûte, car c'est grâce à cet élément que Sofia aura la majorité ! Mais les slavophones comme les vlachophones patriarchistes sont inébranlables. Ils meurent pour l'idée grecque. Quand ils subissent les tortures les plus effroyables, plutôt que de renier l'Hellénisme, qu'importe la langue qu'ils parlent, l'on doit en toute équité, à moins d'être fou, les considérer comme des Hellènes.

« Les chiffres sont là » tranchait M. Zolotovitz, pour légitimer et appuyer les revendications bulgares. Ces « chiffres ne sont pas, *a priori,* suspects d'un excès de bulgarophilie, car ce sont des chiffres turcs. » Il y aurait en Macédoine 1.100.000 Bulgares et 270.000 Grecs.

Hilmi-Pacha s'est chargé lui-même de démentir M. Zolotovitz. En effet, la *Correspondance politique* de Vienne, a publié dans son numéro du 14

mars 1906 une statistique dressée par l'inspecteur général de Roumélie pour les deux vilayets de Salonique et de Monastir, qui constituent la Macédoine proprement dite.

	Grecs	Bulgares	Musul.
	—	—	—
Vilayet de Monastir.	261.283	178.412	480.018
Vilayet de Salonique.	373.227	207.317	487.555
	634.510	385.729	967.573

Puisque M. Zolotovitz invoque le témoignage, et uniquement le témoignage des Turcs, il apprendra que le délégué de la Sublime Porte en Macédoine, celui qui possède les documents officiels attribue au parti grec deux fois plus de Macédoniens qu'au parti bulgare. Que nous sommes loin des chiffres communiqués à M. G. Villiers ! Le reproche que l'on fit tant de fois aux Hellènes d'enfler leurs chiffres ne doit-il pas s'adresser maintenant aux Bulgares ? Voici la répartition que donne l'Hellénisme entre Turcs, Grecs et Bulgares pour les deux vilayets déjà cités :

	Grecs	Bulgares	Turcs
	—	—	—
Vilayet de Salonique.	370.745	189.447	416.902
Vilayet de Monastir.	279.964	142.715	217.115
	650.709	332.162	634.017

Si l'on note, d'abord, que dans ce tableau ne sont pas compris les Sandjaks de Dibra et d'Elbassan, que les Grecs rattachent avec raison à l'Albanie, et si l'on rapproche ensuite les chiffres de Hilmi-Pacha des chiffres de l'Hellénisme, on remarquera qu'il y a très peu de différence entre les deux statistiques. L'écart qui les sépare provient de cette circonstance que les Grecs négligent deux districts. De ce fait, ils retranchent du chiffre turc 330.000 Musulmans. D'autre part, à supposer que

les Grecs se soient rendus coupables d'une injustice en attribuant au parti bulgare 332.000 Macédoniens au lieu de 385.000, il faut avouer que cette injustice est de beaucoup moins grave que l'erreur commise par les Bulgares, dont la généreuse impartialité ne donne au parti grec que 270.000 Macédoniens au lieu de 634.000.

J'ai pu me procurer une longue étude écrite par M. Steeg en vue d'éclairer M. Delcassé sur l'imbroglio macédonien. M. Steeg, qui a la réputation d'une compétence macédonienne, a spécialement examiné le vilayet de Salonique à un triple point de vue : au point de vue *langue*, au point de vue *religion* et au point de vue *politique*.

a) Au point de vue *religion*, les habitants se répartiraient ainsi :

Musulmans................	470.000
Patriarchistes..............	320.000
Exarchistes................	222.000
Juifs.......................	75.000
Bulgares Uniates........ 3 à	4.000
Bulgares Protestants.......	1.000

b) M. Steeg adopte, comme base de classement linguistique, l'idiome parlé dans la famille. Il cite les chiffres de Ratkowsky et de Kintcheff, et il admet, lui, les suivants qui, entre parenthèses, sont identiques à ceux de Ratkowsky.

Langue turque : 350.000 musulmans.

Langue bulgare : 444 à 464.000 (110.000 pomacs ; 210 à 220.000 exarchistes ; 120 à 130.000 patriarchistes ; 3.000 uniates ; 1.000 protestants).

Langue grecque : 180.000 patriarchistes et 4.000 musulmans.

Langue valaque : 25.000 patriarchistes et 3.000 musulmans.

c) Arrivant aux partis politiques, M. Steeg écrit : 1° Que tous les Musulmans, Albanais, Pomacs et

Turcs sont profondément hostiles à toute domination chrétienne ; 2° Que les Juifs sont très attachés à l'Empire, où ils jouissent d'une grande tolérance, en comparaison surtout du traitement qui leur est accordé en Russie et en Roumanie, qu'ils détestent les Grecs et les Bulgares, dont ils sont les rivaux, sur le terrain commercial, et que, s'ils avaient à choisir une domination chrétienne, ils préféreraient la domination autrichienne ; 3° Qu'il y a 350.000 Slaves, exarchistes et patriarchistes, mais qu'il est difficile d'établir une démarcation nette entre les Bulgares et les Serbes. Cependant, rectifie-t-il, d'après un savant allemand, le caractère de la langue est bulgare. La propagande serbe est inutile. Il n'y a ni Serbes, ni Serbisants. Les Serbes du vilayet doivent être appelés sans restriction des Bulgares. Cette population slave, se demande M. Steeg, est-elle d'inspiration bulgare ? Aspire-t-elle à la constitution d'une grande Bulgarie ? Non. Il y a opposition de caractères et séparation d'intérêts entre les Bulgares de Macédoine et les Bulgares de Bulgarie. Les seuls liens qui les réunissent, c'est leur haine commune contre les autres nationalités balkaniques et leur besoin de domination.

Que penser de ces Bulgares qui combattent l'idée d'une grande Bulgarie ? Notre consul semble croire à ce mensonge bulgare que les comités révolutionnaires travaillent à l'autonomie, seulement. Mais il ajoute qu'ils travaillent aussi par la persuasion et par la terreur à grossir les rangs des exarchistes. Quelle incohérence que l'œuvre de ces comités qui ne *veulent* pas d'une grande Bulgarie, mais qui terrorisent les Grecs et les Serbes, afin de les contraindre à embrasser le bulgarisme.

4° M. Steeg a observé que 20.000 Slaves du vilayet de Salonique sont acquis au parti grec ainsi

que 20.000 Koutzo-Valaques, champions déterminés de l'Hellénisme. Qui nous révélera pourquoi il y a vingt mille Slaves grécisés, et non 50.000, 60.000 ? M. Steeg les a-t-il comptés ? Où a-t-il puisé ces chiffres ? Le parti roumanisant n'a jamais eu, dit-il, plus du tiers de la population valaque dans le vilayet de Monastir ; et dans celui de Salonique, il est aussi peu important que le parti serbe. Les Koutzo-Valaques sont des Hellènes *vlahophones*.

En résumé, conclut M. Steeg, il y a trois partis : 1° le parti turc qui comprend *a*) 470.000 musulmans, dont 110.000 Pomacs et *b*) 70 à 80.000 juifs ; 2° le parti bulgaro-macédonien qui demande plutôt une *province autonome* où l'élément bulgare aurait la prépondérance — ah ! ah ! — comprend 220.000 exarchistes, 4 à 5.000 uniates et protestants, soit 225.000 ; 3° le parti grec qui comprend 180.000 Grecs, de langue et de religion, 20.000 Valaques, 20.000 Slaves patriarchistes, soit 220.000. En dehors de ces partis restent 50 à 60.000 Slaves patriarchistes qui constituent, selon l'expression de M. Steeg, une masse *amorphe*. A qui la donnera-t-on, cette masse ? M. Steeg répond : un fort contingent doit en être prélevé en faveur des Bulgares.

Je retiens des observations de M. Steeg : 1° qu'il y a des Serbes qui sont *Bulgares ;* 2° qu'il y a des Bulgares qui sont *Turcs* (Pomacs) ; 3° qu'il y a des Valaques qui sont *Grecs* ; 4° qu'il y a des Bulgares qui sont *Grecomanes*. Par conséquent, nous savons une fois de plus que ni la langue, ni la race, ni la religion, ne suffisent pour marquer la nationalité des individus. Nous savons qu'en Macédoine, un Bulgarophone, puisqu'il est Turc, témoin le Pomac, est à plus forte raison Grec, et Grec fanatique.

Nous conformant au principe qui décide que tous les patriarchistes, « jusqu'à preuve du con-

traire », sont Grecs, parce qu'ils se disent Grecs, et prenant les chiffres de M. Steeg pour base, nous dirions qu'il y a, dans le vilayet de Salonique, 225.000 Bulgares et 280.000 Grecs.

J'ai eu la curiosité de contrôler sur place une autre statistique, celle de D. M. Brancoff — un pseudonyme derrière lequel se dissimulerait l'Exarchat. — Cet auteur aurait, d'après un journal de Paris, produit une œuvre qui constitue un document des plus précieux à verser dans le débat macédonien. Qu'a-t-il trouvé ? que l'Hellénisme n'est qu'un misérable grain de poussière qu'écrasera fatalement le bloc puissant du bulgarisme. Les Bulgares, dans la Macédoine géographique, seraient au nombre formidable de 1.172.136, tandis que les Grecs n'y représentent qu'une minorité infime de 190.047. Dans les villes et les bourgs, il y aurait 214.260 Bulgares et 52.080 Grecs.

Or, j'ai visité la plupart des grosses agglomérations, j'ai vérifié les tableaux de Brancoff, et voici quelques résultats de mes enquêtes.

Prenons quelques villes au hasard dans les deux vilayets de Salonique et de Monastir :

A Strumnitsa, Brancoff annonce un total de 6.384 Bulgares, de 35 Grecs et de 18 Valaques. Ce qui ne l'empêche pas de voir 650 élèves dans les écoles helléniques ! Par quel sortilège, un groupement de 35 Grecs peut-il enfanter une population scolaire de 650 garçons et filles ? Mystère impénétrable. La vérité, c'est qu'il y a à Strumnitsa plus de 3.000 Grecs ; j'ai *compté* dans leurs écoles 600 élèves des deux sexes. Les Bulgares n'y sont pas, de l'aveu de l'officier russe que j'y ai interviewé, 6.384. Ils sont en minorité : de 1.500 à 1.800. Or, Strumnitsa est située beaucoup plus près des frontières de la Principauté que des côtes. Elle est sous le talon des comités.

A Monastir, il y aurait, d'après Brancoff, 100

Grecs avec 1.620 élèves dans les écoles grecques ! Le mystère s'épaissit. Oserai-je dire qu'il y a plutôt environ 20.000 Grecs avec 15 écoles grecques dont les murs ne peuvent contenir les 2.500 élèves que j'ai visités ? De 100 à 20.000, il y a de la marge. Et je m'aperçois que les bavards d'Athènes ont des imitateurs chez les peuples *positifs* et *sérieux*.

Je rappellerai, en passant, que la statistique sur laquelle se basait M. Delyanni pour répondre à M. Georges Villiers, donne pour Monastir 11 écoles et 1.695 élèves. Le ministre de Grèce à Paris était au-dessous de la réalité !

A Tirnovo, il n'y a pas un seul Grec, d'après Brancoff. Pourtant, il concède qu'il y a 230 élèves grecs. Ici, nous éviterons d'approfondir la science, nous risquerions de nous égarer chez les aliénés. La visite des lieux m'a rassuré, en me montrant qu'il y a 3.000 Grecs. Ceci vous expliquera qu'il puisse y avoir également, non pas 230, mais 375 élèves des deux sexes. C'est la communauté hellénique qui supporte les dépenses scolaires : 5.500 francs par an. A Tirnovo, ville koutzo-valaque, on compte péniblement une quinzaine d'élèves roumanisants.

A Megarovo, autre ville koutzo-valaque, il n'y aurait pas non plus l'ombre d'un Grec, bien qu'il y ait, d'après le même statisticien 305 enfants grecs. Je m'y suis promené de porte en porte, et j'y ai trouvé 2.500 Grecs avec 300 élèves. Les Roumains y sont représentés par une vingtaine de garçons et filles !

A Salonique (1) Brancoff place 8.000 Bulgares. Mais M. Steeg en voit de 3 à 4.000.

(1) Les avis sont très partagés sur la population de Salonique. M. Kuypers, consul de Belgique, directeur de la Cie des Eaux, donne 24.700 Musulmans, 45.500 Israélites, 15.000 Grecs, 5.000 Bulgares, Serbes, Européens, etc., et 6.000 divers (population flottante).

M. Brancoff nous apprend qu'il y a à Serrès 2.488 Bulgares et 5.015 Grecs. De qui proviennent ces renseignements ? De l'agent commercial qui défend les intérêts bulgares à Serrès ? Dans ces conditions, ce fonctionnaire m'a induit en erreur, puisqu'il m'a fait cette déclaration, que j'ai écrite sous sa dictée : « Nous n'avons pas d'évêque ici, sans cela nous pourrions mieux nous défendre. Notre communauté serait plus forte. Nous aurions *peut-être* 200 maisons, soit environ 1.000 exarchistes, *tandis que nous n'en avons qu'une vingtaine*, soit environ 100 exarchistes. »

M. Brancoff nous informe en outre qu'il y a quatre écoles bulgares à Serrès ; et il n'y en a qu'une ; et encore la plupart des élèves, 80, m'a indiqué le même agent, et non 173, sont-ils des environs. Au surplus, j'ai mis la statistique de Brancoff sous les yeux des officiers français qui habitent Serrès, et tous ont reconnu sans hésitation qu'elle est manifestement, ridiculement fausse, du moins en ce qui concerne leur secteur. Il n'y a pas 5.105 Grecs à Serrès, il y en a de 15 à 17.000. Leurs écoles ont près de 2.000 élèves. Du reste, M. Brancoff se contredit lui-même, puisqu'il avoue que ses 2.488 Bulgares n'ont que 173 élèves. Comment se fait-il que les Grecs qui ne sont que le double de la population bulgare ont huit fois plus d'élèves que leurs rivaux ? L'écart est vraiment trop grand.

A Barakli-Djoumaïa, il y aurait 3.552 Bulgares, et... 15 Grecs. Je l'admets. Mais alors, qui m'expliquera que, dans ce bourg, il n'y ait que deux écoles bulgares avec 83 élèves, tandis qu'il y a, suivant le même auteur, quatre écoles grecques avec 230 élèves ? Mystère de la statistique !

Sans doute, M. Brancoff m'objectera à son tour qu'à Barakli-Djoumaïa, il y a des Bulgares et des Valaques *grécisants*, mais qui ne doivent pas être

considérés comme hellénisés. Avec cette doctrine, évidemment, M. Brancoff aura toujours raison. Et il lui sera possible de revendiquer les Pomacs. Reste à savoir si les Pomacs préféreront la domination turque. Il y a, en réalité, à Barakli-Djoumaïa environ 5.000 *grécomanes*, venus pour la plupart de Thessalie et d'Epire, et au maximum 300 bulgaromanes. Les Grecs n'ont pas 230 élèves, mais 400. J'ai pénétré dans leurs écoles, j'ai parcouru toutes les classes, et j'ai été agréablement surpris de constater que la langue française fait partie — oh ! bien modestement, c'est entendu — du programme.

A Demir-Hissar, il y aurait, d'après M. Marcoff, secrétaire de l'Agence bulgare de Salonique, qui a géré l'Agence de Serrès, où je l'ai interviewé, 1.258 maisons, dont 874 turques, 139 tcherkesses, 40 valaques, 44 tziganes, 157 grécomanes et 3 bulgares. Et néanmoins, M. Brancoff, qui probablement n'a jamais mis les pieds à Demir-Hissar — où j'ai été, moi — prétend que dans cette ville, il y a 888 Bulgares et 245 Grecs, bien qu'il y ait deux écoles bulgares avec 39 élèves et deux écoles grecques avec 85 élèves. On remarquera toujours la différence sensible qui sépare les chiffres scolaires des chiffres des populations. Qu'ils soient Valaques ou Bulgares, ou Chinois d'origine, les Grecs de Demir-Hissar qui m'ont déclaré être Grecs irréductibles, malgré la terreur que font régner sur eux les bandes de l'Organisation intérieure, les Grecs de Demir-Hissar sont au nombre de 1.200, ayant trois écoles, avec un ensemble de 180 élèves et non de 85 comme l'écrit M. Brancoff.

Je suis allé à Kirecht-Keuy, auquel bourg la statistique de M. Brancoff attribue 8.920 Bulgares. De l'aveu de cette même statistique, il n'y a pas une seule école bulgare. Par conséquent, sur quoi

se fonder pour rattacher Kiretch-Keuy au bulgarisme ? J'ai interrogé les habitants sur leurs sentiments : — « Nous sommes Grecs, parbleu ! m'ont-ils répondu d'une voix unanime. — Voici un livre, ai-je insisté, qui vous étiquette : Bulgares. — Est-ce que nous pouvons empêcher les Européens, me fut-il répliqué, d'écrire ce qui leur passe par la tête ? Ils n'ont pas la prétention de nous connaître mieux que nous ? — J'ai découvert que beaucoup d'entre eux sont venus tout droit de Grèce. Ils parlent bulgare, ou plutôt le slavo-macédonien, c'est vrai, mais ils parlent aussi le grec, qui est la langue de leurs chansons, de leurs églises, et de leurs écoles. Ils sont *bilingues*. Mais le slavo-macédonien est pour eux ce qu'est le patois pour nous. Et ils sont si farouchement attachés à l'hellénisme, qu'ils refusent le logement et la nourriture aux ouvriers bulgares qui sont employés sur les routes voisines. D'autre part, il n'y a pas 8.920 habitants à Kiretch-Keuy, il y en a 4.100. Il est à noter, à ce propos, que M. Brancoff enfle toujours les chiffres dès qu'il s'agit des Bulgares et qu'il les réduit aussitôt qu'il est question des Grecs. On comprend que, par ce procédé, il trouve en Macédoine une écrasante majorité en faveur des premiers.

El Melnik ? est-elle bulgare aussi, cette sentinelle hardie de l'Hellénisme, qui menace jusqu'aux frontières de la Principauté ? Il n'y a pas 360 Bulgares, comme l'indique la statistique Brancoff, mais une cinquantaine à peine. Il y a une école bulgare avec 30 et non avec 60 élèves, et quatre écoles grecques avec un ensemble non pas de 243, mais de 400 élèves.

A Drama, il y aurait, d'après M. Brancoff, toujours, 432 Bulgares et 700 Grecs. Dans le caza, il y aurait 11.016 Bulgares et 3.890 Grecs.

— Cette statistique est-elle juste ? ai-je demandé

au major Anley, membre de la mission militaire anglaise. Non, elle est inexacte, m'a-t-il répondu, ce sont les Grecs, incontestablement, qui sont en grande majorité dans l'ensemble du district. »

Dans la ville même de Drama, il y a 2.100 Grecs indigènes, sans compter les 1.211 Grecs qui viennent tous les ans d'Épire pour travailler les tabacs pendant la saison. Il y a de plus 60 Bulgares protestants et 80 Bulgares de passage qui sont employés en qualité d'ouvriers maçons ou meuniers.

Remarquez, d'ailleurs, que M. Brancoff est obligé de reconnaître qu'il n'y a pas à Drama une seule école bulgare, pas un seul élève de l'Exarchat. Alors ? comment y a-t-il 432 Bulgares ? Il n'y a pas, comme il l'indique, 250 élèves Grecs avec 6 instituteurs et institutrices, mais il y en a 460 avec 14 instituteurs et institutrices.

Tout le tableau relatif au caza de Drama est basé sur le faux. A Baboletz, M. Brancoff nous certifie qu'il n'y a pas un seul Grec, mais qu'il y a cependant une école grecque avec 10 élèves, tandis qu'il y a 160 Bulgares sans école. A Drinovo, également, il y aurait 688 Bulgares, alors qu'il n'y a pas un seul élève bulgare ; par contre, il n'y aurait pas un seul Grec, alors qu'il y a 60 élèves Grecs. Le même phénomène se répète à Tarkor, à Doksat, etc. Comprenne qui pourra ces contradictions. La vérité est qu'à Tchataldja, il y a 2.265 Grecs ; à Doksat, 1.605 ; à Prosseutchen, 1.100, plus 150 Epirotes de passage, contre 400 Bulgares.

Niaousta compte dix mille habitants, dont neuf mille Grecs, avec 600 élèves dans ses écoles. Il n'y a qu'*un* Bulgare, venu récemment.

Or, que nous apprend M. Brancoff ? Oh ! simplement ceci, qu'à Niaousta, il y a 1.500 Bulgares, patriarchistes-grécisants... Pas un Grec !! Je savais qu'on pouvait jongler avec les chiffres, mais non avec cette fantaisie.

A Nevrocop, il y aurait 1.304 Bulgares contre 60 Grecs, avec 151 élèves dans les écoles bulgares, et 77 élèves dans les écoles grecques. 77 enfants grecs produisent une population de 60 âmes ! ! M. Brancoff s'est trompé. Nous avons vu que dans cette ville, il y a 4.828 Turcs, 713 Bulgares et 609 Grecs. Les deux écoles grecques ont un ensemble de 132 élèves.

Pour Petritch, le statisticien de l'Exarchat indique 4.472 Bulgares et 20 Grecs. Mais ces 20 Grecs, hommes, femmes et enfants, fournissent aux deux écoles grecques 55 élèves ! ! Ne cherchons pas à déchiffrer cette énigme ! Notons seulement que dans cette petite ville, il y a un millier de Grecs avec 90 élèves dans leurs deux écoles.

A Castoria, il n'y a pas 4.000 Grecs comme l'affirme M. Brancoff, mais 7.000, avec 995 enfants et 5 écoles.

A Clissoura, il n'y aurait pas un seul Grec, alors que M. Brancoff avoue qu'il y a 300 élèves dans les trois écoles grecques. Ainsi, 0 habitant × 0 = 300 enfants. Gai sortilège ! Allons, monsieur le statisticien, reconnaissez qu'à Clissoura, il y a 4.000 Grecs ; voilà pourquoi il peut y avoir 420 élèves grecs.

A Vodena, encore, M. Brancoff veut nous faire admettre que 0 habitant × 0 = 560 enfants. Vous êtes supprimé, cher monsieur Tsitsis, qui m'avez donné l'hospitalité la plus gracieuse, vous, qui êtes Grec d'origine, de langue et de religion, et qui défendez l'Hellénisme avec tant d'énergie ! Et vous aussi, docteur Rizos, vous n'existez pas, vous qui m'avez révélé le patriotisme grec le plus éclairé. Soyons un peu plus consciencieux, M. Brancoff ; rectifiez vos chiffres. Ecrivez qu'à Vodena, il existe une communauté grecque d'environ 6.000 âmes, avec 620 élèves des deux sexes !

Le livre de Brancoff qui est le dernier Evangile

du bulgarisme, n'est pas « un document précieux » mais un long mensonge lancé dans la circulation pour dérouter l'opinion publique.

Pourtant, il est plus généreux que ce journaliste français qui, plus Bulgare que le pape des Bulgares, a soutenu qu' « il n'y a pas un seul Hellène dans toute la Macédoine ».

« Je suppose pour un instant, a concédé M. Henry Houssaye, de l'Académie française, cette assertion exacte. Mais j'en conclus que la question de Macédoine devient dès lors étrangère aux Grecs, et que, en conséquence, on ne saurait leur reprocher de ne point pactiser avec l'insurrection bulgare. Un dilemme se pose et s'impose : s'il y a des Grecs en Macédoine, l'intérêt naturel des Grecs est de s'opposer aux ambitions bulgares. S'il n'y a pas de Grecs en Macédoine, pourquoi la Grèce prendrait-elle parti pour les Bulgares plutôt que le Danemark ou le Portugal ? »

Je me hâte de déchirer toutes les statistiques et d'en jeter les morceaux dans le même panier. Toutes sont fausses, volontairement ou non. Aucune ne mérite une sérieuse attention ; le conflit des races est si âpre, que certaines propagandes, mettant astucieusement à profit le désordre administratif qui écarte tout contrôle sincère et tout démenti autorisé, en arrivent à forger de toutes pièces, sans aucun scrupule, des groupements ethniques gigantesques, dans le dessein d'imposer à l'Europe une croyance dogmatique en leur supériorité numérique. Qui se chargera d'aller vérifier de village en village la pensée intime de chaque habitant ? J'ai eu la patience de m'adonner à cette corvée dans une vingtaine de localités, mais c'est tout.

Un pébliscite seul auquel présiderait une Commission européenne *impartiale et désintéressée* pourrait se prononcer sur les tendances des uns



et des autres. Dès que ce mode de recensement fut proposé par *La Lanterne* et par *Le Temps*, les Grecs l'adoptèrent, mais les Bulgares le repoussèrent, sous prétexte qu'il n'est pas question de dénombrer les forces des nationalités. Alors, pourquoi éprouvent-ils à Sofia le besoin de démontrer *urbi et orbi* que la Macédoine n'est ni grecque, ni serbe ?

Pour en revenir à M. Zolotovitz, cet agent diplomatique est assurément de bonne foi, lorsqu'il informe M. Georges Villiers, d'après les documents revêtus des estampilles les plus *officielles*, mais les moins authentiques, qu'il y a en Macédoine quatre fois plus de Bulgares que d'Hellènes. Quelque respect que m'inspire la parole d'un diplomate, et quelques égards que je doive, en particulier, au représentant d'une puissance étrangère, accrédité auprès du gouvernement de mon pays, j'aurai le pénible devoir de refuser tout crédit aux assurances, pourtant si nettes, de M. Zolotovitz.

En attendant le pébliscite que redoute le bulgarisme, nous pouvons obtenir une évaluation approximative de l'importance des nationalités chrétiennes qui évoluent sur l'échiquier macédonien,

En Macédoine, le terrain scolaire est celui où doivent indubitablement affluer et se concentrer les partisans de chaque propagande. Le Macédonien qui a des aspirations bulgares n'enverra pas ses enfants à l'école hellénique ; cela est d'une telle évidence qu'il est superflu d'entrer dans une longue démonstration. Et il est plus facile de compter les élèves que les habitants, dans chaque localité.

Je trouve dans mon dossier une carte des écoles chrétiennes de la Macédoine, gravée et imprimée par la maison Erhard, qui indique par des points en couleur l'importance de chacune d'elles, ville par ville, hameau par hameau, pour les deux vilayets de Salonique et de Monastir.

Cette carte donne une claire vision de toute l'œuvre scolaire réalisée respectivement par les Bulgares, les Grecs, les Roumains et les Serbes. Elle est accompagnée d'une statistique minutieuse qui la commente et l'explique.

Voici, en résumé, les résultats qu'elle constate :

1° Vilayet de Salonique.

	Ecoles	Maîtres	Elèves
	—	—	—
Grecques	521	787	32.534
Bulgares	319	493	9.544
Serbes	21	52	532
Roumaines	10	28	383
Total	871	1.360	42.993

Les établissements grecs se répartissent sur 23 cazas, les bulgares sur 17, les serbes sur 6, et les roumains sur 4. Les écoles grecques ne font défaut que dans deux cazas : Kavadar et Razlog, tandis que les Bulgares sont totalement dépourvus d'écoles dans huit cazas. L'Hellénisme règne en maître incontestable dans le sud et il dispose au centre d'une majorité qui ne fléchit que dans les cazas du Nord. C'est-à-dire qu'en définitive le bulgarisme ne peut émettre des prétentions justifiées que sur les parties qui avoisinent ses frontières.

2° Vilayet de Monastir.

	Ecoles	Maîtres	Elèves
Grecques	477	676	27.106
Bulgares	242	380	8.767
Roumaines	39	117	1.619
Serbes	32	60	1.142
Total	790	1.233	38.634

Il y a des écoles grecques dans tous les cazas, excepté dans celui de Kircevo, où il y a surtout des

écoles serbes. Par contre, il y a sept cazas où il n'y a pas d'écoles bulgares.

Si l'on additionne les chiffres ci-dessus, on a pour les deux vilayets en question les totaux suivants :

	Ecoles	Maîtres	Elèves
Grecques	998	1.463	59.640
Bulgares	561	873	18.311
Roumaines	49	145	2.002
Serbes	53	112	1.674
Total	1.661	2.593	81.627

Cette statistique aurait été publiée par les soins du gouvernement hellénique. Je l'ai soumise à l'examen de plusieurs officiers de la mission française qui l'ont jugée exacte pour l'étendue de leur secteur. M. le bimbachi Foulon ne m'a signalé qu'une erreur : une école grecque aurait été indiquée dans un village où il n'y en a pas, mais par contre, une école grecque a été oubliée dans un village où il en existe une. Il n'y a préjudice ni pour les uns, ni pour les autres. Cependant, je ne serais pas éloigné de croire que cette statistique n'est bonne que pour les institutions grecques ; elle n'est pas à consulter pour les institutions bulgares. En effet, puisque c'est l'Hellénisme qui en a recueilli les éléments, nous devons nous mettre en garde contre son ignorance des choses non grecques. Les évêques et les prêtres patriarchistes n'ont pas accès dans les écoles exarchistes, ils ne nous livreront que des à peu près. Nous n'accepterons par conséquent que leurs données concernant les écoles helléniques. Pour nous renseigner sur les établissements bulgares, nous nous adresserons aux intéressés. M. Zolotovitz a dit à M. Georges Villiers qu'il y a en Macédoine 782 écoles bulgares avec 39.468 élèves.

Donc, les Grecs l'emportent sur les Bulgares. D'ailleurs, les agents commerciaux de la Principauté que j'ai interviewés ne contestaient pas la supériorité hellénique sur ce terrain. Ils l'attribuent à l'ancienneté de la propagande grecque. Mais ils espèrent rattraper cette avance, ils me disaient leur espoir d'attirer au bulgarisme tous ses enfants, même les plus grécomanes. Quoi qu'il en soit, il est établi qu'aujourd'hui, malgré le poignard, malgré la bombe, malgré la torture, il y a plus de Macédoniens dans les écoles grecques que dans les écoles bulgares.

Ceci est d'autant plus important que les écoles grecques « sont dues à l'initiative privée et qu'elles se peuplent librement, sans aucune pression pécuniaire, morale ou physique ». — « Pour apprécier, écrit M. V. Bérard, toute la valeur de l'effort, il faut tenir compte des véritables auteurs de la propagande. Le gouvernement grec et le patriarcat y ont contribué sans doute pour une part, mais une faible part. Ce sont les communautés indigènes qui le plus souvent ont appelé et entretenu les maîtres d'école d'Athènes. » — « Fondées par des ressources privées, les écoles grecques fonctionnent et prospèrent uniquement grâce à la sollicitude et au libre concours des familles grecques. Ce sont les enfants de ces mêmes familles qui constituent la clientèle. » (*Revue générale de droit international public.*) En est-il de même chez les autres propagandes ?

« L'importance de la plupart des écoles bulgares est diminuée, à mon sens, rapportait M. Blount, consul général d'Angleterre à Salonique, par l'importance des sommes envoyées de Bulgarie, de Roumélie Orientale, peut-être même de Russie, pour leur entretien. » (*Blue-Book*, Turquey, n° 3, 1889.)

On m'avait dit : vous ne trouverez que des Slaves en Macédoine. Et dans tous les cazas ou presque, j'ai vu des hommes qui mouraient en criant de toutes leurs forces d'une voix ardente et fière : « Nous sommes Grecs. Zito i Ellas ! » Chaque pierre des chemins me racontait l'histoire des malheurs grecs. Bientôt, une foule innombrable de spectres se dressèrent sur mon passage, dans les plaines, dans les vallées, sur les coteaux, aux bords du Vardar, sur les flancs du Périm, aux pieds de l'Olympe, le long des lacs, sur le Peristéri, sur les pentes du Malesch, sur les rives du Strymon et sur celles de la Vistritsa, et j'entendais une protestation formidable : « Nous étions Grecs, clamaient ces fantômes, et c'est parce que nous entendions rester Grecs, que nous sommes tombés sous le couteau des assassins ! » A Niaousta, trois mille squelettes sortiront de leurs tombes pour me rappeler que les Grecs furent égorgés par le yatagan.

Les morts ne mentent pas, nous devons les croire. Négligeons les théories ethnologiques et linguistiques. L'essentiel à marquer, c'est que tous ces Macédoniens se laissaient crucifier plutôt que de tourner le dos à la Grèce.

Je me retourne vers les honnêtes gens de tous les partis et de tous les pays, et je leur demande : « Ne voudriez-vous pas que votre sol enfantât de tels patriotismes ? »

Un collaborateur des *Hamburger Nachrichten*, qui voyageait en Bulgarie, lors des troubles de la Roumélie Orientale, écrivait à ce journal : « J'ai demandé à un cultivateur (grec) pourquoi il ne devient pas exarchiste afin de garantir le sort de sa famille et de sa fortune. « Mon fils n'y consen« tirait jamais », dit-il. Un autre m'a répondu que ses enfants ne le reconnaîtraient plus, s'il les y obligeait. « Nous préférons nous expatrier, ajouta

« t-il, quitte à refaire notre vie et à gagner notre « pain. » On ne saurait mépriser ce sentiment de l'âme populaire ».

Je cherchais des Grecs, et j'en ai trouvé dans les écoles. J'en ai trouvé dans les hôpitaux et dans les dispensaires. Seules, les communautés helléniques parmi les chrétiens en ont fondé à Monastir, à Salonique, à Serrès.

Dans cette dernière ville, tandis que je visitais l'hôpital avec M. le commandant Lamouche, j'ai constaté que les Grecs accueillaient et soignaient les Bulgares malades, pendant que les comitadjis massacraient les femmes et les enfants. « Evidemment, me disait le commandant, l'Hellénisme représente en Orient la civilisation ! »

J'ai trouvé des Grecs dans les manufactures de drap, dans les filatures de coton de Veria, de Niaousta, de Vodema. J'en ai trouvé dans les ateliers, dans les comptoirs, dans les champs. J'en ai trouvé dans tous les plis de la Macédoine. J'en ai trouvé dans les villes bruyantes, dans les hameaux silencieux, dans les solitudes glacées. J'en ai trouvé à Djoumaï-Bala, sur les frontières bulgares. Mais pouvons-nous avoir oublié qu'hier encore, il y en avait cent cinquante mille en Roumélie Orientale ?

Que si vous tombez malade, n'importe où, sur la terre macédonienne, c'est un médecin grec qui vous soignera, et c'est un pharmacien grec qui vous pourvoiera de médicaments. Eprouvez-vous le besoin de parler politique, littérature, art, sciences, c'est toujours aux Grecs que vous devrez vous adresser. J'en ai rencontré dont la culture générale était infiniment supérieure à celle de beaucoup de consuls qui prétendent les régenter.

Etes-vous persuadé que l'Hellénisme macédonien n'est pas une chimère, une invention des cerveaux athéniens ?

Lorsque je montrai les foules tumultueuses et enthousiastes de Salonique, de Serrès, de Veria, de Niaousta, de Vodena, de Castoria, de Monastir aux agents bulgares, ceux-ci à bout d'arguments s'écriaient : « Ce ne sont pas des Grecs que vous avez sous vos yeux, ce sont des *Grécomanes !* ».

Soit ! ce sont des Grécomanes, c'est-à-dire qu'ils sont plus imbus d'idées grecques que n'importe quel habitant de l'Attique. N'est-ce pas le plus bel hommage que l'on puisse adresser à leur nationalisme ?

Ah ! combien je serais heureux que Guillaume et les Prussiens fussent des *Francomanes*, plus amoureux de la France que Gambetta, le grand patriote !

Allons, la cause est entendue. Et les Bulgares doivent se mettre dans la tête qu'ils ne peuvent résoudre à eux seuls le problème macédonien. Ils ont à compter avec l'Hellénisme.

Quand donc les chrétiens de Turquie comprendront-ils qu'ils ont intérêt, non pas à s'insulter, à se battre, à se ruiner, mais à se serrer des coudes, à s'estimer, et à... s'aimer. Beaucoup de malentendus les séparent qui disparaîtraient si chacun consentait à peser froidement ses griefs et ses torts.

Pour être conforme à la stricte réalité des faits, je dirai que c'est à Sofia que l'on est généralement d'une intransigeance irréductible. « Nous voulons l'autonomie ! l'autonomie ou rien ! » Hors de là, les Bulgares font la sourde oreille. Les Grecs et les Serbes m'ont paru plus avides de solutions équitables, de discussions courtoises. Les hommes d'Etat de Grèce m'ont assuré en termes fort nets que leur désir le plus vif est de chercher et de trouver un terrain de conciliation générale où chaque peuple directement intéressé au sort de la

Macédoine reçoive satisfaction. « Depuis longtemps, m'ont-ils rappelé, nous avons marqué par des démarches précises nos véritables sentiments ». Ils faisaient ainsi allusion aux propositions d'entente qu'avait adressées Tricoupis à Stambouloff et que celui-ci aurait dénoncées au Sultan pour obtenir quelques avantages de la Porte.

M. Danef, ex-président du Conseil des ministres de Bulgarie m'a tenu un langage également rassurant et plein de promesses. La conversation instructive que j'ai eu l'honneur d'avoir avec ce politique avisé, prudent et réfléchi m'a reposé des déclarations brutales des chauvins et des exaltés — il y en a partout — qui ne m'avaient parlé des « horreurs » grecques ou serbes que pour leur opposer les « vertus » bulgares. M. Danef est un sage qui ne craint pas de faire son *meâ culpa* et qui sait faire taire la rancune stupide. « A quoi peuvent aboutir, m'a-t-il dit, ces luttes fratricides entre chrétiens ? Au relèvement du prestige turc. L'Europe, certes, a quelque peu raison d'imputer l'insuccès des réformes non seulement au mauvais vouloir de la Porte, mais encore à l'action néfaste des bandes... Je suis arrivé à cette conviction inébranlable désormais, que la Bulgarie, la Grèce et la Serbie, ont un intérêt vital à s'unir, à marcher résolument la main dans la main. »

Il est regrettable que les idées de M. Danef ne soient partagées que par la minorité. Les turbulents dominent encore dans la Principauté... Qui l'emportera d'eux ou des hommes sages et réfléchis ?

— Les Grecs, il faut en convenir, écrivait en 1883 Gabriel Charmes, ont quelque raison de soutenir que, depuis une cinquantaine d'années, la mode a tourné contre eux. »

En réalité, les chancelleries européennes n'ont jamais été philhellènes.

Je te reconnais à ton glaive (1),
A ton glaive au double tranchant,
A ton œil ardent qui, sans trêve,
Parcourt le monde en l'embrasant.

Des ossuaires des Hellènes
Tu surgis mâle de beauté,
Tu surgis pour briser nos chaînes ;
Salut, salut, ô Liberté !

Ils furent ta sainte demeure
Quand tu vivais de pleurs amers,
Humiliée, attendant l'heure
Que l'on te dît : « Sors, romps nos fers ! »

Ah ! qu'à sonner elle fut lente !
Tout était muet, avili.
Sur l'esclave, partout sanglante,
Pesait la main de l'Osmanli.

Et nul ne t'aidait, misérable,
A porter ta croix de douleur,
Que la mémoire impérissable
De quinze siècles de splendeur.

Tu te penchais, croyant entendre
Au loin l'appel libérateur ;
Puis, sans espoir, lasse d'attendre,
Tu tordais tes bras de douleur.

Tu t'écriais, triste, inquiète :
« Quand quitterai-je cet enfer ? »
Mais tu n'entendais sur ta tête
Que cris, sanglots et bruits de fer.

Guettant un rayon de lumière,
Tu contemplais avec effroi
Le sang, le deuil et la misère
De tes fils qui mouraient pour toi.

---

(1) Hymne à la Liberté, de Dionysios Salomos, traduit en vers français, par Gustave Laffon, consul de France.

Quittant ta retraite profonde,
Furtive, tu sortais parfois
Pour aller quêter par le monde
Le secours des forts et des rois.

Mais la porte des grands est lourde
Et lente à tourner sur ses gonds,
Et leur âme demeure sourde
Aux pleurs du malheur en haillons.

Ce n'est que contrainte et forcée que l'Europe permit à l'Hellade de ressusciter. Mais on l'enferma « dans un royaume construit, disait M. de Gobineau, comme avec une sorte d'intention de lui rendre la vie impossible ». Après avoir réalisé ce miracle de briser les chaînes de la tyrannie, de soulever la pierre du tombeau, l'Hellénisme, faible, chétif, meurtri, épuisé par des siècles de servitude, n'a reçu pour récompense de son héroïsme qu'une infime terre misérable, des rochers sauvages et nus, des îles maigres et impuissantes à offrir le moindre brin d'herbe, tant elles avaient été grattées et vidées par les mains rapaces du conquérant.

La Crète se soulevait déjà en 1767. Dès 1821, elle réclamait son union à la Grèce. Elle s'insurgeait encore en 1831, en 1833, en 1840, en 1858, en 1857 ; elle n'a pas cessé une minute jusqu'à nos jours de proclamer « hardiment devant Dieu et devant les hommes » son ardent désir de faire partie intégrante de l'Hellade, la mère-patrie. Elle n'a pas encore été entendue.

Des publicistes et des écrivains ont pris pour habitude de reprocher à l'Hellénisme l'excès de ses prétentions. « Les Grecs nous assourdissent, écrivent-ils, de leurs réclamations importunes autant qu'exagérées. » Toute une école s'est formée dans quelques milieux de Rome, de Paris et de Londres — je laisse de côté Berlin, Saint-Pétersbourg, Vienne, où l'on ne s'abandonna jamais à une politique de

sentiments grécophiles — toute une école, dis-je, s'est formée pour installer cette doctrine dans les chancelleries que la Grèce a eu toute sa part du gâteau turc. Un confrère parisien lui conseillait en décembre dernier de se contenter, pour l'avenir, de la Crète, lui montrant que ce serait folie pure pour elle de jeter désormais ses regards sur d'autres territoires, fussent-ils empreints de la marque hellénique. Ce journaliste a probablement des raisons de haute politique pour pousser à l'établissement des Bulgares et autres Slaves ou slavisants sur les bords du lac gréco-latin. Les sarcasmes des mishellènes n'empêcheront pas l'histoire de plaider la vérité.

— On n'a qu'à comparer, faisait observer *La Lanterne*, le nombre des populations grecques et bulgares, délivrées à l'heure actuelle du joug ottoman, grâce à l'intervention européenne, pour se rendre un compte exact de la situation tout à fait privilégiée où nous avons placé la Bulgarie, par rapport à la Grèce. Les statistiques nous démontrent que la Grèce libre, le royaume ne compte pas plus de 2.500.000 habitants, que la population de la Bulgarie libre est de 2.614.355 et qu'avec la Roumélie Orientale, qu'elle s'est annexée par le coup d'Etat de 1886, la population de l'Etat bulgare atteint le chiffre de 3.733.189, dont 2.500.000 sont Bulgares, et plus d'un million de nationalités diverses (recensement de 1900).

« Donc, la Bulgarie a été jusqu'ici exceptionnellement favorisée. Elle le fut, sans qu'on fît entrer en ligne les sacrifices consentis par chacun des peuples pour conquérir sa liberté. Et si l'on tient compte que la population hellénique subissant encore le joug ottoman, dépasse six millions d'âmes, alors que les éléments slaves et bulgares qui se trouvent dans les mêmes conditions ne se chiffrent que par quelques centaines de mille individus,

on peut dire hardiment que c'est au grand préjudice de la Grèce que fut favorisée la Bulgarie... La Grèce, même en s'annexant la Crète — dont la population s'élève à 300.000 habitants — comprendrait encore, au total, une population libre inférieure d'un million à la Bulgarie (2.800.000 Hellenes contre 3.733.189 Bulgares). La Grèce, d'ailleurs, n'a obtenu aucune compensation de territoire après l'annexion de la Roumélie Orientale à la Bulgarie, et la Roumanie comptant actuellement 6.000.000 de Roumains libres, n'a aucune revendication sérieuse à formuler du côté de la Turquie. »

Ainsi l'Europe commettrait une flagrante injustice si elle agrandissait à nouveau la Bulgarie en lui rattachant la Macédoine dont une grande partie est peuplée de Grecs.

En France, il était de tradition de défendre la cause de l'Hellénisme. Le Congrès de Berlin fût resté muet sur la Grèce sans l'intervention de M. Waddington, notre plénipotentiaire qui fit adopter, malgré l'opposition de la Russie, la résolution suivante : « Le Congrès invite la Sublime Porte à s'entendre avec la Grèce pour une rectification de frontières en Thessalie et en Epire et est d'avis que cette rectification pourrait suivre la vallée du Salamyrias (ancien Peneus) sur le versant de la mer Egée et celle du Kalamas sur le côté de la mer Ionienne ». Et plus tard, lorsque la Grèce mobilisait avec fracas en vue d'obliger la Turquie à répondre à l' « invitation » du Congrès, M. de Freycinet se refusa à prendre part au blocus dont l'Europe, vraiment cynique dans sa mauvaise foi, punissait le cabinet d'Athènes pour avoir cru en des promesses solennellement données. Tous nos hommes d'Etat de la Troisième République ont prêté leur appui en toutes circonstances aux cabinets d'Athènes. Mais, depuis notre alliance avec la Russie, le philhellé-

nisme semble avoir subi une espèce d'éclipse à Paris, non seulement dans les sphères gouvernementales, au Parlement, mais encore dans les cercles littéraires et artistiques. Il est de mode d'admirer la rudesse bulgare. Les socialistes eux-mêmes méprisent un peu les Grecs depuis la malheureuse guerre de 1897. Je ne comprends pas mon époque. Nous, les vaincus, nous devrions être d'instinct du côté des malheureux. « Vous avez le respect des faibles, dit Jean Oberlé (1) à M. Ulrich... Je n'étais pas habitué à cela, de l'autre côté du Rhin. » Hélas ! le jeune et vibrant Alsacien qui ne s'est pas laissé corrompre par l'esprit germanique, a dû s'apercevoir, plus tard, au contact des Français oublieux et changeants que nous n'avons plus « le respect des faibles », qu'à côté du Veau d'or, nous avons placé sur nos autels la « Force primant le Droit ».

Les russophiles ont exploité notre dégoût du régime hamidien, eux qui avaient toléré les massacres d'Arménie, pour nous faire mépriser les Grecs de Macédoine qu'ils nous représentaient comme les « suppôts du tyran ». Nous n'avons pas réfléchi que l'Hellénisme courrait de plus grands risques sous une domination bulgare que sous la sujétion ottomane. Celle-ci est destinée à disparaître tôt ou tard, celle-là serait peut-être éternelle. « Les Grecs repoussent l'autonomie, accusent les réformistes turcophobes, et par là ils rendent irréalisable l'amélioration du sort des Macédoniens. » Les Grecs ont toujours insisté pour que soit exécutée la clause du traité de Beriln (art. 23) qui assurait aux provinces de la Turquie d'Europe une administration plus humaine et plus tolérable. Mais ils ne se soucient pas de voir se renouveler la comédie de la Roumélie Orientale. Et

(1) « Les Oberlé », de René Bazin.

qui pourrait leur faire grief de penser à l'avenir de leur race ?

— Les Grecs modernes sont pétris de défauts, raillent des censeurs inflexibles, ce sont des dégénérés qui ne méritent pas nos sympathies. » Mon Dieu, oui, les Grecs ne sont pas des saints, ils ont commis quelques péchés... Mais nous, Français, sommes-nous exempts de tares, nous qui devrions être parfaits ? Nous avons beaucoup d'apaches, de souteneurs et de filous. La capitale, la Ville-Lumière, a une jolie collection de canailles qui sont loin d'orner son front. Et cependant, dirons-nous que la France à déchu ? et que l'Allemagne peut la broyer sous son talon de fer sans susciter aucun émoi dans le monde ? Le Grec n'a pas que des défauts ; il a aussi quelques qualités qui ne dépareraient pas les Parisiens les moins décadents...

Ceux qui l'ont suivi de près savent l'apprécier, tel M. Homolle, ancien directeur de l'Ecole d'Athènes, directeur général des musées nationaux. Dans une brillante et substantielle conférence qu'il a faite sur cette question : « Pourquoi aimons-nous la Grèce ? » M. Homolle a fait des déclarations qui constituent plus qu'une manifestation oratoire, elles sont un acte, elles ressemblent à un coup de clairon. Sans doute, c'est un archéologue qui embouche la trompette guerrière. Mais n'est-il pas constant, d'une tradition quasi-religieuse, que l'Hellade immortelle soit défendue toujours, à la première minute du danger, par les philosophes, les poètes et les artistes ? Car la Grèce est inquiétée, assaillie, harcelée de tous côtés par des ennemis redoutables. Elle est menacée en Crète par les convoitises rivales des puissances méditerranéennes ; elle est menacée en Macédoine par les ambitions injustifiables des Autrichiens, par les appétits démesurés des Bulgares qui trouvent de

secrets complices à Londres et à Saint-Pétersbourg ; elle est menacée en Epire par l'incorrigible mégalomanie de certains diplomates italiens qui n'admettent le principe des nationalités que s'il est favorable à leurs intérêts ; elle est menacée dans la partie méridionale de l'Albanie et par l'Italie, encore ! et par l'Autriche, toujours ! elle est menacée à Chypre, où la libérale Angleterre fait fi des aspirations nationales de ses « protégés » ; elle est menacée à Constantinople par tous les Slaves qui veulent ignorer systématiquement l'existence des héritiers directs de Byzance et fouler aux pieds les droits les plus imprescriptibles et les plus sacrés.

La Grèce est menacée partout où son idée flotte, superbe de vitalité et sublime de beauté. On a juré qu'elle ne serait qu'un joli petit bibelot, un curieux objet d'art pour vitrine, une précieuse antiquité sur laquelle le monde civilisé viendrait pencher son étonnement, son admiration et sa gratitude. Depuis longtemps, la Grèce est délaissée, méconnue, quand elle n'est pas méprisée ou même calomniée par ces prétendus philhellènes qui, pour avoir accablé de fleurs les noms de Périclès, de Sophocle, de Platon ou d'Aristote, se croient autorisés à porter sur les Grecs d'aujourd'hui les jugements les plus faux et les plus injustes.

M. Homolle est venu faire entendre publiquement une éloquente et émouvante réponse à l'odieuse campagne de dénigrement qui se poursuit depuis une dizaine d'années contre tout ce qui porte un nom grec. Il n'a pas manqué d'offrir son tribut une fois de plus à la beauté antique. « Il n'est personne, a-t-il dit, d'entre nous, qui à la vue d'une statue, à la lecture d'une tragédie grecque, ou d'un des dialogues de Platon, n'ait senti son âme émue comme d'une chose toute fraîche, toute neuve, toute pleine de jeunesse. Renan par-

lait du miracle grec. Mais nous pouvons bien parler aussi du bienfait grec. Ce bienfait se perpétue toujours autour de nous ; nous en éprouvons, comme l'ont éprouvé nos ancêtres, les généreux et tout-puissants effets. Ainsi, nous aimons la Grèce antique, nous l'aimons par reconnaissance, et nous n'imaginons pas que nous puissions ne pas l'aimer, car ce serait renier une des meilleures parties de nous-même, puisque la pensée grecque est toujours là et nous anime. Pour cesser d'aimer la Grèce il faudrait que l'humanité elle-même vint à changer, que les lois de la raison et celles de l'art fussent tout à fait modifiées. »

Mais rien de tout cela n'est contesté sérieusement par l'esprit le moins cultivé. Les slavophiles les plus violents sont obligés d'incliner leurs passions, leurs rancunes et leurs haines devant la grandeur d'Athènes. Le vrai mérite de M. Homolle, j'oserai dire l'originalité de son geste, c'est d'avoir eu le courage d'étendre sa sympathie pour les choses grecques aux Hellènes d'aujourd'hui ; c'est d'avoir affirmé avec force qu'il est juste de reporter à la Grèce moderne la profonde reconnaissance que nous devons à la Grèce antique.

Les Grecs d'aujourd'hui suivant l'exemple de leurs ancêtres qui avaient essaimé tant de colonies sur les côtes de la Méditerranée, s'en vont fonder au dehors, dans les pays les plus lointains, des établissements commerciaux, industriels ou financiers.

M. Homolle nous a montré ces rudes travailleurs qui partent vers l'Amérique de tous les points d'Orient, et en particulier, du Péloponèse. A peine arrivés, ces colons se groupent en communautés, ils exercent de petits commerces, vivent de peu, économisent sur tout et sur rien, pour envoyer vers les enfants, vers l'épouse restés au foyer, figés dans l'espérance et dans l'attente, d'abord dix

drachmes, puis cent, puis mille, puis un commencement de fortune.

Chaque année, c'est vers la Grèce un tel « afflux d'argent par tout minuscules ruisseaux, qui finissent par former de grandes rivières », que les envois de ces colons se chiffrant par millions, ont coopéré dans une large mesure au relèvement économique du pays. De telle sorte que le change se trouve aujourd'hui presque supprimé, et le papier grec revenu au pair.

« Lorsque nous lisons, disait M. Homolle, les comptes rendus de la guerre du Transvaal, je ne sais si vous avez remarqué que partout auprès des armées nous trouvions des Grecs. C'étaient des commerçants qui avaient des entreprises plus ou moins importantes de fournitures militaires ou qui transportaient avec eux des vins pour les vendre. » En effet, on trouve des Hellènes sur n'importe quel point du globe, supérieurs même aux Anglais comme colonisateurs. Ils se sont installés dans tous les coins, partout où l'effort humain peut produire quelque chose d'utile. Je ne parlerai pas de l'Amérique du Nord, de l'Angleterre, de la Russie d'Europe, de l'Allemagne, de l'Autriche, de l'Italie, de la France, de l'Espagne, qui sont des domaines accessibles aux travailleurs les moins épris de voyages et de déplacements ; les Hellènes y occupent, d'ailleurs, dans toutes les branches de l'activité sociale, des places enviables. A Paris et à Londres, notamment, ils sont directement intéressés pour une très large part à plusieurs maisons de crédit des plus importantes. Mais ce n'est pas dans les vieux mondes qu'ils ont donné toute leur mesure, là où les difficultés de l'existence sont à peine sensibles aux forts ; ils ont réellement montré leur esprit d'initiative et leur puissance de diffusion en explorant les terres nouvelles, là où il faut créer de toutes pièces, bri-

ser un à un les obstacles, faire sortir le pain et l'or du roc et du sable.

On les a vus dans les Indes, en Chine, au Japon, en Mandchourie, au Transvaal, précédant toujours l'Europe indolente. Kitchener, émerveillé, les a rencontrés au Soudan dont ils avaient fait, bien avant lui, la pénétration et la conquête : son armée était heureuse d'être ravitaillée en vivres par leurs *bakals* industrieux. Un jour, mon beau-père, ayant été nommé consul à Valparaiso, escaladait la Cordillère des Andes ; il était à 4.500 mètres d'altitude, chantant à mi-voix, comme dans un rêve, selon une constante habitude, les poésies que lui dictait sa Muse grecque, lorsque tout à coup, il se heurte à un autre voyageur. Longue surprise, longues explications ; ce voyageur était un Hellène qui descendait à Mendoza. C'est avec l'argent qu'ils gagnent à l'étranger au prix de cruelles privations et de perpétuels sacrifices, que les Grecs accroissent le patrimoine national, qu'ils embellissent Athènes, qu'ils fondent des écoles, qu'ils élèvent des musées, qu'ils soutiennent l'*Idée*, la *grande Idée*.

Et lorsque le succès ayant couronné leurs efforts, ils rentrent dans leur patrie, ils enrichissent celle-ci de leurs capitaux, de leur expérience et de leur inlassable dévouement.

« Il y a longtemps que je connais la Grèce, nous confiait M. Homolle ; je n'ai cessé de la fréquenter depuis une trentaine d'années, et je crois qu'à ce titre je peux témoigner pour elle. Quand je la revois, je la trouve toujours en progrès. Je ne suis pas allé une fois à Athènes sans trouver la ville agrandie, embellie, de plus en plus agréable à habiter... Athènes et le Pirée étaient séparés autrefois ; ils sont aujourd'hui réunis. Les deux villes ne comptaient guère plus de 100.000 habitants, elles en ont aujourd'hui 200.000. Si ces choses se

passaient autour de nous, nous les trouverions extraordinaires. » M. Homolle eût pu rappeler à ses auditeurs qu'Athènes n'était, en 1830, qu'un village, misérable reste de son antique splendeur, les Turcs ayant réduit à néant cette glorieuse cité, et que la capitale de la Grèce moderne a dû se reconstruire pierre à pierre. Quant au Pirée, il n'existait même pas. Mais tout cela n'a pas été édifié par les Américains. Alors, il n'y a plus à s'étonner, à pousser des cris d'admiration.

De même que nous n'avons pas été frappés par le merveilleux développement de la marine marchande grecque qui a vu son tonnage, durant ces dix dernières années, suivre une progression prodigieuse.

« L'activité de cette marine, écrit l'économiste M. Edmond Théry, s'exerce non seulement dans l'Archipel, qui est son domaine immédiat, mais encore sur toutes les côtes de la Turquie, de la Mer Noire, de l'Asie Mineure, de l'Egypte, de l'Adriatique. Et nous pouvons même ajouter qu'elle dépasse maintenant les limites de la Méditerranée, que les anciens marins grecs avaient franchies. » Si je ne me trompe, le port du Pirée occupe le troisième rang, sinon le deuxième, comme importance dans le mouvement général de la navigation méditerranéenne. Les Compagnies maritimes autrichiennes, italiennes, françaises, anglaises et russes sont inquiètes de la redoutable concurrence dont les harcèlent les armateurs du Pirée, de Syra et d'Andras. Et voici que l'on nous informe de la création de transatlantiques grecs.

Vraiment, où est cet esprit étroit et mesquin, incapable de rien concevoir ni de rien réaliser, que l'on prête si généreusement, parfois, aux Hellènes d'aujourd'hui ? Que de fois ai-je entendu exprimer cette opinion : Oh ! nous ne pouvons

rien attendre de la Grèce moderne : elle dort sur les lauriers de Périclès, de Sophocle et d'Alexandre. Elle est sans énergie, sans force, sans action. Hypnotisée par la gloire d'Athènes, elle s'imagine que les peuples *civilisés* ont pour mission de s'occuper de son avenir, de lui tailler un grand empire en Macédoine, en Trace, en Asie Mineure. Désormais inutile, quoique encombrante, nourrie uniquement de folles chimères, elle disparaîtra, balayée par la poussée des peuples jeunes, actifs et audacieux.

Des critiques superficiels raillent le Grec moderne de n'avoir pas su porter le lourd héritage de l'antiquité. Evidemment, il n'a pu encore accomplir des prodiges ; il n'a pas eu le temps de donner toute sa mesure. Il n'a eu pour se développer qu'un champ très borné, un domaine lilliputien. Songeons un peu à ce que deviendrait notre belle France, si elle était réduite à une ou deux provinces. Déjà, l'amputation cruelle de l'Alsace et de la Lorraine ne nous a-t-elle pas diminués, appauvris ? N'assistons-nous pas à l'épanouissement inquiétant de l'Allemagne qui déborde de tous côtés sur les nations latines et même sur les autres... ? Pour avoir une brillante carrière, il faut avoir de grands espaces devant soi. Les petits peuples sont comme les petits oiseaux ; ils tombent à peine ils ont ouvert leurs ailes. Avant de chercher la gloire, la Grèce de nos jours a dû chercher du pain. *Primo vivere !* conseille la sagesse des hommes. Et elle a vécu, la malheureuse, depuis l'heure ou resplendit le soleil de l'Indépendance, elle a vécu de sacrifices, d'amertumes et de stoïcisme.

« La Grèce, disait M. le professeur Scheumann (1), est un des éléments les plus essentiels

(1) Préface aux *Deux études sur la Grèce moderne*, par le comte de Gobineau.

du problème oriental. Gobineau, d'ailleurs, n'est pas seul à attribuer à ce peuple hellène, d'une vitalité, d'une solidité, d'une activité, d'une intelligence incomparables, pénétré d'un sentiment de race profond et tenace, poussé par un patriotisme passionné, dépositaire de toute la science morale dans l'Orient chrétien et représentant les meilleurs éléments de sa civilisation, un rôle dominateur, conducteur, éducateur, vis-à-vis de ses voisins. Mais ce qu'il a vu presque plus clairement encore et souligné plus fortement, c'est un autre rôle de cette race particulièrement cultivée et intelligente, qui s'ensuit pour ainsi dire du premier, celui de servir de barrière protectrice contre l'Asiatisme et même le Slavisme ; de s'interposer, sur la Méditerranée, entre les Orientaux et les Occidentaux et de couvrir ainsi cette partie de l'Europe au jour de la grande liquidation entre celle-ci et l'Asie. Il n'y a peut-être personne, dans le temps qui court, qui ne se rende compte de toute la portée et de toutes les conséquences d'un pareil état de choses. »

Ainsi, tout nous pousse à aimer la Grèce. Et nous aimons tous ceux de ses enfants « qui sont encore soumis à une domination étrangère, qui ont souffert, qui souffrent bien souvent ». Nous avons compati au malheur de ces Grecs qui ont été persécutés tout récemment en Bulgarie, c'est-à-dire dans un pays où ils avaient le droit de se croire en sûreté, « car ils y vivent en citoyens soumis et fidèles. Les noms de Philippopoli, Stenimacho, Anchialos, ont tristement résonné à nos oreilles, comme autrefois ceux des villes de la Grèce, dans lesquelles les Turcs venaient enlever, piller et massacrer ».

Notre devoir est de défendre les faibles. Nous n'y faillirons pas. Nous prêterons le secours de notre diplomatie à cette race qui est digne, à tant

d'égards, de notre respectueuse affection. Oh! nous ne prétendons pas lui sacrifier les intérêts légitimes des autres peuples qui ont aussi à faire valoir des titres à la protection de l'Europe. Non. M. Homolle a exactement défini notre rôle, à nous Français, en déclarant que nous approuvons le langage que tenait dernièrement M. Romanos, ancien ministre des affaires étrangères de Grèce, lorsqu'il disait que *les espérances de son pays avaient toujours pour limite le respect des nationalités voisines.*

C'est la politique que nous avons toujours préconisée pour la France elle-même. Que les hommes d'Etat des Balkans y conforment leurs vues, la paix sera assurée en Orient, les intrigues européennes seront déjouées, et les esclaves courbés sous le joug ottoman jouiront enfin des bienfaits de la Liberté.

LE ROUMANISME

Les Koutzo-Valaques de Macédoine, sollicités par le roumanisme, sont restés fidèles à l'idée grecque; malgré les intrigues et les menaces de Hilmi-Pacha — le grand Réformateur surnommé par les Turcs eux-mêmes *Hilmesco-Pacha*, tant sa roumanophilie éclate à chacun de ses actes — et malgré, aussi, les exécutions des bandes bulgaro-roumaines.

Voici la profession de foi qu'adressaient en avril 1904 les Koutzo-Valaques de Kruchevo au Patriarche de Constantinople et qui reflète les sentiments de ceux que la Roumanie revendique :

« Etroitement unis, disent les premiers, à nos frères les Hellènes, par les liens irréfragables d'une origine commune, d'une identité de traditions, d'usages et de coutumes, et, partageant toujours, en tout, leur sort, nous ne nous sommes jamais distingués d'eux, ayant au contraire tenu à former avec eux un groupe ethnique indivisible. Ce sentiment et cet idéal national nous les avons, en maintes occasions, manifestés hautement ; nous en avons donné des preuves multiples ; une fois encore nous venons les affirmer aujourd'hui, résolus à les proclamer à nouveau, à l'avenir, chaque fois que l'occasion s'offrira. » « Profondément conscients de notre caractère ethnique, écrivent les Grecs vlachophones de Salonique, nous sommes toujours demeurés à travers les siècles, attachés à l'église grecque et inséparablement liés avec les autres Hellènes orthodoxes, grâce à une communauté d'origine et d'aspirations, nourris de culture grecque, dans le domaine de l'école, comme dans celui de l'Eglise, et professant un même idéal et les mêmes vœux... »

Les agents de la propagande roumaine sont les premiers du reste à constater la vanité de leurs efforts. M. Lazaresco Lecanta, directeur de l'école commerciale roumaine de Janina, écrivait à M. Haret, ministre de l'Instruction publique de Roumanie, un rapport empreint du plus noir pessimisme (26 novembre 1901).

« Les résultats acquis sont superficiels, sans aucune valeur réelle. Nos écoles manquent d'élèves dans des villages où il n'y a que des Valaques, alors que l'école grecque est remplie d'enfants, et bien que *ceux-ci ne paient chez nous absolument rien, tandis que chez les Grecs ils paient des droits d'inscription*. Ce qui est tout à fait singulier. Le Roumain envoie ses enfants à l'école roumaine, pour qu'on lui fasse des cadeaux, pour qu'on lui donne

des bourses, des livres et le reste, tandis qu'à l'école grecque il n'exige absolument rien, et, si le besoin s'en fait sentir, *il délie les cordons de sa bourse et à sa mort il laisse, par testament, sa fortune pour propager la culture grecque....* De quelque façon que nous nous présentions aux Valaques, non seulement ils ne nous recevaient pas, mais ils nous évitaient comme des pestiférés. Souvent les nôtres ont été reçus et soignés dans des villages valaques, *tant que les paysans ignoraient leur mission. Mais sitôt que nous déclarions que nous étions des maîtres d'école roumains, ils nous chassaient et nous reniaient....* »

Un exemple : « la ville de Kruchevo » est « habitée par 200 à 250 familles bulgares, qui s'y sont établies dernièrement, et par 1.500 à 2.00 familles valaques autochtones, dont 100 à 150 seulement se sont ralliées au roumanisme. Toutes les autres sont demeurées fidèles à leur vieil idéal et à leur amour pour la Grèce. Les 100 à 150 familles roumanisantes appartiennent du reste aux classes les plus basses de la société, ne font aucun sacrifice pour notre cause et attendent que nous leur accordions des secours, etc., alors que les 1.700 à 1.800 familles à culture grecque sont ce qu'il y a de plus considérable dans le pays, font de gros sacrifices pour leurs écoles et pour la cause hellénique... Avec notre système de propagande actuel, nos 150 familles demeurent entièrement isolées et méprisées ; beaucoup reviennent même à leurs anciens sentiments grecs... » M. Lecanta a même observé que les Koutzo-Valaques de Macédoine qui vivent dans le royaume de Roumanie restent attachés à l'Hellénisme.

A *Grébénitsa*, dit-il, il y a « 350 familles valaques ; écoles grecques de garçons et de filles ; cette dernière entretenue par un legs d'un Grébénitiote décédé à Bucarest : Eustache Koutrélos.

Deux notables de la bourgade : Jean Paticoş et Papavramoussis, sont propriétaires à Bucarest, *sans être sujets roumains* ; tel est aussi le cas de la veuve d'E. Koutrélos qui administre la fortune laissée par son mari.

« *Metsovo :* grande communauté composée de 8 à 10.000 habitants, tous Valaques, et disposant d'un revenu annuel de 100 à 120.000 francs. Ici une école roumaine n'a aucune chance de prospérer ou même d'exister... Il y a peu de Metsovites en Roumanie. La communauté de Metsovo a refusé le legs de Kizacovitch, parce qu'il stipulait l'introduction de l'enseignement du roumain dans les écoles.

« *Fourka :* depuis 1896 l'école roumaine est en recul, l'école grecque a été recréée.

« *Megarovon :* communauté riche et importante. Possède des écoles grecques complètes. Le principal bienfaiteur de ces écoles est Stergios Stylidis, *il habite Bucarest....* »

Tel est le long aveu d'un directeur d'école roumaine.... Il est superflu de le commenter... Et M. Haret, le ministre, s'empressait de rendre compte au roi Charles dans un volumineux mémoire de la situation exacte du roumanisme en Turquie d'Europe.

— Nous avons beaucoup d'écoles et beaucoup d'instituteurs, écrivait-il, mais nous n'avons pas d'élèves. Pendant que le nombre des élèves diminuait, nous avons augmenté celui des maîtres. Le travail de la propagande s'est limité à quelques centres à peine et il se confine aux classes indigentes sans influence sur les classes riches et éclairées. C'est pourquoi nos lycées, gymnases et écoles commerciales ont des pensionnaires boursiers. Sans cela ils seraient restés vides... Nos écoles de Macédoine sont en l'air, sans base solide,

artificiellement soutenues par des boursiers, pris partout où cela est possible... Il est malheureusement vrai qu'après tant d'années de luttes, de dépenses consenties, avec une si grande bonne volonté, les résultats obtenus ne sont en proportion ni des efforts, ni des sacrifices. Nous avons travaillé à faire du roumanisme; pour quelques-uns un objet d'ostentation ; pour les autres, un objet de profit matériel... En réalité, nous ne faisons que nous tromper nous-mêmes ». Et M. Haret caractérisait cette politique nationale par ces deux mots cinglants : « Farce et mensonge ! »

C'est à la suite de ces constatations officielles que le cabinet Stourdza abandonna les Koutzo-valaques à leur *grécomanie*.

Mais le gouvernement de Bucarest est retourné à ses anciens errements. Seulement il modifia sa manière de faire. Au lieu d'agir par les écoles et par les instituteurs, il se servit des comitadjis-brigands et des beys-oppresseurs. Il croyait que le terrorisme réussirait là où avaient échoué les exhortations accompagnées d'achats de consciences. Les Gréco-Valaques résistèrent aux couteaux des assassins et aux tracasseries des fonctionnaires avec plus d'ardeur encore et d'obstination qu'ils n'avaient dédaigné les offres séduisantes des généreux « frères ». Furieux de leurs défaites, les agents du roumanisme dénoncèrent au général Lahovary, ministre des Affaires étrangères, les agissements des consuls de Grèce qui « armaient les Antartes et les poussaient contre les roumanisants ». Aussitôt, l'on créa une agitation anti-hellénique dans le royaume même de Roumanie. On commença à tuer dans un café de la capitale M. D. Lecanta Lazaresco, rédacteur du *Balkanul*, qui avait eu le courage de rééditer dans ce journal toutes les critiques qu'il avait formulées dans le rapport précité, contre la propagande in-

fructueuse de roumanisation en pays turcs. M. Dissesco, ancien ministre de la Justice, leader du Sénat, indiqua la voie aux massacreurs, en proférant dans une réunion publique ces paroles indignes d'un homme d'Etat civilisé : « Que les Grecs sachent que pour une tête roumaine de perdue, on trouverait assez de têtes grecques en Roumanie ». Il a été écrit que ces provocations non déguisées, ces invites ouvertes au carnage ont eu l'approbation pleine et entière du roi Charles. On me permettra d'en douter. Quoi qu'il en soit, l'hallali de M. Dissesco ameuta contre les Hellènes établis en Roumanie tous les pillards et tous les égorgeurs sans emploi. On saccage des magasins, dont on bâtonne les propriétaires ; on brûle le drapeau grec à Giurgevo ; on assassine en pleine rue, à Kalafat, M. Michel Papadimitriou, koutzo-valaque de naissance, qui professait des idées philhelléniques ; on décrète la fermeture des gymnases, on expulse des journalistes, puis des commerçants, des industriels, des banquiers, des médecins, des avocats, etc. Une bande de manifestants — ou d'apaches — pénètre dans l'église de la Légation de Grèce pour y insulter avec plus de scandale le roi Georges, le Patriarche œcuménique et la nation hellénique. Le consul général, M. Varatassi, est conspué par les mêmes individus. Et lorsque le cabinet d'Athènes réclame le châtiment des coupables, le gouvernement roumain lui répond en faisant voter par le Parlement des mesures fiscales draconiennes qui visent les Grecs. « La continuation d'une pareille attitude, absolument injustifiable, s'écriait M. Skouzès, ministre des Affaires étrangères de Grèce, du haut de la tribune de la Chambre, nous persuada que nous ne devions rien espérer, et nous résolûmes de rompre les relations. »

La Grèce, en effet, rappela son représentant à

Bucarest, M. Tombazis, et tous ses consuls. D'autre part, le ministre roumain à Athènes quittait son poste. La protection des intérêts grecs en Roumanie était confiée à la Russie et celle des intérêts roumains en Grèce à l'Italie. La rupture diplomatique entre les deux Etats était définitive le 14 juin 1906.

Il convient de faire remarquer que M. Skouzès avait montré un constant souci de régler le différend à l'amiable. Il avait proposé de soumettre le litige à la Cour de La Haye. Mais la Roumanie opposa à cette demande une fin de non-recevoir, après avoir refusé, d'ailleurs, de transférer à St-Pétersbourg les négociations entre les parties adverses.

M. le général Lahovary me faisait, au cours de l'entretien qu'il m'accordait en décembre 1905, les déclarations suivantes :

« Nous allons prendre des mesures énergiques. Nous ne permettrons pas qu'on massacre nos frères. Déjà, nous avons exigé des explications précises, pour le passé, et des assurances formelles pour l'avenir du cabinet d'Athènes. Je dois confesser que M. Rhallys nous a répondu par un sec et dédaigneux *non possumus*. « Je me refuse, a-t-il tranché, *à discuter une question qui n'existe pas. Il n'y a pas de Roumains en Macédoine.* » Et tout d'un coup, M. Tombazis, accrédité auprès de S. M. le roi Charles, part en congé illimité. Rien, vraiment, ne justifiait cet accès de mauvaise humeur. Il ne restait à notre représentant à Athènes qu'à suivre l'exemple de son collègue. C'est ainsi qu'il y a maintenant interruption de rapports diplomatiques entre la Grèce et la Roumanie...

— Et cela durera, demandai-je ?

— Autant qu'il plaira à ces messieurs d'Athènes. Ah ! par exemple, nous serons, désormais,

intransigeants. L'entretien ne sera repris que lorsque nous aurons obtenu quelques satisfactions... »

Je posai cette question qui constitue le cœur même du débat : « Le gouvernement grec peut-il être tenu responsable, à vos yeux, des événements qui se déroulent en territoire turc ? »

— Non, répondit le ministre sans hésitation ; mais il peut, il doit user de toute son influence, et, au besoin, de toute son autorité, pour que les syllogues et comités gréco-macédoniens ne s'en prennent plus à nos partisans. Nous prétendons qu'il soit plus sévère, moins complaisant à l'égard des meneurs. Nous espérons fermement que les avis du ministre d'Autriche seront écoutés et... suivis.

— Ah ! l'Autriche, fis-je...

— Oui, l'Autriche nous soutient dans cette affaire, m'informa le général Lahovary. Il n'y a pas que les Grecs qui aient des sympathies en Europe. Vous, messieurs les Français, vous êtes toujours des philhellènes ardents et convaincus. Vous avez poussé votre admiration pour les descendants de Périclès, jusqu'à fonder une Ligue qui est appelée à défendre les droits de l'Hellénisme. Vos hommes politiques les plus considérables et vos hommes de lettres les plus distingués en font partie. C'est parfait. Cela n'empêche que les Grecs aient tort, en cette circonstance.

— Et si, par aventure, le désaccord persiste, si le cabinet d'Athènes ne cède pas ?

— Eh bien, tant pis, ce sera la guerre, tonne le général.

Je tressautai sur mon fauteuil.

— Oh ! rassurez-vous, sourit le ministre, ce sera la guerre... économique... Certes, la poudre eût parlé tout de suite, avec des frontières communes. Nous disposons de moyens sûrs pour amener nos contradicteurs à nous donner raison.

« Il y a plusieurs milliers d'Hellènes qui se sont fixés et ont prospéré en Roumanie. Nous leur rendrons la vie impossible. Nous les traquerons de cent manières. Nous fermerons, d'abord, la porte aux produits de leur pays. Nous leur imposerons, ici, de lourdes taxes. Nous les accablerons de vexations... légales. Nous soumettrons leurs églises, leurs écoles, leurs prêtres, leurs maîtres, leurs communautés, à une surveillance intolérable. Au besoin, nous procéderons à des expulsions en masse des notabilités du commerce et de l'industrie. Nous épuiserons les rigueurs du droit de souveraineté. Chacun est maître chez soi. Et nous verrons qui se fatiguera le premier à ce jeu de massacres. Que nous importe, après tout ? La Roumanie n'a rien à perdre dans ce conflit. Notre commerce d'exportation avec le Pirée est insignifiant. Il n'y a pas de Roumains en Grèce. Nous ne tirons absolument rien des Hellènes. Notre pays, au contraire, est pour eux une source inépuisable de profits et de gains. Ils s'enrichissent tous à nos dépens (*sic*). Le jour où nos millions ne tomberont plus dans leurs coffres-forts, ils se résoudront aisément à une discussion amicale. »

Le programme de représailles que m'avait annoncé le ministre des Affaires étrangères a été exécuté à la lettre.

La Roumanie a dénoncé en même temps que son traité de commerce avec la Grèce, « le protocole de 1900 par lequel elle avait reconnu ***définitivement*** la personnalité morale, déjà attribuée par une longue jurisprudence roumaine (1), aux communautés grecques dont l'organisation englobait d'une manière inséparable les églises et les établissements scolaires et de bienfaisance... Des

(1) Le Droit d'intervention des Grandes Puissances à propos du conflit gréco-roumain, par Levidis, docteur en droit. (Revue générale de Droit international public.)

surtaxes onéreuses, équivalant presque à la prohibition de l'exercice du commerce par les sujets hellènes, ont été imposées sur les commerçants grecs en Roumanie... » On a fermé les écoles grecques, expulsé en masse des Grecs paisibles et honnêtes, entourés de la considération générale, etc., etc. En un mot, les autorités de Bucarest ont soumis l'Hellénisme à une foule de vexations plus arbitraires les unes que les autres.

Quelle est donc la thèse des Roumains pour justifier ce qu'ils appellent, en un brutal euphémisme, des « représailles » ? Elle se résume en deux griefs : ils reprochent au gouvernement hellénique, d'une part, de permettre l'organisation, sur son territoire, de bandes payées dans le but de commettre le brigandage en Macédoine, contre les roumanisants, et d'autre part, de refuser sa haute intervention auprès du patriarcat de Constantinople, pour obtenir le respect et la sanction des privilèges octroyés par un iradé du Sultan aux « Valaques » de Roumélie. Examinons le premier grief. Il est utile, tout d'abord, de rappeler que le gouvernement d'Athènes a nié, en termes catégoriques, que les bandes gréco-macédoniennes soient commandées par des officiers hellènes, et que leur point de départ soit le royaume de Grèce.

Pour détruire ce démenti formel, il serait nécessaire d'instituer une enquête contradictoire ; or, celle-ci a été demandée, implicitement tout au moins, par le cabinet Théotokis, qui a proposé, ne l'oublions pas, que le différend soit porté devant le tribunal d'arbitrage de La Haye. Donc, jusqu'à preuve du contraire, l'accusation roumaine est à négliger. Mais, tenons-la pour fondée. S'en suivrait-il que les Grecs dussent subir la peine des crimes perpétrés sur le territoire turc ? La réponse à cette question m'a été donnée, dans

le sens négatif, par le ministre des Affaires étrangères de Roumanie lui-même. Elle a été confirmée officiellement deux mois plus tard : « Le gouvernement royal roumain, déclarait le général Lahovary, dans la notice qu'il remettait le 1er février à M. Varatassi, consul général de Grèce, n'a pas pensé à rendre responsable le gouvernement royal d'Athènes des faits qui se passaient sur la frontière du royaume grec, en Turquie. »

Il est facile de comprendre que si, du propre aveu de la diplomatie roumaine, aucune action légitime ne saurait être intentée à la Grèce pour des actes qui se sont déroulés le long ou dans le voisinage de la frontière gréco-turque, la Roumanie est d'autant moins qualifiée pour demander compte à la diplomatie hellénique des violences qui auraient été exercées sur les roumanisants, en plein territoire ottoman, dans l'intérieur des provinces rouméliotes. Les vilayets de Salonique, de Monastir et d'Uskub échappent totalement aux pouvoirs de police, de gendarmerie ou de justice du gouvernement du roi Gorges.

Les réclamations roumaines sont contraires, on le voit, aux principes du droit international. La Roumanie eût dû s'adresser à la Porte, d'abord, puis en désespoir de cause à l'Europe, et plus spécialement à l'Autriche et à la Russie.

En effet, c'est le sultan ou ses ministres qui ont une autorité souveraine sur la Macédoine, ce sont eux qui gouvernent cette malheureuse province. Les soldats, les gendarmes, les juges, les préfets, les gouverneurs obéissent à Hilmi-Pacha, représentant du grand-vizir, et surtout porte-paroles d'Abdul-Hamid. Supposez que M. Théotokis, président du Conseil des ministres de Grèce, marque un jour la prétention de s'immiscer dans l'administration hamidienne, il n'y aurait pas assez de sarcasmes dans les chancelleries pour railler cette

folie ou cette outrecuidance et l'Europe entière approuverait la Porte de protester et d'appuyer sa protestation à coups de canon.

Immédiatement après la Porte, c'est l'Europe qui mérite, en toute équité, de porter le poids de l'anarchie macédonienne, car celle-ci est son œuvre. L'Autriche et la Russie ont sollicité et obtenu le mandat de pacifier et de rendre au bonheur les trois vilayets de Roumélie. L'accord de Muertzeg, qu'elles ont scellé, paraît-il, d'une entente plus large, prévoyant les éventualités les plus lointaines et les plus graves, cet accord a prévu un programme de réformes sages et utiles.

La gendarmerie internationale a été créée ; elle fonctionne depuis trois ans sous la direction du général Degiorgis pacha, et sous la surveillance des consuls des grandes puissances. Il y a toujours, malgré la présence des agents civils et financiers et des officiers *civilisateurs*, des pillages, des incendies, des massacres, des atrocités et des supplices qui plongent les Macédoniens de toutes races et de toutes nationalités dans un deuil indéfini et dans une angoisse éternelle. Cela démontre tout simplement, que l'Europe fait fausse route, ou qu'elle a des desseins que nous ignorons, mais j'ose dire que c'est d'une hypocrisie répugnante que de vouloir faire remonter jusqu'à l'*action* grecque la responsabilité de ce gâchis. Il ne se trouvera aucun arbitre pour condamner la Grèce. Par contre, il me paraît improbable qu'il y ait un juge qui consente à absoudre les procédés employés par la Roumanie pour « venger les frères morts en Macédoine ». Car s'il est manifestement clair que la Grèce n'a pas à répondre des tueries qui ensanglantent la Macédoine, province turque, il est encore plus évident que le gouvernement du roi Charles est tenu de rendre compte des mille vexations auxquelles il a sou-

mis les églises en territoire roumain, et des attentats que les Grecs y ont dirigés contre leurs biens et contre leurs personnes.

Quant au second grief de la diplomatie roumaine, il est aussi vain et aussi peu sérieux que le premier. Le patriarche œcuménique de Constantinople, sujet du sultan, est absolument indépendant de la Grèce. Il n'a même aucune influence sur l'Église du royaume, laquelle est autocéphale, présidée par un métropolite.

En vertu de quel droit le gouvernement d'Athènes a-t-il pesé sur ses décisions ? La Porte, certes, n'eût pas manqué de dénoncer cette ingérence dans les affaires religieuses de sa juridiction. Du reste, le patriarche est inflexible dans sa doctrine. Il a résisté aux « conseils » de la Russie, puissance orthodoxe, et il a dédaigné les *présents* que lui offrait le ministre de Roumanie à Constantinople.

« Je me refuserai toujours, m'a-t-il dit dans une interview que j'ai eu l'honneur d'obtenir, à favoriser les desseins politiques de la Roumanie. Je ne veux pas me faire l'instrument de ses ambitions. Non, je n'accepterai pas que les Koutzo-Valaques de Macédoine soient obligés de renier leur foi. Ils entendent être considérés comme des Grecs. Jamais je ne leur donnerai des prêtres et des instituteurs roumains. Jamais je ne les *vendrai* à leurs ennemis. »

Pourquoi la Roumanie s'est-elle entêtée, malgré tout, à chercher querelle à la Grèce ? L'explication de son attitude est bien simple. Fidèle suivante de l'Allemagne, elle adopta une politique nettement turcophile. Les Roumains sont les meilleurs amis du Sultan, après les Allemands. Ils lui disent qu'ils veulent consolider son pouvoir que les autres chrétiens sapent, au contraire, à coups redoublés. Et la Porte, heureuse, enfin, de trou-

ver des raïas dévoués au Croissant, a comblé de ses faveurs l'action roumano-macédonienne. L'Hellénisme traqué de toutes parts ne fléchit pas cependant. Aussi fort que le chêne et plus souple encore que le roseau de la fable, il résista à tous les vents. Hilmi-Pacha, inspecteur général des trois vilayets, conçut un jour le dessein de dépasser Halil Rifaat pacha en roumanophilie, sans doute pour mieux pacifier la Macédoine, et peut-être aussi pour être agréable à la Triplice. Il poussa le Sultan à céder à la Roumanie les privilèges spéciaux qu'elle réclamait à la Turquie, depuis longtemps déjà, avec une insistance qui devait revêtir même les formes d'un ultimatum, appuyée qu'elle était dans ses démarches actives et pressantes par l'Allemagne, l'Italie et l'Autriche.

En effet, dans une note du 2 mai 1905, la Porte faisait savoir à M. Lahovary, représentant du roi Charles, à Constantinople, que désormais Sa Hautesse daignerait reconnaître l'existence légale en Roumélie des communautés valaques. Les Roumains auraient, avec « leurs » églises et « leurs » écoles, des prêtres, des instituteurs et des mouktars « nationaux ». Ils auraient le droit d'envoyer des délégués dans les conseils administratifs des vilayets.

Hilmesco pacha ne voulut pas que la volonté officielle de son maître restât lettre morte, comme en mille autres circonstances, où il était nécessaire qu'il en fût ainsi. Le réformateur en chef de l'anarchie hamidienne tient essentiellement à ce que les conflits entre chrétiens s'accentuent de plus en plus, afin qu'il soit clairement et définitivement démontré aux puissances « civilisées » d'Europe que la Macédoine n'est pas cette belle et superbe entité que certains esprits naïfs admirent, rêvant de lui confier les rênes de son propre gouvernement, mais une monstrueuse tour de Ba-

bel où les hommes, d'appétits contraires, se heurtent, se déchirent et se dévorent.

Hilmi, que Machiavel n'eût certes pas méprisé, a soufflé, rampant dans les mystérieuses coulisses, sur les convoitises et les haines rivales, tandis que campé sur la scène, devant le public des agents civils, des consuls et des contrôleurs militaires et financiers, il prêchait en termes élevés aux sujets « égarés » du « généreux » Padischah, l'oubli des injures, la concorde et l'apaisement.

Dans son ardent désir de distribuer la justice à toutes les nationalités, indistinctement, il prête aux agents roumains le secours de la force armée qui leur permettra de s'emparer des écoles et des églises grecques.

Il exerce, nous l'avons vu, par l'intermédiaire des fonctionnaires, une forte pression sur les Koutzo-Valaques pour qu'ils adhèrent au roumanisme. Les récalcitrants sont jetés en prison, sous les prétextes les plus futiles : ils seront condamnés sans que le tribunal se donne même la peine d'instruire leurs procès, à moins que leurs familles, riches ou simplement aisées, se dépouillent ou se ruinent pour payer le bakchiche aux juges.

Parfois, oui, l'on néglige de les faire passer en jugement, on les laisse pourrir et se morfondre dans leurs méditations : ils auront peut-être une minute de découragement et de lassitude, ils demanderont l'aman, c'est-à-dire qu'ils renieront leur foi religieuse et nationale. Car la propagande roumaine dispose d'une caisse qui fascine les valis, les mutessarifs, les kaïmakans et leurs valets. Le million que le cabinet de Bucarest offre chaque année aux « frères opprimés de Macédoine », sert, en grande partie, à gagner les bons offices des faméliques pachas, beys et effendis. De sorte que la Roumanie appuie son action ma-

cédonienne sur la complicité constante des autorités turques. Cette complicité va jusqu'à couvrir d'une protection souveraine les brigands les plus notoires qui opèrent au nom et pour le compte de la propagande roumaine.

Dans ces conditions, il paraît naturel que le gouvernement du roi Charles n'adresse pas ses réclamations à la Sublime Porte. Celle-ci est l'amie, sinon l'alliée de celui-là : les loups ne se mangeront pas entre eux, ils continueront à collaborer à la même besogne, qui consiste à traquer et à dépecer l'Hellénisme, l'ennemi commun.

Les dépêches de Vienne nous ont informé que le général Lahovary « a insinué au comte Goluchowski la proposition d'initiative d'une action commune des puissances contre la Grèce ». Mais le ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie n'est pas tombé dans le piège grossier que lui tendait son collègue. Il a « catégoriquement refusé d'entrer dans cet ordre d'idées, car une initiative de ce genre serait plutôt nuisible qu'utile à l'œuvre des réformes en Macédoine ».

Il a placé la question sur le véritable terrain, en indiquant qu'il convenait de s'en prendre à la Porte, des désordres et des tueries qui désolent les vilayets de Roumélie.

Le général Lahovary eût pu objecter que l'Autriche et la Russie se sont portées garantes d'une sage et équitable administration macédonienne. Certes oui ! Seulement, de même que la Roumanie a une infinité de raisons plus ou moins avouables, pour ne pas incriminer la Porte, de même elle a un intérêt de premier ordre à ne pas dénoncer l'impuissance et l'hypocrisie de l'entente austro-russe. Elle préfère réserver tous ses coups et toutes ses critiques au petit peuple grec : ainsi que l'ont cyniquement proclamé ses hommes d'Etat, elle n'a absolument rien à perdre dans ce

conflit, quoiqu'il arrive, et elle a tout à y gagner.

Il est ainsi démontré, une fois de plus, que les gouvernements martyrisent cette morale supérieure dont ils entendent imposer le respect aux individus.

A supposer que les Antartes de Macédoine reçoivent une aide effective d'Athènes dans la défense qu'ils ont organisée contre les ennemis de l'Hellénisme, les hommes d'Etat de Roumanie devraient être les derniers à jeter la pierre à la Grèce, car depuis longtemps eux-mêmes ont encouragé les comitadjis.

Personne, en Macédoine, n'ignore que les chefs des bandes bulgares sont largement subventionnés par la propagande roumaine. Tous les Koutzo-Valaques qui sont morts victimes de leur aversion pour les idées de Margariti et de Doumis ont été châtiés par les comitadjis. Du reste, ceux qui travaillent dans la Principauté reçoivent l'ordre des comités de se déclarer roumanisants, faute de quoi ils seront chassés du territoire. Aussi, le conflit gréco-roumain est-il suivi, en Bulgarie, avec une certaine satisfaction. « La Grèce, écrivait le correspondant du *Temps*, est pour la Bulgarie l'ennemi traditionnel ; il est donc assez naturel que les sympathies soient du côté de la Roumanie...

« On peut, sans exagération, dire que, de toutes les nationalités dont est émaillée la Macédoine, ce sont les Bulgares et les Roumains qui s'entendent le mieux ensemble, et comme les deux Etats vivent aussi en relations de bon voisinage, il est assez facile à comprendre qu'ils chercheront à se lier plus étroitement. » Cette amitié, dont parle notre confrère, revêt en Macédoine, tous les caractères d'une alliance.

Par conséquent, s'il est vrai que le général Lahovary, ministre des Affaires étrangères de Rou-

manie, fût fondé à se poser en homme d'Etat vertueux et sage, en tant qu'il lui était aisé de démontrer qu'il n'existe pas de bandes roumaines autochtones en Turquie d'Europe, et que, par suite, il n'apportait aucun obstacle à l'œuvre de pacification entreprise par l'Europe, il n'en est pas moins indéniable que toute sa politique dans les vilayets rouméliotes s'appuyait sur l'action criminelle et antiréformatrice des comitadjis, et j'ajoute des bachi-bouzouks.

J'avais moi-même recueilli lors de mes enquêtes à Monastir cette impression générale que Hilmi-Pacha avait des trésors d'indulgence pour les jeunes communautés valaques. J'avais acquis la preuve, de diverses sources, que les autorités ottomanes facilitaient en dessous, la tâche des agents de Bucarest. Ici, c'était une église, là, une école que l'administration hamidienne arrachait aux Grecs, pour les remettre aux Roumains. Ailleurs encore, c'était un village aux aspirations helléniques qu'un caïmakam opprimait jusqu'à ce qu'il sollicitât la protection roumaine.

On s'explique, après cela, qu'il répugne au gouvernement roumain d'accepter une discussion contradictoire avec la Grèce, soit à Saint-Pétersbourg, soit à La Haye. Il préfère traquer les Hellènes paisibles qui vivent sur son territoire, et qui sont étrangers au conflit ; il espère, sans doute, qu'en les soumettant à un régime intolérable de lois et de mesures d'exception, il forcera la Grèce à implorer grâce pour eux et à se plier à toutes ses exigences.

Tout récemment encore, 57 Hellènes étaient sommés de quitter le territoire roumain dans les vingt-quatre heures.

Le 10 mars 1907, à Giurgevo, un agent de la propagande macédo-roumaine a tiré trois coups de revolver sur le grand industriel grec Haralambos

Constantatos, qui est mort sur-le-champ. « L'assassin arrêté a déclaré qu'il ne connaissait pas sa victime. « La séance continue, puisque les meurtriers sont acquittés par les tribunaux !

« Un Etat, dit Bonfils-Fauchille, ne doit recourir à des représailles qu'au cas de déni de justice, de violation d'un droit indiscutable. » En quoi, les Grecs ont-ils violé les Droits de la Roumanie ?

Les Bulgares et les Roumains ont vite oublié qu'ils ont été pendant des siècles des esclaves, et que l'Europe a dû les affranchir. A leur tour ils deviennent des bourreaux. Il sera difficile à la postérité de porter sur eux un jugement favorable.

Quoi qu'elle tente, la Roumanie ne parviendra jamais à détacher la grande masse des Koutzo-Valaques de l'Hellénisme. Un de nos consuls écrivait à peu près ceci à M. Rouvier : « Il y aura *quelques* Roumains en Macédoine tant que les agents de Bucarest laisseront tomber de l'or dans les poches des aventuriers. Le jour où la Roumanie fermera les cordons de sa bourse, ces roumanisants s'envoleront comme des moineaux ; ils se terreront ». Et M. Steeg avait rapporté à M. Delcassé que les Koutzo-Valaques sont les champions les plus déterminés de l'Hellénisme.

En effet, je n'ai pas rencontré de Grecs plus fanatiques, plus farouches, plus intraitables que les Koutzo-Valaques de Monastir. Un dimanche, j'étais en compagnie de M. Gauthier, notre consul. Tout à coup, nous entendons une grande rumeur qui s'enfle de plus en plus et devient une tempête. Puis, nous voyons une centaine d'hommes en fureur qui poursuivent un prêtre, le rouent de coups en pleine rue et le traquent sous nos yeux jusqu'aux portes du consulat de France. Ces hommes, c'étaient des Koutzo-Valaques, et le prêtre — un ex-patriarchiste — c'était un roumanisant. Celui-ci avait provoqué, paraît-il, des jeunes

gens de la communauté hellénique qui avaient riposté par des injures. Le prêtre, se croyant en danger, avait tiré plusieurs coups de revolver. Les chrétiens du voisinage, attirés par le bruit de cette querelle, étaient sortis de leurs maisons. A peine le prêtre a-t-il braqué son arme à feu, qu'il est poursuivi. Il cherche un abri dans la pharmacie qui est le rendez-vous des propagandistes roumains, mais la foule hurlante lui barre la route. Tous les Koutzo-Valaques du quartier sont accourus. L'archevêque passe en voiture avec le consul de Grèce. Ils sont acclamés. Chacun veut donner ou un coup de pied ou un coup de poing au traître, au renégat. Le pope Théodorou eût été certainement mis en pièces, si le consul de France ne s'était avancé et n'avait étendu ses bras tutélaires au-dessus du malheureux pour le placer sous la protection de la République. Tandis que j'assistais à cette scène, un médecin s'approche de moi et me demande narquois : « Eh bien, monsieur, où sont les milliers de Roumains de Monastir, ceux qui ne veulent pas des prêtres ni des instituteurs patriarchistes ? »

Je venais de recevoir une leçon de choses qui renversait encore une fois toutes les théories et tous les systèmes. Le pope roumanisant n'avait pas trouvé un seul défenseur. Aucun Monastiriote ne s'était précipité pour lui porter secours. C'est qu'à Monastir, centre de l'action roumaine, tous les Koutzo-Valaques sont Grecs de cœur, de tendances, de traditions et d'aspirations. Ils envoient plus de deux mille enfants aux écoles de l'Hellénisme qu'ils enrichissent de leurs dons. Ce sont eux qui mènent la lutte la plus ardente, la plus implacable et contre la Bulgarie et contre la Roumanie. Ils ont formé un comité secret qui est la terreur des comitadjis. Ni le métropolite, ni le consul de Grèce ne peuvent modérer leur patriotisme

exalté. Ils regardent comme un ennemi tout homme qui n'est pas philhellène. La femme d'un médecin me disait : « J'ai cessé de fréquenter chez les consuls parce qu'ils ont la rage de voir en nous des Roumains ». Un notable me confiait ce projet : « Si jamais le Patriarcat cède aux exigences de la Roumanie, nous sommes décidés à assassiner tous les archevêques et tous les évêques qu'il nous enverra. Nous sommes Grecs, avant d'être patriarchistes ! » A Sellia, un vieillard me disait, on se le rappelle : « Grecs et Valaques, nous sommes la chair et l'ongle ! »

Vraiment, c'est folie que de vouloir roumaniser ces gens-là. Tous les voyageurs nous ont fait connaître les sentiments grécophiles des communautés de Salonique, de Monastir, de Veria, de Megarovo, de Kruchevo, etc. M. Victor Bérard a écrit que les Koutzo-Valaques « ont été, depuis cinquante ans, les grands bienfaiteurs de l'Hellénisme. Presque tous les monuments d'Athènes : Académie, Observatoire, Polytechnion, etc., ont été érigés par des Valaques. Presque tous les donateurs célèbres, dont les legs ou les cadeaux ont secouru l'Etat et les communautés grecques, sont de race valaque : le baron Sina est un Valaque de Moschopolis ; Doumbas est un Valaque de Nicolitza ; Tochitza, Stournari, Avérof, sont des Valaques de Metzovo. »

Que les Koutzo-Valaques descendent des « légionnaires dont les Romains formaient leurs colonies » ou « des vétérans d'origine grecque qui, après vingt ans passés dans les armées de Rome, auraient oublié en partie la langue maternelle », ou « des colons romains chassés de la Dacie par les invasions barbares, auxquels les empereurs de Byzance auraient donné asile sur les plateaux de la Macédoine occidentale », tout cela est hors de la controverse. Les Koutzo-Valaques répondent in-

variablement : « Nous sommes Grecs ! » Ce ne sont pas, au surplus, les Roumains qui auraient des titres de revendication sur eux, ce seraient plutôt les Italiens, héritiers de Rome.

Mais la Roumanie, personne ne s'y trompe, a voulu s'imposer à l'attention de l'Europe. Elle prétend participer au règlement de la question macédonienne. Quelle illusion ! Ainsi que le constatait *l'Indépendance belge*, « la Roumanie ne peut faire valoir des prétentions à des acquisitions territoriales en Macédoine ; on ne voit vraiment pas pourquoi elle fait le jeu de ses ennemis naturels, les Bulgares, contre l'Hellénisme. Il a été établi jusqu'à l'évidence que la Roumanie n'a aucun intérêt à contrecarrer l'Hellénisme, tandis qu'elle a tout à redouter des ambitions slaves qui l'entourent de tous côtés ». A Bucarest même, il se trouve des gens clairvoyants qui préconisent une politique plus sage et plus habile. En 1880, *l'Indépendance roumaine* tenait ce langage :

« Quel intérêt pouvons-nous avoir à nous montrer hostiles à la Grèce ? Pouvons-nous jamais espérer réunir les colonies roumaines de la Macédoine et de la Thessalie à la Roumanie indépendante ? La géographie s'y oppose. Entre nous et elle il y a le Danube, la Bulgarie, les Balkans et la Roumélie orientale. Par conséquent, les Roumains de la Péninsule de l'Hémus sont irrévocablement destinés à faire partie d'un Etat appartenant à une autre race.

« Quelle sera cette race ? La domination de la race turque paraît avoir fait son temps. Restent les Grecs et les Bulgares. Entre ces deux éléments le choix ne saurait être douteux. L'un, le premier, a de tout temps représenté un élément de civilisation en Orient. L'Hellénisme a été le phare lumineux qui a éclairé la nuit profonde dans laquelle la barbarie turque avait plongé toute l'Europe

orientale. Nous-mêmes, nous avons largement profité de ses rayons. Malgré les maux que le règne des princes phanariotes déchaîna sur la Roumanie, on ne saurait nier sans se refuser à l'évidence que sa résurrection intellectuelle est due en grande partie aux lettres grecques. La génération passée est là pour l'attester. Pourquoi verrions-nous donc d'un mauvais œil que nos frères d'au delà des Balkans, ne pouvant pas appartenir à un Etat roumain vécussent libres et respectés sous la domination d'un peuple ami et civilisé qui a des aspirations, des intérêts et des espérances analogues aux nôtres ?

« L'agrandissement de la Grèce est un pas de plus fait vers la seule solution de la question orientale...

Au lieu d'avoir nos regards fixés sur les Balkans et le Rhodope, ne devrions-nous pas plutôt concentrer toute notre attention sur les Carpathes ? »

Le 28 août 1906, un millier de manifestants, après s'être exaltés dans un meeting orageux, avaient brisé les vitres des maisons grecques à coups de pierre et pillé plusieurs magasins. Plusieurs projectiles destinés à un médecin grec avaient causé quelques dommages au consulat de Russie. Et la police était restée impassible et inactive. L'*Indépendance roumaine* accusa le gouvernement de complicité dans un article des plus sévères :

« La politique de rodomontades du général Lahovary a abouti au mouvement anarchique de Galatz, où une autorité coupable et pusillanime n'a su prendre aucune mesure de précaution pour empêcher les désordres ; le reste est fait par les commentaires de la presse officieuse, qui s'applique avec une inconscience stupéfiante, à rabaisser les excès de Galatz au niveau d'une manœuvre d'op-

position, sans penser un instant au tort irréparable qu'elle inflige à la cause elle-même.

« Ne voulant créer aucune difficulté au gouvernement, nous nous sommes tus sur la chasse à l'homme, sur les dessous si souvent malpropres des proscriptions, où de bas instincts de rancune, d'envie, de jalousie professionnelle, où de viles dénonciations, enfin, jouent un si grand rôle. Nous les connaissons ces dessous et, plus d'une fois, il nous en a coûté de garder le silence.

« Reconnaissons-le, notre réserve a été une faute. Dès la première heure il fallait crier casse-cou et peut-être alors la démonstration *balkanique* de Galatz nous eût-elle été épargnée.

« Une administration qui assiste passivement au sac de magasins grecs dans un des principaux centres commerciaux de la Roumanie, qui laisse s'accomplir sous ses yeux des actes honteux de vandalisme, est déchue de sa dignité de gardienne de l'ordre et de la propriété.

M. Panu, un homme politique en vue, disait :

« Le discours de M. Dissesco aurait dû lui donner l'éveil. Ce discours « admirable » a été annoncé comme exprimant les idées du gouvernement. Relisez-le froidement et vous serez étonné par sa démagogie éhontée et ses inutiles violences. Quand un orateur déclare que, si les bandes grecques touchent un seul cheveu à la tête d'un Macédo-Roumain, tous les Grecs établis en Roumanie, naturalisés ou non, paieront cette audace de leur tête ou tout au moins de leur fortune, nul ne peut plus prendre ses paroles au sérieux.

« Les gens pondérés auraient dû se demander si et jusqu'à quel point la rupture des relations diplomatiques avec la Grèce autorise la prise des mesures contre les Grecs de Roumanie ?

« La question au point de vue diplomatique, est fort délicate. Les faits que nous reprochons au

gouvernement grec se passent en Macédoine et non sur son propre territoire. De plus, les Koutzo-Valaques sont sujets ottomans et non sujets roumains. Le lien qui nous unit à eux est un lien de sang et non de droit. En diplomatie, de pareils liens peuvent autoriser des démarches amicales, non une intervention officielle. Rappelons-nous ce qui s'est passé pour les Roumains de Hongrie. Nous avons mené en leur faveur une lutte violente. Mais cette lutte a été menée uniquement par l'opinion publique. Jamais le gouvernement roumain n'a songé à intervenir auprès du gouvernement austro-hongrois. Pourtant, nous le répétons, il s'agissait ici de populations roumaines, unies à nous depuis des siècles par une communauté de sentiments nationaux et de culture intellectuelle ; les actes, contre lesquels nous protestions étaient commis par des Hongrois, qui en prenaient officiellement la responsabilité. Dans la question macédonienne, au contraire, nous nous sommes directement adressés au gouvernement hellénique et nous l'avons menacé de représailles. Pourquoi deux manières dans deux questions qui exigeaient le même traitement ? »

Mais il paraîtrait que la diplomatie roumaine considère les Koutzo-Valaques de Macédoine comme un précieux élément susceptible d'être offert à la Bulgarie en retour du fameux quadrilatère Silistrie-Roustchouck-Choumla-Varna, lors d'un remaniement de la carte des Balkans. Il est naturel que les Koutzo-Valaques répugnent à servir de monnaie d'échange.

Sir J. Kennedy, commentant une conversation qu'il avait eue avec le ministre roumain des Affaires étrangères, écrit en date du 13 janvier 1903 : « Nul homme d'Etat (roumain) ne prétend sérieusement que l'existence en Macédoine de populations roumaines donne un droit éventuel à une

extension de territoire... On reconnaît en Roumanie que si la Bulgarie obtient une extension de territoire en Macédoine, son premier soin sera la reprise de la Dobroudja, province qui, ainsi que le sait Votre Seigneurie, a été donnée à la Roumanie en 1877, comme compensation de la perte de la Bessarabie et qui contient Constantsa, le seul port roumain important ». (V. *Blue-Book* 1903, Turkey 3, p. 24.).

De son côté, M. Bourchier, correspondant du *Times*, après avoir expliqué les raisons pour lesquelles les Koutzo-Valaques ne sauraient ni être unis à la Roumanie, ni former en Macédoine un élément indépendant et compact, ajoute que la Roumanie poursuit sa propagande « dans la prévision qu'elle aura droit à une compensation autre part, si des populations en Macédoine pouvant être considérées comme Roumaines (demonstrably Ruman) étaient adjugées à un autre pouvoir ». Le gouvernement roumain supporte la propagande en Macédoine par des subventions considérables, mais il est douteux qu'un avantage politique quelconque compensera les déboursés. Tous les Valaques sont plus ou moins hellénisés ; beaucoup d'entre eux hivernent en Grèce et leurs principales résidences d'été — les monts du Pinde et du Gramos — reviendront naturellement au royaume hellénique ». (The Balkan Question, edited by L. Villari, p. 80.)

La *Renaissance latine*, dirigée par le prince C. de Brancovan, écrivait dans son numéro du 15 juillet 1904 (p. 614) : « Le gouvernement roumain prétend moins créer une colonie chez les Koutzo-Valaques que s'assurer un gage qu'il pourra céder à la Bulgarie contre des avantages plus sérieux, par exemple une rectification de frontières en Dobroudja ; déjà, M. Take Jonesco a suggéré la ligne Roustchouk-Varna, qui laisserait à la Roumanie

deux forteresses et un bon port. C'est peut-être beaucoup demander et l'on pourrait se contenter de moins si la Bulgarie était de bonne composition ».

Mais reste à savoir si la Bulgarie acceptera au moment décisif une combinaison qui ne lui procurerait aucun bénéfice, car elle n'ignore pas que les Roumains n'ont aucune influence en Roumélie, que toute leur œuvre, factice, s'effondrera le jour où elle ne sera plus soutenue par l'argent. D'ailleurs, à quoi bon acheter les roumanisants ? Ceux-ci seront bien forcés, ayant déserté l'Hellénisme et ne pouvant jamais être rattachés à la Roumanie, de se jeter dans les bras des Bulgares. Ils n'ont pas d'autre avenir politique. Déjà, beaucoup d'entre eux ont compris que leur meilleure tactique est d'adhérer dès à présent au bulgarisme. De sorte que les hommes d'Etat roumains auront dépensé en définitive des millions dans l'unique but d'aider au triomphe des Slaves. C'est un marché de dupes. Et ils auront creusé un fossé profond entre deux peuples de même culture, de même civilisation, d'intérêts identiques. Il leur serait plus profitable de travailler en Bessarabie, en Bucowine, en Transylvanie.

Il semble vraiment qu'un vent de folie souffle sur les Balkans depuis quelques années. Mais tout n'est pas perdu. Il est encore temps de réfléchir. Avec un peu de bon sens, chacun retrouvera la bonne voie, chacun saura rentrer dans le devoir et dans la vérité. On peut espérer que le retour au pouvoir de M. Stourdza débarrassera la Roumanie de tous les anarchistes que le cabinet Cantacuzène a déchaînés sur les communautés helléniques.

Il est toujours d'une détestable politique de s'appuyer sur les énergumènes et les démagogues. La violence engendre la violence. Aussi ne faut-il pas s'étonner que les paysans, ayant vu le gouvernement pourchasser les Grecs, aient cru pouvoir à

leur tour incendier et piller les propriétés de ceux qui leur déplaisaient. Le ministère conservateur était fatalement destiné à récolter la tempête, lui qui n'avait semé que le vent. Protecteur des pillards, des incendiaires et des assassins, il avait encouragé tous les crimes. Il n'avait plus l'autorité nécessaire pour enrayer cette terrible Jacquerie qui a rompu toutes les digues et menacé de tout dévaster.

Nous souhaitons sincèrement que les Roumains et les Grecs oublient le passé dans une cordiale et sincère réconciliation, et qu'ils soient dans les Balkans les dignes représentants de la civilisation gréco-latine. Tout les pousse vers l'union, rien ne les divise. N'ayant pas de frontières communes, ils ne se heurteront jamais. Mais ils ont à contenir le slavisme qui les étreint. La Roumanie sait par l'expérience du traité de Berlin qu'elle ne doit pas compter sur l'amitié des Russes. Les Bulgares ne demanderaient qu'à s'agrandir à ses dépens. Pourquoi s'affaiblirait-elle dans une dispute stérile avec les Grecs qui n'empiètent pas sur ses espérances ?

LE SERBISME

Jai eu l'honneur d'être présenté à M. Jouovitch, ministre des Affaires étrangères de Serbie, à Belgrade, en décembre 1905, le jour où lui et tous ses parents célébraient le saint de la famille, jadis patron et protecteur de la tribu. Cette fête solennelle, particulière aux Serbes, du moins par l'éclat dont ils l'entourent, s'appelle la « Slava ».

Tout de suite après les compliments d'usage, M. Jouovitch me demanda, en présence de MM. les

ministres d'Italie et de Grèce, et de M. Martin, l'aimable attaché de notre légation :

— C'est bien vous, n'est-ce pas, qui arrivez de Macédoine ?

— C'est moi-même.

— Toujours triste, la situation ?

— Lamentable.

— Et le contrôle financier ? Que donnera-t-il ?

— Aucun Macédonien n'en attend le salut immédiat...

— Sans nul doute, les bandes rendront stériles les efforts les plus généreux des réformateurs européens... Et la Vieille-Serbie, la connaissez-vous ?

— Je ne l'ai pas encore visitée, monsieur le ministre. Mais il m'a paru d'après ce que m'ont rapporté divers voyageurs que la Vieille-Serbie n'est déjà plus qu'une expression géographique. C'est plus exactement la Jeune-Albanie qu'il faudrait appeler cette région.

— Oui, c'est vrai, répond avec quelque amertume M. Jouovitch, les flots albanais montent... montent sans cesse et battent jusqu'à nos frontières ; ils refoulent vers le Nord les malheureuses populations serbes... Savez-vous que cette terrible poussée de l'Albanie est une conception politique qui tend à nous déloger de notre domaine ? .

— On me l'a dit.

— Oh ! la façon dont on nous exproprie est extrêmement simple : un beau matin l'Albanais descend chez un Serbe pour s'y reposer quelques heures. L'hospitalité est si large, là-bas ! Or, les heures s'allongent et deviennent des jours ; les jours s'étirent et deviennent des semaines ; et les semaines se multiplient et deviennent des mois. Tant et si bien qu'au bout de l'année, l'Albanais s'est tout à fait installé dans les meubles de son hôte, il est maintenant le vrai seigneur et maître. Le Serbe n'a plus qu'à vider les lieux... »

Mais voici que la « Slava » attire beaucoup de visiteurs. Un officier supérieur du palais survient qui interrompt cet entretien. Il serait difficile de m'éterniser — tel un Albanais — dans le salon de M. le ministre. Je me conformerai donc aux bienséances. Je me lève, et je prends congé, non sans avoir sollicité et obtenu une audience particulière au ministère des Affaires étrangères...

Le ministre, souffrant, dut me manquer de parole. Comme je manifestais quelque ennui, un haut fonctionnaire me glissa à l'oreille un avis et une consolation : « Puisque vous allez à Sofia, vous ne perdrez rien. Vous trouverez là M. Simitch, notre agent diplomatique, qui est une autorité indiscutée, une réelle compétence en matière balkanique. Il vous instruira d'autant mieux sur la pensée de notre gouvernement qu'il inspire toute sa politique. Voici une lettre d'introduction...

En effet, j'avais rencontré jusqu'ici un seul homme qui possédât avec une telle maîtrise la question macédonienne. Cet homme, c'est M. Coromilas, consul général de Grèce à Salonique, désespoir de tous ses collègues... ignorants. M. Simitch, ancien professeur et publiciste, est, à l'égal de M. Coromilas, une encyclopédie vivante des choses de Macédoine. Il m'a fait, pendant cinq heures, à deux reprises, un véritable cours d'histoire, d'archéologie, de philologie, etc. Il m'a exposé aussi, avec une conviction profonde, que je voyais sourdre à travers ses paroles, ses idées et ses espoirs.

— Deux ennemis nous traquent en Turquie, m'a-t-il dit : les Albanais et les Bulgares.

« Certaine puissance — il s'agit évidemment de l'Autriche — veut descendre à Salonique. Seulement, il y a un obstacle qui se dresse sur la route et peut briser le rêve ; cet obstacle, c'est la Vieille-Serbie. Alors, on a juré d'étrangler et d'anéantir

nos frères. Et l'on a lâché sur eux les hordes albanaises. Puis, les comitadjis s'en mêlèrent...

« La première victime de « l'Organisation intérieure » a été un Serbe ; il avait commis le crime, aux yeux des libérateurs de la Macédoine, d'accepter la charge de mutévéli : raïa qui se porte garant, vis-à-vis de l'administration ottomane, de la tenue de nos écoles. Que de têtes sont tombées dans la suite ! Nous avons une liste de nos martyrs avec noms, dates et circonstances précises. La voici. Elle est longue, elle est douloureusement éloquente. Elle s'arrête brusquement en 1901. Pourquoi ? C'est qu'à partir de cette année, l'on prépare la grande insurrection ; on tâche de gagner les sympathies, sinon la complicité agissante de tous les chrétiens. Mais en 1903, immédiatement après l'échec révolutionnaire, les poignards des insurgés se retournent avec plus de fureur que jamais contre les « serbisants ». Les comitadjis fauchent les patriarchistes par dizaines. Les femmes, les enfants, les vieillards ne sont pas épargnés. Certains détails dans les exécutions féroces sont tellement horribles, que je les passerai sous silence...

— Il y a cependant des bandes serbes qui font la guerre aux Bulgares ?

— Il n'y a des bandes serbes que depuis le mois de février de cette année. Vous comprenez que les nôtres ne pouvaient se laisser égorger indéfiniment. N'étant pas suffisamment protégés par les soldats, ni par les gendarmes, ils se sont armés à leur tour. Ils se défendent et vigoureusement.

— On les accuse d'être soutenus par les autorités ottomanes ?

— Mensonge ! Les faits démontrent le contraire. Il y a eu plusieurs rencontres des plus sanglantes entre soldats turcs et partisans serbes, à tel point que des bandes, inférieures en nombre ont été

complètement détruites. Des officiers de notre armée, qui avaient déserté pour courir en Macédoine, sont morts en braves sous les balles. Pas un ne s'est rendu.

— Après ces violents conflits, qui ont dû creuser des abîmes, peut-il se nouer une entente entre Serbes et Bulgares ?

— Certainement. Et j'espère que l'accord sincère auquel je travaille nuit et jour de toute mon énergie et de toute ma volonté, mettra fin à une lutte déplorable qui nous affaiblit les uns et les autres. Déjà, nous avons conclu une convention postale et télégraphique et un traité de commerce. C'est le prélude d'une harmonie parfaite.

— Et quels sont les points qui vous divisent ?

— D'abord, la question ethnologique. Nos adversaires prétendent que *tous* les Macédoniens slavophones sont des Bulgares. Nous opposons à cette audacieuse affirmation la vérité scientifique. On retrouve en Macédoine les coutumes, les chansons, les traditions serbes. Donc, Serbes et Bulgares, nous possédons des titres au moins égaux sans compter les droits historiques. Mais, sur ce terrain, les Grecs nous écrasent de tout leur passé.

« Il y a, en second lieu, une question de frontières sur laquelle nous disputons. Les Bulgares comprennent dans la Macédoine le sandjak d'Uskub, mais tous les géographes s'insurgent contre cette hérésie. Le sandjak d'Uskub, nous le rattachons, nous, à la Vieille-Serbie. C'est que nos contradicteurs sont rivés à la chimère de la grande Bulgarie du traité de San Stefano.

« Le grand malheur, voyez-vous, dans toute cette affaire, c'est que de part et d'autre, il y a des chauvins. Chacun s'amuse à reconstituer : celui-ci l'empire de Douchan, celui-là l'empire de Siméon. Mieux vaut penser aux réalités possibles...

— Et ces réalités possibles, quelles sont-elles ?

— Les réformes les plus larges. Il convient de nous entendre sur un programme définitif.

— Acceptez-vous l'autonomie ?

— Oui, je l'accepte, mais à deux conditions : c'est que le sandjak d'Uskub, ne sera plus considéré comme faisant partie de la Macédoine, et que les Bulgares nous aideront à obtenir l'extension des réformes à la Vieille-Serbie.

« Soyons tous unis, Grecs, Bulgares et Serbes, marchons la main dans la main, résolument, sans arrière-pensée et nous réaliserons cette formule de clarté et de justice politiques : les Balkans aux Etats balkaniques !

« Et les pauvres Macédoniens qui tendent désespérément les bras vers nous ne seront plus déchirés, dépecés, égorgés par... leurs sauveurs ! »

Ainsi, les Serbes se plaignent d'être persécutés et par les Albanais et par les Bulgares. Je crois qu'il leur est réservé d'être sacrifiés constamment aux ambitions plus fortes que leurs espérances.

La Serbie avait joué un rôle très actif dans l'insurrection de la Bosnie, puis dans la guerre russo-turque. A la signature du traité de San Stefano, son armée occupait la Vieille-Serbie. Elle était en droit de participer à la curée. Elle eut à peine un os. Suprême injustice : elle dut remettre à la Bulgarie une partie des territoires qu'elle avait enlevés aux Turcs.

Elle aurait pu prendre sa revanche en Macédoine où la population slave ne lui était pas fermée. Il est difficile en effet de poser une barrière sûre entre les Macédoniens d'origine serbe et ceux d'origine bulgare. Les uns et les autres devaient appartenir à celui qui saurait les gagner par des promesses. Les propagandistes de Sofia ont été plus habiles que les agents de Belgrade, et la grande masse des Slaves de Macédoine se dit aujourd'hui bulgare.

Pourtant Brancoff commet une grossière erreur quand il soutient qu'il n'y a pas l'ombre d'un Serbe dans les deux vilayets de Salonique et de Monastir. Il va plus loin : il nie l'existence du serbisme dans le sandjak d'Uskub ! Cette négation découvre une fois de plus les visées panbulgares !

Les bandes serbes qui se sont formées pour combattre les comitadjis de l'Organisation intérieure ont prouvé qu'il y a des serbisants jusqu'à Perlépé. Mais cette action est tardive, elle sera impuissante à enrayer la marche du bulgarisme. La Macédoine sera disputée exclusivement dans le champ clos des compétitions justifiées, par les Grecs et les Bulgares. Les Serbes ont perdu tous leurs titres de propriété sur l'ancien empire de Douchan. A disperser leurs efforts, ils risquent maintenant de perdre la *Vieille-Serbie* qui est de plus en plus accaparée par les Albanais au point de changer de physionomie et de prendre, comme je le disais à M. le ministre Jouovitch, les traits d'une *Jeune-Albanie*.

La diplomatie serbe aura beaucoup de résistances à vaincre. Et je ne vois pas comment elle arrivera à s'entendre avec la diplomatie bulgare. Celle-ci est intransigeante : elle réclame impérieusement — tous ses agents me l'ont déclaré — le sandjak d'Uskub. Et pour lui préparer les voies, les comitadjis ont exactement procédé de la même manière que dans les vilayets de Salonique et de Monastir ; ils ont massacré les notables, les instituteurs et les prêtres qui n'adhéraient pas à l'Exarchat. La formation des bandes serbes n'a fait qu'exaspérer les appétits de l'Organisation intérieure. Et nulle entente économique ne comblera l'abîme qui sépare les deux nations voisines.

— Occupés, disait la *Wetcherna Pochta* de Sofia, à sauver les Serbes par l'union douanière, nous négligeons leur action en Macédoine. Dans cette

espérance que cette union commerciale aboutirait à une union politique, nous fermions les yeux sur les nouvelles que nous apportait le télégraphe. Les faits doivent prouver aux plus optimistes qu'ils se trompaient. » Les Bulgares veulent bien sceller un accord avec les Grecs et les Serbes, mais à une condition, c'est qu'on ne s'opposera pas à l'action dévorante des comitadjis, qu'on leur abandonnera tout ce qu'ils demandent. Qu'ils aient les mains libres sur toute l'étendue de la Macédoine et dans le sud de la Vieille-Serbie, et ils seront satisfaits !

Je ne m'étendrai pas davantage sur le serbisme car il s'est placé de lui-même, par sa longue apathie et sa profonde ignorance de ses besoins, en dehors de la question macédonienne, qui seule est traitée dans ce livre. Les rares serbisants que j'ai rencontrés à Gewgeli, à Yenidjé-Vardar, à Vodena seront d'un faible poids dans la balance des revendications serbes. Qu'ils soient de race bulgare ou non, les *bulgaromanes* des vilayets de Salonique et de Monastir doivent être considérés par l'Europe entière comme des Bulgares, de même que les *grécomanes* passeront pour des Grecs.

L'EUROPE

L'imbroglio macédonien serait vite éclairci et le problème balkanique aisément réglé, si l'Europe n'ajoutait ses intrigues et ses rivalités aux haines intransigeantes qui jettent les uns contre les autres Bulgares, Grecs, Serbes, Roumains, Albanais et Turcs.

La Russie. — Tout ce qui se passe en Macédoine, écrivait l'écrivain russe Nicolas Dournovo, n'est point le résultat du traité de Berlin, mais le fruit du traité de San Stefano. Comment l'ordre et la paix pourraient-ils régner dans un pays où la Russie a établi les chefs de l'idée panbulgare, les chefs de bandes de brigands, des métropolitains schismatiques et des agents politico-commerciaux ? »

En effet, toute la pensée bulgare est concentrée vers ce but : libérer la Macédoine !

— Notre avenir, s'écrie l'auteur de *la Macédoine et le millénaire de Saint-Méthode*, c'est la Macédoine, c'est le réveil des Macédoniens bulgares. C'est là que nous devons désormais agir, car notre grandeur, notre future unité nationale, notre existence même d'Etat balkanique n'auront pas de valeur si elles ne reposent pas sur une idée. *Salonique doit être la ville la plus importante de notre pays. Salonique doit être la fenêtre principale éclairant l'édifice. Travaillons en Macédoine.* »

Et le général Ignatieff, le grand chef du panslavisme ravivait ces espérances en faisant aux fêtes de Chipka qui commémoraient la création de la Principauté bulgare, les déclarations suivantes :

« Depuis 1862, j'ai appris à aimer les Bulgares. J'aime tous les Bulgares. Je ne fais aucune distinction entre ceux d'entre eux qui sont libres et ceux qui ne le sont pas. Pourtant je fais une distinction : *j'aime surtout le Macédonien esclave.* J'avais trouvé une formule pouvant assurer la paix dans les Balkans ; c'était la Bulgarie de San Stefano. Mais ce traité n'a pu être exécuté pour des raisons indépendantes de ma volonté. Moi, le comte Igniatieff, mort ou vif, *j'engage les Bulgares à se transmettre de père en fils le vœu de réaliser la Bulgarie de San-Stefano. J'engage le*

peuple bulgare à travailler, à lutter, à combattre, mais à ne pas permettre que l'on détache de cette grande Bulgarie pas un district, pas un village, pas même un seul homme. »

Les Comités de Sofia ne perdirent pas une miette de ce discours-programme qui fut rapporté par leurs agents, avec des commentaires enflammés, aux populations macédoniennes. D'ailleurs, pendant que le général Ignatieff parlait, le consul Rosskowsky agissait à Monastir où il était l'âme de l'insurrection. Il avait de fréquentes entrevues avec les comitadjis notoires. Quinze jours avant la « révolte générale », il avait une longue conférence avec tous les chefs bulgares de la région. Au couvent de Boukovo, il recevait ouvertement les révolutionnaires à qui il donnait des conseils et des indications. Les autorités turques avaient mis la main sur cinq ou six meneurs qui préparaient la levée en masse ». Le consul Rosskowsky exerça une pression énergique sur le vali pour qu'on fît sortir de prison ces « innocents ». Il empêcha aussi qu'on perquisitionnât chez M. Demètre Stefanoff, directeur du lycée bulgare de Monastir, qui passait pour être le président du comité révolutionnaire de la ville et qui était un officier russe muni d'un noufouz bulgare que lui avait procuré l'Exarchat.

Aussi, 25 jeunes Bulgares de Boukovo crurent-ils devoir lui faire des adieux touchants avant de prendre la montagne... Je tiens ces renseignements d'une scrupuleuse exactitude du consul d'une grande puissance qui était tenu quotidiennement au courant des faits et gestes de son « ami Rosskowsky ». On ne s'étonnera donc pas que l'arrivée de M. Demerick, agent civil de Russie, en Macédoine, ait suscité des méfiances parmi les Grecs et les Serbes. Et ceci était déjà un germe de faiblesse pour l'œuvre des réformes ! Il est vrai que le comte Lamsdorf avait prescrit à ses agents

de montrer en toutes circonstances la plus loyale impartialité, de secourir les chrétiens sans distinction de race. M. le colonel Swirsky m'avait parlé de circulaires ministérielles par lesquelles les officiers russes recevaient l'ordre d'être rigoureusement neutres. Et je crois que le comte Lamsdorf avait réellement adopté une politique sincère et honnête. Je crois que cet homme d'Etat ne désirait pas une solution radicale de la question macédonienne ni dans un sens, ni dans l'autre, mais qu'il s'efforçait d'améliorer, de fortifier l'administration ottomane, pour écarter tous prétextes à un démembrement partiel ou total de la Turquie d'Europe.

La Russie officielle n'a eu aucune tendresse pour les voïvodes les plus illustres. Voici comment s'exprimait la *Gazette de Saint-Pétersbourg* sur Sarafof :

« Toute époque de troubles et de luttes fait surgir des *hommes de rien* dont tout le succès consiste en audace et en impudence, mêlées d'étincelles d'intelligence : mais ce succès n'est qu'éphémère. Le dynamiteur Sarafof, à la déchéance duquel nous assistons, apparaît tel. Les procédés qui ont fait sa gloire sont ceux-là mêmes qui le discréditent aujourd'hui. *Ce chef de bandits* a donné toute la mesure de sa valeur et l'opinion publique lui a appliqué une nouvelle épithète... » Faut-il attribuer l'attitude du comte Lamsdorf au souvenir de l'ingratitude outrageante qu'avaient manifestée cyniquement les Stamboulovistes dès les premiers pas de la jeune Principauté ou bien aux cuisantes préoccupations qu'offrait à l'Empire moscovite le problème extrême-oriental ? Mais à côté du comte Lamsdorf, il y avait le panslavisme qui veillait et dont la pensée était fidèlement exécutée en Roumélie par M. de Giers, consul général à Salonique. « Il n'y a en Macédoine, proclamait ce fougueux

panslaviste, que des Bulgares... et puis des Valaques. ».

Il ne s'intéressait ni aux Grecs, ni aux Serbes. Les premiers surtout avaient le don de lui déplaire. Rien que leur nom humiliait ses lèvres. Sa grécophobie parut si exagérée en haut lieu qu'il fut prié de quitter son poste.

M. Kahl, consul de Russie à Monastir, est aussi bulgaromane. Il protège tous les comitadjis qui ont recours à son aide. Il menace le vali chaque fois qu'un criminel est jeté en prison. Par contre, il exige que les bandes grecques soient harcelées par les troupes turques. Un jour, il reçoit l'avis que des Antartes sont à Bouf, aussitôt, il se précipite chez le gouverneur général et lui dit en présence d'un de ses collègues : « Je sais qu'une bande menace Bouf. Je vous préviens que s'il arrive quelque malheur aux paysans bulgares, je vous tiens personnellement responsable, car cela démontrera que vous êtes incapable ou complice ». M. Kahl n'aime pas les Uniates, non plus. Il les honore d'une inimitié toute particulière. Un jour, un Bulgare se convertit au catholicisme. Colère de M. Kahl qui n'admet qu'une chose, c'est que tous les Macédoniens adhèrent à l'Exarchat. Il partage sa haine entre le Pape et le Patriarche. Or, voici que le néophyte accusé de fournir des armes et des munitions aux révolutionnaires, est arrêté. « Je tiens ma vengeance, s'écrie M. Kahl. Je vais demander sa condamnation aux Turcs. » Mais notre consul, M. Gauthier, apprend que l'homme est innocent, il proteste auprès du vali. Celui-ci lui montre le sac de cartouches qu'on a saisi chez l'inculpé. M. Gauthier examine attentivement ces pièces à conviction. « Ce ne sont pas des balles Mannlicher, conclut-il, comme vous le prétendez. Voyez, ordonnez une expertise. » Quelques jours plus tard, on vient dire à notre consul : « l'exper-

tise est défavorable — par ordre du consul de Russie — dans une heure votre protégé sera condamné à 10 ans de travaux publics ». M. Gauthier ne se tient pas pour battu dans cette course *au prestige*, il vole chez le vali : « On se moque de moi, crie-t-il, l'expertise est mensongère et fausse ». Le gouverneur général prétend qu'il ignorait la chose. Il se fait apporter le rapport de l'expert et le déchire. Et l'accusé est acquitté malgré les sommations de M. Kahl qui disait à notre consul : « Cet homme-là sera condamné, *il faut qu'il le soit !* » Il paraîtra singulier au lecteur que le représentant d'une grande puissance puisse exiger des tribunaux turcs la condamnation d'un innocent, uniquement pour faire triompher son influence. Des faits de ce genre sont fréquents en Turquie. Un consul que je ne puis nommer parce que je dois rester fidèle à ma parole (c'est l'agent d'une puissance occidentale) m'a avoué qu'il avait fait *acquitter le trésorier du comité révolutionnaire de Monastir*. Comment l'Europe est-elle autorisée à se plaindre des dénis de justice hamidiens lorsqu'elle-même impose des arrêts iniques aux juges de Sa Hautesse. « Comédie ! comédie ! » me disait un vieux Turc. Hélas ! c'est plus que de la comédie, c'est de l'abjection.

Quant aux officiers, ils passent pour être les conseillers techniques, non pas de la gendarmerie ottomane, mais de l'Organisation intérieure.

Quand on tue des Bulgares, ils se rendent tout de suite sur les lieux du crime. Ils montrent plus de zèle encore : ils se précipitent chez les exarchistes qui n'ont reçu que des coups de poing. Ainsi, l'un d'eux vole à Yenikeuy, parce que Christomanos a été battu par les soldats pour avoir volé un fusil de l'armée. Par contre, il s'abstient d'aller faire une enquête à Grabovo où il y a eu un grave attentat contre le Métropolitain grec. On se souvient que

toute la population de Strumnitsa (Turcs, Grecs, Juifs) s'empressa de témoigner à cet archevêque l'horreur qu'avait inspirée cette tentative criminelle. A Baldeftcha, les comitadjis brûlent deux maisons grecques, le « Brad Slave » ne bouge pas, il n'envoie aucun secours. Et lorsque les sinistrés, Georges Roum et Athanase Anastassiou, viennent lui raconter leurs malheurs, il répond : « Si vous devenez Bulgares, vous n'aurez plus rien à craindre. » Le colonel Swirsky m'avait affirmé qu'il était neutre. Or j'ai pu constater de mes yeux qu'il descendait invariablement dans ses tournées chez des Bulgares, jamais chez des Grecs. Nous avons traversé Bogdantza deux fois ensemble. Il n'a pas mis les pieds dans une maison patriarchiste.

L'officier qui lui avait succédé dans son secteur m'exposait avec un luxe de détails les méfaits de ces « canailles d'Antartes ». Il ne soufflait pas mot des crimes d'Apostol, d'Arghyri, etc., qui rançonnaient et terrorisaient la population depuis des années, avant que parussent les partisans armés de l'Hellénisme. J'étais venu pour lui demander des renseignements sur le meurtre du Gréco-Valaque Nicolas Kekaya, il me répondait en me signalant la persécution organisée par les chefs de la communauté grecque contre les Bulgares ! La mauvaise foi était flagrante !

— Il suffit, me disait un consul de Serbie, qu'un Bulgare ait reçu un coup de pied au derrière, pour que la Russie s'émeuve. Que les Grecs et les Serbes soient massacrés par centaines, le grand Empire, protecteur de l'orthodoxie, est muet et insensible. »

Donc, tandis que le comte Lamsdorf recommandait à ses agents d'avoir en Macédoine une attitude loyale envers toutes les nationalités et toutes les confessions, les consuls et les officiers étaient pleins d'égards et de faiblesses pour les

comitadjis bulgares, ils trahissaient le mandat qui leur avait été confié par l'Europe. Mais il paraîtrait que cette bulgarophilie n'était pas assez accentuée. La nomination de M. Izvolsky au ministères des Affaires étrangères, en remplacement du comte Lamsdorf serait le point de départ d'une action panslaviste plus énergique. « Dès la prise de possession de son poste, M. Izvolsky avait voulu être éclairé, disait la *Vetcherna Posta*, sur la véritable situation des relations russes avec le slavisme et, spécialement, sur la disposition des pays balkaniques. Dès lors, le nouveau ministre a fait sentir que dans sa politique future, il s'inspirerait des hautes traditions auxquelles la Russie doit son prestige parmi les Slaves du Sud, et qui constituent sa mission historique en Orient. Cet esprit nouveau que M. Izvolsky a introduit dans sa politique a commencé à se faire sentir dans le ministère et dans la presse et ne manquera pas sans doute d'influencer bientôt l'action politique de la Russie. Conformément à cette politique, M. Izvolsky a décidé d'effectuer quelques changements dans le personnel diplomatique qui, pendant ces derniers temps, *était influencé par des sentiments et des tendances ouvertement nuisibles à la solidarité slave*, et aux intérêts russes. Pour le moment, il a *rappelé* au Ministère des Affaires étrangères *M. de Giers, ancien consul à Salonique, qui avait quitté la diplomatie à la suite d'un conflit avec la politique anti-slave du comte Lamsdorf*. » Et la *Novoïé Vrémia* écrivait de son côté : « Nous avons des motifs de croire qu'après le changement opéré dans notre ministère des Affaires étrangères, tout en gardant nos relations amicales avec l'Autriche-Hongrie, nous cesserons de nous servir de l'appui de ce pays dans toutes les questions concernant les Balkans et nous tracerons une ligne limitative, derrière laquelle l'ac-

tion commune austro-russe cesse et la protection des intérêts slaves commence... La Russie doit de nouveau tourner ses yeux vers les Balkans, sa voix sur les questions d'Orient, lorsqu'elles concernent le *slavisme*, doit être entendue avec plus de confiance. » Les Russes ont tracé la voie aux Bulgares, ils ne peuvent pas ne pas sympathiser avec leurs « frères de Macédoine ». Ils seront toujours bulgarophiles, même avec les meilleures intentions du monde. Ils sont portés au mishellénisme par toute une éducation nationale. Qu'ils le veuillent ou non, ils *pensent* à la Grande Bulgarie de San Stefano qui est leur œuvre. Ils ont éloigné pendant quelque temps l'idée de descendre sur les rives du Bosphore, mais après l'effondrement de leurs rêves mandchouriens, ils reviennent aux chimères d'antan, ils se rapprochent de Sainte-Sophie. Ils chercheront à prendre leur revanche en Orient. La Macédoine slavisée resserrerait l'étau qui doit étrangler Constantinople et la rendre à la Croix. Et comme l'Hellénisme est la seule force morale qui gêne leurs ambitions, ils tendent à le détruire. Ils oublient que les Grecs ont « éclairé le peuple russe des lumières de la grande Eglise ». Ils oublient que les Bulgares repus de leurs bienfaits leur tournèrent le dos pour se jeter dans les bras des Anglais. Ils oublient que les Serbes, aussi, sont des Slaves. Ils oublient que l'Europe entendait réserver, au Congrès de Berlin, les droits de tous les chrétiens qui vivent en Turquie d'Europe. Ils oublient... mais de quoi se souviennent-ils ? « Les peuples, disait Hegel, ne tirent aucun enseignement de l'Histoire. » La Russie s'épuisera à courir de l'Orient à l'Extrême-Orient. Elle ne voit pas qu'elle a un Empire assez vaste pour occuper son génie et son activité. Elle ne voit pas qu'elle n'a plus aucune faute à commettre pour conserver ce qu'elle possède et que la conquête d'autres ter-

ritoires serait pour elle une source de faiblesses et non un surcroît de forces.

Au surplus, nous n'avons pas à étudier ici la politique mondiale russe, restons dans les limites que nous nous sommes tracées. Après tout ce que j'ai vu et entendu dans les trois vilayets de Roumélie, j'ai le droit d'accuser la diplomatie russe de manquer à tous ses devoirs. L'Europe lui a dit : « Pacifiez la Macédoine, poursuivez les brigands, défendez indistinctement tous les chrétiens contre l'arbitraire turc, tâchez d'amender l'administration du Sultan ». Et la Russie a soufflé sur les haines, elle a encouragé le crime, elle n'a rien négligé pour aggraver le mal dont souffre cette pauvre Macédoine. Au lieu d'éteindre l'incendie, elle a jeté à pleins seaux de l'huile sur le feu. Dirai-je enfin que notre « amie et alliée » nous traite bien cavalièrement au dehors ? Elle a pour nous le plus superbe mépris. Elle cherche à miner notre influence à chaque occasion qui se présente. M. Kahl n'est pas le seul consul qui nous combatte auprès des autorités ottomanes... Certes, je suis loin de ne pas apprécier les avantages de la Duplice. Mais il me semble que l'Alliance ne nous oblige pas à sacrifier nos intérêts aux « caprices » de certains panslavistes. Les uns et les autres, nous gagnerions à être plus intimement d'accord dans toutes les questions...

Et comment juger enfin cette diplomatie qui adresse d'une part des circulaires aux chancelleries pour proposer des « Congrès de la Paix » et qui de l'autre ne cesse d'entretenir dans les Balkans des ferments de discorde. Le pacifisme du tsar Nicolas ne sera jamais qu'illusoire tant que le panslavisme soutiendra les comités de Sofia, dont l'unique raison de fonctionner est de dynamiter les provinces turques et de préparer une conflagration générale...

L'Autriche. — Au mois de juin 1905, le comte Goluchowski se trouvait à Paris, en simple particulier. Il s'amusait, il jouissait des plaisirs de la Babylone moderne, loin des tracas du pouvoir. Un soir qu'il avait dîné gaiement dans un cercle d'intimes, quelqu'un profitant de l'abandon auquel il s'était livré, l'entraîna sur le terrain de la politique balkanique. « Voyons lui demanda-t-on, expliquez-nous ce casse-tête... quelles sont les forces en présence ? quels sont leurs moyens ? » Le comte Goluchowski répondit : « Ecoutez, je vais vous dire franchement ma pensée (1), telle que peut-être je ne la dirai plus à d'autres. Il y a dans les Balkans quatre forces rivales : la Bulgarie, la Serbie, la Grèce et la Roumanie.

« Les Bulgares sont des gens encore sauvages ; ils ne sont pas civilisés, ils n'ont pas de culture ; mais ils ont une armée solide, jeune, forte. Qu'on doive attribuer ce fait à la Russie ou non, la chose n'en existe pas moins. C'est une puissance avec laquelle il faudra compter....

« La Serbie n'existe pas. Autant n'en pas parler. Ce peuple a été conduit à la déchéance par sa politique intérieure.

« La Roumanie, grâce à son roi, et grâce aussi aux richesses naturelles du sol est très prospère. *Elle possède la meilleure armée balkanique.* Mais elle ne pourra jouer aucun rôle dans la question macédonienne, elle n'a aucun point de contact avec les provinces convoitées... Quant à la moralité des Roumains, elle est au-dessous de tout. Ce sont des... (je ne puis et ne veux répéter l'expression dont s'est servi le comte Goluchowski et que je trouve non seulement injurieuse mais injustifiée).

(1) Cette conversation m'a été rapportée par un diplomate qui la tenait — le soir même — d'un interlocuteur du comte Goluchowski.

« La Grèce, elle, représente incontestablement l'élément le plus civilisateur de l'Orient. Elle a le commerce, une marine marchande nombreuse, des écoles, etc. Mais sa politique est détestable. Ce sont ses gouvernements qui l'affaiblissent. Mieux guidé, l'Hellénisme accomplirait de grandes choses. Toutefois, ses ressources sont si importantes dans tout l'Orient, qu'elles seront un facteur de premier odre.

— Ceci me rappelle ce qu'écrivait M. de Muller, agent civil d'Autriche, à son gouvernement : « On ne fera jamais rien de sérieux ni de durable en Macédoine sans le concours des Grecs !

« Quant à l'Autriche, concluait le comte Goluchowski, elle n'a pas, comme on le croit, l'ambition de descendre à Salonique. Non. *Elle vise plutôt l'Albanie. Elle veut faire une trouée même à travers le Monténégro pour s'établir plus solidement sur l'Adriatique où elle a déjà deux ports. Son avenir est sur l'Adriatique et non sur la mer Egée. Si on m'apportait Salonique sur un plateau je refuserais ce présent.* »

Le comte Goluchowski était-il sincère quand il s'exprimait de la sorte ? Parlait-il en son nom, ou traduisait-il la pensée de la diplomatie autrichienne ? Officiellement, il a démasqué les agissements bulgares.

Le 18 décembre 1903, s'expliquant devant la Commission de la délégation hongroise sur la politique extérieure de la monarchie il disait : « Depuis des années, les Bulgaro-Macédoniens prétendent n'avoir d'autre but que d'assurer aux populations chrétiennes de la Macédoine des conditions d'existence supportable, *et cependant ils* se sont opposés avec sauvagerie aux réformes proposées et ont déclaré qu'ils n'admettraient aucune solution qui ne répondrait pas entièrement à leurs vues inspirées d'un esprit bien moins phi-

lanthropique que nationaliste. Les Comités révolutionnaires, dont le siège se trouve à Sofia — le gouvernement de la principauté a fait preuve d'une tolérance frisant la partialité — se mirent activement à la tâche : ils armèrent des bandes de rebelles et commirent des crimes odieux, dans l'espoir de provoquer par là des dissentiments entre les puissances, notamment entre Vienne et Pétersbourg. Du jour où les Comités comprirent ce qu'il y avait de sérieux dans nos projets, ils furent pris d'une véritable fureur. Ils redoublèrent de sauvagerie, afin d'obliger la Turquie à des représailles qui firent souffrir des populations pacifiques. Il va de soi que dans ces conditions l'œuvre des réformes a dû être suspendue, d'autant plus que la gravité de la situation a fourni à la Turquie prétexte à divers atermoiements.

« Les deux cabinets de Saint-Pétersbourg et de Vienne ont fait à Sofia et à Constantinople les observations nécessaires.

« On comprendra, à Constantinople, que les puissances agissent, non comme ennemies, mais bien comme des amies désintéressées de la Turquie, qu'elles tendent uniquement à préserver d'une ruine subite.

« Quant au cabinet de Sofia, il faut qu'il comprenne bien que son attitude à l'égard des révolutionnaires est étroitement surveillée, et que la principauté serait entièrement abandonnée à son sort, si elle ne conformait pas sa politique à la volonté des puissances. »

Ainsi, l'Autriche se flattait de vouloir à la fois réformer l'administration turque et mater les comitadjis. Nous savons déjà qu'elle n'a rien tenté pour l'exécution du programme de Muerzteg. Ses agents civils se sont contentés d'applaudir aux efforts de Hilmi-Pacha. Celui-ci avait raison quand il me disait : « Vous verrez par les rapports au-

trichiens que je suis en constante communion d'idées avec M. de Muller. » En effet, l'exposé du cabinet de Vienne qui était publié le 21 novembre 1904 était d'un optimisme scandaleux. Il notait que les Macédoniens avaient « compris les avantages que leur offrait la réforme », alors que toute la population gémissait. Il feignait d'ignorer les doléances et les réclamations des opprimés.

Et, pendant que le collaborateur le plus amical du vice-roi fermait les yeux devant le désordre du régime hamidien, les Consuls et les officiers multipliaient les manœuvres souterraines pour agiter et bouleverser le pays. Dans le vilayet d'Uskub ils sont ouvertement favorables aux comitadjis bulgares. Le journal *Mir* de Sofia recevait d'Uskub une correspondance dans laquelle on révélait que « les Bulgares ne trouvent aide et protection qu'auprès des Autrichiens. La chose peut sembler curieuse, écrivait le correspondant, pourtant, c'est là la pure vérité... *Au consulat d'Autriche les Bulgares sont sûrs de trouver un accueil bienveillant et une protection efficace. Le consul Para est pour nous un véritable sauveur. Son bureau est plein de citadins et de paysans, sûrs de ne pas invoquer en vain son appui. Les officiers autrichiens ne le cèdent en rien à leur consul : ils aident les habitants autant que cela est en leur pouvoir....* Il ne faut donc pas s'étonner si les Bulgares d'Uskub, ont exprimé officiellement leurs félicitations au gouvernement austro-hongrois pour la promotion en grade de M. Para. Le rapprochement entre Bulgares et Autrichiens ira en augmentant. »

Cette entente austro-bulgare est dirigée naturellement contre les Serbes qui n'ont pas un seul protecteur et qui sont placés entre l'enclume et le marteau dans la Vieille Serbie. L'enclume, c'est l'Albanais, au nord, et le marteau, c'est le

Bulgare, au sud. Et l'Autrichien se sert de ces deux instruments pour forger sa domination future. Il jette le Serbe en pâture aux brigands musulmans et chrétiens. Dans le vilayet de Salonique, il change son fusil d'épaule, il est plutôt grécophile. Dans le vilayet de Monastir il redevient bulgarophile et il se découvre des trésors d'affection pour le roumanisme. Quand on veut synthétiser la propagande autrichienne en Roumélie, on conclut qu'elle cherche, à l'exemple des Turcs, à diviser, à émietter les chrétiens. Elle s'apprête à dire à l'Europe : « Regardez cette pauvre Macédoine ; il y a des Albanais, des Turcs, des Bulgares, des Serbes, des Grecs et des Roumains. La Turquie, c'est entendu, est incapable de gouverner même les pays les plus homogènes ; Il n'y a que moi qui sois apte, dans le voisinage immédiat, d'imposer un gouvernement ferme et équitable à une population aussi bigarrée et aussi désunie. » J'ai dit que les agents civils, soit d'Autriche, soit de Russie, se sont confinés dans l'admiration béate de Hilmi, ignorant tout et des vices turcs et des dessous de l'organisation intérieure. Mais les consuls sont plus actifs, plus intrigants. Les représentants de la Ballplatz ont une souplesse étonnante pour pousser leurs affaires. Ils surpassent certainement tous leurs collègues d'Europe pour la science machiavélique. Ils ont deux avantages qui leur donnent tout de suite une avance considérable sur n'importe quel concurrent : ils connaissent les régions où ils ont été appelés à manœuvrer, souvent ils en parlent toutes les langues, et ils savent ce qu'ils ont à faire. Ils ont été formés, dressés pour une politique déterminée. Ils ne tâtonnent pas.

Que si l'on a la curiosité de les observer tandis qu'ils « coopèrent » avec les Russes, on admire avec quelle maëstria ils concilient la diversité —

il serait plus exact de dire l'absence — de leurs sympathies avec la lourde intransigeance du panslavisme. A Monastir, ils sont aussi grécophobes que peut le souhaiter le plus féroce des Ignatieff. Dès qu'un Bulgare, fût-il le bandit le plus avéré, est tué, soit par les troupes turques soit par les bandes grecques, le consul d'Autriche devançant la pensée de son cher collègue de Russie, va offrir ses consolations aux parents ou aux amis de la victime. Un exemple entre cent : les villages Rahovo et Dragos sont forcés par le chef bulgare Naoum d'adresser leur adhésion à l'exarchisme. Ils se plaignent auprès du consul d'Autriche. Celui-ci n'esquisse pas un geste pour assurer la liberté de conscience des patriarchistes. Dans la suite, des Antartes entrent à Rahovo pour donner du courage aux Grecs et les maintenir dans l'orthodoxie, immédiatement, le consul d'Autriche court sur les lieux ; et au retour de son enquête, il ordonne au vali de prescrire la chasse à la bande grecque. D'habitude, les consuls de Russie et d'Autriche font l'attelage : il se sont rendus ensemble avec fracas, à Zagoritchani, à Zelenitz, à Brousnik à Nevoliani, etc., où les partisans grecs avaient tué des Bulgares, mais ils se sont abstenus d'aller à Gradesnitsa, où 7 Grecs avaient été massacrés et 75 maisons incendiées, ni à Scotzivir, où 7, puis 5 Grecs avaient été assassinés, ni à Iven, où deux femmes et une jeune fille de 14 ans avaient été enterrées vivantes, ni à Petalina, ni à Macovo, ni à Lissolay, ni à Pissodéri, etc., etc., où l'on avait ou brûlé, ou pillé, ou tué les Grecs. Ils n'ont pas bougé davantage, lorsque les bandits d'Ekchi-Sou massacrèrent les 7 charretiers inoffensifs de Kozani et de Sorovitch. Ils ont exigé des autorités turques que l'on fît des perquisitions à Boukovo, afin d'y surprendre une bande d'Antartes. *Jamais* ils n'ont exercé la plus petite pression sur le vali

de Monastir pour que la troupe pourchasse les comitadjis bulgares.

Un jour, le consul de Grèce se plaignait de ce que l'administration eût emprisonné des patriarchistes sans avoir recueilli l'ombre d'une preuve de leur culpabilité. « Que voulez-vous que j'y fasse, répliqua avec une joie cynique le gouverneur général de la province ? Vous n'avez personne qui vous appuie. Trouvez-moi seulement un consul qui vous soit favorable. »

Le représentant de l'Autriche à Monastir ne néglige pas les Albanais. Chaque fois que l'un d'eux traverse le chef-lieu du vilayet, il ne quitte pas la ville sans aller prendre le café dans son consulat.

Et les cabinets de Vienne et de Saint-Pétersbourg sont satisfaits de leur œuvre « réformatrice ». « Il n'est pas possible, me confiait un diplomate, qu'à Muerzteg on n'ait pas prévu les éventualités les plus lointaines. Qui est assez naïf en Europe pour supposer que la Russie et l'Autriche n'ont en vue que le bonheur des Macédoniens ? Elles s'immiscent trop dans les querelles locales, elles prennent trop ouvertement parti pour les fauteurs de désordre pour ne pas nourrir d'arrière-pensées. » Je ne suis pas dans le secret des dieux, et je ne saurais deviner quels accords furent signés entre les deux empereurs outre celui qui vise les réformes à introduire en Macédoine. Je me contente de noter que l'entente austro-russe est sans nuages. Mais je ne serais pas étonné que la Russie eût donné carte blanche à l'Autriche en Vieille Serbie et même en Albanie, en compensation de ce qu'elle s'est attribué pour elle-même ou de ce qu'elle réserve aux Bulgares dans les vilayets de Salonique et de Monastir. Qu'on se rappelle les révélations de Bismarck. « En janvier 1877, disait le chancelier au Reich-

stag, il fut conclu entre l'Autriche et la Russie un arrangement concernant l'éventualité d'une crise orientale et qui assurait à l'Autriche, dans cette éventualité l'occupation de la Bosnie, etc. » En tout cas, le contrôle austro-russe n'inspire aucune confiance aux populations qu'il a mandat de sauver de la tyrannie. L'Autriche n'est pas assez désintéressée pour ne pas être suspecte à tous les Etats balkaniques. Et la Russie a trop de penchants pour la « Grande Bulgarie » pour ne pas porter ombrage aux Grecs et aux Serbes.

Il y a un fait indéniable, c'est que depuis l'installation du contrôle, l'anarchie macédonienne n'a fait que s'étendre. En 1902 et en 1903, il n'y avait que des bandes bulgares ; en 1904, en 1905, en 1906, il y avait, en outre, des bandes serbes, des bandes grecques, sans compter les bandes turques ou albanaises, où se trouvent quelquefois des roumanisants.

On bâtit sur un volcan. A la première éruption tout sautera. Et c'est alors que nous saurons ce qu'avaient projeté les Autrichiens...

L'Italie. — Cette puissance s'était assagie après le désastre d'Adoua. Mais elle se recueillait. De longues méditations lui persuadèrent qu'elle avait tout intérêt à nouer des relations d'amitié avec la France. Débarrassée des soucis crispiniens, elle s'est lancée dans une mégalomanie plus dangereuse et pour elle, et pour nous, et pour les Autrichiens. Elle s'agite, elle intrigue, elle « travaille » dans tout l'Orient. Non contente de briguer les îles qui firent partie autrefois du domaine vénitien, elle s'aventure jusqu'en Asie-Mineure. Cette mouche du coche se croit destinée à remplir les rôles d'aigle. Depuis que l'Europe l'a priée de désigner un général pour la réorganisation de la gendarmerie rouméliote, elle ne cesse de bour-

donner de la manière la plus indiscrète dans la cacophonie macédonienne.

« Italiens, je fais entendre une plainte italienne ! » s'écriait Pétrarque cinq cents ans avant que fût restaurée l'unité italienne. « Chère Italie, dira plus tard Manzoni, partout où a jailli le cri douloureux de ton long servage ; là où tout espoir des hommes n'est pas encore éteint ; là où la liberté a déjà fleuri, et là où elle mûrit en secret, partout enfin où le comble de la misère arrache encore des larmes, il n'y a pas de cœur qui ne batte pour toi ! » Et Giusti exhalera son amertume dans la *Botte*, image allégorique de la patrie italienne en ruines, où les rires cachent la douleur : « Me voici trouée, négligée, déchirée par tous. J'attends depuis de longues années quelque jambe qui me remplisse et secoue ma poussière ; mais je ne veux pas, bien entendu, d'une jambe allemande ni française ; il me faut une jambe de mon pays.

« Voyez un peu : ici, je suis bleue, là, rouge et blanche, là-bas jaune et noire ; en somme de pièces et de morceaux comme un arlequin. Si vous voulez réellement me remettre en état, un peu de prudence et d'amour ! faites-moi d'une seule pièce, et d'une même couleur. » L'Italie a été délivrée, et maintenant qu'elle est forte et libre, elle ne prête aucune aide à sa sœur ainée, la pauvre Grèce qui est aussi « trouée, négligée, déchirée par tous » et lasse d'attendre le libérateur. Bien pis, elle veut copier ses anciens tyrans. Elle complote de ruiner à jamais les espérances de l'hellénisme. Ses diplomates ont commencé par insinuer qu'il n'existe plus de Grecs, ni en Thrace, ni en Macédoine, ni en Epire, ni dans l'Albanie méridionale ; puis ils ont favorisé les Bulgares, puis ils ont été les plus ardents soutiens du roumanisme. Je n'ai pas trouvé en Macédoine d'Européens qui soient plus hostiles que les officiers italiens à la cause

hellénique. Cette inimitié confine à la haine ! La bulgarophilie des Russes s'explique par mille considérations, toutes plus ou moins déterminantes ; mais nos alliés les plus grécophobes ne détestent pas les Grecs, ils les dédaignent ; ils les combattent tout simplement parce qu'ils croient qu'il y va de l'avenir slave de briser les élans de l'hellénisme. Ils sont anti-grecs par raison politique. Mais je ne parvenais pas à comprendre l'état d'âme de tel officier italien qui s'en allait de village en village prêcher la guerre aux « sales Grecs » et l'entente bulgaro-roumaine.... Pourquoi ce mishellénisme outré ? parce que l'Italie rêve de s'installer en Epire et en Albanie. Elle est d'accord avec les Russes et les Autrichiens pour diminuer les forces de l'hellénisme dans le vilayet de Monastir qui avoisine ces régions. Elle s'imagine parvenir plus facilement à ses fins, si elle fait accepter cette thèse que les Grecs n'y constituent pas une masse compacte et que les Roumains d'*origine latine* y sont en majorité.

« On a parlé, dit M. Tittoni, d'une façon trop fantaisiste dans les journaux des expéditions italiennes en Albanie et de l'occupation autrichienne en Macédoine. Aucun des deux Etats ne songe a occuper ces territoires ni à s'en partager les dépouilles. Rien n'est plus loin de leur politique. Ils veulent loyalement le maintien du *statu quo* politique et si, *malgré leurs efforts, on ne pouvait obtenir ce résultat, on devrait faire prévaloir le principe de l'autonomie, sur la base des nationalités*. M. le ministre des Affaires étrangères d'Italie avait fait connaître au parlement de son pays que l'Autriche et l'Italie avaient renoncé à toute occupation en Albanie par des accords « précis, positifs et efficaces ». Il ne nous est pas permis de douter de la parole de M. Tittoni. Pourtant, j'ai acquis en terre macédonienne la conviction inébranlable que

l'Italie se prépare à spolier l'hellénisme, et je sais par des hommes dignes de foi qu'elle poursuit méthodiquement l'italisation des Albanais, par les écoles, les églises, et par le commerce. La seule excuse qu'elle ait à présenter, c'est qu'elle doit contenir les ambitions de l'Autriche.

« En Orient, disait encore M. Tittoni, c'est le désintéressement qui nous est conseillé par nos intérêts les plus vitaux. Je repousse le conseil qui m'a été donné de proposer à l'Autriche-Hongrie des partages de territoires, tout en demandant pour l'Italie des compensations territoriales. Une pareille ligne de conduite serait en contradiction avec la politique italienne et présenterait des dangers pour l'avenir en constituant *un précédent qui pourrait ensuite être opposé à l'Italie.* » Oui, la main-mise de l'Italie sur des territoires grecs ou albanais pourrait être grosse de conséquences malheureuses pour sa propre nationalité. Elle serait désormais mal fondée à réclamer le Trentin. Et l'Italie quoique « faite » ne serait jamais « complète ». Car l'Allemagne guette le moment où elle pourra remplacer l'Autriche à Trieste. Non, moins que tous autres, les Italiens ne peuvent songer à fouler aux pieds les principes sacrés sur lesquels fut bâtie leur glorieuse patrie. Les aspirations nationales des faibles seront respectées par les fils de Garibaldi. Et en Macédoine, comme en Epire et en Albanie, ils mettront en harmonie leurs actes avec leurs discours. Leurs officiers ne seront plus dans le secteur de Monastir les alliés des comitadjis bulgares et des propagandistes roumains et les adversaires des Grecs ; ils seront pour le Droit de chacun. La peur de l'Autrichien ne doit pas les pousser à piétiner un petit peuple qui ne leur a causé aucun préjudice et qui se réclame au contraire les mêmes traditions et du même idéal.

L'Angleterre. — Il y a un homme qui ne fut jamais dupe des proclamations humanitaires des comités bulgares. C'était Sir Biliotti, consul général d'Angleterre à Salonique.

J'emprunte aux « Blue Books », quelques-unes des lettres qu'il adressait à son gouvernement.

En avril 1902, il écrivait : « *L'insécurité qui règne aujourd'hui est due précisément à ceux qui s'en plaignent plus que d'autres.* En fait, à part les abus, en quelque sorte normaux et qui lui sont inhérents, de l'administration turque, rien ne justifie l'anxiété manifestée récemment dans la presse. Mais les bandes bulgares qui avaient momentanément cessé leurs méfaits ont recommencé à assassiner des chrétiens d'autres races, aussi bien que des musulmans. Jusqu'ici aucun d'entre ceux-ci n'a songé à tirer vengeance de ces crimes, mais leur situation est devenue si précaire que Grecs, Serbes et Valaques aussi bien que les mahométans se plaignent en termes très énergiques des procédés des bandes et de l'attitude de la population bulgare. Les chrétiens de Doïran, les Bulgares exceptés, de même que les musulmans, s'enferment chez eux dès le coucher du soleil. Ces procédés des comités macédoniens ont amené l'avènement d'une véritable terreur qui règne parmi tous les habitants de cette région, bon nombre de Bulgares y compris. »

Le 11 octobre de la même année, il écrivait à son ambassadeur : « Ceux d'entre les chrétiens qui ont quelque influence sur les coreligionnaires sont, au moindre signe de résistance à l'action des comités, assassinés par les révolutionnaires, qui cherchent par là à se débarrasser des gêneurs en même temps qu'à inspirer la terreur à toute la population. Des listes de proscription ont été trouvées sur quelques Bulgares tués dans des combats. Le comité macédonien a dressé des registres

taxant chaque chrétien en proportion de ses ressources ; ceux qui refusent de verser leur part sont mis à mort. Dans ces conditions, les chrétiens, après avoir acquitté les impôts du fisc, sont soumis à un autre impôt à payer aux comités, sans compter qu'ils ont à nourrir celles des bandes qui s'établissent dans leurs villages, bientôt suivies par des gendarmes qui sont censés les poursuivre. J'apprends que les cas de corruption ne sont pas rares. » Le 9 décembre, il rédigeait cette dépêche : « Les comités macédoniens employèrent un double moyen d'action : ils cherchèrent tout d'abord à réveiller par la propagande scolaire le sentiment national parmi les villageois, et à les détacher du Patriarcat œcuménique, et d'autre part au moyen des bandes parcourant l'été le pays, ils tentèrent de se les attirer par des promesses ou de les forcer par des menaces à se joindre à eux. Le prosélytisme et le terrorisme furent les deux principaux procédés qu'ils employèrent en vue de bouleverser l'ordre et de réduire les habitants à une telle misère que ceux-ci fussent contraints d'adhérer à la cause révolutionnaire. *Peu à peu ils firent disparaître tous ceux qui demeuraient fidèles au Patriarcat*, et dans le seul sandjak de Serrès, plus de cent Grecs, Valaques et Bulgares orthodoxes tombèrent victimes de leur vengeance et de leur cruauté. Grâce à la propagande de leurs agents, des maîtres d'école et des prêtres, grâce aux méfaits que les bandes commettent, à la terreur qu'elles inspirent, les comités sont parvenus à détacher du Patriarcat tous les villages de Djuma Bala et de Razlog, et la plupart des villages de Melnik, Petrich et Nevrocop. »

« Il n'est pas un village, écrivait-il plus tard, qui ait, de son plein gré, participé au mouvement révolutionnaire et au mouvement d'émigration qui s'ensuivit. Ils y furent contraints par des pro-

messes, des menaces et même par le meurtre, les fauteurs de troubles leur donnant à entendre qu'ils agissaient d'accord avec le gouvernement bulgare, soutenu par la Russie, dans le but de délivrer la Macédoine. Ces promesses ayant échoué, les bandes menacèrent les paysans de détruire leurs maisons et d'enlever leurs épouses et leurs enfants. Dans les cas de refus persistant on avait recours au meurtre. »

Le 11 mars 1903, sir Alfred Biliotti écrivait à son ambassadeur ce qu'il pensait des intentions *réformatrices* des comités : « ... Je suis convaincu que *les bandes mettront tout en œuvre pour contrecarrer l'œuvre des réformes*, et maintenir les désordres qu'elles ont elles-mêmes provoqués pour s'attirer l'attention de l'Europe.

« Les Comités ont indubitablement un but politique, autonomie ou annexion, et leurs chefs peuvent peut-être obéir à des mobiles élevés, mais un grand nombre d'entre les individus affiliés à leurs bandes, sont de *simples brigands* qui n'ont d'autre but que de perpétrer des meurtres, etc., à leur propre profit. Quoi qu'il en soit, chaque parti a un même et unique objectif, celui d'*entretenir le désarroi dans le pays, et de s'opposer à l'exécution de toute mesure propre à y ramener le calme...* »

A la date du 7 avril 1903, le consul général d'Angleterre écrit à son ambassadeur :

« Un Grec et son fils ont été assassinés dans un moulin, près de Keuprulu, *et sa femme enceinte, outragée et éventrée ensuite*. Le fœtus a été coupé en deux. »

Sir Biliotti écrit encore : « Les dernières nouvelles sur Sarafof portent qu'il se trouve à Florina et qu'il pressure si cruellement les habitants que ceux-ci se voient forcés de vendre leur bétail à raison de 10 ou 15 schillings pièce, afin de lui donner satisfaction...

« Un crime exceptionnellement effroyable a été commis, il y a environ quinze jours, à Perlépé.

« Un jeune musulman, retournant de sa ferme avec sa mère, a été assommé par des Bulgares. *Sa mère a été empalée et puis mutilée de cette façon barbare qui leur est coutumière.* »

Dans une autre dépêche, le consul général informe son ambassadeur que les Bulgares « ont encore l'intention de *massacrer des Grecs sans épargner les enfants*, *garçons et filles*, et d'attaquer et de piller les églises ».

Le 3 avril 1903, Sir Biliotti était déjà au courant des dispositions que prenaient les Grecs pour se défendre contre les assassins bulgares.

— « Il m'a été rapporté, dit-il, que les Grecs de Monastir, *se mettant enfin en mouvement*, ont fait savoir aux Bulgares résidant dans la même ville que pour tout patriarchiste de tué par les bandes dans la contrée, ils tueraient deux Bulgares dans la ville. »

Ce n'est que plus d'une année après cette dépêche que les Antartes devaient faire leur première apparition avec Mélas.

Sir Biliotti ne s'est pas laissé tromper par M. Chopof, agent de la Principauté à Salonique, qui documentait tous les consulats européens sur les mouvements et les tendances de la révolution *macédonienne*. Il perça vite le jeu de la diplomatie bulgare.

Un jour, M. Chopof lui apporte une note sur des événements qui venaient de se produire dans l'intérieur. Sir Biliotti méfiant envoie sur place un drogman et un médecin pour contrôler les dires de l'agent. Tout est reconnu faux, mensonger. Alors, Sir Biliotti se met en colère, il déclare à M. Chopof : « Vous m'avez trompé ! »

— Non, proteste l'agent.

— Si !

— Les faits sont tels que je vous les ai donnés !

— Non, tranche Sir Biliotti, j'ai fait contrôler.

— Ah !

— Oui !

— C'est mon secrétaire pourtant, observe M. Chopof, qui a rédigé le rapport.

— Eh bien, à l'avenir, demande Sir Biliotti, ne m'apportez plus rien, si vous n'en êtes pas sûr personnellement. *Car la note que vous m'avez remise était signée de vous*. Je jetterai vos communications au panier, si elles continuent à être aussi peu sérieuses. »

Sir Biliotti avait des moyens de communication qu'aucun de ses collègues ne possédait.

Il avait des fonds à sa disposition pour organiser les enquêtes les plus minutieuses. Il pouvait dire à ses collaborateurs : « voici 10, 15, 20 livres, rendez-vous à tel endroit, regardez, interrogez, fouillez, notez, et venez me rendre un compte exact de ce que vous aurez appris. A la première inexactitude, je me passe de vos services ! » D'ailleurs, les consuls d'Angleterre sont responsables des informations qu'ils adressent à leur gouvernement.

Sir Biliotti dévoila les intrigues bulgares ; cela ne l'empêcha nullement de protéger les « opprimés » et de surveiller les fonctionnaires turcs. Seul de tous les consuls il pénétra dans les prisons de Salonique. « J'ai reçu ordre de mon gouvernement, disait-il, de les visiter. » Et il dénonça hautement l'état insalubre de ces géhennes où les prisonniers entassés les uns sur les autres n'avaient pas d'air.

Il découvrit que beaucoup d'innocents étaient incarcérés. Il les fit sortir de prison. Il a ainsi sauvé des centaines de Bulgares.

Aussi, le jour de son départ, une délégation de

femmes vint le remercier en pleurs pour tout le bien qu'il avait fait à leurs familles.

Sir Biliotti connaissait à fond l'Orient. Les atrocités bulgares ne l'empêchaient pas de voir les vices de l'Administration ottomane. Tout en flétrissant les comitadjis il condamnait les concussionnaires et les prévaricateurs. Le premier, il présenta un programme de réformes net et précis.

Le représentant d'une grande puissance le pria de lui communiquer ce rapport. Après l'avoir lu et copié, il se l'appropria et le transmit à son propre gouvernement, se contentant d'en modifier le texte. Ce plagiaire s'est acquis de la sorte une réputation de réformateur génial auprès de ses chefs. Mais à Salonique, personne n'ignore son talent de prestidigitateur. Je n'eusse pas ajouté foi à cette histoire si elle ne m'avait été confirmée par des témoins directs du tour de passe-passe. Sir Biliotti préconisait de larges réformes dans toutes les branches de l'Administration, mais il rejetait l'autonomie qui lui paraissait pleine de périls. « L'autonomie, disait-il, c'est la guerre dans les Balkans, et, peut-être en Europe ! » Aussi détourna-t-il de cette voie son ambassadeur Sir O' Conor, dans une entrevue qu'il eut avec lui à Smyrne.

En parcourant les « Blue Books », on constate que tous les Consuls d'Angleterre ont été bien renseignés sur la conduite des comitadjis.

Dans une correspondance datée du 19 avril 1903, M. Mac Grégor écrit : « Il est invraisemblable que Tchakalaroff néglige une occasion lui permettant de prendre sa revanche (sur des indigènes du caza de Castoria qu'il avait attaqués et qui s'étaient défendus) avec cette *cruauté et cette tyrannie* qui le caractérisent et dont se plaignent ses propres partisans. Il paraît qu'il jouit

de la confiance de Sarafof, qui a assassiné le 11 courant, près d'Armensko (Florina), un certain Ghélé, comitadji marquant et sa femme, pour avoir osé critiquer la cruauté déployée par Tchakalaroff dans l'extorsion des fonds destinés à la cause révolutionnaire » puis « Tchakalaroff prêchait à Smardech et dans tous les autres villages *que les Grecs sont les pires ennemis des Bulgares, plus que les Turcs, et pour que quelqu'un s'appelle vraiment Bulgare, il faut qu'il ait plongé les mains dans le sang d'au moins un Grec.*

« Tchakalaroff, en quittant Smardech dernièrement, s'est rendu au village Gabres ; les villageois l'ont prié de partir ; il a répondu que puisque son village, Smardech, est détruit, peu lui importe pour les autres, et que la vie de 500 villageois ne vaut pas la vie d'un comitadji.

« Après Pâques, la sœur du prêtre orthodoxe papa Germanos, âgée de 70 ans, fut horriblement torturée par les comitadjis, qui coupaient ses pieds en morceaux, lesquels morceaux étaient mis dans la bouche de la malheureuse jusqu'à ce qu'elle fût morte. »

A la date du 22 juin 1903, il écrivait à son Consul général, à Salonique :

« J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le 12 courant Geki Mula, éphore de la communauté patriarchiste du village de Malowishta, situé à trois heures environ de Monastir, a été enlevé par la bande d'Arsoff, à Yezereni, près de Resna. Le 15 courant, sa famille a reçu une lettre de ce dernier écrite en bulgare, avec des caractères grecs, le sommant de déposer la somme de 1,200 l. dans un endroit indiqué, sans quoi il y allait de la tête du captif.

« La femme de Mula et sa famille réussirent à trouver la somme demandée qui fut portée à l'endroit convenu par Spiro Tyrche, kodjabachi du

village, et remise à deux Bulgares armés. Néanmoins, Mula n'a point reparu et l'on suppose qu'il a été assassiné.

A propos du système inventé par les Bulgares pour dépouiller les populations qu'ils tiennent à libérer, M. Marling, écrivant de Sofia au marquis de Lansdowne, à la date du 6 février 1904, parle d'un rapport de M. du Vallon, vice-consul d'Angleterre :

« Le compte rendu de M. du Vallon, sur les vols et les extorsions d'argent, pratiqués par les comitadjis est beaucoup plus sérieux que mes enquêtes ne m'avaient permis de croire, au point que j'étais disposé au début à le considérer comme exagéré, mais il m'a depuis, sur ma requête, transmis des détails privés sur un grand nombre de cas qu'il n'a pas cru devoir décrire dans une dépêche publique ; et, je dois confesser que le tableau n'est pas au-dessous de la vérité... »

Suit une liste de crimes commis par les comitadjis.

« Il ne peut y avoir de doute, écrivait le 12 mars M. Mac Grégor, consul à Monastir, *malgré les assurances de l'agent commercial bulgare*, qu'une campagne d'intimidation a été entreprise en vue d'obliger les villages patriarchistes à signer des pétitions en faveur de l'Exarchat, et depuis le 27 janvier, au moins, dix personnes ont été assassinées dans le vilayet, en des circonstances démontrant clairement le terrorisme bulgare. »

En transmettant à Sir O' Conor une dépêche de M. Théodoridès, vice-consul d'Angleterre à Serrès, M. Graves, consul général à Salonique, s'exprime ainsi : « Il est évident que l'activité des comitadjis s'accroît dans les districts de Gewgeli, Yenidjé et Vodena, où le chef Apostol entreprnd une vigoureuse campagne de terrorisme aux dépens de l'élément patriarchiste, pendant qu'ils évitent

soigneusement toute rencontre avec les troupes et la gendarmerie... Une députation de la ville grecque de Niaousta vient de se rendre à Salonique afin de solliciter la protection des autorités. »

M. Buchanan, représentant de l'Angleterre à Sofia, rapportant un entretien qu'il a eu avec le général Pétrof, président du Conseil de Bulgarie, écrit au marquis de Lansdowne : « Les Turcs, ai-je admis, ont mis une déplorable lenteur à exécuter les réformes, mais les Comités leur ont malheureusement fourni un prétexte pour ne rien faire, par leur criminelle conduite, et inopportune, dont la persistance leur aliénerait les sympathies de l'Europe. Les méthodes du prosélytisme par la force que Son Excellence attribue aux Patriarchistes ont été, si je ne me trompe, appliquées par les Exarchistes. »

Tous les Livres Bleus sont bourrés de faits qui signalent les véritables tendances des comités bulgaro-macédoniens. Ils confirment tout ce que j'ai écrit moi-même dans ce livre ou dans les correspondances que j'ai adressées à *La Lanterne* des villes et des villages où j'ai enquêté.

« — Tels sont les hommes, s'est écrié lord Percy, sous-secrétaire d'Etat au Foreign Office, faisant allusion aux comitadjis, tels sont les hommes que dans les meetings, nos orateurs représentent comme des victimes, comme des êtres dont l'unique désir est de se libérer de la mauvaise administration et de la corruption du Turc. Du jour où les puissances européennes ont pris en mains l'œuvre des réformes, *la longue série n'a point été interrompue des crimes et des atrocités commis par des chrétiens* sur des chrétiens... Il faut que la Chambre comprenne quel est l'objectif des comités révolutionnaires. La grande majorité des populations chrétiennes de Turquie ne sympathise pas avec ces révolutionnaires qui cherchent

à pousser le malheureux peuple à la révolte en lui faisant croire que l'Europe accourra immédiatement à son secours. Et pour faire échouer ce but du comité révolutionnaire, il n'y a qu'un moyen : c'est de déclarer nettement que nous n'entendons pas avoir la main forcée par ces moyens, que les puissances sont fermement résolues à agir d'accord et à faire aboutir l'œuvre des réformes dont elles ont assumé l'exécution dans un délai opportun et dans le sens où elles l'entendent... »

Quand vous avez entendu ce discours, quand vous avez lu toute cette correspondance diplomatique, vous vous dites : « Je sais ce que pensent les Anglais, ils ne sont pas bulgarophiles. » Eh bien, vous vous trompez ! Ah ! c'est que l'Anglais est un être étrange. Tenez, regardez attentivement Chamberlain. Qui dira le tumulte des pensées qui s'agitent derrière ce front impassible et glacial ? Qui dira la splendeur des visions que contemplent ces yeux gris acier, fixes, aigus, d'une immobilité de pierre ? Et ce monocle éternellement figé sous l'arcade sourcilière droite, comme pour tamiser l'éclat du rêve et rendre l'âme plus impénétrable, plus mystérieuse ! Oh ! ce monocle, comme il agace, et comme il déconcerte ! Et ce nez impérieux, d'une volonté de fer ! Et cette bouche aux lèvres minces, froides, sèches, où court sans cesse un imperceptible sarcasme, teinté de mépris ! Voyez l'homme debout, haut campé, superbe, le geste hautain. Il dirige ses pas de triomphateur vers le Colonial Office, le centre de l'Empire. C'est l'Orgueil qui marche. Mais un point clair, lumineux attire subitement notre attention. Vous êtes surpris de voir, là, à gauche, près du cœur, égayant l'habit sombre, une fleur, une orchidée mauve. Ceci, c'est le sourire, c'est l'envolée, c'est la poésie.

Après avoir regardé cet homme, vous êtes saisi

d'une impression indéfinissable, d'un malaise. Vous éprouvez un recul, et une attraction.

Vous avez le sentiment que vous êtes en présence d'une énigme, d'une énigme troublante. Cette face rasée, immobile, c'est le sphinx. Le monocle, semble-t-il, est un non-sens. Non, c'est le détail qui précise l'époque, qui modernise le monstre.

Eh bien, cet homme, ce Sphinx, c'est l'Anglais.

L'Anglais est bâti en contrastes violents. Egoïste à outrance, il se découvre à votre examen attentif le plus grand philanthrope. Il est dur, méchant, mais il est humain aussi, pétri de pitié et de bonté. Qu'il soit lord ou simple workman, s'il aperçoit un aveugle tâtonnant dans la rue, il s'empresse vers cette misère pour lui prêter le secours de son bras. — J'ai trouvé ceci admirable et touchant, car c'est d'une pratique générale et constante. — Il a la science de la charité et il en a aussi les élans attendris, sincères. L'Assistance, en France, est surtout une œuvre publique, imposée par la loi, étiquetée, contrôlée. En Angleterre, elle est dictée par le cœur de chacun et le cœur seul. Marchand, âpre au gain, féroce dans la défense de ses intérêts matériels, brisant tout sur sa route, il adore l'Art. Il a un idéal. Il frissonne devant le Beau. Il met sur un autel les poètes, les peintres, les sculpteurs, les musiciens. Il a le dédain suprême du fort pour la femme, mais il en fait la reine du foyer, où il l'entoure de luxe, d'hommages et de fleurs.

L'Angleterre est le pays de l'habeas corpus, mais c'est aussi le pays de l'arbitraire, le pays du progrès, mais l'asile de la tradition, le pays du parlementarisme, mais le refuge inviolable de la royauté et de la noblesse. Celle-ci est fermée, cadenassée aux roturiers, et celle-là demeurera debout, jusqu'à la fin des fins, même si tous les pays

d'Europe se constituent en Républiques. L'Angleterre est le pays de la richesse, mais c'est aussi le pays du paupérisme. L'Anglais est le plus sans-gêne, mais il est en même temps le plus poli, le plus aimable, le plus « gentleman ». Il vous meurtrira les pieds, mais il passera la journée à vous dire merci. Il vous volera, mais il vous souhaitera mille bonheurs. Il est jingoïste, mais il n'est pas soldat. Il ne donne pas son sang à la patrie : il a des mercenaires. L'Anglais est le plus civilisateur, mais il est le plus arriéré. Il y a chez lui, et ceci je l'ai noté fortement, — comment m'exprimer ? tant pis, je dirai toute ma pensée, — il y a chez lui un côté sauvage, oui, sauvage. Ne vous étonnez donc plus qu'il ait tant de succès aux colonies. C'est qu'il est plus près que nous de l'homme inculte, du « primitif ». Il est raffiné, mais il a des goûts communs. La moyenne, la petite bourgeoisie et le peuple sont des étalages ambulants de bracelets, de bagues et de colliers en verroteries de toutes couleurs, et ils en accablent leurs enfants. Ce besoin de clinquant est propre aux races inférieures. L'Anglaise est la plus laide, la plus burlesque, la plus anguleuse, mais elle est aussi la grâce, le charme, la fraîcheur, la finesse.

Parcourez le monde, de l'Orient à l'Occident et du Nord au Sud, vous ne trouverez nulle part des laideurs aussi repoussantes ni des beautés aussi éclatantes qu'à Londres.

Laideurs et beautés extrêmes, voilà l'Anglais. Vous me répliquerez que chez tous les peuples il y a de la sorte une infinité de contradictions. C'est juste. Mais ces contradictions, ces antithèses se fondent en nuances, en demi-teintes et s'harmonisent.

J'ai séjourné deux ans à Londres. Je me suis mêlé à la vie quotidienne de ses habitants. J'ai connu des politiques, des lettres. J'ai pénétré

dans la Cité. J'y ai vu des marchands, des banquiers, des businessmen. J'ai regardé la foule palpiter, crier, trépigner. J'ai sondé le peuple. Je l'ai surpris dans ses ébats, dans ses délassements, dans ses colères aussi, et dans ses revendications sociales. J'ai été dans la famille, dans la rue, au théâtre, aux Cours de justice, au Parlement, au Temple, à l'Eglise, à l'Ecole, partout, partout où je pouvais noter des sensations et moissonner des détails. Et lorsque j'ai voulu grouper, en une formule d'ensemble, les divers traits recueillis çà et là, il m'a été impossible de formuler un jugement net. L'Anglais est trop compliqué. Prenez un Allemand, un Russe, un Italien, un Espagnol, un Belge, un Turc, vous en ferez plus ou moins aisément le tour. Vous les fouillerez jusque dans leurs moindres replis. Vous parviendrez à les déterminer, à les expliquer. Mais quand vous étudiez l'Anglais, vous ne pouvez jamais conclure. Il faut analyser sans cesse et toujours. Une découverte en appelle une autre. Il y a un coin qui reste dans l'ombre. Vous vous essoufflez à courir après cet inconnu. C'est le Sphinx, vous dis-je !

L'Angleterre, par la voix de Gladstone, sommait les Turcs de disparaître, après les *Bulgarian Atrocities*, mais elle s'empressait, le 14 juin 1878, de signer secrètement avec la Porte une convention par laquelle elle s'engageait à « s'unir à S. M. I. le Sultan pour la défense » de la Turquie d'Asie, et... se faisait remettre l'île de Chypre...

Au Congrès de Berlin, elle déchirait brutalement le traité de San Stefano, et en 1885 elle le reconstituait en partie en favorisant le coup d'Etat de la Roumélie Orientale.

« Ce n'est pas nous, disait lord Salisbury, qui avons changé, mais les circonstances... »

Le même homme d'Etat s'écriait : « Je suis parfaitement d'avis que *tout édifice élevé en contra-*

diction flagrante avec le vœu des populations auxquelles il doit servir ne saurait avoir une bien longue durée. » Et il gardait l'Egypte, il gardait Chypre, contrairement aux aspirations nationales de ces deux pays, il eût gardé le monde s'il en eût été le maître. Il s'est opposé à l'annexion de l'Epire et de la Crète à la Grèce...

Pendant que ses consuls et ses agents diplomatiques flagellaient les comitadjis jusqu'au sang, le Balkan Committee les portait aux nues. Les jeunes et vieilles misses, au cœur sensible, pleuraient sur les malheurs des « opprimés ». Et les opprimés, c'étaient les bandits ! J'ai vu ces messagères de la Pitié anglo-saxonne distribuant les secours de la généreuse Albion aux victimes de la répression turque. Je leur ai montré les cadavres des Grecs et des Serbes qu'avaient mutilés *leurs* martyrs ; elles ont détourné la tête de « ces misères ». Elles n'avaient des tendresses et des frissons que pour les charlatans de la Révolution macédonienne ; les crucifiés de l'hellénisme et du serbisme ne leur inspiraient que du dédain quand ils ne les incitaient pas à la calomnie.

Le grand pontife de l'Eglise anglo-bulgare, fut M. Bourchier, correspondant du *Times* dans les Balkans. On connaît l'importance de cet organe. Le prince Ferdinand, qu'on dit habile diplomate, a su conquérir, par ses bonnes grâces, l'influent et « très écouté » publiciste. M. Bourchier, admis dans l'intimité et dans les conseils du demi-roi, a laissé dans l'antichambre ses sympathies grecques. Il a été converti à la foi bulgaro-macédonienne. Il a fait sienne la *volte-face* qu'avait si magistralement exécutée lord Salisbury, le 7 octobre 1885, devant le Parlement britannique : « Notre but est resté le même, arrêter la marche des Russes sur Constantinople. Autant une Bulgarie attachée à la Russie par la reconnaissance

avait paru dangereuse, autant une Bulgarie unie, sous un prince docile à l'influence de l'Europe, et fidèle alliée du Sultan, offre une garantie solide contre une agression russe. »

En 1878, la diplomatie britannique jugeait que la Macédoine était grecque. Vingt-cinq ans après, M. Bourchier découvrait que cette province est bulgare. Dans la barque qui conduisait mon *éminent* confrère à Castoria sur les eaux vertes du lac dormant, se trouvait un Macédonien à l'esprit éveillé, quoique aux manières frustes : c'était le batelier. M. Bourchier le considère avec attendrissement, puis il dit :

— Vous êtes Bulgare, n'est-ce pas ?

— Qui ? moi ? s'étonne le batelier dont la rame s'arrête une seconde.

— Oui, vous !

— Ma foi, non, je ne suis pas Bulgare !

— Qu'est-ce que vous êtes, donc ?

— Eh ! parbleu, je suis Grec !

— Vous êtes Grec ? Oh ! la bonne plaisanterie ! Vous voulez rire !...

La surprise du batelier augmente, et la rame si ferme devient indécise...

— Vous parlez bulgare, questionne M. Bourchier ?

— Oui, mais je parle grec aussi, et turc...

— Ah ! vous parlez bulgare ! Cela suffit. Vous n'êtes pas Grec !

— Je vous dis que je suis Grec, insiste le Macédonien avec un peu d'impatience, cette fois. Je suis Grec !

— Allons ! allons ! vous êtes Bulgare !... Vous ne voyez pas que vous êtes Bulgare...

— Moi, je vois que je suis Grec !

— Eh bien, vous avez tort de vous dire Grec !

— Alors, je vous répliquerai que vous avez tort, vous, de vous dire Anglais !

Comme M. Bourchier est un peu sourd, le dialogue avait été laborieux, mais il avait abouti à des conclusions énergiques.

Le publiciste anglais n'en revenait pas. Il ne s'expliquait pas cet entêtement de grécomane.

Plus il entendait répéter cette profession de nationalisme, à Salonique ou à Monastir : « Nous sommes Grecs ! » et plus il s'enfonçait dans la négation de l'hellénisme. Il n'apercevait partout que des Bulgares. Il s'exaspérait de ce que l'on pût être ce qu'il ne voulait pas que l'on fût. L'Anglais est très autoritaire, au dehors. Et le *Balkan Committee* qui, sous couleur de s'intéresser aux Etats balkaniques, ne s'inquiète que du sort de la Bulgarie, s'est chargé de répandre dans les couches multiples et diverses de l'âme anglaise les idées chères à M. Bourchier et au *Times*. J'étais en Macédoine quand M. J. Bryce, président de cette Ligue bulgarophile, y prenait de copieuses notes dans les milieux exarchistes. J'y étais, quand M. W. A. Moore, le secrétaire, y enquêtait sur l'antagonisme gréco-bulgare. Ces deux avocats de la cause macédonienne voyaient des brigands grecs, mais ils ne voyaient pas des Grecs. Ils voyaient en tous lieux des Bulgares, mais ils ne voyaient pas de bandits bulgares. Ils avaient une optique particulière pour les hommes et les choses de Macédoine. Et ils s'en retournèrent à Londres, plus ignorants, plus aveugles que jamais. Il ne suffit pas de passer à côté du puits où se cache la Vérité pour être exempt d'erreur : l'essentiel est d'y plonger ses regards scrutateurs.

Les hommes politiques de Bulgarie guidés par le prince Ferdinand ont réussi à persuader à la méfiante Albion qu'une Grande Bulgarie, détachée de l'influence russe, sera un rempart contre le panslavisme. Ce qui ne les a pas empêchés de renouveler au Tsar Blanc l'assurance de leur cor-

diale et absolue fidélité. Les comitadjis sont à tu et à toi avec les officiers de l'armée qui créa la patrie bulgare. Et ils donnent l'accolade évangélique aux missionnaires anglicans dont les espoirs vivront ce qu'ont vécu les rêves uniates. Les Bulgares ont embrassé l'Orthodoxie, l'Exarchie, le catholicisme, le protestantisme, ils embrasseront le diable si ce baiser doit leur rapporter quelque chose. La Principauté audacieuse pourra-t-elle évoluer et glisser indéfiniment entre le Charybde russe et le Scylla anglais ? Elle peut compter sur la constance de l'affection moscovite : une mère est toujours indulgente pour son enfant ! Mais qu'elle se garde de bâtir des châteaux sur la sensibilité britannique. Albion est perfide comme l'onde. Elle engloutira demain le navire qu'elle soutient aujourd'hui. Gare au Sphinx !

L'Angleterre a commis une faute en abandonnant la direction des réformes à l'Autriche et à la Russie. La question macédonienne est une question essentiellement méditerranéenne. Lord Newton n'était pas trop sévère quand il attribuait la faillite du programme de Muertzeg à l' « aberration internationale » qui consistait à introduire dans les vilayets de Roumélie comme pacificateurs ceux-là mêmes qui paraissaient avoir mille raisons pour y entretenir le désordre.

— La Russie et l'Autriche, disait lord Lytton, n'ont pas restauré l'ordre, ni empêché l'effusion du sang en Macédoine. Si l'objet de l'accord austro-russe était de maintenir le *statu quo*, le but est certes atteint. »

Le marquis de Lansdowne, ministre des Affaires étrangères, rappela à ces deux orateurs les réserves qu'il avait faites lors de l'acceptation du contrôle des réformes. Et pour bien marquer qu'il n'était pas à la remorque des cabinets de Vienne et de Saint-Pétersbourg, il prit l'initiative des pour-

parlers qui devaient amener l'établissement de la Commission financière.

La diplomatie anglaise semble avoir pris, oh ! discrètement, la tête du mouvement réformateur. Il est à souhaiter qu'elle veille de plus en plus en compagnie de la France et de l'Italie, à ce que l'administration ottomane soit de plus en plus épurée et que le pangermanisme ou le panslavisme ne descendent pas sur les bords de la mer Bleue.

Nos amis d'outre-Manche n'ont aucun intérêt à favoriser le bulgarisme. Leur partialité à l'égard des Serbes et des Grecs ne leur offrirait aucun avantage. Car c'est une utopie que de vouloir opposer une Grande Bulgarie à l'Empire des tsars. Plus celle-là s'étendra vers la Thrace, et plus celui-ci enserrera, bloquera Constantinople. Le Bulgare est destiné à être le satellite du Russe. L'un et l'autre sont liés indissolublement.

Les Anglais gagneraient à être dans le débat macédonien moins profonds politiques. Un peu de clarté et de sincérité ne seraient pas de trop pour rassurer la Macédoine qui finit par avoir peur de la sollicitude de l'Europe. Tous ces médecins qui s'assemblent à son chevet et se disputent l'honneur de la guérir ne la rassurent pas. Elle craint plus les remèdes qu'on lui offre que le mal dont elle souffre et qu'une longue habitude a rendu supportable.

La France. — Il semble que toute la stratégie du quai d'Orsay ait consisté à imposer à la Porte le contrôle des Finances macédoniennes. « Nous ne pouvons pas croire, écrivait M. Rouvier à M. Boppe, notre chargé d'affaires à Constantinople, que le Sultan soit assez aveugle à ses propres intérêts pour persister dans son refus d'accepter des mesures financières qui ont, en somme, pour but *d'assurer la paix* et la prospérité dans une des

principales provinces de son Empire. Le contrôle financier en Macédoine ne peut qu'être avantageux à la Turquie, puisqu'en *contribuant à ramener l'ordre et la sécurité* dans les trois vilayets, il assurera l'augmentation des revenus et la diminution des dépenses militaires. » Je suppose que M. Rouvier ne se faisait aucune illusion sur l'efficacité cité des mesures qu'il proposait. Il ne pouvait pas penser sérieusement que le contrôle financier mettra un terme au gâchis macédonien. Certes, l'établissement d'un régime d'ordre et d'honnêteté dans les budgets turcs serait désirable, mais pour la Roumélie, le remède financier n'est pas tout... Alors ? il est à présumer que le quai d'Orsay n'a pas voulu livrer son secret au commun des mortels. « Jamais, m'avouait un diplomate, à Constantinople, nous n'avons pu connaître les véritables sentiments de votre ambassade. On y est très réservé, très boutonné, très fermé. » Eh ! eh ! ceci n'est pas un mince éloge à l'adresse de M. Constans et de ses collaborateurs immédiats. On a quelque avantage sur les autres, quand on ne trahit pas sa pensée...

Avons-nous une politique définie en Orient ?...

Pendant longtemps j'avais cru que nous étions bulgarophiles pour être agréables à la Russie. C'était l'opinion courante à Salonique dans tous les milieux. Mais je m'aperçus que je faisais fausse route. J'acquis la certitude que nous étions neutres, plutôt indifférents. Et ceci vaut mieux, car il serait déplorable que la France eût toutes les apparences du parti pris dans un débat où nous devons être strictement impartiaux, d'une sincérité d'attitude insoupçonnable. M. Constans, notre ambassadeur, et M. Boppe offrent quotidiennement l'exemple de la sagesse diplomatique. — Personne ne sait ce qu'ils ont dans le ventre ! — Ils n'y recèlent rien peut-être de particulier, mais au moins

ils ne prêtent pas le flanc à la critique, ce qui est beaucoup...

Quoi qu'il en soit, M. Alric (1) n'est pas dupe des déclamations des comitadjis. Il sait où ces charmants tortionnaires veulent en venir. Il ne s'aventure qu'avec une extrême circonspection sur le terrain des interventions européennes dont il redoute les conséquences. Il ne prend parti que pour l'ordre, la justice, ne craignant même pas de donner raison aux Turcs quand ils le méritent. Il met tous les bandits dans le même sac, qu'ils soient musulmans ou chrétiens. Son action ne nous compromettra jamais, nous pouvons dormir tranquilles. Et ce qui ne gâte rien, il travaille un peu pour son pays. M. Alric protège Bulgares, Grecs, Roumains, Serbes, Turcs, Israélites qui font appel à son aide, mais il a soin de favoriser l'expansion de notre langue et de notre commerce. D'un coup de baguette magique il a fait sortir du sol macédonien trois Ecoles françaises qui sont appelées à nous rendre d'immenses services. Cette initiative a eu plus de retentissement dans les trois vilayets que l'annonce bruyante et menteuse de toutes les réformes.

— La France se souvient enfin de nous, me disaient les Macédoniens de toutes races et de toutes religions. Elle ne nous dédaigne pas, comme nous l'avions craint. Elle nous offre la meilleure nourriture que nous puissions accepter en ces époques de troubles, sans défiance : celle de l'esprit.

« L'arrivée de vos maîtres et de vos éducateurs est pour nous un plus grand bienfait que celle des agents civils, des officiers et des commissaires financiers. »

On ne peut s'imaginer le prestige qu'exerce notre pays sur tout l'Orient. Ni l'Angleterre, ni la Russie, ni l'Italie, ni l'Autriche, ni l'Allemagne n'occupent autant de positions que nous dans le

(1) Consul de France à Salonique.

cœur des Orientaux. Toute autre puissance que la nôtre se servirait de cet attachement obstiné comme d'un puissant levier pour étendre son commerce et son influence politique. Hélas ! voilà quinze ans que je voyage au Levant, et c'est pour moi d'une tristesse infinie que d'observer à chacun de mes voyages, que nous perdons tous les jours du terrain. L'alliance avec la Russie nous a causé un préjudice irréparable. Nous avons pris sans doute des engagements précis (dans le cas contraire, je ne comprends plus !) vis-à-vis du gouvernement de Saint-Pétersbourg, et nous pratiquons l'effacement, l'humilité ! Et tandis que nous reculons, l'Italie s'avance à pas de géant, nous délogeant petit à petit d'une situation qui paraissait inexpugnable. L'Allemagne nous supplante, l'Angleterre nous sème sur la route. L'Autriche est en train de conquérir la moitié de la Turquie d'Europe. Toutes les portes de l'Orient se ferment devant nous. Rien ne devrait être décrété en Syrie, en Anatolie, dans l'Archipel, en Macédoine, etc., sans notre consentement. Mais que nous sommes loin de ces rêves ! Nous perdons tout. Au règlement de la question d'Orient, nous n'aurons rien, nous qui sommes les plus estimés et les plus aimés.

Vers qui faire remonter la responsabilité d'un tel état de choses ? A notre diplomatie, dont toute l'activité s'est concentrée autour du Protectorat des catholiques et qui n'a pas compris que les peuples, aujourd'hui, ont d'autres besoins que le prosélytisme religieux. Mais il y a d'autres coupables ; le Parlement d'abord, qui perd le meilleur de son temps dans les querelles stériles et qui ne s'occupe que de Paris et de la province, le public ensuite, qui n'exige pas de ses journaux qu'on le documente sur les questions de politique extérieure. Que de fois le directeur d'un grand quoti-

dien m'a dit : « Pourquoi voulez-vous que je me casse la tête avec cet imbroglio macédonien qui ne touche en rien les désirs de mes lecteurs ? Ils préfèrent les faits-divers, les scandales sensationnels, les histoires d'apaches. Ah ! si les comitadjis opéraient aux fortifs ! ce serait superbe. Les récits que vous me communiquez seraient palpitants, et je vendrais ma feuille comme du pain. C'est trop loin de nous, ça, la Macédoine ! »

Et notre ignorance s'encrasse. Un journal qui sait tout plaçait dernièrement Magnésie en Syrie. Un député qui prend souvent la parole dans les discussions sur les affaires étrangères situait, au cours d'un entretien avec un diplomate bulgare, Smyrne en Macédoine. Je suis épouvanté, quand je cause avec des membres du Parlement, des écrivains ou des publicistes, de voir combien les dirigeants sont peu instruits des choses les plus élémentaires du dehors.

Il n'y a donc pas lieu d'être surpris que nous ayons été si mal renseignés sur le drame macédonien. En 1902 et en 1903, nous étions turcophobes ; nous étions si près des massacres d'Arménie ! Et sans plus de réflexion, nous avons pris les comitadjis pour des martyrs. Boris Sarafof que les consuls d'Angleterre dépeignaient sous les couleurs d'un vulgaire bandit, a été accueilli en triomphateur dans les salles de rédaction de Paris.

— Le voilà, le jeune héros, s'écriait Ludovic Naudeau, du *Journal*, le voilà, l'insaisissable, l'invulnérable !... le *Dewet* macédonien ! ! !

Sarafof, un Dewet ! Pauvres Boers, vous êtes bien déchus !

— Je serai le dernier, me disait M. Gauthier, notre aimable consul à Monastir, à m'étonner que l'opinion publique en France soit égarée par les informations de notre presse. L'envoyé spécial d'un grand journal est venu ici, au moment des

troubles. Un matin, il entre dans mon bureau et me montre avec fierté un *document* qui, dans son esprit, doit faire sensation : c'était une photographie représentant un massacre de Bulgares par les Turcs... Le journaliste croyait avoir fait une trouvaille de prix. « Mais on s'est moqué de vous, lui dis-je, on vous a remis un cliché vieux déjà de trois ans et qui concerne des *brigands*, des *assassins*, jugés, condamnés et exécutés régulièrement, en conformité avec la loi. Et je puis vous certifier que ces crapules avaient cent fois mérité la pendaison. Si vous avez payé cher cette marchandise, on vous a tout simplement escroqué... » Huit jours après, la photographie s'étalait en bonne place sur la première page du journal parisien. Elle produisit un gros effet, naturellement... C'était ce que demandait le correspondant. En maintes circonstances, je l'ai mis en garde contre les mensonges de certaines propagandes. Il n'en tenait aucun compte. Il continuait de plus belle d'expédier des correspondances farcies de fausses nouvelles ; j'étais stupéfait de tant de... légèreté... « Que voulez-vous, me répliquait-il, je n'écris pas pour l'histoire, moi, j'écris pour mon public. C'est à mes lecteurs que je dois plaire. Or, ils attendent tous les jours des récits de viols, d'égorgements, de supplices monstrueux. *Il faut que je leur montre le Turc persécutant le Bulgare*, comme il a persécuté l'Arménien... Sinon, il pensera que ce n'était pas la peine de se déranger pour si peu... Et il ne se précipitera pas vers les kiosques pour acheter la bonne feuille... » Et voilà comment le peuple le plus spirituel de la terre est dupé... Ah ! je vous assure que je n'ai plus aucune confiance en ce journaliste. Je n'accorde aucun crédit à ses « révélations ». Lorsqu'il m'arrive de lire son nom au bas d'un article, je m'empresse de passer outre. Un autre correspondant s'est fait photogra-

phier dans la ville de Monastir, à cheval, au milieu d'un groupe d'indigènes ; et il a fait croire qu'il était allé dans la montagne où il avait interviewé des révolutionnaires... Un troisième s'est laissé jouer par Hilmi pacha. Le vice-roi, ensorceleur, lui avait dit : « Vous aurez une escorte, vous n'avez à vous préoccuper de rien, tous vos frais seront couverts... On vous guidera partout. »

Le journaliste arrivait dans une ville où l'attendaient les autorités qui l'enveloppaient de prévenances. Et il ne voyait et il n'entendait que ce que lui montraient ou lui racontaient les agents du Sultan. Il puisa dans ces promenades une turcophilie ardente. « Mais qu'est-ce qu'on nous chante? Les Turcs ne sont pas des tyrans ! Ils n'ont pas commis des atrocités ni brûlé des villages. » M. Harduin, qui ne s'était pas dérangé, pourtant, fut assez fin pour flairer dans le fatras des dépêches et des reportages apocalyptiques autre chose que l'infortune macédonienne...

Tous les partis se rangèrent du côté des comitadjis. Des philhellènes convaincus regrettèrent d'avoir à couvrir d'opprobre la Grèce qui se faisait la servante docile et complaisante de la tyrannie hamidienne. Il faut le reconnaître : *l'erreur* avait été habilement distillée dans les esprits. Mais peu à peu la vérité se fit jour. Après la bourrasque, le ciel s'éclaircit. Le 26 novembre 1903, M. H. Houssaye, de l'Académie française, prononçait une brève mais éloquente plaidoirie en faveur de l'Hellénisme méconnu : « Depuis trente ans et plus, il y a lutte ardente entre le bulgarisme et l'hellénisme ; et l'on s'indigne que les Hellènes de la Grèce propre ne prennent point parti aujourd'hui pour le bulgarisme ! Après avoir tenté en vain la bulgarisation de la Macédoine par la propagande de l'école et de l'église, les Bulgares s'efforcent maintenant de l'obtenir par le fer, le feu et la dy-

namite ; et l'on s'étonne que les Grecs Macédoniens ne se prêtent pas avec joie à cette opération ! Tout de même, les opinions sont libres. En s'abstenant de faire cause commune avec les Bulgares, la Grèce défend les droits de l'hellénisme. Elle lutte pacifiquement pour l'avenir au nom du passé. C'est son intérêt, et l'intérêt s'accorde ici avec le devoir... »

M. de Coubertin allait plus loin le même jour Voici ce qu'il disait : « ... Assurément, nous savons tous ce qu'a fait la Grèce antique ; mais n'oublions pas pourtant que, dans des circonstances tragiques qui ont mis fin à sa vie nationale, elle s'est trouvée impuissante à faire la moitié de ce qu'a fait la Grèce moderne pour sortir du tombeau où on l'avait enfermée. Je ne sache pas qu'il y ait de par le monde une seule nation qui ait fait autant, non pas seulement pour ses nationaux et pour l'Orient, mais pour l'humanité tout entière...

« Je me souviens d'avoir écrit quelque part, et je m'empresse de le répéter, parce que cela restera ma croyance fondamentale en ce qui concerne l'hellénisme, qu'il n'y avait pas dans l'histoire du XIXe siècle un fait plus important que la résurrection de la Grèce ; depuis qu'elle a soulevé la pierre de son tombeau, nous savons qu'on ne peut pas tuer un peuple qui ne veut pas mourir ; jusque-là nous ne le savions pas.

« En définitive, dans toute cette affaire de Macédoine, s'il y a, — nous venons d'en avoir la preuve — des querelles de races, de lieux, dans lesquelles vous me permettrez, à moi, étranger, de ne pas entrer, il y a quelque chose qui domine toute la question. Je me la représente un peu comme une balance à plusieurs plateaux ; qu'est-ce que nous voulons ? faire monter celui de la civilisation. Eh bien, qui peut civiliser ce malheureux monde balkanique, d'où nous arrivent depuis si longtemps

tant de cris de détresse ? est-ce le bulgarisme ? Je dois dire avec M. Henry Houssaye que, depuis longtemps, j'ai l'œil fixé sur l'horizon pour savoir ce qu'est le bulgarisme et je suis obligé de le baisser de temps en temps, car si le bulgarisme est ce que nous voyons, il vaut mieux n'en point parler, puisqu'il n'y a pas de bulgarisme capable de civiliser les Balkans, qui le remplacera ? Est-ce notre civilisation occidentale ? allons-nous y implanter le germanisme ou l'américanisme ? Il faudrait, pour avoir de pareilles illusions, revenir de bien loin. Non ! Il n'y a, pour faire la rénovation balkanique toujours nécessaire et de plus en plus indispensable, il n'y a que l'hellénisme, et dans ces conditions je ne vois plus ni Slaves, ni Bulgares, ni aucune nationalité, et je dis que c'est un crime de lutter contre l'hellénisation du monde balkanique. »

La France est l'amie des Grecs, mais elle ne pourrait, elle ne voudrait jamais demander pour eux plus que ce qui leur est dû. Nous sommes des vaincus de la force, notre droit a été piétiné ; nous ne plaiderons pas la cause de l'injustice et de l'arbitraire. Nous voulons défendre, dans la mesure de nos moyens, aussi bien les Bulgares, les Serbes, les Juifs que les Grecs. Nous défendrons aussi les Turcs. « Il n'y a pas de peuple à travers l'histoire (1) qui n'ait été gouverné par des tyrans, de mauvais rois, de mauvais princes. Or, il y a une injustice qu'on commet trop souvent et que je veux dénoncer : il y a le peuple turc qui, lui, ne doit pas être confondu avec l'abominable régime hamidien ; il y a un régime, il y a un système de gouvernement et d'administration, il y a une politique personnelle qu'il faut condamner ; mais il y a aussi un peuple turc qui a montré à travers l'histoire de grandes et solides vertus et dont La-

(1) Joseph Reinach.

martine, qui était un philhellène, lui aussi, qui connaissait l'Orient, qui y avait voyagé, qui l'avait étudié, dont Lamartine disait qu'il y avait peu de peuples plus honnêtes et plus nobles. Eh bien, le rôle de la France dans la politique orientale a été de prendre en main la défense de tous les opprimés, des Slaves comme des Arméniens, des Grecs comme des Turcs... » Le philhellénisme le plus enflammé n'exige pas qu'on accable les Bulgares. Sur le terrain international, le royaume de Grèce et la Principauté de Bulgarie « méritent à un égal degré, ainsi que le rappelait M. Pichon, à la Chambre, les sympathies de l'Europe ».

J'ai été dur pour les comitadjis, parce que j'estime que leur Inquisition doit être absolument réprouvée ; il est indéniable qu'ils sont les exécuteurs d'une politique d'accaparement et de spoliation, ils tendent à bulgariser *per fas* et *nefas* des populations qui veulent être grecques ou serbes. Je rougirais d'applaudir et à leur banditisme et à leur machiavélisme. Mais je serais aussi sévère pour l'hellénisme s'il prétendait étendre sa domination sur des provinces slaves. Dans la question macédonienne, comme dans la question d'Orient, comme dans toutes les questions extérieures, nous ne devons pas nous écarter d'une ligne des principes d'équité. J'adhérai tout de suite à la ligue que l'on créa pour la « défense des droits de l'hellénisme » et où je me trouvai en la haute compagnie de personnalités venues de tous les horizons : MM. Georges Clemenceau, Denys Cochin, Aulard, Desmons, Maurice Faure, Clovis Hugues, Edouard Lockroy, comte de Mouy, Théodore et Joseph Reinach, Marcel Sembat, etc. ; j'adhérai à cette ligue, parce qu'elle faisait les déclarations suivantes : « On ne parle ni de privilèges, ni d'intérêts, de rien qui soit exclusif et égoïste, de rien qui nourrisse les jalousies ou les animosités. Quelque sympa-

thie, quelque reconnaissance que puisse inspire. la Grèce, *nous ne voulons point de préférence*, nous entendons ne pas faire œuvre de parti, c'est-à-dire de combat, mais œuvre de paix et de justice ; nous ne réclamons en sa faveur que ce qu'elle est prête à reconnaître en faveur d'autrui, le droit.

« Nous demandons pour les Grecs, c'est-à-dire en même temps et par voie de conséquence, pour tous les chrétiens, pour les Ottomans de toute confession et de toute langue, pour les Turcs eux-mêmes, les plus malheureux peut-être de tous les sujets du sultan, les garanties essentielles des libertés nécessaires, la sécurité de la vie, de l'honneur, des transactions commerciales, des croyances religieuses, de l'action pédagogique et morale, le droit de discuter dans des assemblées provinciales et municipales les affaires locales et les intérêts communs. Il n'y a rien là qui contrarie la politique conservatrice des puissances ni qui menace l'intégrité de l'empire ottoman ; car le meilleur moyen de le conserver c'est de le rendre habitable. Dans cette transformation du régime politique et moral, chaque nationalité prendrait en chaque endroit la place que lui assigneraient sa force numérique, son intelligence, son activité ; et, si quelque jour une révolution devait survenir, le champ d'action de chaque nationalité serait d'avance délimité dans les régions occupées par la race et conquises par son génie.

« Il nous a semblé que ce rôle de défenseur du droit convenait aux sympathies philhelléniques comme aux traditions humanitaires de la France, qu'il concordait avec les vues politiques de notre politique orientale, qu'il appartenait en qu… sorte légitimement aux citoyens du seul État …ropéen qui ne poursuive en Orient aucun dessein intéressé ni égoïste. »

Ce programme sera celui de notre diplomatie,

Nous n'accepterons, sous aucun prétexte, de participer à une croisade ni contre l'hellénisme, ni contre le serbisme, ni contre le bulgarisme, parce que nous ne sommes les ennemis d'aucune nationalité. Nous respecterons et nous appuierons toutes les revendications légitimes. Et si les circonstances nous empêchaient de remplir notre devoir, de nous engager dans la seule voie qui nous soit permise, il vaudrait mieux, pour l'honneur du pays, nous retirer du concert européen et nous confiner dans l'abstention. Mais les peuples malheureux ont fondé sur nous des espérances qu'il serait cruel de trahir. Par notre alliance avec la Russie et par notre amitié avec l'Angleterre nous pouvons réconcilier bien des antagonismes, écarter des malentendus, arbitrer des différends. Notre désintéressement qui est hors de toute discussion nous communique une autorité dont nous devons faire usage. Partisans de l'ordre, nous presserons le bachi-bouzouk de s'amender ou de disparaître, le comitadji de déposer ses poignards et ses bombes, l'antarte de se reposer sur l'Europe du soin de protéger les Grecs, et tous, musulmans et chrétiens, de coopérer à la consolidation de l'Empire. Et, comme il importe de prévoir les plus graves éventualités, nous nous opposerons à un partage de la Turquie d'Europe qui serait contraire à la volonté clairement manifestée des populations. La Macédoine, l'Epire, l'Albanie ne doivent pas tomber dans le patrimoine du pangermanisme ou du panslavisme, elles seront adjugées respectivement à ceux qui ont des titres irréfragables à faire valoir. Notre intérêt se trouve en l'espèce pleinement d'accord avec la raison, avec l'équité et avec tous les grands principes qui sont l'orgueil et la parure de la République. Etant justes pour les autres, nous serons fondés à demander qu'on le soit pour nous.

CONCLUSIONS

En 1904, après l'avortement de l' « insurrection », on avait au fond du cœur une secrète espérance que le programme de Muerzteg porterait ses fruits. Les officiers européens s'installaient. Ils avaient les mains pleines de promesses. « Nous introduirons l'ordre dans ce chaos », annonçaient-ils. Le général Degiorgis, aidé par les chefs des missions des grandes puissances, se mit à tisser, sous les yeux ironiques de Hilmi pacha, ce gigantesque filet dont les mailles habilement serrées, ne devaient laisser passer aucun bandit, aucun anarchiste, aucun révolutionnaire. Pourtant, les comitadjis restaient maîtres, toujours, de la plaine et de la montagne, narguaient la Turquie et l'Europe. Les libérateurs d'esclaves, qui opéraient au nom et pour le compte de la Bulgarie et de l'Exarchat, fauchaient sans trêve et sans pitié les têtes des Serbes et des Grecs qui s'entêtaient à rester fidèles à leur foi nationale et religieuse.

Les gouvernements de Belgrade et d'Athènes protestèrent à diverses reprises contre l'action des comités de Sofia. L'Europe, personne sage et expérimentée, conseillait le calme et le sang-froid. « Avec les réformes, tout s'apaisera », affirmait-elle. Mais plus les agents civils d'Autriche et de Russie *contrôlaient* l'administration hamidienne et plus le crime devenait puissant et... impuni. Apostol, Yovan Carassouli, Sandanski et autres tortionnaires, incendiaient, pillaient, tuaient ! Peuh ! ils n'exécutaient, ils ne châtiaient que des traîtres ! c'était un simple règlement de comptes après le grand soulèvement de 1903. Et Serbes et

Grecs, ceux-ci surtout, tombaient par centaines sous les couteaux des justiciers-bourreaux. Cela ne regardait pas les réformateurs ! Ils avaient d'autres préoccupations ! On affecta même dans quelques chancelleries une froideur qui ressemblait étrangement à un aveu d'hostilité. Plusieurs agents européens m'avaient dit, en ricanant : « Oui, les Bulgares sont des sauvages, ils ne sont pas civilisés, mais admirez leur activité, leur énergie, leur décision. Ils ne parlent pas, ils ne g..... pas, ils agissent. Le temps des charlatans et des bavards est passé, l'avenir est aux audacieux, aux hommes de volonté et de ténacité. Les Hellènes se bornent à crier, à « étourdir les chancelleries eu- « ropéennes de la tempête de leurs malédictions » ; cela ne suffit pas. On les attaque ? on les décime ? eh bien, qu'ils prennent les armes à leur tour, qu'ils se défendent, qu'ils montrent un peu de vitalité ! » L'hellénisme et le serbisme ont suivi ces conseils. Ne trouvant de protecteurs ni auprès des autorités ottomanes, ni auprès des représentants de l'Europe, ils en furent réduits aux dernières extrémités. Et l'on a vu les chrétiens s'entre-déchirer avec une sauvagerie qui réjouissait le Turc et pas mal d'Européens. Puis, pour augmenter le gâchis et épaissir encore les ténèbres, le pangermanisme, secondé par l'Italie, a lancé le Roumain dans la mêlée. L'hellénisme renaissant serait brisé, épuisé dans ses efforts ; le bulgarisme qui semblait fléchir serait réconforté, soutenu, et un nouvel élément de décomposition serait introduit au sein d'un pays ébranlé déjà par de rudes secousses. Aujourd'hui, la Macédoine n'est plus qu'une vaste boucherie où les têtes « chrétiennes » tombent sous les coups féroces de poignards « chrétiens ». Je défie le plus subtil des diplomates de fonder sur les cadavres qui s'amoncellent une œuvre de vie.

Tels sont les résultats de l' « aberration internationale ». Avec le condominium austro-russe, l'anarchie, loin d'avoir déserté le territoire macédonien, y est devenue, au contraire, plus florissante. Les villages ne connaissaient autrefois qu'un tyran, c'était le Turc. Grâce aux bienfaits du programme de Muerzteg ils en subiront désormais quatre, dix, vingt...

Et l'échec de la réforme financière, en tant qu'elle est susceptible d'influer sur l'état général, sera aussi lamentable, aussi décevant que la faillite des agents civils et de Degiorgis pacha. Toutes ces mesures sont les joujoux que l'on donne aux enfants malades pour bercer leurs peines et endormir leurs soupçons. Il faudrait tarir, au préalable, la source de tous les maux. Par l'autonomie ?

Que de fois, à Paris, ai-je entendu exprimer ce vœu, que la Macédoine soit libérée de l'administration turque qui l'oppresse, pour être enfin dotée d'un régime autonome. L'autonomie, c'est au surplus l'étape nécessaire qui conduirait à l'établissement d'une nation indépendante, entièrement libre de ses destinées, au triomphe de cette formule : « La Macédoine aux Macédoniens », formule séduisante qui semble aplanir toutes les difficultés et résoudre miraculeusement un des plus irritants problèmes dont se compose l'énigmatique question d'Orient. L'autonomie ? c'est le drapeau de l'Organisation intérieure !

Eh bien, je l'écris sans aucune hésitation, me permettant pour une fois de m'instituer prophète, l'autonomie macédonienne est une *réforme* impossible, et « la Macédoine aux Macédoniens », une chimère, un rêve qui ne se réalisera jamais, qui ne *peut* pas se réaliser. Pourquoi ? Oh ! c'est bien simple.

J'avais cru aussi, sur la foi de mes confrères *compétents* en la matière, qu'il y avait réellement

sur les rives du Vardar, des Macédoniens opprimés qui faisaient le beau geste de secouer le joug de la tyrannie. Je croyais qu'un peuple nouveau s'était levé, réclamant sa place au soleil et prêt à la disputer à toutes les forces d'oppression les armes à la main, le cœur haut, l'âme fière.

J'ai cherché sur les lieux mêmes de leurs exploits les vaillants libérateurs d'esclaves, les héroïques défenseurs des faibles. J'ai cherché longtemps, longtemps, mais je n'ai pas rencontré de *Macédoniens*, c'est-à-dire des gens qui aient une même pensée, un même désir, une même volonté. J'ai vu des Turcs, d'abord, qui ne veulent pas d'autre maître que le Sultan. J'ai vu des Grecs, ensuite, qui ont leurs regards tournés vers Athènes et vers le Phanar. J'ai vu encore des Serbes qui se souviennent de Douschan. J'ai vu des Albanais. J'ai vu des Juifs. J'ai vu quelques Roumains. J'ai vu des Bulgares qui ne se consolent pas que le traité de San Stefano ait été déchiré par l'Europe méfiante et qui ont juré de remuer ciel et terre jusqu'à ce qu'ils aient obtenu la revanche. Leur ambition est même devenue plus exigeante. Ils ne se contentent plus de Cavalla, il leur faut maintenant Salonique. J'ai donc constaté qu'il y a non pas une conscience, mais plusieurs consciences macédoniennes. Comment concilier toutes ces aspirations qui se contredisent, qui se combattent, qui allument des haines terribles et telles que le temps ne pourra jamais les éteindre ? Je n'ai pas trouvé un terrain d'entente où toutes ces nationalités hostiles les unes aux autres soient en mesure de former pour une seule minute un bloc d'idées identiques et de communs besoins. Car toutes sont également intransigeantes, toutes sont également jalouses de leurs droits respectifs. Bien plus, j'ai noté que le fossé est plus profond encore entre Bulgares et Serbes, c'est-à-dire entre frères

de même race et presque de même langue, qu'entre Bulgares et Grecs. Et pourtant...

On ne parviendra pas à fondre ces éléments de discorde éternelle en un ensemble harmonieux.

Pour ma part, je m'étonne, certes, que M. Victor Bérard qui a parcouru ces régions tourmentées autant par la nature que par les hommes, ait cru en l'avenir d'une Macédoine *une*, ***indivisible*** et ***intangible***. L'observateur le plus superficiel, le voyageur le moins attentif, rejettera au premier examen une telle conception, et je ne m'attarderai pas davantage à en démontrer l'absurdité.

Mais qui a lancé cette idée? et pourquoi lui fit-on un si gracieux accueil dans les milieux insurrectionnels de ces trois provinces ottomanes qui ne constituent du reste ni historiquement, ni géographiquement la Macédoine, ainsi que nous avons pris la fâcheuse et surtout peu scientifique habitude de les dénommer, mais simplement la ***Roumélie***.

Nous touchons ici au bluff colossal qui a dupé l'Europe et l'Amérique pendant plusieurs mois.

Les *hommes d'Etat de la Principauté* ont appris par l'exemple de la Roumélie Orientale que l'autonomie d'une province ottomane est l'échelon qui conduit à l'indépendance. Convoitant la Macédoine, ils cherchèrent à lui faire octroyer par l'Europe bienveillante un régime spécial qui lui imprimât une physionomie bulgare. Ils se chargeraient dans la suite de renouveler le coup d'Etat de 1885, après que l'on aurait obtenu l'éloignement des troupes turques. Salonique est si près des frontières ! Un coup de force serait exécuté en vingt-quatre heures. Et l'Europe s'inclinerait encore devant le fait accompli. Malheureusement, les chancelleries ont été parcimonieuses : elles n'ont donné aux Macédoniens opprimés que la charte de Muerzteg.

L'organisation intérieure affirme n'avoir en vue que le bonheur des raïas sans distinction de race ni de religion. Mais personne, là- bas, n'ajoute foi à ses paroles. Chacun sait que les comitadjis n'ont qu'un but : bulgariser les vilayets de Salonique et de Monastir et une partie du vilayet d'Uskub. A supposer qu'une fédération macédonienne eût été réalisable, elle ne l'est plus désormais par la faute des Bulgares qui ont creusé des abîmes entre les diverses communautés.

L'insistance que mettent les comités de Sofia à réclamer à cor et à cris l'autonomie, ne s'explique que par une arrière-pensée de conquête territoriale. Voilà pourquoi ils ont pris à partie M. Tittoni, ministre des affaires étrangères d'Italie, qui suggérait un règlement de la question macédonienne basée sur le principe des nationalités.

« Nous ne dissimulerons pas, écrivait la *Makedono-Odrinski Plegled*, que la résistance la plus acharnée, la plus audacieuse, contre l'éventualité du partage viendrait de la Bulgarie. La Principauté de même que l'organisation intérieure considèrent l'intégrité territoriale de la Macédoine comme une condition essentielle de la solution de la question macédonienne... La Macédoine reformée sur la base d'une autonomie..., c'était l'avenir de la nation bulgare assuré par des garanties internationales. »

Ceci signifie que les Bulgares, ennemis du tyran, se refusent à briser la domination turque s'ils doivent partager les dépouilles avec leurs « frères » ; ils veulent tout ou rien ! Que pensent de ces exigences ceux qui s'en vont répétant à tous les échos que les Grecs sont insatiables, jamais contents, M. Bourchier, du *Times*, rappelait que feu Tricoupis avait proposé à Stamboulof un règlement à l'amiable du différend gréco-bulgare et que le dictateur avait non seulement repoussé l'idée d'un

partage de la Macédoine mais qu'il avait trahi auprès du Sultan le premier ministre de Grèce ! J'estime que les Grecs, dans ce débat, sont plus francs. Ils disent ouvertement : « nous sommes prêts à nous entendre avec les Bulgares sur le terrain des concessions mutuelles. Nous ferons des sacrifices, qu'ils se résignent à en faire de leur côté. » Tout ou rien ! tel est le refrain des politiciens de Sofia.

L'autonomie qui fatalement assurerait la prédominance à une nationalité aviverait les haines déjà trop fortes. La danse des poignards ne prendrait fin qu'avec l'incorporation de la Macédoine dans la grande Bulgarie.

Le remède est ailleurs.

Il importe, en premier lieu, de nettoyer la Macédoine de tous les repaires de bandits qui l'infestent. Les Macédoniens de toutes races et de toutes religions demandent à vivre, d'abord. Puisqu'il y a des missions militaires européennes, qu'elles arrêtent en commun et qu'elles imposent des mesures radicales. Assez et trop longtemps les comitadjis ont terrorisé les populations paisibles. Il n'est pas possible qu'une poignée d'anarchistes tienne en échec une armée de soldats, de policiers et de gendarmes. Il n'est pas possible que deux ou trois douzaines de pillards, d'incendiaires et de buveurs de sang aient assez de puissance pour dicter la loi à six gouvernements. Il importe de mater sans plus de retard ces bêtes malfaisantes, de les écraser, de les broyer. Ou bien, alors, messieurs les agents civils, avouez que vous êtes complices. Avouez que, si vous restez sourds à la pitié, c'est que vous organisez vous-mêmes, par des voies souterraines le désordre et l'anarchie pour servir les desseins d'une politique intéressée.

On aura le droit de vous traîner à la barre de l'opinion publique comme des assassins, et de

vous demander compte de tous les forfaits qui ensanglantent et désolent les trois provinces. On aura le droit de vous crier : « Allez-vous-en, faites place aux honnêtes gens ! »

Mais, objectera-t-on, il n'y a pas que des comitadjis, il y a aussi des Antartes, il y a des partisans serbes ? Oui, mais les *assaillants*, les provocateurs ce sont les comitadjis. En frappant à la tête, c'est-à-dire à l'organisation intérieure, on dispersera toutes les bandes. Que les cabinets d'Europe parlent d'ailleurs un langage énergique et comminatoire à Sofia, à Athènes et à Belgrade, et les comités se dissoudront vite.

La faiblesse extrême que l'on a montrée, vis-à-vis du gouvernement princier a été la cause initiale et déterminante de toute l'anarchie macédonienne.

Ce n'est que lorsque la tranquillité aura reparu, que l'on pourra travailler efficacement à réformer le régime turc. Pour réussir dans cette entreprise, il est nécessaire d'opérer un remaniement complet des circonscriptions administratives. En effet, le malheur pour les Macédoniens, c'est que chacun entend reconstituer l'ancienne Macédoine à son profit. Chacun dit : « La Macédoine est à moi !... Elle est grecque !... Elle est bulgare !... Elle est serbe !... » Or, la Macédoine n'existe plus. Elle a été fondue dans la Roumélie. Et, dans la Roumélie, il y a la vieille Serbie, une partie de l'Albanie, un bout de l'Epire, un coin de Thessalie, il y a de tout. La Turquie avait sagement morcelé et mêlé des régions historiques qui rappellent trop de souvenirs aux Etats voisins. Mais elle eût dû démarquer davantage encore, elle eût dû pousser plus loin le morcellement. Plus elle aurait divisé, et plus elle aurait uni. En France, le sectionnement des provinces, leur distribution en départements n'ont pas peu contribué à cimenter

l'unité nationale. Oh ! je sais que ce serait une folie que de vouloir créer une nationalité ottomane compacte et indivisible. La Turquie sera continuellement désagrégée par l'insoumission des chrétiens. Le seul fait que le raïa est exclu de l'armée et du pouvoir civil est un dissolvant qui affaiblit l'empire.

Pourtant, une division administrative très étendue et de l'ordre partout eussent donné à l'Etat vermoulu un regain de vie et de puissance.

Aujourd'hui, il est peut-être trop tard pour réparer l'édifice.

Les Grecs, les Bulgares et les Serbes ne doivent plus rêver à la Macédoine qui est morte. Ils se haïront beaucoup moins. L'action des conquêtes et du temps a défiguré la patrie d'Alexandre qui a été remplacée par des vilayets. Il convient donc, non pas de céder la Macédoine à la Grèce, à la Bulgarie, ou à la Serbie. Ces prétentions rivales provoqueraient l'intervention décisive d'un quatrième larron, qui est l'Autriche.

Que demandent les raïas et l'Europe ? des réformes, toujours des réformes ! Eh bien, qu'on en finisse, que la Porte s'attelle résolument à son propre sauvetage. Mais avec la composition actuelle des provinces rouméliotes, le gouvernement le mieux intentionné courra à des échecs successifs et funestes. Car *une véritable réforme* doit appeler les chrétiens aux fonctions administratives de tous ordres. Le raïa sera vali, mutessarif, caïmakam, percepteur, juge, etc. ; ou alors il minera de plus en plus un régime où il n'est rien qu'un contribuable. L'honneur de payer ne suffit pas à son ambition. Ne participant ni de près ni de loin à la direction des affaires publiques il se détache de l'Empire. Mais quelle serait la situation d'un Grec qui serait caïmakam à Djuma-Bala, à Nevrocop ou à Razlog ? Et quelle serait la situation d'un Bul-

gare qui serait mutessarif à Serrès, à Drama, ou Cavala ? Il importe de situer une administration grecque dans des régions grecques et une administration bulgare dans des régions bulgares. Cela est de toute impossibilité avec la division territoriale qui met en présence des éléments contraires.

Chaque statistique dit : la Macédoine est grecque ! ou : la Macédoine est bulgare ! C'est un faux point de départ pour résoudre le problème. Il ne faut pas regarder l'ensemble, il faut s'en tenir aux détails. Eh bien, si nous procédons par étapes, nous remarquons que les parties méridionales de la Roumélie sont grecques ; là-dessus tout le monde est d'accord. Je ne crois pas qu'il se rencontre un seul Bulgare qui ose soutenir que Cavala, Drama, Serrès, la Chalcidique, Salonique (exception faite des Juifs), Veria, Niaousta, Vodena, Castoria, Koritsa ne sont pas ou totalement ou en majorité helléniques. Le Nord est Bulgare. Aucun Grec sérieux n'émettrait de prétention sur cette région. Le Nord-Ouest est serbe. Il faudrait créer trois circonscriptions correspondant à ces trois groupements ethniques. Chacune d'elles aurait un vali grec, bulgare ou serbe. Chaque sandjak aurait un mutessarif chrétien ou turc selon qu'il y aurait une majorité de raïas ou de musulmans. On procéderait de même pour les cazas. On aurait soin de ménager aux uns et aux autres dans toutes les branches de l'administration la place qui leur revient selon leur importance numérique. Il serait d'une criante iniquité de ne pas tenir un compte exact des intérêts turcs. Mais la grosse difficulté réside dans le centre de la Roumélie, dans les cazas où Bulgares et Grecs se mêlent, se confondent si intimement. Ici, le plus simple serait de rattacher à chaque sphère d'influence les villes et les villages qui l'avoisinent immédiatement. Une commission européenne pourrait déterminer la

ligne-frontière qui délimiterait les nouvelles provinces.

Très certainement, il se trouvera des Grecs sous l'administration bulgare, comme il se trouvera des Bulgares sous l'administration grecque. Personne n'aura le droit de protester, puisque chacun recevra des compensations pour les pertes qu'on lui aura fait subir. Ainsi, Melnik, ville essentiellement grecque, ne peut ambitionner de faire partie intégrante de l'Hellénisme, car elle est enclavée, égarée dans une région bulgare. De même, des villes bulgares ne devront pas être incorporées dans le domaine du bulgarisme lorsqu'elles se trouvent sous la dépendance de Drama, de Serrés ou de Niaousta. En marquant nettement à chaque propogande les limites qu'il lui sera interdit par l'Europe de dépasser, on mettra fin à cette odieuse guerre de races qui ensanglante toute une contrée et ne lui permet pas d'entrevoir une ère de paix et de prospérité.

Est-ce à dire que l'on touchera à l'intégrité de l'Empire ottoman? Non. C'est le sultan qui continuera à être le Maître, le Souverain ; c'est lui qui nommera les valis, grecs, bulgares et serbes et les investira de son autorité. Le programme de Muerzteg prévoit, du reste, un remaniement des circonscriptions administratives tendant à « favoriser *les autonomies locales* ». L'adoption de cette clause fut une faute politique ; c'est de là, en effet, que sont sortis tous les maux dont souffrent les Macédoniens. Mais puisqu'on l'a inscrite dans la charte des réformes, il serait d'une haute sagesse de l'exécuter au plus vite. Cette mesure couperait court aux manœuvres criminelles des comités qui ont entrepris de changer, au profit de leurs ambitions, la physionomie, le caractère et les tendances de plusieurs milliers d'hommes. N'ayant plus de chimères à faire triompher, les agitateurs

seraient obligés de rentrer dans le calme. C'est le seul moyen, à mon avis, de pacifier la Macédoine et d'éviter une castastrophe !

Que si les bandes s'entêtent dans leur œuvre de désorganisation, eh bien, que l'Europe entière se ligue avec la Turquie pour les réduire en poussière. Que l'on purge méthodiquement caza par caza de tous les voleurs et de tous les assassins. Tous les Macédoniens, qu'ils soient Bulgares, Grecs ou Serbes, se soucient fort peu, pour l'instant, du contrôle financier, judiciaire ou administratif. Ils voient s'agiter dans le vide, avec la plus morne indifférence et le plus sceptique découragement, tous ces sauveurs qui pensent à doter les cadavres et les moribonds d'institutions utiles seulement aux vivants. De quelle consolation peut être pour un malheureux que l'on poignarde dans le dos et qui se sent irrémédiablement perdu la conviction que de bons juges prononceront à l'avenir d'équitables sentences? Les survivants ne seront pas plus heureux, car ils savent qu'aucun tribunal ne les délivrera de l'étreinte du tortionnaire. Ce qui leur importe, avant tout, au-dessus de tout, c'est, non pas qu'il y ait une magistrature intègre, mais qu'ils puissent vivre. Quand leur existence sera à l'abri, alors, oui, ils seront reconnaissants à quiconque leur donnera par surcroît, ce qu'ils considèrent aujourd'hui, comme étant un luxe, presque du superflu : c'est-à-dire l'ordre dans toutes les branches de l'administration.

Mais ce cri qui jaillit de toutes les poitrines : « Qu'on nous permette de respirer d'abord ! » sera-t-il entendu ? ce vœu des populations qui demandent simplement leur modeste part de vie, leur petite place au soleil, sera-t-il exaucé ?

C'est le secret de demain !

Quoi qu'il en soit, je souhaite que mon pays ne se rende complice d'aucune iniquité, d'aucune in-

famie, car nous jouissons encore d'un grand prestige dans tout l'Orient. Pour l'honneur de la France, il faut que nous nous tenions constamment dans le Droit. Et il convient aussi que notre diplomatie prodigue des conseils de prudence aux petits peuples qui s'entre-déchirent et se portent des coups mortels. Il importe que nous prêtions notre appui moral aux revendications légitimes de *tous* les opprimés, et que nous nous gardions de faire pencher la balance en faveur de la force brutale et de la violence tyrannique. Nous avons nous-mêmes nos plaies qui saignent douloureusement, parce que nous sommes les victimes de l'arbitraire.

On ne comprendrait pas que nous acceptions d'être les aides du bourreau, que nous coopérions au déchirement, à la mutilation des faibles et des déshérités.

POST-SCRIPTUM

Ce livre devait paraître au mois de juin de cette année (1). Mais sur les conseils d'un ami qui habite l'enfer macédonien, j'ai fait une dernière tournée au mois d'août dans les deux vilayets de Salonique et de Monastir.

Hélas ! pour changer, la question macédonienne se complique de jour en jour. C'est la quatrième fois que je viens en Roumélie. Chaque année, je trouve la situation plus troublée, plus confuse, plus angoissante. J'avais fini par croire, sur la foi de certaines déclarations parues dans *Le Temps*, que la réforme financière opérerait à la longue le miracle de mettre un peu d'ordre tant dans les caisses et la comptabilité du Trésor que dans les esprits et dans les cœurs. Avec le bien-être m'avait-on assuré d'autre part, les populations se rendraient compte du profit qu'il y a pour elles à rejeter définitivement les éléments d'anarchie. Et lorsque je débarque à Salonique, j'entends un concert unanime de plaintes et de récriminations. Chacun hausse les épaules pour exprimer son mépris, si je vante les travaux bienfaisants de la commission financière.

En réalité, c'est une œuvre de destruction et de mort qui se poursuit avec une méthode inflexible dans les trois vilayets. Le sang coule sans discontinuer, les cadavres s'amoncellent, et les ruines s'entassent. La terreur règne partout.

Mais ce qui frappe le plus mon esprit, c'est que dans tous les consulats d'Europe on impute aux Grecs maintenant, l'insuccès des réformes. Sans les Antartes, accuse-t-on de tous côtés, le programme de Muerzteg pourrait enfin être exécuté. Et je trouve dans *Le Temps* des 31 juillet et 1er août des dépêches de Sofia et de Constantinople qui nous apprennent que l'Angleterre et la France (!) imputeraient à l'hellé-

(1) 1907.

nisme tous les crimes qui se commettent sur les rives du Vardar. On n'y souffle mot des comitadjis. Ceux-ci auraient complètement disparu. Les Bulgares seraient devenus des agneaux et continueraient à être des martyrs. Tout cela m'étonne. Les choses ont donc changé d'aspect ? Décidément, l'Orient est plein de surprises. Et voici que la Porte adresse une note comminatoire — qui ressemble à un ultimatum — au cabinet d'Athènes : celui-ci est sommé d'entraver l'action des bandes gréco-macédoniennes. La Turquie exige aussi le rappel, dans les 48 heures, de M. Coromilas, consul général à Salonique.

M. Mavroudis, consul à Cavalla, a déjà quitté son poste sur les injonctions du gouvernement hamidien. Et le ministre d'Angleterre aurait appuyé énergiquement — avec insolence, dit-on — la démarche de son collègue de Turquie.

Je me trouvais en compagnie du consul d'une grande puissance, qui est un homme probe et consciencieux, lorsque je pris connaissance de ces télégrammes. « Ah çà ! mais c'est une plaisanterie ! me déclara-t-il, spontanément. Il n'est pas admissible que la Grèce seule soit rendue responsable des troubles de Macédoine. *Il y a plus de comitadjis bulgares* que d'Antartes. Tenez, voyez cette statistique officielle, qui nous a été communiquée par Hilmi pacha : Depuis le mois de mars 1906 jusqu'au mois de juin 1907, il y a eu 74 rencontres entre les bandes *bulgares* et les troupes turques, *46* rencontres entre les mêmes troupes et les bandes grecques. Concluez vous-même. Aussi, je crois que les télégrammes dont vous me parlez sont tendancieux. Il ne doit y avoir rien de vrai dans ce qu'ils annoncent au bon public. »

M. le consul dut convenir le lendemain que l'Europe avait réellement poussé la Turquie à agir contre la Grèce sans lui dicter les mêmes mesures contre la Bulgarie ou la Serbie.

« Je n'y comprends rien, me dit-il, tout décontenancé! Tout ça, c'est de la politique. Ce que je puis vous affirmer, c'est que moi, je renseigne fidèlement et scrupuleusement mon gouvernement. Celui-ci fait ce qu'il veut de mes informations. »

Et au moment où l'Europe et le Sultan exerçaient une pression énergique sur le cabinet d'Athènes, des centaines de comitadjis faisaient irruption en Macédoine, franchissant la frontière de la Principauté avec armes et bagages.

On apprend coup sur coup les faits suivants :

Une bande bulgare commandée par le chef Tane est entièrement détruite par les soldats turcs dans le bois de Tségani.

A Héraclion, dans le caza de Perlépé, 85 *comitadjis* trouvent la mort dans un combat furieux que leur livrent les troupes. Les documents saisis sur les cadavres ont permis d'établir que *63* des partisans bulgares étaient des *soldats du bataillon de Philippopoli*. Le chef de la bande était un officier de la Principauté, du nom de *Tsakof*. 85 fusils Mannlicher, 20 bombes, trois trompettes sont tombés entre les mains des soldats.

Cinquante comitadjis entrent dans le caza de Razlog, et cent autres s'apprêtent à pénétrer dans le caza de Djoumaia.

Dans le caza de Keuprulu, une bande bulgare de 20 partisans est attaquée par les troupes. Dix comitadjis sont tués. Puis, les soldats découvrent une autre bande de quinze comitadjis qui se cachaient dans un village : ils en tuent 4 ; le reste est brûlé dans une grange qui a pris feu.

Des détachements militaires mettent en déroute près de Tségani une bande bulgare de 30 comitadjis dont 4 sont tués, le chef Naido y compris.

Une bande bulgare forte de 30 hommes et commandée par le chef Tsadomirof, est anéantie à Déré-Mouslim. Pas un comitadji ne sort vivant du combat.

Enfin, comme bouquet de ce feu d'artifice, *40* comitadjis tentent d'enlever le colonel Elliott, chef de la Mission militaire anglaise, dans le secteur de Drama. Le colonel avec qui j'ai eu le plaisir de dîner chez notre aimable consul, M. Alric, à Salonique, m'a raconté toutes les péripéties de cette dramatique aventure.

Il se trouvait, nous a-t-il dit, à Kuredjik. Le matin, il se dirige seul vers la sortie du village. Mais à peine a-t-il dépassé les dernières maisons, il est saisi brus-

quement par quatre mains puissantes. Il se retourne et il voit deux grands gaillards qui le poussent en avant. « Oh ! rassurez-vous, lui déclarent-ils, nous ne vous ferons aucun mal. Suivez-nous, nous irons dans la montagne en lieu sûr. »

Ils avaient l'intention de réclamer une rançon de vingt mille livres (soit 460.000 fr. environ). Le colonel se débat pour briser la chaîne nouée autour de ses bras par les vingt doigts de ses geôliers. Peine inutile, ceux-ci avaient des mains de fer. Mais voici qu'une femme est témoin de sa détresse. De loin, elle a assisté à la courte scène. Elle court vers les 2 gendarmes attachés à la personne de l'officier anglais et les prévient du danger qui menace leur chef. Ces hommes se portent courageusement au-devant des bandits et tirent des coups de fusil. D'autres comitadjis, une quarantaine, sortent des buissons comme des diables. Une fusillade s'engage qui attire les soldats du détachement de Kuredjik. Les balles sifflent aux oreilles des ravisseurs qui s'impatientent et disent au colonel : « Mais marchez donc plus vite, vous voyez bien que nous sommes poursuivis. » On a passé une corde autour de son bras droit, on veut aussi immobiliser son bras gauche. Il tente un effort suprême et parvient à saisir son revolver de ses doigts engourdis. Il peut appuyer le canon de l'arme sur le ventre d'un des brigands qui tombe comme une masse. Dès cet instant, il a un bras complètement dégagé : il tire quatre autres coups de revolver qui abattent chacun un homme. « J'ai eu l'impression, dit le colonel, d'en avoir touché cinq ; trois au moins sont morts. »

La bande se voyant poursuivie, impuissante à emporter l'officier anglais, s'enfuit vers la montagne, laissant sur le terrain deux cadavres et un blessé.

La Vetcherna Posta de Sofia a inséré une communication de l'organisation intérieure accusant le colonel Elliott de complicité et de... trahison. L'officier anglais aurait joué une indigne comédie. Est-il besoin de dire que cette accusation ne trouva aucun écho, qu'elle fut considérée comme une calomnie destinée à disculper les comités révolutionnaires?

Ainsi, en quelques jours, les troupes turques ont

tué presque autant de comitadjis bulgares qu'elles ont tué de partisans grecs en une année ; les bandes bulgares ont envahi tous les cazas du nord, du nord-est et du centre, elles se sont livrées à un attentat criminel sur la personne du représentant militaire de la Grande-Bretagne, et... le gouvernement du roi Edouard a vivement appuyé la note comminatoire remise par la Porte... au cabinet d'Athènes ! ! Les Bulgares commettent mille crimes, et c'est aux Grecs que l'on s'en prend.

Quelle est cette plaisanterie ? Où veut-on en venir ? A Londres même, il se rencontre des hommes politiques pour blâmer la partialité de leur gouvernement à l'égard de l'hellénisme. M. R. O'Connor, député à la Chambre des Communes, a écrit au directeur du *Times* une lettre dans laquelle il mettait les choses au point. En rappelant que six Grecs venaient d'être trouvés pendus dans le district de Florina, il a fait remarquer qu'il y avait toujours des bandes bulgares qui circulent en Macédoine.

Vraiment, je ne parviens pas à comprendre les intentions de la diplomatie britannique. Pendant que le roi Edouard tisse un réseau d'ententes et d'alliances pour assurer la paix du monde, ses agents et ses officiers semblent avoir pris à tâche depuis quelque temps d'exciter, de pousser les comitadjis bulgares à tous les désordres et à tous les excès, ce qui peut à la longue faire éclater la guerre en Orient. Il existe, certes, des bandes grecques en Macédoine. Et j'ai même le regret d'écrire que les Antartes, parfois, ont oublié que l'hellénisme est considéré par le monde des penseurs et des artistes comme un facteur de civilisation. Ils ont été contraints d'organiser la défense de leurs droits et de leurs intérêts, c'est entendu. Pourtant, ils devaient éviter de marcher sur les traces d'Apostol, d'Yovan Carassouli et de Sandanski. Malheureusement ils ont eu la main lourde en quelques circonstances. Ainsi, le massacre de Kuradjo-Keuy est une horreur qu'il n'est pas permis de justifier. Je crois être l'interprète de tous les philhellènes français en exhortant les Grecs à se surveiller, à se modérer, à se montrer toujours *humains*, même lorsqu'ils ont à châtier des cou-

pables. Il nous serait difficile de soutenir leur cause s'ils basaient leur propagande sur le poignard. Qu'ils combattent leurs ennemis, mais qu'ils n'*assassinent* pas, qu'ils n'*exécutent* jamais des femmes ni des enfants : je ne saurais les absoudre.

Mais de ce que les méfaits des bandes grecques sont indéniables, il ne s'ensuit pas que l'on doive fermer les yeux sur les entreprises du banditisme bulgare. Nous savons par l'histoire de ces dernières années que les bandes grecques sont une *conséquence* de l'action des comités révolutionnaires de Sofia. L'action hellénique est un *accident*, l'action bulgare est un *système*. Ceci est un mal qui est profondément enraciné dans l'âme des comitadjis et qu'il est presque chimérique de vouloir extirper ; cela est à la surface des choses, à fleur de peau, pour ainsi dire, et un rien sera capable de le faire disparaître.

Que les bandes bulgares quittent le sol macédonien, et aussitôt, j'en suis intimement convaincu, les bandes grecques et serbes s'évanouiront comme par enchantement.

Le résultat des démarches faites par les Ambassadeurs auprès de la Porte en vue d'obtenir des mesures rigoureuses contre les Antartes et leurs complices, est double. Tout d'abord, les comités de Sofia ont vu dans la partialité manifeste de l'Europe en leur faveur un haut encouragement. Ils ont aussitôt lâché par toutes les écluses ouvertes sur la frontière de la Principauté des bandes fortes de cent, de quatre-vingts, de cinquante *insurgés*. Ils ont été plus loin : ils ont envoyé en *terre turque* des *soldats* et des *officiers bulgares*. Pourquoi se gêner, puisque tous les péchés d'Israël retombent en définitive sur les épaules de ces pauvres Grecs, « qui n'ont pas d'armée »? car il est écrit que l'on ne respectera toujours, même aux époques de fraternité universelle, que les hommes qui s'imposent au respect de la brute. La crainte n'est pas seulement le commencement de la sagesse, elle est aussi la source éternelle de la justice... Vous objecterez sans doute qu'il n'est pas à l'honneur de l'Europe de faire étalage de sentiments nobles quand elle s'inquiète du sort de la Macédoine et qu'*à côté*, dans le dé-

tail de ses intrigues, elle piétine la vérité, elle favorise cette anarchie qu'elle se vante de vouloir détruire. Oui, mais connaissez-vous quelque chose de plus abject que la politique ? J'imagine qu'à son entrée dans la carrière, un diplomate apprend à se cuirasser le cœur non pas d'un triple mais d'un sextuple airain. Il doit se former une optique très compliquée qui lui permet de *voir* en pleines ténèbres et de ne rien distinguer dans la lumière la plus pure.

La recrudescence de l'activité bulgare a été accompagnée de la persécution des Grecs. Les Turcs, se sentant, eux aussi, encouragés à taper sur des giaours, ont bondi sur cette riche aubaine. Hilmi pacha a multiplié les ordres et les instructions pour qu'on traque sans merci les Grecs des villes et des villages, dans l'église, dans l'école, dans les magasins, dans l'atelier, aux champs. Il est fait défense de pénétrer dans les consulats du roi Georges, d'entretenir des relations avec les représentants de la nation hellénique. Et ceux qui enfreignent la volonté de l'Inspecteur général de Roumélie sont traînés en prison. A Salonique, à Serrès, j'ai constaté que les hôtels consulaires grecs sont vides. Personne n'ose en approcher. L'inspecteur des écoles du patriarcat a été arrêté comme un simple malfaiteur, sous mes yeux, pour le seul crime d'avoir rendu visite à M. Contogouris, gérant du consulat général de Grèce à Salonique. A Serrès, il en est de même. La communauté grecque est frappée d'ostracisme par le maréchal Ibrahim, un soldat exalté et cruel, et par le mutessarif, un jeune pacha qui se pique de libéralisme, affectant presque à certaines heures des allures réformatrices, mais qui est aussi hamidien, en réalité, c'est-à-dire aussi anti-européen que le plus fanatique des vieux Turcs. Quand le soir tombe sur la ville de Serrès, c'est un tombeau qui se ferme : les rues sont désertes, pas un homme n'ose s'y aventurer, il y règne un silence de mort qui vous impressionne jusqu'à vous glacer l'âme.

Les valis n'ont aucun ménagement pour les archevêques grecs. Ils les insultent ouvertement et les empêchent d'administrer leurs diocèses. Et les communautés sont tout à fait désorientées, absolument déca-

pitées. Autrefois, aux temps les plus sombres de la tyrannie turque, le Patriarche œcuménique était une puissance morale devant laquelle s'arrêtaient les fureurs du Sultan. Le Croissant s'inclinait devant la Croix. C'est pourquoi les chrétiens ont pu survivre à toutes les catastrophes. C'est pourquoi les Bulgares — ils l'oublient trop — ont pu ressusciter. Aujourd'hui, tout cela n'est plus que de la légende. Les Consuls d'Europe, en tête les représentants de la plus grande puissance orthodoxe, se sont rués sur les Métropolitains grecs et les ont livrés pieds et poings liés aux caprices de Hilmi. Celui-ci les caresse, tel un chat qui tient une souris dans ses griffes, puis les mord, puis les flatte encore, puis les déchire, pour les rejejeter enfin vers le Phanar.

« Ce n'est pas moi, proteste-t-il, qui leur fais la guerre. C'est l'Europe qui m'oblige à les chasser. » Les consuls du roi Georges ne sont pas mieux traités. Sur la dénonciation intéressée — la plupart du temps payée par les autorités — de la première canaille venue, on attribue à ces agents tous les assassinats commis sur les Bulgares. Celui de Cavalla est accusé d'avoir remis le couteau meurtrier à trois individus qui auraient tué un exarchiste à une heure et demie de la ville ; or, il a été prouvé par vingt témoignages fournis par des négociants et des industriels d'une honorabilité indiscutée que ces prétendus assassins se trouvaient à l'intérieur des manufactures de tabac où ils travaillaient d'ordinaire comme ouvriers manipulateurs, au moment précis où le meurtre était perpétré. N'importe, la Porte a exigé le rappel du consul de Grèce. Et pas un agent d'Europe ne s'est présenté pour appuyer son collègue. Les belles traditions se perdent. Ou plutôt, je me trompe, je suis heureux d'avoir à dire que M. Alric (1), notre représentant à Salonique, s'est permis de poser cette question indiscrète à Raouf pacha, gouverneur général du vilayet : « Avez-vous des preuves, pour pouvoir impliquer les consuls et les archevêques grecs dans les affaires

(1) M. Alric vient d'être appelé au Consulat général de Tripoli.

criminelles que vous instruisez ? » « Non, répondit le vali, nous n'avons pas de preuves, mais nous avons de fortes présomptions. En ces matières-là, *on n'a jamais de preuves ! !* » Et M. Alric eut tout au moins le courage de protester contre cette manière de voir, affirmant que cent, mille, dix mille présomptions ne valent pas un bout de preuve.

Les Anglais surtout se montrent féroces dans l'animosité inexplicable dont ils honorent l'élément grec. Eux qui nous avaient tant critiqués — et avec quelle sévérité ! — pendant que se déroulait en France cette malheureuse et interminable affaire Dreyfus, ils n'ont pas eu un mot de blâme à l'adresse des juges hamidiens qui ont condamné à mort deux innocents, que lavait de toute accusation le témoignage unanime et concordant d'une cité entière.

Qu'on y prenne garde ! En habituant le Turc à persécuter une catégorie de chrétiens, on accomplit une exécrable besogne, on fait reculer de plus de cent ans la barbarie des Osmanlis. Les fonctionnaires de Sa Hautesse délivrés de tout frein donnent libre cours à leur bestialité.

Un officier s'écriait tout récemment en présence des Grecs de Dovista : « Nous avons violé pendant cinq siècles vos mères, vos femmes, vos filles et vos sœurs. Et malgré tout, nous n'avons pas réussi à faire de vous des Turcs. Mais patience, vous n'avez pas fini de souffrir. Nous ferons de vous des esclaves. » Le vali de Salonique jetait cette menace à la communauté grecque de Veria, qui lui souhaitait la bienvenue avec le Métropilitain : « Je vais vous chasser tous d'ici. J'ai commencé par me débarrasser de *votre chef* (M. Coromilas, consul général) ; je frapperai aussi votre archevêque qui vous a conduits auprès de moi, puis j'exilerai tous les notables. Je vous materai ! » J'apprends en effet que le vice-roi Hilmi pacha, songe à profiter des dispositions anti-helléniques de l'Europe pour envoyer pourrir dans les prisons de Rhodes quelques centaines de grécomanes. Je connais plusieurs notabilités de Monastir qui sont particulièrement visées.

Des Musulmans — il y a de braves gens partout — les ont prévenus charitablement du danger qui est sus-

pendu sur leurs têtes. J'ai déjà entendu trop de Macédoniens me dire : « Nous étions plus heureux autrefois, sous le régime ottoman, *avant l'intervention de l'Europe.* Etant seuls face à face avec nos tyrans, nous avions appris à les adoucir, nous avions réussi à établir avec eux des relations presque supportables. En les achetant, en les gavant de bakchiches, nous avions des accalmies, de longues trêves. Maintenant, nous sommes bien plus malheureux, car nous sommes désignés par l'Europe elle-même à leurs coups. Et nos métropoles étant privées de nos archevêques, on nous enlève le dernier refuge de nos libertés. Si cela continue, nos communautés, que tous les historiens se sont plu à admirer, finiront par être tellement émiettées qu'elles n'existeront plus qu'à l'état de souvenir. Ce ne sont déjà plus que des squelettes. »

Les consuls et les officiers européens ne peuvent dénoncer — et encore ce rôle de mouchard ne leur convient guère, dès que les représentants du roi Georges et du patriarche sont en cause — que s'ils ont en mains non pas des indices, des *cancans*, que les Turcs excellent à inventer et à lancer dans la circulation, mais des preuves irréfragables, des preuves aveuglantes. Les présomptions, même souvent des aveux ne suffisent pas. Nous avons vu en France, dans l'affaire des avortements de la rue Tiquetonne, par exemple, que les confessions peuvent être dictées par des policiers peu scrupuleux. On fut bien plus généreux à l'égard du clergé exarchiste et des agents du Prince Ferdinand. Je me souviens qu'un jour les Turcs avaient voulu arrêter l'évêque bulgare de Strumnitsa chez qui l'on avait découvert des bombes et dont la maison servait d'asile aux comitadjis. Aussitôt, la Russie intervint et exigea que l'évêque ne fût pas inquiété. Cent fois, les consuls ont fait sortir de prison des Bulgares compromis dans des attentats. Les Grecs, eux, il faut en convenir, ne trouvent aucun appui. Bien pis, ils sont signalés, montrés du doigt par les Européens aux bourreaux turcs !

Quoi qu'on prétende, le mishellénisme est un fait certain : il empoisonne toute l'œuvre accomplie par l'Europe en Macédoine ; il compromet le succès du pro-

gramme de Muerzteg. Car au lieu de pacifier les esprits, on les aigrit, on accule des malheureux à tous les désespoirs...

Ce qui est singulier, c'est que les Bulgares ont des accès de franchise et qu'ils ne cachent pas leurs torts. Ainsi, M. Michaïlowsky, qui fut un des chefs du mouvement macédonien, ancien président du « Comité suprême macédono-andrinopolitain » a dit dans une conférence faite à la Société des publicistes, à Sofia : « Pour atteindre notre but — la destruction de l'Empire ottoman et l'écrasement de tous nos voisins — nous avons créé en Bulgarie des comités, nous avons fondé des journaux et publié des brochures où nous exposions tout au long nos plans et nos projets, à l'instar des gens qui sont sûrs du lendemain. *Nous avons armé des bandes que nous lançions en territoire turc*, nous avons ouvert nos frontières à tous les ennemis du sultan qui formaient des comités *sous les yeux mêmes des autorités. C'est sur notre territoire que se tramaient les complots et s'organisaient les attentats à la dynamite contre les établissements des grandes puissances en Turquie*, etc. *Et tout cela sous les yeux des ministres bulgares et sans doute avec leur assentiment... Et cette bacchanale continue encore jusqu'à nos jours.*

...Le résultat de tout cela est ignominieux... Le moment n'est-il pas venu de comprendre que nous avons suivi jusqu'ici une fausse route qu'il faudrait abandonner pour s'engager dans une voie qui mènerait à une issue ?... Il est vrai que, naguère, je parlais sur un autre ton. A cela, il y avait deux raisons : la première, *c'est que je ne connaissais pas la vérité...*

...Quant à la seconde, je n'en puis rien dire, car *j'ai peur.* Dans notre Bulgarie constitutionnelle, on n'est pas toujours en sécurité lorsqu'on dit la vérité : c'est pourquoi je l'ai exposée en détail dans mes Mémoires. »

Ces déclarations empreintes de sincérité font honneur à M. Michaïlowsky, elles nous révèlent qu'il ne faut pas identifier la cause des comitadjis — brigands avec celle de la nation bulgare.

Mais il y a mieux encore que cette confession : il y a les révélations sensationnelles que vient de faire, dans

un véritable coup de tonnerre, M. Natchévitch, ancien Agent diplomatique de Bulgarie à Constantinople. Ceux qui suivent de près les événements d'Orient n'ignorent pas que c'est à la prudence et au tact de M. Natchévitch que la principauté a dû de ne pas être écrasée par la Turquie dans une guerre qui eût menacé, au surplus, la paix de l'Europe. Cet habile diplomate a toujours préconisé pour le gouvernement du prince une entente étroite avec le Sultan. Mais les démarches qu'il multipliait auprès de la Sublime Porte pour faire triompher ses idées étaient constamment entravées par les incursions des bandes bulgares en Macédoine. Il aurait rédigé pour la *Balkanka Tribuna*, sous le pseudonyme d'*Obrechco*, une série de correspondances, datées de Constantinople, dans lesquelles il accusait en termes violents les hommes d'Etat stamboulovistes Petroff, Petcoff, Ghennadief, de favoriser, que dis-je, d'entretenir, d'organiser la révolution macédonienne. M. Daskalof riposta dans la *Vetcherna Posta* (1), organe du gouvernement. Il attaqua M. Natchévitch pour avoir rendu publiques « des choses compromettantes ». Celui-ci n'eut plus de retenue. Insulté par ses adversaires, il avoue que la *Vetcherna Posta* lui a rendu sa mission extrêmement difficile en fournissant aux Turcs toutes sortes de renseignements sur les comités, les bandes, etc. Tahsin pacha, premier secrétaire du sultan, lui mettait régulièrement sous les yeux de copieux extraits d'articles parus dans ce journal, qui ne laissaient pas que d'embarrasser le négociateur de l'accord turco-bulgare.

Puis, parlant du mouvement antihellénique, il dit dans une interview :

« J'ai quitté Constantinople parce que j'avais honte de regarder le monde en face... J'aurais voulu que la Bulgarie fût considérée, dans toutes les parties du monde, comme un modèle d'ordre et de tranquillité, une terre de liberté, de progrès, où la Loi serait respectée, la vie assurée ainsi que la fortune de tous, indépendamment de la religion et de la nationalité. Lisez le *Courrier du soir* et vous verrez quel est l'idéal de Daskalof et de

(1) *Courrier du soir.*

son *puissant protecteur*. Il n'a fait que souffler la guerre et la destruction des Grecs, leur persécution sur le sol bulgare, leur ruine ; il a réclamé des brigandages, des crimes et des troubles. Et c'est cette *terre d'anarchie* qui doit sauver la Macédoine ! Nous avons vu comment elle l'a sauvé ; la Haye a fait tomber le masque et ouvert les yeux de tous.

« ... Les amis de Daskalof à Roustchouk, Philippopolis, Anchialos, etc., ont amené des voitures avec eux pour charger les objets qu'ils ont volés aux Grecs. *Ce n'est pas du patriotisme mais du brigandage.* Dédaigneux d'un tel patriotisme, je savais que pendant longtemps la face de la Bulgarie en serait souillée, et c'est pourquoi j'ai démissionné...

« Pendant cinq ans entiers, les Stamboulovistes ont mis en coupe réglée l'Etat, la population, le patriotisme des officiers et des citoyens, l'enthousiasme des jeunes, les chapitres secrets, les fonds de secours pour les Macédoniens, etc., ils ont fait des commandes d'armes pour faire la guerre et soutenir les bandes, sous prétexte que la guerre allait éclater d'un moment à l'autre. Et tout cela pour entretenir un état de nervosité de part et d'autre du Rilo. Et le résultat de tous ces efforts c'est d'espérer que l'Angleterre et les puissances forceront la Grèce à faire cesser l'action de ses bandes, afin de sauver les populations bulgares de la destruction causée par l'incendie qu'ont allumé Daskalof et Cie... Nous attendons de la Grèce, de l'Angleterre et de l'Europe la grâce de nos frères. Quelle honte ! » On insulte aujourd'hui Natchévitch parce qu'il a prévu dès le début la *honte* de la fin, qu'il l'a prédite au Prince, aux ministres, à ses amis. Pour conclure, M. Natchévitch souhaite que l'on puisse trouver le moyen de fermer les plaies des populations macédoniennes... revenir à la propagande pacifique par l'école et intercéder auprès de l'Europe afin qu'elle accorde aux populations macédoniennes un régime viable. La Bulgarie n'est pas en état d'obtenir quoi que ce soit de plus...

Le général Pétroff, l'ancien président du Conseil directement mis en cause par le foudroyant réquisitoire de M. Natchévitch, accuse à son tour celui-ci d'avoir

été à Constantinople plutôt l'agent servile des Turcs que le représentant de la Bulgarie.

M. Natchévitch répond à cette contre-attaque en révélant dans quelles circonstances il fut nommé agent diplomatique auprès de la Sublime-Porte.

En 1903, il avait exprimé l'opinion dans un article de journal qu'en cas de guerre avec la Turquie, la Bulgarie aurait sur les bras la Roumanie, la Serbie et, peut-être, l'Autriche. Le président du Conseil, général Pétroff, vint le voir pour lui affirmer : « *En dix jours les Bulgares écraseront la Turquie et entreront à Constantinople* » ; il lui demandait en même temps d'accepter le poste de Constantinople. Bientôt après le commissaire impérial, à Sofia, Ali-Féruch, lui faisait savoir que sa présence à Constantinople modifierait l'opinion de la Porte au sujet du gouvernement princier. M. Natchévitch aurait cependant décliné l'offre qui lui était faite avec une si flatteuse insistance.

C'est alors qu'intervint le prince Ferdinant en personne. « Pourquoi refusez-vous, lui demanda-t-il, de vous rendre à Constantinople ? *Ne voyez-vous pas que les Bulgares vont être écrasés par les Turcs, qui se préparent à nous attaquer, alors que nous ne sommes pas en état de nous défendre ?* » M. Natchévitch aurait répondu que son envoi à Constantinople était inutile, puisque *le président du Conseil Pétroff était le principal soutien des bandes en Macédoine.* Il aurait ajouté que l'armée turque n'attaque que les villages où se trouvent les bandes. Donc, les comités étaient la source de tous les dangers que couraient la Principauté. Pourquoi permettre aux bandes de s'armer et de passer la frontière ? Le prince Ferdinand aurait déploré cet état de choses, et regretté qu'il fût à peu près impossible d'y mettre un terme. « Et comment cela n'est-il pas possible, aurait répliqué M. Natchévitch ? *Supporter les bandes est, à mon sens, une trahison des intérêts bulgares, c'est se montrer inhumains vis-à-vis de nos frères ployés dans la servitude. Pourquoi ne faites-vous pas passer la frontière à vos troupes ? Puisque vous le jugez impossible, arrêtez les bandes ?* » Sur les désirs du prince, M. Natchévitch se rendit le lendemain chez le général Savof, ministre de la guerre, qui lui déclara

que la responsabilité de tout ce gâchis incombait au général Pétroff.

« — Il est donc impossible de convaincre Pétrof que les bandes font aux intérêts bulgares un mal immense ?

« — Impossible, répondit Savof, parce que, *depuis dix ans, le président du Conseil s'endort et se réveille avec les comités.* Il a pris part à tous leurs travaux, à tous leurs actes, il partage leurs pensées et leur but, et il est impossible qu'il y renonce.

« — Et vous, que pensez-vous des bandes, monsieur Savof ? — Je vois le mal, mais que puis-je faire ? — Vous pouvez l'empêcher si vous le voulez. Proclamez l'état de siège sur la frontière et confiez l'administration aux officiers. — Et le Sobranié ? — Moi, si j'étais ministre de la guerre, j'arrêterais les bandes avec tous les moyens qui seraient à ma disposition, laissant ensuite la Chambre me pendre. » Le lendemain, le général Savof ayant annoncé que le Conseil des ministres avait proclamé l'état de siège dans les provinces frontières, Natchévitch déclara accepter, enfin, le poste de Constantinople, bien qu'il ne doutât pas que le président du Conseil ne continuât à faire naître des difficultés dans les relations entre la Bulgarie et la Turquie. Lorsque Natchévitch alla prendre congé de Pétrof, il trouva, chez le général, Ali-Féruch, discutant avec lui et le menaçant de l'entrée de l'armée turque dans la principauté, « bien qu'Ali-Féruch, eût une bonne opinion du général Pétrof », dont il disait à Natchévitch « *C'est un bon garçon, un peu enfant, mais nullement dangereux.* »

L'attitude du général Pétrof vis-à-vis des réformes n'a pas été moins funeste. Persuadé que l'Angleterre n'accepterait pas l'augmentation du droit de douane de 3 %, *Pétrof et ses amis commirent le crime de ne pas soutenir les réformes de Muerzteg et de les combattre de toutes les façons.* Revenant sur les événements d'Anchialos, M. Natchévitch dit :

« *Un agent de police m'a révélé, à mon retour de Constantinople, qu'il avait donné des permissions à plusieurs employés des ministères pour diriger la populace contre les Grecs. Cela dispense de tout com-*

mentaire. » Mais le général Petroff tente de dégager sa responsabilité : il cherche à justifier les horreurs du mouvement antihellénique par la théorie de la « psychologie des foules ». Mensonge ! riposte M. Natchévitch. « La psychologie de la foule nous apprend que derrière elle il y a toujours un ou plusieurs Catilinas qui se servent d'elle dans un but personnel. Un ami de Varna m'écrivait au mois de septembre de l'année dernière qu'il avait demandé à Dragouleff (1), qui était alors doué du don d'ubiquité, comment celui-ci connaissait le ministre roumain général Lahovary, auquel il faisait parvenir une adresse télégraphique de Philippopoli, après les pogroms antigrecs de cette ville. Dragouleff répondit : « *C'est le général Petroff qui m'a remis l'adresse et m'a chargé de lui télégraphier*, me disant qu'il avait fait sa connaissance à Madrid. » Il y a eu, rappelle le général Petroff, des troubles à Inspruck, entre Allemands et Italiens. « C'est vrai, reconnaît M. Natchévitch, mais ces troubles ne durèrent que quelques heures, tandis qu'en Bulgarie les scandales ont continué pendant *vingt jours* entiers, allant toujours crescendo. Le mouvement a commencé à Varna par la lapidation de l'évêque grec et l'attaque des églises et des hôpitaux. De là, il se répandit à Roustchouk, Philippopoli, etc., et se termina à Anchialo. Presque partout, c'est Dragouleff qui était à la tête de la foule : on le voyait au ministère des Affaires étrangères ; il se rendait à Roustchouk, à Philippopoli, dans le wagon même de Ratcho Petroff. Dès le retour de M. Petcoff de l'étranger, la fameuse « psychologie des foules », invoquée par M. Petroff, s'évanouit et les pogroms cessèrent. »

En résumé, M. Natchévitch accuse formellement le général Petroff d'avoir, étant président du Conseil et ministre des Affaires étrangères : 1° fomenté et soutenu l'agitation bulgaro-macédonienne, d'avoir été le « levier principal du banditisme », le collaborateur actif des comitadjis-assassins ; 2° d'avoir inspiré et appuyé le mouvement anti-hellénique de la Roumélie Orientale. Retenons aussi que le général Petroff était

(1) L'organisateur du mouvement anti-hellénique.

d'accord avec le général Lahovary, ministre des Affaires étrangères de Roumanie, pour persécuter l'élément grec dans les Balkans.

Je ne triompherai pas bruyamment en faisant observer que les révélations de M. Natchévitch confirment avec une autorité indiscutable tout ce que j'ai moi-même écrit dans ce livre. J'espère que les *quelques agents diplomatiques et consulaires français qui s'attardaient encore ces derniers temps à nier, contre toute évidence, la complicité du gouvernement princier avec les comitadjis, ouvriront les yeux.*

Et ceux qui m'ont reproché d'être trop sévère envers les agitateurs de Sofia reconnaîtront de bonne grâce que je ne m'étais pas trompé. L'Agent commercial de Bulgarie à Serrès voulait me persuader — en présence de trois officiers de notre mission, — que son gouvernement était toujours resté étranger à l'anarchie macédonienne. Persistera-t-il à soutenir la même thèse, lorsque le colonel Vérand flétrira les crimes de Sandanski ?

Puissent tous les chrétiens qui vivent en Macédoine se livrer à un sévère examen de conscience et prendre de bonnes résolutions pour l'avenir ! Que tous se réconcilient dans le même désir de voir se réaliser de larges et substantielles réformes qui apporteront au pays, avec la sécurité et l'ordre, de nouvelles richesses et un peu de bonheur !

Il y a des bandes bulgares, grecques, serbes et roumaines. Que toutes se disloquent, sans plus tarder. En tout cas, que l'Europe et la Turquie les condamnent toutes indistinctement. Que l'on oblige les soldats et les juges à poursuivre *tous* les criminels ; c'est parfait. Mais que l'on feigne de n'apercevoir sur l'échiquier macédonien que des Antartes, ceci, je le répète, c'est de la comédie, et de la plus vile qui soit. Si l'on tend réellement à pacifier les provinces de la Turquie d'Europe, il est essentiel que l'Europe change de procédés, il est urgent qu'elle recoure à l'honnêteté, à l'impartialité, à l'équité ; la Macédoine, à force d'être pétrie dans toutes les turpitudes, finira par rouler dans tous les abîmes. On l'habitue trop à évoluer dans le mensonge, l'hypocrisie et le crime. On lui bâtit une âme et un

[illegible] la p[illegible]ure. Ce n'est pas ce qui convient [illegible] d'un peuple neuf qui fait ses premiers pas dans la vie.

Nous venons d'assister de loin à une débauche de rencontres et d'entrevues où des rois, des empereurs, des princes et des ministres, ont échangé, paraît-il, leurs vues sur les grands problèmes de la politique mondiale. Ces Majestés et ces Excellences ont daigné s'intéresser au sort de la Macédoine. Je présume que l'on a arrêté de nouvelles mesures de pacification. Nous verrons dans la suite si les vieilles erreurs n'ont pas été tout simplement rajeunies...

Je ne veux pas finir sur une note de tristesse et de scepticisme. Je tiens à redire la joie que j'éprouvai, pour la quatrième fois à suivre de près les travaux de notre mission militaire. Le colonel Vérand et ses collaborateurs accomplissent une œuvre vraiment française. Ils sont dignes du pays qu'ils représentent. Je n'ignore pas que les Grecs se sont plaints de leur bulgarophilie. Mais ces accusations sont sans fondement. Certes, quelques-uns de ces officiers peuvent avoir épousé des erreurs, subissant à leur insu l'influence de leurs voisins, les Anglais : — qui peut se flatter de posséder la vérité absolue ? — pourtant, dans l'exercice de leurs fonctions, ils sont d'une rigoureuse impartialité. Je me porte garant de leur probité et de leur bonne foi.

Au surplus, je crois que le colonel Vérand n'attache pas une importance excessive aux plaintes grecques, car il ne peut pas ignorer que ce sont les Turcs qui les ont fait naître, en insinuant aux habitants de Serrès que la France, alliée de la Russie, travaille à l'agrandissement de la Bulgarie et, par voie de conséquence, à l'affaiblissement de la Grèce. Et les Grecs sont tombés dans le piège. Etant entourés de haines, ils ont vu des ennemis même chez les Français. S'ils connaissaient le colonel Vérand, comme j'ai eu l'honneur de l'approcher, ils sauraient que ce noble soldat se serait refusé de coopérer à une politique louche et faite d'équivoques. La vérité, c'est qu'il flétrit tous les criminels, tous les bandits, de quelque horizon qu'ils viennent. L'hellénisme comme le bulgarisme peuvent lui faire

confiance : il ne servira que la justice, fidèle en cela aux principes de la République.

Du reste, je suis heureux de proclamer que la France est bien représentée en Orient. Il m'est arrivé de formuler quelques critiques. Mais y a-t-il en France, dans le monde entier, un corps administratif qui soit parfait ? L'ensemble de notre représentation consulaire est aussi bon que nous puissions le souhaiter. Depuis quinze ans, il s'est amélioré considérablement. Et il défend avec âpreté notre prestige. Il est vrai que notre ambassadeur, M. Constans, a su donner l'exemple de l'énergie et de l'habilité diplomatiques. Depuis qu'il est accrédité auprès du Sultan, il a reconquis une infinité de positions que nous avions perdues. Je viens de recueillir à Constantinople l'impression que la France y occupe encore, grâce à son zèle vigilant et à son intelligente activité, un rang des plus enviables.

Rien ne doit détourner notre attention des drames qui secouent l'Empire turc.

N'oublions pas que nous y avons des intérêts considérables, que nos capitaux y sont engagés pour des centaines de millions. Ne perdons pas non plus de vue que la question d'Orient touche à l'avenir de la Méditerranée. Le problème balkanique ne peut pas nous être tout à fait indifférent. D'ailleurs, notre alliance avec la Russie nous dicte l'obligation de suivre avec une attention soutenue des affaires dans lesquelles nous serons fatalement engagés. Le monde parlementaire français commettrait une faute très lourde en s'abstenant de regarder et de sonder le chaos macédonien. Notre insouciance pourrait avoir des réveils fort désagréables.

Pour ma part, je prétends que l'anarchie dont se meurt la Macédoine est pleine de périls pour la paix de l'Europe. Aussi la France sera-t-elle prudente en n'abandonnant pas toute initiative. A certaines heures, forte de son désintéressement, elle doit faire entendre aux uns et aux autres des paroles amicales de nature à dissiper bien des malentendus.

Soc. Anon. des Imp. WELLHOFF et ROCHE, 124, bd de la Chapelle,
Paris. Tél. 441-86. — ANCEAU, directeur.